

LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°17 • SESSION ORDINAIRE 2009-2010

Les membres du Parlement des Jeunes en visite à la Chambre



Rencontre de membres du Parlement des Jeunes avec le Président et des membres de la Chambre des Députés.

Le Parlement des Jeunes vient de conclure sa session parlementaire 2009-2010. Avant de profiter d'un repos bien mérité, pas moins de 30 représentants de ses membres se sont rendus à l'Hôtel de la Chambre pour une visite des lieux et s'entretenir avec quelques-uns de leurs aînés.

Après leur avoir souhaité la bienvenue, M. Laurent Mosar, Président de la Chambre, a tenu à féliciter les jeunes pour leur engagement et à souligner les excellents contacts qui unissent les deux assemblées. Les relations se sont déjà concrétisées à plusieurs niveaux, notamment par l'introduction dans les commissions parlementaires de la Chambre de résolutions votées par les jeunes.

La résolution sur le climat après l'échec des négociations de Copenhague constitue un exemple de cette démarche.

Les jeunes ont saisi l'opportunité pour faire le tour de l'actualité avec les députés, présents en nombre. Les discussions ont notamment tourné autour de:

- l'abaissement de l'âge légal (de 18 à 16 ans) pour exercer le droit de vote;

- la présence des jeunes sur les listes électorales des partis et le fait qu'ils arrivent rarement à décrocher un siège de député;

- la communication au Parlement des Jeunes des sujets politiques que la Chambre compte traiter dans les mois à venir pour

que le Parlement des Jeunes puisse en discuter à son tour et prendre le cas échéant des résolutions;

- la nouvelle loi sur l'aide financière accordée aux jeunes pour faire leurs études;

- l'implication de la Chambre en automne dans la suite des négociations du Comité de coordination tripartite, cruciales pour faire sortir le Luxembourg de la crise.

Les députés ont finalement souhaité à leurs jeunes pairs de passer de bonnes vacances et de continuer à travailler avec verve pour que leur engagement puisse porter ses fruits.

| | | |
|------------------------|----------|-----------------|
| 43 ^e séance | mardi | 13 juillet 2010 |
| 44 ^e séance | mercredi | 14 juillet 2010 |
| 45 ^e séance | jeudi | 15 juillet 2010 |

Repenser l'aide au développement

La globalisation oblige les pays donateurs à repenser leur politique en matière d'aide au développement. Comme pour de nombreux des 34 pays, membres de l'Organisation de Coopération et de Développement économiques (OCDE), la politique de développement luxembourgeoise fait l'objet d'un suivi externe. L'évaluation a pour but de comparer la politique nationale aux objectifs et principes définis au sein du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE. Fin juillet, le Président de ce comité, M. Eckhard Deutscher, a eu un échange de vues avec les membres de la Commission des Affaires étrangères de la Chambre.

La crise économique, le changement climatique et les questions environnementales jouent dorénavant un rôle prépondérant en matière de coopération. Par souci de transparence et de bonne gouvernance envers ses citoyens, le Luxembourg doit pouvoir justifier le montant de la somme qu'il consacre annuellement à l'aide au développement et qui équivaut à 1% de son revenu national brut. Selon M. Deutscher, le Luxembourg figure parmi les rares pays qui respectent leurs engagements en la matière.

Les députés se sont interrogés sur la compatibilité d'une approche «capitaliste» avec les principes humanistes de l'aide au développement. Dans ce contexte, M. Eckhard Deutscher a renvoyé à la responsabilité de chaque pays dans son propre développement

tout en précisant qu'il est impossible pour les pays donateurs de fournir la solution à tous les problèmes locaux que connaissent les pays bénéficiaires de l'aide.

En matière d'aide au développement, les pays émergents comme le Brésil, l'Inde ou la Chine contribuent au développement Sud-Sud, mais ne poursuivent pas nécessairement les mêmes principes que les pays occidentaux. Selon M. Deutscher, la Chine ne lie pas nécessairement son aide à des principes de bonne gouvernance, de respect des droits de l'homme et de valeurs démocratiques en vigueur dans les pays partenaires qu'il soutient. En conséquence, il convient de s'accorder avec les pays donateurs de l'hémisphère sud en vue d'une meilleure collaboration en matière de coopération et d'aide au développement.

Dès 1961, l'OCDE a souhaité contribuer à une meilleure participation des pays en développement à l'économie mondiale et à l'éradication de la pauvreté. La dernière analyse par l'OCDE de la politique d'aide au développement luxembourgeoise a eu lieu en 2008. La prochaine se fera en 2013. 2010 constitue donc une étape à mi-parcours.

Finalement, M. Deutscher a salué le fait qu'il ait pu s'entretenir avec des parlementaires luxembourgeois, regrettant au passage que trop peu de parlements soient en général associés aux processus décisionnels autour de la coopération au développement.

Il revient aux parlements nationaux de jouer un rôle central

En remplacement de M. Laurent Mosar, Président de la Chambre des Députés, Mme le Député Anne Brasseur a assisté à Limassol (Chypre) à la Conférence des Présidents de Parlement du Conseil de l'Europe. Dans son allocution, elle a insisté sur la responsabilité démocratique incombant aux parlements nationaux dans un monde en crise.

Redoutant qu'en ces temps incertains et difficiles, les exécutifs n'abusent de leur pouvoir pour s'arroger des pouvoirs exceptionnels, la députée luxembourgeoise a mis en garde les nombreux présidents de parlement présents devant un tel danger.

Constatant dans son discours que le monde a depuis toujours été confronté à des crises, elle a néanmoins tenu à souligner que celles-ci ont changé d'ampleur. «L'ère de la globalisation qui



Mme Anne Brasseur a prononcé un discours à l'occasion de la Conférence des Présidents de Parlement du Conseil de l'Europe.

nous rend de plus en plus interdépendants y est pour beaucoup. Il s'avère dès lors impératif d'évi-

ter les crises telles que nous les avons connues au XX^e siècle. Les efforts à fournir en ce sens ne doivent pas relever des seuls gouvernements», a-t-elle ainsi lancé à l'auditoire.

À ses yeux, le rôle des parlements dans la politique internationale s'est constamment renforcé depuis deux décennies au point de former aujourd'hui une véritable «communauté de destin transnationale» qui a l'obligation d'œuvrer dans une même direction, à savoir: garantir aux citoyens du monde entier la possibilité de se développer, de pouvoir profiter d'une protection sociale adéquate et de disposer de moyens financiers en ligne avec une vie digne.

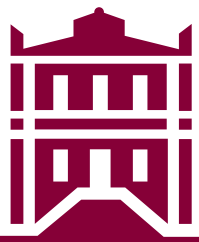
À titre de précision, rappelons que des parlementaires nationaux des 47 pays membres du Conseil de l'Europe composent son Assemblée parlementaire.



(de gauche à droite) M. Marcel Oberweis, M. Félix Braz, M. Ben Fayot, M. Eckhard Deutscher signant le Livre d'or de la Chambre, M. Norbert Hauptert, Mme Nancy Arendt et M. Marc Angel.

DANS CE NUMÉRO

| | |
|---|---------|
| Aide financière de l'État pour études supérieures | p. 598 |
| Formation de l'infirmier | p. 613 |
| Chômage, ADEM et réinsertion au travail | p. 620 |
| Sommaire des séances publiques N°s 43-45 | p. 647 |
| Sommaire des questions parlementaires | p. Q216 |



NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU N° 17 • SESSION ORDINAIRE 2009-2010

Professions de santé

6154 - Projet de loi portant organisation de la formation à la profession réglementée de l'infirmier responsable de soins généraux et de la formation de sage-femme et portant reconnaissance des titres de certaines professions réglementées,

- **transposant les dispositions spécifiques aux professions réglementées d'infirmier responsable de soins généraux, de sage-femme et d'architecte de la Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles, modifiée par la Directive 2006/100/CE du Conseil du 20 novembre 2006 portant adaptation de certaines directives dans le domaine de la libre circulation des personnes en raison de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie;**

- **modifiant la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé;**

- **modifiant la loi du 11 janvier 1995 portant réorganisation des écoles publiques et privées d'infirmiers et d'infirmières et réglementant la collaboration entre le ministère de l'Éducation nationale et le ministère de la Santé;**

- **modifiant la loi du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur**

Le projet de loi vise essentiellement la mise en conformité de la législation du Grand-Duché de Luxembourg avec les dispositions de la directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles, modifiée par la directive 2006/100/CE du Conseil du 20 novembre 2006 portant adaptation de certaines directives dans le domaine de la libre circulation des personnes en raison de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie.

De façon générale, les dispositions de la directive susmentionnée ont été transposées en droit national par deux lois distinctes. D'une part, la loi du 19 juin 2009 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles transpose, pour ce qui est du droit d'établissement et de la prestation temporaire de service le système général de reconnaissance en prévoyant également la possibilité de mesures de compensation, à savoir l'épreuve d'aptitude ou le stage d'adaptation en cas de différence substantielle entre les qualifications professionnelles du migrant et celles exigées pour l'exercice de la profession réglementée concernée au Grand-Duché de Luxembourg.

D'autre part, le projet de loi 6062 vise à transposer en droit national les dispositions de la directive relatives aux professions de médecin, de médecin-dentiste, de médecin vétérinaire, de pharmacien et de certaines autres professions de santé. Ce projet de loi a été voté par la Chambre des Députés en premier vote constitutionnel le 1^{er} juillet 2010.

Le projet de loi sous rubrique redéfinit la formation de l'infirmier responsable de soins généraux. Cette dernière est une profession réglementée au sens de la directive visée et elle fait partie des pro-

fessions dites sectorielles pour l'exercice desquelles le migrant au sein de l'Union européenne bénéficie de la reconnaissance automatique des qualifications professionnelles. Le principe de la reconnaissance automatique se fonde sur la confiance réciproque des États membres dans la qualité de la formation dispensée et, pour le cas de l'infirmier responsable de soins généraux, la reconnaissance automatique repose sur des exigences minimales de formation à savoir, «trois années d'études ou 4600 heures d'enseignement théorique et clinique, la durée de l'enseignement théorique représentant au moins un tiers et celle de l'enseignement au moins la moitié de la durée minimale de la formation» (directive 2005/36/CE, article 31,3.).

La Commission européenne estime qu'il y a non-conformité de la législation luxembourgeoise par rapport aux exigences minimales en matière de formation des infirmiers responsables de soins généraux avec la directive 2005/36/CE relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles et elle a lancé une procédure d'infraction (Procédure d'infraction 2008/4163). Selon la Commission européenne, la non-conformité porte essentiellement sur le nombre d'heures organisées alors que la durée de la formation est de trois ans. Dans son avis motivé, la Commission indique qu'un «minimum d'harmonisation ne peut être assuré que si les États membres prennent en considération les deux indicateurs lorsqu'ils élaborent leur formation d'infirmier généraliste et qu'ils ne s'écartent d'aucun de ces critères de façon significative», les deux critères étant celui du nombre d'heures d'enseignement théorique et clinique ainsi que celui de la durée de trois années.

Le Grand-Duché de Luxembourg a contesté que ces deux critères, à savoir celui du nombre d'heures d'enseignement et celui de la durée des études («trois années d'études ou 4600 heures d'enseignement théorique et clinique») soient conjonctifs. La partie luxembourgeoise indique que le terme «ou» est exclusif, alors que la Commission indique que le terme «ou» signifie «l'équivalent de». L'interprétation de la Commission fait de la façon dont la formation est structurée une *conditio sine qua non* pour que la reconnaissance puisse avoir effet. Cette même interprétation va dans le sens d'une harmonisation des structures d'enseignement à un niveau communautaire, puisqu'elle exige une définition de la formation en termes de durée et de volume. Ceci reviendrait à dire qu'un État membre n'est pas compétent pour l'organisation de son enseignement et va donc à l'encontre du principe de la subsidiarité.

Nonobstant cette position, le Grand-Duché de Luxembourg a marqué son accord pour réformer la formation de l'infirmier responsable de soins généraux pour éviter qu'un doute ne plane sur la qualité de la formation, doute de nature à mettre en cause la confiance des patients dans les soins qui leur sont donnés.

La formation d'infirmier de soins généraux est donc réformée selon les principes suivants:

1. admission à la formation d'infirmier en classe de douzième au Lycée technique pour Professions de Santé;
2. durée de la formation: quatre ans;
3. diplôme délivré: brevet de technicien supérieur, mention: infirmier responsable de soins généraux;

4. formation comprenant 4600 heures d'enseignement théorique et clinique répartie sur les quatre années de formation, la durée de l'enseignement théorique représentant au moins 1534 heures d'enseignement et celle de l'enseignement clinique au moins 2300 heures;

5. formation définie en termes d'objectifs tels que repris à l'article 31.4 - 6 de la Directive 2005/36/CE et tableau de correspondance indiquant les branches figurant à l'annexe V, point 5.2.1.;

6. la relation entre le lycée technique concerné et les hôpitaux dans lesquels l'enseignement clinique a lieu est régie par voie de convention.

À titre subsidiaire, il convient de relever que la formation d'infirmier de soins généraux est complétée par la possibilité d'obtention d'un diplôme supplémentaire à l'issue de la classe de 13^e, à savoir, soit un diplôme de fin d'études secondaires techniques, soit un diplôme de technicien. La formation sera donc complétée par des matières à caractère général permettant également une qualification de niveau bac.

La formation de l'infirmier responsable de soins généraux a une incidence directe sur

la formation de la sage-femme, cette dernière étant également une profession réglementée au sens de la directive 2005/36/CE. La formation telle que dispensée actuellement est une formation à temps plein de deux ans subordonnée à la possession d'un titre d'infirmier responsable de soins généraux. Or, il s'est avéré que la durée de deux ans de formation peut être insuffisante pour les besoins en formation de la sage-femme et il est dès lors proposé une formation d'une durée de trois ans. Afin d'éviter une durée excessive des études, l'accès à la formation n'est plus subordonné à la possession d'un titre d'infirmier responsable de soins généraux, mais à la possession d'un diplôme donnant accès à l'enseignement supérieur. La formation de la sage-femme n'est donc plus une spécialisation de l'infirmier responsable de soins généraux, mais elle devient une formation sui generis.

Finalement, la troisième profession réglementée au sens de la directive est celle de l'architecte. Le présent projet de loi entend donner une sécurité juridique quant à la reconnaissance des diplômes visant l'accès à cette profession.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 02.07.2010

Rapporteuse: Mme Sylvie Andrich-Duval

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media et des Communications

(Président: M. Lucien Thiel):

06.07.2010 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

09.07.2010 Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.07.2010

Loi du 26 juillet 2010

Mémorial A 2010, N°126, page 2112

ILNAS

6155 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 20 mai 2008 relative à la création d'un Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services

Le projet de loi 6155 abroge les articles 12 et 32 de la loi dite ILNAS et peut être qualifié comme le premier pas vers la transposition de la directive «services».

Avec l'entrée en vigueur du présent projet de loi, le régime d'autorisations spécifiques imposé aux électriciens souhaitant intervenir sur des installations raccordées aux réseaux de distribution publics d'énergie électrique appartiendra au passé.

Dépôt par M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 06.07.2010

Rapporteur: M. Alex Bodry

Travaux de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire

(Président: M. Alex Bodry):

07.07.2010 Désignation d'un rapporteur

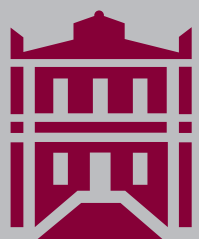
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

08.07.2010 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.07.2010

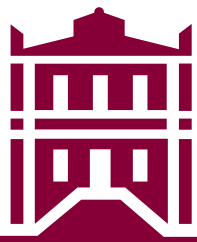
Loi du 20 juillet 2010

Mémorial A 2010, N°115, page 1964



d'Chamber online op

www.chd.lu



Sommaire

1. Communications

- M. le Président

2. Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés

- M. le Président

3. Ordre du jour

- M. le Président, M. Xavier Bettel, M. Claude Adam, M. Jean Colombero, M. André Hoffmann, M. Gast Gibéryen

- Vote (ordre du jour adopté tel que proposé par la Conférence des Présidents)

4. 6148 - Projet de loi modifiant:

1. la loi modifiée du 22 juin 2000 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures;

2. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

3. la loi du 21 décembre 2007 concernant le boni enfant;

4. la loi du 31 octobre 2007 sur le service volontaire des jeunes;

5. le Code de la Sécurité sociale

- Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media et des Communications: M. Lucien Thiel

- Discussion générale: M. Norbert Hauptert (dépôt d'une motion), M. Eugène Berger (dépôt d'une motion), M. Ben Fayot, M. Claude Adam, M. Jean Colombero (dépôt d'une motion), M. André Hoffmann

- M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

- M. Eugène Berger, M. Jean Colombero (parole après ministre), M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

- Motions: M. Lucien Thiel (priorité demandée pour la motion 1)

- Vote sur la motion 1 (adoptée; les motions 2 et 3 sont donc caduques)

5. 6113 - Projet de loi portant modification des articles 5 et 9 de la loi modifiée du 30 mai 2005 concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques et de l'article 67-1 du Code d'instruction criminelle

- Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media et des Communications: Mme Christine Doerner

- Discussion générale: M. Lucien Thiel, M. Xavier Bettel (dépôt d'une motion), M. Ben Fayot, M. Claude Adam, M. Jacques-Yves Henckes, M. André Hoffmann

- M. François Biltgen, Ministre de la Justice, Ministre des Communications et des Médias

- Motion: M. Xavier Bettel, M. François Biltgen, Ministre de la Justice, Ministre des Communications et des Médias

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

- Vote sur la motion 1 (rejetée)

6. 6108 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 février 1885 sur les pourvois et la procédure en cassation

- Rapport de la Commission juridique: M. Léon Gloden

- Discussion générale: M. Xavier Bettel, M. Alex Bodry, M. Félix Braz, M. Jacques-Yves Henckes

- M. François Biltgen, Ministre de la Justice

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

7. 6154 - Projet de loi portant organisation de la formation à la profession réglementée de l'infirmier responsable de soins généraux et de la formation de sage-femme et portant reconnaissance des titres de certaines professions réglementées,

- transposant les dispositions spécifiques aux professions réglementées d'infirmier responsable de soins généraux, de sage-femme et d'architecte de la Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles, modifiée par la Directive 2006/100/CE du Conseil du 20 novembre 2006 portant adaptation de certaines directives dans le domaine de la libre circulation des personnes en raison de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie;

- modifiant la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé;

- modifiant la loi du 11 janvier 1995 portant réorganisation des écoles publiques et privées d'infirmiers et d'infirmières et réglementant la collaboration entre le Ministère de l'Éducation nationale et le Ministère de la Santé;

- modifiant la loi du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur

- Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media et des Communications: Mme Sylvie Andrich-Duval

- Discussion générale: Mme Anne Brasseur, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Claude Adam, M. Jean Colombero

- M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

- M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé

- Mme Anne Brasseur (parole après ministre), M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

8. 5861 - Projet de loi portant approbation de l'Amendement de la Convention portant création d'un Conseil de coopération douanière, adopté lors des 109^e et 110^e sessions du Conseil de coopération douanière le 30 juin 2007

- Rapport de la Commission juridique: M. Gilles Roth

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Marco Schank et Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.01 heures)

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **Une voix.**- Neen, Här President.

1. Communications

► **M. le Président.**- Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

Fir d'Éischt ass d'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten um Büro déposéiert.

Da goufe folgend Projeten déposéiert: de 6. Juli vum Wirtschaftsminister de Projet de loi 6155 iwwert d'Schafe vum ILNAS; deeselwechten Dag vum Ausseminister de Projet de loi 6156, e Stabilitéitsaccord mat Serbien; de 7. Juli vum Landwirtschaftsminister de Projet de loi 6157 iwwert de Remembrement; den 8. Juli vun der Mëttelstandsministesch de Projet de loi 6158, Direktiven iwwert den Zougang vu verschiddene Beruffer, a schliesslech den 9. Juli vum Ausseminister de Projet de règlement grand-ducal 6159, eng Mission d'État de droit am Kosovo.

Communications du Président - séance publique du 13 juillet 2010

1. La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2. Les projets de loi et le projet de règlement grand-ducal suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

6155 - Projet de loi modifiant la loi du 20 mai 2008 relative à la création d'un Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits de services

Dépôt: M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 06.07.2010

6156 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République de Serbie, d'autre part, et de l'Acte final, signés à Luxembourg, le 29 avril 2008

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 06.07.2010

6157 - Projet de loi concernant le remembrement des biens ruraux

Dépôt: M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, le 07.07.2010

6158 - Projet de loi réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales et

- portant transposition de certaines dispositions des directives 2006/123/CE du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur et 2005/36/CE du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles;

- modifiant certaines autres dispositions légales;

- portant abrogation de la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales

Dépôt: Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre des Classes moyennes et du Tourisme, le 08.07.2010

6159 - Projet de règlement grand-ducal portant modification du règlement grand-ducal du 19 mai 2009 relatif à la participation du Luxembourg à la mission „État de droit“ menée par l'Union européenne au Kosovo (EULEX KOSOVO)

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 09.07.2010

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

2. Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés

Mir kommen elo zum Retrait vum Rôle vun engem Projet de loi. Duerch Arrêté grand-ducal de retrait huet d'Regierung ugefrot, de Projet de loi N°6134 iwwert d'Schafe vum ILNAS vum Rôle ze sträichen.

Ass d'Chamber heimat averstan?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

3. Ordre du jour

Den 8. Juli huet d'Presidentekonferenz fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer fir d'Éischt de Projet de loi 6148 iwwert déi staatlech Hëllef fir Studenten nom Modell 1; de Projet de loi 6113, eng Ofännerung vum Gesetz vum 30. Mee 2005 iwwert de Schutz vun der Privatsphär, och nom Modell 1; dann de Projet de loi 6108 iwwert d'Cassatiounsprozedur nom Basismodell; de Projet de loi 6154, d'Ëmsetze vun enger Direktiv iwwert den Infirmiersberuff nom Basismodell; den 5861, eng Konventioun iwwert d'Coopération douanière, och nom Basismodell.



Muer de Mëtteg um hallwer dräi hu mer fir d'Éischt de Projet de loi 6123 iwwert den ILR nom Modell 1; dann de Projet de loi 6147, eng Ofännerung vum Code du Travail, och nom Modell 1; dann de Projet de loi 6110, d'Émsetze vun enger Direktiv iwwert d'Eisebunnsinfrastruktur nom Basismodell; dann de Projet de loi 6014 iwwert d'Administration des Ponts et Chaussées nom Modell 1; dann de Projet de loi 6114 iwwert den Emissionshandel nom Basismodell; de Projet de loi 6056 iwwert d'Fluglotsen, och nom Basismodell; de Projet de loi 6096 iwwert d'Wäschmëttel nom Basismodell; den Ännerungsvorschlag 6143 vun eisem Chambersreglement iwwert den Impakt vum Lissabon-Traité op déi nationaler Parlamentar, och nom Basismodell.

En Donneschdeg de Mëtteg um hallwer dräi hu mer de Projet de loi 5939 iwwert d'Chambre de Commerce nom Modell 1; de Projet de loi 5881C iwwert d'Garantie de conformité nom Basismodell; de Projet de loi 6155 iwwert d'Schafe vum ILNAS nom Basismodell; an dann d'Question avec débat N°13 vum Här Ali Kaes iwwert d'Dikrecher Brauerei. Dann hu mer de Projet de loi 6081, eng Direktiv iwwert d'Abus de marché nom Modell 1; dann de Projet de loi 6130 iwwert d'Steieren nom Basismodell, an dann d'Proposition de loi 5667 iwwert d'Cour des Comptes nom Basismodell.

Et ass mer signaléiert ginn, dass eng ganz Rei vu Kollege wëllen d'Wuert zum Ordre du jour ergräifen. Ech hunn den Här Bettel, den Här Adam, den Här Colombero an den Här Hoffmann. Da kritt fir d'Éischt d'Wuert den Här Bettel.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Här President, zwee Punkten. Den éischte Punkt zum Ordre du jour ass: Wéi Der et selwer wësst, gesäit eist Reglement vir, dass déi Question-parlementairen, wou nach keng Äntwerten do sinn, sollten normalerweis hei an der éischter Sitzung kënnen gestallt ginn. Ech stelle fest, dass 26 Froen um Datum vun haut nach ëmmer net beäntwert si vun eiser Regierung, mat enger vum 20. Juni 2007 vum Här Fayot, vum Oktober 2007 vum Här Gibéryen, vum Abrëll 2008 vu mir an eng ganz Rétsch anerer.

Ech wier frou, wann d'Regierung eis géif haut matdeelen, ob se gewëllt ass, eis dës Woch déi ze beäntwerten oder ob mer schréiflech eng Äntwert drop kréien. Ech mengen, et ass net e gudden Stil, wa verschidde Froen iwwert dräi Joer musse waarden, fir eng Äntwert ze kréie vun eiser Regierung.

Zweete Punkt, Här President, ass: D'Demokratesch Partei freet, fir de Projet de loi iwwert d'Reform vun de Studienhëllef vum Ordre du jour ze huelen.

Firwat? Mir gesinn, dass eng ganz Rétsch vu Froen nach opstinn. Dëse Projet ass am Moment amgaang duerchgebauscht ze ginn. Dat wor vun der Initiative vum Projet bis elo. Et sinn einfach ze vill Froen, déi opbleiwen. Haut de Mëtteg hunn nach eng Rétsch vun Deputéierte vun eis och nach Froe gestallt kritt iwwer Leit, déi ënner engem schwéieren Handicap leiden an déi awer wëlle studéieren goen, déi sech och Froe stellen. Et sinn d'Zuelen: Wat verléiert e Student? Wat gëtt fir Härtefall gemaach? Ginn 1.000 Euro duer?

Et sinn eng ganz, ganz, ganz Rétsch vu Froen, Här President, déi einfach opstinn.

D'Chambres professionelles, wann een eise Stil kuckt vun Aarbecht, déi mer hei féieren, sinn net all saiséiert ginn. D'Chambre des Salariés kritiséiert ganz schaarf. D'Commission nationale de la protection des données reegt sech op, dass se fënneg Deeg Zäit hat, fir de Projet ze aviséieren.

Ech mengen, esou e Stil, fir legislativ Aarbecht ze maachen, ass einfach inakzeptabel. Mir hu keng fiabel Zuelen haut, déi mer nach ëmmer net virgeluecht kritt hunn, fir iwwerhaupt kënnen en bonne âme et conscience dëse Projet de loi vun der Regierung ze stëmmen.

An, last but not least, Här President, muss ech lech soen, dass ech elo just virun der Dier e roude Punkt ausgedeelt kritt hunn. Dat ass d'Ennerorganisatioun vun der Lëtzebuerger Sozialistescher Aarbechterpartei, déi schreift: „Eine kräftige «Datz» für den Hochschulminister! Wenn es nach den

Jusos ginge, müsste der Hochschulminister im September nachsitzen, um dem Parlament eine besser durchdachte und ausgereifte Reform vorzulegen!“ Ech mengen, dat seet selwer d'Ennerorganisatioun vun der Lëtzebuerger Sozialistescher Aarbechterpartei.

(Interruptions)

An ech ka mer virstellen, dass se net wëllen... Ech ka mer virstellen, Här President, dass d'LSAP elo net wëllt de Jonksocialisten einfach an de Réck falen. Oder et beweist op jidde Fall, wéi ee Vertrauen a wéi eng Seriositéit se an hir eegen Zukunft huet, wa se dat, wat déi Jonk froen, déi jo si vertrieben, net kënnen respektéieren.

Här President, wien ass hei de Verléierer, wa mer dat heite stëmmen? Dat sinn déi sozial Schwach. Wéi deier gëtt dëse Projet? Weess keen. Dowéinst, kommt, mir sinn alleguerten eens a mir huelen de Projet zréck, Här President, a mir stëmmen am September an am Oktober.

A kommt elo net mam Argument, dass de Minister seet, et misst dréngend geschéien. De Minister sot selwer an der Kommissioun, dass een dat kéint an där Académique maachen - dat huet en an der éischter Sitzung gesot - an dass déi ganz Hetz elo, déi op eng Kéier entstanen ass, net dû ass. An dowéinst ass et besser, mir zéien zréck, wann de Minister selwer seet, et ass jo net esou presséiert. Op eng Kéier ass zwar d'Hâte komm. Et weess haut nach ëmmer keen, firwat déi Hâte iwwerhaapt komm ass.

Här President, kommt mir sinn eis eens. Mir wëllen eng seriö Aarbecht maachen. Mir wëllen déi Suergen, déi Studentefroe respektéieren. Mir wëllen d'Froen, déi dem Här Fayot seng Jugendorganisatioun huet, verteidegen. Well den Här Fayot jäizt schonn. D'Jugendorganisatioun....

(Brouhaha général)

A mir stëmmen deen am September oder am Oktober, Här President. Kommt, mir maachen eng gutt Aarbecht, amplaz eng schlecht Aarbecht ze bâcléieren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Sou, elo kritt d'Wuert den Här Claude Adam, och zum Ordre du jour.

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Merci, Här President. Léif Kollegeginnen a Kollegen, ech schlësse mech deem un, wat de Xavier Bettel grad gesot huet. De François Bausch, mäi Fraktiounschef, hat an der Conférence des Présidents sech schonn derfir agesat, dass de Projet de loi 6148 haut net um Ordre du jour géif stoen. Ech ginn elo net op den Inhalt a vun deem Gesetz. Dat kënnen mer jo dann am Hierscht, wa mer et vum Ordre du jour géifen huelen, an aller Rou diskutéieren.

Ech kann awer esou wäit soen, dass déi Iddi, déi hei ugeschwat gëtt, dee Paradigmewiessel, fir eis eppes ganz Interessantes ass a vill ze vill schued ass, fir et esou iwwert de Knéi ze brieche.

Firwat mengen ech, dass mer de Projet misste vum Ordre du jour huelen? Ma wa mer eis Aarbecht seriö huelen, da wësse mer, dass am Rapport steet, dass wéi d'Chambreskommissioun de Rapport votéiert hat, keen ee Rapport vun enger anerer Instanz do war ausser deem vum Conseil d'État. An am Conseil d'État stoung, dass de «Conseil d'État n'entend pas retarder la procédure législative en soumettant le projet à l'examen exhaustif qu'il mériterait pourtant, alors que, d'après l'exposé des motifs, les modifications envisagées „constituent un changement de paradigme“...»

Mir fannen dat ganz schued, dass elo esou séier soll dee Projet hei iwwert de Knéi gebrach ginn. Mëttlerweil si jo och schonn eng Rei Avisen do, an déi Aviséi bestätegen eis an eiser Opfaassung, dass do nach vill nozebesseren ass.

Dofir géife mer wierklech eis däitlech derfir ausschwatzen an lech un d'Häerz leeën, fir de Projet de loi vum Ordre du jour ze huelen, en ze iwwerschaafen an en a Rou am Hierscht nach eng Kéier erëmzebréngen.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- An, genau wéi den Här Bettel gesot huet, déi

Urgence ass eng selwer geschafene Urgence vun der Regierung. Do kann een duerch aus soen, wann deen eréischt vun Summersemester 2011 géif ulafen, da wier dat och an der Rei.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Den Här Colombero huet d'Wuert.

► **M. Jean Colombero (ADR).**- Jo, Merci, Här President. Ech schlësse mech meng Virriedner un. Här President, Här Minister, mir hunn hei eng Ongereimtheet entdeckt, an elo wësse mer net, ob dat e Lapsus ass oder et Absicht war. Wann et elo ee Lapsus ass, bon, da reeche mer lech d'Hand. A mir mengen, dass Der esou éierlech wiert, fir dee Projet zréckzezéien. Wann et elo Absicht ass, dann ass et eng aner Situatioun. Da gëtt de Projet eben duerchgebootscht. Bon, dat ass dann Är Affär.

Èm wat geet et? D'Allocation familiale gëtt jo ewechgeholl. De Boni d'enfant gëtt jo ersat duerch 1.000 Euro. Mä, wat eis opgefällt ass, ass, dass déi 1.000 Euro zur Halschent als Prêt unerkannt ginn. Dat heescht an anere Wieder, d'Leit, déi verléieren net nëmmen hir Allocations familiales, mä si verléieren och 500 Euro vun hirem Bonus d'enfant. An anere Wieder, vu dann dass de Boni d'enfant e Steierboni ass, wär Lëtzebuerg deen éischte Stat op der Welt, dee Steiergelder verléint, an déi Steiergelder, déi mussen zréckbezuelt gi mat 2% Interessen. An ech mengen, do ass iergendwéi eng Onlogik.

Ass dat e Lapsus? Wann et e Lapsus ass, wann ech gelift, dann huet dee Projet direkt erof, da kënnen mer vläicht deen nächsten Donneschdeg oder och da vläicht d'nächst Woch, mir hunn och nach Zäit, stëmmen. Wann et kee Lapsus ass, da war et op Absicht.

Merci, Här President.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Colombero. Da kritt nach d'Wuert den Här André Hoffmann.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Här President, onofhängeg vum Inhalt vum Gesetzesprojekt 6148 iwwert d'Ofschaffung vum Kannergeld - muss ee jo emol soen deelweis - an eng nei Regelung vun de Studienhëllef, mengen ech, dass et eleng de Respekt virun der parlamentarescher Aarbecht, de Respekt virun de legislative Prozeduren an de Respekt virum öffentlechen Débat sinn, déi eigentlech vun eis géife verlangen, dee Projet vum Ordre du jour ze huelen, fir eng Denkpaus ze kréien, eng Denkpaus, eng Zäit fir eng seriö Analys vum Impakt vun deenen Dispositionen a Projets de loi, an och Zäit fir seriö Gespréicher an Négociatiounen mat deenen, déi sech kritesch zu deem Projet geüssert hunn.

Nach eng Kéier zum Rappel: Dat sinn d'Studentenassociatiounen, dat sinn déi zwou grouss Gewerkschaften hei zu Lëtzebuerg, dat ass am leschte Moment och nach d'Asti, déi um Inhalt vum Gesetz eng hefteg Kritik üben an och verlaangen, de Vote ze reportéieren.

Et ass schonn hei gesot ginn, am Exposé des motifs vum Gesetz steet, et wär net manner wéi e Paradigmewiessel. Paradigmewiessel, dat heescht, dass mer vun enger fundamentaler Logik an eng aner fundamentale Logik tueden. An da muss ee soen, dee Changement vu Logik, dee betrëfft an dësem Fall net nëmmen d'Studentenhëllef, d'Studienhëllef als solch, mä betrëfft eng Rei vu Beräicher vum Sozialstat. An ech mengen also, dass een dofir eng seriö Reflexioun soll féieren an d'Objektive soll seriö huelen.

Mä, wann ee kuckt, emol déi normal legislativ Prozedur ass hei net agehale ginn. De Statsrot - et sief nach eng Kéier gesot - betount e puermol a sengem Avis, dass et wéinst där angeblecher Urgence keng Zäit hat fir eng seriö Analys vum Projet a vun dem Impakt, deen de Projet huet. D'Chambres professionelles sinn net gefrot ginn, wat - schreift d'Chambre des Salariés - eng Violatioun vum Gesetz iwwert d'Chambres professionelles war. Wann dann d'Chambre des Salariés sech selwer, ouni gefrot ze ginn, am leschte Moment befaasst, wa se gemaach huet, da schreift se en äusserst kriteschen Avis par rapport zu deem Projet de loi.

Deen Avis vun der Chambre des Salariés, dee konnt dann och net méi an der zoustänneger Kommissioun analyséiert ginn, konnt natierlech och net am Statsrot analyséiert ginn.

Et heescht also, déi normal Schrëttler vun der legislativer Prozedur, déi sinn net agehale ginn, an, wéi gesot, onofhängeg vun deem, wat am Gesetz selwer als Inhalt steet, wär dat eigentlech Grond genuch, fir ze soen, mir kënnen dat hei net stëmmen.

Ech sinn iwwregens och der Meenung, dass dee Gesetzesprojekt verschidde Beräicher, hunn ech scho virdu gesot, beréiert, an also wär et menger Meenung no och net abwegig gewiescht, fir en a verschidde Kommissiounen ze diskutéieren, notamment och an der Kommissioun vun der Sécurité sociale, an der Kommissioun vun der Famill, well dat sinn op d'mannst déi zwou, déi och direkt...

► **Une voix.**- A vun der Éducation nationale!

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Pardon?

...a vun der Éducation nationale, déi beréiert si vun deem, wat an deem Gesetzesprojekt hei virgesinn ass.

De sozialen Impakt ass nach ëmmer ongewëss. No de Berechnunge vun der Chambre des Salariés, ënner anerem, géife bestëmmte Kategorië vu Famillje besonnesch mat schwachen Akommissen a mat méi Kanner, déi op der Uni sinn, méi schlecht ewechkomme bis elo. Dass d'Grenzgänger diskriminéiert sinn, dat schéngt zimlech gewëss ze sinn. Iwwregens ass héchst fragwürdeg, ob dat konform ass zum europäesche Recht.

► **Une voix.**- Mä, schwätze mer elo zum Fong, Här President?

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Mä eng Diskriminierung ass et jiddefalls. An nach eng Kéier och: Ech erkenne kee Grond fir eng Urgence. Ech fannen, an deem heite Fall besteet d'Urgence doranner, sech Zäit ze huelen.

► **M. le Président.**- Dann huet och nach d'Wuert zum Ordre du jour gefrot den Här Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Merci, Här President. Net direkt zu deemselwechte Punkt wéi meng Virriedner, vun deenen ech awer selbstverständlech d'Iwwerleeunge mat deelen.

Hei ass meng generell Remarque zum Ordre du jour, déi ech wëll maachen. Mir hunn dës Woch 19 Projeten um Ordre du jour, wat quasi rekordverdächtig ass. Wa mer da kucken, dass vum deenen 19 Projete sechs Projeten de Modell 1 hunn, an 13 Projeten hunn de Modell de base. Et sinn also 13 Projeten, wou d'Präsidentekonferenz am Fong decidéiert huet: Doriwwer setze mer eis am Parlament mat deene Projeten net méi ausenaner. Aner wichteg Projeten, wéi zum Beispill een iwwert d'Infirmière, wou iwwer Joren driwwer diskutéiert ginn ass, hunn e Modell 1.

Dat heescht, d'Parlament dankt quasi of. Den öffentlechen Débat, deen am Fong e Parlament auszeechent, déi öffentlech Ausenanersetzung, d'Meenungsvillfalt vun deene verschidde Parteien, d'Iwwerleeunge vun de Projeten, wat gutt, wat schlecht ass, firwat ee Parlament iwwerhaapt do ass, fir en öffentlechen Débat ze maachen, dee gëtt hei zu Lëtzebuerg quasi ausgeschloss.

Hei ass nach just e Parlament, wat am Eilverfahre Projete virgeluecht kritt, enregistriert an ofstëmmt, an domadder huet et sech. Awer de politeschen Débat, fir dat e Parlament do ass, dee fënnit hei net méi statt, an dat ass ze bedauern.

Ech verstinn, dass d'Regierungsparteie keen Interêt drun hunn, fir dass vill soll politesch diskutéiert ginn, dass dat soll esou séier am Hauruck-Verfahren iwwert d'Bühn goen a wa méiglech och nach virun der Sommervakanz, an der Hoffnung, dass d'Leit dann alleguerte scho mat

hire Gedanken an der Vakanz sinn an dann alles vergiess hunn. Dann ass et einfach duerchgebaatscht ginn, dat hate mir och an der Vergaangenheet schonn, virun der grousser Vakanz, virun der Chrëschtvakanz, mä an dëser Gréisstenuerdnung hate mer et nach ni.

Ech proposéieren duerfir, Här President, datt mer all deene Projeten zumindest sollen de Modell 1 ginn, datt hei kann eng uerdentlech Diskussioun sinn. A wa mer dës Woch net fäerdeg ginn, da solle mer als Parlament eis esou seriö huelen an net nëmmen un d'Vakanz denken, mä da solle mer nach d'nächst Woch eng Woch drunhänken an dann alleguerten déi Projeten hei seriö diskutéieren. Mir maachen eis jo am ganze Land lächerlech mat där Prozedur, déi mer hei maachen!

Deen zweete Punkt ass, Här President, mir hunn d'lescht Joer eis an eisem Reglement nei Bestëmmunge ginn iwwert d'Propositions de loi. Iwwert d'Propositions de loi, wou mer am Fong dem Deputéierte wollten d'Méiglechkeet ginn, wann en eng Proposition de loi mécht, wann en eng Initiative parlementaire mécht, datt dat dann och eng Prozedur kritt, datt dat eng Suite kritt, datt dat diskutéiert gëtt.

Mir hunn am März hei an engem fir mech e bësse fragwürdigen Eilverfahren, dee vun der Presidentekonferenz virgeschloen ginn ass, all déi Proposition-de-loien duerchgeholl, an der éischter Proposition, nämlech dat, wou d'Chamber muss driwwer befannen, ob se eng Suite där Proposition de loi gëtt, jo oder neen, an et si 27 Proposition-de-loien do zréckbehalde ginn. An déi 27 Proposition-de-loien hätte laut eisem Reglement, wat jo och Gesetzkraaft huet, misse virun der Summervakanz hei um Ordre du jour vun dësem Haus stoen.

Elo huet d'Presidentekonferenz awer net eng eenzeg..., net eng eenzeg vun deene Proposition-de-loie steet um Ordre du jour. Dat heescht, mir verstoussen als Chamber géint eist eegent Reglement, wat mer eis virun engem Joer ginn hunn. An dat ka jo och net sinn, datt mir als Chamber eist eegent Reglement net méi respektéieren!

Duerfir ass meng Fro un d'Presidentekonferenz, firwat datt, nodeem am März déi Projeten alleguer heibannen an der Chamber gestëmmt si ginn, datt se an d'Suite kommen, datt se an d'Legislativ solle kommen, déi net méi op den Ordre du jour heibanne komm sinn.

Et ass eng Fro, déi ech un d'Presidentekonferenz stellen, Här President. Ech weess net, Dir sidd wahrscheinlech deen am beschte Gëeegenten, fir eis eng Äntwert dorobber ze ginn. Op jidde Fall, mir kënnen net als Chamber géint eist eegent Reglement verstoussen, an duerfir géif ech och proposéieren, mer sollen d'nächst Woch nach eng Woch drunhänken a wann néideg zwou Wochen drunhänken, wou mer alleguer déi Proposition-de-loie konform zu eisem Reglement géifen hei op den Ordre du jour setzen.

Ech fir meng Sait als President vun der Reglementskommissioun wäert dës Woch nach eng Reglementskommissioun aruffen, fir ze kucken, wéi d'Position vun der Reglementskommissioun zu der Attitüd vun der Presidentekonferenz ass, déi am Fong hei krass géint eist Reglement verstéisst.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Wëllt nach een d'Wuert zum Ordre du jour froen?

Ech wëll vläicht just dem Här Gibéryen äntwerten, ganz besonnesch op seng éischt Kritik, wat déi verschidde Modelle betrëfft, datt, wann ech elo kucken, wat ech virleien hunn - Dir hutt mat Recht gesot, déi meeschte Projete si Modèle de base a Modell 1 -, dann notzen déi allermannste Riedner d'Zäit aus, déi se emol fir déi Modellen hunn, déi mer do virgesinn hunn. Ech mengen duerfir, datt mer dee Reproche manifestement net ganz fondéiert schéngt ze sinn.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Här President!

► **M. le Président.** - Jo.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Ech kann dat doten net esou am Raum stoe loossen.

► **M. le Président.** - Här Gibéryen!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Wa mir hei bei 13 Projeten zwou Minutte kréien, fir zu engem Projet ze schwätzen, da schreibe mir eis net méi an. Fir just dorobber ze goen an ze soen, ech hätt keng Zäit, fir ze schwätzen, a mech dann erëm setzen ze kommen, dat huet kee Wäert! Dat ass jo lächerlech!

► **M. le Président.** - Wa keng Wuertmeldung méi zum Ordre du jour ass, kënnen mer dann iwwert den Ordre du jour ofstëmme?

Wien ass mam Ordre du jour, esou wéi e vun der Presidentekonferenz virgeschloen ass, d'accord?

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Vote électronique, Här President, wann ech gelift.

► **M. le Président.** - Da maache mir e Vote électronique.

Vote

De Vote fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

Den Ordre du jour, esou wéi e vun der Presidentekonferenz virgeschloen gëtt, ass ugeholl mat 38 Jo-Stëmme, 21 Neestëmme an 1 Abstentium. Domadder ass den Ordre du jour ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par Mme Christine Doerner), MM. Paul-Henri Meyers (par M. Félix Eischen), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Raymond Weydert), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz.

Ont voté non: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helming, Claude Meisch (par M. Fernand Etgen), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Claude Adam);

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

S'est abstenu: M. Robert Weber.

Mir kommen dann och elo zum éischte Punkt vun dësem Ordre du jour, nämlech dem Projet de loi 6148...

(Interruption)

Jo?

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Ech hat eng Fro gestallt iwwer eis 26 Question-parlementairen, wou mer nach ëmmer keng Äntwert vun der Regierung kritt hunn, ob se gewëllt ass, eis déi schréftlech oder wéi...?

(Interruption)

► **M. le Président.** - Da kritt elo nach d'Regierung d'Wuert dozou.

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Här President, am Numm vun de Kollegen huele mir déi Froe mat an d'Regierung den nächste Freideg, a mir wäerten all eise Kollege soen, datt se esou séier wéi méiglech sollen op déi Froen äntwerten.

► **M. le Président.** - Merci der Madame Minister.

Mir kommen dann elo definitiv zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour, nämlech dem Projet de loi 6148 iwwert déi staatlech Hëllef fir Studenten. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Hären

Hauptert, Berger, Fayot, Adam, Colombero an Hoffmann. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Lucien Thiel. Här Thiel, Dir hutt d'Wuert.

4. 6148 - Projet de loi modifiant:

1. la loi modifiée du 22 juin 2000 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures;

2. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

3. la loi du 21 décembre 2007 concernant le boni enfant;

4. la loi du 31 octobre 2007 sur le service volontaire des jeunes;

5. le Code de la Sécurité sociale

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Média et des Communications

► **M. Lucien Thiel (CSV), rapporteur.** - Merci, Här President. Kolleginnen a Kollegen, de Gesetzesprojet, iwwert dee mer dann elo awer haut ze befannen hunn, huet, wéi all Projet, dee mat déif gräifenden Neierungen opwaart, allerhand Stëbs am Virfeld opgejet. Dat hu mer jo elo grad nach hei virdemonstréiert kritt. Dat hânt awer net nëmmen u sengem innovative Charakter, mä och dorunner, datt et ëm Sue geet.

Eigentlech ass dat Ganzt jo fir d'Éischt als Spuermoosnam geduecht - dat gëtt offensichtlech ëmmer erëm vergiess -, an et gehéiert zu deem Krisepak, deen - nom Platten...

(Interruption)

Dir dierft jo herno och schwätzen.

...vun der leschter Tripartite - d'Regierung am Sologank ficeliert an net méi spéit wéi e Freideg op de Wee geschéckt huet.

Am Spuerplang vun der Regierung, déi dat anert Joer d'Statsausgaben ëm 300 Milliounen kierz wëllt, fir de Budget bis 2014 erëm an d'Gläichgewiicht ze bréngen an hir Verscheldung natierlech ofzebremse, stinn och 74 Milliounen, déi duerch d'Ofschafe vum Kannergeld a vum Kannerboni fir Héichschoulstudenten agespuert solle ginn. Et louch natierlech op der Hand, datt esou eng Sträichung net brutal an net ersatzlos geschéie kéint, à moins datt een et drop ofgesinn hätt, eise souwisou schonn ze héijen Akademikerdefizit nach weider an d'Luucht ze driewen.

Fir deem entgéintzewierken, gëtt dann elo parallel zur Sträichung vum Kannergeld, souzesoen als Ersatz, e System vu Bourssen a Studentepretë geschaf, deen derfir surge soll, datt kee Student ze kuerz kënn.

Dat héiert sech gutt un an et héiert sech och einfach un, ass awer a Wierklechkeet méi wéi kompliziert. Schonn eleng nëmmen dofir, well et net einfach ass ze verstoen, datt hei fir d'Éischt gespuert an trotzdem nei Dépense gemaach solle ginn. D'Erklärung fir dee scheinbare Widersproch läit do, datt op där enger Sait Bourssé virgesi sinn, déi zesumme mat deenen anere Bähëllef bis op 17.700 Euro pro Joer a Student klamme kënnen, dofir dann awer op där anerer Sait, wéi am Krisepak virgesinn, um Kannergeld a bei der Besteuerung vun den Eltere vun de Studenten ewechgehuvvellt gëtt.

Well hei esou viles beienee kënn - Kannergeld, Boni, Abatement, Prêt, Prime, Bourse an ech weess net wat nach -, ass et schwéier, sech an deem ganze Gerechens erëmzefannen. Et kann een héchstens Eenzelfäll am alen an am neie Regime matenee vergläichen, mä dat endegt dann awer gär an engem Appel-Biren-Duerchneen, an deem een da stonnelaang wulle kann, ouni sech ennereneen eens ze ginn.

Et ass nun eemol esou, datt mir et hei mat engem total neie Konzept ze dinn hunn, datt dee gewinnene Bähëllefregime, mat direkter an indirekter Subventionéierung, gréisstendeels iwwert d'Kopp geheit. D'Philosophie bei deenen neie Studië-

bähëllefen, déi deenen zugrund läit, ass déi folgend:

D'Bénéficiaire vun der Ennerstëtzung sollen net méi an éischer Linn d'Eltere sinn, déi via Kannergeld, Steuerabatement a Kannerboni bis elo de Gros vun de Sue kritt hunn, derbannst de Student selwer an deene meeschte Fäll, well d'Eltere sech zum Beispill gutt stoungen, nëmmen en Urecht op e Prêt remboursable - dee berühmte Prêt remboursable - zu engem Taux vun 2%, an doriwwer eraus op eng Urechnung vun den Aschreiffraisen, an eventuell op eng Prime d'encouragement hat. Vun elo u soll näischt méi un d'Elteren, mä alles un den Héichschoulstudent goen, an zwar a Form vun enger Bourse, déi bei de Prêt remboursable derbäkënt.

Doduerch, datt d'Kannergeld, dat jo bekanntlech net proportionell, mä exponentiell mat der Kannerzuel wiisst, elo fir d'Unistudenten ewechfält, ass et méiglech, datt an eenzelne Fäll deen neie System manner avantagéis ass wéi deen alen am Kumul. Duerfir gouf dann och virgesinn, datt, sollt et zu Härtefäll kommen, de Ministère nach ëmmer op eng Rallonge vun 1.000 Euro pro Student zréckgräife kann, déi bis elo den Handicapéierte reser véiert war.

Den neie System gëllt nëmme fir Héichschoulstudenten a fir Volontairen, déi selwer oder deenen hir Elteren hei am Land wunnen. Fir déijéineg Jonk, déi no 18 Joer nach ëmmer am Lycée hänken, bleift déi al Regelung mat Kannergeld a Boni bis 27 Joer a Kraaft.

Mat Säitebléck op déi éiweg Studenten op der Uni awer gouf eng Brems agebaut. Do huet ee pro Cycle nëmmen eng sougenannten Eiereronn vun engem Joer méi zegutt, wann een am System bleiwe wëllt.

De Fait, datt déi Erspuernis, déi sech mat där neier Regelung ergëtt, zu engem gudden Deel um Bockel vun de Frontaliere gemaach gëtt, fir déi d'Kannergeld elo bei 18 amplatz bei 27 Joer ophält, huet natierlech fir etlech Oprou gesuergt, well et esou ausgesäit, wéi wa mir eis hei grad op d'Käschte vun deenen 150.000 Grenzgänger gesondstousse wéilten, ouni déi mir hei am Land scho laang d'Kéier net méi géife kréien.

Wann een awer dervun ausgeet, datt eigentlech all Land sech selwer ëm seng eege Studenten ze këmmere an hinnen ze hëllefen huet, kritt dat Ganzt schonn eng liicht aner Nues a léisst sech net méi einfach als kalhärzege Geste géigeniwwer de Frontalieren usträichen. Et gëtt dermat gerecht, datt ronn 8.000 Studenten, plus honnert Volontairen, déi nei Hëllefen an Usproch huele wäerten, wat enger 55 Milliounen Dépense fir de Stat ausmaache wäert; woubäi wuelgemierkt d'Prêts remboursables net matgerechent ginn, well et sech jo hei net ëm eng direkt Dépense, eng Dépense am eigentleche Sënn, mä nëmmen ëm eng Garantie vum Stat handelt.

An deene 55 Milliounen sinn natierlech och déi 17 Milliounen schonn dran, déi haut an d'Studiëbähëllef gestach ginn. Esou datt den Zousazcoût fir deen neie System bei ronn 38 Milliounen Euro läit. Vergläicht een déi 38 Milliounen mat deene 74 Milliounen, déi beim Kannergeld a beim Kannerboni agespuert ginn, da bleift ënnert dem Stréch eng Gesamterspuernis vu knapps 36 Milliounen rescht.

Déi, déi nach weider net d'Geleeënheet haben, sech mat dësem zougegebenermoosse komplizierten Dossier ze beschäftigen, mécht dat ganz Gerechens natierlech dronken. A wahrscheinlech ass et den Auteurs vun dësem Text net besser gaangen, well soss hätte si en cours de route net ëmmer erëm un hirem Projet gefeilt, fir en esou ronn an transparent wéi méiglech ze kréien. Dobäi hu wuel och déi sëlliche Kritiken um Projet eng Roll gespilt, déi net op sech waarde gelooss hunn.

Esou gouf nieft enger ganzer Kuerbel vun Detailnobbesserungen enner anerem och d'Iddi fale gelooss, de Kannerboni un d'Studenten ze iwwerweisen, dee jo eigentlech sengerzäit als eng Zort Negativsteuer agefouert gouf. Déi 922,56 Euro, déi pro Joer fir all Kand ufalen, ginn elo an e Supplément vun 1.000 Euro ëmgewandelt, déi elo bei déi 6.000 Euro Bourse an déi



6.000 Euro Prêt derbäikommen, wat dann um Enn 13.000 Euro ausmécht.

Dee Montant ass vläicht och keen Zoufall, well d'Berechnunge vum Ministère hunn erginn, datt den Duerchschnëttscoût op deenen deierste Plazen - an dat ass London, dat ass Paräis, dat ass d'Schwäiz - bis 13.300 Euro am Joer ausmécht. Am Gesetz steet elo, datt fir den Ablack, also elo, de Plaffong pro Joer a pro Student op 17.700 festgesat gëtt; dat heescht also op 13.000 fir d'Bourse an de Prêt, plus 3.700, déi virgesi sinn, fir d'Aschreiffraisen, d'Frais d'inscription, ze kompenséieren, plus 1.000 fir handicapéiert Studenten oder sougenannt Härtefall.

D'Abézéiung vum Boni an dee Bähëllefemontant geet notamment op eng Empfehlung vum Statsrot zrëck, deen doran e Schrëtt a Richtung Simplification administrative gesäit. Aner Kritiken, déi virun allem aus de betraffene Milieue koumen, goufen ënnerwee och zur Kenntnis geholl, souwäit se virlouchen, mä konnten net alleguer berücksichtegt ginn.

Esou huet d'Studentevertriedung ACEL ënner anerem och gemengt, och bei de Bähëllefemontant misst den Index spillen, wéi dat jo bis elo och effektiv de Fall war. Mä virum Hannergrond vum där onméiglecher Indexdiskussion am Moment bei eis, passt déi Fuerderung net onbedéngt an déi därzäiteg politesch Stëmmung. Dorivwer eraus gëtt der Inflation souwisou an deem neie Gesetz Rechnung gedroen doduerch, datt de Gesetzesprojet eng periodesch Upassung vum de Bähëllefen un d'Deierecht via groussherzoglecht Reglement explizit virgesäit.

D'UNEL hirersäits huet gemengt, et sollt een dat soziaalt Element, dat jo bis elo bei deenen eenzelne Bähëllefemontant huet, net ganz ënnert den Dësch fale loossen an zum Beispill jee no sozialer Situatioun de Prêt, dee jo spéider erëmbezuelt muss ginn, an en Deel vum der Bourse ëmwandelen. Dat awer géif bedeuten, datt erëm d'Eltere mat hirer eegener Situatioun an d'Spill kommen - de Student, deem seng spéider Situatioun kennt jo am Ablack nach keen -, wat soss näischt wéi e Retour an den ale System wär.

Eng Vermëschung vum deenen zwee esou grondverschiedene Systemer oder Regimer awer kënn fir d'Regierung net a Fro, well dann de Kuddelmuddel komplett wär. Ëmmerhin awer ass, wéi gesot, fir speziell Härtefall nach en Opschlag vum 1.000 Euro virgesinn, iwwert deen eng Kommissioun - net e Ministère, mä eng Kommissioun - ze befannen huet an där och Vertrieeder vum der UNEL a vum der ACEL setzen.

Här President, deen Duercherneen an deen Hin an Hier bei der Ausschaffung vum dëser Reform huet gewisen, datt et net grad gelungen ass op den éischte Coup, déi ideal Solutioun ronnzebréngen. Dofir wär et och ubruecht, datt no enger Zäit, wann déi éischt Erfahrung gesammelt sinn a konkret Chiffere virleien, eng Evaluatioun vum neie Regime gemaach géif. Well esou en Iwwerschlag, deen engem en Iwwerbléck iwwert déi ganz finanziell Konsequenz vum dësem Regimewiessel erlabe géif, léisst sech beim beschte Wëllen zu dësem Zäitpunkt net maachen,...

(Interruption)

...well et nach keng Erfahrungswärter gëtt a well och nach kee soe kann, a wéi engem Mooss d'Studenten elo vum deenen neien Hëllef Gebrauch maache wäerten; vläicht deen een oder deen aner, dee weiss dat, mä hellseheresch Fäegkeeten huet net jiddwereen heibannen.

A wann ee scho vu Statistike schwätzt: Am neie Gesetz geet och vum enger Datebank Rieds, déi deenen implizéierten a responsabile Regierungsservicer e méiglechst exakt Bild vum hirer Klientell a vum hiren Engagementer verschäfe soll. Allerdéngs war vergiess ginn, déi fir d'Ariichte vum esou enger Datebank vum Gesetz virgesinnen Notifikatioun bei der zoustänneger Dateschutzkommissioun anzerechen. Dat ass awer elo entre-temps geschitt, an déi kleng Feeler, déi d'CNPD am Text entdeckt huet, ginn elo am Ausféierungsreglement ausgebigelt, dat entre-temps och prett ass.

Domat wär dann de Wee definitiv fräigemaach fir deen neie Regime, dee vum nächste Schouljoer un, also am Hierscht ulafe kann; virausgesat natierlech, dëst

héicht Haus gëtt elo gréng Luucht fir dee Projet.

Här President, elo kann ee sech natierlech froen, ob dat dann elo alles esou séier huet misse goen an ob een net besser gehat hätt, déi Reform nach e bësse mauteschen ze loossen.

► **Une voix.**- Neen, net mautesche loossen! Verbesseren!

► **M. Lucien Thiel (CSV) rapporteur.**- Jo, mä Lëtzebuergesch ass vläicht net Äert.

► **Une voix.**- Dat ass awer e groussen Ënnerscheid.

► **M. Lucien Thiel (CSV) rapporteur.**- Da kéint ee jo nach hei an do dru fréckelen, wéi dat offensichtlech gewënscht gëtt, a vläicht souguer nach deen een oder anere Schéinheitsfeeler an deem Text fannen, wat bei esou enger komplexer Entreprise bestëmmt net auszuschléissen ass.

Déi Fro ass och an der Héichschoullkommissioun gestallt ginn, wou Einzelner gemengt hunn, dat Ganz wär iwwert de Knéi gebrach an et hätt ee sech solle méi Zäit fir esou eng wichteg Reform huelen. Ech ginn zou, datt kee frou gewiescht ass, fir an deem Tempo e Projet wéi dësen iwwert d'Bühn ze dreschen, mä d'Veetrieeder vum der Majoritéit an der zoustänneger Kommissioun an och de Statsrot hu matgespillt, well mir soss e ganz Joer verluer an d'Studente bis dohinner an der Loft hänke gelooss hätten.

Dofir hu mir alt e bësse Stress an der Kommissioun a Kaf geholl, an och eis Mataarbechter hei an der Chamber an an de Fraktiounen koumen net derlaanscht, fir am grouse Gank ze fueren. Jiddwereen huet deen néidege gudden Wëllen opbruecht an en Zant droppeluecht, fir datt mer dach nach d'Kéier sollten an der leschter Woch kréien.

Mir Lëtzebuurger hunn et jo éischer mat der Gemittlechkeet, wat sech zum Deel doduerch erkläert, datt et eis am Verglach zu aneren net allze schlecht geet a mir eis dofir de Luxus kënnen leeschten, fir e bësse méi lues ze sinn. Mä d'Zäiten hu geännert. Esou, wéi d'Kompetitivitéit vum eiser Ekonomie ugefaangen huet ze lappen - wat allerdéngs nach net jiddwrengem ageleecht schéngt ze hunn! -, léisst sech och d'Zäit, dee Facteur, dee jo bekanntlech ëmmer mat Sue gläichgestallt gëtt, net méi wéi Knätschgumm zéien.

Anerer géife soen, mir missten erëm méi séier a méi effikass ginn, woubäi d'Vitesse net onbedéngt mat Gerubbels a mat Haselegkeet gläichzesetzen ass. Et kann een och séier sinn an trotzdeem gutt Aarbecht maachen. Dat war dës Kéier ouni Zweifel de Fall.

Als President vum der Héichschoullkommissioun kann ech dofir nëmmen all deenen, déi mat un dësem Projet dru geschafft hunn, Merci fir hire beispillhaften Asaz soen. Ech géif awer och gär un d'Adress vum der Regierung drunhänken: Kommt net méi esou erëm!

► **Plusieurs voix.**- Aha!

► **M. Lucien Thiel (CSV), rapporteur.**- An als Rapporteur vum dësem Projet géif ech lech am Numm vum der Majoritéit vum der Héichschoullkommissioun empfehlen, deem Gesetz elo Är Zoustëmmung ze ginn, an ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Rapporteur. Als éischte Riedner ass den Här Norbert Hauptert agedroen. Här Hauptert, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Norbert Hauptert (CSV).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt dem Kolleg Lucien Thiel fir säin ausféierlech schréiftlechen an och mündleche Rapport félicitéieren an him Merci soe fir säin onermiddlechen Asaz an dësem Projet an deene leschte 14 Deeg, ouni deen dëst Gesetz haut net hätt kënnen hei diskutéiert ginn an, ech hoffen, och gestëmmt ginn.

Hie war a sengen Ausféierungen esou komplett, datt ech mech op eng kuerz Géigeniwwerstellung vum den Iwwerleeungen, déi der aktueller Berechnung vum der staatlecher Ënnerstëtzung fir Héichschoullstudenten zugronn leien an der Berechnung, esou wéi se de Projet, deen hei virläit, proposéiert, ka beschränken.

Här President, et gëtt verschidde Grond-iwwerleeungen, fir d'Method fir d'Berechnung vum der Ënnerstëtzung vum Stat u seng Héichschoullstudenten ze bestëmmen. Eng éischt Iwwerleeung besteet doran, datt een de Student als een einfache Member vum dem Stot vu sengen Eltere considéiert. Hie bezitt normalerweis keen Akommes an dréit also net zum Ënnerhalt vum Stot bäi. Duerch seng Studien, déi meeschtens am Ausland stattfannen, stellt hien eng gréisser finanziell Belaaschtung fir seng Famill duer. Doduerch, datt hien zulaaschte vu senger Famill fält, bezitt déi Kannergeld an de Kannerbonus, an de Famillchef bénéficiéiert weider vum der gënschteger Steierklass.

De Stat, bei der Berechnung vu senger Ënnerstëtzung fir dem Student seng Héichschoullstudien, baséiert sech an deem Fall op déi finanziell Situatioun vum Stot an op déi zousätzlech Belaaschtungen duerch weider Kanner oder aner aussergewéinlech Ausgaben. D'Ënnerstëtzung vum Stat gëtt als Kompensatioun fir déi zousätzlech Belaaschtung vum Stot doduerch, datt hiert Kand en Héichschoullstudium absolvéiert, considéiert.

Dës Method huet als Konsequenz, datt an deene meeschte Fäll de Famillchef ee Wuert matzeschwätze kritt, ob de Jugendlechen iwwerhaupt weiderstudéiere geet, a wa jo, wéi laang hie studéiere kann a wou hie seng Studië maache kann. Si hätt - an d'Betoung läit op „hätt“ - als Corollaire, datt de Famillchef d'Studienhëllef géif bezéien. Hie misst awer dem Student seng Studien integral finanzéieren, an am Fall vum enger Ënnerstëtzung an der Form vum engem Prêt misst hien dës Prêt och spéider zrëckbezuelen.

Dës Method huet e puer Nodeeler. An zwar éischters, datt de Jugendlechen net selwer iwwer säi weidere Studium decidéiere kann. Zweetens, datt doduerch eng Rei Jugendlecher de Wee zu engem Unistudium net riskéieren. Drëtens, datt, wann d'Akommes vu sengen Elteren esou héich ass, datt se net ënnert d'Konditiounen vum enger Hëllef falen, hien iwwerhaupt keng Ënnerstëtzung vum Stat ka kréien, an am Fall, wou seng Elteren him eng Ënnerstëtzung verweigeren, hien op säi Studium muss verzichten oder op aner finanziell Mëttele muss zrëckgräifen. A véiertens, datt hien an deem Fall no senger Studië mat enger Scholdlaascht dosteet, déi him an den Ufanksjore vu senger professioneller a familiärer Carrière vill ze schafe mécht.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng aner Iwwerleeung, fir d'Method fir d'Berechnung vum der Héichschoullënnerstëtzung festzeleeën, besteet doran, datt een de Jugendlechen als Erwuessene betruecht mat senger eegener familiärer a finanzieller Situatioun. An deem Fall geet een dovun aus, datt hien net méi zulaaschte vu sengen Eltere läit. Dëst huet als Konsequenz, datt d'Eltere kee Kannergeld an och kee Kannerbonus méi brauchen ze bezéien. Dem Stat seng Ënnerstëtzung fir den Héichschoullstudium gëtt op déi finanziell a familiär Situatioun vum Student berechent. Dës Method huet als Virdeel, datt de Jugendleche selwer decidéiere kann, ob, wat a wou hie studéiere wëllt.

Wann d'Ënnerstëtzung héich genuch ass - an dorops kommen ech nach zrëck -, dann ass hie komplett onofhängeg vu sengem Elterehaus. An deem Fall wäert et awer och nach ëmmer Eltere ginn, déi hire Kanner weider ënnert d'Äerm gräifen, awer dat sinn individuell Décisiounen, an déi kann een ni ganz aus der Welt schafen. De Jugendleche gëtt awer net aus finanzielle Grënn dovun ofgehal, fir en Héichschoullstudium an Ugrëff ze huelen, an dorops kënn et schlussendlech un.

Här President, mir hu gesinn, datt an Zukunft ëmmer méi Aarbechtsplaze geschäfe ginn, déi eng héijer Qualifikatioun verlaangen, Bac+ an doriwwer eraus. Mir hunn och gesinn, datt mer am internationale Verglach manner jonk Leit hu mat engem Héichschouloffschloss wéi dat an anere Länner de Fall ass. D'Regierung huet sech an hirem Programm als Zil gesat, méi jonk Leit mat engem Unis- respektiv Héichschouloffschloss an d'Liewen ze entloossen.

Dat sinn d'Haaptursachen, firwat se dës Paradigmewiessel, wat d'Berechnungsbasis vum der Ënnerstëtzung fir d'Héichschoull-

studië betrëfft, virgeholl huet. D'Héicht vum der Ënnerstëtzung muss awer esou festgeluecht ginn, datt de Student onofhängeg vum enger Ënnerstëtzung vum Elterehaus d'Onkäschte vu sengem Studium kann droen. Et sinn ëmmerhin 13.000 Euro d'Joer, d'Halschecht a Form vum enger Bourse, déi also net brauch zrëckbezuelen ze ginn, an déi aner Halschecht a Form vum engem Prêt zu 2% Zënsen d'Joer. Dat mécht eppes méi wéi 1.000 Euro de Mount aus, woumadder een no der Berechnung vum Ministère an all Universitätsstad lieve kann.

Dernieft kann de Student en Zouschoss fir d'Aschreiwungsgebühren op der Uni bis zu 3.700 Euro pro Joer bezéien. Des Weideren ass fir grave Fäll eng zousätzlech Majoratioun vum Basisbetrag vum 1.000 Euro virgesinn.

Här President, Kolleginnen a Kollegen, dës Method huet als Corollaire, datt de Student selwer d'Ënnerstëtzung bezitt an datt hien och spéider fir d'Zrëckbezele vum de Präten erugezu gëtt. Och hei gëtt et Elteren, déi hire Kanner beim Zrëckbezeelen ënnert d'Äerm wäerte gräifen, an och dat kënnen mer net verhënnern, an deem kann de System och net Rechnung droen.

Dës Method huet awer als Corollaire, datt d'Kannergeld an de Kannerbonus fir d'Héichschoullstudenten ofgeschaf ginn. De Student gëtt net méi als Kand zulaaschte vu sengen Elteren, mä als selbstänneg Bierger mat senger eegener familiärer a finanzieller Situatioun betruecht.

An deem Fall ass et nëmme logesch, datt d'Ausbezele vum Kannergeld a vum Kannerbonus mam Alter vum 18 Joer fir déi Elteren ewechfällt. Dat zielt fir all déi Leit, déi bei eis am Land e Recht op Kannergeld a Kannerbonus hunn; dat heescht, all déi Leit, déi bei eis am Land enger Aarbecht noginn, ob se am Land wunnen oder Grenzgänger sinn. Et ass also falsch ze behaupten, de Gesetzesprojet géif eng Diskriminatioun fir d'Frontalieren duerstellen, déi elo kee Kannergeld a Kannerbonus méi kréie fir Kanner, déi Héichschoullstudien absolvéieren. Och d'Elteren, déi bei eis am Land wunnen, kréien dat net méi. An och de Frontalieren hir Kanner, déi op der Uni studéieren, kréien an hirem Land eng Ënnerstëtzung fir hir Studien.

Et wär also eng Discrimination à rebours fir d'Lëtzebuurger Résidenten, wann een de Frontaliere weider Tonne Geld an de Kannerbonus géif zoukomme loossen. Och eng Kompensatioun vum Lëtzebuurger Stat un d'Frontaliere fir d'Differenz vum hiren Héichschoullënnerstëtzungen zu eise fir Kanner iwwer 18 Joer, déi weiderstudéiere ginn, esou wéi se d'Salariatskummer proposéiert huet, läit net an der Logik vum de grenziwwerschreidenden Transferten.

D'Berechnung vum den Ënnerstëtzungen un eis Héichschoullstudente berout eleng op der Schätzung vum hiren eventuellen Ausgabe während hire Studien an ass net als Kompensatioun fir de Verloscht vu Kannergeld a Kannerbonus ze considérieren.

Här President, de Projet 6148 befënnst sech awer net nëmmen an enger Logik vum engem Paradigmewiessel, wat d'Berechnung vum der staatlecher Ënnerstëtzung fir Héichschoullstudien ubelaangt. De Projet artikuléiert sech och an enger Logik vu Spuermoosnamen, déi d'Regierung ugekënnegt huet, fir datt bis d'Joer 2014 de Statsbudget erëm an d'Gläichgewicht bruecht ka ginn.

D'Erhéijung vum de staatlechen Hëllefen un d'Héichschoullstudenten hätt duerfir net kënnen an der heiteger finanzieller Situatioun vum eise Stat duerchgezu ginn, wann net gläichzäiteg op enger anerer Säit d'Aspuere vu staatlechen Ausgaben hätt kënnen proposéiert ginn. An esou Aspuerungen hu sech aus dem Paradigmewiessel vum der staatlecher Hëllef un d'Héichschoullstudenten erginn. Well déi staatlech Hëllef lassgeléist ass vum der Iddi, si wär eng Kompensatioun fir eng méi



héich Belaaschtung fir d'Famill, an de Student als eegene Stot mat engem eegenen Akommes betruecht muss ginn, hu sech d'Kannergeld an de Kannerbonus fir den Héichschoulstudenten hir Elteren als iwwerfällig Ausgab fir de Statsbudget erginn, a si kënnen an där Logik vu Spuermoosnamen ofgeschafft ginn.

Här President, den neie System werft eng Rei vu Froen op an huet och eng Rei Kritiken ervirgeruff. De Minister wäert bei senger Interventioun op déi Kritiken agoen. Dem Ministère senge Berechnungen no misst souzesoen all Student nom neie System méi Ennerstëtzung kréien, wéi dat bis elo de Fall war. Der Studentenorganisatioun no gëtt et Fäll, wou de Student nom neie System méi schlecht ewechkënn. Well de System sech awer eréischt muss bewäeren, muss een him d'Chance ginn, ëmgesat ze ginn. No engem Joer Experienz gesäit een dann, ob oder net a wou d'Gesetz muss nogebessert ginn.

Duerfir wär et gutt, wann d'Regierung opgrond vun den neie Berechnungen vun den Hëllefren am Laf vum Joer der Chamber kéint matdeelen, ob et Härtefäll gëtt oder net, a wa jo, wéi een d'Gesetz muss nobesseren, fir déi Härtefäll aus der Welt ze schafen.

Ech wëllt eng deementspreechend Motion hei deponéieren, déi d'Regierung opfuert, no engem Joer eng Evaluatioun vum neie System ze maachen. An ech bréngen heimat den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Motion 1

La Chambre des Députés, considérant

- que la nouvelle loi constitue un changement de paradigme du système actuel d'aides financières pour études supérieures puisqu'il ne s'agit plus de compenser les charges familiales, mais d'offrir à chaque jeune un droit indépendant à suivre des études d'enseignement supérieur de son choix;

- que suite à ce changement de régime, la nouvelle loi devra faire l'objet d'une évaluation un an après son entrée en vigueur;

invite le Gouvernement

- à procéder à une telle évaluation.

(s.) Norbert Hauptert, Sylvie Andrich-Duval, Ben Fayot, Claude Haagen, Lucien Thiel.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Norbert Hauptert. Als nächste Riedner ass den Här Eugène Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kollegen, virun engem gudden Mount, do schéngt den Här Biltgen moies opgestan ze sinn, an do huet en halleluja oder heureka geruff: „Ech hunn de Student entdeckt!“ De Student, en erwuessenen a vollwäertege Mënsch, well bis elo war en e jonke Mënsch, wann e studéiere gaangen ass, an an den Ae vun der CSV beschtefalls e Kand. Duerfir krut e Kannergeld, mä säit véier Wochen ass dat elo anescht. Elo ass de Student mat 18 oder 19 Joer, wann en da studéiere geet, e richtegen, selbststännegen, erwuessene Mënsch.

► **Une voix.** - An net am Hotel Mama!

► **M. Eugène Berger (DP).** - A fir datt dann de Mënsch, dee kee Kand méi ass, ka studéiere goen, fir datt e ka selbstänneg säi Liewe maachen, kritt en dann elo finanziell ënnert d'Äerm gegruff. All Student soll also elo d'office eng Bourse kréien an dobäi dann och wéi an der Vergaangenheet en zënsängeschtege Prêt.

U sech kann ee mat enger Approche vun enger direkter Ennerstëtzung vu Studente bis dohinner d'accord sinn. Well, wann ee wëllt Universitätsstudie förderen, soll ee sech eng Rei Instrumenter ginn, wouzou och natierlech finanziell Hëllef gehéieren. Wann ech zum Beispill 30 Joer zrëckkucken, säit wéi ech op Première war, si

ganz vill Primaner net weiderstudéiere gaang, ebe grad well se net déi néideg finanziell Ennerstëtzung konnte kréien aus dem Elterehaus. Och ech selwer, dat war eng vun den Ursaachen, firwat ech net studéiere gaang sinn, well meng Elteren net déi néideg Suen haten oder net konnten der zur Verfügung stellen.

Mir mussen och als klengt Land derfir suergen, datt mer méi Studente wéi bis elo op d'Uni kréien, an dann ebe se esou ennerstëtzen a preparéieren, datt se dann och kënnen op d'Uni kommen an awer och do hiren Ofschluss kënnen maachen. Well mir hunn eng Welt, déi gëtt ëmmer méi eng Wëssensgesellschaft. Um Aarbechtsmarché ginn ëmmer méi héich Qualifikatiounen gefrot, an de Bologna-Prozess, dee gëtt jo och d'Marschroute vir fir d'Studien an d'Diplomer duerno.

Ech wëll awer och hei eng Klamer opmaachen an ennersträchen, datt et net eleng duergeet mat Suen, fir kënnen e Studium ze packen. Dat ass vläicht méiglech op verschiddene Schickimicki-Instituter an der Schwäiz, mä op enger valabeler Uni muss een och nach eppes aneschters kënnen, also och eng adequat schoulesch fachlech Preparatioun hunn, fir op d'Uni ze goen, an och do muss een an Zukunft weiderhin Akzenter setzen. Mir brauchen och eng Reform vun eisem Secondaire, déi enner anerem dorobber misst ausgerichtet sinn, dass se méi op d'Unié preparéiert.

Wéi gesot, Här President, bis dohinner schéngt déi Iddi oder déi Geschicht vum Här Biltgen nach an der Rei ze sinn, mä da gëtt een awer stutzeg, well d'CSV entdeckt de Student als Mënsch elo beim Spueren. Well et ass eng Mesure jo, déi am Kader vun der Regierung hirem Spuerpak proposéiert gëtt, an do fänken ech dann awer e bëssen un, Schwierigkeiten ze kréie mat der Kohärenz vun där Geschicht an der Argumentatioun. Mir spueren also, andeems mer elo de Studente méi Sue ginn. Wann een also deenen engen eppes méi gëtt, da muss een awer wahrscheinlech aneren iergendwou eppes ewechhuelen, fir datt enner dem Stréch awer nach ka gespuert ginn.

Déi, déi méi kréien, trotz dem Spueren vun der Regierung, dat sinn also all d'Studenten aus Lëtzebuerg, déi bis elo keng Subside kruten. Wéi vill der dat ganz genau sinn, kann den Héichschoulminister net soen, well mer et hei zu Lëtzebuerg nach ëmmer net fäerdeg bréngen, fir kloer, genau Zuelen op den Dësch ze kréien, wat d'Studenten an dee ganzen Domän vun den Héichschoulstudien ugeet.

Dat ass net gutt a mengen Aen, an och an engem Rapport, dee mer haut de Moien an der Familljekommissioun presentéiert kruten iwwert d'Situatioun vun de Jugendliche he zu Lëtzebuerg, gëtt dat och Sait 58, wann ech et richtig an Erënerung hunn, monéiert respektiv kritiséiert, wou gesot gëtt, datt et net gutt ass, datt mer hei an deem ganzen Domän enner anerem iwwert de CEDIES net déi néideg Zuele kënnen op den Dësch geluecht kréien, wéi vill Studenten am Ausland sinn, wie Bourssé kritt an esou weider. An dat ass och eng vun de Schwierigkeiten bei dem Diskutéieren vun dësem Projet de loi, wou ech nach eng Kéier wäert herno drop zrëckkommen.

Bon, et geet een awer dovunner aus, datt et elo grosso modo kéinten 8.000 oder méi Studente sinn, déi amplaz vum Kannergeld a Boni elo 7.000 Euro Cash als Subsid vum Stat kréien. Wann ee vergläicht mat der Situatioun vu virdrun, sinn dat fir déi meeschte Studenten an der Moyenne ronn 3.000 Euro méi wéi virdrum mam Kannergeld. An ech mengen, do seet sécherlech kee Student „nee merci“. Déi wäerten dat alleguerten huelen, an deenen ass dat dann och zimlech egal, ob muss bei der Regierung gespuert ginn oder net.

Ech muss och soen, sécherlech sinn dobäi eng Rei Studenten, deenen dat wierklech hëllef, well et ass jo och esou, datt an der Vergaangenheet Elteren, déi soi-disant ze vill verdéngt hunn, hir Kanner kee Subside kruten. Dat waren awer dann, esou wéi mir et versicht hunn ze rechne bei eis an der Fraktioun, ronn 4.000 Euro netto. An der Vergaangenheet krut een da scho kee Subsid méi, a fir déi Famillje war et awer da wierklech schwierig, fir kënnen déi néi-

deg Suen opzebréngen, fir datt hir Kanner konnte studéiere goen.

Et gëtt awer och eng ganz Rei aner Familljen hei zu Lëtzebuerg, wou méi héich Revenue sinn - 6.000, 7.000 Euro a méi -, an där gëtt et och eng ganz Rei hei zu Lëtzebuerg, esou Stéit, respektiv nach méi héich Revenuen. Fir déi wär et awer vläicht manner urgent oder néideg gewiescht, fir elo an Zäiten, wou soll gespuert ginn, massiv staatlech Subsiden anzeféieren.

Et gëtt eng ganz Rei Famillje mat engem gudden Duerchschnittsgehalt, déi et an der Vergaangenheet awer och mam Kannergeld, dat se haten, fäerdeg bruecht hunn, fir de Kanner e valabelen Uni-studium ze proposéieren. Ech mengen, och hei an der Chamber hu mer wahrscheinlech eng ganz Rei esou Situatiounen, Stéit, wou, mengen ech, genuch Suen do wäeren, och fir datt hir Kanner kéinte studéiere goen, ouni elo déi 6.000 oder 7.000 Euro vum Stat zousätzlech ze kréien.

Op alle Fall wär et a mengen Ae méi sënnavoll gewiescht an Zäite vum Spueren, méi eng sozial selektiv oder méi eng sozial gerecht Bourse virzugesinn. Et hätt ee sech zum Beispill kënnen virstellen: All Student kritt eng Basisbourse. Ech hat gesot, elo kritt ee ronn 3.000 Euro méi. Mä datt een ongeféier kuckt, datt dat en Duerchschnitt gewiescht wär vun dem Kannergeld vu virdrun, datt een do - ech soen elo einfach eng Zuel, et ass elo keng definitiv Proposition -, datt ee gesot hätt, eng Basisbourse zum Beispill vun 3.000 Euro. Dann hätt een déi Bourse um Akommes vun der Famill, déi jo hannendrusteet, kéinte staffelen, majoréieren an dann deene méi ginn, déi et och wierklech méi gebraucht hätten.

A ganz ville Länner vun der EU ass et jo och esou, datt, wann ee kuckt déi verschidde Systemer, déi et gëtt an Europa, do, an deene meeschte Systemer, och nom Revenu vun den Eltere gekuckt gëtt, fir dann d'Bourse, déi dann och ganz oft gestaffelt ass, esou ze modeléieren.

Dann ass et och esou, datt jee no Uni 7.000 Euro Subsid vill oder wéineg sinn. Huele mer emol d'Beispill vum Student, deen um Lampertsbiert wunnt bei der Famill, deen op d'Uni.lu geet, dee kritt also elo all Joer 7.000 Euro. Ech weess elo net, ob dee wierklech déi 7.000 Euro brauch, fir zu Fouss bis op d'Uni.lu an d'Bicher kafen ze goen. Wahrscheinlech mécht e mat deene Suen och e puer aner Saachen, vläicht an d'Vekantz goen oder sech an Auto kafen.

Op där anerer Säit, jee nodeem, wou ee geet, zum Beispill op Paräis oder London, wann een dohinner studéiere geet, da kënnen déi 7.000 Euro plus Prêt ganz knapp sinn, fir kënnen iwwert d'Ronnen ze kommen.

Wat ech einfach wëll soen, et hätt ee sech also och kënnen bei deem Subsid e Kritär virstellen, deen un déi reell Studiékäschte gebonne wär. En anere Modell kéint och dee sinn, wou ee géif de Kritär vu Leeschtung abezéien. Enner anerem gëtt et där Beispiller och am Ausland, wou dann de Student au départ méi e grouse Prêt oder praktesch alles als Prêt kritt, a wann en dann d'Joer gepackt huet respektiv en Zyklus gepackt huet, da kritt en de Prêt am Fong geholl ëmgewandelt an e Subsid. E gëtt also domadder belount, wann en dann och seng Schoul ofgeschloss huet. Domadder géif een och déi Fäll écartéieren, déi just Tourist op der Uni sinn, an da kritt een dat dann esou zrëck, oder da kritt een dann enner dem Form de Subsid bezuelt. Dat wär och e Modell, deen ee sech kéint virstellen.

Et hätt ee sech och kënnen iwwerleeën, ob een als Stat vläicht nach méi an d'Uschafe vu Studentewunnungen an deene verschiddene Stied investéiert hätt, also méi a Sachleeschtungen, an dann de Lëtzebuerger Student ennerstëtzt hätt, andeem een déi Wunneng dann zu engem ganz bëllege Loyer géif verlounen.

Et gëtt sécherlech nach aner Modeller, wéi een hätt kënnen virgoen, nëmme fir ze soen, datt een op alle Fall méi sozial gerecht an och méi bedürfs- oder bedarfsorientéiert Subsiden hätt kënnen aféieren, besonnesch eben an Zäiten, wou spueren ugesot ass. Mä hei mat dësem Projet de loi

do gëtt da ganz grousszügig mat der Stränz gefuer an dat Ganz huet dach awer iergendwéi - wéi soll ech soen? - e Geschaach vu Cadeau, oder soll ech soe Wahlcadeau, wéi mer dat jo och bei der CSV an der Vergaangenheet scho gewinnt sinn. Dat sinn dann zum Beispill d'Mammerent oder d'Chèque-servicen. Elo ass et also esou: No der Bomi oder der Famill kënn dann elo de Student, dee kritt dann elo eng Studententent.

Gläichzäiteg gëtt awer anscheinend och gespuert bei dësem Pak. Wann also iwwer 8.000 Studenten hei zu Lëtzebuerg méi kréien, wou gëtt da gespuert? Wie kritt da manner?

Dat sinn zwou Zorte vu Studenten oder jonke Mënschen dann, déi manner kréien. Dat sinn zum engen d'Kanner vun de Frontalieren. Enner dem Stréch gi jo ronn 33 oder 36 Milliounen Euro d'Joer gespuert doduerjer, datt elo kee Kannergeld méi exportéiert gëtt un d'Grenzgänger, deenen hir Kanner studéiere ginn. Dann, Här President, soll een dat och kloer an däitlech soen, an net mat Geschichte vum Student als Mënsch ugeschäert kommen, fir ze soen, mir géifen dann domadder spueren.

An do, Här President, wëll ech och soen, d'DP hat 2006 eng Reform vun Kannergeld proposéiert, andeems mer e Wunnegeld fir all jonk Familljen hei zu Lëtzebuerg wollten an och nach ëmmer wëllen aféieren. Amplaz vum Kannergeld wëlle mir, datt d'Famillje sech duerch Wunnegeld et weider kënnen leeschten, fir hei zu Lëtzebuerg ze wunnen, amplaz missen an d'Ausland auszewandern.

Mir wëllen och net d'Kannergeld ganz ofschafen, wëll ech betounen. An eiser Propos wëlle mer d'Kannergeld net ganz ofschafen, mä ofsetzen op den Niveau vun den Nopeschlänner an amplaz sozial gestaffelt Wunnegeld bezuelen. An dat ass jo d'Zil. D'Zil ass, fir Famillje mat klengen oder mëttlere Revenuë bei eiser Propos méi ze ennerstëtzen. Dat hätt och geheescht, datt manner Kannergeld an d'Ausland exportéiert gi wier. Mä dat reduzéiert Kannergeld hätten awer och nach d'Kanner vun de Frontaliere kritt, gradesou wéi hei zu Lëtzebuerg.

Wéi gesot, Här President, wann een also kloer an däitlech bei de Frontaliere spuert, da soll een dat och esou dobausse soen. Wat huet jo eise President, de Claude Meisch, sech deemools missen alles unheieren, wéi mir déi Proposition gemaach hunn, vun der CSV a vun der LSAP: Mir wieren, ech weess net wat, Rietsradikaler an nach schlëmmer Saache krute mer virgeworf. Den Här Bodry huet nach op sengem leschte Parteikongress gewarnt, d'DP wëllt den Export vun Kannergeld kieren. Den Här Juncker hat och an engem Zeitungsinterview, deen ech awer elo hei net méi a mengen Dokumenter hunn, nach kuert virun de Wahle gesot, dat wier jo ganz fierchterlech, wat d'Demokratesch Partei wëllt do maachen, datt mir wierklech esou wëilten do un d'Frontalieren erugeen.

Jo, a wou spuert dann elo d'Regierung, Här President? Wou spuert d'Regierung mat dësem Projet? Den Här Bodry - en ass leider elo net hei - huet jo gesot, nach op sengem leschte Kongress, datt mir wëilte bei de Frontaliere spueren. Wou spuert d'Regierung hei, Här Bodry? Wou spuert d'Regierung, Här Biltgen? Et ass grad bei de Frontalieren, wou Der elo ab 21 oder ab 18 Joer kee Kannergeld a kee Boni méi ausbezuelt! Do gëtt mat dësem Projet gespuert! Hutt och wéinstens, wann ech gelift, d'Éierlechkeet, fir dat dann esou ze soen, an dann och dat zrëckhuelen, wat Der eisem President un de Kapp gehäit hutt! An ech soen lech nach eng Kéier, eise Modell ass méi sozialgerecht a mir stinn och weiderhin zu eiser Wunnegeld-Propos.

Här President, ech hu gesot, et géif bei zwou Zorte gespuert. A wou d'Partei mam „S“ an hirem Logo mat där neier Bourse nach spueren, dat ass bei deene sozial méi Schwaachen. De Premier huet a senger Ried zur Lag vun der Natioun gesot, datt kee Student bei dëser Reform wäert verléieren. Dat ass guer net wouer. De Minister Biltgen kann eis dat net garantéieren, datt hei kee Student eppes verléiert. An et gesäit esou aus, datt déi Studenten, déi virdrun eng Bourse kruten,



well ebe grad hir Eltere kleng Revenuen haten, datt déi ënnert dem Stréch hei, bei där Propos, bei dem Här Biltgen sengem Text, déi grouss Verléierer sinn!

De Minister huet dat jo och schonn de facto an der Kommissioun agestan, datt do Leit sinn, déi wäerte Sue verléieren. Virdrun hunn ech et och héieren - wann ech dat richteg an Erënnerung hunn - beim Rapporteur respektiv och bei dem Spriecher vun der CSV. Fir d'Éischt ass gesot ginn, et wiere ronn 40 Fäll, déi géife manner kréie par rapport zu virdrun. Du war vun dräi Fäll Rieds, du vu 40 Fäll, an da schwätzt ee guer net vun deene Fäll, déi an Zukunft jo och manner kréien, well da misst ee jo och kucken, an Zukunft, wa mer deen ale System géife weiderféieren - et sinn der jo och an Zukunft, déi méi kritt hätten. Also kann een net einfach esou soen, et sinn dräi bis 40 Fäll, ouni dat dann och an d'Zukunft ze projezéieren.

Et ass jo och déi Schwierigkeit - ech hat et scho gesot -, datt hei keng Zuelen um Dësch leien, datt een do keng uerdentlech Zuele kritt, fir da kënnen och a Rou driwwer ze diskutéieren an déi Fäll dann och kloer ze identifizéieren. An och d'Studentevereenegungen, zum Beispill d'ACEL oder d'UNEL, hu sech intensiv mat deem Projet beschäftegt an Ëmfroe gemaach bei den affiliéierte Studenten, mat dem Resultat - bon, et ass elo keng Ëmfro ënner all de Studente gewiescht -, mä mat dem Resultat, datt ronn 20% vun deenen, déi geäntwert hunn, op alle Fall scho gesot hunn, datt si géife bei deemem Projet vun der Regierung verléieren.

Do gëtt et da Fäll, wou e Verloscht am Joer vun 2.000 Euro méiglech ass! An e Student, deen also, wéi gesot, schonn aus Verhältnissen kënnt, wou net immens vill Suen an der Famill sinn, deen da seng Studien och op fënnf Joer plangt - et ass vläicht een, deen d'lescht Joer ugefaangen huet, deen huet op fënnf Joer seng Studië vläicht geplangt, wann en e Master mécht an e kënnt riicht duerch - mat deem Budget, an da kritt deen elo also manner, dee kann da wierklech herno an d'Labrante kommen, fir do seng Studië kënnen ofzeschlëssen. Wéi gesot, nach eng Kéier, et sinn déi sozial Mannerbemëttelt, mannerbemëttelt Familljen, Studenten, déi hei da manner kréien. Dat ass also do och, wou d'CSV/LSAP Regierung wëllt spueren.

Déi Beurteilung hei, do sti mer jo net eleng bei deemem Gesetz mat där Beurteilung: Och d'Gewerkschaften, den OGB-L an LCGB hunn de Gesetzestext d'lescht Woch a schaarf Communiquéen als sozial ongerecht ofgestempelt. An ech ginn dann dovunner aus - mir hu jo och hei eminent Vertrieeder, zum Beispill vun der Gewerkschaft vum LCGB, den Här Weber, den Här Kaes, den Här Spautz -, datt déi dann herno jo och net kënnen deem Gesetz hei zustëmme. Oder, ech weess net, musse se sech da wahrscheinlech herno mat engem Communiqué vun hirem Communiqué distanzéieren? Dës Kéier net vum Här Thiel, mä vun hirem eegene Communiqué. Ech sinn op alle Fall gespaant, wéi si dann herno wäerten hei zu deemem Gesetzesprojekt sech ausdrécken.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Eugène Berger (DP).** - Här President, den Här Biltgen huet jo och missen agestoen, datt verschidde Studente kéinte verléieren...

(Interruptions)

Ech hat natierlech, ech mengen, fir gerecht ze sinn, muss ech natierlech déi éierewäert Membere vum OGB-L hei och zitieren. Ech mengen, da kucke mer dat dann herno och.

(Interruptions)

Dat maachen ech ni, Här President, ech zielen ëmmer op déi gutt Ënnerstützung vu mengem Fraktiounsresident.

Här President, ech kommen dann drop zrëck, ech hat jo gesot, datt den Här Biltgen hat scho missen an der Kommissioun agestoen, datt eng Rei Studente kéinte verléieren, och wann also déi Zuel dozou net ganz kloer ass. Duerfir huet e jo och a leschter Minutt nach d'Gesetz amendéiert, andeems en 1.000 Euro - d'Halschent als Subsid, d'Halschent als Prêt - extra virgesinn huet fir „des cas exceptionnels et graves“.

Bon, zum engen, muss ee soen, kënne 500 Euro Subsid guer net deene Fäll gerecht ginn, well hei wieren et jo dann nëmme 500 Euro Subsid, wann ech dat richteg verstanen hunn a senger Proposition, déi dann déi Studenten eventuell kéinte kréien, déi virdu méi kruten. Mä déi kënne jo awer net déi 2.000 Euro opweien. Am beschte Fall kréie se da 500 Euro manner, verléiere se, mä si verléieren nach ënnert dem Stréch eben 1.500 Euro d'Joer.

Da kënnt och nach derbäi, datt an deem Artikel - wou da virgesinn ass, fir esou Härtefäll 1.000 Euro extra virzugesinn - eng Rei Problemer juristescher Natur sinn, well et steet nämlech guer net do: Wat ass e Cas exceptionnel et grave? Dat ass guer net definéiert! Wien ass dat? An do wonneren ech mech natierlech och e bëssen iwwert de Statsrot, deen hei och an der Hetz huet misse säin Avis ofginn, datt deen domadder keng Problemer huet. Soss, an anere Gesetzer, muss jo alles ganz kloer preziséiert ginn.

Hei hätt een also misse kloer a prezis drackschreien, wien esou e Fall ass, zum Beispill ab engem gewëssenen Akommes oder jee no der Situatioun vun der Famill, aus där ee kënnt. Et ass och keng kloer Prozedur virgesinn, wéi déi Fäll ofgewéckelt solle ginn. De Minister Biltgen huet an der Kommissioun gesot, do géif et e Budget derfir ginn, do gëtt et eng Kommissioun derfir. Dat ass et och schonn an der Vergaangenheet ginn.

Mä ech fannen, dat ass einfach eng erniddregend Prozedur fir esou Studenten. Amplaz datt ee géif e System fannen, dee kloer wier, wou ee kéint schnell an onbürokratesch, no klore Kritären déi Fäll léisen, mussen déi Studenten, nëmme well se aus enger sozial méi schwaacher Famill komme mat méi engem klengen Akommes, da praktesch virun en Aarmebüro als Outsider, als d'selwecht wéi déi Handicapéiert do dann hiren Dossier plädéiere goen.

Déi Propos vun de Studenten oder Studentevereenegungen, déi mir och deelen, war déi, fir kloer Plaffonge vun de Revenüer virzugesinn, fir déi Härtefäll auszemaachen, an da sozial gestaffelt Subside fir déi Fäll virzugesinn, mä leider lauschtert de Minister Biltgen awer net op d'Studenten, obwuel en déi säit engem Mount elo als erwuessen a vollwäerteg Mënschen entdeckt huet.

Här President, herno wäert dann den Héichschulminister heihinner op d'Pult kommen, an da wäerten all déi Argumenter net gellen. Hie wäert soen, déi Fäll, déi gëtt et souwisou guer net esou. Et sinn der net esou vill, an dat muss een aneschtens rechnen, do muss een d'Kannergeld nach matrechnen, an ëmgedréit. Et ass och schonn esou an der zoustänneger Kommissioun gaang, do stinn dann Zuele géint Zuelen!

Duerfir hate mir e puermol de Minister gefrot, fir verlässlech Zuelen ze kréien, an dat war einfach net méiglech. De Minister hat keng prezis Chifferen, an da muss een dovunner ausgoen, datt dee Projet hei och geschriwwen ass, esou wéi d'Regierung an d'Tripartite eragaangen ass, wou se och keng Zuelen haten, wéi se de Spuerpak do ausgehandelt hunn. Et ass keng gutt Aart a Weis, wéi gesot, wann een esou u wichtige Dossieren erugeet.

An der allerleschter Kommissiounssitzung krute mer dann nach e leschte Reche-pabeier dohinnergeluecht, wou dann awer sollt d'Kannergeld mat agerechent gi sinn. Do hu mer awer ganz schnell festgestallt, datt awer dann d'Prime oder de Subsid vu virdu gefeelt huet, einfach nëmme fir ze soen, datt immens vill technesch Froen opbleiwen, och wat d'Sécurité sociale ubelaangt, an datt déi onbeäntwert bliwwen sinn.

Duerfir hate mir och als Fraktioun gefrot, fir eis méi Zäit ze loosse, fir de Projet de loi a Rou an op klore Fakte kënnen ze diskutéieren an ëmzeänneren. Well wann ee kuckt, de Projet ass den 18. Juni déposéiert ginn, d'Avise vun de Beruffschambere sinn net do, d'Rapporte ginn iwwer Nuecht verschéckt, et huet ee keng Zäit fir se ze liesen, d'Dateschutzkommissioun huet och kritiséiert, datt se keng Zäit hat, fir en uerdentlechen Avis ze ginn. Also, knapps dräi Wochen nodeem e Projet déposéiert ginn ass soll dann hei iwwert d'Gesetz ofgestëmmt ginn. Hei maache

mer einfach schlecht legislativ a schlecht politesch Aarbecht. Dat ass net gutt fir d'Chamber.

D'Regierung, de Minister Biltgen hunn trotzdem drop gedrängt, fir elo dann hei e bâcléierte Projet duerch d'Chamber ze boxen. Fir d'Éischt huet e gesot: „Bon, am Hierscht kéint een och de Projet stëmme“ - an der éischer Kommissiounssëtzung -, elo seet hien - e wénkt jo och mam Kapp -, dat wier net méi méiglech. Neen, dat ass och eng Saach vu politischem Wëllen, wann een dat wëllt maachen. Et ass och virdu gesot ginn, mir kéinten och d'nächst Joer vläicht méi e fundéierte Projet nach maachen, dann hätt ee méi Zäit.

Ech sinn nach wie vor der Meenung, datt een och hätt kënnen e Gesetz maachen, méi spéit stëmme, dat dann applicabel réckwierkend op d'Schouljoer 2010/2011 gewiescht wier. Ech deelen also...

► **M. le Président.** - Här Berger, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Gutt, Här President, ech kommen zum Schluss. Ech gesinn, meng Zäit leeft mer fort. Ech wollt och eng Motioun déposéieren. Dann huet Der vläicht déi Zäit scho mat eran, mä ech sinn awer an enger Minutt fäerdeg fir d'Motioun, da kommen ech herno net méi fir d'Motioun.

Här President, d'DP begréisst et, datt jiddwer Student elo considéiert gëtt, datt de Student e Subsid ka kréien. Doduerjer ginn eng Rei jonk Mënsche besser gestallt, fir kënnen ze studéieren. Mir bedauern awer, datt hei net e sozial gerechten an e bedarfsorientéierte Bourssesystem an d'Wee geleet gëtt, a mat der Stränz hei verdeelt gëtt. Mir kënnen net domadder d'accord sinn, datt déi sozial méi schwaach gestallte Studenten d'Verléierer bei deemem Projet sinn.

Dës Reform gëtt iwwert de Knéi gebrach, wichtig Froe stinn op, wichtig Informatiounen feele weiderhin, déi een awer gebraucht hätt, fir seriö iwwert de Projet kënnen ze diskutéieren an ofzestëmme. Aus all dese Grënn wäert meng Fraktioun sech bei deemem Projet enthalten. Ech géif dann och nach eng Motioun déposéieren, déi esou ähnlech ass, wéi déi vun der CSV. Mä et freet mech, datt si dann also och domadder d'accord sinn.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- *considérant que le projet de loi sous rubrique a été élaboré dans la précipitation,*

- *déplorant le fait que bon nombre d'interrogations subsistent,*

- *regrettant que des statistiques exactes n'aient pas été présentées ou analysées préalablement par le Ministre compétent,*

- *regrettant que les pertes financières pour les étudiants bénéficiant d'une bourse d'études dans le passé n'aient pas été analysées en profondeur et qu'il s'avère qu'un certain nombre d'étudiants seront désavantagés par la réforme,*

- *doutant que la majoration supplémentaire jusqu'à concurrence de 1.000 euros, pouvant être accordée à l'étudiant se trouvant dans une situation grave et exceptionnelle et qui est confronté à des charges extraordinaires, suffise à pallier cette moins-value,*

- *estimant qu'un premier bilan de la réforme s'impose directement au terme de l'année académique 2010/2011, bilan devant servir à opérer les ajustements et améliorations qui s'imposent,*

invite le Gouvernement

- *à se donner les moyens afin de pouvoir faire ce bilan et en tirer les conclusions directement au terme de l'année académique 2010/2011.*

(s.) Eugène Berger, Claude Adam, Xavier Bettel, Félix Braz, Paul Helmingier.

Wann also d'Majoritéit dat hei wëllt duerchboxen an dee Projet géint all Erwaarde géif gestëmmt ginn, da froe mer och, datt dann hei d'Chamber sech d'Aufgab gëtt, fir datt no engem Joer e seriöe Bilan gemaach gëtt, an da vläicht déi Saachen uerdentlech maachen, wou mer eis hätten e bësse méi Zäit sollte loosse. Et sinn och nach Ënnerschrëften hei, mir hunn net alleguerten ënner-

schriwwe vun der Fraktioun. Et sinn nach Plazen do, wann anerer wëllen déi Motioun ënnerschreien, da kënne se dat maachen.

Ech soen Iech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Berger. Als nächste Riedner ass den Här Ben Fayot agedroen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Ben Fayot (LSAP).** - Här President, Merci dem Rapporteur, President vun der Commission de l'Enseignement supérieur, fir seng gutt Aarbecht, déi net einfach war an déi hien awer maîtriséiert huet mat enger Rou an enger Iwwersiicht, fir déi ech hie wëllt félicitéieren.

Här President, d'LSAP dréit dese Projet mat, well et e modernen a sozial fortschrëttleche Modell fir Studenteförderung ass. Et ass e Projet, deen all Jugendlechen, deen op d'Uni goe wëllt, d'Dier dofir grouss opmécht an zugläch hir Familljen an engem héije Mooss finanziell entlaascht.

Här President, dese Projet schreift sech an an den allgemengen Effort vun onsem Land, fir méi Awunner dozou ze bréngen, Héichschulstudien unzegoen. Mir sinn eng héich entwéckelt Gesellschaft, déi vill ausgebildete Fachkräften am private wéi am öffentleche Secteur brauch. Mir mussen der vill dovunner importéieren, net eleng well dat ons Pléséier mécht, mä well mer der selwer net genuch hunn.

Onst Land huet an de leschte 25 Joer grouss Ustrengunge fir Fuerschung an Héichschulbildung gemaach. Mir hunn 2003 eng eegen Uni gegrënnt, déi sech gutt entwéckelt huet an och den Astieg vu ville Jonken aus dem Land selwer, den Zougank an d'Héichschul vereinfacht. Mir mussen och méiglechst vill Kanner fit fir Unistudië maachen, an duerfir wëllt des Regierung eng Reform vun iewechten Zyklus vum Enseignement secondaire an Enseignement secondaire technique engagieren. Mir wëllen och méiglechst ville Kanner, egal wéi hir sozial Hierkunft ass, Studien op der Uni erméiglechen. Mir wëllen och op deemem Plang méi Chancëgläichheet fir all Kanner, ob Lëtzebuerger oder Netlëtzebuerger, déi hei liewen.

Dass dese Projet, amplaz bis elo 17 Milliounen fir Bourssen a Primes d'encouragement an Aschreiwungshëlfelefen, der an der Zukunft 55 Milliounen virgesäit, ass e qualitative Sprong an der Studenteförderung zu Lëtzebuerg, deen an där Héicht eemoleg ass! D'Grondiddi vun deemem Projet ass modern a fortschrëttlech. Dat gëtt iwwregens vun alle Kritiker och unerkannt.

Firwat ass déi Iddi modern a fortschrëttlech? Mä well se déi jonk Fraen a Männer, déi op d'Uni ginn, als autonom Erwuesener unerkennt, déi d'Recht an d'Flicht hunn, selbststänneg d'Initiativ fir hir Studien ze huelen an duerchezéien. Et ass also Schluss mat der materieller Ofhängegkeet vu jonken Adultë vun hiren Elteren. Domat ginn zugläch d'Eltere massiv entlaascht, wat besonnesch fir de Liewensniveau vu sozial méi schwaache Familljen e seriöe Fortschrëtt ass. Ze bemierken ass awer och, fir déi Onofhängegkeet do ze temperéieren, dass de Student an der Krankeversécherung vu sengen Eltere mat verséichert bleift, an d'Steierklass vun den Elteren ännert sech och net.

Fir mäin Deel, Här President, erënnert dee Modell vu Studenteförderung mech un eng laangjäreg Fuerderung, déi mir sengerzäit als Studente selwer an de 50er, 60er Joren an der deemoleger UNEL vertratt hunn. Et ass d'Iddi vun engem Présalaire fir de Student, deen als autonomen, intellektuellen Aarbechter betruecht gouf, seng eege sozial Ofsécherung a säi Loun vum Stat sollt kréien, als Géigeleschtung fir déi intellektuell Aarbecht, déi hien am Interessi vun der Gesellschaft leescht. Déi Iddi ass laang verdäiwelt ginn, well domat all Jonken, egal vu wat fir enger sozialer Origine, datselwecht als Bourse kréie sollt. Dëst war weder fir Sozialpolitiker ver-



ständig nach für all déi, déi sech ëm d'Finanze vum Stat bekëmmert hunn.

An ech muss lech soen, Här President, ech war extrem erstaunt, wéi ech den Här Berger hei gehéiert hu säi Modell ze entwéckelen. Den Här Berger, deen an där Regierung war, déi dat viregt Gesetz vun der Studentenförderung am Joer 2000 virgeluecht huet. Well den Här Berger, deen huet wierklech eng kromm Logik: Hien huet sech doriwwee opgereegt, dass ee misst mat enger erniddregender Prozedur sozial Kritäre virweisen, fir kënnen eng Bourse ze kréien, an op där anerer Säit huet e weider näischt gemaach wéi sozial Kritären opzestellen. A säi Modell, Här President, géif derzou féieren, dass een e grouse bürokrateschen Apparat misst opbauen, fir iwwerhaupt seng Virstellung ze realiséieren.

Mir gesinn awer haut ëmmer méi, an dat ass de Punkt, op deen ech wëll kommen, eng modern Gesellschaft muss sech ëm hir Kaderen op alle Pläng bekëmmern. De Stat huet d'Verantwortung, fir seng Eliten - wëssenschaftlecher, technescher, kultureller, wirtschaftlecher - ze förderen an auszubauen. Déi Eliten, ouni déi kee Land sech méi weiderentwéckelen an un déi nei Welt upasse kann.

Déi Verantwortung koom wuel an de verschiddene Fördergesetze bis elo zum Virschäin, mä si war an der Haaptsaach sozial selektiv. Dat heescht, si huet sech domat begnügt, déi sozial Problemer ze léisen, déi fir eng Famill géifen entstoën, wann ee Kand op d'Uni geet. En Zougank zu den Unistudien war an der Haaptsaach vun der sozialer Situatioun vun den Elteren ofhängeg.

Duerfir mengen ech schonn, entgéint deem, wat am Här Hoffmann sengem Text steet vum Här Urbany, dass dëst wierklech e Présalaire ass, deen een och als solchen unerkent. Ech hu keen Argument an dem Här Hoffmann sengem Pabeier gesinn, fir dat ze widderleeën. Mat dësem Projet also geet Lëtzebuerg op en neie Wee, deen den Zougank zu den Unistudien demokratiséiere wäert.

Nun ass ëm dës sécher generéisen a moderne Projet, mat enger héijer Signalwirkung fir de Bildungsstand vun onsem Land, vill Polemik a Kritik entstanen. Ech wëll déi Polemik an déi Kritik net jugéieren, ech wëll just op deen een oder deen aneren Element agoen. Zum Beispill ass gesot ginn, de Projet ass en Element vum Spuerpak vun der Regierung. Dat gëtt vu munchen als eng Sënn ugekuckt. Mä spuere muss de Lëtzebuerg Stat, wann en net all Joer eng nei Milliard wëllt léine goen, fir säi Budget an d'Gläichgewicht ze bréngen.

D'Spueren, an dësem Fall, besteet doranner, dat ass hei scho gesot ginn, dass d'Kannerzoulage fir Studenten net méi bis 27 Joer ausbezuelt ginn an dass d'Studentenhëllef op Résidentë beschränkt gëtt.

Eng wesentlech Kritik dréit ëm d'Frontalieren, fir déi d'Kannerzoulage bis 27 Joer ewechfalen an déi keng Contrepartie vum Lëtzebuerg Stat kréien, wann hir Kanner studéieren. Nun huet awer all Land - an do si mer jiddweree fir sech - seng eege Studentenhëllef, seng eege Gesetzgebung, an ech huelen un, dass Kanner vu Frontalieren, déi Studentenhëllef an hirem Land bis elo ugefrot hu respektiv ufroe wäerten, déi Hëllef och krut hunn.

Eng aner Kritik, Här President, ass och doduerch entstanen, dass gerechent gouf, dass eng Famill duerch d'Ofschafe vun de Kannerzoulage vun 21 bis 27 Joer verléiert. Ouni Appel a Biren zesummenzezielen, ass feststellen - a mir hunn dat schwaarz op wäiss an der Kommissioun duergeleucht krut -, dass d'Famill, an där ee Kand studéiert, an alle Fäll duerch den neie Boursessystem gewënnt.

Virun allem entlaascht den allgemenge Boursessystem all Famill. A mir hu jo och vun der ACEL dee Sondage krut, dee se gemaach huet. Ech fannen dat wierklech begrëssenswäert, dass d'ACEL bei d'Studente gaangen ass. Bei deem Sondage, bei deem 340 Studente matgemaach

hunn, hunn effektiv 28% gemellt, si géife mat deem neie System manner kréien. Allerdéngs muss ee soen, dass dat zu engem Zäitpunkt war, wou nach net festlouch, dass déi 1.000 supplementar Euro, déi aus sozialen Ursache kënnen gefrot ginn, am Gesetz waren. An ech ka mer virstellen, dass et der héchstwahrscheinlech vill manner sinn.

(Interruption)

Här Hoffmann, Dir hutt schonn e laangen Exposé hei gehalen.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Dat do ass awer de Combell! Kuckt emol eng Kéier d'Reglement, Här Fayot!

► **M. Ben Fayot (LSAP).**- Et ass natierlech net einfach, eng nei allgemeng Approche an hiren Auswierkungen an individuelle Fäll bis an de leschten Detail auszedäitschen. Duerfir si mer och eens, no engem Joer eng Bestandsopnam ze maachen an d'Auswierkung vum neie System auszewäerten.

Ech wëll och soen, dass d'Chamberskommissioun mat dem Minister a senger Mataarbechter sech vill Méi ginn hunn, fir op déi vill Froen, déi opkomm sinn, eng Äntwert ze fannen. Et ass jo net, wéi wa mer keng Kommissiounssitzunge gehat hätten. Et ass jo net, wéi wa mer net déi Kritiken, déi dobause virkomm sinn, dem Minister duergeleucht hunn a probéiert hunn, eng Äntwert drop ze fannen.

Dass mer natierlech net op alle Pläng eng genee chiffriert Äntwert konnte kréien, läit natierlech dorunner, dass an all Famill eng extra Situatioun ass. Zum Beispill eng Famill mat dräi Kanner, wann do ee Student ass, da kënnen mer dat relativ liicht ausrechnen; wann der zwee Student sinn, ass dat scho méi komplizéiert. Mä op jidde Fall hu mer alleguerten déi Awänn, déi do komm sinn, seriö diskutéiert. An ech mengen, all déi Kollegen, déi och hei geschwat hunn, hunn dat jo matgemaach. Et ass also net, wéi wa mer hei de Geck mat der parlamentarescher Aarbecht gemaach hätten, ganz au contraire.

E sensible Problem, hunn ech dem Minister an der Kommissioun signaléiert, entsteet, wa Studenten e puer Joer op der Uni waren a sech dunn ëmorientéiert hunn. Dat kënnt vir an et muss och a Betruecht gezu ginn. De Minister huet ons an der Kommissioun och gesot, dass esou Fäll kéinte gekuckt ginn, dass och emol Exceptione gemaach ginn, well och de Ministère de l'Enseignement supérieur nach Lignes budgétaires huet, fir a wierkleche Problemfäll de Leit ënnert d'Äerm ze gräifen. An ech mengen, déi Regel, déi mer ons ginn hunn an dësem Gesetz, dass een ee Joer bei dem Bachelor an ee Joer beim Master ka verléieren, ass jo och schonn eng Ouverture, fir net direkt mat dem décken Hummer ze kommen.

Insgesamt, Här President, wënsche mir ons bei der Ausféierung vun dësem Gesetz Flexibilitéit a Versteedemach an der Verwaltung. A mir wësse jo, dass an där Kommissioun, déi jo éinescht och vum Här Berger als eppes Schrecklech duergestallt ginn ass, wou een do misst de Knéifall maachen, fir iwwerhaupt e Subsidi ze kréien, an an där dräi Studentevertrieder sätzen, dass an där Kommissioun keng Onmënsche sätzen, fir eben och déi Flexibilitéit an deenen zousätzlechen Hëlfezen ze erméiglechen. Sécher wäerte mer där Härtefäll kréien. An ech erwaarde mer also och vun der Verwaltung, dass se déi mat deem néidege Fangerspëtzegefill wäert léisen.

Här President, d'LSAP ass iwwerzeegt, dass dës nei Studentenförderung eng wichteg Etapp fir méi Chancëgläichheet am Zougank zu der Héichschoul ass, an och eng wichteg Etapp an der Entwécklung vun onsem Land, fir héich Kaderen, héich Eliten an héich spezialiséiert Leit hei am eegene Land och auszubilden.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Fayot. Als nächste Riedner ass den Här Claude Adam agedroen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir hetzen eis de Mëtteg duerch eng

Matière, déi komplizéiert ass. Ech soen dem honorabelen Här Thiel Merci fir säi schrëftleche Rapport. Bei sengem mëndleche Rapport huet en e puer Saache gesot, déi ech och wëll kuerz kommentéieren.

En huet gesot, d'Zuele si komplizéiert. Dat, mengen ech, hält jiddwereen em gutt. En huet och gesot, Hellscherfäegkeeten huet keen heibannen. Do sinn ech och direkt mat em averstanen. En huet och vu gemittleche Lëtzebuerg geschwat. Ech ziele mech och zu de gemittleche Lëtzebuerg.

Här Thiel, wou ech awer net frou sinn dermat, dat ass, wann Der am Fong geholl e bëssen och un d'Adress vun eis sot, mir wären der Meenung, e Gesetzestext, dee misst nach mautschen, wa mer soen: E gëtt eis hei ze séier duerchgezunn. Ech verstinn ënner parlamentarescher Aarbecht, wou ech gären hätt, déi Avisen, déi mer musse froen a solle froen, dass mer waarden, bis déi do sinn, an dass mer déi kënnen diskutéieren. Dat ass fir mech net mautschen, dat ass fir mech wierklech eng parlamentaresch Aarbecht seriö huelen an an den Délaien duerchzéien.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Mir maache jo mat dësem Gesetz - et steet souguer am Text selwer dran - ee Paradigmewissel, an ech muss soen, dass mir als Gréng dee Paradigmewissel och ganz interessant fonnt hunn. Mir sinn allerdéngs der Meenung, esou ee Wiessel mécht een net am Alleingang. A wat de President vun der UNEL nach a sengem Bréif geschriwwen huet, d'Turbodemokratie ass och net de richtege Wee: d'Aen zou an d'Oueren zou an dann derduerch. Dat dierft et dach eigentlech net sinn.

An do gëtt et eng ganz Rei Ursachen. Eng éischt ass emol: Mir hu kee geséichert Zuelematerial. Ech hat schonn am Dezember 2005 mat enger Question parlementaire no statisteschem Material gefrot, am September 2009 nach eng Kéier. An den Här Fayot huet nach am Mee 2010 an enger Question parlementaire gefrot: Wou sinn dann déi Studenten drun? Wéi vill Lëtzebuerg Studente sinn am Ausland?

Här Fayot, ech hunn Är Äntwert gelies, ech hu fonnt, Dir hutt eigentlech awer keng kloer Äntwert kritt op dat, wat Der gefrot hutt. Et pour cause!

(Interruption)

Jo, ech krut schonn 2005 erkläert, et wär eng Etüd amgang, a si dauert, a si dauert, an 2010 ass se och nach amgang.

An dat ass schonn ee positiven Aspekt vun dësem Gesetz, well ech gi wierklech dervun aus, mat dësem Gesetz, do kréiche mer wahrscheinlech eng relativ sécher Database. Dat muss natierlech ënnert dem obligate Schutz vun de perséinlechen Donnéeën leien. Mä ech mengen, dass dat wierklech ee Fortschritt géif bréngen.

Mir géifen dann, wa mer déi sécher Database hunn, och wahrscheinlech feststellen - ech hunn et am Moment just esou am Gefill, mä ech mengen, mer wäerten dat dann erausfannen -, dass mer am Beräich vun der Orientation scolaire nom Secondaire och schlecht dostinn, dass do ganz vill Jore verluer ginn, well mer eis Jonk och net gutt preparéieren an net gutt orientéieren op d'Schoul nom Secondaire.

Da stellt sech natierlech nach d'Fro: Majo, huet misse reforméiert ginn? Jo, mir sinn der Meenung, dass déi al Hëlfezen ongerecht waren, ongerecht virun allem, well se en däitlechen Ënnerscheid gemaach hunn, ob e Student nom Bologna-Prinzip op enger Uni studéiert huet, déi schonn d'Bologna-Kritären applizéiert huet oder déi déi nach net applizéiert huet.

Do sinn och schonn eng Rei Eltere bis bei den Ombudsmann gaang, déi sech beklot hunn driwwer, dass zum Beispill hire Student, hiert Kand am sechsten, siwenten, aachte Semester absolut keng Bourse krut, an een absolut vergläichbare Studiengang, deen e Master mécht, deen huet eng Bourse kritt. De Gedanke vun Équitéit muss eis soen, dass dat net gerecht ass, dass mer do musse reforméieren.

Et ass och gesot ginn, dass dat fir eis awer schonn... Mir sinn eent vun deene wéinege Länner, déi Studiëboursen expor-

téieren. Also, egal wou ee studéiert, kritt ee seng Bourse mat. Ech mengen, dat ass näischt, wou mer extra stolz mussen drop sinn. Dat ass eng Bluttnoutwendegkeet; ee Land, wat eréischt 2003 eng Uni kritt huet. Mir liewen dervunner, dass eis Studenten och an d'Ausland ginn. All aner Hëllef wier jo ee kompletten Nonsense.

Mir schafen also mat deem Gesetz hei ee Grondakommes fir Studenten. Ech hunn et scho gesot, déi gréng fannen déi Iddi gutt. Jiddweree gëtt d'selwecht gekuckt. Mir hu keng Studente méi aus räichen a manner räichen Elterenhaiser. Mir hunn nach just jonk Leit, déi wëlle studéieren. Mir hunn also ee Grondreht op Studium. An da geet et och net drëm, wat d'Eltere wëllen, mä et geet drëm, wat wierklech de jonke Mënsch, wat de Student wëllt.

Dat ass e Paradigmewissel. Dat fanne mir sympathesch.

D'Boursen, wéi se am Gesetz virgesi sinn, schéngen eis och héich genuch. Et gesäit aus, wéi wann et däitlech méi wier wéi an der Vergaangenheet. Dat ass awer net fir jiddwereen esou.

D'Regierung reforméiert allerdéngs net, an dat ass och hei vum Rapporteur gesot ginn, well dat aalt Gesetz schlecht war, mä well d'Regierung wëllt Sue spueren.

Mir spueren um Kannergeld. Den Här Thiel huet gesot, d'Zuele si komplizéiert. Ech hunn hei elo net déi mam Kannerbonus. Ech hunn déi, déi mer an der Kommissioun kritt hunn. Et gi 66 Milliounen manner Kannergeld ausbezuelt, an 33 Milliounen vun deene Sue ginn erëm zréck un d'Studenten, an de Stat spuert 33 Milliounen.

Wann ech de Riedner vun der Majoritéit nogelauschert hunn, da spuert de Stat déi 33 Milliounen an. Et ass awer kee Mënsch, dee méi schlecht ewechkënn. Dat ass jo eigentlech extrem clever. Wann de Stat et wierklech fäerdeg bréngt, fir kengem eppes ewechzehuelen an 33 Milliounen ze spueren, da muss ee soen: Chapeau!

(Interruptions)

► **Une voix.**- Très bien!

► **Une autre voix.**- Dat ass de Paradigmewissel.

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Dat ass de Paradigmewissel!

Mir sinn als Gréng natierlech och der Meenung, dass een a Krisenzäite muss spueren. Mir sinn allerdéngs och der Meenung, dass ee muss Prioritéite setzen an dass et Gebidder gëtt, wou een net soll spueren. A mir sinn der Meenung, dass ee mat Sécherheet net an der Éducatioun soll spueren. Well wat mir hei maachen, mir spueren an eiser Zukunft. Mir spueren an eise Kanner.

Wou kommen dann déi 33 Milliounen, déi d'Regierung spuert, hier? Majo vun de Frontalieren. Dat kann een net ewechdiskutéieren. Si kréie kee Kannergeld méi. Lëtzebuerg Bourssé kréie se och net, dat ass logesch. Ausgläich vum Ënnerscheid vun auslännesche Bourssé par rapport zu eise Boursen. D'Chambre des Salariés huet dat opgeworf, ob een do kéint drun denken, fir esou eppes ze maachen. Eng Iddi, déi vläicht op den éischte Bléck net logesch ass, mä déi an eisen Aen awer duerchaus derwäert ass ze diskutéieren.

D'Chambre des Salariés freet zu Recht, wéi et da mat der Égalité devant l'impôt ass. Si verweist op den Artikel 7 vum Règlement 1612/68 vun der Kommissioun. Déiselwecht sozial a fiskalesch Rechter fir Leit, déi am Land wunnen a schaffen, wéi fir Leit, déi just am Land schaffen.

Wäit méi wéi en Drëttel Frontalieren hu mer op eise Aarbechtsmaart. Déi Leit komme gären op Lëtzebuerg schaffen. D'Léin si bei eis gutt. D'Sozialeeschtunge si besser wéi an Nopeschlänner. An déi 33 Milliounen, déi mer do aspieren, hu fir eis ee ganz schlechten Nogeschaach.

No de Chèques-services kommen dann elo d'Boursen. An dobäi spuere mer jo schonn all Joer Milliounen op de Frontalieren hire Kanner, well mer keng Schoulen a keng Crèche fir si musse bauen.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Beispill Chèque-service. Ech hunn op der Aweigung vum Blannenheem zu Miersch - d'Ma-



dame Familjeministesche war derbäi - vum Direkter vum Blannenheem gesot kritt, mir hunn eng gudd Saach hei gemaach. Mir hunn eng Crèche an eisem Blannenheem. Dat ass super. Mir hunn allerdéngs e Problem: Mir hu ganz vill Frontalieren, déi hei schaffen, an déi kënnen hir Kanner net an eis Crèche ginn, well se sech dat net kënnen leeschten, well se keng Chèques-services kréien.

Dat ass also schonn eng relativ grouss sozial Ongerechtegkeet. Bon, elo fuere mer en zweete Schrëtt. Elo gi mer dann och nach beim Kannergeld op d'Frontaliere spueren.

Mat deene Mesuren hei, Här President, do spalte mer eis Gesellschaft! Et ass keng iwwerdriwwer generéis Haltung vun eis, wa mir déi Spuermoosnamen op d'Käschte vun de Frontalieren uprangeren. Mir hunn als Lëtzebuerger e vitalen Interessi och un de Frontalieren. Mir rekrutéieren op eisem Aarbechtsmarché wäit iwwert d'Grenzen eraus. Akademiker aus der Groussregioun si fir eisen Aarbechtsmaart ganz interessant.

Gëtt et dann och Leit, déi hei wunnen, déi Sue verléieren? Dat ass net evident. Mir hunn net genuch Zuelematerial, mä et ass awer wahrscheinlech. D'Zuele vun der Chambre des Saliariés schwätzen op alle Fall eng aner Sprooch wéi déi, déi mer vun der Kommissioun virgeluecht kruten. Mir hunn eng Tabell an der Chamberskommissioun gesinn, mä do huet kee Student eng Bourse oder eng Prime kritt, an am ale Regime ass dat jo awer net richtig.

Wie verléiert eventuell oder wie verléiert méi wéi sécher? Majo, déi Leit, déi wéineg Sue verdéngen a méi oder manner vill Kanner hunn.

An et gëtt och nach eng drëtt Kategorie vu Verléierer, mir haten et och an der Chamberskommissioun ugeschwat: Dat si Leit mat enger Behënnerung. Mir hunn och nach haut - en Deel vun eis - e Bréif kritt vun engem jonke Mënsch, dee selwer eng Behënnerung huet - ech kennen en, well en eng Zäit an där Schoul war, wou ech selwer Schoulmeeschter war -, dee gesot huet, hien hätt mat senger Behënnerung studéiert an 1.000 Euro an Aussicht gestallt als zousätzlech Hëllef, dat géif bei Wäitem net duergoen. Well do kommen einfach Fraisën, déi si méi héich wéi esou.

Elo kann ee soen, et gëtt eng Kommissioun. Jo, et kann een awer och soen, ma wa mer wëssen, dass dat net duergeet, firwat setze mer dee Seuil net méi héich an d'Gesetz? Well et si jo net esou vill Leit betraff.

Gëtt et dann och - an dat ass awer och eng ganz interessant Fro - Leit, déi gewanne bei deem System? Och do ass eis Äntwert relativ kloer, selbstverständlech mam Virbehalt, d'Zuele si komplizéiert, mä mir wëllen eis jo net méi Zäit loossen, fir se ze analyséieren: Mir menge schonn.

Ech hunn et selwer ausgerechent, och a mengem Bekanntekrees, bei Enseignanten an esou weider, Leit mat engem gudden Akommes, dat heescht Familjen, deenen hir finanziell Situatioun bis elo ni zouge-looss huet, dass hir Kanner eng Bourse konnte kréien. Dat huet fir all Familjen, déi e Kand haten, wat mat Bachelor studéiert huet, an och fir all net Bologna-Studenten.

Bei zwee Studentekanner aus engem gutt situéierten Haus, mat deem neie Gesetz kréien déi ongeféier 5.000 Euro pro Joer fir déi zwee Kanner zesumme méi wéi bis elo. Dat heescht dann an eisen Aen, staark Schëllere packen a Krisenzäite manner wéi schwaach Schëlleren! Eigentlech hätte mer et jo awer gäre genau emgedréit. Staark Schëllere missten a Krisenzäite méi packe wéi schwaach Schëlleren.

An den aarmen Här Juncker muss och nach ëmmer verziele goen, wéi leschte Freideg nach am CAC, dass d'Kris iwwerall ass, mä net an de Käpp vun de Lëtzebuerger.

Wa mir esou eng ënnerschiddlech Messagen an der Politik hei vun eis ginn, da brauche mer eis net driwwer ze wonneren, dass d'Leit och net méi wëssen, ob de Wuulstand ausgebrach ass oder ob d'Kris ausgebrach ass!

► **Une voix.**- Très bien!

(**Interruptions**)

► **M. Claude Adam** (déi gréng).- Ënner

dese Konditiounen ass de Paradigmewissel, dee mer hei verkaaft kréien, net akzeptabel.

► **Une voix.**- C'est juste!

► **M. Claude Adam** (déi gréng).- Dann nach e Wuert zu der Indexéierung. De President vun der Kommissioun sot, mat der aktueller Situatioun an der Majoritéit ass eng Indexdiskussioun net opportun. Dat kënnen mer eis virstellen. Mir diskutéieren nach iwwert den Index, an d'Regierung ass schonn amgaangen, aus dem System erauszeklammen.

D'Kollege vun der LSAP wëllen déi grouss Verteideger vum Index sinn, awer bei de Sozialleeschunge spille se net mat!

(**Interruption**)

Fir d'Éischt gëtt d'Kannergeld desindexéiert an elo d'Studentebäihëlfen.

► **Une voix.**- Aha!

► **Une autre voix.**- Très bien!

(**Interruptions et hilarité**)

► **M. Claude Adam** (déi gréng).- An d'Jongsozialisten hunn dann natierlech déi sympathesch Iddi, fir virun der Chamber eng Zensur auszedeele, wou se dann dem Héichschoulminister eng Datz ginn. Et ass sympathesch, mä et ass ze kuerz gegräff. D'Jongsozialisten hätten och hiren eelere Kollege vun de Sozialisten déiselwecht Datz missen ausdeelen.

► **M. Ben Fayot** (LSAP).- Dat huet misse kommen!

► **Une voix.**- Geet et lech elo besser?

► **M. Claude Adam** (déi gréng).- E Grondakommes jo, awer net esou.

► **M. Ben Fayot** (LSAP).- Ech hat mer dat net vum Här Adam erwaart.

► **M. Claude Adam** (déi gréng).- All Student kritt datselwecht. Dat wier an enger postsocialistescher Gesellschaft bestëmmt eng gerecht Léisung.

Mir kennen awer och en anert Bild, e Bild aus der Éducatioun, wat och gäre vun der Madame Delvaux gebraucht ginn ass, wéi mer déi Schoulreform virgestallt hunn a wou mer duerch d'Land gezu sinn dermat. Et ass d'Bild, wou en Elefant, en Af, eng Schlaang, en Delfin, eng Giraff, eng Maus bei der Startlinn stinn an et heescht dann, mir maachen eng gerecht Course fir jiddwereen. Eng gerecht Aufgab fir jiddwereen. Mir maachen een Honnertmeterhürdelaf.

Et ass absurd ze mengen, dass déi Jonk mat engem Grondakommes, dass fir jiddwereen d'selwecht ass, déiselwecht Chancë kréien. An Eltere sinn och verflücht fir hir Kanner ze suergen, och iwwer 18 Joer eraus. Déi meescht Eltere maachen dat och gäre. An ech wunnere mech och e bësselchen iwwert dat Elterebild, wat mer awer hei vermëtelen. Mä et huet net all Elterendeel, all Elteren hunn net allequerten déiselwecht Méiglechkeeten.

Wa mir also d'Iddi vun engem Grondakommes wëllen ëmsetzen an dat zu Aspierungen an den Ausgabe fir Familje féiert, da muss ee genau wëssen, wéi eng Dimensioun déi Aspierungen hunn. An dat wësse mer awer net. Da kéinte mer nämlech kompenséieren mat anere familjepolitesche Mesuren. Et kéint sinn. Et ass eng Iddi - si kënn iwwregens net vun eis, si kënn vun der UNEL -, dass een zum Beispill en Deel vun deem Prêt ënner Konditiounen kéint an eng Bourse verwandelen. Bis zu siwe Joer 6.000 Euro Prêt, dat ginn 42.000 Euro. Wa mer d'Onofhängegkeet vun den Elteren eis erkafe mat enger Ofhängegkeet vun de Banken, dann hu mer net gutt geschafft. 42.000 Euro, dat ass de Maximum. Dat si fir deen ee ganz vill Suen a fir deen aneren ass et net vill méi wéi en neien Auto.

De Minister huet ëmmer betount, entweder Grondakommes, esou wéi hien et geplangt huet, oder eben net. Wann een net wëllt diskutéieren, dann ass dat eng korrekt Astellung. Mir deele se awer net.

Och d'Iddi vun Grondakommes léisst Raum fir eng gewësse sozial Gerechtegkeet. Eis aktuell Regierung wëllt dee Raum net notzen. Mir sinn der Meinung, dass et keng Urgence gëtt. Den Datum, wou d'Regierung d'Kannergeld wëllt ofschafen, ass willkürlech a kéint och op d'Sommersemester geréckelt ginn oder e Joer méi

wäit. Mir hunn e Reformbedarf. Mir hunn eng Iddi, déi fir eis diskutabel ass an déi ee kéint weiterentwéckelen. Iwwregens all déi Avisen, déi komm sinn, hunn un der Grondiddi wéineg ze kritiséieren gehat, mä méi am Detail.

Nach e Saz vläicht - well e mer esou gutt gefall huet - aus der Chambre des Saliariés: «Rien ne sert de courir, il faut partir à fond.» Et huet kee Wäert, fir séier ze lafen, wann ee mengt, et kéim een ze spéit. Wann een an déi falsch Richtung fiert, dann huet et kee Wäert, Gas ze ginn. Dann huet ee besser, eng Paus ze maachen, d'Landkaart ze kucken oder de GPS nei anzustellen.

Ee Paradigmewissel, deen zur Konsequenz huet, dass a Krisenzäiten d'Frontaliere Sue verléieren, déi sozial manner gutt gestallte Familje mat zwee oder méi Kanner Sue verléieren a besser gestallte Leit däitlech méi Sue kréien, ass fir eis net akzeptabel.

Et schéngt och esou, wéi wann am Regierungslager eng ganz Rei e schlecht Gewëssen hätten. Anescht kann ee jo déi Motion net verstoen, dass mer no engem Joer sollen eng Analys maachen.

Meng Erfahrung mat där aler Studienhëllef ass, dass et immens komplizéiert ass, wann ee feststellt, dass do Ongerechtegkeeten dra sinn, fir déi erëm erauszubigelen. Et wier wierklech besser, et géif een déi Saache grëndlech analyséieren, ier een et iwwert den Instanzewege gëtt. An dofir, Dir Dammen an Dir Hären, wäerten déi gréng och géint dëst Gesetz stëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Adam. Als nächste Riedner ass den Här Colombero agedroen. Här Colombero, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jean Colombero** (ADR).- Merci, Här President. Fir d'Éischt e Merci un den Här Thiel fir seng schréftlech a mündlech Presentatioun. Dat heiten ass eng Spuermoosnam vun der Regierung. Et ass jo esou ugeklongen. Dat ass och kee Feeler. Aus der Nout gëtt eng Dugend gemaach.

Dese Projet stellt sécherlech ee Paradigmewissel duer. D'Jugendlecher kënnen onofhängeg vun der finanzieller Capacitéit a vum Wëlle vun hiren Elteren op d'Uni goen. D'Bourse an d'Prêt sinn net méi ofhängeg vum Revenu vun den Elteren, wat e groussen Atout an der Onofhängegkeet vum Student ass. Dobäi muss ee wëssen, dass déi meescht dobäi gewannen. Mä et sinn der och ganz vill, déi da verléiere wäerten, an et ass hei schonn ugeklongen: haauptsächlech déi sozial schwaach Familje mat méi Kanner, mat méi klengem Revenu, an och dann déijéineg, déi behënnert sinn. Déi gehéieren net zu de Gewënner.

An ech mengen, all Gesetz, wat gestëmmt gëtt, all Gesetz, wat fiabel soll sinn, muss jiddweree respektéieren. A wann ee Perdant do ass, nëmmen ee Perdant, dann ass dat Gesetz sécherlech net gutt. Dann ass et net esou, wéi mer eis dat virstellen.

Negativ Kritik si genuch gefall hei. An Zäit vun dräi Wochen ass d'Gesetz hei duerch d'Chamber gebootscht ginn. An elo, ech mengen, als Chamber hu mer awer eng Missioun. Mir si vläicht souverän an eisen Décisiounen. Mir kënnen decidéieren, wéi mir wëllen, mat oder oui Avis vun de Chambres professionnelles. Mä ech mengen, wa mer awer demokratéisch wëlle sinn, da muss mer awer dohinnegoen a wa mer schonn en Avis froen, dann och dee lese virum Vote an der Kommissioun. Dat ass hei offensichtlech net gemaach ginn.

Mir hätten, wéi gesot, och nach eng Woch Zäit gehat. Mir wäeren d'nächst Woch och heihinnerkomm an der Vakanz. Ech mengen, den Deputéierten ass zur Verfügung vun der Natioun. An et ass net, dass e muss de 15. Juli, esou wéi d'Schoulkanner, effektiv an d'Vakanz goen.

Dat bedauere mer. Domat hätte mer ganz vill Problemer geléist. Mir hätte kënnen déi bestëmmten Härtefall aneschtens analyséieren a vläicht eppes aneschtens an d'Gesetz eraschreien. Mir hätten och vläicht verschidde Feeler, déi dra sinn, och dann entdeckt.

Et ass e Changement de paradigme. Dat hu mer jo gesot. Wat mer da bedauern, dat ass, dass keng Fiche financière do ass. A mir wëlte gäre vun der Regierung, dass d'Regierung eis transparent Tabelle soll ginn, wéi déi Saach do effektiv ausgesäit.

Dee Problem, deen eis opgefall ass - dat hunn ech scho virdu gesot -, dat ass dat mam Kannerbonus. Ech mengen, de Kannerbonus ass agefuert ginn als ee Steuerbonus. An dee Steuerbonus ass integral fir d'Familje geduecht.

Wat geschitt hei? Net eleng, dass d'Allocation familiale verschwënnt, mä de Kannerbonus verschwënnt och. An de Kannerbonus, dee gëtt dann ersat duerch eng Moosnam. D'Studente kréien 1.000 Euro méi. Okay, et ass alles schéin a gutt. An ech liesen dat hei vir. De Kannerbonus gëtt abrogéiert: «Le boni pour enfants sera abrogé dans le chef des étudiants bénéficiant d'une aide financière de l'État pour études supérieures. Par conséquent, le seuil du montant de base de l'aide financière pour études supérieures, qui était fixé à l'origine à 12.000 euros par année académique, a été porté à 13.000 euros.»

An da liese mer op enger anerer Säit: «Par contre, un système qui accorde à chaque étudiant un montant de base de 13.000 euros - et même au-delà dans des cas spécifiques - par année académique, dont la moitié est versée sous forme d'une bourse non remboursable, ...» Dat heescht, déi aner Moitié ass da remboursable. A wa mer dann an där Logik do bleiwen, da gesi mer dann, dass mer 1.000 Euro de Studente bäiginn. Déi 1.000 Euro, déi normalerweis e Crédit d'impôt wieren. Mä elo geet de Stat dohin an e seet: „Okay, déi 500 kriss du geléint. Déi aner kriss de als Bourse remboursable. Déi aner ass Bourse non remboursable. Dat heescht, bis 500 Euro muss de aus denger Täsch da bezuelen.“ Dat heescht, hei ginn net eleng d'Allocation-familiale verluer, mä hei geet d'Halschent vum Kannerbonus verluer.

An ech mengen, do läit dann den Hoer an der Zopp. Ech mengen, ass dat ee Lapsus vun der Regierung? Ass dat net gesi ginn? Oder ass dat elo Absicht? Dat ass enorm wichteg. Wann dat Absicht ass, okay, da kënnen mer soen, dass Gesetz hei ass total antisozial. An d'Regierung spuert do, wou se et net ugekënnegt huet.

Wann et elo ee Lapsus ass, da muss dat emgeännert ginn. Firwat muss et emgeännert ginn? Ma well normalerweis déi Suen de Leit gehéieren. Lëtzebuerg war dann de Moment dat éischt Land op der Welt, wou de Stat de Studente Sue léint, Steiergeld léint, an déi Studente mussen dat Geld zrëckbezuele mat Intérëten.

Wat huet dat fir e Sënn? Ech mengen, do, Här Minister, misst Der eis vläicht herno oplären, wéi Der dat wëllt maachen. Et kéint vläicht sinn, dass Der déi 1.000 Euro, déi Der de Studente gitt, déi misst ee vläicht op déi Part non remboursable iwwerschreien. Dat heescht, dass de Student dee Moment 6.000 + 1.000, dat wäre 7.000 Euro, géif kréien, déi net remboursable wieren.

Am anere Fall, wann Der et bäibehaalt, ass dat eng Ongerechtegkeet, déi Der net kënn veräntweren. Well et kann een einfach net dohinnegoen a soen: „Okay, mir eliminéieren d'Kannergeld a mir eliminéieren d'Halschent vum Crédit, vum Bonus d'enfant.“

Dat gesot, Här President, wëlte mer gäre, dass d'Regierung eis awer ee Bilan mécht vläicht d'nächst Joer, fir ze kucken, wéi dat Gesetz hei fructifiéiert, wéi dat Gesetz hei weidergeet.

An duerfir, an deem Sënn, ginn ech dann eng Motioun hei of, fir ze wëssen, wéi d'Resultater sinn. Mir wëllen och gar wëssen, wat déi Majorations supplémentaires, wat déi fir een Impakt do hunn. Et ass sécherlech, och do si mer net ze fridden, dass behënnert Kanner, dass déi zwar 1.000 Euro kréien, mä do-vunner mussen och 500 Euro rembourséiert ginn.

**Motion 3**

La Chambre des Députés,
considérant

- que le projet de loi 6148 modifie considérablement le régime des aides accordées aux étudiants résidant à Luxembourg;

- que la Chambre des Salariés et des associations d'étudiants craignent que certains étudiants respectivement les familles concernées touchent au total moins d'aides que dans le système actuel, risque qui serait plus important pour les familles nombreuses aux revenus modestes;

- que l'objectif des aides financières de l'État doit être de permettre à un maximum de jeunes de faire des études supérieures, quelle que soit la composition de leur famille ou la capacité financière de leurs parents;

- que ces aides doivent être un droit découlant de critères objectifs et non pas dépendre d'une décision d'une commission respectivement d'un ministre jugeant de l'opportunité d'une «situation grave et exceptionnelle» ou de «charges extraordinaires»;

invite le Gouvernement

- à faire le bilan des conséquences du projet de loi 6148 sur les aides globales accordées aux étudiants et à leurs familles en signalant plus particulièrement les cas pour lesquels ce projet a des effets négatifs et quelles en sont les raisons;

- à faire le bilan des «majorations supplémentaires» accordées pour l'année académique 2010/2011 en détaillant les raisons pour lesquelles ces majorations ont été accordées;

- à présenter ces bilans à la Chambre des Députés avant la fin de l'année académique 2010/2011;

- à s'engager à compenser les cas échéants les effets négatifs découlant du projet de loi 6148.

(s.) Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, André Hoffmann, Fernand Kartheiser.

Dat gesot, Här President, Här Minister, mir sinn net mat deem Projet hei d'accord. Firwat? Et war eine Nacht- und Nebelaktion. D'Chamber huet aner Prioritéiten. D'Chamber wëllt gär roueg diskutéieren, gesond Gesetzer maachen, Gesetzer fir jiddwereen, fir all Bierger, dass all Bierger dovunner ka profitéieren, an net, dass ee Gesetz hei just virun der Vakanz duerchgebootscht gëtt an et vläicht negativ Impakter wäert hunn. An déi wäert et och kréien.

Den Här Fayot huet et gesot, et wäert negativ Impakter ginn, et wäert Härtefall ginn. Dat hoffe mer jo net. Mä déi wäerte kommen. Mir mussen dat Gesetz nach eng Kéier d'nächst Joer op de Leescht bréngen. Dovunner si mer iwwerzeegt.

Här President, ech soen lech Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Colombera. Als leschte Riedner ass den Här André Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Här President, ech probéieren, net dat ze widerhuelen, et ass jo souwisou an der Zäit net méiglech ze widerhuelen, wat alles hei gesot ginn ass, déi berechtigt Kritiken, déi jo un deem Gesetzesprojet ausgeübt gi sinn. Mir hu scho virun engem Mount à peu près Stellung bezu gehat an engem Communiqué a mir sinn duerno eigentlech duerch déi Avisen, déi erauskomm si vun de Studentenassociatiounen, vun de Gewerkschaften a vun der Chambre des Salariés gréisstendeels bestätegt ginn.

Ech kann och soen, mir sinn och mat dem Prinzip averstane vun der Onofhängegkeet vum Student a vun enger finanzieller Ennerstëtzung, déi déi Onofhängegkeet garantéiert. Allerdéngs muss ee kucken, a wéi engem Kontext dass dat geschitt, a wéi dat ëmmer esou schéi bei de Reklamme fir Medikamenter heescht: „Zu Risiken und Nebenwirkungen fragen Sie Ihren Arzt oder Apotheker“, an där Risiken

und Nebenwirkungen, där sinn hei derbäi. An ech mengen, dass mer déi nach net alleguerte richteg ofgeschat hunn.

Ech si mat dem Här Fayot averstane, wann e mer nolauschtert, dass mer richteg leien...

► **M. Ben Fayot (LSAP).**- Èmmer!

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- ... dass mer richteg leien, wa mer a Richtung vun engem Grondakommes fir Studente ginn, also a Richtung vun engem Présalaire. Dat war an der Zäit eng relativ radikal Fuerderung an de Studentenorganisatiounen, déi net op grouss Géigeléift gestouss ass. Ech sinn also mat där Logik an där dote Richtung d'accord, allerdéngs mat zwou Remarquen.

Éischstens, maache mer eis jo awer keng Illusioun, dass d'Studenten alleguerte mat deem Présalaire oder Grondakommes datselwecht maachen. Mir maachen eis jo keng Illusiounen, wat deen ee muss domat bezuelen, a wat deen anere kann domat bezuelen. Also ech mengen, dass een déi Realitéit op d'mannst muss am A behalen.

Duerfir eng aner Fro: Déi Fro vum Grondakommes fir Studenten oder vum Présalaire, déi ass an deene Joren, wou dat do diskutéiert ginn ass, ëmmer och diskutéiert ginn, Här Fayot, am Kader vun der Verdeelungsfro. An dat kann een och net ausklammern. Dat heescht, ech mengen, dass een da muss d'Fro mat stellen: Wéi ass et da mat der Finanzéierung vun deem Présalaire, opgrond vu beispillsweis engem relativ distributiven, redistributive Steiersystem? Well soss riskéiere mer awer manifestement a Richtung vun Ongerechtheeten ze goen.

Nach eng Remarque, eppes, wat net hei ervirgehuewe ginn ass: Ech sinn awer e bësse verwonnert, wéi wéineg mer an där Diskussioun dann hei iwwert d'Kannergeld schwätzen, well mer schafe mat deem Projet de loi do en Deel - natierlech net d'Kannergeld insgesamt -, mer schafen en Deel vum Kannergeld of. No enger jorelaanger natalistescher Politik, déi dozou gefouert huet, dass de Wäert vum Kand steigt mat der Zuel vun de Kanner - wat eigentlech jo vun engem soziale Standpunkt net esou richteg verständiglech ass -, gi mer dann elo emol, bon, an deem do Beräich vun de Studente sträichen, ouni dass mer - an dat ass och e Grond, firwat dass ech soen, dat do ass ze vill schnell - eis iwwerleeën, dann och Iwwerleungen ustellen iwwert d'Kannergeld respektiv iwwert d'sozial Gerechtheet vum Kannergeld.

Zu den...

► **M. le Président.**- Jo, Här Hoffmann, Dir kuckt mat Recht op mech. Et geet geschwënn zum Schluss.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Et geet geschwënn zum Schluss. Ech fannen och an där Fro vun de Frontaliere geet et awer e bësse sophistesesch oder kasuistesesch hier, wa mer soen, si kënne sech jo elo an hirem eegene Land eng Bourse beschafen. Den honorabelen Här Thiel huet dorobber higewisen, an ech weisen hien dorobber hin, dass se dat de toute façon nach ëmmer konnten, also och bis elo konnten, onofhängeg dovunner, ob se Lëtzebuurger Kannergeld kréien oder net.

Dat heescht also, netto bleibt, souguer wann déi Bourse am Ausland déiselwecht Héicht hätt wéi zu Lëtzebuerg, et fir si, par rapport zu der aktueller Situatioun, e Verloscht. An ech werfen nach eng Kéier d'Fro op: Mir zweifelen drun, dass dat mat dem europäesche Recht iwwerhaupt vereinbar wier, wat mer do mat de Frontaliere maachen, a sozial gesi fanne mer et de toute façon inakzeptabel!

Mir stëmmen also selbstverständlech d'Gesetz net!

► **M. le Président.**- Merci, Här Hoffmann. Elo kritt d'Wuert den Här Héichschoulminister François Biltgen.

► **M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.**- Merci, Här President. Ech hunn déi lescht Deeg - wou vill Kritik koumen, öffentlech, vill Luef, net öffentlech - mech oft gefrot, ob ech dann, obwuel ech deemools eréischt zéng Joer hat, de leschte Mee '68er wier? An ech si ganz frou, dass de Ben Fayot, dee Mee '68 méi al war wéi

ech, eigentlech hei nach eng Kéier gesot huet, wat mer maachen. Mir erfëllen hei eng laangjäreg Fuerderung vun de Studentenorganisatiounen, virun allem vun de lénkse Studentenorganisatiounen, an déi virun allem a konservative Kreesser ëmmer bekämpft gouf.

Also mir hunn e bësselchen... hei setze mer e bësselchen d'Welt op de Kapp haut. An ech géif wierklech herno jiddweree bieten, wann de Compte rendu erauskënnt, dass ee souwuel d'Ried vum Ben Fayot liest wéi déi vum Eugène Berger a sech da freet, wien no vir kuckt a wien no hanne kuckt. Ech kann dat heite Gesetz net besser verteidegen, wéi de Ben Fayot dat gemaach huet. Well hien einfach de Prinzip nach eng Kéier hei widerholl huet, em wat et geet.

Ech muss soen, Här Berger, dass ech awer e bëssen erschreckt war, wat Är Vue ass vun de Studenten. Dee Saz vun deem, deen dann doheem bleift, well en op d'Uni Lëtzebuerg geet, an dann an d'Vakanz fiert a sech en Auto keeft. Wësst Der, ech sinn an deene leschte Joren - nom 5611 hunn ech jo gesot, ech ginn elo bei d'Studenten - an d'Schoule gaangen an ech hu mat honnerte jonke Leit vun Deuxième, Première, Douzième, Treizième geschwat, an ech hat net d'Gefill, dass hir eenzeg Suerg wier, sech op eng Uni anzuschreiwien, fir dann an d'Vakanz ze fueren.

► **M. Eugène Berger (DP).**- Ech hunn dat dach net generaliséiert, Här President, ech hunn einfach e Beispill gesot, wéi et kéint sinn.

► **M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.**- Ech wëll och soen, wann ee sech eleng dat Beispill virstellt, fir doduerch eng Reform zu Fall ze bréngen, dat weist, wessen Geistes Kind man ist.

► **M. Eugène Berger (DP).**- Ech hunn och honnert aner Beispiller gesot, déi...

► **M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.**- Well d'Uni Lëtzebuerg huet eng Ëmfro gemaach bei de Studenten an huet se gefrot: Woufir sidd der iwwerhaupt op der Uni Lëtzebuerg? 30% hu gesot, well d'Elteren dat esou wollten. A woufir hunn d'Elteren et gesot? Well d'Eltere gesot hunn, da gëtt et eis méi bëlleg.

An dat, wat mer hei wëlle maachen, dat ass, dass jiddwer jonke Mënsch zu Lëtzebuerg, ob Lëtzebuurger oder Netlëtzebuurger, soll d'Recht hunn, onofhängeg vun Kënnen a Wëllen, finanziell gesinn, vun den Elteren, awer och onofhängeg vum Matschwätzen, moralesche Matschwätze vun den Elteren, dat ze studéieren, wat e wëllt studéieren a wéi en et wëllt studéieren! Et sinn der ganz vill, déi mam neie System douds'écher da vläicht net op d'Uni Lëtzebuerg ginn, oder vläicht net méi doheem bleiwen, sech dann och eng Studentewunneng huelen.

Iwwregens stinn nach Studentewunnengen, notamment zu Monnerech, eidel, just fir dat ze soen. Do hu mer der, do geet zurzäit keen hin, obwuel Monnerech jo och eng schéi Géigend ass.

(Interruptions)

Mä nach eng Kéier, mir hunn hei...

(Interruptions)

Här President, ech sinn absolut d'accord - ech hu keen ënnerbrach -, ech sinn absolut d'accord, dass ee mer Froe stellt. Et ass awer ganz schwier, wann dräi Leit zur gläicher Zäit een ënnerbriechen, da kritt een emol net mat, firwat se een ënnerbriechen. Ech sinn also bereet, elo mech ze ënnerbriechen. Wann ech net méi ënnerbrach ginn, da fueren ech weider.

► **M. le Président.**- Fuert Dir virun, Här Minister!

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Dir däreft eis net méi provozéieren!

► **M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.**- Ah, Här Bettel, dat ass gutt. Dat gefält mir, wann Dir lech emol eng Kéier vu mir provozéiert virkommt. Eis Welt ass haut totalement à l'envers!

Et sinn Zuele gefrot ginn...

► **Une voix.**- Waart nach eng hallef Stonn!

(Hilarité)

► **M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.**- Et sinn Zuele gefrot ginn. Ech wëll lech dann e puer Zuele soen, déi wichtig sinn. De Ben Fayot huet drop higewisen, dass mer musse kucken hei méi Leit ze kréie mat méi engem héije Bildungsniveau. „Europa 2020“ seet, mir hätte gär...

(Interruptions)

► **M. le Président.**- Jo, ech géif lech awer elo wierklech bieten, dem Minister nozelauschteren! Här Berger, Dir kënnt jo eng Fro stellen, mä lauschtert elo emol dem Minister no!

► **M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.**- Ech hunn iwwerhaupt näischt iwwert den Här Berger hei gesot. Ech weess net, woufir e sech elo hei opreegt. Ech hunn eppes iwwert den Här Fayot gesot, dee reegt sech net op.

Mir hu fir 2020 an Europa gesot, mir hätte gär 40% Leit an engem Alter vun 30 bis 35 Joer mat Héichschoulof Schloss. Dat sinn also déi haut tëschent 20 a 25. Ëm déi geet et. Haut leie mer bei manner wéi 30%, mer leie bei ronn 25%. Bei de Lëtzebuurger emol keng 30%, a bei de portugisesche Matbierger emol keng 10%. Dat muss mer eis emol iwwerleeën, dass do e grouse Problem nach ëmmer besteet.

Dann, um Lëtzebuurger Aarbechtsmaart si 50% vun den nei geschafenen Aarbechtsplaze Bac+-Aarbechtsplazen. 50% vun der Immigratioun, déi mer op Lëtzebuerg komme loosse, si Bac+-Diplomanden. Duerfir muss mer hei wierklech eppes maachen, fir méi Leit ze kréien. Mir kënnen net dauernd kräischen, mir hätte keng Lëtzebuurger méi mat Héichschoulof Schloss an der Privatwirtschaft zum Beispill, well de Stat géif se all huelen, wa mer net insgesamt kucken, dass méi vun eise jonke Leit iwwerhaupt zu engem Héichschoulof Schloss kommen. Wa mer der méi hunn, ob et Lëtzebuurger oder Netlëtzebuurger sinn, wat mer méi Leit och hunn am Stat an am Privaten dobaussen. Ouni mussen déi zwee,...

(Interruptions)

Ech bewonnere meng Rou!

(Interruptions)

Dat, wat mer hei maachen, an ech soen dat als een, deen zweemol Bologna-Konferenze presidéiert huet, ass eppes, wat an Europa an alle Bologna-Konferenze Studenten ëmmer erëm verlaangt hunn: nämlech jiddwerengem, onofhängeg vun der Situatioun vu sengen Elteren, d'Méiglechkeet ze ginn, Héichschoulstudien ze maachen an och onofhängeg dovunner musse schaffen ze goen. Hei kann een zousätzlech schaffe goen. Wat wichtig ass, dass een dat och mécht. Mä et muss een net.

An Däitschland ass eng grouss Diskussioun am Bologna-Prozess ëmmer déi gewiescht, dass bis elo ganz vill Leit hu misse schaffe goen an doduerch hir Regelstudienzäit net fäerdeg bruecht hunn, well se eben ze vill geschafft hunn. Hei maache mer just de Contraire.

A wien ass dann de Gewënner heivunner? De Gewënner ass de Student. An déi eenzeg Fro, déi eis interesséiert, dat ass déi, wat mer dem Student elo zur Verfügung stellen.

Erlaabt dat all Student, dat ze studéieren, wou e wëllt studéieren? Mir hunn déi Zuele geholl vu London City, vu Paräis. Mir bréngen et fäerdeg, dass jiddwereen dat ka maachen, dass kee sech hei benodelegt fillt, dass jiddwereen dat ka maachen, wat e wëllt. E muss jo net all Hëllef besprochen, mä e kritt esou vill Hëlfe, wéi e brauch, an e muss selwer decidéieren, wat e mécht.

Ech hunn déi lescht Zäit mat ville Leit geschwat, och Elteren, déi natierlech gesot hunn: „Mir finanzéieren eise Kanner d'Héichschoulstudien, mä mir hätten awer gär, dass se dat studéieren, wat mir gesinn, wat gutt ass fir hir Zukunft.“ Ech mengen, et ass awer wichtig, dass mer hei och déi jonk Leit responsabiliséieren. An dat ass am Projet mat dran.

Iwwregens ännert do näischt par rapport zu virun. Och virun huet ee missen en



Zyklus an engem Joer ofmaachen. Just, dass effektiv en Ennerscheid war, dat huet den Här Adam richtig gesot, wat e Problem vum aktuelle System war, Bologna-, Net-Bologna-Studien, do waren Diskriminationen dran an déi ginn och heimadder an engems mat ofgeschaf. Dat wousste mer. Den Ombudsmann huet mer eng Kéier gesot, duerch dat heite Gesetz géif de Gong eis retten. Well de System war virdrun net richtig an deene leschte Joren. Dat ass esou. Den Här Adam huet mat där Kritik absolut Recht.

Nach eng Kéier, de Gewënner ass de Student. Et ass wichtig, dass e selwer seng Responsabilitéit hält. A mir gleewen un eis jonk Leit, dass se net einfach Suen huelen, fir an d'Vakanz ze goen, mä dass se effektiv sech Gedanke maachen, wat fir hir Zukunft gutt ass. Well, wann ee bis ufänkt, de Prêt zréckzebezuolen, da weess ee guer net, ob d'Elteren nach iwwerhaupt capabel sinn, matzehelfen oder net matzehelfen. Duerfir ass et hei wichtig, dass mer an d'Zukunft kucken an dass mer och eng Planungssécherheet hei maachen.

Et ass richtig, dass ee ka soen, mir wëllen net de Student als Erwuessene kucken. Mir kucken d'Familljesituatioun. An d'Famill ass responsabel fir de Student. Ech hunn absolut Respekt virun där doter Haltung. Et ass net eis. Mä ech hu Respekt virun där doter Haltung. Mä och do muss ee soen, dass do keng Planungssécherheet ass.

Woufir? Majo, well souwuel den aktuelle System vum Kannergeld wéi dee vun de Boursen otemt mat dem Alter a mat der Zuel vun de Studenten. Dat heescht, et huet ee keng Planungssécherheet. Wann een haut an enger Famill ass vun dräi Leit, dräi Kanner, an zwee sinn op der Uni, natierlech ass dann d'Kannergeld méi héich an natierlech sinn d'Boursen da méi héich. Mä deen Dag, wou ee vun deenen ophält ze studéieren, da fält dat Ganz zesummen an et huet ee manner. Mir hu léiwer, jiddweree weess elo an Zukunft: „Du kriss pro Joer dat an dat an dat. An du kanns deng Planungssécherheet domadder opbauen.“

Domadder si mer och an Europa nu wierkelech dat - ech wëll net soen, dee beschten -, mä dee favorabelste System. Net nëmme wéinst der Héicht vun deem, wat mer ubidden, mä awer och, well mer dat maachen, wat déi skandinavesch Länner scho laang maachen - an duerfir hunn déi skandinavesch Länner vill méi héich Zuele vun Héichschoulofgänger -: nämlech dem Student onofhängeg vun den Elteren en Akomes ginn. E Prêt salaire, wéi de Ben Fayot dat an der Sprooch vu fréier genannt huet. Mä just dat wëlle mer maachen.

Da kënnt nach eppes derbäi. Duerfir soen ech dem Här Hoffmann, dass e falsch läit mat der europäescher Situatioun. De Problem ass, dass d'Héichschoul...

(Interruption)

► **M. André Hoffmann** (déi Lénk).- Ech hunn d'Fro opgeworf, ob!

► **M. François Biltgen**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*.- Da géif ech lech dann eng... Da soen ech okay, ech zéien dat zréck, Dir läit net falsch. Mä ech soen nach eng Kéier, ech deelen dann Är Fro net oder d'Bedenken, déi ennerschwelleg zu Ärer Fro sinn. Well mer hei Héichschulsubventionen hunn, déi all Land anescht muss gestalten a ka gestalten.

Perséinlech si mir eigentlech, dat hu mer an all Bologna-Konferenz gemaach, der Meenung, et misst een en europäesche Basissystem hunn. Nämlech zum Beispill d'Portabilitéit. Een, deen hei seng Hëllef kritt, dee kann an d'Ausland goen. Dat erkläert sech aus der Vergaangenheet, well fréier hate mer keng Uni, sou dass mer dee System och gemaach hunn, fir iwwerhaupt Mobilitéit ze hunn. Ee vun Diddenuewen, deen eng Bourse kritt a Frankräich, dee kann déi Bourse net mathuelen op d'Uni Lëtzebuerg.

Ee vun de Punkten, déi mer ëmmer erëm an de leschte Bologna-Konferenzen dofir attackéiert hunn, dat ass just deen, fir ze soen, ma et wär gutt, wann een an Europa e portabele System hätt. Wann een dat bis eng Kéier huet an eng europäesche Basis mécht, da kann een erëm aner Gedanken och féieren. Mä zurzäit kann awer keen eis

dovunner ofhalen ze kucken, eppes fir d'Leit vun eis aus dem Land ze maachen.

Dann nach zum Schluss, well d'Madame Jacobs och nach eventuell eppes wollt soen, ee Wuert iwwert déi sougenannten Härtefall. Zum Éischten zum Handicap. Do ännert strikt glat a guer näischt par rapport zum aktuelle System. Strikt glat a guer näischt! Weder bei de Boursen nach bei den Allocation-familialen. Well niewent deenen 1.000 Euro, déi och elo virgesi waren, just, dass bis elo bei Cas exceptionnels et graves nëmmen den Handicap virgesi war, an an Zukunft mer dat ausdehnen am neie Gesetz.

Dat war ee vun den Amendementen, déi mer zesummen - Här Thiel! - an der Kommissioun diskutéiert hunn a gemaach hunn. Niewent deene Fäll kritt een, dee méi wéi 50% Handicap huet, och an Zukunft nach ëmmer d'Allocation pour personnes gravement handicapées. A bis elo huet awer ni en handicapéierten Héichschulstudent sech bei eis beschwéiert, mir géifen em net hëllefen.

Duerfir soen ech, och an Zukunft kucke mer Härtefall. Mä wat ass en Härtefall? En Härtefall kann een awer net soen: „Et geet menger Famill elo méi schlecht.“ Härtefall ass: „Ech soen, ech kommen aus enger Situatioun,...“ - do kann d'Famill effektiv eng Roll matspillen, Famille nombreuse kann eng Roll matspillen - „...dass ech trotz Ärem grousszügen System awer net kann dohinner studéieren goen, wou ech wëll.“ Sou, dat ass dat Éischt. Dat sinn déi 1.000 Euro.

An dann hu mer nach, och dat ännert net, eng Ligne budgétaire fir Étudiants nécessaires. Dat ass dann den Härtefall vum Härtefall, fir emol an Ärem Langage vun Härtefall ze bleiwen, wou mer dann och nach kënnen hëllefen. An dat decidéiert net de Minister kraft seines Amtes, dat hält en opgrond vun enger Kommissioun. Duerfir fannen ech dat e bësse komesch, wa gesot gëtt, et muss e Bittsteller sinn. Do sinn nämlech just Studentenorganisationen dran: zwee Représentantë vun der ACEL, ee Représentant vun der UNEL - mat der Hoffnung, dass dee sech méi oft weist -, an déi diskutéieren dann och iwwert deen dote Fall.

(Interruptions)

Duerfir mengen ech, dass ech... All, ech mengen, all Faktioun huet et praktesch gesot, mir sollen eng Evaluatioun maachen. D'Membere vun der Chamberskommissioun wëssen, dass d'Regierung gesot huet, dat zielt nämlech och fir d'Schoulministesch, wat all déi ubelaangt, déi nach an de Lycéee sinn no 18 Joer, dass d'Regierung bereet ass, hei eng Evaluatioun ze maachen.

Mir mengen, dass dee System e gudd System ass. Mir mengen, dass e genuch Méiglecheete gëtt, fir ze ootmen. E Gesetz ass ëmmer fir de Regelfall do, muss awer kënne Léisunge virbréngen, wann exceptionnel Fäll géife kommen. Ech mengen, dass dat heite Gesetz dat mat sech bréngt. An duerfir wär ech frou, wa mer dat hei géife stëmmen. Mir mengen, dass et e gutt Gesetz ass. Mir si selbstverständlech bereet, an engem Joer hei d'Evaluatioun ze maachen. A mir mengen, dass vläicht déi Evaluatioun, neen, sécher déi Evaluatioun net esou schlecht ausfällt, wéi Verschiddener vun lech haut fäerten.

Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. le Président**.- Merci dem Här Héichschulminister. D'Madame Jacobs wëllt net méi intervenéieren. Den Här Berger huet d'Wuert.

► **M. Eugène Berger** (DP).- Jo, Merci, Här President. Just ech froe Parole après ministre, fir eppes nach eng Kéier kloerstellen. Virdrun, ech hat bei menger Ried net verallgemengert a gesot, dass all Student u sech géif kucken, esou mann wéi méiglech op d'Uni ze goen a kënnen da mat deene Suen eppes aneschters ze maachen.

Ech hunn einfach an engem Beispill gesot, dass deen ee Student vläicht méi Sue brauch wéi deen aneren. Ech hunn zwee extrem Beispiller geholl. Een, deen um Lampertsbiërg wunnt an op d'Uni Lëtzebuerg geet, kéint eventuell manner Sue brauche wéi een, deen op London geet.

Ech wollt also hei nach eng Kéier kloerstellen. An ech hat dat virun allem och an deem Kontext gesot, dass ee soll méi bedarfsorientéiert a sozial gerecht Subsidien aféieren, amplaz mat der Stränz an Zäite vu spueren duerzefueren.

Merci.

► **M. le Président**.- Okay. Merci dem Här Berger. Domadder si mer um Enn vun der Diskussioun. Den Här Colombero freet nach eng Kéier d'Wuert.

► **M. Jean Colombero** (ADR).- Jo, Här Minister Biltgen, ech hat lech eng Fro gestallt mam Crédit d'enfant. Wéi ass dat elo, déi 1.000 Euro do? D'Halschent gëtt rembourséiert, déi aner gëtt als Prêt ugesinn. An deen zweeten Deel net.

(Brouhaha général)

► **M. le Président**.- Här Minister, wann ech gelift.

► **M. François Biltgen**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*.- Also, ech hunn am Brouhaha général, dee wahrscheinlech domadder ze dinn huet, dass den Tour de France elo eriwuer ass,...

(Brouhaha général)

...d'Fro net richtig verstanen. Ech wëll se dann... Also hunn ech richtig verstan? Oder sot vläicht d'Fro esou, dass ech se akusteschestinn, dann äntwerten ech och akusteschestrop.

► **M. Jean Colombero** (ADR).- Bon, de Crédit d'enfant oder de Bonus...

► **M. François Biltgen**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*.- Ah, Bonus, okay.

► **M. Jean Colombero** (ADR).- De Boni d'enfant, deen ass jo ëmgeännert ginn. Deen ass jo ofgeschaf ginn. Et sinn 1.000 Euro amplaz gesat ginn, a vun deenen 1.000 Euro gëtt d'Halschent als Prêt ugesinn. An déi aner, déi sinn net remboursabel. Dat ass jo awer e Verloscht vu 500 Euro fir d'Studenten.

► **M. le Président**.- Här Minister, Dir hut d'Wuert.

► **M. François Biltgen**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*.- Soll ech eropkommen?

► **M. le Président**.- Dir kënnt och eropkommen.

(Brouhaha)

► **M. François Biltgen**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*.- Dat ass eng Fro, déi hu mer och an der Chamberskommissioun diskutéiert; et ass nämlech de Statsrot, dee se opgeworf huet. Et muss een op de Boni...

(Brouhaha)

► **M. le Président**.- Ech géif lech bieden, awer elo dem Minister nozelauschten!

► **M. François Biltgen**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*.- Et muss een op den Ursprung vun Boni pour enfant zréckkommen. Dat war effektiv e Crédit d'impôt, deen déi haten, déi Steiere bezuelt hunn. Dat war d'Steierklass Punkt 1, Punkt 2 fir d'Kanner. Dann ass de Boni pour enfant komm, wou gesot gëtt, jiddweree kritt deen op de Maximum, wat ee virdrun konnt als Steiere spueren. Hien ass allerdéngs iwwert d'Kannergeldkeess ausbezult ginn, well d'Steierverwaltung nëmmen déi kennt, déi d'Steiere bezuelen, net déi, déi net d'Steiere bezuelen.

De Problem, dee sech hei gestallt huet, ass, wann d'Kannergeld ewechfält, fält de Boni pour enfant och ewech. Mir hunn dann an enger éischter Phas an eisem Projet de loi gesot, mä da kritt de Student de Boni pour enfant, de CEDIES bezilt en aus. De Statsrot huet dann zu Recht kritiséiert, dass de Boni pour enfant eng aner Natur hätt an dass een deen net kéint als Aide financière ugesinn.

De Statsrot huet dann de Virschlag gemaach: „Wann Der schonn an engem neie System sidd, da bleift am neie System a sot, do ass eben dann och kee Boni pour enfant, well deen um Kannergeld awer gekoppelt ass am Ausbezuelen, ass och kee Boni pour enfant ausbezuelen. Dat hätt och eng ganz Partie juristech Froen ausgeléit. Mä dofir setzt einfach d'Aide-financière em 1.000 Euro an d'Luucht.“ Dat heescht, et ass net de Boni pour enfant, deen hallef remboursabel, net rem-

boursabel ass, mä et gëtt kee Boni pour enfant méi, an duerfir sinn op Contrepartie d'Boursen 3.000 Euro, also d'Aides financières 13.000 Euro an net 12.000 Euro.

► **M. le Président**.- Gutt, Merci. Elo komme mer definitiv zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6148 ass ugeholl mat 38 Jo-Stëmmen, géint 12 Nee-Stëmmen an 9 Abstentionen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6148 est adopté par 38 voix pour, 13 voix contre et 9 abstentions.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par Mme Christine Doerner), MM. Paul-Henri Meyers (par M. Raymond Weydert), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Mill Majerus), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz.

Ont voté non: M. Robert Weber;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss (par M. Claude Adam), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Se sont abstenus: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helming, Claude Meisch (par M. André Bauler), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner.

Wëllt ee seng Abstention begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Motions

Dann hu mer nach hei dräi Motiounen: eng vum Här Norbert Hauptert, eng vum Här Eugène Berger an eng vum Här Colombero, déi plus ou moins deeselwechten Objet hunn. An dofir freet den Här Thiel d'Wuert.

► **M. Lucien Thiel** (CSV), *rapporteur*.- Jo, Merci, Här President. Mir géife proposéieren, dass mer eng Prioritéit der éischter Motioun géife ginn.

Motion 1

► **M. le Président**.- Gutt, ech mengen, da géife mer déi éischt Motioun zum Vote stellen. Dat kënne mer à main levée maachen.

Vote sur la motion 1

Wien ass mat där Motioun d'accord?

► **Une voix**.- Här President, déi zweet geet awer méi wäit!

► **M. Eugène Berger** (DP).- Jo, also eis war besser, mä mir kënnen déi do awer matstëmmen.

► **M. le Président**.- Gutt. Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass déi Motioun à l'unanimité ugeholl.

(Interruptions)

Den Här Hoffmann hunn ech net gesi gehat. Den Här Hoffmann enthält sech also.

► **M. André Hoffmann** (*déi Lénk*).- Mir sollen d'Evaluation elo maachen an net an engem...

(Interruption)

► **M. le Président**.- Laut Artikel 87 vum Chambersreglement sinn d'Motiounen 2 an 3 domat hifälleg.

Da komme mer elo zum Projet de loi 6113, enger Ofännerung vum Gesetz vum 30. Mee 2005 iwwert de Schutz vun der Privatsphär. D'Riedezäit ass hei nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Härren Thiel, Bettel, Fayot, Adam, Colombera an Hoffmann. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madame Christine Doerner. Madame Doerner, Dir hutt d'Wuert.

5. 6113 - Projet de loi portant modification des articles 5 et 9 de la loi modifiée du 30 mai 2005 concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques et de l'article 67-1 du Code d'instruction criminelle**Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media et des Communications**

► **Mme Christine Doerner** (*CSV*), *rapportrice*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Härren, d'Geschicht vun der Datespäicherung am Viraus geet zréck op eng Direktiv vun 1995, déi d'Memberstate verpflichtet, dem Bierger seng Grondrechter a Grondfräiheete sécherzestelle beim Traitement vu perséinlechen Daten.

D'Telekommunikationsdateschutzdirektiv vun 2002 huet dese strengen Dateschutz vu '95 opgehuewen, an domadder war d'Späicherung bei de Providere méiglech. Eng europawäit Späicherungspflicht ass awer eréischt duerch d'Direktiv vun 2006 agefouert ginn, awer huet weder den Zougang nach d'Verwendung vun den Date geregelt. Et ass des Direktiv, déi mir haut sollen ëmsetzen. D'Ëmsetzungsdelaie fir déi klassesch Telefonie war de 15. Mee 2007, a fir d'Späicherung vun Internetzougang an E-Maile war op bis de 15. März 2009, an dat, fir den Opérateuren Zäit ze loossen, fir des enorm Zuel vun Daten ze verschaffen. Des Direktiv bedeit eng europawäit Harmoniséierung vun der Datespäicherung a schaaft en eenheetleche Kader fir all d'Provideren.

(Mme Lydie Polfer prend la présidence.)

Irland hat géint des Direktiv eng Requête en annulation agereecht, huet awer dee Prozess verluer. An engem Uerteel vum Mee dëst Joer huet den Europäesche Geriichtshaff befonnt, dass et sech hei net ëm eng Form vu justizieller Zesummenaarbecht handelt, mä de Schwéierpunkt vun deser Direktiv läit an der Regelung vu gläiche Wettbewerbsbedingungen tëschent privaten Zougangsprovideren a Verbraucherschutz.

Däitschland sengersäits hat schon 2007 des Direktiv ëmgesat, ass awer ze wäit an der Ëmsetzung gaangen. Dofir hate 34.000 Bierger beim Verfassungsgeriicht zu Karlsruhe sech beschwéiert. Si ware vun deem Transpositionsgesetz beonrouegt. Den 2. März dëst Joer huet Karlsruhe decidéiert, dass europarechtlech e korrekte Grondrechtsschutz besteet, dass kee Verstouss géint d'Menschewürd ersichtlech ass an dass d'Späicherung vun Telekommunikationsdaten e legitimen Zweck verfolge kann.

Ech wëll nach derbäi soen, dass och nach dëst Joer am März och vum Europäesche Geriichtshaff an engem Uerteel festgehale ginn ass, dass an deenen däitsche Länner d'Datenschutzkommissären net komplett onofhängeg si vun de staatlechen Autoritéiten an influenziert kéinte ginn.

Mir gesinn, dass an deser Matière eng permanent Spannung tëschent dem Datenaustausch an dem Dateschutz existéiert, an et muss ee kucken, fir deen am Équilibrium ze halen. D'Direktiv vun 1995 an 2002 sinn an eist Nationalrecht ëmgesat ginn, an am Gesetz vum 30. Mee 2005, dat am Kader vum Paquet Telekom geholl ginn ass, ass d'Späicherungspflicht vun zwielef op sechs Méint erofgesat ginn an den Artikele 5 an 9.

Wa mir elo d'Vorratsspäicherungsdirektiv vun 2006 an eist nationaalt Recht ëmsetzen, ginn des zwee Artikelen, de 5 an den 9, erneit erëm eng Kéier op verschidene Punkte geännert.

Wie Späicherung seet, denkt och Sécherheet. Dese Projet huet de Grondrechtsgarantien an dem Schutz vum Privatlieve Rechnung gedroen.

Mä wéi bei all dese Garantien ass den Ugrëff zoulässég, wann en am öffentlechen Interessi, op enger legaler Basis an och verhältnisméisseg ass. Den initialen Text vun deem Projet gesäit vir eng Späicherungspflicht fir all öffentlech zougänglech Provideren, an dat vu sämtlechen Daten, déi an hiren eegenen Déngschter an Netzer generéiert oder verschafft sinn, an zwar zum Zweck vun Enquête vu Strofnoten, op deenen eng kriminell oder correctionnel Strof vun au moins engem Joer Prisong steet. Mä des Späicherung kënnen nëmme duerch eng Ordonnance vum Juge d'instruction opgeruff ginn. D'Späicherungspflicht géllt also pauschal fir all Daten am Zesummenhang mat Telefon an SMS-Verbindungsdaten, an des Verpflichtunge gëllen och elo fir Internetzougang an E-Mailen.

Et handelt sech am Artikel 5 ëm Verbindungsdaten, déi Auskunft ginn iwwert d'Ruffnummer, den Ufank an den Enn vun der Verbindung no Datum an Auerzäit gespäichert respektiv protokolléiert bei Internet-Daten. Den Artikel 9 regléiert d'Späicherung iwwert d'Lokaliteit, vu wou aus kommunizéiert ginn ass. Nei ass hei d'Späicherung vun erfolleglosen, onbeantworteten Uriff. Si ginn och elo ofgedeckt fir justiziell Zwecker. Et duerfen absolut keng Daten iwwert den Inhalt vun der Kommunikatioun an och keng Daten iwwert d'Internetsäit gespäichert ginn. Des Date mussen elo fir sechs Méint den Autoritéite fir stroferechtlech Prozedure verfügbar bleiwen, da gi se geläscht.

De Parquet général a sengem Avis ass iwwregens der Meinung, dass den Délai ze kuerz ass a gétt oft dem Untersuchungsrichter kee grouse Spillraum a sengen Enquêtes. D'Daten duerfe vu vireran also nëmme zu bestëmmte präzisen Zwecker gespäichert ginn an esou, dass bei der Späicherung scho genügend garantéiert ass, dass des Daten nëmme fir esou Zwecker kënnen verwent ginn. Dat wëllt soen, d'Gewiicht vun der Datespäicherung ass domadder gerechtfertigt. Domadder ass d'Portée fir de Bierger virausgesinn, awer gläichzäiteg och begrenzt.

De Provider huet nom amendéierten Text eng Verpflichtung, wat d'Qualitéit an de Schutz betrëfft vun dese gespäicherten Daten, an dat mat techneschen an organisatoresche Moosnamen.

Den initiale Projet vum Gouvernement hat d'Méiglechkeet virgesinn, de Stockage engem Drëten unzevertrauen. Dat hätt den Avantage vun Zentralisatioun, vu Sécherheet, vu vereinfachtem Zougang a selbstverständlech och vu Käschterreduktioun beim Stockage. D'Kommunikationsunternehmen hunn iwwregens nach ni eng Käschtenentschiedegung gefrot fir des Verwaltung, déi am Intérêt vun öffentlechen Zwecker gemaach gétt.

Esou, wéi d'Finanzéierung vun der Vorratsspäicherung net an der Direktiv geregelt ass, esou läit och d'Definitiou vun schwéiere Strofdoten net an der Direktiv, mä an der Hand vun all eenzel EU-Memberstat. Dofir huet d'Kommissioun sech ganz gewëssenhaft mam Begrëff vun Infraction grave auserneeget.

D'Direktiv 2006 verweist drop, dass d'Telekommunikationsdaten e wäertvoll Instrument bei der Verfolgung vun Infractione sinn, besonnesch an de Beräicher vun Terrorismus an organisierter Kriminalitéit wéi zum Beispill dem Blanchiment.

Theoretisch gétt et verschidden Approchen, fir de Kritär vun enger schwéierer Strofdot festzeleeën, duerch eng Lëscht entweder vun Infractionen oder awer opgrond vum Seuil de peine. Vu dass an der Praxis des Lëschten en Opwand mat villen Désavantages duerstellen, ass de Kritär vum Seuil de peine zréckbehale ginn. De Conseil d'État ass d'accord mat engem Seuil vun enger Prisongsstrof vu respektiv ab engem Joer, an zwar aus folgenden Ursachen: Et ass e Kompromëss tëschent Individualrechter, déi fir eng méi héich Fräiheitsstrof plädéieren, awer och e Kompromëss gläichzäiteg, wat d'Effizienz vum Stroffprozessrechtssystem bedeit, dee selbstverständlech fir méi en niddrege Seuil vun der Peine steet.

D'Commission consultative des droits de l'Homme an och d'Dateschutzkommissioun kritiséieren des Method,...

► **Une voix**.- Très bien!

► **Mme Christine Doerner** (*CSV*), *rapportrice*.- ...well heimadder riskéieren eng ganz Rei vu Stroffhandlungen an den Uwendungsbereich ze falen.

Wann een elo vum stroferechtliche Standpunkt kuckt, da muss een hei dergéint-halen, dass dee besonnesche Charakter vu schwéiere Verbrechen, wéi d'Terrorismusfinanzéierung oder d'Criminalité organisée, keng primär Verbrieche sinn a forcément dese Verbrieche gewéinlech ëmmer eng aner Deliktgrupp virusgeet, déi awer kënnen hëllefen, eng Spur ze fannen op déi méi schlëmm Strofdoten.

Da muss een och nach bemierken, dass scho säit dem Joer 2005 dese Späicherungssystem zu stroferechtlichen Zwecker en vigueur ass, an obschonn iwwerhaupt keng Aschränkungen hei virgesi waren, ass bis elo nach kee Recht verletzt ginn.

Fir dass dese System fonctionnéiert, huet d'Kommissioun decidéiert, de Prinzip vum Seuil de peine festzehalen, mat der Bemierkung, dass eise Justizminister, deen dat offréiert huet an der Kommissioun, virgesäit, déi Prisongsstrofe vu verschiddenen Infractionen ze iwwerschaffen.

Iwwregens fanne mir an deem Rapport e Gesamterçu vun Infractionen, wou d'Penaliteiten an d'Prisongsstrofe vu sechs Méint bis zéng Joer opgeléicht sinn. De Parquet général regrettéiert sengersäits, dass den Accès an d'Späicherungdate sech limitéiert op Delikter a Crimé mat Prisongsstrofe vun engem Joer.

Ausserdeem ass am amendéierte Projet festgehalten, dass den Dateneroffnung vum Untersuchungsrichter muss autoriséiert ginn. Dat heescht, dass d'Zréckgräife vun der Police an der Hypothees vun engem Flagrant délit oder Flagrant crime, dat ass net méiglech. Domadder kann ee soen, dass d'Ordonnance vum Untersuchungsrichter eng gutt prozedural Garantie ass géint eventuell Abusen. A Rasterfahndunge sinn domadder net méiglech.

Ausserdeem proposéiert d'Kommissioun en neien Artikel 5 (2) anzeféieren, dee seet, dass d'Dateschutzkommissioun all Joers der Europäescher Kommissioun eng Statistik ënnerbreet zu deser Datespäicherung.

Schlussendlech huet de Gouvernement en Tableau de concordance opgestallt, dee weist, a wellechen Texter déi aner Dispositionen an Elementer vun der Direktiv transposéiert sinn.

Ech kommen zum Schluss a wëll soen, dass an deem sensibele Beräich niewent dem Statsrot, dem Parquet général, der Nationaler Dateschutzkommissioun, awer och der Commission consultative des droits de l'Homme nach véier aner weider Chamberen, wéi d'Chambre des Salariés, des Métiers, de Commerce an d'Fonctionnaire-publicen, ganz gewëssenhaft an duerchduechten Avisen ofginn hunn. D'Mediëkommissioun huet Wäert drop geluecht, desen Ureegungen an hirem Rapport Rechnung ze droen - e Rapport, deen oni déi exzellente intellektuell a redaktionell Hëllef vum Greffe net esou gutt a schnell hätt kënnen geschriwwen ginn.

Mir kënnen dese Projet stëmmen. Ech ginn den Accord vu menger Fraktioun.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **Mme le Président**.- Ech soen der Madame Rapporteur Merci. An ech géif dann als éischtem Riedner dem honorabelen Här Thiel d'Wuert ginn.

Discussion générale

► **M. Xavier Bettel** (*DP*).- Sidd Dir dann och averstan, Här Thiel?

(Hilarité)

► **M. Lucien Thiel** (*CSV*).- Madame Présidente, Merci. Pardon, Här Bettel!

► **M. Xavier Bettel** (*DP*).- D'CSV ass zweemol averstan.

► **M. Lucien Thiel** (*CSV*).- Ah jo, jo, dat därff ee jo. Voilà.

Kolleeginnen a Kolleegen, Madame Présidente, dee Projet, mat deem mir eis elo befaassen, ass nëmme zwee Artikelen laang. Eigentlech handelt et sech ëm soss näischt wéi ëm eng Detailännerung un engem Gesetz vun 2005, an dat opgrond vun enger Direktiv vun 2006. An trotzdem huet de Projet et a sech, wéi d'Diskussionen an der zoustänneger Kommissioun an och ronderëm ähnlech Gesetzesprojeten am Ausland gewisen hunn. Ech denken do un eis däitsch Noperen, wou souguer d'Bundesverfassungsgericht huet misse beméit ginn. Allerdéngs hat dat mat der Ëmsetzung duerch Berlin ze dinn, net mat der Direktiv selwer.

Eis Rapportrice huet mat hiren eegener juristescher Akribie dee Projet selwer an och d'Iwwerleeunge vun der Kommissioun hei duergeluecht; iwwregens net vun där Kommissioun, déi hei am Haus fir d'Juristerei zoustänneg ass, mä well et ëm d'Telefoniere geet, där vun der Kommunikatioun.

Ech brauch also net méi op de Contenu vum Projet anzegoen, dee grosso modo festhält, wéi laang d'Tracé vun Telefongesprécher musse gespäichert an a wéi enge Fäll dorop zréckgegraff ka ginn. De Prinzip vun der sougenannter Rétioune steet net zur Debatt, well dee gouf schon am 2005er Gesetz festgehalten. Mä et geet virun allem ëm dee schwampege Begrëff „infractiounes graves“ am Zesummenhang mat der Bekämpfung vun Terrorismus an der organisierter Kriminalitéit, deen an der Direktiv vun 2006 steet an deen ëmsou méi problematesch ass, well mir eis hei op deem glätschege Glacis bewegen, deen d'Exigence vun der Protektioun vun der Privatsphär op där enger Säit an d'Contrainté vun der Protektioun vun der Allgemengheet op där anerer Säit trennt.

Grad mir Lëtzebuurger wësse jo e Liddchen dovun ze sangen, well mir eis ëmmer erëm an d'Geschier leeë mussen, fir eisen Noperen de Sënn an d'Noutwendegkeet vun eise Bankgeheimnis - an dacks mat éischer manner wéi mat méi Erfolleg - kloerzemaachen, bei deem et sech an éischer Linn jo och ëm d'Privatsphär an där hir Ofgrenzung zum Stat dréit.

Et geet also engersäits dorëm, d'Dier viru méiglechen Iwwergrëff duerch d'Statsautoritéit op d'Privatsphär zouzehalen, oni awer deemselwechte Stat am Wee ze stoen, wann et sech drëm dréit, Kriminalen op d'Schléich ze kommen. Dofir awer muss hie senge Servicer erlabe kënnen, am private Beräich ze schnoffelen, woubäi natierlech d'Haaptverständegungsmittel vun eiser Zäit, nämlech den Telefon, sech als idealt Instrument ubitt.

Eng Méiglechkeet, fir esou e staatlechen Agrëff an der Gitt ze halen, besteet natierlech doran, fir exakt festzehalen, wéi wäit d'Autoritéiten därfe goen a wéini si iwwerhaupt därfe lassleeën.

Mir hu jo an der Vergaangenheet a Saachen Terrorismus deen een oder aneren hysterische Moment mat deenen entsprechenden Iwwerreaktiounen erlieft, wat een natierlech derzou unhält, méiglechst virsichteg duerch dat Minnefeld ze goen. An deem Fall heescht dat, dass een de Begrëff vun den „infractiounes graves“ esou enk wéi méiglech agrenz an domat d'Angscht viru méiglechen Abusen zréckschrauft.

Fir dem Knätschgummsbegrëff vun den uergen Infractione méi präzis Contouren ze ginn, ass et néideg, d'Strofdoten, déi a Fro kommen, méiglechst genee ze beschreiwen an hire Krees op e Minimum ze reduzéieren.

D'Kommissoun vun de Mënscherechter goung an hirem Avis souguer e Schratt weider an huet suggeréiert, et sollt een e regelrechte Katalog, an zwar e restriktiven, vun deene Strofdoten opstellen, déi eng Telefonsiwwerwaachung justifizéiere kënnen.

Dat géif natierlech hëllefen, dat Ganzt strikt op säin eigentlechen Zweck, nämlech d'Bekämpfung vum Terrorismus a vun der organisierter Kriminalitéit ze limitéieren. Mä mat esou enger Approche kënnen d'Justizautoritéite sech schwéier ufrënne, well si eben ze restriktiv ass an zum Beispill der Tatsaach net Rechnung dréit, datt d'Sich no de Spure vun enger Infraction grave dacks mam Verdacht op klengen Delikter ufänkt, déi dank den Enquêteuren op déi eigentlech Strofdot hiféieren, wéi dat zum Beispill beim Drogentrafic ganz oft de Fall ass.

D'Regierung huet sech fir eng Referenz op d'Stroferecht entscheed an decidéiert, datt all déi Delikter, déi zu Prisonsstrafe vun op d'mannst engem Joer féieren, vum Parquet als Ulass fir d'Iwwerpréiwung vun Telefonsverbindunge geholl kënnen ginn. Dat ass natierlech eng Hällewull vun Delikter, et sinn der bal - an där Lëscht, déi elo grad genannt ginn ass -, et sinn der bal 400, déi nach laang net all mat dem Terrorismus a mat der organisierter Kriminalitéit ze dinn hunn.

Mä fir elo awer ze verhënneren, datt mam breede Reech virgaange gëtt, sinn eng Rei vu Précautionen am Text virgesinn, déi genau regelen, wie wéini an den Donnéeën vun den Telefongesellschaften nofuersche kann, déi, wéi och gesot ginn ass, sechs Méint - wat dem Parquet net duergeet, mä am Gesetz virgesinn ass -, sechs Méint laang versuergt musse ginn, fir de Fall, datt Telefonsverbindunge retracéiert misste ginn.

Well d'Meenungen an dësem Dossier nawell gehéierg ausernee kënnen goen a fir déi eng d'Protektion vun Individu iwwer alles geet, derbannst fir déi aner d'öffentlech Uerdnung Prioritéit huet, ass et nawell net einfach, sech eens ze ginn. Dofir war dann och an der Kommissioun de Virschlag gemaach ginn, mir sollten eis nach e bësse Bedenkzäit loosse, fir de Sujet weider verdéiwen ze kënnen.

Déi Iddi ass awer net vun der Majoritéit an der Kommissioun zréckbehale ginn, an dat engersäits, well mir hei schonn erëm eng Kéier am Réckstand mat der Ëmsetzung vun enger Direktiv sinn an de Stat eng Geldbous riskéiert, a well anerersäits gemengt gouf, mir wäeren och an dräi Méint, wann d'Chamber erëm fir d'Éischt zesummekennt, net méi gescheit an dësem Dossier an domat kee Millimeter weider.

Och wann engem de Schutz vun der Privatsphär méi uewe läit an een eng gesond Mefienz vis-à-vis vum „law and order“ huet, kënnst een dach awer net laanscht d'Asicht, datt och an dësem Fall et näischt bréngt, sech op extrem Positionen ze versteiwen. Wéi esou dacks am Liewe bleift dann als eenzege rasonnablen Auswee, e Kompromëss ze fannen. Et gesäit ee jo ëmmer erëm, wou dat hiféiert, wann een net méi zu engem Kompromëss capabel ass.

Dee Kompromëss gouf dës Kéier méi liicht doduerch gemaach, datt d'Regierung an hirem Projet all méiglech Précautione virgesinn huet, fir d'Mëssbräich ze évitéieren, an och andeems hire Justizminister an Aus-sicht gestallt huet, datt hien eng Kéier am Strofdotekatalog raumen an all déi Iwwerdreiwungen eraushuele wäert, déi sech am Laf vun der Zäit do ageschlach an déi Deliktpalette esou auserneegebrätscht hunn, wéi se am Moment ass.

Madame Presidentin, ech kann do op-halen, well den Accord vun der CSV-Fraktioun huet meng Kolleegin jo scho ginn. Dat ass gemaach.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme le Président.** - Merci, Här Thiel, an ech géif domat deem nächste Riedner, dem honorablen Här Bettel, d'Wuert ginn.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Madame Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Éischt gëtt hei déi ganzen Zäit vun

enger Notioun geschwat, wou ech frou wär, wann ech eng Kéier erzielt kéint kréien, wat dat ass. Dat ass déi Infraction grave. Sou wéi den Här Thiel se beschriwwen huet, dat ass eng Notion juridique, déi et net gëtt. Et gëtt oder e Crime, et gëtt oder en Délit, et gëtt oder eng Contravention, mä wat ass eng Infraction grave, déi hei an der Lëtzebuerger Gesetzgebung... Ech hunn et op jidde Fall am Code pénal nogekuckt. Et steet vläicht an der Direktiv, mä et ass net, well an der Direktiv eppes falsch steet, dass mir et mussen och nach falsch hei iwwerhuelen.

Madame Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi gesot, hei geet et ëm eng Ëmsetzung vun enger EU-Direktiv, wou et ëm d'Stockéiere vu perséinlechen Date bei elektronische Kommunikatiounen - E-Mail, Handy oder Internet - geet.

Mir sinn eis eens, et geet elo net hei ëm de Contenu, mä ëm wie wat geschéckt kritt huet a wou. Et geet awer och méi wäit, well Dir musst wëssen, dass en Handy och en - entre parenthèses - Cafteur ka sinn, dat heescht, en Handy seet ganz genau, wien op wéi engem Moment op wéi enger Plaz war, mat de Bornen, déi e ka repérieren, fir ze wëssen, wien op wéi enger Plaz war.

Va mer de Kontext vun dëser Direktiv gesinn, muss ech lech jo soen, dass alles nees op den 9. September zréck justifiéiert gëtt, an d'Lutte géint den Terrorismus, d'international Lutte...

(**Interruption**)

Jo, pardon, 9/11, „nine-eleven“, Anti-Terrorgesetz am Kontext vum néngten eeleften.

Madame Presidentin, dësen Text soll jo da géint de groussen internationalen Terrorismus a Schwéierverbrüche luttéieren, dofir sinn déi Texter jo do. Der Rapportrice, der Madame Doerner, wëll ech och Merci soe fir dee schrëftleche Rapport, dee souguer kritesch ass an deen ënnersträicht, wéi wäit den Här Biltgen am Ufank wollt goen, a wéi duerch Avisé vun de verschidene Kommissiounen, vum Conseil d'État an och duerch d'Kommissioun den Text konnt awer verwässert ginn.

Ech hat am Ufank geduecht, Madame Presidentin, d'lescht Joer, wéi den Här Biltgen Justizminister ginn ass, dass mat deene libertiden Texter, déi mer gewinnt ware vun sengem Virgänger, dem Här Frieden, elo Schluss wär, an dass mer en anere Stil géife kréien. Dëse Projet de loi ass awer déposéiert ginn a geet awer an dëselwecht Richtung wéi säi Virgänger.

D'Gesetz vun 2005: Gëtt et do eng Evaluatioun? Ech mengen, et sinn elo fënnf Joer. Et wär gutt, wa mer haut kéinte gesot kréien, wéi oft op esou Donnéeën zougegraff ginn ass, a wéi engem Kontext, wat dat bruecht huet. Et wär net oninteressant, amplaz ze soen, dass jo keng Problemer wäeren, Punkt, Basta, mä au contraire ze wëssen, wat iwwerhaupt d'Plus-value vun esou engem Text wär.

Madame Presidentin, et muss ee sech d'Fro stellen: Ass de Fait, dass et eng Présomption de culpabilité am Fong gëtt, dat heescht, dass net gekuckt gëtt, ob ee schëlleg ass oder net, mä et gëtt einfach alles gespächert, ob een eng Dot gemaach huet oder net, déi richteg Modelle sinn? Et gëtt am Ausland dat, wat een nennt den „quick freeze“ an den „fast thaw“, deen dann zum Beispill mécht, dass de Parquet an d'Police kënnen ganz séier Donnéeën huelen, an dat geet da bannent Stonnen, dass een da kann e Repérage maachen, oder op jidde Fall kucken, wie wat u wie geschéckt huet, an och dann duerno selbstverständlech ënner Écoute oder méi streng Kontrolle maachen.

Neen, hei gëtt a posteriori eng Méiglechkeet, fir sechs Méint zréck op Donnéeën ze gräifen.

Op EU-Plang ass et elo e bëssen eriwuer. Ech mengen, dës Positioun misst op EU-Plang souwisou négociéiert ginn. Mir kënnen elo net eng Marche arrière maachen, mä ech fannen et schued, dass eis Regierung mat op dee Wee gaangen ass.

Zu deem virleiende Projet, Madame Presidentin, e puer Saachen. Déi éischt Saach ass d'Proportionalitéit vum Text.

An deem heiten Text si jo, ab ee Joer oder zwee Joer gëtt geschwat, wou ee kann dorop zréckgräifen. Ech hunn den Text gekuckt. Ech sinn och ganz frou, dass den Här Minister eis d'Lëscht ginn huet vun den Infractionen, déi drënner falen. Ech sinn awer erschreckt ze gesinn, justement wat drënner fällt. Dat geet vu Coups et blessures volontaires, dat geet iwwert d'Destruction vun enger Clôture, et geet iwwert de Coup vis-à-vis vun engem Deputéierten. Ech mengen hei, dass d'Proportionalitéit, wann ee seet, dass ee géif hei géint den internationalen Terrorismus kämpfen, e bësse limitéiert ass.

Ech soen lech zum Beispill an der Lëscht, déi mer kritt hunn, den 138 ass eng Rebellion, den 179 ass „empoisonner des animaux“, et ass dran „atteinte à la vie privée“, „destruction de livres ou documents de bord“, dat ass manner wéi ee Joer. Mä dann iwwert ee Joer „outrage à un député, magistrat, membre du gouvernement“, de Rassismus et cetera.

► **Mme Anne Brasseur (DP).** - Outrage à un député, dat heescht, wann een ons en Outrage mécht, da kann een op de Repérage kommen?

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Madame Brasseur... Jo, Madame Presidentin, ech muss der Madame Brasseur Recht ginn. Wann hei en Outrage vis-à-vis vun engem Deputéierten ass, kann dat och an Zukunft selbstverständlech ënnert déi Mesurë falen, sou wéi dës Regierung dat elo virgesäit. Mä och,...

(**Interruption**)

...wann Der en..., „dévastation de change“ steet dran, „enlever, couper, détruire les obstacles d'un véhicule“, „empoisonner des animaux“ - ech kéint elo eng ganz Rëtsch opzielen. Ech mengen, mir hunn der vill kritt. Wann ech kucken, hei sinn ech bei 179 bei den Animaux an et geet nach weider. Mir hunn nach eng ganz Lëscht kritt vum Här Minister, déi op 472 eropgeet vun Infractionen, déi en hei zitéiert.

Ech weess, Madame Presidentin, dass den Här Minister och gesot huet...

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.** - Déi awer net all ënnert d'Gesetz falen!

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Neen, neen, neen. Dir hutt... Ech sot, Dir hutt eis eng Lëscht gi mat 472 Texter, déi drënner falen, mat Doten, déi drënner falen.

Ech muss lech soen, Madame Presidentin, och wann de Minister eis seet, dass en an Zukunft, dat steet och am Rapport vun der Madame Doerner, wäert kucken, fir dass en Dépoussiéage vum Code pénal gemaach gëtt, ça ne me rassure pas, well am Moment ass deen Dépoussiéage nach net gemaach an am Moment falen nach all déi Doten, déi ech virdrun zitéiert hunn, hei drënner.

Da gesäit een am Rapport, an dat wor d'Volontéit vun der Regierung, dass et awer heiansdo duerch kleng Strofdoten ass, dass ee vläicht e grouse Fësch ka fänken.

Madame Presidentin, ech kann esou Argumenter net akzeptéieren. Et kann net sinn, dass een esou „fishing“ mécht, dat heescht, dass een e bëssen en Text ramasse-tout mécht, fir all méiglech Informatiounen kënnen duerno ze fänken, au cas où kéint ee vläicht eng Kéier eng méi grouss Affär kréien.

Mir hate gefrot, wann ee sech jo wirklech wëllt op Terrorismus beschränken, dass ee ganz genau déi Infractionen hält an déi definéiert, déi ee gären hätt, an net e Seuil de peine. Mir hunn dat schonn e puermol gefrot als Demokratesch Partei, dass mer dat net gutt fannen, dass e Seuil de peine bestoe bleift, mä au contraire, dass an deem heite Fall muss gekuckt ginn, déi genau Infractionen ze hunn. Et kann net eng Boîte de Pandore sinn, déi een hei einfach opmécht a kuckt, dass einfach alles drakënn, wat engem passt.

Eng aner Saach, Madame Presidentin, déi eis wichteg ass, dat ass déi Autorité judiciaire, déi muss kommen, an déi Autorisation am Fong vum Untersuchungsrichter, deen eng Ordonnanz muss huelen. Am Ufank wor dat och net virgesinn. A mir si frou, dass dat och elo zréck-

behale ginn ass, dass eng Ordonnanz vum Untersuchungsrichter muss geholl ginn.

D'Effizienz, Madame Presidentin: Ass do eng Garantie? Ech muss lech soen, dass d'lescht Woch vill vun eise Kolleegen heibannen eng iwwer 1.000 Maile kritt hu vun enger Associatioun, déi géint den Avortement waren. Ech hu mer erlaabt, enge vun deene Mailen ze äntwerten. Op deen éischten, deen ech kritt hunn, hunn ech zréckgeschriwwen, andeem ech gesot hunn: „Hei, et wär en âme et conscience a mir géifen dat stëmmen oder net stëmmen, mä dat wäert... jiddwer Deputéierten hätt do seng eege Meenung.“

Doduerch, dass ech deem geäntwert hunn, krut ech fënnf Minutten drop vum Xavier Bettel e Mail, dass de Xavier Bettel mech freet, géint den Avortement ze sinn. Dat heescht, meng E-Mails-Adress hu si duerno benotzt duerch e Computersystem, an ech wollt haut, Madame Presidentin, ech hunn et awer elo net gemaach, ech wollt dem Här Biltgen a sengem eegenen Numm och eng E-Mail schécken, andeems ech géif schreiwen: „Passt op op deen heiten Text, well et kann och heiansdo no hanne goen.“

Nämlech, et ginn eng ganz Rëtsch, an Dir kënnst No-name-E-Mails op Google kucke goen, do kënnst Dir gratis oder mat enger klenger Participation financière engem eng E-Mail schécken an deem sengem Numm, dat heescht, ech kéint @f.biltgen@gouvernement.lu iergendengem eng E-Mail schécken, an ech wollt dat am Ufank dem Här Biltgen maachen, mä ech hu gekuckt, ob dat net ënnert déi Infractione géif kommen, net dass elo nach déi lescht sechs Méint gekuckt gëtt, wat ech vun E-Mailen a vu Kommunikatioun hat.

Mä wéi gesot, d'Effikasitéit hei ass wirklech ze ëmfroe vis-à-vis vum Mail an der Identitéit vun deem, deen eng Mail geschéckt huet. Téléfon, Prepaid-Kaarten, öffentlech Telefonszell ass hautdësdays scho fir ganz vill Leit eng Telefonsméiglechkeet, wann ee keen Handy huet. Wéi kann een do kontrolléieren, wien do telefonéiert huet, wien op esou engem Téléfon, wien do an där Telefonskabinn war? Ech ka mer virstellen, dass dës Regierung wëllt elo och nach Kameraen installéieren bei allen Telefonskabinen, fir ze kucken, wien dat da grad war.

Fir de Mail gëllt grad datselwecht. Et ka jiddweree vun eis an en Internetcafé goen an do eng Hotmailadress kreieren oder eng Yahoo-oder eng G-Mails-Adress kreieren an doduerjer E-Maile verschécken. Duerno ass et onméiglech ze kucken, wien déi E-Maile verschéckt huet op där Plaz.

Et geet och - et gëtt méi komplizéiert -, wann ee vun IP-Adresse schwätzt oder vu Wifi. Et si ganz vill Leit, déi Wifi doheim hunn. Dir wësst, wann deen net verschlüsselt ass, da kann och eng Persoun op Äre Wifi sech aloggen a vun do aus och iwwer Äre IP-Adress duerno E-Maile verschécken.

Dat heescht, d'Effizienz, Madame Presidentin, hei nach eng Kéier, muss ee leider a Fro stellen.

Vis-à-vis vu Kontroll, Madame Presidentin, muss een hei feststellen, dass mer zu Lëtzebuerg net eng richteg Kultur vun Datenschutz hunn. A wann d'Iwwerwaachung dann ënner ganz strenge Bedéngunge wier, dat heescht, d'Donnéeë musse getrennt op engem anere Server stockéiert ginn. Et kann net sinn, dass een déi online fënnt. Et kann net sinn, dass en Hacker do op e Computer geet a vun do aus all Donnée gesäit. A selbstverständlech och fir eng Hacker-Attack dann ze verhënneren.

Et muss een och soen am Ufank, dat huet mer Suerge gemaach, dass virgesi war, dass d'Provideren och kéinten dee Service am Fong un en Tiers weiderleeden. An ech sinn och frou, dass do de Conseil d'État an d'CNPD Alarm geschloen hunn a gesot hunn, dat kann net sinn, dass do nach en Tiers, deen net direkt gebonnen ass, déi Donnéeë ka kréien.

Madame Presidentin, dës Donnéeën mussen och verschlüsselt si mat der neister Technologie, déi een nennt d'asymmetresch Verschlüsselung, fir dass se net accessibel si fir onerlaabte Persounen. Mir froen och, fir dass de Prinzip vun de véier Ae soll hei bestoen, dat heescht, dass zwou Persoune mussen den Accord gi bei der Autorisation vum Zougank. An da selbstverständlech och de Prinzip vun der Retraçabilité: Den Zougank zu deenen Donnéeën soll enregistriert a kontrolléiert ginn, selbstverständlech fir do Abusen ze verhënneren.

Madame Presidentin, dofir hu mir als Fraktioun vun der Demokratescher Partei eng Motioun, déi mer déposieren, wou och eis gréng Kollegeen elo ënnerschriwwen hunn, wou mer selbstverständlech soen, dass mer vis-à-vis vun deem heiten d'Direktiv iwwerhuelen, dass mer wierklech insistieren, dass d'Données abusives net dierfe benotzt ginn; dass vis-à-vis vun den Droits fondamentaux de Bierger Recht huet op e Privatliewen; dass mer och gesinn, dass an Däitschland - well dat Uerteel ass zitéiert ginn - awer eng ganz Rétsch vu Punkten zitéiert gi si vum Bundesverfassungsgeriicht.

Dofir froe mir hei an dëser Motioun, Madame Presidentin, dass d'Regierung «élaborer un cadre réglementaire reprenant les mesures de sécurité énoncées dans le jugement de la cour constitutionnelle allemande, afin de veiller à la protection et à un usage approprié des données à caractère personnel recueillies dans le contexte de projet de loi sous objet».

Madame Presidentin, ech hoffen, dass dës Motioun eng grouss Zoustëmmung hei an dësem Haus féint.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que le projet de loi sous rubrique vise à transposer en droit luxembourgeois certains éléments de la directive 2006/24/CE;

- considérant que la directive en question a pour objet de garantir, dans tous les États membres, la conservation de données à caractère personnel générées ou traitées dans le cadre de la fourniture de services de communications électroniques accessibles au public ou de réseaux publics de communications;

- estimant que la rétention des données de télécommunications et les possibilités qu'ouvre l'accès à ces données représentent une atteinte sans précédent au droit au respect de la vie privée;

- soucieuse des conséquences qu'une utilisation abusive de ces données a caractère personnel pourrait avoir;

- rappelant les droits fondamentaux prévus par la Constitution et par la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales;

- réaffirmant les principes de la protection des données repris dans la loi du 30 mai 2005 concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques;

- rappelant qu'elle reste attachée au respect de certains principes, à savoir finalité, proportionnalité et légitimité du traitement, durée limitée de conservation, sécurité et confidentialité, respect du droit des personnes et contrôle par une autorité indépendante;

- soulignant que la conservation des données de communication électronique nécessite des exigences particulières au niveau de la sécurité;

- regrettant que le projet de loi sous rubrique ne règle pas les modalités techniques nécessaires afin de garantir la protection des données à caractère personnel;

- considérant l'avis de la Commission nationale pour la protection des données;

- considérant le jugement de la cour constitutionnelle fédérale allemande sur la transposition de la directive 2006/24/CE en droit allemand, et plus spécifiquement l'article

223 qui cite comme mesures de sécurité envisageables:

de garantir un stockage distinct sur des serveurs physiquement séparés et déconnectés de l'Internet;

de garantir un chiffrement basé sur un cryptage asymétrique avec une sauvegarde séparée des clés d'encryptage;

de respecter le principe des quatre yeux relatif à l'accès aux données lié à des procédés avancés concernant l'authentification relative à l'accès aux clés d'encryptage;

de garantir la journalisation révisable des accès aux données et leur destruction;

de veiller à l'application de mécanismes de correction automatique de fautes respectivement d'erreurs et de méthodes de plausibilités;

invite le Gouvernement à

- élaborer un cadre réglementaire reprenant les mesures de sécurité énoncées dans le jugement de la cour constitutionnelle allemande, afin de veiller à la protection et à un usage approprié des données à caractère personnel recueillies dans le contexte de projet de loi sous objet.

(s.) Xavier Bettel, Claude Adam, André Bauler, Félix Braz, Fernand Etgen.

► **Mme le Président.** - Merci.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Nodeems ech erkläert hunn, Madame Presidentin, dass et e Problem hei gëtt vis-à-vis vun der Proportionalitéit, well déi hei net ginn ass, vis-à-vis vun der Effizienz, well déi wierklech méi wéi en doute gestallt ass, vis-à-vis vun der Kontroll, déi et hei och net richtig gëtt, oder wou mer op jidde Fall net déi Garantien hunn, déi ech just zitéiert hunn, muss ech soen, dass dat heiten e riichten Aschnëtt an d'Liberté individuelle, an d'Liberté privée an an de Respect vun der Vie privée ass.

Dir wäert jo net mengen, dass, wann een esou Texter elo stëmmt, déi Leit, déi wierklech spezialiséiert sinn an déi organiséiert sinn, dann nach op déi Matière wäerten zréckgräifen. Déi wäerte schon aner Saache fannen, fir dat kënnen ze emgoen, an hei ass den Utilisateur doheem, deen net weess, wat kontrolléiert gëtt, wéi kontrolléiert gëtt, wéi dat benotzt gëtt, mä deen au contraire just gesot kritt, dass een nokucke kann, mat engem Recul vu sechs Méint, wat en déi lescht sechs Méint gekuckt huet.

Esou Positiounen, Madame Presidentin, sinn inakzeptabel fir eng Fraktioun vun der Demokratescher Partei a mir wäerten dësen Text och net kënnen stëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme le Président.** - Ech soen dem Här Bettel och Merci an ech géif dem nächsten Orateur, dem honorabelen Här Fayot, d'Wuert ginn.

► **M. Ben Fayot (LSAP).** - Här President, wann ech elo déi lescht Minutten dem Orateur vun der Demokratescher Partei nogelauschert hunn, da muss ech ëmsou méi bedauern, dass en net ons an der Kommissiounsaarbecht gehollef huet, fir deen Text besser ze maachen, mat senger ganzer Wëssenschaft a senger Verve.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Ech si leider net an där Kommissioun, Här Fayot.

► **M. Ben Fayot (LSAP).** - Dat wär natierlech nützlich gewiescht fir déi Kommissioun, déi sech dorëm bekümmert huet an an där d'Presidentin vun der Commission juridique en interessanten a gudden Rapport gemaach huet, fir dee Projet hei duerzestellen, an ech soen hir och dofir villmools Merci.

► **Mme le Président.** - Här Fayot, erlaabt Der, datt d'Madame Brasseur lech eng Fro stellt?

► **M. Ben Fayot (LSAP).** - Jo sécher.

► **Mme le Président.** - Jo, Madame Brasseur.

► **Mme Anne Brasseur (DP).** - Här Fayot, ech hat am Numm vun der DP-Fraktioun an der Kommissioun gefrot, dass dës Projet soll an d'Commission juridique goen. Du woort Dir, entre autres, oder d'Leit vun Ärer Fraktioun dergéint, well d'Commission juridique ass gefrot ginn.

An der Commission juridique sote se, neen, dat soll d'Mediëkommissioun maachen, déi soll sech dann dorëm këmmere.

Gott sei Dank ass dunn d'Presidentin vun der Commission juridique Rapporteur ginn. Et bleift awer derbäi, dass mir der Meenung waren, et wär besser do gewiescht, an duerfir froen ech mech, firwat Är Fraktioun onser Demande net Rechnung gedroen huet, well dann hätte mer vläicht deen Text kënnen an der Commission juridique zesumme verbessere.

Och wëll ech awer den Här Fayot froen, ob en net awer kann zougestoen, dass och d'Membere vun der Opposition duerch hir Froen an der Kommissioun, wou et elo wor, dozou bäigedroen hunn, dass awer den Text soll verbessert ginn, notament zum Beispill, dass mer déi Lëscht kruten, wat ons jo gehollef huet, iwwerhaapt en connaissance de cause driwwer ze diskutieren.

► **M. Ben Fayot (LSAP).** - Ma, Här President, ech...

► **Mme le Président.** - Madame...

► **M. Ben Fayot (LSAP).** - Ass et fäerdeg?

► **Mme le Président.** - Neen: Madame President.

► **M. Ben Fayot (LSAP).** - Ah, Madame, entschëllegt.

(Hilarité)

Ech ginn der Madame Brasseur gären Akt dovunner, dass si an der Kommissioun ganz äifreg matgeschafft huet an dass se och gehollef huet, dee Projet ze verännere, an an engem Sënn, deen ech och wëll duerstellen. An ech hätt hir am Fong geholl gewünscht, dass se hei op der Tribün och dat, wat se als Erfahrung an als interessant Saachen an der Kommissioun gesot huet, och hätt kënnen eriwuerbréngen. Mä ech hunn awer och dofir dem Här Bettel ganz opmieksam... Et ass ëmmer gutt, wann een eng nei Stëmm erëm iwwer e Projet héiert, nodeem dass een e puer Sitzungen an der Kommissioun mat anerer geschafft huet.

Dir wësst, Madame Brasseur, dass d'Geschicht vun der Attributioun vun dësem Projet, dass dat eben eng ass, déi ons zum Deel échappéiert, well dat d'Conférence des Présidents ass, déi dat verdeelt, an hei war et eben entweder d'Commission juridique oder Commission des Communications. Ech ka mech erënneren, dass mer do och gefrot haten als Commission de la Communication, dass d'Commission juridique soll en Avis maachen. Dat ass anscheinend net Usus hei an der Chamber. Mir hunn och nach probéiert, als Netjuristen oder jiddefalls mat der Hëllef vun der Madame Doerner esou gutt wéi méiglech dat ze maachen. Mir loosse ons awer gären och vun de Juristen, a besonnesch och vun eminenten Juristen beléieren.

► **Une voix.** - Ah!

► **M. Ben Fayot (LSAP).** - Här President,...

(Interruptions)

...wéi ëmmer...

Ech weess net, et ka jo jiddwereen dat huele fir sech.

(Hilarité)

Wéi ëmmer, wann et ëm Grondrechter vun de Bierger geet, gëtt et seriö Bedenken zu deem, wat d'Politik virhuet, an dat ass gutt esou. Duerfir begrëssen ech selbstverständlech och alleguerten déi Awänn, déi zu dësem Gesetz kënnen gemaach ginn.

Kommunikatioun ass haut e wichtege Deel vun all mënschlech Aktivitéit, an als solch en elementaren Deel vun der Privatsphär vun all Einzelnen. Nach ni war déi Kommunikatioun esou villfältig an esou räich, an nach ni war et esou verlockend, op alle Pläng déi Kommunikatioun ze sammelen an doranner kucken ze goen. Dëst ass meng déif Iwwerzeugung: Dëst ass vu virera problematesch. Ëmmer, an all Fall, egal, ob et fir e gudden oder fir e schlechten Zweck ass. Och fir de Kampf géint den Terrorismus an d'organiséiert Kriminalitéit.

Dat heescht, dass all Abroch an d'Privatsphär problematesch ass an duerfir mat gréisster Suergfalt gekuckt an organiséiert muss ginn. Esou en Abroch an d'Privat-

sphär ass eng Gefor fir jiddweregem seng Fräiheet, an esou Geforen heefe sech an de leschte Joren, besonnesch säit dem 11. September 2001.

Ons Aktualitéit ass haut och voll vun Ausenanersetzungen op deem Gebitt. An ech erënneren un den Accord zwëschent der Europäescher Unioun an den USA iwwert d'Transmissioun vu Swift-Donnéeën, deen hefteg diskutéiert an och fir d'Éischt refuséiert ginn ass, well d'amerikanesch Autoritéiten en zimlech labberen a massiven Zougank zu europäeschen individuelle Bankdate kruten, an d'Europäer dat net méi wollten. Et gëtt ëmmer méi perséinlech Daten, déi gespäichert, interconnectéiert an ënert de beschte Prétextéit kënnen profitéiert ginn.

Och bei dësem Projet gouf et seriö Warnungen: am Avis vum Conseil d'État, an den Avisé vun de Chamberen, an dem Avis vun der Commission nationale pour la protection des données, an deem vun der Commission consultative des droits de l'Homme. An et gëtt national an internationalen Texter, déi beschwieren d'Fräiheet vun deem Einzelnen, an et besteet a wäite Kreeser Eestëmmegkeet iwwert d'Besuergebnis fir de Schutz vun der Privatsphär an d'Noutwendegkeet, bei engem Agrëff aus eierbaren Ursachen, wéi zum Beispill der kollektiver Sécherheet, ganz kloer an enk Grenzen ze zéien.

D'Aarbecht an der Kommissioun war hei eng ganz seriö an eng ganz intensiv, dank jiddweregem Member vun dëser Kommissioun - wëll ech hei ganz kloer ënnersträichen. D'Interventioun vun der Zivilgesellschaft huet dozou gefouert, dass dës Projet vun den Deputéierten en cours de route zolidd amendéiert gouf, sou dass ee ka soen, dass vun de Recommandatiounen, zum Beispill vun der Commission consultative des droits de l'Homme wéi och vun den aneren Institutiounen, déi gréisst Zuel direkt oder indirekt iwwert de Wee vun Amendementer befollegt gouf. An d'Kommissioun huet och eng Partie Amendementer vum Statsrot iwwerholl. An ech hu fonnt, dat war e gudder Geescht, dee sech an der Kommissioun mam Minister zesumme fir de Schutz vun der Privatsphär duerchgesat huet.

Sou ass et folgend wichteg Ännerunge ginn: Éischstens, nëmme de Juge d'instruction kann den Zougank zu den Daten erlaben. Dat heescht, wuelverstan nëmme d'Lëscht vun den Donnéeën, also net d'Inhalter. Et handelt sech also net ëm Écouter. Dëst ass och e seriö Amendement zum Gesetz vum 30. Mee 2005, an deem bei Flagrant délit ouni richterlech Autorisation Daten opgeruff konnte ginn.

Zweetens, et dierf kee Fëschen, blann oder geziilt, mat den Donnéeën gemaach ginn. Et muss eng Infractioun virleien, déi duerch d'Utilisatioun vun den Données téléphoniques corroboréiert ka ginn. Domat ass de Champ d'application kloer ëmraass.

Drëttens, d'Sécherheet vun den Donnéeën muss am Gesetz, an net an engem Règlement grand-ducal virgesi ginn.

Véiertens, d'Fournisseure vun den Donnéeën mussen se selwer versuerge, hunn also d'Responsabilitéit selwer, déi Donnéeën ze versuerge a se net ofzeginn un en zentrale Späicher. Do gouf et eng Opposition formelle vum Conseil d'État, déi d'Chamber an d'Regierung ouni Diskussioun akzeptéiert hunn.

Fënneftens, et bleift dee Punkt, deen zu de meeschten Diskussiounen gefouert huet a vun deem och den Här Bettel hei länger geschwat huet: Et handelt sech ëm d'Fro, ob...

Entschëllegt!

(Hilarité)

...d'Infractiounen, bei deenen d'Date gekuckt kënnen ginn, kloer beschriwwen solle ginn, oder ob een en allgemenge Kritär soll festleeën. D'Regierung - och op Wonsch vum Parquet, huelen ech un, stellen ech mer vir - huet als Kritär festgehalten, dass bei enger Infractioun, déi mat engem Joer Prisong an doriwwer bestrooft gëtt, d'Daten ugefrot kënnen ginn.

Dozou falen, wéi et ons an der Kommissioun gewise ginn ass, ganz vill Infrac-



tionen, e puer honnert, an och där kuriéister, déi ee sech ka virstellen, wat natierlech d'Dier wäit opmécht.

An da muss ee sech froen: Wat sinn d'Contrepoidsen zu esou enger Fräiheet fir d'Justiz an der Poursuite vun den Infractiounen? Et gëtt ons gesot, et gëtt am Lëtzebuerger Droit keng proaktiv Enquête. Dat heescht, dass eng Infractioun muss constatéiert gi sinn, ier den Accès zu den Donnéeën vum Untersuchungsrichter erlaabt ka ginn. Et kann also drëm goen, d'Ëmstänn vun enger bestehender Infractioun opzedecken an den Auteur vun där Infractioun ze fannen. An da gëtt ons gesot, fir den Terrorismus an d'organiséiert Kriminalitéit wierksam ze bekämpfen, kommen d'Enquêteure meeschtens iwwer klenger Infractiounen op d'Spur vun den Délinquenten.

Ech kann net soen, ob dat wouer ass oder net. Den Här Bettel huet gemengt, déi wäere scho laang doriwwer ewech, déi betreffend Délinquenten. Mä dat ass op jidde Fall déi Argumentatioun, déi ons gi gëtt, an déi och, mengen ech, vun dem Parquet esou gesi gëtt, an duerfir huet d'Kommissioun sech och där Argumentatioun gefügt.

Ech wëll awer nach derbäi soen, dass d'Gesetz vum 30. Mee 2005 schonns den Zougank zu den Daten erméiglecht huet. Et ass ons och gesot ginn, als Evaluatioun, et wäere keng Abusé constatéiert ginn oder jiddefalls net bekannt. An an deemselwechte Gesetz vun 2005, wat mer hei modifiéieren, war iwwerengemeng vun Infractiounen geschwat ginn, ouni zousätzleche Kritär, wéi et elo am Gesetz ass, wat eben dann elo nogeholl gëtt an domat déi méiglech Interventioun anenkt.

A schliesslech - wat ech wichteg fannen - ass den Délai vun der Konservatioun vun zweief Méint am Gesetz vun 2005 op sechs Méint erofgesat ginn, also eng relativ kuerz Zäitspann, an där d'Donnéeën gekuckt kënne ginn. Eppes, wat dem Parquet ganz bestëmmt net gefällt, wann een den Avis vum Parquet zu deem Gesetz gekuckt huet, dee sech ëm d'Resultat vun den Enquêtë Suerge mécht.

An da schliesslech, Madame Presidentin, war d'Regierung och d'accord, no engem Joer d'Applikatioun vun deem Gesetz ze evaluéieren. Opgrond vun den Ofsecherungen, déi am Gesetz stinn, an och - trotzdeem - der Noutwendegkeet, Terrorismus an organiséiert Kriminalitéit effikass ze bekämpfen, kann ech heimat den Accord vun der LSAP zu deem Gesetz bréngen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme le Président.** - Ech soen dem Här Fayot Merci, an ech ginn dann dem nächste Riedner, dem Här Adam, d'Wuert.

(**M. Laurent Mosar reprend la présidence.**)

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci, Madame Presidentin. Ech mengen, mir haten d'Chance bei deem Gesetz, dass mer do dem Här Biltgen säin Turbo nach net ageschalt haten, well de Projet, wéi mer e vun der Regierung kritt hunn, war an eisen Aen e schlecht Gesetz, an duerch déi Aarbecht vun der Kommissioun sinn eng ganz Rei Verbesserungen komm. Et ass effektiv wouer: Fir mäi Gefill och hätt dat Gesetz besser an d'Commission juridique gehéiert, et ass awer an eiser Kommissioun vun de Medië bliwwen. Ech hunn awer d'Gefill, wéi wa mer do eng gutt Aarbecht gemaach hätten. Ech sinn net Jurist, ech hunn awer festgestallt, dass mer eng Rei Ännerungen an dat Gesetz erabruucht hunn, dass et een Text ass, deen elo als Text valabel ass, ob een e stëmmt oder net. Ech mengen, do kommen ech nach, do ginn ech elo nach e bësselchen drop an.

Et geet ëm d'Ëmsetzung vun der Direktiv 2006/24, déi sech am Kontext vun dem Kampf géint den Terrorismus an d'organiséiert Kriminalitéit situéiert. Hei gëtt all Memberstat verpflichtet, sécherzustellen, dass eng gewëss Zäit d'Daten iwwer d'elektronesch Kommunikatioun vun hire Bierger stockéiert ginn. Déi Obligatioun war schonn am Gesetz vun 2005 festgehale ginn, a mir waren deemools schonn net frou doriwwer.

Mir waren deemools och déi eenzeg Partei an och déi eenzeg Oppositionspartei, déi

virun deem Projet hei gewarnt hat an déi och géint de Projet gestëmmt huet, an deemools haten zum Beispill d'Kolleege vun der DP dat matgestëmmt.

Ech si frou, dass dann déi Warnungen, déi mir deemools scho gesinn hunn, dass si déi haut dann och opgräifen an hir Positionen e bësselchen méi kritesch evaluéiert hunn.

► **Une voix.** - Dat ass, wann e Jurist dat kuckt.

(**Interruptions**)

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Voilà, et war deemools och den honorabelen Här Grethen. Haut huet den Här Bettel dann eben dat..., en huet sech eiser Linn am Fong geholl e bësselchen ugenähert.

Et ass awer och nach mat deem Gesetz definéiert ginn, wat mer ënner Infractiounen graves verstinn. Als Netjurist stoussen ech mech manner um Term „infractioun grave“ wéi un der Definitioun dovun. Wichteg ass natierlech och, wat mer stockéieren, a mindestens esou wichteg: Wie kritt ënner wéi enge Konditiounen Zougank zu deene stockéierten Daten?

Hei spille géigesätzlech Interesse mat. D'Provideren, déi wëllen net ze vill Onkäschten. Laang stockéiere kascht, dat kann och en Nodeel si par rapport zu anere Législatiounen an anere Länner. Awer maache mer eis näischt vir: Schlussendlech bezilt de Konsument. All Mënsch muss hëllef, Donnéeën bezuelen, déi iwwer hie gesammelt ginn an déi hie weder an Opdrag ginn huet nach erwünscht huet.

De Polizeiapparat an d'Justiz sinn u méiglechst laange Stockéierzäiten interesséiert, nom Motto: Wann ee méi huet, da kann ee méi fannen. An et gëtt déi berechtigt Suerg an déi berechtigt Pflicht vun engem Stat, seng Bierger ze schützen. Schütze virun, engersäits, terroristeschen Attacken a virun engem Agrëff, anerersäits, an déi perséinlech Fräiheet.

Den Terrorismus ass natierlech e gewaltege Sujet, an Angscht ass och berechtigt, mä Hysterie ass awer och an eisen Aen op kee Fall berechtigt. All Mënsch ass géint den Terrorismus a géint dat organiséiert Verbrüchen. De Gewaltmonopol läit beim Stat, an dee Gewaltmonopol ass an enger Demokratie natierlech net absolut. An enger Diktatur kann en absolut sinn, dofir ass en awer net legitiméiert.

Wa mer Gesetzer maachen, déi zum Zil hunn, fir den Terrorismus an d'organiséiert Verbrüchen ze bekämpfen, da solle mer och just déi zwou Saache bekämpfen. Fir eis ass et wichteg, emol vun enger Unschuldsummutung auszegoen. Dat heescht, mir emfannen et schonns als e staarken Agrëff an déi perséinlech Fräiheet, wa mer Date vu Bierger, déi sech näischt zu Schold komme gelooss hunn, méi laang späicheren, wéi dat muss de Fall sinn.

A wann een am Règlement grand-ducal kuckt, an den Här Bettel huet dat och ganz däitlech hei opgefouert, wat do alles steet, wat mer späicheren a wat een domadder ka maachen, dann ass dat schonn ee staarken Agrëff: Bewegung vum Festtelefon, vum GSM, och Uriiff, wou keen ophieft, SMSen, E-Mail, Internet, Datum mat genauer Auerzäit, all Nummer an elektronesch Adress, an effektiv kann een och Bewegungen erausfannen, nodeems en nogeet, wou d'Signaler vun Handy empfaange gi sinn. Mir forcéieren ee Bedreiw, Date méi laang ze halen, wéi e misst, zum Beispill fir seng Rechnungen auszustellen an ze waarden, bis déi bezuelt sinn. Och wa vill Leit dat ganz normal fannen - mir hu jo näischt ze verstoppen -, ass et an eisem Emfanne guer net esou normal, esou Daten ze späicheren.

Haut sinn déi technesch Méiglechkeete bal onbegrenzt. Mat Satellittebiller, Videokameraen an Opzeechnunge vun de Kommunikatiounsdonnéeën gi mer ëmmer méi an d'Richtung vun glieserter Bierger. De glieserter Bierger, dat ass een, wou een alles dra gesäit, an et ass awer och een, dee Gefor leeft, gebrach ze ginn.

Mir müssen ëmmer erëm warne virun enger iwwerdrüwener Angscht vun Terrorismus an organiséiert Verbrüchen, déi an eng Richtung tendéiert ze goen, dass mer alles wëlle schützen, dass mer riskéieren dat, wat mer eigentlech wëlle

schützen, nämlech eis Fräiheet, ze vill anzeschränken. Mir sollten eis net vun där US-amerikanischer Angscht, wéi se och am Swift-Ofkommens zum Ausdrück kënn, ustieche loossen.

Also, wéi gesot, mir fannen dat net normal, dass d'Date vun all Bierger muss sechs Méint versuergt ginn, well wann dann ee Verdacht opkënn, da kënne mer eppes nosiche goen. Eis Approche wäert éischter eng, wann ee Verdacht opkënn, dann därefer mer iwwer d'Gericht verlaangen, dass d'Donnéeën gespäichert ginn an duerno och ausgewäert ginn.

Wichteg ass natierlech och, wien déi Donnéeën wou späichert. An der Regierung hirem Entworf war et méiglech, dass d'Spächere vun den Donnéeën och outgesourced géif ginn. Dat fanne mir eng onméiglech Virstellung, a well nach eng ganz Rei Avisen dat och onméiglech fonnt hunn, ass dat dunn emol aus dem Projet erausgeholl ginn.

Wa mer ee Gesetz maachen, fir Terrorismus an organiséiert Verbrüchen ze bekämpfen, wäert et jo och logesch, dass just déi Saachen drënnerfallen, déi sollen drënnerfallen. D'Regierung huet awer festgehale, dass alles eng Infractioun grave ass, wat mat enger Prisongsstrof vu mindestens engem Joer bestrooft gëtt. Dat gefällt eis net. Mir hätte léiwer eng Lëscht am Gesetz gesinn, wou eenzel Infractiounen opgeléist ginn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Dem Minister war déi Approche och net onsympathesch. „Mä dat ass alles méi komplizéiert. Mir sinn nach net esou wäit, mir müssen iwwerhaapt emol eis Prisongsstrofen op de Leescht huelen, do ass net méi alles kohärent.“ - huet et geheescht. An et ass awer festgehale ginn, dass mer keng esou eng Lëscht huelen, mä just Prisongsstrofe vun engem Joer mindestens oder méi als Kritär gëllen. Et gëtt Länner, déi hir Infractiounen graves a Lëschten opféieren, a wa mir net ufänken domat, da komme mer och ni dohin, wou mer wëllen. Do si mer also net mam Gesetz d'accord.

Wa mer eis schonns schwéierdinn, dass Date gespäichert ginn, da si mer natierlech och ganz opmierksam, wien dann elo Zougäng zu esou Date kritt. An hei huet d'Kommissioun och eng gutt Aarbecht gemaach: Den Zougäng därefer just iwwer e Riichter geschéien. Hei ass d'Gesetz also och wesentlech verbessert ginn, op den Avis vun der Commission des droits de l'Homme.

Mir erkennen un, dass déi minimal Stockéierzäit vun der Direktiv geholl ginn ass, dass heescht sechs Méint. Mir erkennen och un, dass déi Donnéeën net därefer outgesourced ginn. Den Text, dee mer elo virleien hunn, ass besser wéi den Ausgangstext, dee vun der Regierung komm war. Net well mer en, wéi den Här Thiel beim Gesetz virdu gesot huet, mautsche gelooss hunn, mä well mer einfach eis parlamentaresch Aarbecht gemaach hunn.

An obscho mer hei der Meinung sinn, dass hei villes besser ass, gi mir awer dovun aus, dass ee soll vun der Unschuldsummutung ausgoen, an dofir wäerte mer eis net fir de Projet ausschwätzen. Mir wäerten eis beim Vote enthalen.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Adam. An elo kritt d'Wuert den Här Colombara.

(**Interruption**)

Ah, dann decidéiert lech! Ass et den Här Colombara oder den Här Henckes?

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Voilà, ech wollt der Madame Rapportrice och Merci soen hei zu hirem Rapport. Mir hunn effektiv eng grouss Debatt gehat, ob dat eleite sollt an d'Commission juridique kommen oder net. Ech mengen, dee Choix, dee getraff ginn ass, weist awer, dass op jiddwer Fall ënnert de Fraktiounen awer eng gutt Aarbecht geleescht ginn ass, well effektiv eng etlech Amendementen ugeholl gi si par rapport zum initiale Projet vun der Regierung.

Et muss ee wëssen, dass à l'initiative, à la base vun deem Gesetz d'Gesetz vun 2005 läit, wou mer eng Eestëmmegkeet hei am

Parlament haten, fir de Prinzip selwer vun den Datespäicherung bei den Telefonen anzeféieren.

D'Fro, déi sech elo bei deem Gesetz stellt, Här Minister, dass ass eng éischt Déngen, et gëtt vun engem Règlement grand-ducal geschwat. Ech wäert frou ze wëssen, well mer deen net hei bäileien hunn, wéi et am Prinzip misst sinn, ob esou e Règlement grand-ducal effektiv zum Droe kënn. Ech wäert och frou, wann dee Règlement grand-ducal géif der Chamber zoukomme gelooss ginn, well et ganz oft verschidde Reglementer gëtt, wou dat net geschitt.

Déi zweet Saach, déi ee muss festhalen, dat ass, dass et hei ëm Infractiounen graves geet, an do gëtt et eng Definitioun, déi am internationale Recht besteet, an nottamment déi bei de Konventiounen iwwer d'Croix-Rouge an hir Protokoller, Artikelen 30, 50, 130, 147, etc., wéi och an zahlräichen aneren internationale Konventiounen. Et ass also op där Basis do, mengen ech, wou muss geschafft ginn.

Natierlech leien do d'Strofen heiansdo aneschtens, a mir hunn also hei effektiv eng gréisser Debatt gehat, ob et elo sollt ee Joer sinn oder net. Do gëtt et effektiv eng Schwieregkeet an deem Sënn, dass wann een de Choix mécht, fir ee Joer unzeginn, da fale verschidde Infractiounen ënnert d'Gesetz, wou een normalerweise sech seet, dass dote misst net sinn. Ech ginn nuren ee Beispill: de Bris de clôture. Dat heescht, wann een eng Clôture futti mécht, da kéint theoretesch hei elo d'Datespeicherung gebraucht ginn. Duerfir ass dat dote just nuren eng kleng Illustratioun, dass wann ee Listing mécht, da riskéiert een au contraire awer och verschidde Saachen ze vergiessen, déi kéinten an enger Enquête wichteg sinn.

An deem Kontext wëll ech och drop hiweisen, dass mer e grouse Problem hunn an der Hiérarchie des peines. Beispill: Op Basis vum Code pénal ass ee Joer Prisong am Minimum virgesinn bei Coups et blessures involontaires. Par contre sinn nuren dräi Méint virgesi bei Homicide involontaire, dat heescht, wann een ee schléit, also an engem Autosaccident eppes provozéiert, da riskéiert een e Minimum vun engem Joer, wann ee mat deemselwechten Autosaccident awer een douthieft, da riskéiert een e Minimum vun dräi Méint. An an deem enge Fall fällt een ënnert d'Gesetz, wat mer elo diskutéieren, an an deem anere Fall net.

Wou kann dat zum Beispill gebraucht ginn an esou engem Fall? Majo, wann den Autosaccident wor, an et ass eng Persoun, déi ass blesséiert ginn, an et gëtt e Verdachtsmoment, dass déi Persoun vläicht just virum Accident telefonéiert huet, da kann een elo Recherchë maachen, ob dat net méiglech wor, an och en vue vun der Lokalisatioun um Handy, ob net do eppes geschitt ass. Wann déi Persoun awer gestuerwen ass, da geet et net. Do schéng mer e puer Saachen net an der Rei ze sinn.

Do musst Der, Här Minister, onbedéngt eng Kéier iwwer d'Hiérarchie des peines eng Diskussioun féieren, an deem Parlament en neie Code pénal virweisen, wou déi Saachen do geregelt ginn, well soss komme mer effektiv an zahlräich Absurditéiten dran, déi keng Logik méi maachen. Well, wann den Untersuchungsrichter elo an engem Fall vun Homicide involontaire wëllt eng Enquête maachen an eng Lokalisatioun vun den Telefongespräicher maachen, muss en eng Plainte maache pour Homicide volontaire, fir kënnen dat Ganz ulafen ze loossen. An dat ass manifestement eppes, wat net an der Rei ass. Mä de Prinzip selwer ass richtig.

Dann dee Prinzip vun engem Joer, dee besteet jo och bei Extraditiounen. Do hu mer och datselwecht Joer, also minimum Strof virgesinn, an do besteet och keng Lëscht au vu vun den internationalen Traitén, déi esou eppes virgesinn.

Duerfir mengen ech, Här Minister, dass an deem Gesetz de Règlement grand-ducal wichteg ass, dass mer op jiddwer Fall



musse verschidde Mesuren treffen, fir datt een am Fall, wou eng grave Infraction do virläit, datt een deen Ablack kann op d'Donnéen zréckgräifen.

Ech wëll nuren ee Beispill och nach uginn, wou et hei schonn e puermol gebraucht ginn ass, dat ass bei engem Bankiwverfall oder generell engem arméierten Iwwerfall, dann telefonéiere meeschtens d'Täter matenaner virdrun, fir sech hir Aarbechten, hir Attack ze koordinéieren, an et ass also wichteg, datt een op esou Date kann zréckgräifen, fir herno déi Täter viru Geriicht ze stellen.

Dat gesot, mengen ech, datt, au vu vun deenen Annerungen, déi elo an der Kommissioun virgestallt gi sinn, déi akzeptéiert gi si vun der Regierung, mer also doduerjer dem Text kënnen onst Jo-Wuert ginn.

M. le Président.- Merci dem Här Henckes. Elo kritt nach d'Wuert den Här André Hoffmann. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

(Interruptions)

Une voix.- An den Här Colombera!

(Hilarité)

Une autre voix.- Dajee, Här Colombera!

M. André Hoffmann (déi Lénk).- Här President, mir sinn hei ähnlech wéi bei der Diskussioun iwwert d'Videoiwwerwachung natierlech konfrontéiert mat der Fro vun der Verhältnisméissegkeet, op där enger Säit Schutz vun de Grondrechter, an op där anerer Säit Bekämpfung vun der Kriminalitéit respektiv öffentlech Uerdnung oder Sécherheet, etc. Ech si just der Meenung, dass deen heite Problem wäit-, wäit-, wäit- ass wéi dee vun der Videoiwwerwachung.

(Brouhaha général)

Une voix.- Pscht!

M. André Hoffmann (déi Lénk).- Et ass meng Meenung, dass an där Fro vun der Verhältnisméissegkeet ëmmer am Zweifelsfall déi individuell Grondrechter musse Prioritéit hunn.

Hei geet et schliesslech - dat ass zwar scho gesot ginn, mä ech widderhuelen nach eng Kéier - ëm eng allgemeng Späicherung vu privaten Date vun alle Persounen hei zu Lëtzebuerg, onofhängeg vun iergendengem Verdacht, sechs Méint laang, an dann herno natierlech ass d'Fro vum Accès geregelt iwwer eng Décision judiciaire.

Déi Daten, déi ginn Opschloss, wann een den Accès dozou huet, wuelverstanen, iwwert d'privat Relatiounen, iwwer sozial Relatiounen, iwwer politesch Relatiounen, iwwer Intérëten, a well déi Ennerscheidung tëschent Inhalt an nëmme d'Kommunikationsmëttel selwer, déi ass deelweis fléissend, loossen och déi Daten iwwert de Verkéier deelweis Réckschléss, indirekt implizit Réckschléss zou op den Inhalt, sou dass een do also och immens virsiichteg muss sinn.

Wann een da kuckt: Firwat ass déi Virratsdatespeicherung iwwerhaupt gutt? Wat ass den Objet dovunner? Wat ass d'Zil dovun? De Kampf géint den Terrorismus a géint déi organiséiert Kriminalitéit. Ech sinn der Meenung, dass grad par rapport zum Terrorismus an zur organisierter Kriminalitéit hei d'Effikasitéit wahrscheinlech immens kleng ass, well déi mat Sécherheet aner Moyenen, Weeër fannen, fir matenaner a Verbindung ze trieden, wa se wëssen, dass déi Date gespäichert ginn.

Wann een dat hei op de Bréifverkéier géif iwwerdroen, da géif dat bedeuten, dass all Bréifchen, all Päckelchen - selbstverständlech net sengem Inhalt no, sondern sengem Expéditeur no, sengem Destinataire no - misst gespäichert gi vun der Post oder vun engem privaten Distributeur, sechs Méint laang. Selbstverständlech géife mer eis da wahrscheinlech opreegen a soen, dat ass och net erlaabt no eiser Constitutioun, eisem Gesetz opgrond vum Secret postal.

Ech sinn awer der Meenung, dass mer hei eigentlech méi eng geféierlech Avance maachen, well jo vill méi Kommunikatioun entre-temps stattfënnt iwwert déi elektronesch Medië wéi iwwert de Bréifverkéier.

Eng Fro, déi ech mer selwer net beäntwerte konnt, och no engem opmierksame Studium vun den Dokumenter: Wéi gesäit et mat dem Service de renseignement aus? Dat heescht also, ënner wéi enge Bedingungen a mat wéi enge Garantien huet de Service de renseignement Zougank zu deenen...

M. le Président.- Här Hoffmann, Dir musst lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. André Hoffmann (déi Lénk).- Jo.

...zu deenen Donnéeën, a wat geschitt dann domadder?

An eng ähnlech Fro: Wéi ass et mat der Zesummenaarbecht mat dem Ausland? Dat heescht am Kader vu polizeilecher Zesummenaarbecht oder juristescher Zesummenaarbecht: Wéi wäit ass d'Garantie, dass do en Zougank op d'Donnéen geschitt, déi da weiderginn an d'Ausland, a wou mer ënner Ëmstänn keng Garantie méi hunn oder net méi wëssen, wat wierklech domat geschitt?

Ech stëmmen d'Gesetz net.

M. le Président.- Merci dem Här Hoffmann, an elo kritt d'Wuert den Här Justizminister François Biltgen.

M. François Biltgen, Ministre de la Justice, Ministre des Communications et des Médias.- Wéi laang, Här President?

M. le Président.- Erëm 15 Minuten.

M. François Biltgen, Ministre de la Justice, Ministre des Communications et des Médias.- Erëm 15 Minuten. Merci, Här President. Ech mengen, dass dat heite schonn e Gesetz ass, wou et wichteg ass, driwwer ze diskutéieren, well et wéi esou oft muss den Équibler fannen tëschent der Bekämpfung vun der Kriminalitéit an der Sécherung vun de private Fräiheeten.

Derbäi kënnt, dass et eng Direktiv ass, wou mer iwwerfälleg sinn, wou mer ugesicht sinn. Sou dass et och wichteg ass, dass mer dat Gesetz haut stëmmen, fir net mussen an Europa Suen ze bezuelen.

Derbäi kënnt dann och nach, dass d'Matière technesch komplex ass. Ech hunn och de Mëtteg festgestallt, dass verschidde Saachen duerjerneeghäit goufen. Ech kommen nach eng Kéier op déi eenzel Begrëffsentwürrungen zréck.

Ech wëll awer fir d'Éischt virun allem der Madame Doerner Merci soe fir de Bericht heiriwwer, dee se och juristescht gutt gemaach huet, an engem Gesetz, wat u sech den Telekomminister déposéiert huet. Déi Fro ass jo e puermol hei opgeworf ginn, woufir et an der Kommissioun vun den Telekom an de Medien ass. Dat kann ech net direkt beäntwerten, well dat ass ëmmer eng Décisioun vun der Conférence des Présidents; déi ass do souverän, net de Minister.

Et muss ee just wëssen, déi Direktiv ass vun den Telekomministere ausgeschafft ginn. Natierlech betrëfft se d'Justiz. A wéi ech ugetruede sinn a menger duebler Funktioun als Telekomminister a Justizminister, hunn ech festgestallt, dass d'Leit vum Telekomberäich an d'Leit vum Justizberäich hei net eens goufen, wéi se d'Direktiv sollten ëmsetzen. Well effektiv am Telekomberäich d'Fräiheet, d'Protektioun vun den Donnéeën äusserst wichteg ass, dass den Telekomberäich sech ka weider entfalten, d'Justiz zu Lëtzebuerg awer och muss d'Verbrëche bekämpfen. Dat ass hir Aufgab.

De Fait, dass ech déi zwou Kapen unhat, huet mer erlaabt, ech mengen och am urspréngleche Projet, e gudden Komproméss ze fannen, deen elo nach besser ass mat deem Projet, wéi mer en elo haut stëmmen, e gudden Komproméss ze fannen tëschent deenen zwou Saachen.

Well dat, wat den Här Bettel hei mengt, an anerer och, mir géifen elo massiv hei d'Fräiheeten aschränken, ass an deem Sënn falsch, dass mer déi bestehend Gesetzler méi fräiheetlech gestalten, wéi se elo sinn. Et ginn zwou Gesetzler. Et sinn och zwou Techniken. An ech wollt drop

zréckkommen, well ech mengen, dass een heiansdo heibannen dat am Eifer des Gefechts verwiesselt huet.

Dat eent ass de Repérage. De Repérage, do muss wierklech eppes virleien, an da gëtt ordonnéiert iwwert de Richter, wéini gëtt do repéréiert. Dat ass dat eent. Dat ass haut net an der Diskussioun.

Den Här Adam huet e bëssen déi zwou Saache matenee vermëscht. Well den Här Adam sot...

(Interruption)

Neen, entschëllegt, mä den Här Adam sot nämlech virdrun: Ma mir hätte léiwer eng Solutioun, dass een eréischt géif, wann ee weess, wat ee wëllt versichen, da soen, elo ginn d'Date gespäichert.

D'Datespeicherung ass eppes, dat mécht een oder et mécht een et net. Dat heescht, de Prinzip ass jo wichteg, dass d'Daten net ze laang gespeichert ginn. Wa mer nämlech dat maachen, wat Dir sot, dat geet net méi. Well d'Date sinn da fort. An dofir maache mer jo hei dat, wat d'Direktiv virgesäit, dass d'Daten nëmme sechs Méint kënnen gespeichert ginn. A fréiere Gesetzler war dat méi.

An dann, dat ass also, hei maache Datespeicherung. Dat heescht, d'Date gi versuergt. A wa se bis net méi musse versuergt ginn, gi se zerstéiert. Et kann een also net soen, eréischt wa mer se wëllen hunn, gi se gespeichert, well da si se jo scho fort. Also geet dat net. Dat ass also, ech soen, et sinn zwou Saachen, déi ee muss parallel gesinn, Datespeicherung an Dateverfolgung, déi zwou sinn zesummen.

Elo war et och esou, dass bei deenen zwou eigentlech de Seuil vum Accès niddreg war, nämlech bei sechs Méint Infraction. Elo gi mer bei deenen zwou, och beim Repérage, iwwert dëst Gesetz méi streng wéi mer bis ewell waren. Dat heescht, mir huelen d'Datespeicherungsgesetz, fir och bei dem Repérage méi streng ze gi wéi mer et bis elo waren.

Dat heescht, mat dësem Gesetz setze mer net d'Fräiheet méi a Gefor, mä mir verstärken d'Fräiheet méi par rapport zur Sécherheet. Dat ass emol de wesentlechste Punkt, deen ech hei wollt ervirsträchen.

De Minister war jo relativ séier mat all den Amendementen, déi mer zesumme gemaach hunn, d'accord, well de Minister selwer drop gehalen huet, dass souwuel d'Dateschutzkommissioun - déi huet misse gefrot ginn - wéi och d'Mënschrechtskommissioun - déi net hätt misse gefrot ginn -, dass déi solle gefrot ginn. Déi Avisë waren zimlech concordant och mam Statsrot. An ech mengen, mir ware relativ séier eens, fir alles dat ze maachen, wat se gesot hunn. Bis op ee Punkt, deen nach opsteet. E steet net op, mir léisen en haut. Mir léisen en net esou, wéi e gutt wär. Mä mir kënnen en net aneschtens léisen.

Ech hunn eng Kéier gesot, elo war alles..., konnt een en Accès hunn... Nach eng Kéier: D'Date musse gespeichert ginn. Domadder kënnt nach keen drun. Wie kënnt drun? Nëmme ee Richter kann den Accès ginn. An och nëmme, wann et dréms geet, fir eng Infraction grave ze poursuivéieren. An Infraction grave kënnt effektiv aus der Direktiv.

Sou, bis elo war Infraction grave alles, wou sechs Méint Prisong drop stoung. Mir soen elo ee Joer. Dat waren och laang Diskussiounen intern mat de Mataarbechter vun deenen zwou Haiser, mam Parquet, déi gesot hunn, wann Der méi héich gitt wéi dat, da kënne mer eis Aarbecht net méi maachen. An e Katalog geet net, well Terrorismus... Et kann ee jo net einfach soen, et ass Terrorismus.

Terrorismus besteet aus villen Infractions primaires, zum Beispill eng Evasioun. Wa mer géifen op zwou Joer eropgoen, wär d'Evasioun aus dem Prisong net méi éligibel. D'Evasioun aus dem Prisong ass awer och oft de Préliminaire fir en terroristeschen Akt ze maachen. Wou ech...

(Interruption)

Also, Dir rennt offen Dieren an, well ech mengen, zënterdeem ech Justizminister sinn, soen ech et. An Dir wäert gesinn, dass ech et maachen. Mir wäerten awer och nach vill Diskussiounen da kréien.

Mäi Problem ass net fir ze soen, all déi doten Infractions, déi maachen de Wee op fir „data retention“ a Repérage vun Daten. Mäi Problem ass: Muss et wierklech esou sinn, dass eng Infraction à la loi relative aux institutions de la retraite professionnelle sous forme de sepcav, dat ass elo Zousazpensiounen, muss dat sinn, dass eng Infraction zu esou enger Législatioun, dass do ee Joer Prisong drop steet? Muss et esou sinn, dass op der Dévastation des champs zwou Joer Prisong drop stinn? Muss et esou sinn, dass bei enger Infraction au règlement grand-ducal concernant la vente du pain dräi Joer Prisong drop stinn? Där sinn der nach.

Dat heescht, meng Fro ass net fir ze soen, komm mir kucke fir manner Accès zum Repérage ze ginn an zu den „data retention“. Meng Fro ass, komm mir setzen eis ausereneen, ob op alles musse Prisongsstrofen hei zu Lëtzebuerg drop stoen. An da wäert Der gesinn, dat ass een Déngen, wou ech wäert mat deem neie Procureur général, soubal en a Fonctioun ass am September, wäerte mer eis zesummesetzen a mir wäerten do kucken, well deen huet och vill doriwwer a senger Aktivitéit als Procureur geschwat, fir ze soen, komm mir setzen net iwwerall Prisongsstrop drop.

Éischtens, natierlech kann ee soen, et schreckt of. Zweetens: Muss een och dowéinst an de Prisong kommen? Dat ass jo dat anert. Muss ee wéinst esou Saachen an de Prisong kommen? Ginn et net aner Alternativstrofen, wann een dergéint verstäisst?

Mir wäerte mat Virschléi kommen, fir wierklech ganz staark ze depenaliséieren, erëm méi eng Hiérarchie de peine ze maachen. Dat wäerte mer maachen. À ce stade ass dat heiten déi beschte Solutioun, fir hei och dem Parquet nach et ze erméiglechen, ze schaffen, fir och d'Kriminalitéit ze bekämpfen.

Dann ass d'Motioun vun der DP hei, déi seet, mir missten alles ëmsetzen, wat d'däitscht Bundesverfassungsgeriicht gesot hätt iwwert d'Konditiounen vum Dateschutz.

Dozou zwou Saachen: Kommt, mir maache Lëtzebuurger Gesetz a keen däitscht Gesetz! Well dat sinn och aner Grondprinzipien. De Prinzip vun der Proportionalitéit ënner anerem och. Mä, also, ech kann lech vill Uerteeler vum Bundesverfassungsgericht hei bréngen, wou ech net weess, ob do grouss Begeescherung ëmmer wär. Et ass einfach eng aner Base, Verfassungsbasis, an dofir solle mer dat maachen, wat bei eis virgesinn ass.

An do hu mer just dat dës Kéier gemaach, an do sinn ech och ganz frou driwwer, wat d'national Dateschutzkommissioun gär gehat hätt: Net nëmme e Verweis op d'Gesetz vun 2002 am Rapport, mä wierklech am Artikel 5 (1) geschriwwen, dass all Donnéeën mussen zu dem Gesetz vun 2002 mat all sengen detailléierten Oplage konform sinn.

D'Dateschutzkommissioun huet nämlech zu deem Reglement vu virdrun, d'Bankendonnée..., entschëllegt, d'Bankendonnéeën vun der Sécurité social an esou weider, déi mer virdrun am Projet hate vun den Aides financières, huet d'Dateschutzkommissioun gesot, dass se ëmmer gär esou e Saz dran hätt an dass oft d'Chamber sur Avis vum Statsrot dat net gemaach huet.

Hei hu mer dat gemaach. Hei hu mer den offizielle Verweis gemaach op d'Gesetz vun 2002 op all Bestëmmungen, déi och d'Dateschutzkommissioun virgesäit. Sou dass ech mengen, dass mer dem Geescht vun där Motioun souwisou duerch de Vote vun dësem Gesetz Rechnung droen.

Une voix.- Très bien!

(Interruption)

M. le Président.- Merci dem Här Justizminister Biltgen. Den Här Bettel huet nach eng Fro.

M. Xavier Bettel (DP).- Här President, an eiser Motioun si jo fënnef Punkten. Dat ass d'Garantie vun engem „stockage distinct sur des serveurs physiquement séparés et déconnectés de l'Internet“ - well ech hunn dat virdru gesot, net dass en Hacker op all déi Donnéeën kënnt. Et ass gefrot, fir dass en „chiffrement basé sur un cryptage asymétrique avec une sauvegarde séparée des

clés d'encryptage" - dat heescht, dass et verschlüsselt gëtt op deenen zwou Säiten. Dass de Prinzip vun de véier Aen do sollt do sinn. Et ass d'„journalisation révisable des accès aux données et leur destruction" - dat heescht, dass och duerno zerstéiert gëtt. An et ass, dass d'„correction automatique de fautes respectivement d'erreurs" geschitt.

Et ka jo sinn, wéi ech virdu gesot hunn, dass ech Maille verschécken andeem ech keng verschéckt hunn. An ech wier awer frou, wann dat festgestallt gëtt, dass dat och ewechgeholl gëtt. Dass de Minister mer d'Garantie gëtt, dass awer des fénnef Punkten, ech mengen, da kéint ee jo des Motioun hei stëmmen. Well ech hunn elo keng kloer Äntwert kritt, ob de Minister mat deem Prinzip averstanen ass oder net.

► **M. le Président.**- Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice, Ministre des Communications et des Médias.**- Mir hunn en Dateschutzgesetz vun 2002 an eng Dateschutzkommissioun, déi do am Detail dat ëmmer nokontrolléiert, nokuckt a mécht. An ech mengen, mir sollen déi Dateschutzkommissioun dat maache loosse. Déi huet ganz viles bewierkt. Dofir wëll ech net hei elo ufänken iwwer technesch Detailer, déi vläicht an Däitschland aneschtens kënne fonctionnéiere wéi bei eis, elo op eemol hei en Duercherneen ze maachen an dem Dateschutzgesetz.

Dat gesot, wäerte mer souwiso nach Dateschutzdiskussiounen hei kréien. Well déi nei Justizkommissärin an Europa, d'Viviane Reding gesot huet, dass se engersäits wëllt opgrond vun Lissabon-Vertrag eng horizontal Dateschutzdirektiv bréngen, an da wäerte mer och erëm hei iwwer eisen Dateschutz schwätzen. Iwwerens huet se och gesot, dass am Hierscht se selwer géif wëlle kucken, wéi d'„data retention"-Direktiv an deenen eenzelne Länner duerchgezu gouf. An ech mengen, mir sollen déi doten Aarbechten all ofwaarden. Mir wäerten nach oft genuch iwwer Dateschutz an dëser Chamberskommissioun zesummen diskutieren.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Justizminister. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwer de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

De Projet de loi 6113 ass ugeholl mat 43 Jo-Stëmmen, géint 10 Nee-Stëmmen a 6 Enthaltungen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6113 est adopté par 43 voix pour, 10 voix contre et 7 abstentions.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers (par Mme Martine Mergen), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz (par M. Marc Spautz), Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Raymond Weydert), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Ont voté non: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helming, Claude Meisch (par M. Fernand Etgen), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

M. André Hoffmann.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Claude Adam), Jean Huss, Henri Kox (par M. Félix Braz) et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch).

Wëllt ee seng Enthaltung begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi iwwer d'Cassatiounsprozedur. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Hären...

(Interruptions)

Ah, entschëllegt. Jo, mir hunn nach eng Motioun.

Motion 1

Mir hunn nach eng Motioun, déi vum Här Bettel abruecht ginn ass.

Wëllt nach een zu där Motioun Stellung huelen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Da géif ech proposéieren, dass mer direkt iwwer déi Motioun ofstëmmen.

(Interruption)

De Vote électronique ass verlaangt. Da geet de Vote électronique direkt un.

Vote sur la motion 1

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

De Vote ass ofgeschloss an d'Motioun ass ofgelehnt mat 39 Nee-Stëmmen, géint 20 Jo-Stëmmen an 1 Enthaltung.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helming, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt (par Mme Christine Doerner), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank (par M. Fernand Boden), MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers (par Mme Martine Mergen), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz (par M. Marc Spautz), Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Mill Majerus), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par Mme Claudia Dall'Agnol).

S'est abstenu: M. André Hoffmann.

Da komme mer elo definitiv zum Projet de loi iwwer d'Cassatiounsprozedur. D'Riedezäit ass wéi gesot nom Basismodell festgeluecht an et hu sech ageschriwwen: déi Häre Bettel, Bodry, Braz an Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Léon Gloden. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

6. 6108 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 février 1885 sur les pourvois et la procédure en cassation

Rapport de la Commission juridique

► **M. Léon Gloden (CSV), rapporteur.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir sollen haut e Projet de loi stëmmen, deen d'Prozedur beim ieweschter Geriichtshaff vum Ordre judiciaire, also bei der Cour de cassation méi kloer mécht, fir datt d'Recours an Zukunft bei der Cour méi oft recevabel erkläert ginn an domat den Accès vum Bierger an der Biergerin zur ieweschter Geriichtsinzanz besser geséichert ass.

D'Origine vum Projet de loi N°6108 geet op zwou Affären - Kemp an Dattel - beim Europäesche Geriichtshaff fir Mënscherechter zréck, wou Lëtzebuerg condamnéiert ginn ass. De Geriichtshaff vu Stroossbuerg huet d'Prozedur bei der Cour de cassation als d'araarteg formalistesches considéiert, wat als Konsequenz huet, datt eng Appréciation um Fong vun der eigentlecher Affär quasi onméiglech ass, esou datt den Artikel 6, Paragraph 1 vun der Europäescher Mënscherechterskonvention an dat domadder verbonne Recht op en équitabele Prozess net respektéiert gëtt.

A wéi esou oft an dëse Fäll, ass et dann un eiser Chamber, d'Gesetz am Sënn vun der Jurisprudenz vu Stroossbuerg ëmzënnere, och wann an engem rezenten Uerteel vu Januar 2010 d'Cour de cassation scho méi flexibel ginn ass.

De Reproche, datt eis Cassatiounsprozedur ze vill formalistesches wier, ass net emol onbedéngt vun aktueller Gesetz iwwer de Pourvoi an d'Procédure en cassation, mä, esou den Europäesche Geriichtshaff, villméi duerch eng strikt formalistesche Interpretation duerch d'Cour de cassation selwer entstanen.

Dat héicht Geriicht huet effektiv zënter ufanks den 90er Jore strikt Exigence fir d'Recevabilitéit vu Cassatiounsmoyen formuléiert. Esou e Moyen kann nëmmen da recevabel sinn, wann e folgend véier Informatiounen enthält: d'Gesetzestext, déi violéiert gi wieren; déi kritiséiert Motiver vun engem Uerteel; d'Mängel vum attackéierten Uerteel par rapport zum Gesetzestext, dee violéiert gi wieren; an d'Solution, déi hätt missen zréckbehal ginn.

D'Cour huet och net erlaabt, datt den Demandeur seng Moyene weider an der Diskussioun dévelloppéiert. Ech zitieren: «Le pourvoi en cassation est une voie extraordinaire de recours. La Cour de cassation statue sur le moyen, mais rien que sur le moyen. La seule indication des textes dont la violation est invoquée ne constitue pas l'énoncé d'un moyen et la discussion qui développe le moyen ne peut suppléer à l'absence de formulation de moyen.»

De Motif vun dëser strenger Jurisprudenz war, dem Cassatiounsgeriicht seng exklusiv Kompetenz ze protegieren, déi doranner besteet, en droit, an nëmmen en droit ze statuieren. Mä fir d'Riichter vu Stroossbuerg huet dëse But net eng d'araarteg Atteinte un d'Recht op en équitabele Prozess justifiéiert. Dës Jurisprudenz ass disproportionnéiert par rapport zur Atteinte, déi se mat sech bréngt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzesprojet, iwwer dee mer haut befannen, ass do, fir dësem Defizit en Enn ze setzen. Och wann et sech, esou d'Auteurs vum Projet de loi selwer, just ëm eng „réforme a minima" handelt.

D'minimal Reform besteet doranner, den Artikel 10 vum Gesetz iwwer de Pourvoi an d'Procédure en cassation ze modifizieren. De Projet de loi schléit vir, d'Préziounen, déi de Cassatiounsmoyen muss enthalen, genau am Gesetz festzeleeën, esou datt hei d'Cour de cassation keng Appréciationsemoyen méi huet, déi et hir géif erlaben, weider Formalitéiten ze exigieren, fir datt e Pourvoi recevabel erkläert gëtt.

Esou muss an Zukunft, wann dëst Gesetz ugeholl gëtt, e Cassatiounsmoyen folgend Präziounen enthalen: de Cas d'ouverture, dat heescht déi invoquéiert Violation vum Gesetzestext; déi Partie vum Jugement, déi den Objet vum Pourvoi ass; firwat déi invoquéiert Reproch gerechtfergt sinn.

Doriwwer eraus, an dat ass den haapt Pluspunkt vun dësem Projet de loi, ass et elo och explizit erlaabt, d'Moyen weider ze dévelloppieren. Dësen Développe-menter muss och Rechnung gedroe ginn. Domat gëtt eis Législatioun dem Arrêt Dattel vum Europäesche Geriichtshaff fir d'Mëscherechter gerecht. An dësem Arrêt heescht et nämlech, ech zitieren: «...le mémoire en cassation doit être considéré

dans son ensemble, en ce sens que les requérants doivent avoir formulé leurs doléances à l'égard de l'arrêt d'appel, soit dans l'énoncé du moyen de cassation même, soit au besoin dans la discussion qui développe le moyen.»

Eis Cour de cassation huet zwar schonns zënter Januar 2010 dem Arrêt Dattel Recht ginn. Mä mir mussen awer hei dësen Text stëmmen, fir datt mer an Zukunft Condamnatiounen zu Stroossbuerg évitieren.

De Projet de loi ersetzt doriwwer eraus och d'Expressioun „Avocat-avoué" duerch den neien Titel „Avocat à la Cour". Hei ass haut och e Bréif un de Conseil d'État geschéckt ginn, well am Rapport an der Klausel III gesot gëtt, datt iwwerall wou Avocat-avoué steet dësen Term duerch Avocat à la Cour ersat gëtt. Mä vu datt den Artikel 43 souwiso op engem anere Punkt ofgeännert gëtt an do den Term Avocat-avoué och schonns drasteet, muss den Artikel 43 net nach eng kéier am Artikel III opgefouert ginn.

De Conseil d'État huet eng weider Vereinfachung vum Gesetz virgeschloen, déi d'Justizkommissioun och iwwerholl huet. Den Demandeur muss net méi selwer um Greffe vun der Cour supérieure de Justice eng Kopie vun dem attackéierten Uerteel déposieren. Dës Charge soll elo de Greffe vum Geriicht iwwerhuelen. Déi héich Korporation proposéiert och, dës Vereinfachung op d'Cassatiounsprozedur am Beräich vum Droit pénal unzewenden.

Mä doriwwer eraus stelle sech fir de Conseil d'État och nach eng Partie fundamental Froen, déi dëse Projet de loi net gekläert huet an déi eist Parlament an Zukunft nach beschäftege wäerten.

Wéi schonns virdu gesot, ass dat hei eng Réforme a minima, déi duerch eng méi déif gräifend Reform muss compléiert ginn. Woura géif esou eng Reform bestoen?

Den Europäesche Geriichtshaff fir d'Mëscherechter huet relevéiert, datt et zu Lëtzebuerg, am Géigesaz zu eisen Nopeschlänner, keng spezialiséiert Affekote gëtt, deenen hir Aktivitéit exklusiv an de Pourvois en cassation géif bestoen.

De Conseil d'État gesäit awer net doranner den Haaptiwwel vun der Prozedur. Villméi ass et déi ze vill exigent Jurisprudenz vun der Cour de cassation, déi zu den abléckleche Mësstänn gefouert huet. Doriwwer eraus misst och eemol gekuckt ginn, ob d'Reform vun der Cassatiounsprozedur net och déi administrativ Geriichter mat abezéie soll. Dëst géif, wuel verstan, eng Modifikatioun vun eiser Constitioun verlaangen.

Déi héich Korporation ass och der Meinung, datt dem Parquet seng Roll an der Cassatiounsprozedur muss iwwerduecht ginn. De Parquet bezitt obligatoresch Stellung, mä d'Partei kënnen awer net méi op dës Position äntwerten. Dat ass ëmsou méi schlëmm, datt d'Cour dem Parquet et erlaabt, e Moyen d'office ze soulevieren. Hei leien aner potenziell Violatiounen vum Recht op en équitabele Prozess vir.

De Conseil de l'Ordre vum Barreau gesäit an de spezialiséierten Affekoten och keng Patentléisung fir déi aktuell Problemer. D'Land ass ze kleng, d'Zuel vun de Pourvoien ze geréng, fir datt et sech fir en Affekt iwwerhaupt géif rentieren, sech nëmmen exklusiv mat Pourvois en cassation ze beschäftegen. De Conseil de l'Ordre fénnt och, datt déi formell Exigence vun der Prozedur vereinfacht misste ginn. An der Kommissioun hu mer och kuerz de Punkt ugeschnidden, ob d'Déci-siounen vun den Ordres vun de Professions libérales kënne vun der Cour de cassation attackéiert ginn oder net. Dëst ass aktuell de Fall scho fir verschidden Déci-siounen vum Conseil de l'Ordre.

Dir gesitt, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et bleift an dësem Dossier nach esou munches ze maachen. Bis dohinner soen ech lech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vu menger Fraktioun.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Rapporteur. Als éischte Riedner hunn ech hei den Här Bettel, deen agedroen ass.

Discussion générale

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Merci, Här President. Ech wëll dem Här Gloden félicitéiere fir säin éischte Rapport,...

(Hilarité)

...deen en huet dierfe maachen an enger Kommissioun, wou en och nach geléint ginn ass, fir bei eis ze kommen, a wou en den Här Schiltz ersat huet. Wéi gesot, Här Gloden: Merci fir Ären éischte Rapport, dee méi wéi komplett ass.

Här President, ech stelle fest, dass dat heiten och nees eng Ännerung ass, déi mer mussen ennerhuelen, well mer zu Stroossbuerg gesot kritt hunn, dass et, esou wéi et zu Lëtzebuerg wär, net kéint goen, obwuel, esou wéi den Här Gloden och scho gesot huet, dëst Joer d'Komposition vum der Cour de cassation sech geännert huet an dass och eng méi grouss Flexibilitéit vis-à-vis vum enger fréierer Komposition do ass.

Ech mengen, et ass wichteg, dass mer Texter maachen, fir dass d'Gesetz respektéiert gëtt, dass d'Cour de cassation net 90% vun de Fäll mam Aarm esou ewechhëlt a seet, do ass eng Faute de procédure oder op jidde Fall weinst der Form kann net um Fong gekuckt ginn.

Ech stelle just fest, Här President, dass et eng Suite ass vun all deene Projeten, déi mer hunn, mengen ech. Et sinn der dräi oder véier just, wou dës Regierung eng Initiativ huet. De Rescht sinn alles Transposition vum Direktiven a vun Décisionen, europäeschen Décisionen. Ech wär frou, wa mer am Fréijoer, wann déi nei Sessioun ugeet, och e bëssen eng méi dynamesch - am Hierscht, pardon -, wann d'Regierung eng méi dynamesch Regierung kritt, an dass mer och aner Saache maache wéi nëmme Caisse enregistreuse vu Bréissel a vu Stroossbuerg ze sinn.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Bettel. Als nächste Riedner ass den Här Bodry agedroen.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll op de Projet selwer zrëckkommen, dee mer hei diskutéieren, och ofstëmmen. Ech mengen, no deem komplette Rapport, deen den Här Gloden hei virgeluecht huet, kann ee soen, dass iwwert de Fong dat Meescht scho gesot ginn ass. Eis Fraktioun wäert deen heiten Text stëmmen.

Et ass wouer, dass mer hei effektiv erëm an där Situatioun sinn, dass mer eis Législatioun adaptéieren, nodeem den Europäesche Gerichtshaff vun de Mënscherechter vu Stroossbuerg geschwat huet, a gläich zwou Affären, déi d'Fro vun der Cassatioun betreffen an d'Konformitéit vun eiser Gesetzgebung respektiv Rechtsprechung mam Artikel 6, Paragraph 1 vun der Europäescher Mënscherechterskonventioun, déi eigentlech de fräien Accès zu de Geriichter garantéiert.

Et ass e Fait, dass natierlech en iwwerdriwwene Formalismus dee fräien Accès do vun all Bierger un d'Geriichter kann onnéidegerweis aschränken. D'Cour de cassation selwer huet an engem Uerteel 2010 scho reagéiert. Si huet sech eigentlech konforméiert an hirer Ausleeung vun de bestehenden Texter der Jurisprudenz vu Stroossbuerg. Hei hake mer nach eng kéier no, kann ee soen, well mer elo och dat fest beschreiw.

Do gëtt sech och inspiréiert un de franséischen Texter, fir sécherzestellen, dass déi Interpretatioun, déi elo esou ass, dass virun allem och e Moyen, deen opgefouert ginn ass och an den Debatten, an den Diskussiounen, virun der Cour de cassation nach weider kann développéiert ginn. Dat ass eigentlech deen zentrale Punkt, deen hei kloergestallt gëtt an deem neien Text.

Et ass e Fait, an ech géif do einfach verweisen op déi interessant Ausféierung, déi d'Presidentin vun eiser Cassatiounsgeriicht, d'Madame Marie-Paule Engel, viru kuerzem gehalen huet, dass e Problem

besteet tëschen der Jurisprudenz vun dem Europäeschen Haff vun de Mënscherechter op där enger Säit, wa se iwwer Cassatiounsuerdeeler hei vu Lëtzebuerg jugéieren, well den Europäesche Gerichtshaff souwuel d'Faité wéi den Droit kuckt, d'Cassatioun awer nëmme eigentlech d'äerf den Droit kucken.

Et ass keng drëtt Instanz eigentlech an eiselem übleche Rechtssystem. Si jugéieren eigentlech Uerteeler, de Cassatiounshaff, déi jugéieren awer keng Affäre frësch. Dat ass e fundamentalen Ënnerscheed, an do kommen eng ganz Rëtsch vu Komplikativen. Net nëmme den Lëtzebuerg, mä an alle Länner gëtt op dat heftegst diskutéiert, wéi eigentlech déi national iewescht Geriichter solle reagéieren op gewësse Jurisprudenze beim Geriichtshaff zu Stroossbuerg.

Et bleift also och an eisen Aen dës Reform eigentlech nëmme en éischte Schratt fir eng méi breet Diskussioun, déi mer mussen féiere ronderëm den Opbau vun eiselem Geriichtswiesen an och d'Roll, déi d'Cour de cassation ze spillen huet.

Ech mengen, den Här Gloden ass schonn op eng Rei vu Punkten agang, déi mer diskutéiert hunn an der zoustänneger Kommissioun. De Minister huet och eigentlech do d'Dir breet opgemaach fir eng Diskussioun. En huet notament déi ganz sensibel a kriddelech Fro opgeworf - déi suertg anscheinend scho fir vill Opreegung a gewëssene Geriichtskreesser -, fir d'Cassatiounsgeriicht eigentlech och iwwer eis Verwaltungsgeriichter ze stellen, fir also déi mat an dee Kontrollsystem vun der Cassatioun eranzehuelen. Dat bleift also eng Fro, déi kontrovers wäert missen diskutéiert ginn.

Mir haten als LSAP-Vertrieder an der Kommissioun op en anere Problem higewisen, dee sech och eigentlech aus enger gewëssener Jurisprudenz vu Stroossbuerg ergëtt. Dat ass bei deene sougenannte reglementéierte Professionen, wou et intern disziplinaresch Geriichtsinstanzen gëtt an deene Professionen, a wou an einzelnen net virgesinn ass, dass do och eng Cassatioun méiglech ass.

Dat kéint e Problem duerstelle mat enger Dispositioun vun der Konventioun vu Stroossbuerg, déi seet, dass eigentlech och jiddwereen e Recht huet op eng onofhängeg an onparteiessche Justiz. An dat ass vläicht net ëmmer garantéiert, wann net den Droit nach eng kéier kann opgeworf ginn ausserhalb vun där beruffsdisciplinärer Geriichtsbareket. Dat ass jo och eng Fro, déi mer gären diskutéiert hätten.

Et sief, mengen ech, dass mer et hei mat enger klenger Reform ze dinn hunn, déi net onwesentlech ass. Doriwwer eraus, wéi gesot, bleift d'Fro op, ob mer et net awer och fäerdeg bréngen, méi preventiv hei ze reagéieren, dass mer also, ier et zu enger Veruerteelung kënnit vu Lëtzebuerg duerch de Geriichtshaff vu Stroossbuerg, vläicht méi systematesch eis Gesetzgebunge géifen duerchforsten, fir am Virfeld eigentlech scho Modifikatiounen vun eisen Texter ze maachen, wou mer e grouse Risiko erkennen, dass mer vläicht net konform sinn zu der leschter Jurisprudenz vun de Geriichter vu Stroossbuerg. Och dat, mengen ech, ass eng Fro, déi ee sollt hei diskutéieren, wat och eng Fro ass, déi opgeworf gi war an der Madame Engel hirem Discours bei der Reentrée vun de Geriichter.

Dat gesot, wéi gesot, mir wäerten den Accord hei ginn zu dësem Text.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Bodry. Elo kritt d'Wuert den Här Braz.

► **M. Félix Braz (déi gréng).**- Här President, ech wëll just fir déi gréng Fraktioun dem Här Gloden Merci soe fir säi Rapport. A vu dass alles gesot ass a ganz pertinent gesot ass... Ech wëll och just dem Här Bodry soen, dass och déi gréng Fraktioun der Meenung ass, dass een déi Fro vun der Cassatioun ass Droit administratif soll diskutéieren. Mir krute jo och elo am Kader vun den Aarbechte vun der Institutionskommissioun e Bréif vum Ordre des avocats, déi sech jo och fir déi doten Debatt an deem Kontext ausschwatzen. Mir si bereet, déi Diskussiounen matzeféieren, a bréngen och fir dësse Projet eis Zoustëmmung.

► **M. le Président.**- Dann hunn ech elo nach den Här Henckes an duerno den Här Colombara. Et ass den Här Henckes dës kéier erëm, deen d'Wuert kritt.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).**- Här President, mir sinn als ADR och mat dësem Projet de loi d'accord. Jiddweree weess, dass de Recours en cassation keng drëtt Instanz ass, wou nach eng kéier iwwert de Fong vun der Affär geschwat gëtt, mä wou et awer haaptsächlech sollt drëm goen, dass ee sécher ass, dass d'Geriichter d'Gesetz esou interpretéieren, wéi dat soll sinn. Mä leider ass et awer esou ginn, dass de Recours en cassation, wéi dat genannt gëtt, méi engem Recours du combattant gläich ginn ass, fir ze kucken, fir déi eenzel administrativ a prozedural Hürden ze huelen. Dat ass net de Sënn an den Zweck dovunner.

Et si liicht Verbesserungen duerch d'Praxis komm an duerch d'Komposition vum Geriicht. Hei gi mer nach e weidere Schratt erun.

Mä ech mengen awer och, dass et néideg ass, Här Justizminister, dass mer déi ganz Prozedur nach eng kéier op de Leescht huelen. An ech mengen och, dass et wichteg ass, dass d'Regierung ons Propositione mécht fir déi Iddi vun engem anere Problem, mat deem mer konfrontéiert sinn, dass ass deen, op all Aart a Weisen, wéi an den Uerteeler jugéiert gëtt, wat do passéiert, fir verschidden Dysfonctionnementen ze sanktionéieren. Dofir brauche mer e Conseil national de la magistrature, an ech hoffen, dass mer och domadder an den nächste Méint wäerte mat engem Projet a mat verschidden Iddien kënnen hei diskutéieren, well dat ass absolut noutwendeg.

Dat gesot, nach eng kéier den Accord vun der ADR zu dësem Projet de loi.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Henckes. Ech mengen, de Gros ass gesot, nach ganz kuerz den Här Justizminister.

► **Une voix.**- Ganz kuerz.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.**- Wéi laang hunn ech?

► **M. le Président.**- Dir hutt zéng Minutten, Här Minister.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.**- Da soen ech lech Merci.

Dee Projet, dee mer haut stëmmen, ass een, deen ee muss an de Kontext setze vu Stroossbuerg, vum Mënscherechtersgeriichtshaff. An den Alex Bodry sot virun, mir missten duerchforsten, fir wat mer condemnéiert ginn oder net. U sech hu mer regelméisseg, wa mer condemnéiert goufen an et war eppes, am Fong deem och Rechnung gedroen, soit d'Gesetz, soit - zum Beispill wéi et am Arrêt Wagner ass - d'Geriichter selwer am Dezember. Déi eenzeg Saach, déi nach net ëmgesat ass vu Stroossbuerg, dat huet eppes mat dem Juegdgesetz ze dinn, wat jo nach ëmmer hei an der Chamber unhängeg ass.

Déi meescht Affären,...

(Interruptions)

...déi mer verléieren zu Stroossbuerg, hate mat zwou Saachen ze dinn. Éischtens, dass den Délai ze laang war zu Lëtzebuerg. An zweetens, dass d'Cassatioun ze vill komplizéiert wär. Elo hu mer relativ séier op déi zwou Reprochen geäntwert, sou dass mer an Zukunft vill manner Affäre wäerte kréien, wou mer condemnéiert ginn.

Zum Délai ass et esou, dass mer definitiv - an dat ass en Uerteel Farnell Holdings, wat och viru kuerzem erauskomm ass zu Stroossbuerg - vum Stroossbuerg Geriicht gesot kritt hunn, dass mir mëttlerweil e Recours effectif interne hunn, wann et ze laang dauert, nämlech d'Gesetz vun '88 iwwert d'Responsabilité civile de l'État, wou een dann, wann et ze laang dauert, net muss op Stroossbuerg goen, mä kann zu Lëtzebuerg selwer entschiedegt ginn.

Déi leschte kéier ass elo nach eng Affär gesprach ginn zu Stroossbuerg weinst där Geschicht. Woufir? Majo, well déi Geschicht eragefouert gouf zu Stroossbuerg, ier dass mir dee Recours effectif interne duerchgesat haten. Mir hunn deen an der Pasicrisie publizéiert. Déi jonk Affekote léieren dat och. Sou dass den Hauptpunkt, woufir mer ëmmer condemnéiert goufen zu Stroossbuerg - et dauert ze laang -, dass

mer do an Zukunft net méi wäerten zu Stroossbuerg condemnéiert ginn. Ofgesi vun deenen unhängegen Affären, déi ebe virun deem Wiessel do geschitt sinn.

Dat Zweet ass d'Cassatioun. An ech mengen, do hunn ech dem Léon Gloden näischt derbäizefügen. En ass an all Detailler hei dragaangen. Ech soen dem Léon Gloden och, dass e Recht huet, dass dat heiten nëmme elo eng éischt Reform ass vun der Cassatioun. Si ass awer wichteg.

Et ass iwwregens net eréischt zënter kuerzem, dass d'Cassatioun vill méi flexibel ginn ass. Den Alex Bodry huet d'Madame Engel zitéiert, d'Presidentin vun der Cour. Schon déi lescht Zäit ass vill, vill, vill geschitt. Och de Parquet général huet gehollef, heiansdo, wann den Affekot e bësse méi obskur libelléiert huet, fir dat dann esou kloer ze maachen, dass d'Cassatioun effektiv konnt driwwer schwätzen. Sou dass do och ganz villes geschitt ass.

Ech sinn an deem Sënn frou, wa mer elo dat Gesetz gestëmmt hunn, dann hu mer awer zu Stroossbuerg e ganz anere Stand wéi virun. Natierlech kënnen nach ëmmer inhaltlech Saache kommen, wou ee vläicht eng kéier feststellt, dass e Gesetz awer net konform ass zur Mënscherechterskonventioun. Mä a ville Fäll d'äerft dat an Zukunft net méi de Fall sinn. Duerfir sinn ech ganz frou, wa mer dat heite Gesetz, wat mer eréischt kierzlech abruucht hunn... Also, ech huelen de Reproche vum Turbominister gären a Kaf. Dat heiten ass erëm eent, wat eréischt kierzlech doläit. Ech si frou, dass mer dat haut kënnen stëmmen. Dat hëlleft eis zu Stroossbuerg, besser dozestoen.

Wat d'Reform vu Cassatioun an esou weider ubelaangt, do muss een emol cum grano salis un dat erugeen. Dat wäerte mer och an der Institutionskommissioun maachen. Well einfach ze soen, mir brauchen eng Cassatioun och fir d'Cour administrative, da muss een emol fir d'Éischt wëssen: Woufir bräichte mer eng Cour de cassation a wat fir eng Cour de cassation? Well eis aktuell Cour de cassation ass eng Émanatioun vun de Cour supérieure de justice, déi jo an engem Geriichtszweig behaft ass, währenddem d'Cour constitutionnelle zum Beispill eben aus deenen zwou Branchen zesumme besteet.

Dir kennt d'Attitud vum Justizminister, dass en net der Meenung ass, dass ee soll déi zwou Ordres judiciaires zesumme féieren. Et war eng grouss Errungenschaft, deen een opzebauen. An dat hu mer hei an dëser Chamber zu enger ganzer Partie Kollegen zesumme gemaach.

Duerfir soen ech, mir sollen eis Zäit huelen an der Verfassungsdiskussioun emol d'Weichen ze stelle fir eng ganz Partie vu Prinzipien, déi wichteg sinn. Also, mir wäerten net nëmme eng Sitzung brauche beim Här Meyers an der Kommissioun, mir wäerten der méi brauchen. Mir sollen dat roueg maachen, fir d'Prinzipien ze klären, an da kann ee weidergoen. Mir sollen net en Tabu op eng Diskussioun maachen. Mä ech mengen nach eng kéier, et dierf een net einfach soen, elo brauche mer eng Cassatioun fir alles. Et muss een dat schonn e bësselche méi hannerfroen an e bësselche méi hannerkucken.

Dat gesot, sinn ech frou, dass mer och haut dësse Projet kënnen stëmmen. Et ass wichteg fir eisen Image zu Stroossbuerg.

► **M. le Président.**- Domadder ass och d'Diskussioun iwwert dësse Projet ofgeschloss a mir kommen elo zur Ofstëmmung.

Ech wëll lech nach eng kéier drop opmierksam maachen, dass, an dat huet den Här Rapporteur eis gesot, am Artikel 3 eng Erreur matérielle steet. Et ass nämlech do ze liesen: „aux articles 18, 20, 21 et 24 de la loi modifiée du 18 février 1885“.

Mir stëmmen also elo iwwert den ofgeännerten Text of a wäerten dann dem Conseil d'État dës Ännerung schrëftlech matdeelen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6108 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.



Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner (par M. Félix Eischen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers (par M. Jean-Paul Schaaf), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz (par M. Lucien Clement), Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Claude Adam), Jean Huss, Henri Kox (par M. Félix Braz) et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser; M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Als nächste Punkt hu mer de Projet de loi 6154, d'Ëmsetze vun enger Direktiv iwwert den Infirmiersberuff. Hei ass d'Riedezäit och nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech ageschriwwen: déi Damme Brasseur, Dall'Agnol, den Här Adam an den Här Colombara. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, déi honorabel Madame Sylvie Andrich-Duval. Madame Andrich-Duval, Dir hutt d'Wuert.

7. 6154 - Projet de loi portant organisation de la formation à la profession réglementée de l'infirmier responsable de soins généraux et de la formation de sage-femme et portant reconnaissance des titres de certaines professions réglementées,

- transposant les dispositions spécifiques aux professions réglementées d'infirmier responsable de soins généraux, de sage-femme et d'architecte de la Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles, modifiée par la Directive 2006/100/CE du Conseil du 20 novembre 2006 portant adaptation de certaines directives dans le domaine de la libre circulation des personnes en raison de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie;

- modifiant la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé;

- modifiant la loi du 11 janvier 1995 portant réorganisation des écoles publiques et privées d'infirmiers et d'infirmières et réglementant la collaboration entre le Ministère de l'Éducation nationale et le Ministère de la Santé;

- modifiant la loi du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media et des Communications

► **Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV), rapportrice.**- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei deem Gesetzesprojet hei ass et fënneg vir zwielef.

► **Une voix.**- Ouh?

(Interruptions)

► **Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV), rapportrice.**- De Projet de loi soll d'EU-Direktiv 2005/36, esou wéi se duerch d'Direktiv 2006/100 ofgeännert gouf, elo komplett an d'nationale Recht ëmsetzen. Et geet ënner anerem ëm d'Organisatioun vun der Formation vun den Infirmiers, Infirmières an déi vun den Hiewammen.

„Wéi ass et da fënneg vir zwielef?“, wäert Der lech froen. An deem Dossier leeft nämlech eng Infractiounsprozedur vun der EU-Kommissioun wéinst der Netëmsetzung vun der Direktiv, a Lëtzebuerg riskéiert eng zolidd Zomm missen ze berappen, wann et sech net schnellstens konforméiert. Ech wäert herno dorop zrëckkommen.

Dat erkläert also och d'Rekordzäit, an där dese Projet de loi den Instanzewee duerchlaaf huet. Déposéiert gouf e vum Minister fir Héichschoul, Fuerschung, Medien a Kommunikatiounen, dem Här Fränz Biltgen, den 2. Juli. De 6. Juli gouf de Projet de Membere vun der zoustänneger Kommissioun virgestallt an ech gouf Rapportrice dervu genannt. De Statsrot huet säin Avis den 8. Juli ofginn. An den 9. Juli huet d'Kommissioun dësen Avis analyséiert souwéi de virleiende schrëttleche Rapport uegeholl.

Duerfir ass et mer och en Uleies, deene Leit Merci ze soen, déi un där intensiver Preparatioun bedeelegt waren: der Madame Christiane Huberty vum Greffe, dem Conseiller vum Minister, dem Här Germain Dondelinger, dem Här Charles Hurt aus der Fraktioun. Gott sei Dank hunn all Riedercher vun deem Auerwierk do funktionéiert.

Déi Direktiv, ëm déi et sech hei handelt, hält d'Regele fest, no deenen e Memberland a bestëmmten Niveau vu beruffleche Qualifikatiounen verlaangt, fir den Zougang oder d'Ausübe vun engem reglementéierte Beruff an engem oder méi Memberländer ze erméiglechen. Si gouf schonn a Lëtzebuerg Recht ëmgesat duerch zwee rezent Gesetzer. Dat eent ass d'Gesetz vum 19. Juni 2009, dat de generale System vun der Unerkennung vun de beruffleche Qualifikatiounen ëmsetzt am Hibleck vum Nidderloosungsrecht an der zäitlech begrenzter Déngschtleeschung. Dat anert ass de Gesetzesprojet 6062, deen d'Bestëmmung vum der Direktiv op eng sektoriell Aart a Weis ëmsetzt, an zwar fir d'Beruffer vun den Dokteren, Zänn-dokteren, Déierendokteren, Apdikter an anere Gesondheetsberuffer. Dese Projet gouf den 1. Juli 2010 eng éischte Kéier hei an der Chamber gestëmmt.

Beim virleiende Gesetzesprojet soll jo d'Formation vun den Infirmiers, Infirmières an den Hiewamme reforméiert ginn. D'Direktiv seet, d'Formation vun den Infirmieren, déi zoustänneg si fir déi generell Fleeg, misst op d'mannst dräi Joer daueren oder 4.600 Stonnen zielen, Theorie a Praxis abegräff. Den theoretischen Unterrecht muss op d'mannst een Drëttel - dat sinn 1.534 Stonnen - an de prakteschen Deel op d'mannst d'Halschent - dat sinn 2.300 Stonnen - vun der Formation duerstellen.

D'Gesetz vum 11. Januar 1995, dat déi öffentlech a privat Infirmierschoule reorganiséiert an dat d'Zesummenaarbecht tëschent dem Gesondheetsministère an dem Erzéiungsministère regelt, huet d'Formation vun den Infirmiere reforméiert duerch d'Aféierung vun dräi Ausbildungsjoren. An den Ae vu Lëtzebuerg war domat d'Konditioun vun der EU-Kommissioun erfëllt. D'Kommissioun awer huet déi Konditiounen vun dräi Joer oder 4.600 Stonnen als kumulativ betruucht an dat Wiertchen „oder“ als équivalent interpretéiert. Dat heescht am Kloertext, et mussen dräi Joer a 4.600 Stonne sinn.

Derbäi kënn nach, datt d'Associatioun vun den Infirmieren an Infirmière vu Lëtzebuerg, d'ANIL, am Dezember 2007 eng Plainte bei der Kommissioun agereecht huet, well d'Ausbildung hei zu Lëtzebuerg net genuch Stonnen hätt. Sou ass et zu engem Litige mat der Brësseler Kommissioun komm, deen dozou gefouert huet, datt si dunn den 19. Oktober, pardon, den 9. Oktober 2009 e motivéierten Avis u Lëtzebuerg adresséiert huet, an deem se eist Land opriff, fir d'Direktiv richteg ëmzesetzen. Wa Lëtzebuerg dat net innerhalb vun zwee Méint maache géif, riskéiert d'Kommissioun eis op dem Europäesche Gerichtshaff unzesichen.

Doropshi wollt Lëtzebuerg déi Bestëmmungen iwwer e groussherzoglecht Reglement ëmsetzen. D'Kommissioun zu Brëssel verlaangt awer an deem Fall e regelrecht Gesetz. Aus Grënn vu Rechtssécherheet huet d'Regierung dunn décidéiert, deem nozekommen. Dofir ass et elo esou brenzleg ginn. Mir mussen also schnell handeln, well soss gétt et en deiere Spaass, wéi mer héieren hunn.

Dofir reforméiere mer also haut d'Formation vum Infirmier. De Moment dauert dës Formation dräi Joer, vun der Douzième bis d'Quatorzième, huet 3.460 Stonnen, dovun 1.688 Stonnen Theorie, d'Sproochen abegräff, an 1.772 Stonne Stage. De Schüler kritt dann de Statsdiplom vum Infirmier a verfügt och iwwer e Bac technique.

D'Prinzipië vun der reforméierter Formation si folgend:

D'Formation gëtt iwwer véier Joer organiséiert a schléisst of mat engem BTS, engem Brevet de technicien supérieur, Mentioun Infirmier. Déi zwee éischt Joer vun der Douzième an Treizième am Régime technique vum Sekundarunterricht schléissen of mat engem Bac technique a falen ënnert d'Kompetenz vum Éducatiounsministère. Déi aner zwee Joer vu Quatorzième bis d'Quinzième schléissen dann of mat dem BTS, Mentioun Infirmier, a falen ënnert d'Kompetenz vum Héichschoulministère.

D'Stonnenzuel vun der Direktiv gëtt respektéiert, well et sinn dann 2.106 Stonnen Theorie virgesinn - d'Direktiv verlaangt der jo minimum 1.534 -, an de Stage soll 2.514 Stonne begräifen, géint engem verlaangte Minimum vun 2.300 Stonnen.

Dëst entsprécht enger laangjähreger Fuerderung vun der Infirmiersassociatioun. An heimat geet och eng laangjährege Fuerderung, oder e Wonsch vu verschidde honnablen Deputéierten hei an Erfëllung, déi sech fir den Infirmiersberuff staark gemaach hunn. An ech kucken do op d'Madame Marie-Josée Frank. Et ass ze hoffen, datt an deem schéine Beruff heimat eng zousätzlech Attraktivitéit fir jonk Leit ze fannen ass.

Dës Reform huet natierlech och hir Auswierkungen op d'Ausbildung vun de jetzege spezialiséierten Infirmieren. Dëst sinn de psychiatreschen Infirmier, de Kannerinfirmier, den Infirmier mat der Spezialisatioun Anästhesie a Reanimatioun, gradesou wéi den technesch-medezineschen Assistent an der Chirurgie.

Dës Beruffer kann een nëmme léieren, wann een eng Première an de BTS als Infirmier huet. Duerno kann ee seng zwee Joer Spezialisatioun maachen. Dofir gëtt elo e spezialiséierte BTS agefouert. Déi zwee Diplomer, de BTS vum Infirmier an de spezialiséierte BTS vum spezialiséierten Infirmier, entsprechen engem équivalenten Ausbildungsniveau 5 vum europäeschen Zertifikatiounskader CEC.

Dës nei Ausbildung soll progressiv zu Lëtzebuerg ëmgesat ginn, an e groussherzoglecht Reglement soll geholl gi fir d'Klass vun der Douzième fir d'Schoulreintree 2010/2011. Déi Infirmieren, déi elo de Statsdiplom hunn, behalen hir Genuegung, fir hire Beruff auszeüben.

Et ergëtt sech awer och, datt d'Formation vun der Hiewan nei organiséiert gëtt. Do gesäit d'Direktiv dräi Méiglechkeete vir: entweder eng Ausbildung vun op d'mannst dräi Joer, déi mat engem Premièrsdiplom kann ugaange ginn; oder en Infirmiersdiplom an nach zwee Joer Ausbildung do hannendrun; oder eng Formation vun 18 Méint fir Leit mat Infirmièresdiplom an zousätzlech enger attestéierter berufflecher Erfahrung vun engem Joer.

Lëtzebuerg huet optéiert fir eng Ausbildung op dräi Joer, fir Leit mam Premièrsdiplom. An deenen dräi Joer sinn

3.833 Stonne virgesinn. D'Hiewan kritt also en eegestännege Beruff a si brauch net méi bis elo fir d'Éischt den Infirmiersdiplom. Dat entsprécht och dem Wonsch vun hirer Beruffsorganisatioun.

Et ass awer esou, datt déi, déi de BTS, Mentioun Infirmier, hunn, an déi Formation kënnen erakommen a verschidde Modulë vun hirer Ausbildung guttgéischriwwen kënnen kréien. Den Diplom vun der reforméierter Ausbildung ass e spezialiséierte BTS.

Dës Reform soll fir d'Schouljoer 2012/2013 agefouert ginn. Zoustänneg, fir d'Ausbildung vum Infirmier an der Hiewan auszuféieren, soll den technesch Lycée fir Gesondheetsberuffer ginn. Et gi Konventiounen ofgeschloss tëschent dem Lycée an de Spideeler, wou d'Stagement organiséiert ginn.

Dee virleiende Gesetzesprojet hält awer och nach déi puer technesch Ëmsetzungen, genereller a spezieller Natur, vun der Unerkennung vun dësen Diplomer vir, nom Baitrëtt vu Rumänien a Bulgarien an d'EU, an e verschafft zousätzlech eng Rechtssécherheet bei der Unerkennung a beim Benotze vum Titel vum Architect.

Zum Schluss vum Projet de loi ginn nach dann déi deeglech Annerungen u bestehende Gesetzer virgeholl, fir déi geplangte Reformen ëmzesetzen. Et sinn dëst: dat modifizéiert Gesetz vum 26. Mäerz '92 iwwert d'Ausüben an d'Opwäertung vu verschidde Gesondheetsberuffer; et ass d'Gesetz vum 11. Januar '95, dat déi öffentlech a privat Infirmierschoule reorganiséiert an dat d'Zesummenaarbecht tëschent dem Gesondheetsministère an dem Erzéiungsministère regelt; an et ass d'Gesetz vum 19. Juni, dat den Enseignement supérieur organiséiert.

Dann zum Avis vum Statsrot. Déi héich Kierperschaft huet am Ufank e puer prinzipiell Remarquë gemaach. Esou zu der Strukturatioun vun den neie Formationen, wou se proposéiert, fir déi nei spezialiséiert BTSen en Tronc commun mat dem BTS vum Infirmier ze maachen an esou deenen hir Ausbildungsdauer net ze verlängeren.

De Statsrot huet och recommandéiert, fir den Titel vum jetzege „Infirmier“ net duerch deen neien Titel vum „Infirmier responsable de soins généraux“ ze ersetzen. Den Titel „Infirmier“ gëtt nämlech a ganz villen normativen Texter benotzt, an d'Reform vun der Formation wär nun eemol net esou déif gräifend. D'Chamberskommissioun huet deem du Rechnung gedroen.

De Statsrot bedauert weider, datt et net zu engem méi fundamentalen Iwwerschaff vum Gesetz vum 11. Januar '95 komm ass, wou déi nei Dispositiounen iwwert d'Infirmieren an d'Hiewanen hätte kënnen op eng kohärent Aart a Weis integréiert ginn.

Zum Artikel 1 mat den Definitiounen, fënn de Statsrot, datt verschidde onbedéngt néideg wäeren. D'Kommissioun huet de Statsrot zum Deel suivéiert, awer si huet ënner anerem d'Definitioune vum État membre oprechterhalen, well et hei ëm méi geet, wéi d'Definitioune vun engem Memberland ze ginn. Déi nei agefouert Rechter sollen nämlech och op d'Bierger vun de Länner vun der AELE, der Association européenne de libre échange, ausgeweit ginn.

Aner Artikelen huet de Statsrot virgeschloen ze komplettéieren duech d'Iwwerhuele vun textuelle Passagen aus der Direktiv, d'Verschmëlze vun Texter, oder ze vereinfachen duerch d'Sträiche vun engem Artikel. D'Kommissioun ass dësen Opfuerderungen nokomm.

Duech d'Iwwerhuele vum Statsrot sengem Text an den Artikelen 3 a 4 ass et iwwregens och méiglech ginn, der Opposition formelle am initialen Artikel 12 Rechnung ze droen. Dat do initialt geplangtent groussherzoglecht Reglement huet géint d'Verfassung verstouss, well déi virleiend Matière duerch e Gesetz muss bestëmmt ginn. Duerch d'Propos vum Statsrot, fir prezis groussherzoglecht Reglementer ze huelen, wat d'Programmer an

d'Stonnepläng vun de Formatiounen vum Infirmier an der Hiewan ubelaangt, ass d'Konformitéit zu der Constitutioun ginn.

Dann huet de Statsrot déi an den initialen Artikelen 9 an 10 ugeschwate Kommissioun fir d'Unerkennung vun den Diplomer aus dem Gesetz vum '92 iwwert d'Ausübung an d'Opwärtung vun de verschidene Gesondheitsberuffer wëlle bäibehalen. Nieft dëser Kommissioun gëtt et awer nach eng aner, wou dat soll kontrolléiert ginn, laut de Bestëmmunge vum Artikel 23 vum rezente Gesetz vum 19. Juni 2009 iwwert d'Unerkennung vun de beruffleche Qualifikatiounen. D'Kommissioun huet dofir dëser Propos net Rechnung gedroen an déi initial Versioun vum Text bäibehalen aus Grënn vun administrativer Vereinfachung an Transparenz fir deen, deen d'Ufro stellt.

Et gouf och nach en neien Artikel vum Statsrot iwwerholl, wat den ofgekierzten Titel vum Gesetzesprojekt ubelaangt. An déi proposéiert Schreifweis ass och an de globalen Titel iwwerdroe ginn.

Nach e lescht Wuert zu de Finanzen. D'Regierung huet eng Fiche financière nogereecht, wou den estiméierten zousätzleche Käschtchenpunkt vun de virleiende Reforme mat 688.112 Euro fir d'Infirmiersausbildung a mat 356.492 Euro fir d'Hiewansformatioun ugi ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, deen heite Gesetzesprojekt wäert ouni Zweifel zu enger Verbesserung vun der Qualitéit vun der Ausbildung vum Infirmier an der Hiewan hei zu Lëtzebuerg bäidroen, wat nëmme kann am Interêt vum Patient an och besonnesch den zukünftige Mammen a Puppelcher sinn. Ech ginn och heimat den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet de loi.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci der Madame Rapportrice. Als éischt Riednerin ass déi honorabel Madame Anne Brasseur age droen. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **Mme Anne Brasseur (DP).** - Här President, Dir Dammen, Dir Hären, ech kann am Contraire zu menger Virriednerin den Accord vu menger Fraktioun net zu dësem Projet ginn, well dëst ass e Projet vun Hetz, vu Gewerschtels a vun Inkohärenz.

Hetz. De Projet ass den 2. Juli déposéiert ginn, an duann ass gesot ginn: Mir mussen dat elo direkt stëmmen, soss gëtt et ons eng Deier. Dat berout awer op enger Direktiv vun 2005, an elo op eemol déi Hetz!

Et ass Gewerschtels, well ee vun deenen zoustännnege Ministere sot: Et ass eng horizontal Kompetenz, an et wollt sech keen där Affär unhuelen, elo maachen ech et. Et sinn awer dräi Ministeren, déi hei mat agebonne sinn. Et ass also do gewerschtelt ginn.

Inkohärenz, well schon am Januar dëst Joer si Schoulprogrammer opgestallt ginn, et si Groupes de travail gemaach ginn, et ass e Règlement grand-ducal den 28. Mee vun der Regierung uegeholl ginn, fir dat Ganz ze reforméieren, an elo kënn eréischt d'Gesetz. Hei ass also d'Päerd vun hannen opgezäimt ginn.

Ech wëll awer der Rapportrice e ganz grouse Merci soen an och dem Conseil d'État wéi och dem Personal, déi gehollef hunn, dass mer dat iwwerhaupt hei nach an de Plenum kruten.

Et sinn och mat dësem Projet eng ganz Rei Froen, déi sech stellen. D'Madame Rapporteur huet elo grad iwwert d'Incidence financière geschwat, an dat géif eng Millioune méi Kaschten, wat d'Formatioun ubelaangt. Mä domat ass et jo net geden. Mir hunn am Moment 5.475 Infirmieren. Dat ass d'Zuel vun 2008. Do komme jo, wann dëst Gesetz gestëmmt ass, Revendications salariales. An ech verstinn d'Gewerkschaften an d'Associatiounen, dass se dat froen. Well da soe se, méi Studien, also wëlle mer méi an der Pai.

De Minister huet an der Kommissioun dorophi gesot, d'Regierung denkt net drun, eng Carrière vum BTS anzeféieren an e BTS spécialisé gëtt och net considéréiert, sou dass dat keng Implicatioun op de Statsbudget hätt.

Ech wëll awer d'Fro stellen hei un de Minister vun der Sécurité sociale: Wann et do opgrond vun dësem Gesetz zu Revendicatiounen kënn, dann huet dat jo awer en Afloss op de Käschtchenpunkt vum ganze Secteur hospitalier an och vum Secteur familial. De Secteur hospitalier, dat gëtt awer dann iwwert d'Krankekeese jo bezuelt. An da stellen ech d'Fro un de Sécurité-sociale-s-Minister, wéi dat dann ofgewéckelt gëtt, wa mer wëssen, dass 80% vun de Käschten an de Spideeler Personalkäschte sinn. Dat heescht, wann hei Revendications salariales kommen opgrond vun deem Gesetz, wat mer hei stëmmen, da gëtt onse Gesondheits-system méi deier. An ech wier frou, wann de Minister ons kéint Opschluss ginn, dass mer en connaissance de cause awer hei kënnen eng Décisioun iwwert dëse Projet de loi huelen.

Den Här Minister Biltgen hat an der Kommissioun och nach gesot, wa Revendicatiounen kommen, muss ee kucken, wéi een domat ëmgeet. Ech muss lech awer soen, wa mer haut e Gesetz stëmmen, muss mer jo awer wëssen, wat dat fir déi zukünftige Generatiounen bedeit. An et muss een och wëssen, wellech Influenz et op d'Gesondheitskeess huet.

Eng Fro - mir krute keen Avis vun der Gesondheitskeess fir dëse Projet. Den Avis vun der Chambre des Salariés ass haut komm. Deen hu mer just haut krit. D'Chambre des Salariés seet an hirem Avis, si kéinten hir Zoustëmmung dësem Projet net ginn aus enger ganzer Rei Considératiounen, op déi ech hei an dëse puer Minuten, déi mer zur Verfügung stinn, awer net kann agoen.

Dofir hätte mir gären Opschluss iwwer all déi do Implicatiounen, déi dat kann hunn. Well, wie seet Influenz op d'Käschte vun Gesondheitswiesen, seet Influenz op d'Gesondheitskeess. Mir wëssen, dass do schon en Defizit ass, an dass mer dat mussen an den Équillibër kréien. Dann: Wéi ass et? Gëtt dat dann duerch Bäitragserhéijunge gemaach? An da si mer schon erëm an der Diskussioun vun der Kompetitivitéit.

Dee Gesetzesprojekt hei also féiert vill méi wäit. A mir deet et leed, dass mer net Zäit haten, dat do à fond ze diskutéieren an der Kommissioun mat deenen zoustännnege Ministeren.

Dann nach eng Fro, déi hätt sech un d'Madame Éducatiounsminister gericht. D'Chambre des Salariés, déi werft op, dass nëierens am Text steet, dass déi, déi elo e BTS als Infirmier kréien, och de Bac technique hunn. Et ass wuel vun der Madame Rapportrice elo grad ugeschwat ginn, mä et steet effektiv net esou am Text. Ech hat déi Fro och an der Kommissioun opgeworf. An do ass gesot ginn, neen, dat wier automatesch esou.

D'Chambre des Salariés schéngt den Text awer esou ze liese wéi ech a stellt fest, dass dat net an onsen Aen esou am Text ass. An doriwwer hätt ech och gären Opschluss. Well soss stëmme mer awer hei en Text, dee wierklech net ons Approbatioun ka kréien.

Aus all deene Grënn, déi ech virdu gesot hunn - mir kréie jo nach Explikatiounen, hoffen ech, iwwert déi Incidences financières, déi dee Projet hei huet -, wäerte mer ons enthalen. Wa mer keng Äntwerte kréien op déi prezis Froen, da këne mer selbsterständlech dee Projet guer net stëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

(Interruption)

► **M. le Président.** - Merci der Madame Brasseur. Als nächst Riednerin ass d'Madame Dall'Agnol agedroen. Madame Dall'Agnol, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP).** - Merci fir d'Wuert. Här President, Dir Här Ministeren, léif Kolleginnen a Kollegen, mir setzen hei erëm Deeler vun enger Direktiv ëm vun 2005. Virun zwou Woche

schon hat ech d'Chance fir Rapportrice ze si vum Projet de loi, déi deen aneren Deel vun der Direktiv ëmgesat huet, wou et ëm d'Beruffer vum Dokter, vum Veterinär an nach eng Rei aner Beruffer gaangen ass. An et ass eigentlech schued, dass mer hu missen eng zweet Mise en demeure vun der Kommissioun ofwaarden, ier mer un d'Formatioun vun dem Infirmiersberuff gaange sinn, déi ze reforméieren. Well mir wësse jo, dass d'ANIL déi Reform scho ganz laang gefuerdert huet.

Ech mengen, ech brauch och net méi op all Detail vum Projet de loi anzegoen. D'Rapportrice, d'Madame Andrich, huet dat op eng exzellent Aart a Weis gemaach, an ech soen hir dann dofir och e ganz häerzleche Merci.

Ech wéilt alleréngs nach e bëssen op de Beruff Infirmier agoen. E Beruff, deen an enger Gesellschaft, déi ëmmer méi al gëtt a wou och d'Zivilisationskrankheiten ëmmer weider zohuelen, ee vun deene wichtigsten ass. Eng éischt Reform war dofir och schon 2001 uegepeilt ginn an du sollten dann déi feelend Stonnen einfach an déi dräijähreg Ausbildung derbäikommen. Bon, ech mengen, dass dat net gutt ukomm ass, dass brauch ech lech hei net ze soen. Well dat hätt nëmme dozou gefouert, dass mer d'Schüler iwwer fuerdert hätten an dass dann eventuell och eng ganz Rei Leit hir Ausbildung net gepackt hätten.

Zu der Qualitéit vum Infirmiersberuff hätt dat sécherlech net vill bäibruecht an et hätt eventuell souguer kënnen dozou féieren, dass mer net méi genuch Infirmieren an Infirmieren hei am Land gehat hätten. Dat kann natierlech och net de Wonsch vun den Deputéierten sinn, well och mir sinn zu deem engen oder anere Moment eng Kéier Patient.

Dofir gouf dann och déi Reform 2001 net esou ëmgesat. Zënterdeem ass sou manches u Bréifwiessel zwëschen Lëtzebuerg a Bréissel hin an hier gaangen, fir da finalement haut op dësem Projet de loi, dee mer herno da wäerte stëmmen, erauszekommen. A mir sollen eigentlech frou sinn, dass d'ANIL sech sou drugehaangen huet. Well wann een am Ausland, am EU-Ausland an net nëmme hei am noen Ausland kuckt, da gesäit een, dass déi ganz grouss Majoritéit eng zolidd Ausbildung am Rucksack huet. Eng Ausbildung mat méi Stonnen an eben dann och mat där gefuerderter méi Erfahrung.

Et ass dofir och net iwwerraschend, dass mer hei am Land eng ganz Rei gutt ausgebilte Frontalieren am Beruff vum Infirmier schaffen hunn an dass mir am Géigesaz zu anere Länner ebe keng Pénurie an dësem Beruff kennen.

Ech wéilt och vun der Geleechtheit profitéieren fir eng Lanz ze brieche fir de Beruff vum Infirmier. Déi meescht gesi warscheinlech do nëmme d'onregelméisseg Schaffe respektiv d'Schichten a virun allem d'Nuetsschichten. Mä ech mengen awer, dass dee Beruff engem och ganz vill ka bréngen. Engem ka Wäerter vermëttelen, déi an enger Gesellschaft vun haut vläicht net méi esou selbsterständlech sinn. An dofir ebe just brauch een eng zolidd Ausbildung, wann ee wëllt an dësem Beruff schaffen. Mä virun allem brauch een awer och genuch Zäit, sech individuell em dee Kranken ze këmmern. An ech mengen, dass ass en zweet Thema, mat deem mer eis sollen ausenanersetzen an diskutéieren.

Firwat mir als Sozialisten awer dëse Projet och nach nieft deem, wou ech schon drop agaange sinn, wäerte stëmmen, ass, dass mer der Meinung sinn, dass Fortschritt an der Medezin an déi technesch Ofleef och den Alldag am Beruff vun Infirmier méi komplex maachen. An dat géllt engem ebe besser, wann een eng zolidd Ausbildung huet.

Net vergiessen dërfe mer an dësem Zusammenhang awer och d>Weiderbildung. Well mir kënnen déi bescht an déi schéinste Spideeler hunn: Wann d'Motivatioun an d'Ausbildung vun de Leit op der Streck bleift, da si mer um Holzwee.

Nach e Wuert zu deenen anere Beruffer, déi mer hei regelen. D'Hiewamm hung bis elo ganz enk mam Beruff vun Infirmier zesommen. Dat wäert elo net méi müssen de Fall sinn an dat soll een och positiv

gesinn. Well doduerch kritt een och eng ganz Rei aner Leit an dëse Beruff eran, déi eben net duerch d'Infirmierschoul wollte goen oder gaange sinn.

Wat den Architekt ubelaangt, mengen ech, bleift ze soen an ervirzehiewen, dass jiddwereen, deen hei zu Lëtzebuerg wëllt dee Beruff ausüben, och muss e Member vum OAI sinn; dem Ordre des Architectes et des Ingénieurs-Conseils. An ech mengen schon, dass dat dem Client och eng ganz Rei Garantieë bitt.

Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt also méi wéi genuch Grënn, firwat d'Sozialisten dëse Projet ënnerstëtzen an och wäerte stëmmen. An ech ginn dann d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun an ech soen lech alleguerter Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - An ech soen der Madame Dall'Agnol Merci. Als nächst Riedner ass den Här Adam agedroen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wann ee wëllt den Zuch kréien, da gëtt et zwou Méiglechkeiten: Entweder et leeft een op d'Gare oder et geet ee mat Zäit fort. Mir wieren am Fong geholl éischer der Meinung, et wier besser, mer géife mat Zäit fortgoen, well dann ass ee méi sécher, dass een dat erreecht, wat ee wëllt, an et brauch ee sech net ze iwwerstieren um Wee dohinner. Mir...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.** - Wann ee schon am Zuch sëtzt, dann ass et egal.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Dat ass richtig.

(Hilarité)

Da muss een alleréngs och laang Been hunn an e gudden Otem, fir dass een den Zuch nach kritt, Här Minister.

(Interruptions diverses)

► **M. le Président.** - Här Adam, loosst lech net duerjernebréngen! Fuert Dir roueg virun!

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci, Här President. Eigentlech hätte mer de Mëtteg, wéi mer gefrot hunn, fir de Projet iwwert d'Bourssé vum Ordre du jour ze huelen, datselwecht misse bei dësem Projet froen. Well och hei hate mer, wéi mer de Rapport votéiert hunn, keen Avis do, ausser dee vum Statsrot. Och hei hu mer vun der Regierung erëm eng Kéier gesot kritt: „Majo, et gëtt eng gewëss Urgence.“ An d'Urgence ass den Avis motivé, deen alleréngs scho vum Oktober 2009 ass. An esou hu mer och hei am Fong geholl net déi wäitgehend Diskussioun gefouert, déi et awer och hei derwärt gewiescht wier fir ze féieren.

Et gëtt verschidde Vuen zu dem Infirmiersberuff an och zu der Sage-femme. Hei si Professions réglementées. Dat heescht, déi Beruffer erlaben eng grouss Mobilitéit an Europa. Déi gi vun all Land unerkannt. An déi Vuë vun Ministère a vun der Kommissioun sinn an der Vergaangenheet relativ wäit ausereegaangen. Wann ee kuckt, de Statsrot huet dat opgefouert, dass mer bis elo eng Formatioun hate vun dräi Joer an 3.460 Stonnen. An d'Kommissioun fret dräi Joer oder 4.600 Stonnen, woubäi d'Interpretatioun dann eben ass, déi 4.600 Stonnen müssen erfëllt ginn.

Et ass alleréngs net nëmme d'Vue vun der Kommissioun. Et ass och eng ganz laang Fuenderung vun den Infirmieren an den Infirmière selwer, an esou ass et fir eis och net ganz verständlech, firwat dass mer da wierklech eis esou laang gewiert hunn an esou laang gewaart hunn, a schlussendlech huet et dann an der Kommissioun geheescht: „Der Klügere gibt nach“, an du si mer dann op de Wee gang fir hei an enger Rekordzäit - d'Madame Rapportrice, där ech iwwergens Merci soe fir en ausféierleche Rapport, souwuel dee mëndleche wéi dee schrëftlechen, huet da gesot: „Majo, mir hunn dat a Rekordzäit gemaach.“ Den Dépôt war den 2. Juli; de Vote ass haut den 12. Juli.

Dobäi hat, just zur Erënnerung, de President vun där Kommissioun, wou mer deen hei Projet diskutéiert haten, den honorabelen Här Thiel, mat sengem Rap-



port, mat senger Interventioun, wéi mer iwwert d'Bourssé geschwat hunn, un d'Adress vun der Regierung gesot: „Dat war esou séier gaang. Kommt net méi esou erëm!“ An zack si mer schonn erëm esou do.

Ass eng Fro, déi an eisen Aen awer och ganz berechtigt ass; mir hunn elo an Zäit vun zéng Deeg de Projet vum Dépôt bis zum Vote bruecht: Ass d'Schoul och prett? Déi ganz Reform vun der Formation professionnelle misste mer eigentlech an d'Hänn vun Här Biltgen leeën an den Hänn vun der Madame Delvaux ewechhuelen. Well viru 14 Deeg hu mer hei festgestallt, datt mer an där Reform vun deene ganz ville Beruffer, wou mer missten de Profil erschaffen, der just 18 fäerdeg haten, a mir hunn eisen Aufschub vu bis zu zwee Joer ginn.

Allez, hop! Ech mengen, eisen Turbominister, deen hätt déi ganz Reform an där Zäit duerchbruecht. E wénkt jo och, e schätzt dat och esou an.

(Interruption)

Gi mer awer vläicht méi seriö. Mir fannen natierlech och eng Rei positiv Saachen un deem Projet hei, zum Beispill, datt mer bei eis effektiv och mat der Treizième ee Bac ausstellen. Ech hoffen, datt dat gekläert gëtt, déi Fro, déi d'Madame Brasseur an d'Chambre des Salariés opgeworf hunn. An der Kommissioun hu mer dat esou diskutéiert.

Mir fannen dat och gutt, datt mer de Schüler d'Méiglechkeete ginn, e Bac no där Treizième ze kréien. Dat mécht d'Dier op fir eng ganz Rei Beruffer am medezineschen a paramedezineschen Beräich.

Selbstverständlech ass déi Fro vun de Revendications financiéres eng ganz interessant Fro. D'Diskussioun, wéi gesäit et dann an Zukunft mat de Gehälter aus, an do muss een dann och soen, mer schwätzen alleguerter vun deene flotten, wichtege Beruffer vun der Infirmière. Mir sinn awer net bereet, effektiv och eng Carrière fir déi Leit ze schafen.

Mir schafen en Diplom, mir wäerten en Diplom op. Mä mir maachen awer net gläichzäiteg eng Carrière beim Stat. A fir eis wier et och ganz interessant gewiescht, eng Diskussioun ze féieren: Firwat? Wat schwätzt dergéint fir, besonnesch emol, fänke mer emol bei deem un, wou et vläicht zueleméisseg net esou grouss ass, bei der Sage-femme, fir do och effektiv e Bachelor ze maachen?

Mir schwätze vill vum Bologna-Prozess. Wahrscheinlech hätt dat och nach eng Rei Méiglechkeeten erlaabt. Et gëtt och Länner, et gëtt der vläicht net vill, mä et gëtt och Länner, wou d'Sage-femme a wou den Infirmier an der Formatioun vun engem Bachelor gemaach gëtt.

Wéi gesot, datt sinn interessant Diskussiounen, déi een nach hätt kënne féieren. Mir waren ënner Zäitdrock a mir bedauern am Fong geholl, datt mer net méi fréi op souwuel de Message vun de Leit aus dem Beruff wéi op d'Kommissioun reagiert hunn. Mir hätten do kënne nach vill Aspekter erabréngen. An duerfir stëmme mir de Projet net. Mir wäerten eis weinst deene Froen, déi nach alleguerter op sinn, beim Vote enthalen.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Adam. Als leschte Riedner ass den Här Colombera agedroen. Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jean Colombera (ADR).**- Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Hären, fir d'Éischt ee schéine Merci un d'Rapportrice fir de mëndlechen a schrëftlechen Bericht. Och hei ass alles gesot ginn. Den Här Adam, d'Madame Brasseur hunn et gesot, dat Gesetz ass an Zäit vu siwen Deeg duerch d'Chamber gaangen. Et ass keen Avis vun der Chambre professionnelle, dat bedauere mer jo. Vu dass déi Direktiv vun 2005 schonn do ass, hätt mer eis kënne vill méi Zäit ginn. Den Haaptpunkt ass d'Incidence financière.

Infirmieren, déi e gewëssenen Niveau hunn, mussen och bezuelt ginn. An ech mengen, dat wär vläicht déi eenzeg Suerg vun der Regierung gewiescht, fir dat Gesetz hei net en temps utile duerch d'Parlament ze drécken.

Duerfir wëll ech nach gär drop hiweisen, d'Infirmière ass d'riets Hand vum Dokter. Een Dokter ass ëmmer frou, wann en eng gutt Infirmière huet, déi d'Aarbecht fir hie mécht.

(Interruption)

Déi kann en zwar net ersetzen, dat stëmmt, Madame Frank, déi kann e guer net ersetzen. Mä trotzdeem ass den Dokter frou, wann eng Infirmière do ass, déi net bei all Symptom beim Dokter urufft a seet, Här Dokter, hei, de Patient huet de Kapp wéi, oder, ech weess net, Duerchfall. Déi kann och verschidde Gesten, oder verschidde Medikamenter, nach ëmmer natierlech an Ofsprooch mam Dokter, ginn, ouni dass den Dokter do dann direkt bei all Symptom muss agräifen.

Duerfir ass et richtig, dass déi Formation continue do, déi Formatioun, dass déi esou staark valoriséiert gëtt. D'Infirmière muss villes wëssen, a mir sinn d'accord, dass dann de Beruff revaloriséiert gëtt.

Dat gesot, mir bedauern och, dass a verschidde Spideeler, haaptsächlech nuets, nach net vill Infirmieren do sinn. Ech mengen, mir gesinn och an der alldeglecher Praxis, dass do eng Infirmière fir 50 Patienten nuets muss schaffen.

Dat ka keng Qualitéit si fir de Patient. Dat kann och keng Qualitéit fir d'Infirmière sinn. Ech mengen, do muss Remedeur geschafe ginn. Ech mengen hei an deem Beräich, do däerfe mer net spueren, wann et drops hileeft, fir dem Patient ze hëllefen. Do ass dann d'Infirmière de Motor bei där ganzer Saach.

An esou wéi mer dann den 1. Juli beim Dokteschgesetz gesot hunn, wéi mer insistéiert hunn, dass d'Doktere misste Lëtzebuerger kënne schwätzen, insistéiere mer hei och nach eng Kéier, dass all Infirmière deen Dag, wou se de Kontrakt ënnerschreift, muss dann och Lëtzebuerger verstoen a Lëtzebuerger kënne schwätzen. Dat ass u sech...

(Interruption)

Pardon?

(Interruption)

Jo, mir kéinten awer vläicht op een anere Wee goen a soen, déi Infirmière missten eng Formatioun op Lëtzebuerg kréien, an de Stat misst dat awer ënnerstetzen. Wa se heihinnerkommen, misst de Stat derfir suergen, dass déi Infirmière Lëtzebuerger dierfte schwätzen.

(Interruption)

Dach, mä et ass awer, Här Bausch, eng Konditioun, fir dass d'Kommunikatioun besser ass. Et ass eng Konditioun, dass d'Leit...

(Interruption)

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Natierlech. Mä wann Der d'Konditioun stellt, ier se kommen, da komme se mat Sécherheet net heihinner.

► **M. Jean Colombera (ADR).**- Ma dach! Et muss een hinnen dat ubidden hei. Et muss een dat ubidden hei. Wa se heihinnerkommen, soen, hei, Dir kritt eng Formatioun op Lëtzebuerger an dann däerft Der de Beruff maachen. Ech mengen, do ka keen nee soen.

Bon, dat gesot, wéi gesot, et ass dat, wat mer préconiséieren. Et ass dat, wat mer wënschen, dass de Patient mat der Infirmière ka kommunizéieren, fir dann eng besser Qualitéit ze hunn.

Bon, des Kéier wäerte mer net dergéint stëmme.

(Interruption)

Neen, mir wäerten des Kéier net dergéint stëmme. Mir maachen des Kéier awer...

(Interruption)

Jo, Här Di Bartolomeo, quel soulagement. Mir wäerten dat Gesetz hei ënnerstetzen, well mir si frou, dass d'Infirmieren, d'Infirmieren an d'Sage-femmen dat kréien, wat se gewënscht hunn.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Colombera. An elo kritt d'Regierung d'Wuert. Wie kritt et? Den Héichschoulminister.

(Interruptions et hilarité)

Här Minister, d'Regierung huet zéng Minutten. Wann Dir lech déi wéilt mat Ärem Kollege deelen.

► **M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.**- Majo, et ass net dat Éischt, wat mer zesammen deelen. Mir hu jo schonn den Eenheitsstatut zesumme gedeelt an e lieft nach haut.

Här President, Dir Dammen, Dir Hären, et ass effektiv e Gesetz, wat huet misse ganz séier an d'Chamber kommen, turbo-méisseg. Woufir? Et sinn zwou Saachen. Dat Éischt ass, mir hu virun engem Joer an deser Chamber virun de Wahlen en horizontaalt Gesetz gestëmmt vun der Unerkennung vun de Qualifications professionnelles. An ee vun de grouss Problemer sinn déi horizontal Direktiven, wou eng ganz Partie Ministere concernéiert sinn.

Mir hunn deemools gesot gehat an der Regierung, den Héichschoulminister ass fir alles zoustänneg, well en déi meescht betrëfft. An do hu mer dat horizontaalt Gesetz hei gestëmmt. Mä mir hunn dunn op Wonsch vu Secteuren, déi selwer reglementéiert sinn, nämlech d'Santé an d'Architekten, déi ausgeklamert, an do sollte sektoriell Ëmsetzungen nokommen. Bei den Architekten ass keng nokomm. Bei der Santé ass se nokomm, mä déi war der Kommissioun net komplett genuch. Dat war dat Gesetz vum 1. Juli. Dat ass deen ee Punkt.

Duerfir hu mer och des Kéier gesot, majo, da kommt, elo ass erëm eng Kéier den horizontale Minister, obwuel e weder mat den Architekten nach mat den Infirmieren eppes ganz Direktes ze dinn huet, incidemment schonn, mécht elo séier e Gesetz, dass mer hei net zu 3,4 Milliouen Euro condemnéiert gi vum Europäesche Gerichtshaff. Dat ass deen ee Punkt.

Deen zweete Punkt, deen hei dran ass, wou d'Europäesch Kommissioun eis ugesicht huet, dat ass effektiv d'Infirmièresausbildung. Dat ass eng laang Geschicht. An do si Solutiounen fonnt ginn, Januar, Februar. An d'Schoulministesch, déi ass am Mäerz d'est Joer an déi zoustänneg Chamberskommissioun gaang an huet dat alles am Detail erkläert. Et ass also net, dass haut elo alles entdeckt gi wär vum Inhalt.

Woufir hu mer Reglementer gemaach - d'Schoulministesch? Majo, well mer eng Base légale zu Lëtzebuerg hunn. Et ass just d'Kommissioun vu Bréissel, déi elo erausfonnt huet: „Neen, e Règlement grand-ducal geet mer net duer, mir brauchen och eng gesetzlech Verankerung.“ An duerfir ass dat doten och hei mat erakomm. Mä den Inhalt selwer, déi nei Infirmièreschoulausbildung, déi ass an der Chamberskommissioun duerdiskutiert ginn, mat der Schoulministesch. An déi huet den 19. Mäerz schonn d'Schoulen ugeschriwwen, wéi et an Zukunft soll goen. Do ass alles virbereet fir den Hierscht.

Dat sinn emol déi zwou Ursaachen. Duerfir soen ech, fir elo ze mengen, mir géifen hei séier d'Infirmiers-Neiformatioun bäcléieren, ass falsch. Dat huet déi zoustänneg Ministesch gemaach, just dass hir Règlements grand-ducaux sollten aviséiert gi viru kuerzem vum Statsrot. Wéi dunn dat heite komm ass, sot de Statsrot: „Mä wann awer elo eng Base légale kennt, aviséieren ech fir d'Éischt d'Gesetz.“ An d'nächst Woch aviséiert de Statsrot d'Règlements grand-ducaux. An da kann déi nei Formatioun fristgerecht stattfannen.

Ech ginn net weider op d'Infirmieren an, well mäi Kollege dat nach wäert maachen. Mä ech wëll just eng Kéier erklären, dass mer wuel hei séier hu misse schaffen, mä et ass net, dass elo eng nei Formatioun hei bäcléiert duerch d'Chamber géif gebootscht ginn, wéi den Här Colombera ëmmer seet. Bis elo hunn ech ëmmer nëmme Grompere gebootscht, mä ech hunn dat bäigeléiert. Mä déi ganz Diskussioun, dat ass keng nei, déi ass och mat der Chamberskommissioun, mat allen Interesséierten duerdiskutiert ginn.

Incidence financière ass vläicht e Wuert, wat ech wëll soen. An de Barèmes vun der Fonction publique gëtt et keen. A mir hunn dat net virgesinn - e Barème vu BTS Ëmsou méi de Stat praktesch keng Infirmièreschoulausbildung brauch a keng Sage-femme-Carrière. Et gëtt wuel Leit mat Infirmièresausbildung, déi fir Stat a Gemenge

schaffen, awer net als Infirmière. Duerfir ass et beim Stat net d'Fro, fir dat ze maachen. Mä wou d'Fro sech ka stellen, dat ass an de Kollektivvertrag. An de Kollektivvertrag sinn d'Sozialpartner dofir zoustänneg, wat se maachen. Mir kënnen an dierfen net elo op eemol soen, wat géif an enger Kollektivvertragsverhandlung erauskommen. Dat ass wierklech net d'Aufgab vun der Regierung. An duerfir mengen ech, déi Fro eriwwegt sech.

An da géif ech déi lescht sechs Minutten mengem Kollege, dem Gesondheits- a Sécurité-sociale-s-Minister, iwwerloossen.

► **M. le Président.**- Merci dem Héichschoulminister. An elo kënnt de Gesondheitsminister.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kann dem Kollege François Biltgen bestätegen, dass mer gewinnt sinn, brudderlech ze deelen. Dat maache mer dann och bei deemem Projet.

Ech si ganz frou, dass mer et fäerdeg bréngen, fir deen heite Projet iwwert d'Bühn ze bréngen, net - an ech wëll dat ënnersträichen -, net elo fir prioritär d'Infirmiersausbildung ze reforméieren. Mä fir, grad wéi mer virun enger décker Woch eis a Konformitéit gesat hu mat der Transpositioun vun der Direktiv bei den Dokteren, Veterinären, an, an, an, dat och elo bei anere Professionnen ze maachen, well - an dat ass richtig, wat de François Biltgen gesot huet - mir hätten dat Gesetz hei net gebraucht, fir am Hierscht kënne mat där neier Formatioun vun den Infirmieren an Infirmieren unzefänken. Do hu mer d'Weiße viru laange Méint gesat, an d'Schoul huet an der Zwëschenzäit eng exzellente Aarbecht geleescht, fir och kënnen am Hierscht prett ze sinn, fir ënner deene beschtméiglechen, soe mer dat emol esou, Konditiounen kënnen déi nei Formatioun ulafen ze loossen.

Et deet mer e bësse leed, dass d'Madame Brasseur hei gesot huet, si géif hire Vote ofhängeg maachen - also tëschent enger Enthaltung oder engem negative Vote - vun den Äntwerten, déi d'Regierung géif op déi gestallte Froen ginn. Et deet mer leed, well eigentlech d'Madame Brasseur déi Éischt hätt misse sinn, fir sech iwwert dese Projet ze freeën, well dese Projet dat realiséiert, wou d'Madame Brasseur hänke bliwwen ass an där vir-viregter Regierung.

(Interruption)

Si huet déi heite Reform, obwuel se et wëlles hat, net iwwert d'Ronne bruecht, well déi Propositionen, déi se gemaach hat, hänke bliwwen sinn an net vum Secteur akzeptéiert gi sinn. Well d'Madame Brasseur de Schülerinnen a Schüler vum Lycée technique des professions de santé net méi Zäit wollt ginn, mä méi Stonnen an e schonn iwwerfëllte Programm wollt erapaken.

Duerfir ass se deemools hänke bliwwen, an ech bedauern, dass se sech net mat eis freet, dass déi jonk Leit elo endlech déi Zäit kréien, déi se brauchen, fir kënnen déi Formatioun an deene beschtméigleche Konditiounen ze maachen. Elo hätt ee kënne soen...

(Interruption)

Elo hätt ee kënne soen...

► **Une voix.**- Siwe Joer hutt Der gebraucht!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.**- Oh, dat do ass eng al Litanei. Dat ass eng al Litanei, déi just Dir gleeft. Dat do hélt lech souwisou dobaussen...

(Interruption)

...iwwerhaupt keen of. No siwe Joer weess emol kee méi, wie viru mir Gesondheitsminister war.

(Hilarité et brouhaha général)

► **Une voix.**- Här Di Bartolomeo, dat passéiert lech doudsicher net.

(Interruption)

Un lech denken d'Leit nach 20 Joer, awer leider net positiv!

**(Hilarité)**

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*. - Den éischten Deel vun Ärem Saz war exzellent, an elo kënnst Der lech erëm sätzen.

► **Une voix**. - Mä et muss een ëmmer bis zum Schluss lauschteren.

► **M. le Président**. - Här Minister, loosst lech net aus der Rou bréngen!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*. - Ech loosse mech net aus der Rou bréngen. Ech wëll och soen, dass et eng Rei vun Explikatiounen gëtt, firwat dass mer déi heite Formule net schonn éischter färddeg bruecht hunn: Well et eng ganz staark Ausenansetzung driwwer ginn ass, wéi d'Direktiv ze liese wär. Hei ass se zu Lëtzebuerg laang gelies ginn nom Motto: 4.500 Stonnen oder dräi Joer. Deen „ou“ huet awer net entweder/oder, mä geheescht „dat heescht“. Also dräi Joer, dat heescht 4.500 Stonnen. Sou ass jiddefalls d'Interpretatioun vun der Kommissioun gewiescht.

Dat war déi éischt Schwierigkeet, do war eng Ausenansetzung mat der Kommissioun, wou mer gesot hunn, mir hunn déi eng Positioun, d'Kommissioun huet déi aner Positioun. Et gesäit elo esou aus, wéi wann d'Kommissioun Recht géif behalen, soss géife mer dat Gesetz hei net stëmmen.

Deen zweete Problem, dee bestanen huet, dat ass, dass laang ugeholl ginn ass, an d'Kommissioun och net de Contraire gesot huet, dass een d'Ausbildung net daerf an zwee deelen. Dat heescht, net daerf an enger éischter Phas bis op Treizième goen, Douzième, Treizième an dann hannendrun eigentlech déi zwee Joer drunhänken, well dat enger Zweedeelung vun der Ausbildung géif entsprechen. Ech war ee vun deenen, déi ni dru gegleeft hunn, dass dat esou wär. Mä et huet laang gebraucht, bis dass d'Kommissioun sech endlech geäussert huet a gesot huet, dat ass kee Problem, fir dat esou ze maachen. An dunn hu mer et direkt gemaach.

Ech si ganz frou, glécklech doriwwer, dass mer et hei ronbréngen, fir deene jonke Leit, déi eng schwéier Ausbildung gewielt hunn... Ech hu selwer do e jonkt Meedchen, dat déi dote Formatioun mécht. An ech kann et mat anere Formatiounen vergläichen. Wann déi jonk Meedercher a Jongen hiren Ofschlossdiplom kréien, dann hu se e verdéngt, well se derfir geschafft hunn. Et ass net dee lichtsste Wee; an där doter Formatioun ass et ee vun deene ganz schwéiere Weeër. An ech sinn dofir ganz frou doriwwer, dass se déi Zäit kréien.

Zu de Rémunératiounen oder zu de Carrière wëll ech just dat bestätegen, wat de François Biltgen gesot huet. D'Infirmieren an d'Infirmiären hei zu Lëtzebuerg gi gutt bezuelt. An et kommen der vun dobaussen, déi vill méi Joren um Pelz, um Bockel hu wéi eis, well se mengen, dass se hei ganz exzellent bezuelt ginn.

Wann een d'Basiscarrière hält, kann een doriwwer diskutieren. Wann een awer all déi Carriären, déi hannendrunhänken, oder déi Responsabilitäten, déi hannendrunhänken, mat erabezitt, da kann ee soen: Déi Carrière ass honorabel bezuelt; net ze vill, well déi Efforten, déi gemaach ginn, déi si proportionell.

Ech hu vollt Vertrauen an d'Sozialpartner, wann déi nei Carrière oder wann déi nei Ausbildung dann do ass - dat dauert ëmmerhi bis 2014 -, dass se da wäerten déi noutwendeg Verhandlungen am Rahme vun der Tarifautonomie féieren. Déi Tarifautonomie, déi awer och Rücksicht muss drop huelen, wéi vill Moyenen disponibel sinn. Dofir mengen ech, dass een haut ka Vertraue schenken, dass déi Basis, déi mer hei setzen, och zu deenen noutwendegen Diskussiounen wäert féieren, fir Konsequenzen doraus ze zéien.

Ech wëll drun erënnere, dass net all Reform vun Ausbildungen automatesch ëmmer zu massiivste Lounerhéijunge gefouert huet. Ech erënnere just un d'Joer '99, wou mer d'Polizei reforméiert hunn, zwee Joer

Ausbildung drugehaangen hunn, a wou ausser enger Prime näischt Dramatisches erauskomm ass. Mä bon, dat ass net meng Saach, do soll een d'Tarifautonomie spille loosse, an da gesi mer weider.

Ech wëll der Chamber en häerzleche Merci soen, dass, nodeem mir op den Zuch opgeklomme sinn, se grénge Licht gëtt, fir dass deen Zuch an d'Gare kënnst. Villmools Merci.

► **Une voix**. - Très bien!

► **M. le Président**. - Merci dem Här Gesondheitsminister. Domadder wäre mer um Enn vun der Diskussioun a mir kommen zur Ofstëmmung.

(Interruption)

D'Madame Brasseur hält nach eng Kéier gär d'Wuert.

► **Mme Anne Brasseur (DP)**. - Ech wollt Parole après ministre, émsou méi de Minister gemengt huet, en hätt missen déi Politik, déi ech viru siwe Joer gemaach hunn, hei attackéieren.

► **Une voix**. - Oohhhh!

► **Mme Anne Brasseur (DP)**. - Firwat? Dat huet en...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*. - Ech maachen dat net, just d'Leit um Terrain hunn dat gemaach.

► **Mme Anne Brasseur (DP)**. - Jo, dat ass Är Interpretatioun. E gëtt och elo nach... Neen, ech wëll wierklech net e Qualificatif gebrauchen iwwert dat, wat Dir am Moment maacht. Dat ass am Fong indigne, wat Der maacht. Mä dat ass awer net esou schlëmm.

► **Une voix**. - Oohhhh!

► **Mme Anne Brasseur (DP)**. - Ech wëll just...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*. - Madame Brasseur, Frust ass dat Schlëmmst, wat et gëtt am Liewen.

► **M. le Président**. - Här Minister, da loosst elo d'Madame Brasseur ausschwätzen, wann ech gelift!

► **Mme Anne Brasseur (DP)**. - Wat wor de Souci deemools? Dat wor eben de Souci och, well een huet missen Äntwert fannen, ob dat do net ze vill en negativen Impakt hätt op de Käschtspunkt vun onsem Gesondheitswesen.

► **Une voix**. - Haha!

► **Mme Anne Brasseur (DP)**. - Mir kruten dorop keng Äntwert haut. An ech mengen, dat muss awer onse Souci sinn,...

(Interruption)

...well mir müssen dach wëssen, wat onse Gesondheitswiese muer an iwwermuer kascht.

Ech si ganz dermat d'accord, dass déi Leit en onwahrscheinlech schwéiere Beruff hunn. Et brauch een Engagement derfir, et brauch ee Kompetenz derfir an eng gutt Ausbildung. An et kann een net soen, dass déi Leit, déi elo um Terrain sinn, net gutt ausgebild woren. Dat, eng allgemeng Remarque.

Ech wëll awer nach eng Fro stellen, op déi ech keng Äntwert krut, déi och d'Chambre des Salariés opwerft. Jo, d'Madame Frank schéngt net frou ze sinn, wann ech nach eng kleng Fro stellen, mä déi Fro wor awer déi vum Bac.

► **Mme Marie-Josée Frank (CSV)**. - Wat hunn ech dann elo verbrach?

(Interruptions)

► **Mme Anne Brasseur (DP)**. - Ech hat gefrot, ob e Bac automatesch géif décernéiert ginn, well dat net an den Texter steet. D'Chambre des Salariés werft et op, ech hat et opgeworf. Ech mengen net, dass ech dorop eng Äntwert krut. Gëtt den Text dat genee hier? Wa jo, op wellecher Plaz? Oder kréie mer duerno Schwierigkeeten?

► **M. le Président**. - Här Minister, wann ech gelift.

► **Une voix**. - Da provozéiert net, Madame Frank!

► **M. François Biltgen**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*. - Ech zitieren aus dem Bréif, deen d'Schulministersch - dee kennt Der, well deen ass

och an der Kommissioun ausgedeele ginn - un d'Direktore geschriwwen huet: «Au terme de la classe de treizième, les élèves se présentent à l'examen de fin d'études secondaires techniques pour obtenir le bac technique.»

An dofir ass jo déi ganz Diskussioun gewiescht. Mir haten déi och an der Chamberskommissioun, ech mengen, et war d'Madame Dall'Agnol, déi déi opgeworf huet, well de Statsrot gesot huet: Am Ausland geet een net esou wäit, an do si manner Stonnen. Woufir? Mä well mir relativ vill theoretisch Stonnen hei ubidden, well mir ebe just gären hätten, dass se de Bac technique hunn.

Do ass jo déi ganz Diskussioun komm. Am Ausland hu se net onbedéngt ëmmer e Bac. Hei si ganz grous Culture-générale-Stonnen derbäi, an dofir hunn déi praktesch gefeelt. An dofir ass d'Iddi komm, well och d'Associatiounen dergéint waren, fir ze soen: Elo gëtt manner Culture-générale gemaach, well se net wollten de Bac technique a Fro gestallt hunn. Dofir ass elo déi Solutioun komm mat dem BTS. Dat ass also net nëmmen ennerschweg, mä ech mengen och ganz konkret kloer de Fall.

► **M. le Président**. - Merci. Domadder wäre mer awer elo wierklech um Enn vun der Diskussioun a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6154 ass ugeholl mat 43 Jo-Stëmmen, 1 Nee-Stëmm a 15 Enthaltungen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner (par M. Lucien Clement), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers (par M. Raymond Weydert), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz (par M. Marc Spautz), Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Roger Lies), Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par Mme Claudia Dall'Agnol);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

A voté non: Mme Anne Brasseur.

Se sont abstenus: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Claude Adam), Jean Huss, Henri Kox (par M. Félix Braz) et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch).

Wëllt ee seng Enthaltung begrënne?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chambre d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da kéime mer zum leschte Punkt vun eise Ordre du jour vum haut, de Projet de loi 5861, eng Konventioun iwwert d'Coopération douanière. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Bis elo huet kee Riedner sech ageschriwwen, duerfir kritt elo de Rapporteur vum Projet de loi d'Wuert, den honorablen Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

8. 5861 - Projet de loi portant approbation de l'Amendement de la Convention portant création d'un Conseil de coopération**douanière, adopté lors des 109^e et 110^e sessions du Conseil de coopération douanière le 30 juin 2007****Rapport de la Commission juridique**

► **M. Gilles Roth (CSV)**, *rapporteur*. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat dem Gesetzesprojet 5861 soll d'Chambre eng Emännerung vun der Konventioun iwwert de Conseil de Coopération douanière unhuelen. Domadder kann d'Europäesch Unioun als volle Member der Organisation mondiale des douanes bäitrieden.

D'Organisation mondiale des douanes - oder, wéi se fréier geheescht huet, de Conseil de coopération douanière - gouf 1947 gegrënnt. Si huet am Ufank aus 13 europäesche State bestan. D'Zil war deemools, eng oder méi Zolluniounen téschent de Memberstater ze schafen.

1948 goufen zwee Comité gegrënnt: de Comité économique an de Comité douanier. Aus dem Comité économique ass déi heiteg OCDE entstan. Aus dem Comité douanier ass de Conseil de coopération douanière ginn; an em dee geet et och haut.

'52, wéi de Conseil de coopération douanière offiziell gegrënnt gouf, hunn deemools 17 State matgemaach. No an no sinn esou vill Membere bäikomm, dass 1994 decidéiert gouf, de Conseil de coopération douanière emzennenen an eng „Organisation mondiale des douanes“. Haut zielt des Organisation 176 Membere. D'Membere vun der OMD representéieren net manner wéi 98% vum gesamten internationalen Handel.

Här President, ech hu viru gesot, dass dat urspringlech Zil vun dem Conseil de coopération douanière et war, eng Zollunioun téschent senge Memberstater ze schafen. De sougenannte GATT-Accord - also den Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce - ennerstézt expressis verbis d'Schafung vun Zolluniounen a Fräihandelszonen téschent senge Membere.

A wat wär haut wuel e Verband vun Zolluniounen, wann net d'Europäesch Unioun géif derzou gehéieren? D'Europäesch Unioun ass mat 500 Milliounen Awunner ee vun deene gréisste Wirtschaftsraim vum der Welt, an d'Realisatioun vun enger Zollunioun war och dat éischt Zil vun der Europäescher Unioun gewiescht.

Den 19. Mäerz 2001 huet duerfir den EU-Conseil d'Kommissioun beoptragt, mat der OMD d'Adhésioun vun der Europäescher Unioun un d'OMD ze verhandelen. D'Europäesch Unioun sollt vollberechtete Member vun der OMD ginn, deen dann déiselwecht Rechte an och Flichten hätt wéi d'Nationalstater, déi bei der OMD Member sinn.

2006 sinn des Verhandlungen positiv ofgeschloss ginn. Fir awer kënnen der EU ze erlaben, sech der OMD unzeschléissen, huet missen d'Konventioun vun der OMD emgeännert ginn, well net virgesi war, dass aner Entitéite wéi State kënen Member vun der OMD sinn. Duerfir gesäit den Amendement zur Konventioun iwwert de Conseil de coopération douanière vir, dass eng Zollunioun oder och eng Wirtschaftsunioun ka Member vun der OMD-Konventioun ginn.

D'Memberschaft vun der EU an der OMD ännert näischt um Memberstatut a Stëmmrecht vun de Stater, déi Member vun der OMD a vun der Unioun sinn. Natierlech muss hei der Kompetenzverdeelung téschent der EU an hire Memberstater Rechnung gedroe ginn. An den Exklusivkompetenze vun der Unioun, wou d'Douane sécherlech eng vun deene wichtegsten ass, gëtt eng EU-Positioun adoptéiert. An deene Beräicher, wou sech d'EU an hir Memberstater d'Kompetenzen deelen, gëtt versicht, eng gemeinsam Positioun ze verrieden.

Dest reflektéiert och den Artikel 209 vum Traité, dee seet, dass: «L'Union peut conclure avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes tout accord utile à la réalisation des objectifs visés aux articles 21 du traité sur l'Union européenne et à l'article 208 du présent traité. Le premier alinéa ne préjuge pas les compétences des États membres pour né-



gocier dans les instances internationales et conclure des accords.»

Här President, de Statsrot huet dëse Gesetzesprojet positiv aviséiert, an d'Commission juridique recommandéiert eestëmmeg, dëse Projet ze stëmmen. Ech gi fir mäin Deel d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Rapporteur. Wéi mer dat vun him gewinnt sinn, war e méi wéi komplett an detailléiert, esou datt sech all aner Interventioun eriwwegt. Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5861 ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner (par M. Lucien Clement), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers (par M. Raymond Weydert), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz (par M. Marc Spautz), Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert

Weber (par M. Jean-Paul Schaaf), Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Ben Fayot), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Fernand Diederich), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Claude Haagen);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

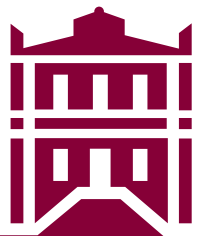
Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kennt muer nees um hallwer dräi zesummen. D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 19.53 heures)



SÉANCE 44

MERCREDI,
14 JUILLET 2010

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Anne Brasseur, Doyen

Sommaire

1. 6123 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 30 mai 2005 portant:

- 1) organisation de l'Institut Luxembourgeois de Régulation;
 - 2) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État
- Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media et des Communications: M. Marcel Oberweis
 - Discussion générale: Mme Anne Brasseur, M. Claude Haagen, M. Jean Colombero, M. André Hoffmann, M. Claude Adam
 - M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

2. 6147 - Projet de loi

- 1) portant introduction de diverses mesures temporaires visant à promouvoir l'emploi et à adapter les modalités d'indemnisation de chômage et complétant ou dérogeant à certaines dispositions du Code du Travail;
 - 2) modifiant les articles L. 513-3, L. 521-7 et L. 523-1 du Code du Travail;
 - 3) modifiant la loi modifiée du 17 février 2009 portant 1. modification de l'article L. 511-12 du Code du Travail; 2. dérogation, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L. 511-5, L. 511-7 et L. 511-12 du Code du Travail
- Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi: M. Roger Negri
 - Discussion générale: M. Ali Kaes (M. André Hoffmann pose une question), M. André Bauler, Mme Viviane Loschetter, M. Gast Gibéryen, M. André Hoffmann, M. Lucien Clement
 - M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

3. 6110 - Projet de loi ayant pour objet

- A) la transposition en droit national de la directive 2007/58/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 modifiant la directive 91/440/CEE du Conseil relative au développement de chemins de fer communautaires et la directive 2001/14/CE concernant la répartition des capacités d'infrastructure ferroviaire et la tarification de l'infrastructure ferroviaire;
 - B) la création d'un organisme de contrôle du marché ferroviaire;
 - C) de modifier la loi modifiée du 11 juin 1999 relative à l'accès à l'infrastructure ferroviaire et à son utilisation;
 - D) de modifier la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire
- Rapport de la Commission du Développement durable: M. Marc Spautz
 - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

4. 6014 - Projet de loi portant réorganisation de l'Administration des Ponts et Chaussées

- Rapport de la Commission du Développement durable: M. Lucien Clement
- Discussion générale: M. Fernand Etgen, M. Roger Negri, M. François Bausch, M. André Hoffmann
- M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

5. 6114 - Projet de loi portant intégration des activités aériennes dans le système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre et modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004

- 1) établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre
 - 2) créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto
 - 3) modifiant l'article 13 bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés
- Rapport de la Commission du Développement durable: M. Marcel Oberweis
 - Discussion générale: M. Eugène Berger, M. Roger Negri
 - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures (M. François Bausch pose une question)
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

6. 6056 - Projet de loi relative aux licences des contrôleurs de la circulation aérienne et transposant la directive 2006/23/CE du 5 avril 2006 du Parlement européen et du Conseil concernant une licence communautaire de contrôleur de la circulation aérienne

- Rapport de la Commission du Développement durable: M. Marc Spautz
- Discussion générale: M. Fernand Kartheiser
- M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

7. 6096 - Projet de loi portant modification de la loi du 8 juillet 1986 portant réglementation de la mise sur le marché des détergents

- Rapport de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police: M. Raymond Weydert
- Discussion générale: M. Fernand Etgen
- M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région (M. Xavier Bettel pose une question)
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

8. 6143 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative aux incidences du Traité de Lisbonne sur les parlements nationaux

- Rapport de la Commission du Règlement: M. Ben Fayot
- Discussion générale: M. Léon Gloden, Mme Lydie Polfer, M. Gast Gibéryen, M. Félix Braz, M. André Hoffmann, M. Ben Fayot
- Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. François Biltgen, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler et Nicolas Schmit, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)



► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Als éischte Projet de loi hu mer haut de Mëtten de Projet de loi 6123 iwwert den ILR. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Brasseur, den Här Haagen, den Här Colombero an den Här Hoffmann. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum

Projet de loi, den honorabelen Här Marcel Oberweis. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.



1. 6123 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 30 mai 2005 portant:

1) organisation de l'Institut Luxembourgeois de Régulation;

2) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media et des Communications

► **M. Marcel Oberweis** (CSV), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, de virleiende Projet de loi soll dat scho modifizéiert Gesetz vum 30. Mee 2005 eng weider Kéier änneren. Dass dat Gesetz eng Modifikatioun erfiert, berout op der Ëmsetzung vun der europäescher Direktiv 2009/140.

D'Ännerunge bezéie sech an der Haaptsaach op, éischtens, d'Organisatioun vun dem ILR, dem Institut Luxembourgeois de Régulation, an zweetens, der Modifikatioun am Regime vun den Traitementer bei de Fonctionnaires, déi an deem ILR beschäftegt sinn.

An der Métt vun den 90er Joren ass um europäeschen Niveau décidéiert ginn, de Beräich vun den Telekommunikatiounen ze liberaliséieren, fir dass eng méi grouss Konkurrenz entstoe kéint. D'Chamber huet am Joer 1997 e Gesetz gestëmmt, dat den Telekommunikationsmonopol vun der Post ofgeschaaft huet. Am Kader vun deem Gesetz gouf och een onofhängegt Institut an d'Liewe geruff, dat d'Konkurrenz op deem neien a fréie Maart vun den Telekommunikatiounen reguléieren an iwwerwaache sollt.

Am Joer 2000 huet den Institut Luxembourgeois des Télécommunications weider Regulatiounskompetenzen am Beräich vum Energiemaart an de Postdéngschter kritt. Dës Entwécklung huet derzou gefouert, dass dat Organ an den Institut Luxembourgeois de Régulation, den ILR, ëmgenannt ginn ass. A well deem seng Missiounen sech net méi eleng op de Beräich vun der Telekommunikatioun beschränkt hunn, gouf dunn am Joer 2005 décidéiert, den ILR aus dem Telekommunikationsgesetz erauszehuelen an d'Organisatioun vun dem ILR an engem eegene Gesetz festzeleeën.

Dierf ech nach drop hiweisen, dass den ILR en Etablissement public indépendant ass, deem d'Personnalité juridique huet.

Mat dem virleiende Gesetzesprojekt soll dat Gesetz vum 30. Mee, wéi gesot, 2005 op zwee Punkte geännert ginn. Et ass virun allem de Paragraph 4 vum Artikel 11, deem eng Incompatibilitéit virweist, an dat am Zesummenhang mat der Onofhängegkeet vun den nationalen Autoritéiten, déi d'Regulatioun an hirer Attributioun hunn.

Et gëtt vun der Europäescher Kommissioun verlaangt, dass jiddwer Memberstat derfir suerge muss, dass déi agesaten Instanze fir d'Regulatioun eng kloer juristesche Trennung par rapport zu den ausgeféierten Déngschtleeschtingsservicer hunn. Dat hu mer ënner anerem bei der Versuergung mat der elektrescher Energie an an dem Äerdgas souwéi och bei de Réseauen an de Servicer vun den Telekommunikatiounen.

Et gëtt verlaangt, dass d'Memberstaten dem Régulateur och déi finanziell Méttelen an dat néidegt Personal bereetstellen, fir dass dee seng Aufgab en toute indépendance duerchféiere kann. Mat dem Gesetz vum 30. Mee 2005 huet de Régulateur och deemools eng eege Kontabilitéit kritt.

Dräi vun de fënnf Direktiven aus dem europäeschen Telekom-Pak bedéngen déi Ännerungen um Gesetz vun dem ILR. Dës dräi europäesche Direktive behandelen: de communautaire Kader, den Zougank an d'Autorisatiounen vun den elektronische Kommunikatiounsréseauen an och den Déngschtleeschtingsservicer.

Ënnert dësen Direktiven ass virun allem d'Kaderdirektiv fir d'Ännerung vum ILR-Gesetz verantwortlech, well den Artikel 3 vun der Direktiv net méi mat verschiddeenen Artikelen vun dem aktuellen ILR-Gesetz kompatibel ass. Deen Artikel bestëmmt nämlech, dass déi national Regulatiounsautoritéit - bei eis eben den ILR - komplett onofhängeg vun aller staatlecher Kontroll funktionéiere muss. Dat ass bis elo net de Fall, well d'Regierung ee Wuert bei der Aart a Weis, wéi den ILR schafft, matzschwätzen huet.

Mat dem virleiende Gesetzesprojekt kritt den ILR awer dës Onofhängegkeet, fir seng Regulatiouns- an Iwwerwachungsmissiounen ouni Afloss vun dobaussen duerchzuführen. Weder d'Regierung nach eng europäesch Institutioun oder soss en Organ däerf sech an d'Aarbecht vum ILR amëschen. Duerfir ginn all déi Artikelen, déi bis elo eng staatlech Amëschung erlaben, am ILR-Gesetz gestrich. Dat huet dann och zur Konsequenz, dass den ILR säi Budget a seng Konte selwer unhëlt an net méi wéi elo d'Zoustëmmung respektiv d'Décharge vun der Regierung muss kréien.

De Statsrot geet a sengem Avis op déi komplett Onofhängegkeet an, déi den ILR an Zukunft kréie soll, well jo an der Direktiv „en toute indépendance“ erausgehuewe gëtt. Hir verweist an deem Kontext op en Uerteel vum Europäesche Gerichtshaff, deem an enger Gerichtsaffär tëschent der Europäescher Kommissioun an Däitschland d'Definitioun vun dem Begrëff „en toute indépendance“ beliicht huet.

Den Europäesche Gerichtshaff hält fest, dass Onofhängegkeet fir ee staatlech Organ bedeit, a kompletter Fräiheet ze handelen, ouni vu baussen op direkt oder indirekt Aart a Weis ënner Drock gesat ze ginn a gesot ze kréien, wéi d'Aarbecht dann elo muss funktionéieren. Fir de Statsrot huet de Begrëff „en toute indépendance“ deemno fir all europäesch Gesetzestexte ze gëllen, deemno och fir déi Instituter, déi mat der Regulatioun ze dinn hunn, deemno och eisen ILR.

De Statsrot ass sech awer bewosst, dass esou eng komplett Onofhängegkeet vun engem Organ net géint déi Lëtzebuerger Verfassung verstoussen dierf, déi jo d'Kreatioun vun öffentlechen Aariichtunge mat enger grousser Selbstständigkeit par rapport zu der Autoritéit de tutelle, där se ënnerstallt ass, erlaabt. Et dierf awer net derzou féieren, dass et zu engem Stat am Stat kënn.

An hirem Avis weist d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics drop hin, dass et bei der Gestiou vun de finanzielle Méttelen eng kloer Transparenz muss ginn, well et geet hei ëm héich Montanten. De Gouvernement muss ëmmer en Droit de regard op d'Konten vun dem ILR behalen.

No dëse Bemierkungen, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, Här President, wëll ech déi wichtegst Elementer vum Gesetzestext nach eng Kéier virdroen.

Am Artikel 2 gëtt drop higewisen, dass de Siège vun dem ILR wuel an der Stad Lëtzebuerg ass, deem awer kann an eng aner Lokalitéit déplacéiert ginn, wann et de Wonsch vum Opsichtsrot wär.

Am Artikel 3 geet et drëm, dem ILR ze erlaben, en toute indépendance seng zougewise Missiounen am Beräich vun der Regulatioun an de wirtschaftleche Secteuren, den Entreprises an Opérateuren duerchzuführen.

Den Artikel 4 ënnersträicht hei, dass de Stat net responsabel ka gemaach gi fir déi Décisiounen, déi den ILR geholl huet.

Am Artikel 5 gëtt kloergemaach, dass den ILR an och kee vu senger Memberen a sengen Organer eng Instruktioun vu baussen dierf sollicitéieren an och net uhuelen. Et gëtt ënnerstrach, dass d'Nominatioun vu Fonctionnaires an den ILR-Opsichtsrot keng Atteinte op deem seng Onofhängegkeet bedeit. D'Membere vum Opsichtsrot hunn näischt mat der Regulatioun ze dinn. Duerfir ass d'Direktioun ganz eleng responsabel. Op deem Niveau vun der Direktioun gëtt jo och dann eis Direktiv ëmgesat. An de Kompetenzberäich vum Opsichtsrot falen nëmme, an nëmme, déi administrativ Ugeleeënheiten.

Am Artikel 6 gëtt op de Réviseur de comptes vun dem ILR higewisen.

Den Artikel 7 - interessant hei - hält fest, dass d'Unzuel vun de Memberen aus der Direktioun elo vun dräi op fënnf Leit eropgehuewe gëtt. Dat ass bedéngt duerch déi méi Aarbecht, déi elo op den ILR zoukënn, och an der Zukunft.

An d'Dauer vun dem Mandat gëtt elo op maximal zweemol fënnf Joer fixéiert. Zu deem Punkt hat sech eis Chamberskommissioun vill Gedanke gemaach, ass dach d'Dauer vun de Mandate vu Fonctionnaires, déi eng Fonction dirigeante hunn an enger staatlecher Verwaltung, normalerweis nom Gesetz vum Dezember 2005 op siwe Joer festgehale ginn.

Et ass awer vun der Regierung erkläert ginn, dass d'Dauer vu fënnf Joer op dem europäeschen Niveau Usus ass, an duerfir och hei fënnf Joer festgehale ginn ass. Fir d'Chamberskommissioun wor et awer logesch, dass déi Limitatioun vun zweemol fënnf Joer eréischt mat dem Akraafttriede vun dësem Gesetz rechtens gëtt, wat jo och eng direkt Inzidenz op déi bestehend Mandater momentan huet.

Während der Dauer vun hirem Mandat kënnen d'Membere vun der Direktioun, dat heescht den Direkter mat senger véier Adjoint-Direkteren, net aus hirer Responsabilitéit entlooss ginn, ausser bei Fautes graves. Dem suspendéierte Member stinn dann eng Rei vu Méiglechkeeten zur Défense zur Säit.

Ech kommen zum Schluss. An dem Artikel 11 ënnersträicht den ILR seng Onofhängegkeet doduerch, dass hie säi Budget a seng Konte selwer unhëlt, an net méi wéi bis elo d'Zoustëmmung respektiv d'Décharge vun der Regierung muss kréien. Ausserdeem soll den ILR an Zukunft e Réviseur d'entreprise fir dräi Joer nennen. Dee kontrolléiert, ob d'Konten vum ILR och an der Rei sinn. An deem säi Mandat ass op dräi Joer renouvelabel agestallt.

No dësen Ausféierunge wëll ech dann d'Chamber bidden, dësem Gesetzesprojekt zoustëmmen, esou wéi dat d'Chamberskommissioun mat grousser Majoritéit ugeholl huet. Ech bréngen den Accord vun der CSV eran a soe Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Oberweis. Als éischt Riednerin ass d'Madame Anne Brasseur agedroen. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **Mme Anne Brasseur** (DP).- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, den Här Rapporteur huet jo elo en détail explizéiert, wat an deem Projet de loi steet, an ech well em och duerfir félicitéieren.

Ech géif wëllen dräi Remarquë maachen, déi eng iwwert de Mandat, déi zweet iwwert d'Établissements publics an déi drëtt iwwert d'Sanctions extrajudiciaires.

Zu de Mandater. Mir hunn hei en Etablissement public, wou de Comité de direction e Mandat vu fënnf Joer huet, deem eemol renouvelable ass, fir eben d'Indépendenz ze garantéieren. Mir hunn aner Établissements publics, wou d'Mandater sechs Joer sinn, wéi bei der Commission nationale pour la Protection des Données. Bei der Cour des Comptes, dat ass keen Etablissement public, mä do sinn et och sechs Joer. Et sinn der siwe bei den héije Fonctionnaires, do ass et renouvelabel.

Ech weess, dass et eng Circulaire vun der Regierung gëtt, déi seet, déi Mandater sollen op fënnf Joer limitéiert ginn. Duerfir wëllt ech den Här Minister froen, ob en net mengt, dass do misst Kohärenz an de System bruecht ginn an dass all déi Mandater sollten op een Niveau regléiert ginn.

Dat Zweet, dat ass d'Instrument Etablissement public, wat et hei gëtt, dat gëtt et och an anere Fäll, wéi bei der Datschutzkommissioun oder bei der CSSF. An do musse mer ons all zesummen iwwerleeën, ob den Etablissement public dat richteg Instrument ass, fir deenen Aufgabe gerecht ze ginn, well all Kéiers, wa mer un d'Gesetz ännere ginn, da stousse mer awer op d'Limiten, well den Etablissement public net dat richteg Instrument ass. An ech mengen, et wär gutt, wa mer ons zesumme géifen iwwerleeën, wellech Form

mer kënnen fannen, fir esou e Genre vu Kontrollinstanzen ze strukturéieren, fir hinne wierklech eng Struktur ze ginn, déi hirem Objet och méi gerecht ka ginn.

An dat Drëtt, dat sinn d'Sanctions extrajudiciaires. All déi Etablissementer kënnen, well et Regele gëtt, wann ee géint déi Regele verstéisst, Sanktiounen ausschwätzen. Dat muss och sinn, well wann dat net wär, da wär et effektiv - fir en Term vum Minister ze gebrauchen - e Pabeiertiger, wat et awer net däerf sinn.

Duerfir, d'Fro, déi ee sech awer muss stellen, ass: Wéi wäit kënnen mer goe mat deene Sanctions extrajudiciaires? Empiétiéiere mer do net op d'Gebitt vun der Justice? An duerno wäert den Här Bettel an engem anere Projet, nämlech deem iwwert d'CSSF, dorop agoen. Dat stellt Problemer duer. Och dat, mengen ech, misste mer ons zesummen iwwerleeën, net dass mer Instrumenter schafen, mat deene mer duerno Problemer kréien.

Mir versprieche ons selbstverständlech net, dass Sanktiounen vun esou Organer kënnen ausgesprach ginn, mä et muss eng kloer Délimitatioun kommen tëschent deem, wat judiciaire ass, an deem, wat extrajudiciaire ass.

Déi dräi Remarquë wollt ech am Zesummenhang mat dësem Projet maachen, Här President, an ech ginn den Accord vu menger Fraktioun.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci der Madame Brasseur. Als nächste Riedner ass den Här Haagen agedroen. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Haagen** (LSAP).- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Hären, ech géif dem Rapporteur, dem honorabelen Deputéierten, dem Här Oberweis, villmoools Merci soe fir säin ausféierleche schrëftlechen an mündleche Rapport.

Den ILR huet am Laf vun de Joren ëmmer méi Kompetenze kritt, déi haut d'Telekom, de Stroum an de Gas betreffen. Haut kennt an dëser Sitzung och nach de Beräich vun Ferroviaire derbäi, de Projet de loi 6110, an an Zukunft wäerten och d'Servicepostaux derbäikommen.

Dem ILR seng Aarbecht ass fir vill Leit net visibel an net ëmmer ganz verständlech. Mä den ILR erfëllt an eiser Gesellschaft, wou ëmmer méi Servicer liberaliséiert ginn, ob een dat elo gutt oder schlecht fënnt, déi fréier ënnert der staatlecher Responsabilitéit stoungen, eng ganz wichteg Roll, wat de Schutz vum Konsument ugeet, an d'Garantie, dass den Utilisateur de beschtméigleche Service ugebuede kritt.

Fir awer konform ze si mat den europäeschen Direktiven, déi eng méi grouss Autonomie vun de Regulatiounsinstituter fuerderen - si mussen en toute indépendance schaffe kënnen -, mussen eng Rei Artikelen aus dem modifizéierte Gesetz vun 2005 geännert ginn. Dat ass den Objet vun dësem Gesetz, iwwert dat mer haut ofstëmmen.

Dës Ännerungen hunn als Zil, d'Interventionsméiglechkeeten, déi d'Regierung um ILR huet, ganz ze eliminéieren, zum Beispill: d'Recht, d'Konten an de Budget vum ILR ze approvéieren, eng Autorisatioun ze gi fir d'Indemitéiten, d'Primen an aner Virdeeler, déi der Direktioun an dem Personal zougessprach ginn, an d'Nominatioun vun de Konterévisseure vum ILR.

Des Weidere ginn d'Membere vun der Direktioun, et sinn der elo bis fënnf, irrévocabel; et ass schon ugeschwat ginn. D'Gesetz iwwerhëlt do Wuert fir Wuert d'Formulatioun, déi sech an der Verfassung op d'Riichtere bezitt.

Och wann d'Verfassung et zouléisst, dass een Etablissement public an dësem Fall esou een Niveau vun Onofhängegkeet kritt, sinn all déi Dispositiounen, op déi ech net weider aginn - de Rapporteur huet dat jo scho ganz gutt gemaach -, op den éischte Bléck awer beonrouegend.

Esou wéi de Statsrot et formuléiert huet, entsteet hei e Stat am Stat, dee sech ëmmer méi de legislativen an exekutiven Pouvoiren entzitt. Dëst stellt dann natierlech d'Fro vum Fonctionnaire vun engem demokratesche Stat. Et soll een nämlech



och net aus den Ae verléieren, datt den ILR en annuelle Budget vu ronn 5,5 Milliounen Euro huet, dee sech aus de Bäitrag vun deene verschiddenen Opérateuren zesummesetzt, déi à contribution gezu ginn, fir ee Service ze erleedegen, deen d'utilité publique ass.

Dowéinst fuerdere mir als Sozialisten, dass d'Cour des Comptes, déi den ILR am Moment net kontrolléiert, dat an Zukunft soll maachen. An trotzdeem ass déi Onofhängegkeet vum ILR wichteg, fir sämtlech Conflit-d'intérêten ze verhënnere, déi kéinten entstoen, wann de Stat e Mat-sproocherecht, ënner wellecher Form och ëmmer, beim ILR hätt.

Mat dese Remarquë bréngen ech den Accord vun der LSAP an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Haagen. Als nächste Riedner ass den Här Colombera agedroen. Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jean Colombera (ADR).**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt e Merci un den Här Oberweis fir säi schrëftlechen a mëndleche Bericht, well e war ganz explizit.

Den ILR kritt mat deem Gesetz eng méi grous Indépendance. Hien ass chargéiert, fir verschidden ekonomesch Secteuren ze reguléieren, ënner anerem de Réseau vun den Telekommunikatiounen, den Transport an d'Distributioun vum Gas, den Transport an d'Distributioun vum Elektreschen, d'Postservicer. Hien ass zoustänneg fir d'Gestioun an d'Koordinatioun vun de radioelektresche Frequenzen, an en ass och zoustänneg fir de Contrôle vum Eisenbunnsnetz.

Eis eenzeg Suerg, déi elo ass, ass déi heiten: Ass den ILR à même, fir eleng als eenzeg Institut iwwerall de Secteuren ze reguléieren, oder wär et besser, wann zwou oder dräi esou Institut iwwerall do wäeren? Wéi den Här Haagen gesot huet, de Budget, deen ass 5,5 Milliounen Euro, a mir sinn och derfir, dass d'Cour des Comptes den ILR awer misst an deem Beräich do kontrolléieren. A wa mer vun „indépendant“ schwätzen, hoffen ech och, dass et déi politesch Indépendance ass, net dass den ILR iwwerall indépendant ass, ausser politesch. Dat wär natierlech net ze begrëssen.

Dat gesot, Här President, gi mer den Accord zu deem Projet. Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Colombera. Als leschte Riedner ass den Här Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Här President, ech wëll mech beim Vote enthalen, aus zwee Grënn.

Deen éischten, dee wäert lech wahrscheinlech net ganz staark verwonneren. Deen Institut de Régulation ass natierlech eng Konsequenz vun der Liberaliséierungspolitik um europäeschen Niveau. A vu dass ech mat där net d'accord sinn, kann ech eigentlech iergendengem Gesetz, wat sech op deen ILR bezitt, och eigentlech meng Zoustëmmung net ginn.

Deen zweete Grond, deen ass awer e bësse méi grondsätzlech. An zwar hunn ech e Problem am Zesammenhang mat eiser konstitutioneller Uerdnung, an zwar virun allem mat där fundamentaler Fro vun der Gewaltentrennung, déi jo eigentlech d'Basis ass vun eise moderne Constitutiounen.

De Statsrot, dee setzt sech relativ laang mat der Fro vun der Onofhängegkeet ausenaner, also mat dem Begrëff „en toute indépendance“, deen hei am Gesetz gebraucht gëtt fir den ILR. An de Statsrot kënnt zum Schluss, dass dat heescht, dass deen Institut de Régulation e Pouvoir normatif hätt; dat heescht also, de Pouvoir, fir allgemeng gültig Regeln opzestellen, a souguer, wéi mäi Virriedner nach eng Kéier hei ënnerstrach huet, verbonne mat Sanktiounen.

Da stellt sech natierlech fir mech d'Fro, wou an der Struktur vun deenen dräi Gewalten, vun eisen dräi traditionelle Gewalten, wou dann elo deen normative

Pouvoir do eigentlech ugesiedelt ass. Ass en ugesiedelt bei der Exekutiv? Wa jo, da sténg en ënner der Kontroll vun der Legislativ. Dat ass awer manifestement hei net de Fall.

Dës Problematik, déi gëllt iwwerengs net nëmme fir den ILR, déi gëllt och fir aner Strukturen, déi mer zounemend kreéieren, virun allem mam Kontext vun der Europäescher Unioun, wéi zum Beispill fir d'Zentralbanken. Do hu mer eng ähnlech Problematik vun där „en toute indépendance“. Ech sinn also der Meenung, dass eigentlech hei eng grondsätzlech Reflexioun iwwer eis Verfassungsuerdnung misst gefouert ginn, fir ze wëssen oder fir ze klären, ob mer net hei e Grondprinzip vun eiser Verfassung eigentlech a Fro stelle mat der Schafung vun esou Strukturen.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Hoffmann. Den Här Adam huet nach d'Wuert gefrot.

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Merci, Här President. Ech wollt dem Rapporteur Merci soe fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport, an ech wollt och den Accord vun der grénger Fraktioun zu deem Projet de loi bréngen.

Mir sinn der Meenung, datt, éischten, den ILR bis elo eng ganz gutt Aarbecht gemaach huet. A mir mengen och, datt et wichteg ass, datt mer e staarke Régulateur hunn. Dat ass besonnesch wichteg fir e klengt Land, well déi Spillregelen, déi musse jo iwwerall agehale ginn. An e klengt Land huet en absoluten Intérêt drun, wann et e staarke Régulateur huet, well dee jo déiselwecht Regele muss anhalen, déi sech jo och net selwer ginn, mä déi se mussen ëmsetzen, déi vu Bréssel kommen. An duerfir hu mir als klengt Land wierklech e staarken Intérêt drun. Duerfir eisen Accord.

Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Adam. Elo kritt den Här Kommunikatiounsminister François Biltgen d'Wuert.

(**Interruption**)

Zéng Minutten.

► **M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias.**- Zéng? Oh, dat ass gutt. Zéng geet duer. Ech brauch se awer.

Merci, Här President. Et ass fir mech elo de sechste Projet zënter gëschter.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Dir sidd selwer dru schëlleg.

► **M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias.**- Jo. Ech kommen drop zrëck, Här Bettel. Am vorausleiden Gehorsam sot Der dat. Ech si gëschter oft als Turbominister tituliert ginn. Fir déi eng war dat negativ, fir mech war dat éischter positiv. Ech hat effektiv zwee Turbodeeg.

De Moien hunn ech zesumme mat der Kolleeigin Octavie Modert en Accord mat der CGFP ënnerschriwwen, dass näischt an de Gehälter dëst Joer bäikënnt, wat ech awer fannen, wat och e wichtegt Signal ass, dass eng Regierung an eng Gewerkschaft dat dote kënnen zesummen decidéieren. Wat och e wesentlecht Signal ass fir de Sozialdialog, ëmsou méi, wou d'CGFP sech d'accord erkläert huet, mat der Regierung iwwer d'Gehälterreform ze diskutéieren.

An ech mengen, dass dat och e gutt Zeeche fir eist Land ass, dass mer och schwierig Saache kënnen ausdiskutéieren, duerchdiskutéieren. Dat bréngt mech zrëck zu dem Turbominister.

► **Une voix.**- Aaahhh!

(**Interruption**)

► **M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias.**- Ech gi gären zou - an Dir wësst, dass et eigentlech net meng Method ass an dass ech versichen, vill Projeten zäiteg ze deponéieren -, vun deene sechs Projeten - an dat ginn ech gären zou -, déi mer zënter gëschter diskutéiert hunn, sinn der eréischt fënnf frëstens am Februar vun deem Joer déposiert ginn. Et ass just een - an dat ass deen, deen am mannsten Diskus-

sione mat sech bruecht huet, wou den Här Roth eleng geschwat huet -, mä all déi fënnf aner - deen ass éischter déposiert ginn; Äre Projet vu gëschter - sinn eréischt 2010 déposiert ginn.

An trotzdeem wëll ech hei soen, och wann d'Diskussiounen hefteg waren, ware se gutt. Ech wäert versichen, dass mer an Zukunft méi Zäit hunn, fir ze diskutéieren. Ech sinn awer fro, dass dës Chamber et fäerdeg bruecht huet, fënnf Projeten, déi eréischt zënter kuerzem déposiert waren, och hei ze diskutéieren an unzehuelen.

Véier vun deene Projete waren an der Kommissioun, déi fir Enseignement supérieur, Recherche, Telekommunikatioun a Medien zoustänneg ass. An ech wëll duerfir haut eppes maachen, wou ech gëschter net d'Zäit hat am Stress, oder vläicht mer net d'Zäit geholl hunn. Ech wëll einfach där Kommissioun Merci soen. Et war fir si net einfach. An éischter Roll wëll ech dem President Merci soen,...

► **Plusieurs voix.**- Aaahhh!

► **M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias.**- ...dee jo och bei deem ëmstriddenste Projet Rapporteur war, de Lucien Thiel. Well egal wéi quokeleg et ginn ass, wivillmol mer ons hu misse knéien a béien, huet de President - an dee Merci geet awer och un d'Mataarbechter vum Greffe vun der Kommissioun - gesot: „Mir maachen et.“ An de President huet ni eng Diskussioun ofgewiergt. Jiddweree konnt seng Saache soen. En huet se och hei an der öffentlecher Plénière gesot; an ech mengen, och dat ass wichteg. An duerfir emol mäin éischte Merci un de President.

E Merci un déi dräi aner Rapporteur, well de President war jo och Rapporteur. E Merci un d'Madame Doerner, déi fir dee juristesche quokelegste Projet zoustänneg war. Merci un d'Madame Andrich, déi jo un deem war, wou wierklech den Turbo am vollste gespilt huet, an déi Nuechten duergeschafft huet, fir dat ze maachen.

E Merci schlussendlech un den Här Oberweis, deen hei vill Saache gesot huet, op déi ech nach zrëckkommen. Vill fundamental Saachen,...

(**Interruptions**)

...déi och vu Leit vun der Oppositioun...

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Den Här Gloden huet nach gëschter geschwat.

► **M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias.**- An duerfir geet mäi Merci och...

(**Interruption**)

Här Bettel, heiansdo muss e Minister och d'Méiglechkeet kréien, Merci ze soen, well de Merci geet och un Är Kolleeegen.

► **M. le Président.**- Ech géif elo bidden, dem Här Minister nozelauschteren!

► **M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias.**- E Merci geet un all déi aner Memberen. Et ass jo kloer, dass et ëmmer esou ass, dass nëmme dee Rapporteur ka sinn, deen an der Partei ass vum Minister, mä déi Leit vun der Koalitionspartner an och Leit vun den Oppositiounen hunn och hei eng gutt Roll gespilt.

Ech mengen, si hunn hir Roll gespilt, mä si hunn och gehollef, déi Diskussiounen weiderzebréngen. Si wäerten och hëllef, dass déi Diskussiounen elo net eriwuer sinn. An ech wëll einfach eng Kéier Merci soe fir déi Aart a Weis, wéi mer et maachen.

Ech fannen et e bësse komesch, Här President, dass, wann eng Kéier e Minister Merci seet, e gradesou vill attackéiert gëtt, wéi wann en net zefridden ass.

(**Hilarité**)

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias.**- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, ech wëll déi lescht fënnf Minutten, déi mer zoustinn, benotzen, fir awer op fundamental Froen anzegoen, déi jiddwereen hei opgeworf huet. Dat heiten ass jo esou e Projet, wou dobausse gesot gëtt: Et ass en technesche Projet.

An ech fänken da mam Här Hoffmann un, deen effektiv hei d'Fro gestallt huet: Wie

mécht dann och d'Normen? An dat ass eng Fro. Mir sinn et gewinnt...

(**Interruption et hilarité**)

Ech sinn elo fäerdeg bei lech, mä Dir sidd net fäerdeg ënner lech. Dir hutt nach haut a muer.

Mä eng Fro, déi mer hunn, zënterdeem an Europa d'Liberaliséierungswell ugefaangen huet, ass déi: Si mer am kontinentalen, normativen an exekutive System - ech kommen dorop zrëck -, oder si mer an engem angelsächschesche System? Déi Autorité indépendantes vun der Regierung, déi sech net am Normative bewegen, Här Hoffmann, mä am Exekutiven - do kommen ech nach eng Kéier drop zrëck -, dat ass e System, dee mer net kennen.

An duerfir di mer eis esou schwéier domat, an duerfir sinn all déi Froen, déi d'Kolleeegen hei opgeworf hunn, richtig. Well et ass net einfach. A mir hunn eis bis elo net einfach gedoen, an, ech mengen, mir hunn et och net ëmmer esou gutt gemaach, wéi mer et misste maachen, fir op eemol Autorité-indépendanten zu Lëtzebuerg anzeféieren.

Zu Lëtzebuerg gëtt et nëmme een exekutive System bis elo, dat ass d'Regierung. Mat der europäescher Liberaliséierung kréie mer ëmmer méi Exekutiv, net Normativ. D'Normativ muss ëmmer d'Gesetz maachen. Mir musse kucken, dass d'Gesetz och nach ëmmer dat Normativ behält an net dat Normativ ze vill ofgëtt.

Duerfir soen ech et nach eng Kéier: Et ass net herno den ILR, dee muss decidéieren, ob ee fënnf oder sechs Deeg d'Post ausdréit, mä et ass d'Gesetz, wat et muss decidéieren. Wat d'Gesetz decidéiert, muss et sinn. D'Gesetz muss dat Normativ behalen, och wann Autorité indépendantes d'exécution do sinn. Déi mussen indépendant sinn.

An dat ass jo eng Fro, déi hei diskutéiert gëtt beim ILR. Liest emol den Avis vun der Chambre des Fonctionnaires. Déi si radikal dergéint. Well déi soen: „Hei muss de Stat, d'Regierung Meeschter bleiwen“, wärenddeem mer an Europa forcéiert sinn et ze maachen.

Ech mengen och, dass, wa mer d'Liberaliséierung - déi mir als Lëtzebuerg net wollten, dat wëll ech och soen; mir wollten net déi dote Liberaliséierung, op alle Fall net telle quelle -, wa mer déi wëllen zum Benefiz vun de Leit gewannen, da brauche mer Autorité indépendantes, déi zum Beispill, wann et de Betrib Post, dee PT ubelaangt, onofhängeg kënnen decidéieren, wat geschitt.

Op där Pressekonferenz, déi ech am Numm vun der Regierung ginn hunn iwwer d'Postliberaliséierung, sinn ech gefrot gi vu Journalistekolleeegen: Majo, kritt dann elo den ILR Zänn? Well et sinn och Leit, déi sinn net zefridde mat deem, wat d'staatlé Post ubitt. Elo kommen d'Reklamatiounen bei de Stat. Et ass besser, si komme bei den ILR. Den ILR muss dann och Zänn hunn. An Zänn sinn dat, wat d'Anne Brasseur opgeworf huet, nämlech d'Sanctions administratives, a wat de Claude Haagen och opgeworf huet, d'Sanctions administratives, déi extrajudiciaires sinn. An dat ass extrem wichteg.

Ech mengen och, dass mer an Zukunft musse manner Strofrecht maachen a méi Sanctions administratives. Do, wou Ordre public ass, gehéiert d'Strofrecht hin. Do, wou et Intérêt général ass, gehéiere Sanctions administratives hin. An duerfir mengen ech, dass dat, wat mer hei maachen, richtig ass. Emsou méi, wou jo e Recours virgesinn ass. Et ass e Recours virgesi virun dem Tribunal administratif an der Cour administrative.

Et ass also ee Resultat vun deenen indépendanten Organer. D'Madame Brasseur huet richtig hei opgeworf, dass mer ganz vill Ennerscheeder hu bei de Mandaten an och bei den Établissements publics an och bei den Organes indépendants.

Wéi ech virun 30 Joer zu Paräis op der Uni war, hat ech e Professor, dat war den Doyen Vedel, an dee sot: «L'établissement

public, c'est un fourre-tout juridique.» Mat dem Ennerscheid, dass et a Frankräich eng Basisgesetzgebung gouf fir en Établissement public, a bei eis iwverhaapt net. Duerfir géif ech soen: «Chez nous, l'établissement public, c'est un fourre-tout, mais pas juridique.»

Duerfir versiche mer jo och mat Litigen, mat der CGFP, enner anerem gesot, ze kucken och eis eng Philosophie ze maachen iwver Établissements publics. Et ass en Ennerscheid, ob en Établissement public en Organe indépendant ass, dee Pouvoirs exécutifs huet, déi net d'Regierung huet, oder ob et zum Beispill e kulturell Institut ass. Dat sinn zwee verschidden Établissements publics.

Mir müssen also kucken, verschidde Regeln ze maachen.

► **M. François Bausch** (déi gréng).- Den Här Schaack huet viru Joren eng Etüd an Optrag gi gehat iwwert d'Établissements publics. Firwat hu mer dann d'Konklusionen dovun ni ëmgesat kritt?

► **M. François Biltgen**, *Ministre des Communications et des Médias*.- Well mer net eens gi si mat der CGFP fir déi dote Konklusionen, déi effektiv an enger Etüd erauskomm sinn, déi den Här Schaack an Optrag ginn hat, wéi e Statssekretär fir d'Fonction publique war, well d'CGFP déi dote Konklusionen net akzeptéiert huet. Duerfir si mer nach a Litige mat der CGFP.

(**Interruption**)

An dee Litige ass net vidéiert.

► **M. François Bausch** (déi gréng).- Deen dauert scho laang, dee Litige!

► **M. François Biltgen**, *Ministre des Communications et des Médias*.- De Litige ass eng staatlech Prozedur an déi muss een tant soit peu respektéieren.

► **M. François Bausch** (déi gréng).- Deen dauert elo schonn zéng Joer, dee Litige!

► **M. François Biltgen**, *Ministre des Communications et des Médias*.- Duerch dee Litige hunn ech et ni fäerdeg bruecht, wéi ech nach eng Kéier Aarbechtsminister war, fir zum Beispill en Établissement public ze maachen an der ADEM. Den Här Schmit seet mer elo, mir packen et och ouni. Tant mieux. Bonne chance! Well et ass wichteg, dass do eppes geschitt.

(**Interruptions diverses**)

Ech schwätze jo ni iwver mäin ehemalegt Departement. Ech soe just, dass den Här Schmit do mäin totale Support huet. Sou.

(**Brouhaha**)

Nach eng Kéier: Mir müssen also en Ennerscheid maachen och an Zukunft, wat en Établissement public ass, firwat e steet. Mir müssen eppes maache fir Organes indépendants. Duerfir soen ech och, wat d'Mandater ubelaangt, fënnef, siwe Joer muss mer eng Kéier kucken, Streamlining ze maachen. Do soen ech nach eng Kéier: De Fonction-publique-s-Minister oder déi zwee Fonction-publique-s-Ministere wellen dat maachen am Kader vun der Diskussioun „Gehälterreform“.

Och do soen ech: Et ass awer en Ennerscheid, ob ee President ass, President ass vun...,

(**Interruptions**)

...ob een Direkter ass vun enger Administratioun oder President ass oder Directeur général vun engem Organe indépendant.

Duerfir, wat d'Mandater ubelaangt, huet d'Madame Brasseur Recht. Mir müssen eng Kéier kucken, wéi mer dat an Zukunft maachen. Mir müssen en Ennerscheid maachen tëschen enger staatlecher Verwaltung, wou de Minister nach ëmmer den Tutellesminister ass, an engem Organe indépendant. Dat wëlle mer och selbstverständlech maachen.

Mir mengen net, dass et eng aner Form gëtt wéi Établissement public an eisem Gebitt. Soss muss mer eng ganz nei Saach kreéieren. Mä mir müssen den

Ennerscheid maachen tëschen Établissement public an Établissement public. Dat heescht, mir muss wierekch - an do kommen ech op dat zréck, wat den Här Bausch gesot huet - eng Hierarchie maachen: „Wat ass d'Aufgab vum Établissement public?“ An da muss deen Établissement public déi Regele kréien, deen déi Regeln, deen déi Regeln. Dat soen ech, et ass effektiv viles an där Etüd dran, déi scho bal zéng Joer al ass. Mä dat muss mer och kënnen ëmsetzen.

Zum ILR: Här President, kréien ech nach zwou Minutte méi?

(**Brouhaha**)

► **M. le Président**.- Dat sinn dann awer déi lescht fir haut, Här Minister.

(**Interruptions diverses**)

Neen, mir lauschten elo de Minister. Ech mengen, et sinn hei eng Rei Froe gestallt ginn un de Minister. Et schéngt mer awer normal ze sinn, datt de Minister dorobber äntwert.

(**Brouhaha**)

Här Minister, da fuert och elo virun!

(**Interruptions**)

► **M. Xavier Bettel** (DP).- Mä de Minister huet sech vergiess. En huet jiddwerengem Merci gesot, just sech selwer nach net!

(**Interruptions**)

► **M. Jean-Louis Schiltz** (CSV).- ...net, datt den Här Biltgen, Minister senges Zeechens, hei calme bleibt an net op Är Provokatiounen ageet.

► **Plusieurs voix**.- Ooohhh! Aaahhh!

► **M. Jean-Louis Schiltz** (CSV).- An ech soen lech, datt en nach eng Véirelstonn schwätzt!

► **M. le Président**.- Sou, hei, ech géif elo bieden, déi Dialogen tëschen Kolleegen ze ennerloossen an elo ganz eleng...

► **M. Xavier Bettel** (DP).- Här President, dat ass eng Provokatioun vum Här Schiltz!

► **M. le Président**.- ...ganz eleng dem Minister nozelauschten. Här Minister, loosst lech elo net aus der Rou bréngen! Fuert elo virun, Här Minister!

(**Interruptions**)

Här Minister!

► **M. François Biltgen**, *Ministre des Communications et des Médias*.- Zwou Minuten, Här President. Well awer eng Partie Froen och zu dem Rôle vum ILR gestallt gi sinn.

Zum Beispill huet den Här Colombero gefrot: Een ILR oder e puer ILRen? Vu dass mer keng Erfahrung hunn an deem Land mat indépendanten Organen, hu mer et all besser fonnt, et fënnt een ILR. Well dat eent ass d'Technicité. Natierlech ass d'Bunn, also dat sinn d'Schinnen, d'Bréifpost, Telekom respektiv Energie eppes aneschtens. Mä hannendru stécht ëmmer eng indépendante Approche vu Liberaliséierung am Kader vun enger Regulatioun, a virun allem an enger europäescher Regulatioun.

Mir mengen, dass en ILR, deen e puer Fonctiounen huet, besser gestiwwelt ass sech ze verteidege par rapport zu de Privatopérateuren - well et geet jo heidrëm; ëm den Intérêt public par rapport zu de privaten Opérateuren, och wa se dem Stat gehéieren, respektiv och par rapport zu Europa.

Duerfir menge mer, dass et an engem klengen Land wéi Lëtzebuerg besser ass, mir regruppéieren an engem ILR. Duerfir och haut wichteg dat Gesetz, fir fënnef Direkteren ze hunn, an net méi dräi. Ee Generaldirekter a véier anerer. Well dat et fäerdeg bréngt, e Collège ze fannen, wou een all Kompetenzen erëmfënnt.

Duerfir wëll ech nach eng Kéier och dat soen hei op der Bühn, well de Marcel Oberweis hat déi Fro opgeworf als Rapporteur an der Kommissioun: Wann elo d'Mandater nei ginn, wann elo d'Mandater nei kommen, heescht dat, dass déi Leit, déi do sinn, net méi dierfe postuléieren? Neen, hei kommen nei Mandater. Déi Leit, déi do sinn, kënnen frësch postuléieren. Mä mir kréien nei Leit a mir wäerte

versichen, eng Equipe ze fannen, déi effektiv op all Froen do eng Äntwert huet. Well Dir wäert gesinn, dass den ILR net nëmme muss kämpfe mat de Leit heibannen. E muss och kämpfen an Europa par rapport zur Kommissioun, dass och nach iergendwéi de Lëtzebuurger Régulateur eng Roll ze spillen huet. An ech mengen, dass mer hei op där richteger Schinn sinn.

Ech mengen och, dass déi Froen, déi gestallt goufen, richteg sinn. Ech mengen och, dass mer haut net, an och ech net, souguer wann ech 20 Minutte méi gehat hätt, net all Äntwert op all Fro gehat hätt. An ech mengen, mir sollen och an Zukunft, wa mer eng Verfassungsreform maachen, eis och mat deenen Organen indépendants auseruesetzen. Well dat ass eppes, wat mer, zënterdeem et eis als Stat gëtt, net kann hunn, wat eis vun Europa octroyéiert gouf, wat eng angelsächsesch Method ass, déi net onbedéngt duerfir schlecht ass, mä mat där mer muss kucken, eis Spillregeln ze fannen, fir dass se eisem Land an eise Leit méi bréngen.

Duerfir sinn ech frou, dass mer dat Gesetz hei stëmmen. Duerfir wëll ech och nach eng Kéier soen, dat Gesetz gëtt méi hier, wéi een einfach mengt, wann een et liest. An ech sinn iwverzeegt, dass mer eis och nach iwver all déi Froen nach eng Kéier auseruesetzen.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. le Président**.- Merci dem Här Minister. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss. Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6123 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen an 1 Enthaltung.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher (par M. Félix Eischen), Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Jean-Louis Schiltz), Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Marc Spautz);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Claude Haagen), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par Mme Claudia Dall'Agnol);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

S'est abstenu: M. André Hoffmann.

Wëllt ee seng Enthaltung begrënnen?

(**Négation**)

Dat schéngt mer net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(**Assentiment**)

Et ass also esou décidéiert.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 6147, eng Ofännerung vum Code du Travail. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Kaes, Bauler, d'Madame Loschetter, den Här Gibéryen, den Här Hoffmann an den Här Clement. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Roger Negri. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

2. 6147 - Projet de loi

1) portant introduction de diverses mesures temporaires visant à promouvoir l'emploi et à adapter les modalités d'indemnisation de chômage et complétant ou dérogeant à certaines dispositions du Code du Travail;

2) modifiant les articles L. 513-3, L. 521-7 et L. 523-1 du Code du Travail;

3) modifiant la loi modifiée du 17 février 2009 portant 1. modification de l'article L. 511-12 du Code du Travail; 2. dérogation, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L. 511-5, L. 511-7 et L. 511-12 du Code du Travail

Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi

► **M. Roger Negri** (LSAP), *rapporteur*.- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Bekämpfe vum Chômage ass déi gréisste sozialpolitesch Erausforderung, där mer eis an där aktueller Kris ze stellen hunn.

Niewent dem Chômage vun de jonke Leit a virun allem den net oder wéineg qualifizéierte Leit muss mer feststellen, dass sech eng Aart Chômagezort ëmmer méi verschlëmmert, an zwar déi vum Laangzäitchômage. An dat virun allem bei eise méi eelere Matbiergerinnen a Matbierger, fir déi et ëmmer méi schwéier gëtt, erëm an den Aarbechtsprozess eranzefannen. Genau dese Leit ab 45 Joer ënnert d'Äerm ze gräifen, ass den Haaptobjekt vum Projet de loi vun haut.

Här President, och wa mer säit kuerzem eng llicht wirtschaftlech Relance verzeechen, an och wa säit Mäerz vun deem Joer eis Chômagetauxen erofginn, esou bleibt d'Situatioun um Aarbechtsmaart dach gespaant. No dem Krisenhierscht 2008 ass d'Aarbechtslosegkeet hei zu Lëtzebuerg staark geklommen. Nach am August 2008, also virun zwee Joer, waren 9.374 Leit als Demandeurs d'emploi hei zu Lëtzebuerg ageschriwwen, wat engem Taux vu 4,2% entsprach huet. Dës Zuel ass vun do u konsequent an d'Luucht gaang an huet hire Maximum dëst Joer am Februar 2010 erreicht, wou 15.222 Leit op der Sich no enger Aarbecht waren.

D'Wirtschaftskris war am Ufank eng Kris vun de Finanzmäert an ass dofir net esou richteg vun der Gesellschaft wouergeholl ginn. Kuerz Zäit duerno hunn hir Auswierkungen an der Realwirtschaft besonnesch déi scho Vulnérabel enner eis am häertste getraff. Also déi Leit, déi keng oder just wéineg Ausbildung hunn. Jonk Leit, déi nach keng berufflech Erfahrung maache konnten. Leit, déi präkär an/oder zäitlech begrenzten Aarbechtsplazen hunn, an déi ugesprachen net méi sou jonk Mënschen ëm déi 45 a 50 Joer. An ech zitieren an deem Sënn eise Statsminister Jean-Claude Juncker bei senger Erklärung zur Lag vun Land dese 5. Mee: „...well ëmmer méi Leit ronderëm deen Alter an de Chômage gerdoden a sech schwéier um Aarbechtsmaart replacéiert kréien“.

Här President, all déi Mënschen, déi keen dauerhaft a séchert Akommes hunn, gi besonnesch geschwächt aus deser Kris eraus, an deem gëllt et elo entgéintzewirken.

Als sozialistesche Fraktioun begrësse mer et besonnesch, dass den Aarbechtsminister Nicolas Schmit bis elo schonn eng ganz Rei Initiativen ergraff huet, fir genee dese Kategorië vu Leit zu enger Aarbecht ze verhëllefen. Ech erënnere un de Projet de loi vum Oktober 2009, fir de Chômage vu jonke Leit ze reduzéieren, de Projet „Fit for job“, dee sech konkret fir eng Réinsertioun vu Leit asetzt, déi hir Aarbecht am Bankensektor verluer hunn, an och d'Initiativ Jobforum, déi als Bourse fir d'Aarbecht ka bezeechent ginn an als Zil huet, eeler Aarbechtsloser nees op den Aarbechtsmaart ze reintegréieren.

De Lëtzebuurger Aarbechtsmaart ass speziell a leit enner engem strukturelle Pro-



blem, an dëst net eréischt säit kuerzem. Souguer bei engem héije wirtschaftleche Wuesstum, wéi et an de Joren 2003 bis 2007 de Fall war, an obwuel tëschent 2004 an 2009 ronn 55.858 Aarbechtsplaze geschaf goufen, ass eise Chômageaux awer kontinuëerlech eropgaangen. Dëst ass ënner anerem drop zréckzeféieren, dass mir keen essenziell nationalen Aarbechtsmaat hunn, mä en transnationalen um Niveau vun der Groussregioun. D'Konkurrenz op eisem Aarbechtsmaat ass deemno besonnesch grouss a mécht et Leit ouni oder mat ganz wéineg Qualifikatioun an och méi eelere Leit ganz schwéier, sech ze behapten.

Een aneren europawäite Problem ass deen, dass eeler Leit am Berufsliewen nach ëmmer als ze deier ugesi ginn an deemno oft duerch méi jonker ersat ginn, déi manner bezuelt ginn an déi och éischter en zäitlech limitéierten Aarbechtskontrakt akzeptéieren.

Fakt ass och, dass d'Alterspyramid sech zousehendst ëmdréit an et dowéinst et ëmsou méi wichteg ass, d'Approche vis-à-vis vun eelere Leit um Aarbechtsmaat ze änneren. Et muss een Équilibrium geschafe ginn tëschent Jonken an Alen an am Berufsliewe wierklech fir déi Leit fonnt ginn. Eeler Leit dierfen net weider als Charge ugesi ginn, mä als en essenziellen Atout fir d'Wirtschaft a fir d'Gesellschaft, an dëst opgrond vun hirer Erfahrung, sief et professionell oder mënschlech.

Europawäit gëtt d'Strategie „EU 2020“ sech als Zil, en Taux d'activité vu 55% fir Aarbechter iwwer 50 Joer ze erreechen. Dofir brauche mir och hei zu Lëtzebuerg eng proaktiv Beschäftigungspolitik, déi op d'Besoin vu verschidde Kategorië vu Leit ageet an duerch geziilt Moosnamen a Formatiounen, déi nees sécher ass, fir dass déi Leit erëm op den Aarbechtsmaat kënnen bruecht ginn.

Well duerch eng einfach Gestioum vum Chômage an d'Ausbeuele vum Chômagegeld kënnen mir eis keng Verbesserung erwaarden, mais bien au contraire, an des passiv Attitud muss definitiv der Vergaangenheet ugehéieren.

Här President, am Projet de loi vun haut ënnerscheede mer an zwou Kategorien, zwee Kapitelen tëschent transitoreschen an definitiven Emännerungen am Code du Travail.

Am éischte Kapitel ginn déi temporär Mesurë während 24 Méint nom Akraafttriede vum Gesetz applizéiert. Si ginn duerfir net definitiv an de Code du Travail ageschriwwen, mä ginn, d'selwecht wéi d'Moosnamen, déi am Hierscht d'lescht Joer fir déi Jonk geholl gi sinn, an enger Foussnout awer dra mentionéiert.

Dorënnen fält virun allem eng weider Verlängerung vu spezielle Mesuren, wat d'Kuerzaarbecht ugeet. Dës Mesurë waren opgrond vun der Kris jo schonn duerch d'Gesetz vum 9. Mee 2009 eng Kéier verlängert ginn a sollten dann elo bis Enn 2011 gellen. D'Zréckgräifen op d'Kuerzaarbecht huet sech a Krisenzeiten als ganz effikass bewäert, andeems se dausende vun Aarbechtsplazen erhale konnt. D'Unzuel vun den Nofroen, fir vun dësem Instrument kënnen ze profitéieren, weist engem eréischt richteg, wéi vill Betriber duerch déi generell Rezessioun an d'La-bränte komm sinn.

Am Joer 2008 waren et an der Moyenne pro Mount ongeféier aacht Betriber, déi eng Demande op Chômage partiel gestallt hunn. Am Joer 2009 waren et der 129. D'Käschte vum Chômage partiel, déi vum Fonds pour l'emploi gedeckt sinn, si vun 208.000 Euro am September 2008 op bal néng Milliounen Euro am Januar 2009 eropgaangen. Iwwert d'ganz Joer 2009 hunn 183 Betriber vun dësem Outil kënnen profitéieren, wat de Fonds pour l'emploi ongeféier 61,5 Milliounen Euro kascht huet.

De Gesetzestext vun haut gesäit vir, dass all Betrieb, deem seng Aktivitéit staark erofgaangen ass, eng Demande op Kuerzaarbecht erareeche kann. An dëst och, wann net de ganze Secteur als krisegedrohet klasséiert ginn ass. Dat gëllt fir Betriber, déi op d'mannst eng Reduktioun vu 40% vun hiren Aarbechtsstonnen ze verzechnen hunn an awer am Virfeld e Plan de maintien dans l'emploi respektiv

en Accord mat de Sozialpartner ofgeschloss hunn.

Fir de Betriber de wirtschaftlechen Opschwung ze erliichteren, gesäit de Gesetzestext ausserdeem vir, dass de Fonds pour l'emploi d'Part patronale vun de Sozialcotisatiounen iwwerhëlt fir déi Betriber, déi säit sechs Méint scho vum Chômage partiel profitéieren. A spezifesch Fall an zu verschidde Konditiounen iwwerhëlt de Fonds pour l'emploi och d'Indemnités de compensation fir d'Joren 2009, 2010 an 2011.

Här President, de Projet de loi vun haut leet och eng ganz grouss Opmierksamkeit op de Laangzäitchômage, deen zousehendst e grouse Problem hei zu Lëtzebuerg duerstelt. Am Abrëll 2010 ware 5.393 Mënsche méi wéi zwielef Méint laang am Chômage. Enn 2009 ware vun 2.931 Chômeuren iwwer 51 Joer méi wéi d'Halschent schonn iwwer zwielef Méint am Chômage. Ënnermauert gëtt dëst och duerch d'Étude économique vun der OECD vun dësem Joer, wou steet, dass de Laangzäitchômage sech hei zu Lëtzebuerg an deene leschte Jorzéngten, also an deene leschten zéng Joer verduebelt huet, an dësem gëllt et elo endlech konsequent entgéintzewirken.

Et ass kloer, wann eng Persoun méi laang am Chômage ass, wat d'Chancë fir eng nei Aarbecht ze fannen ëmmer méi kleng ginn. Fir dass dës Leit awer en humant Akommes weider behalen an net dem Aarmutrisiko ausgeliewert sinn, gesäit dëse Projet de loi punktuell Verännerunge vum Ausbeuele vum Chômagegeld vir.

Dat heescht awer net, dass et eng generell Eropsetzung vun den Indemnitéite gëtt. Den Alter, fir eng Verlängerung vu sechs Méint Chômage ze kréien, gëtt vu 50 op 45 Joer erofgesat, wann dës Mënschen eng Affiliatioun vun 20 Joer Pensiounsassurance virweise kënnen.

Weider kënnen och Leit, déi no sechs Méint Kuerzaarbecht gekënnegt kréien, oder Leit, déi hir Aarbecht duerch eng Faillite vun hirem Betrieb verluer hunn, eng maximal Verlängerung vun hirem Chômagegeld vu sechs Méint kréien.

Et ass awer wichteg ze ënnersträichen, dass dës Moosname just effikass sinn, wa se am Zesammenhang mat enger Rei Formatiounen, Orientatiounen stinn, déi d'Employabilitéit vun deene Concernéierte konkret steigert an hinnen esou besser Chancen op eng nei Aarbecht opmécht.

D'Chômageindemnitéite sinn am Moment op 80% vum leschte Bruttoloun an op 2,5-mol de sozialen, net qualifizéierte Mindestloun plafonnéiert. Fir datt de Chômeur méi laang e stabil Akommes huet a geziilt no enger neier Aarbecht siche kann, gëtt de Plaffong ëm dräi Méint verlängert an eréischt no néng Méint, amplaz wéi elo schonn no sechs Méint, op 2-mol de Mindestloun erofgesat. D'Erofssetzen duerno op 1,5-mol de Mindestloun gëtt mat dësem Projet, wéi et elo ass, temporaire ausgesat a bleift bei 2-mol de Mindestloun.

Fir d'Laangzäitchômeuren, déi iwwer 30 Joer al sinn, dauerhaft an d'Berufsliewen ze reintegréieren, gesäit dëse Projet de loi och vir, dass en Employeur, deen esou e Mënsch astellt, no engem Joer, wann den Aarbechtskontrakt dann nach besteet, 80% vum Salaire vun deenen éischten dräi Méint vum Fonds pour l'emploi rembourséiert kritt.

Här President, am zweete Kapitel vum Projet de loi geet et ëm déi definitiv Changementer am Code du Travail. Am Kader vun den Dispositiounen, fir eeler Salariéë méi laang um Aarbechtsmaat ze halen, gesäit de Projet de loi vir, d'Lescht vun deene Sujeten, déi am Kontext vun engem Plan de maintien dans l'emploi diskutéiert mussen ginn, ze complétéieren.

Mam Zil, eng séier Aktivatioun vun den Demandeurs d'emploi ze erzilen, hat déi initial Versioun vum Gesetzestext virgesinn, dass déi Leit, déi en Entloossungsbrëf kruten, sech an Zäit vu 15 Deeg mussen bei der ADEM aschreiwen. All Retard géif duerch eng Kierzung vun den Indemnitéite bestrooft ginn. De Statsrot huet a sengem Avis eng Opposition formelle zu dëser Dispositioun ausgesprochen, mat der Begrënnung, esou eng Situatioun géif generell d'Demandeurs d'emploi als net

aarbechtswëlleg dohistellen an hinnen ënnerstellen, dass si sech net séier genuch géife beméien, fir eng nei Aarbecht ze fannen. En plus war et dee falsche Wee, duerch Sanktiounen Leit wëllen ze motivéieren an ze aktivéieren.

An hirer Sitzung huet eis parlamentaresch Kommissioun der Opposition formelle vum Statsrot Rechnung gedroen an dësen Artikel aus dem Projet de loi gestrach.

D'Approche vun enger séierer Aktivatioun vun den Aarbechtslosen ass awer nach wie vor eng Prioritéit a soll dem Aarbechtsminister no duerch aner praktesch Moosnamen am zukünftige Gesetz iwwert d'Reform vun Aarbechtsamt konkretiséiert ginn.

D'Mise au travail kritt duerch de virleiende Gesetzestext en neien Numm a gëtt ab elo Occupation temporaire indemnisée - OTI - genannt. Vu dass d'Indemnité complémentaire säit hirer Aféierung net méi ugepasst gouf, gëtt se duerch dëse Projet de loi och eropgesat. D'Modalitéiten zu der OTI souwéi de Montant ginn an engem Règlement grand-ducal festgehalen.

Och bei dësen Dispositiounen begrësse mer et ganz staark, dass eng Ausnahm bei der Durée vun der OTI fir Leit iwwer 50 Joer, déi en fin de droit kommen an och keng aner sozial Moosname méi kënnen ufroen, gemaach gëtt. De Gesetzestext gesäit deemno vir, dass si eng Verlängerung iwwert déi reglementär sechs Méint eraus kënnen genehmege kréien. Eng extra Kommissioun analyséiert d'Situatioun vun deene Chômeuren a gëtt en Avis an d'Direktioun vum Aarbechtsamt, déi dann eng Décisioun iwwer eng méiglech Verlängerung vun der OTI hëlt. Dës Verlängerung ka während maximal zwielef Méint laang erneiert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Schluss. Am Kader vun den Tripartitesgespräicher vum Abrëll dëst Joer huet eisen Aarbechtsminister Nicolas Schmit mam Comité permanent pour le travail et l'emploi an de Sozialpartner eng Rei Mesuren ausgeschafft, fir d'Problematik vum Chômage séier an awer och dauerhaft an de Grëff ze kréien.

De Gesetzestext, iwwert dee mer haut ofstëmme, ass deemno d'Resultat vun dësen Verhandlungen. Mat dësem Gesetz setze mir e weidere Jalon an der Bekämpfung vum Chômage. Den Haaptakzent bei dësem Gesetz läit bei Moosname géint de Laangzäitchômage, an dat virun allem bei eise méi eelere Matbiergerinnen a Matbierger, déi et ëmmer méi schwéier hunn, erëm eng Aarbecht ze fannen, wa se emol bis am Chômage sinn. Dësere wichteger sozialpolitescher Erafuerderung versiche mir eis ganz besonnesch an där aktueller Kris ze stellen.

Domat ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi a soenlech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Roger Negri. Als éischte Riedner ass den Här Ali Kaes agedroen. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Ali Kaes (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer fir d'Éischt dem Här Roger Negri, dem Rapporteur, fir säin exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport Merci ze soen.

Kolleeginnen a Kolleegen, am Mee 2010 waren 13.438 Leit als Demandeur d'emploi bei der ADEM ageschriwwen. Et waren der 673 manner wéi am Abrëll, mä bal 1.000, dat heescht, fir genau ze sinn, 956 méi wéi am Mee 2009. Am Mee 2010 louch de Chômageaux bei 5,7%, dat sinn 0,3% manner wéi de Mount virdrun, a souguer 0,7 manner wéi am Februar, wou de Chômage hei am Land mat 6,4% en historeschen Niveau fir eis Verhältnissen errecht huet, mä ëmmerhin 0,3% méi wéi d'lescht Joer ëm déiselwecht Zäit.

Aner Länner, Dir Dammen an Dir Hären, dreemennach ëmmer vun esou engem Prozentsaz. Nom Eurostat läit de Chômage an der Eurozon bei ronn 10%. An de 27 EU-Länner ass e liicht méi niddreg bei 9,6%. Innerhalb vun der EU gëtt et awer Länner, wou d'Kris sech mat besonnescher

Heftegkeet op d'Aarbechtswelt niddergeschloen huet. Spuenien, zum Beispill, kämpft mat enger explosiounsaarterger Aarbechtslosegkeet. Bal 20% vun de Spuenier sinn am Chômage. An aneren europäesche Länner ass u sech d'Situatioun net gradesou dramatesch wéi zum Beispill a Frankräich, wou awer ëmmerhin zéng Salariéen op honnert keng Aarbecht hunn.

Och wann eis Zuelen am Verglach mam Ausland u sech net esou schlecht sinn, fir dat einfach emol eng Kéier esou auszedecken, stelle se fir eist Land u sech en Novum duer. Zënter der Stolkris ass et eisem Aarbechtsmaat nach ni esou schlecht gaang wéi an deenen zwee leschte Joren. D'Kris huet hiren Tribut verlaangt, an deen ass ganz batter.

Hanner Zuele stinn nämlech Leit a stieche Familjen. Verschiddener sinn amgaangen, ganz kloer ëm hir Existenz ze fäerten. An och wann et souguer ausgesäit, wéi wann dat Schlemmst hanner eis wär, ass d'Reprise lues a wäert ganz sécher net jiddwerengem profitéieren.

Mir maache virun allem déi, déi schonn zënter Méint, fir net ze soen zënter Jore keng Aarbecht hunn, extrem Suergen. Si hunn et oft extrem schwéier, sech um Aarbechtsmaat ze integréieren oder ze reintegréieren. Déi sougenannte Chômeurs de longue durée kënnen u sech eeler Salariéë sinn, mä och jonker ouni oder mat enger ongenügender Qualifikatioun.

Besonnesch vis-à-vis vun dëse méi schwache Matbierger, léif Kolleeginnen a Kolleegen, sti mir an der Verflüchtung. Mir hunn am Oktober d'lescht Joer e Gesetz gestëmmt, dat verschidde temporär Beschäftigungsmoosnamen adoptéiert a complétéiert huet, mam Zil, d'Konsequenze vun der Kris fir déi Jonk ofzefieder, ënner anerem iwwert de Wee vun engem CIE-EP, deen extra fir jonk diploméiert Demandeurs d'emploi an d'Liewe geruff ginn ass. Ouni den CIE an den CAE, déi scho virun der Kris ënner enger anerer Form existéiert hunn, an den CIE-EP hätten déi eng oder déi aner jonk Leit et sécherlech méi schwéier gehat, fir sech um Aarbechtsmaat ze integréieren.

D'Tatsaach, datt d'Zuel vun deene Jonken, déi vun esou enger Mesure profitéieren, rezenterweis eropgaangen ass, weist, datt dës Mesuren an engem méi schwéiere wirtschaftlechen Ëmfeld ganz kloer hir Daseinsberechtigung hunn.

De virleiende Gesetzesprojet gesäit ebendfalls vir, verschidde Moosnamen zäitweilig un d'Kris unzepassen, dorënner d'Modalitéiten vun der Indemnitéit während dem Chômage. D'Hausse vun der Aarbechtslosegkeet huet d'Dauer vum Chômage an d'Zuel vun de Laangzäitchômeuren an esou och d'Zuel vun deenen, déi um Enn vun der Indemnisiatioun ukomm sinn, an d'Luucht gedriwwen. Am Mee wore vun deenen 13.438 Leit, déi bei der ADEM ageschriwwen waren, 8.273 zënter méi wéi sechs Méint ouni Aarbecht. Dovunner 5.333 zënter engem Joer. Am Mee 2009 hunn d'Laangzäitchômeuren, dat heescht d'Chômeuren, déi méi wéi sechs Méint keng Plaz fonnt hunn, 6.689 Leit ausgemaach, an nach e Joer virdrun, nämlech am Mee 2008 waren et der nëmme 5.226.

D'Zifferen schwätzen also ganz kloer eng ganz eendeiteg Sprooch: D'Tendenz geet a Richtung Verschäerfung vun der Laangzäitaarbechtslosegkeet.

De Problem ass u sech deen, datt, wat ee méi laang um Aarbechtsmaat ausgeschloss ass, d'Reinsertioun, d'Reintegratioun um Aarbechtsmaat ëmsou méi schwéier ass. De Problem gëtt och nach doduerch verschäerft, datt ganz vill Laangzäitchômeuren iwwer 50 Joer al sinn. Esou waren am Mee vun deenen, déi nach ëmmer no zwielef Méint keng Plaz fonnt hunn, 450 - an do soen ech: nëmme -, 450 Leit, déi manner wéi 26 Joer al waren, ageschriwwen, respektiv wann een awer do d'Zuel vun deenen, déi iwwer 50 Joer al sinn, kuckt, da waren dat der 1.843. Dat sinn der véier-, jo bal fënnemol méi. An

dat beweist kloer déi Problematik vun den eeleren Aarbechtslosen.

Duerfir ass et och ganz wichteg, datt mer grad fir déi eeler Aarbechtslose ganz speziell Moossname maachen, esou wéi, an ech hunn et virdrun erwähnt, esou wéi mer och versicht hunn, eng Rei Pisten, oder wéi eng Rei Pisten definéiert gi sinn, fir deene Jonken ze hëllefen. An et gesäit ee ganz kloer, datt dat awer e bestëmmtene Succès huet.

De Gesetzesprojet gesäit vir, d'Modalitéite vun der Indemnisation zäitlech fir eng Dauer vu 24 Méint u sech a verschiddene Beräicher ze modifizéieren. D'Chômage-Indemnitéite gi weder global eropgesat nach generell méi laang ausbezuel, mä de virleiende Gesetzesprojet gesäit vir, den Alter vu 50 Joer op 45 erofzesetzen, fir kënnen vun der Verlängerung vu sechs Méint, wat d'Ausbezuere vun der Indemnitéit ugeet, ze profitéieren. An ech mengen, grad dat ass e ganz wichtegt Element, och wa mer an där jëtzege Gesetzgebung eng Rei Méiglechkeeten haten, déi sechs Méint ze verlängeren. Ech wëll nëmmen drun erënneren, wann ee méi wéi 30% invalid ass, datt een dann no engem Joer konnt ëm sechs Méint verlängert ginn, respektiv awer och, wann ee bereet war, an eng Mise au travail ze goen.

An do wëll ech ganz kloer hei soen, datt een, mengen ech, an dat wëll ech och dem Här Minister mat op de Wee ginn, datt et sécher och eng gutt Chance ass fir eng ganz Rei vu Leit, déi an eng Mise au travail gi bei eng Gemeng oder soss bei eng öffentlech Instanz, en interkommunale Syndikat oder wat och ëmmer, datt se vläicht do awer eng Aarbechtsplaz fannen. Et gëtt eng Rei Gemengen, an ech kennen eng ganz speziell, déi huet an deene leschte Joren, an dat kann ee roueg no-kucken, net manner wéi véier Leit - an et ass net déi gréisste Gemeng -, net manner wéi véier Leit, déi se an eng Mise au travail hat, agestallt.

Wann dat generell applizéiert gëtt, da mécht dat iwwert d'Land dach awer e bestëmmtene Potenzial aus, wann een do och nach interkommunale Syndikater, an och där gëtt et, déi ebenfalls dat praktikéieren, wëll ech och ganz kloer soen, da mécht dat iwwert d'Land dach awer e bestëmmtene Potenzial aus, wou mer grad déi Leit, déi e bestëmmtenen Alter hunn, oder déi Leit, déi mer iwwert déi Beschäftigungsmessuren oder iwwert déi Mise au travail u sech méi fit maachen, an datt da gesot gëtt: „Ma déi do kënnen mer halen, déi maachen eng gutt Aarbecht; do mécht et Sënn, déi definitiv anzustellen.“

Ech wëll och nach drun erënneren, datt zousätzlech dozou och nach déi Leit niewent hirem Chômage 150 Euro kréien, 150 Euro supplementar Ënnerstützung kréie vun dem Fonds.

(Interruption)

Elo 300 souguer; richtig, Här Minister. Ech hunn elo bis haut geschwat, vu datt mer dat hei jo nach net, selbstverständlech elo 300 Euro supplementar kréien, fir hiren Engagement dach awer e bëssen ze ënnerstëtzen. Ech géif dat einfach emol esou soen.

(Interruption)

► **M. le Président.**- Den Här Hoffmann, Här Kaes, stellt lech gär eng Fro.

► **M. Ali Kaes (CSV).**- Majo, wann den Här Hoffmann mir gär eng Fro stellt, da soll hien dat maachen.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Et ass och wierklech eng Fro, awer eng wichteg Fro. Nämlech d'Fro, wann eng Gemeng véier Leit, déi virdrun ënnert der Form vun der Mise au travail bei hir geschafft huet, astellt, da stellt sech jo d'Fro, ob se véier zousätzlech Aarbechtsplaz geschaf huet oder ob se déi véier Leit age-stallt huet an duerfir aner net.

Dat heescht an deem Fall wär keng Aarbechtsplaz bäikomm, sondern, wat natierlech och net negativ ass, déi véier, déi hätten natierlech eng fest fonnt. Mä et

wier awer keng Aarbechtsplaz bäikomm. Dat ass eng entscheidend Fro.

► **M. Ali Kaes (CSV).**- Här Hoffmann, ech wëll lech dorop Folgendes äntwerten: Éischtens ass et deels, deels gewiescht. Dat ass déi éischt Äntwert. An déi zweet Äntwert ass déi, datt do zum Beispill zwee Leit derbäi waren, déi iwwer 50 Joer hunn. Déi hunn eng phantastesch Aarbecht gemaach. Mä si haten den Handicap, iwwer 50 Joer ze hunn, an an der Privatindustrie hätte se Schwierigkeete gehat, eng Plaz ze fannen. An déi, déi mer da vläicht méi Jonker an eng Gemeng geholl hätten, déi Gemeng, déi wieren awer héchstwahrscheinlech, déi do Leit, déi wieren op der Streck bliwwen an déi hätte keng Plaz méi fonnt.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Dat ass richtig, jo.

► **M. Ali Kaes (CSV).**- Duerfir mengen ech nach ëmmer, datt et eng gutt Saach ass, Här Hoffmann. Dat wëll ech u sech lech op déi Fro do geäntwert hunn.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Merci, Här Kaes.

► **M. Ali Kaes (CSV).**- Wéi gesot, vun deser Verlängerung - ech kommen dann elo zréck op meng Erklärung vun deser Verlängerung - sollen och Leit profitéieren, déi entlooss gi sinn, well hire Patron opgehale huet, oder déi entlooss gi sinn an hirem Betrib, ënnert dem System vun Chômage partiel, scho wéinstens während sechs Méint weidergeschafft hunn.

De Plaffong vun der Indemnité de chômage gëtt jo bekanntlech och geännert. An zwar gëtt engersäits de Plaffong vun 250% vum soziale Mindestloun vu sechs Méint op néng Méint jo ausgedehnt, wat ganz wichteg ass, fir dann op 200% reduzéiert ze ginn. An dee Plaffong vun annerhelfmol dem Mindestloun gëtt u sech suspendéiert, wat, an ech kommen nach dorop ze schwätzen, eng ganz gutt Décisioun an esou schwéieren Zäiten ass, wéi mer se kennen.

All des Moossname sécheren dem Chômeur, virun allem dem Laangzäit-chômeur, méi laang en adequat Akommes, wéi dat haut de Fall ass. Et geet hei dorëms, déi ekonomesch Konsequenze vun der Kris an ebe vun der Aarbechtslosegkeet, an éischer Linn der Laangzäitarbeitslosegkeet besser an d'A ze faassen. Et ass eng wichteg Viraussetzung, wann ee wëllt, datt e Chômeur fit ass, fir nees zréck op den Aarbechtsmaart ze kommen. Well, wann ee sech stänneg mat finanzielle Schwierigkeeten an Enkpäss plot, an dat ass leider fir vill Aarbechtsloser den Alldag, ass et immens schwéier, fir de Kapp fräi ze hunn a fir de Kapp fräi ze halen, fir no enger Aarbechtsplaz, mat leschter Konsequenz no enger Aarbechtsplaz ze sichen. Och eng gelonge beruflech Réinsertioun setzt einfach den honnertprozentegen Asaz viraus.

De virleiende Gesetzesprojet wäert dozou bäidroen, fir datt desen honnertprozentegen Asaz och beschtméiglech ka garantéiert ginn.

Selbstverständlech ass et mat Modifikatiounen um Niveau vun den Indemnisationsmodalitéiten net gedoen. D'Employabilitéit vun all Chômeur a besonnesch vun de Laangzäit-chômeure muss weider verbessert ginn. D'Aktivitéitsmoossnamen, d'Aktivatiounsmoossnamen - pardon -, déi mer schonn zënter Laangem hunn, mussen weider agesat ginn an - falls noutwendeg - un d'Gegebenheete vum Moment adaptéiert ginn.

D'Chômeuren iwwer 30 Joer, déi en fin de droit kommen, dat heescht, déi an eng Situatioun geroden, wou se kee Recht méi op eng Indemnisation hunn, sinn, an dat ass dat Mannst, wat ee ka soen, an enger ganz heikler Situatioun. Fir hir Réinsertioun esou schnell wéi méiglech virunzedreien, gesäit de Gesetzesprojet vir, datt de Patron, deen esou e Chômeur iwwer en onbefristete Kontrakt astellt, vum Fonds pour l'emploi 80% vum Salaire, deen hien déi éischt dräi Méint ausbezuel huet, zréckerstatt kritt. D'Bedéngung ass natierlech, datt de Salarié no engem Joer nach am Betrib ass. Dëst, fir u sech Abusen ze verhënneren.

Dës Moossnam ënnerstëtzt souwuel d'Patronen. Si erlaabt hinnen et, an enger méi

onsécherer Zäit an d'Zukunft ze investéieren an nees Leit anzustellen, a gëtt der Beschäftigung deen néidege Stouss, wat am Intérêt vun den Demandeurs d'emploi ass.

Léif Kolleginnen a Kollegen, de Gesetzesprojet gesäit nach aner Moossname vir, déi zum Beispill mat der Législatioun vum Chômage partiel ze dinn hunn. De Regime vum Chômage partiel gëtt méi flexibel, fir esou besser d'Betriben ze ënnerstëtzen.

Déi grouss Innovatioun vum Gesetzesprojet ass déi, datt och d'Betriben, déi net engem Secteur ugehéieren, deen offiziell als e Secteur a Kris considéiert gëtt, vum Chômage partiel profitéieren kënnen. Et geet duer, datt d'Aktivitéit vum Betrib ofgeholl huet. Fir méi genee ze sinn: D'Aarbechtszäit oder de Volume muss am Betrib mindestens 40% ofgeholl hunn. Am Virfeld müssen ausserdeem des Betriben entweder e Plan de maintien dans l'emploi ausgeschafft hunn, oder et gëtt en Accord mat de Sozialpartner.

Fir d'Employeuren nach méi ze ënnerstëtzen, d'Aarbechtsplazen an hirem Betrib ze erhalen, gesäit de Gesetzesprojet vir, datt d'Part patronale vun de Cotisations, esou wéi den Här Rapporteur dat scho gesot huet, vum Fonds pour l'emploi iwwerholl gëtt, wann de Betrib zënter sechs Méint vum Chômage partiel profitéiert an ënnert der Bedéngung, datt déi verlueren Aarbechtsstonne pro Mount 25% vun der normaler Aarbechtsdauer iwwerschreiden.

De Gesetzesprojet gesäit ausserdeem vir, nei Moossnamen, ergo permanent Modifikatiounen a Verbesserungen anzeféieren, déi also net zäitlech begrenzt sinn. Dës Modifikatiounen reie sech an d'Logik vun der Aktivatiounspolitik an, déi zënter Jore vun der Regierung bedriwwen gëtt an déi op déi verschidde Kategorië vu Chômeuren zougesechnidde ass.

Dir Dammen an Dir Hären, ech ginn elo net op des eenzel Moossname weider an. Si sinn lech ebe vum Här Rapporteur ausféierlech souwuel a sengem schrëftleche wéi a sengem mündleche Rapport virgestallt ginn.

Ech erlabe mer zum Schluss vu mengen Ausféierungen och den Accord vu menger Fraktioun, der CSV-Fraktioun, ze ginn, a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **Une voix.**- Merci, Här Kaes.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Kaes. Als Nächsten ass den Här Bauler age-droen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Bauler (DP).**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, net méi spéit wéi gëscht Owend konnt een op RTL-Télee e Bericht iwwert d'Situatioun bei der Goodyear zu Colmar-Bieng gesinn. Déi zaart wirtschaftlech Reprise erlaabt et dem grouse Pneufabrikant, aus dem Zeenario vun der Kuerzaarbecht erauszeklammern an nees nei Leit anzustellen. 170 zousätzlech Leit sollen age-stallt ginn - fir den Ufank mat zäitlech begrenzte Kontrakter.

Dem Responsabele vun der Goodyear no ass et ganz schwéier, Leit ze fannen, well d'ADEM keng Leit vermëtteln kann an d'Entreprise domadder sech gezwonge gesäit, och am noen Ausland ze rekrutéieren. 30 weider Leit hätten dem Vertrieeder vun der Goodyear no kënnen age-stallt ginn, wann am Juli keng Indexbranche erfall wär.

Dëst Beispill, wat leider net dat eenzegt ass, ënnersträicht zwou Saachen. Éischtens, d'Déficience vun der CSV/LSAP-Aarbechtsmaartpolitik an hir jorelaang Passivitéit bei der Ëmsetzung vun der grondleeender Reform vun der ADEM, wéi d'DP se scho jorelaang fuerdert.

An zweetens, d'Haltung vun der LSAP a Saachen Index verhënnert d'Schafung vun neien Aarbechtsplazen, verhënnert also domadder d'Reduktioun vum Chômage a verhënnert, dass Leit nees a Loun a Brout kommen, a weiderhi vu sozialen Transferté liewe mussen.

Kee Wonner also, datt den Här Aarbechtsminister am Kader vun enger Pressekonferenz den 20. Oktober 2009 versprach hat, sech esou séier wéi méiglech ëm

d'Reform vun der ADEM ze këmmern. An deem Dossier dierft keng wäertvoll Zäit méi verluer goen, sou de Minister, deen op enger weiderer Pressekonferenz virun e puer Deeg ugekënnegt huet, bis den Hierscht e Projet de loi fir d'Reform vun der ADEM virzeleeën.

Här President, widderhuele mer nach eng kéier, datt d'Demokratesch Partei zënter Jore fir eng onofhängeg Aarbechtsagentur antrëtt, déi e bessere Service fir d'Betriben ubitt, déi Leit astelle wëllen, déi eng nei Schaff oder eng aner Schaff sichen.

A firwat soll des Agentur net mat private Vermëttler a Coachen zesummeschaffen, fir esou den Erfolg op der Sich no enger neier Plaz ze garantéieren? Zënter Jore verlaange mer, datt een endlech déi néideg Schlussfolgerungen aus zig Auditen a Studië ronderëm d'ADEM soll zéien. Zënter Jore weise mir dorop hin, datt aus der ADEM eng Aarbechts- a Weiterbildungagentur soll ginn, wou den Haaptakzent op der Weiterbildung an op der gezielter Orientéierung vum Chômeur läit.

An zënter Jore gi mer net midd ze ënnerstächen, datt d'ADEM, fir all desen Eerausfuerderunge wierksam begéien ze kënnen, onofhängeg a flexibel an hiren Funktionsweis muss sinn. Mir sinn zudéifst dovunner iwwerzeegt, datt et net eng Administratioun ka sinn, déi de Problem vun der steigender Aarbechtslosegkeet ka bekämpfen, mä eng flexibel Struktur, déi op déi eenzel Chômeure mat hirem spezifische professionellen a perséinlechen Hannergrond anzegoe versteet an zesumme mat hinne Sortien aus dem Chômage sicht.

Aus der Verwaltung vum Chômage muss eng Aktivéierung vum Chômeur ginn. Well och déi bescht personaliséiert Betreuung hëllef net weider, wa mir net och endlech zu enger méi aktivéierender Aarbechtsmaartpolitik kommen, wou den eenzelnen Demandeur d'emploi sech och selwer muss beweegen wëllen a Responsabilitéit iwwerhuelen, a wou mer och op där anerer Säit awer alles ënnerhuele mussen, fir keen am Stach ze loossen, deem seng perséinlech Ustengungen him net an der gewünschter Zäit zu enger neier Beschäftigung hëllef fannen.

Enn Juni huet de Minister éischt Konklusiounen aus sengem Pilotprojet „Fit for job“ gezunn, e Pilotprojet, deen am Finanzsektor ugesiedelt ass an deen e Virgeschmaach op eng komplett nei proaktiv a moossgeschneidert Aarbechtsvermittlung soll ginn. De Bilan wär positiv, gouf gesot. Ronn en Drëttel vun de Leit kruten no dräi Méint eng nei Plaz.

Dese Projet, deen och op aner wirtschaftlech Beräicher ausgedehnt soll ginn, setzt op individuell Berodung an op eng Vereinfachung an der Jobvermittlung. E weist, datt dat, wat d'DP zënter Joren afuerdert, nämlech e komplett Ëmdenken a Saachen Aarbechtsvermittlung, ewech also vum Verwaltungsdenken, dat bis ewell d'ADEM ausgezecht huet, hin zu enger flexibeler Jobvermittlungsagentur, datt dat also alles méiglech ass a besser Resultater fir déi Concernéiert bréngt, wann een dozou de politesche Wëllen huet.

Här President, den Här Minister fënnt d'Demokratesch Partei ëmmer op senger Säit, wann et heescht, endlech nei Weeër an der Bekämpfung vum Chômage ze goen. Den Här Minister fënnt d'Demokratesch Partei ëmmer op senger Säit, wann et drëms geet, fir d'ADEM esou ze reforméieren, datt mer dauerhaft aus der Logik vun der traditioneller Verwaltung vum Chômage kommen. An den Här Minister fënnt d'Demokratesch Partei ëmmer op senger Säit, wann d'Orientéierung an déi individuell Begleitung vum eenzelnen Demandeur d'emploi spierbar verbessert solle ginn.

Awer den Här Minister fënnt d'Demokratesch Partei net op senger Säit, wann dat Wuert Aktivéierung als Schlagwuert benotzt gëtt, d'Politik an d'Handele vum Ministère awer ganz aneschtens ausgesinn, esou wéi dat beim virleienden Text de Fall ass. En Text, deen nach ëmmer nëmmen op Geldleeschungen amplaz och a grad op eng wierklech a wierksam Aktivéierung setzt.

Här President, iwwert déi materiell Nout eraus, déi duerch de Chômage ausgeléist



gëtt, däréif een ni iwwersinn, datt d'Aarbechtslosegkeet ëmmer als en individuellen Drama emfonnt gëtt, en Drama, deen déi betraffe Persoun an déi betraffe Famill an déi materiell Aarmut erofzëie kann. Besonnesch fir méi eeler Aarbechtsloser gëtt et ëmmer méi schwéier, eng nei Plaz ze fannen, wa si hiren Job ab 45 Joer gekënnegt kréien. Mat dësem Gesetzesprojet gi Mesuren ergraff, mat deenen déi Betraffe méi laang indemniséiert ginn. Besonnesch a Krisenzäite gëtt dës Kategorie vu Chômeure méi haart getraff a kritt et nach méi schwéier, eng nei Schaff ze fannen.

D'Demokratesch Partei wëllt sech dëser zäitweiliger, also provisoirescher Moossnam net an de Wee stellen. Mir weisen awer drop hin, datt mat dëse Mesuren einstweilen déi vill zitëiert, jo beschwuere Aktivierungspolitik ëmmer nach e Lëpsebekenntnis bleift. Och d'Verlängerung vum Spezialregime, deen et erlaabt, d'Kuerzaarbecht ënner bestëmmte Konditiounen ze verlängere, ass eng Moossnam, déi nees mam Scheckheft beglach gëtt, quitte datt d'Demande fir dës Mesure éischter zréckgeet a quitte datt se derzou bäidroen soll, fir déi betraffe Lëtzebuurger Betriber op e Pied d'égalité mat däitschen Handwerksbetriber ze stellen, déi vu gënschtege Bedéngungen am Beräich Kuerzaarbecht profitéieren.

Dës Moossnam soll jo och Betriber hëlfe, déi schonn am Kuerzaarbeitszenario waren an déi nach e puer Méint an där Situatioun iwwert d'Ronne komme mussen. Komesch, datt souwuel d'UEL wéi och den Handwierkerverband sech net esou richtig mat dëser Moossnam ufrënnen kënnen, virun allem och, well gefaart gëtt, datt et zu Wettbewerbsverzerrungen innerhalb vum enger Branche kéint kommen. Do freet ee sech, wien iwwerhaupt do mat wem schwätzt, an ob déi Mesuren, déi mer elo stëmme sollen, leschten Enns dann net iwwert d'Zil eraus-schéissen.

Och d'Chambre des Métiers an d'Chambre de Commerce ware ganz kritesch an hire respektiven Avisen an hätte sech éischter eng effikass Aktivierungspolitik an eng schnell Réinsertioun vun den Demandeurs d'emploi gewünscht, wéi déi Mesuren, déi an dësem Text proposéiert ginn.

Här President, nach eng Kéier, mir verbleiwen och mat dësem Gesetzesprojet am traditionelle Kontext. Dat heescht, d'Regierung bezitt, mä déi strukturell Problemer bleiwen. De Minister huet an engem „Lëtzebuurger Land“-Interview vum 18. Juni 2010 selwer ugekënnegt, datt all déi Beschäftigungsprogramme vill Geld kaschten an datt all Moossname bis 2011 missten enger Käschten-Notzen-Analyse ënnerworfen ginn.

Ech wëll dem Minister Nicolas Schmit kengesfalls de gudden Willen ofstreiden, nohaltege Verännerungen am Beräich vun der Aarbechtsmaartpolitik an der Vermittlung vun Aarbechtslose virzehuelen. An deemselwechten „Land“-Artikel ënnersträicht de Minister och, datt d'Leit, déi am Chômage sinn, esou séier wéi nëmme méiglech a Brout an Aarbecht komme mussen, an datt duerfir d'Sich no enger neier Schaff lancéiert soll gi vun deem Moment un, wou eng Entloosung ugekënnegt gëtt an net méi réckgängeg ze maachen ass.

Esou wäit, esou gutt. Ech froe mech just, firwat dat esou laang dauere muss. Och mat dem bestehende Staff vun der ADEM wier et bis ewell duerchaus méiglech gewiescht, al Pied ze verloossen, Reflexer, déi et net bréngen, endlech opzeginn a sech eng nei Methodologie an der Vermittlung vun Aarbechtsplazen ze ginn, fir esou eng nei Betreuungsqualitéit ze begënschtegen.

Firwat konnt d'Nodenken iwwer eng nei Kultur an der Aarbechtsplazvermittlung net schonn am Hierscht 2009 an der zoustänneger parlamentarescher Kommissioun ufänken? Et geet net duer, den Avis vun engem auslänneschen Expert ofzewaarden. Entre-temps hätte mer am Virfeld vun der Reform vun der ADEM duerchaus kënnen en Austausch iwwer nei Weeër an der Vermittlung an an der Weiterbildung vun Chômeuren organiséieren.

D'Abanne vum Parlament wier sécherlech net vu Muttwëll gewiescht, zemoos vum de Minister an der Press ugekënnegt huet, datt en een - ech zitëieren -: „fierchterlechen Drock ausüben wäert“ - Zitat Enn -, zemoos wann et ëm eng méi effikass Vermittlung vu Chômeure geet. Wann de Minister e bësse vun deem Drock oder Damp an der Kommissioun ofgelooss hätt, da wiere mer schonn direkt am Hierscht 2009 an eng Diskussioun iwwert dës brennende Sujet komm.

Et ass awer ze begrëssen, datt den Här Aarbechtsminister enger DP-Fuerderung nokomm ass, andeems hien d'Zuel vun der Vermittler staark eropgeschrauft huet.

(Interruption)

Ech gouf dëslescht hei an der Chamber vun him an d'Gebiet geholl, well ech a menger „Europa-2020“-Ried dës Schrëtt net explizit ervirgehuewen hat. Fakt ass awer deen, datt mer zurzäit - ech betounen „zurzäit“ - nach net iwwert den Zoustand vun Ukënnegungen iwwer strukturell Reformen an iwwer nei - ech nennen dat emol - methodologesch Weeër eraus sinn.

An et ass eigentlech dat, wat ech gemengt hat, wéi ech gesot hat oder wéi ech sot, datt nach net vill Konkretes geschitt wier. Et ass awer ze begrëssen, datt den Aarbechtsminister 40 nei Placeure rekrutéiert huet a regional Büroe vun der ADEM iwwer Land an d'Liewe geruff huet.

D'Reform vun der ADEM muss awer nach aner Schrëtt mat sech bréngen. Esou zum Beispill den direkte Kontakt tëschent der Aarbechtsagentur, den Entrepreneuren an den Demandeurs d'emploi erméiglechen. Plazvermittler a Betreier mussen déi néideg Zäit hunn, fir en Netz vu Kontakten mat den Entrepreneuren an deenen hire Personaldepartementer op- an auszubauen. Och dat ass eng Fuerderung, déi d'Demokratesch Partei virun de Wahlen formuléiert hat a wou mir haut nach ëmmer net gesinn, wéi d'Regierung dat a Musek ëmsetze wëllt.

Mir brauchen - et ass elo éinescht ugeklungen - eng nei Kultur an der Begleitung vum Chômeur, deen, soubal e sech ageschriwwen huet, gefuerdert a gefördert muss ginn, deem seng Begleeder à la fois Beroder, Coach a Vermittler ginn oder sinn, d'Éegeverantwortung bei Demandeurs d'emploi ënnerstëtzen an entwéckelen op där enger Säit, an d'Neidefinéiere vun der Roll vum Vermittler, deen ewech vum Verwalter hin zum Jobcoach komme muss, op där anerer Säit. Dat ass eng weider Erausforderung, där déi reforméiert ADEM sech stelle muss.

Och dat huet d'Demokratesch Partei virun de Wahlen formuléiert. An och hei ass nach net ze gesinn, wat fir ee Konzept d'Regierung finalement huet. Ausbildung, Weiterbildung an Orientéierung vun den Aarbechtslosen, dat si weider Schlësselwierder an de Fuerderunge vun der DP. Si spillen eng zentral Roll an der Aktivierung vun eenzelne Chômeur. Aktivierung, dat ass e Wuert, dat dem Här Minister um Härz läit, dat hien och an der Chamberskommissioun vum 24. Juni net midd gouf ze répétéieren an unzënnegen.

Här President, well mir als Demokratesch Partei skeptesch sinn, ob de Paquet vu Mesuren, déi an dësem Gesetzesprojet regruppéiert sinn, hir Friichten droen, a well hei erëm reflexaarteg eng Geldléisung enger struktureller Approche virgezu gëtt, wëlle mir eis bei dësem Projet, dee mir nottamtend wéinst de Mesuren am Beräich vun der Kuerzaarbecht net komplett verwerfe wëllen, enthalten.

Ofschlëssend, Här President, wëll ech dem Rapporteur, dem honorabele Kolleg Roger Negri, fir säin ausféierleche mëndlechen a schrëftleche Rapport Merci soen. Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bauler. Als nächst Riednerin ass d'Madame Viviane Loschetter agedroen. Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Viviane Loschetter (d'ei gréng).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Virgänger vun dësem Aarbechtsminister hat am Februar 2009 e Gesetz stëmme gelooss, fir duerch transitoresch Mesuren der Finanz- a Wirtschaftskris ent-

gëntzewierken. E reaktiivt Gesetz am Sënn vun: op eppes reagéieren.

Effektiv ass déi lescht Joren am Domän Beschäftigungspolitik vill reagéiert ginn. Oft huet dee viregten Aarbechtsminister sech selwer als Pompjee betitelt. Seng gréissten a sécherlech schwéierst Pompjeesaktioun wor, e Plang opzestellen, fir de Schwieregkeeten entgëntzewierken, déi um Aarbechtsmaart duerch d'Kris opkomm sinn an déi en huet misse meeschteren.

Mir hunn dës provisoiresch an transitoresch Mesurë matgedroen zu deem Zäitpunkt, well mir och der Meenung woren, datt punktuell finanziell Ennerstëtzungsmesurë virun allem a puncto Kuerzaarbecht bei Risiko op konjunkturelle Chômage Sënn gemaach hunn.

Entre-temps no engem décke Joer hu mer en neien Aarbechtsminister an eng nei al Regierung. Mir haten ons net nëmme als Gréng virgestallt, mä et als absolut Noutwendegkeet ugesinn, datt deen neien Aarbechtsminister a sengem wuelbekanntem Dynamismus eng global Beschäftigungspolitik mat zesummenhängend a vernetzten Aktiounen géif prioritär ausschaffen. Jo, souguer datt e vun där ganzer Regierung deen Optrag géif kréien.

E PAN, e Plan d'Action National, baséierend op eng Evaluatioun vu Besoinen, baséierend op eng proaktiv Beschäftigungspolitik. Eng dynamesch a proaktiv Beschäftigungspolitik, déi ëmgesat gëtt a Kollaboratioun mat der Schoul, zesumme mat den Aus- an Ëmbildungsinstituten, mat der Hëllef vun de Sozialpartner, zesumme mat enger performanter Beschäftigungsinstitutioun, a schlussendlech zesumme mat deenen anere concernéierte Ministèren a Ministerkolleegen.

Mir brauche complémentaire zu de finanziellen Mesuren och eng nei an innovativ Beschäftigungspolitik. Eng Beschäftigungspolitik, déi an d'Mënschen investéiert. Et léisst sech net alles mat Sue regelen, an Zukunft ëmmer manner.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Viviane Loschetter (d'ei gréng).** - Dat ass eppes Neies fir ons hei zu Lëtzebuerg, déi duerch seng successiv Politike gewinnt waren, mat Suen alles ze regelen an alles ze léisen. Déi Rechnung geet net méi op. De Motto „Wann ech keng Iddien hunn, da maachen ech et mat Suen“, wäert an Zukunft net méi den Aarbechtsmaart ënnerstëtzen an d'Beschäftigungspolitik och net weiderdriewen.

Voilà! Haut, e Joer nodeem den Aarbechtsminister am Amt ass, stëmme mer e Projet de loi, dee virun engem knappe Mount déposéiert ginn ass, an deen, wa mer ganz éierlech sinn, praktesch eng Verlängerung ass vum Gesetz vum viregten Aarbechtsminister, keng wesentlech nei Iddi, keng Innovatioun, keng proaktiv Mesuren, just déiselwecht Iwwergangsmesuren, déiselwecht transitoresch Mesuren.

Wa mer dann nach d'Opportunitéit vun der finanzieller Ennerstëtzung vum Chômage partiel ënner bestëmmte Bedéngunge bei Betriber, déi vum konjunkturelle Chômage betraff sinn, agesinn, esou kann dat an onsen Aen awer net méi déi eenzeg Form vun Ennerstëtzung sinn, zemoos wou mer geschter - an et ass schonn hei gesot ginn - vun der Goodyear héieren hunn, datt si erëm op eegene Féiss stinn, Vollzäit schaffen a souguer Leit astellen.

Parallèll zu dësem Projet de loi, dee säi Wee duerch d'Chamberskommissioun an duerch de Statsrot gemaach huet, ass de Minister beschäftegt, eng Pressekonferenz ze organiséieren, wou en dem Land déi grouss Reform vum Arbeitsamt annoncéiert. A mir verstinn lech, Här Minister. Mir verstinn, datt den Aarbechtsminister gläichzäiteg zu de Mesures temporaires, fir dem Chômage entgëntzewierken, och vun där Institutioun wëllt schwätzen, déi fir d'Ëmsetzung vun dëse Mesuren d'Veantwortung muss iwwerhuelen. Dat wär eigentlech e Stéck vum Puzzle vun engem globalen nationalen Aktionsplang.

Mä net nëmme huet de Minister d'Chamber an déi zoustänneg Kommissioun - an et ass och scho ganz diplomatesch vu mengem Virriedner suggéiert ginn - net informéiert, och net rapportéiert, a vum politeschen Austausch leider emol guer

net ze schwätzen. De Minister annoncéiert der Chamber, de 60 Deputéierten an dem ganze Land per Pressekonferenz, wat dann elo Tacheles ass aus der Reform vum Arbeitsamt, déi wichteg, noutwendeg an annoncéiert Reform vun enger wichteger Institutioun, déi eng eminent wichteg Roll ze spillen huet an dësem Dossier vu Beschäftigungspolitik an Antikrise-Moossnamen.

An de Premier, onsen Här Juncker, huet d'lescht Joer ëm dës Zäit hei annoncéiert, wat d'Regierung wëlles hat, zumindest virun engem Joer. An ech zitëieren lech de Programme gouvernemental: «Création d'un établissement public „Agence luxembourgeoise pour l'emploi“». Afin d'accroître...» - an dat ass d'Argument - «...l'efficacité des politiques actives de l'emploi et d'intermédiation entre offres et demandes d'emploi, le Gouvernement entamera une réforme structurelle fondamentale de l'Administration de l'Emploi, afin de la rendre apte à répondre de manière rapide et flexible aux défis toujours changeants du marché du travail.

Suite aux recommandations du rapport de l'OCDE...» - an et waren der méi - «...sur le service public de l'emploi au Luxembourg, l'Administration de l'Emploi actuelle sera sortie de son carcan d'administration étatique.»

Här President, ech brauch lech jo elo hei net ze soen - a mä Virgänger huet et och schonn ënnerstach -, datt dës Regierung mat Sécherheet hei an der Chamber eng breet Majoritéit kritt hätt, well praktesch all Partei huet sech fir en Établissement public an eng Restructuration fondamentale vum Arbeitsamt ausgeschwat.

Awer esou ass et net. A mir kënnen, wa mer éierlech sinn, zumindest fir dat, wat mer haut wëssen, net vun enger Reform schwätzen, a scho guer net fir dat, wat mer haut wëssen, vun enger Réforme structurelle fondamentale, well et ännert sech praktesch näscht an där Verwaltung, déi nottamtend och dës Mesurë muss an d'Praxis ëmsetzen. D'Propos vum Aarbechtsminister: Et behält jiddwereen déiselwecht Struktur, praktesch jiddwereen déiselwecht Aarbecht, et kritt vläicht en neien Numm an et ginn effektiv eng 40 Leit agestallt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir gesi wierklech net, wéi dës Land sech ka fir déi nächst Generatioun nohaltege opstellen, wa mer et net fäerdege bréngen, engersäits global a vernetzt ze schaffen, fir déi Créneauen ze erschaffen, déi Aarbecht an onst Land bréngen, déi dozougehéierend Formatioun unzëbiden, den noutwendige Suivi ze garantéieren, an déi Institutiounen, déi mer dofir brauchen, och esou performant ze gestalten, datt se kënnen effikass an effizient schaffen.

Hei zape mer nach zousätzlech aus dem Fonds pour l'emploi, mir verschieben eigentlech de Problem vum Chômage op spéider, andeem mer e bezuelen, anstatt e mat den Haren ze huelen. Mir hunn och nach ëmmer keng Perspektive fir ons Jugendlecher, keng visibel Kollaboratioun tëschent de concernéierte Ministeren, keng Ausweitung vum Prinzip vum Consultant, vum Conseiller à l'apprentissage, vun der Berufsorientéierung an esou weider.

An dobäi hu mir an onsem Land nach esou vill méi Méiglechkeete wéi an onsen Nopeschlänner. Wéi schued ass et eigentlech, datt mer onse Potenzial elo an direkt net ausschöpfen!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, well ons déi finanziell Mesuren, déi hei proposéiert ginn, definitiv net durginn a well dat Wesentlech felt, nämlech de Chômage net ze finanzéieren, mä de Chômage ze bekämpfen, kënne mir dësem Projet de loi net zoustëmmen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci der Madame Loschetter. Elo kritt den Här Gibéryen d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kolleegen,

ech wëll och vun eiser Säit aus dem Kolleg Roger Negri Merci soe fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport, deen, wéi mer dat vun him kennen, ëmmer exzellent war.

Dëse Projet, Här President, dee geet am Fong ëm d'Diskussionen am Kader vun der Tripartite. Souguer wann d'Tripartite u sech en Échec war, esou géife mir awer vun eiser Säit aus soen, dass ee muss soen, dass deen heiten Deel vun der Tripartite dee positiven Deel vun der Tripartite war, dee mer haut hei iwwert de Wee vun deem Gesetz ëmsetzen.

Et ass, mengen ech, e Gesetz, wat zum Zil huet, eng Rei vu Moosnamen, déi an deene leschte Joren am Interessi vun der Bekämpfung vum Chômage geholl si ginn, ze verlängeren, respektiv fir Verbesserungen erbäizeféieren. Ech brauch elo net méi op d'Entwécklung vun de Chômagezuelen anzugehen, de Rapporteur an och verschidde Virriedner vu mir hunn dat am Detail gemaach. Mir mussen just festhalen, mengen ech, dass de Chômage iwwer eng Rei vu Jore permanent hei zu Lëtzebuerg an d'Luucht gaangen ass an dass e krisebédéngt an deene leschten zwee Joer dramatesch an d'Luucht gaangen ass.

Och wann en elo temporaire kuerzfristeg an deene leschten zwee Méint zrëckgaangen ass, esou wësse mer, dass de Chômage all Joer am Fréijoer, wann d'Wieder gutt ass, zrëckgeet. Dat ass e saisonal bedéngte Réckgang, op dee mer eis näischt dierfen abilden. Dat hate mer nach all Joer, och a Krisenzäiten; da vläicht net esou staark, mä dass en ëm des Zäit zrëckgaangen ass. Mä generell mussen mer wëssen, dass de Chômage an deene leschte Jore geklommen ass an op engem Rekordniveau ass, wéi mer en hei am Land ni kann hunn.

Mir hunn an deene leschte Jore Moosnamen ergraff, virun allem wat de Chômage partiel ubelaangt, wat mir als ADR ëmmer begréisst an ënnerstëtzt hunn, well et virun allem drëms geet, Leit an Aarbecht ze halen, an et virun allem drëms geet, dass d'Betribler weider funktionéieren. Et ass virun hei d'Goodyear ugeschnidde ginn. D'Goodyear ass e gutt Zeeche vun esou Moosnamen, déi keng Entloosungen huet brauchen ze maachen, mä déi iwwert de Wee vun der Kuerzaarbecht konnt eng Zäit iwwerbrécken an elo erëm lues a lues un d'Rulle kënn, wou déi Leit hir Aarbechtspolze behalen hunn, an dorwäert eraus elo zousätzlech Leit och nach wäerte kënnen agestallt ginn. Ech wäert herno och nach eng Kéier op déi Aussoe vun der Goodyear zrëckkommen.

Mir mengen - wa mer éierlech sinn heibannen -, et huet keen d'Allheilmittel an der Täsche, wéi mer de Chômage vun haut op muer reduzéiert kréien. Jiddweneen huet déi eng oder déi aner gutt Iddien, mir hunn déi eng oder déi aner Moosnam, mä e Rezept, fir de Chômage einfach erofzesetzen, dat gëtt et net. Well, wann et dat géif ginn, da wiere mir warscheinlech net déi Éischt, déi et fonnt hätten, well da géif et et och am Ausland ginn, wou de Chômage vill méi héich ass.

Mä mir hunn eng Rei vu Moosnamen, wou mer kënnen reagéieren, an ech mengen, mir hunn och scho vill reagiert, wat awer net wëllt heeschen, dass een duerfir kann d'Regierung absolut fräischwätze fir alles dat, wat gemaach ginn ass. Villes hätten kënnen besser, viles hätten kënnen méi séier gemaach ginn. Mä wichteg ass, dass wa mer Problemer erkennen a mer wëssen, dass mer déi kënnen punktuell léisen, mer dat maachen.

Ech mengen, de Problem vun de Laangzäitchômeuren, dee gëtt an enger Krisenzäit ëmmer méi grouss an ëmmer méi schwéier, an déi Chifferen, déi virdu genannt gi sinn, déi hunn dat och gewisen, dass mer ëmmer méi där Leit kréien. An et ass wierklech jo och ëmmer méi schwéier, fir an deem Alter Plazen ze fannen, fir déi Leit nach an den Aarbechtsmaart erëm ze reintegréieren.

Et ass duerfir wichteg, wa mer wëssen, dass haut Leit, déi eng Véiertche vir hunn,

praktesch scho bal keng Chance méi hunn, op eisem Aarbechtsmaart ënnerzokommen, esou ass dat net nëmmer eng Responsabilitéit vun der Politik, fir sech dann ëm déi Leit ze bekëmmern, mä ech mengen, et ass och eng Responsabilitéit vun den Entrepreneuren, fir ze wëssen, dass se eng Verpflichtung och vis-à-vis vun der Gesellschaft dann hunn an net nëmme kënnen jonk Leit astellen - wéi e fréiere Kolleg vu mir ëmmer gesot huet, wat Zehnkämpfer sinn am Schaffen, déi och nach vläicht fir méi bëlleg schaffen - a mengen, Leit, déi mat Erfahrung do sinn, Leit, déi och vläicht eppes weider verdéngen, missten aus der Aarbechtsplaz erauszéieren. Et ass also hei och eng Responsabilitéit vun de Betribler, fir derfir ze suergen, dass déi Leit, déi méi en héijen Alter hunn, och...

An et sinn och dacks déiselwecht Kreesser, déi am Fong, wa mer iwwert d'Pensiounen diskutéieren, heihinnerkommen an zu eis soen: Mir mussen de Pensiounsalter héijen. Mä si beschäftegen d'Leit schon net méi, wa se iwwer 40 Joer al sinn! Also, dat steet net an engem Kontext. Et kann een net gläichzäiteg higoen a soen, de Pensiounsalter muss gehéicht ginn, awer keng Leit méi an deem Alter wëlle beschäftegen.

Wa mer haut higinn a mer setzen déi Moosnam fir d'Laangzäitchômeuren, fir kënnen zousätzlech sechs Méint vum Chômage ze profitéieren, vu 50 op 45 Joer erof, esou fënn dat eis Zoustëmmung, wéi och déi aner Moosnamen, déi och gréisstendeels net am Intérêt direct vum Chômeur sinn, mä gréisstendeels am Intérêt vun de Betribler sinn, déi do Zouhëllef kréien, déi selbstverständlech dann och hirem Salarat zeguttkommen, well déi da kënnen weiderbeschäftegt ginn.

Wichtig ass fir eis d'Reform vun der ADEM, déi bevirsteet, déi soll esou séier wéi méiglech kommen. Ech mengen...

► **Une voix.** - Déi ass amgang.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Déi amgang ass, jo, déi awer soll esou séier wéi méiglech och da finaliséiert ginn, dass mer se kënnen zur Ofstëmmung kréien. Ech mengen, dat rapid Uklamme vum Chômage verlaangt, dass och do rapid reagiert gëtt!

Fir eis ass de Statut vun enger ADEM - dat hu mer heibanne scho gesot - net esou wichteg, ob dat öffentlech ass oder öffentlech-rechtlech oder privat. Fir eis ass wichteg d'Struktur vun der ADEM a wéi se funktionéiert, an d'Moyenen, déi déi Leit kréien, a wéi se sech op de Chômeur beweegt, wéi se de Chômeur begleet. Dann ass et egal, ob dat fir mech e private Salaré ass oder ob dat e Fonctionnaire ass. Wichtig ass, dass deen dat richteg Encadrement, de richteg Kader, déi richteg Méiglechkeeten huet, fir dee Chômeur ze begleeden.

Well dem Chômeur ass et och egal, wat fir ee Statut dee vis-à-vis huet. Dem Chômeur ass et wichteg, dass en do gehollef kritt an dass en iwwert de Wee kann eng Plaz fannen. Duerfir mengen ech sollte mer net esou vill iwwert de Statut streiden, mä mer sollte vill méi iwwert d'Moyen streiden, déi déi Leit op der ADEM kréien, fir kënnen vis-à-vis vun de Chômeuren ze handelen. De Statut ass also net esou wichteg!

Wichtig ass och, dass déi ADEM eng Flexibilität kritt, fir sech punktuell de Situationen um Aarbechtsmaart kënnen unzepassen. Wann de Chômage rapid an d'Luucht geet, da muss déi ADEM sech och kënnen rapid deementspriedend upassen, fir deenen Aarbechten ze begéinen. An esou mussen mer och erëm Méiglechkeeten hunn, wann de Chômage - wat mir alleguerten eng Kéier hoffen - géif rapid zrëckgoen, oder zumindest géif zrëckgoen, dass dann och muss reagiert ginn.

Déi regional Büroen, déi virgesi sinn, déi 40 nei Placeuren, déi virgesi sinn, alles dat si positiv Aarbechten. Fir eis ass et net wichteg, wéi déi Leit heeschen, ob se en aneren Titel kréien oder ob d'ADEM en aneren Numm kritt, fir eis ass et wichteg, wat konkret dobäi erauskënnt. An ech mengen, et muss een och hei fairerweis soen - och wann den neien Aarbechtsminister elo nach net alles opzeweisen huet -, mä et ass awer schon esou munches geschitt. An ech mengen, amplaz elo direkt op den neien Aarbechts-

minister ze weisen, misste mer emol fir d'Éischt op dee vu virdu weisen, deen iwwer zéng Joer praktesch näischt gemaach huet, wou nëmmer ausser Rieden näischt geschitt ass. Do kann d'CSV sech déi Datz emol an d'Täsch stiechen, well de Misär, dee mer haut do hunn, deen hu mer aus der Vergaangenheet, wou aner Prioritéiten do ware wéi déi, wou ech elo genannt hunn.

Eng aner Fro, Här President, déi ech wollt uschneiden, ass déi vun dem... wou mer eis hei mussen d'Fro stellen, wa mer esou vill Résidenten am Chômage hunn, wéi et méiglech ass, dass mer nach ëmmer weider mussen zousätzlech Leit an d'Grenzregioun siche goen. An ech wollt och do prezis un de Minister eng Fro stellen, ob déi Ausso, déi gëschter Owend op der Televisioun komm ass vun der Goodyear, dass se net genuch Leit hei am Land géif fannen, fir déi Plazen ze besetzen, an dass se elo misst op d'Grenzregioun zrëckgräifen, ob do keng Reaktioun vum Ministère kënn oder vun der ADEM kënn? Do misst jo zumindest gefrot ginn: Ma wat fir eng Leit sicht Dir dann, déi Der hei bei eis net fannt?

Well ech ka mer net virstellen, dass mer déi Leit net géifen hei bei eis fannen, sief et Leit, déi op der ADEM oder an de Beschäftigungsinitiativen ageschriwwen sinn. Do misst et dach méiglech sinn, dass mer déi Leit nach hei, bei där héijer Rekordzuel vu Chômage, déi mer hunn, dass mer déi missten hei um Aarbechtsmaart fannen. An ech erwaarde mer, dass de Minister an d'ADEM do dach drop reagiert, fir ze kucken... Insgesamt géif ech och mengen, ass hei och d'Patronat an der Responsabilitéit, generell derfir ze suergen, wa se Leit astellen, alles ze maachen, fir ze kucken, ob se net op eisem Aarbechtsmaart déi Aarbechtskräfte fannen, déi se brauchen.

Well ech hunn och de Verdacht, dass a verschidde Betribler eng Personalpolitik gemaach gëtt, an dat kann een och dorop zrëckféieren, dass mer haut a ville Betribler dacks Personalchefen hunn, wat keng Résidenté sinn, mä déi aus der Grenzregioun kommen, an déi selbstverständlech dann och en Intérêt hunn, wa se Gott weess vu wou aus der Grenzregioun kommen, Leit aus där Regioun hei anzustellen. Da sti si flott an där Grenzregioun do! Mä ech mengen, och do misst vun dem Patronat aus, misste mer en Appel maachen, dass alles misst gemaach ginn, fir a priori Leit anzustellen, déi hei zu Lëtzebuerg Résident sinn.

Ech wollt nach dem Kolleg Bauler hei awer eng Remarque maachen. En huet dat e bëssen esou genësslech hei virun ervirbruecht, dass d'Goodyear gëschter gesot huet, wann elo keng Indexbranche komm wier, dann hätt se nach 30 Leit kënnen weider astellen. Ech muss lech soen, ech si laang an deem Domän do beschäftegt, a bei allem Respekt, deen ech hunn, kann ech mer net virstellen, dass e Betrib 30 Leit weider astellt. Entweder e brauch se, oder e brauch se net.

(Interruptions)

An d'Goodyear, déi huet lauter Posten, wou Leit mussen drop setzen, an déi kann net higoen a soen, mir hätten der elo nach 30 weider agestallt, wann den Index net komm wier.

Wann et esou wier, Här President...

► **Une voix.** - ...d'Cirulaire vun der Chambre de Commerce.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Wann et esou wier, da géif ech d'Propos maachen, mer sollen als ganz Lëtzebuerg op eng Indexbranche verzichten, an d'Patronat géif sech op där anerer Säit engagéieren, bannent zwielef Méint de Chômage op null erofzesetzen, well dat wier jo dann eventuell déi Equivalenz...

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dat wier jo dann eventuell déi Equivalenz, wann dat Argument vu gëschter richteg ass, wat een da kéint generell zielen.

► **Une voix.** - Merci, Här Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Mir vun eiser Säit, Här President, wäerten deemem Projet haut zoustëmmen. Ech mengen, et soll eis éischt Missioun sinn, als Chamber,

als Deputéierten, fir deene Leit, déi net duerch hir Schold an de Chômage komm sinn, déi Méiglechkeeten ze ginn, fir ënner allen Ëmstänn an Aarbecht ze bleiwen, a fir déi, déi am Chômage sinn, fir dass déi mat alle Méiglechkeeten erëm eng Aarbecht kënnen kréien. Et ass näischt méi Onwierdeges fir e Mënsch a fir seng Famill, wéi wa se keng Aarbecht hunn. An duerfir mussen mer elo alles maachen, fir deene Leit eng Aarbecht ze ginn, a fir déi Leit, déi keng Aarbecht duerch hir Schold hunn, dass mer déi Leit ofsécheren, fir dass si an hir Famill och an Zukunft kënnen mënschewierdeg hei an deem Land liewen. An duerfir d'Zoustëmmung vun eis fir dese Projet.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Gibéryen. Als leschte Riedner ass den Här Hoffmann aedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Här President, ech mengen, et ass eng zéng Joer à peu près hier, wéi eise Premier gesot huet zur Beschäftigungspolitik hei zu Lëtzebuerg, elo wär hien awer och selwer mat sengem Latäin um Enn. An zënterhier ass d'Aarbechtslosegkeet natierlech nach ëmmer weider gewuess.

(Interruption)

Mir hu gëschter hei des Öfteren iwwert de Paradigmewiessel geschwat an engem aneren Zesammenhang, an ech mengen, dass mir an der Beschäftigungspolitik wierklech e ganz seriöse Paradigmewiessel bräichten, deen och an deem gemischte Gesetz nach net vollzunn ass, a wou ech och net gesinn, dass e sech géif ukënnen.

Zënter Jorzéngte gi mir eigentlech ëmmer vun deemselwechte Postulat aus. Et gëtt eigentlech genuch Aarbechtspolzen. Hei zu Lëtzebuerg ginn der jo och all Joer nach ëmmer méi geschafene. Mir vergiessen dobäi, dass den Aarbechtsmaart sech iwwer eng ganz, ganz grouss Regioun erstreckt, déi wäit iwwer eis Grenzen eraschneet, dass mer also hei a puncto Aarbechtsmaart iwwerhaupt net an nationale Grenze kënnen räsonnéieren. A vu dass mer mengen, et gëtt net genuch Aarbechtspolzen, da kënn et also nëmmer drop un, d'Leit och nach dohinner ze brénge respektiv dohinner ze schleefen.

An e groussen Deel vun deene Mesuren, déi an deene leschte Jore geholl gi sinn, e groussen Deel därerf ech e bëssen iwwerspëtzt awer vergläiche mat där berühmter Wuerzel an deem berühmte Bengel, „la carotte et le bâton“, meeschtens e bësse méi Wuerzel fir d'Patronen, zum Beispill a Form vun Iwwerhuele vu Sozialbäitrag, fir se ze encouragéieren Leit anzustellen, e bësse méi Bengel fir deen, deen eng Aarbecht sicht, dat heescht neierdängs Aktivéierung.

Ech hu wuelverstanen näischt dergéint, dass ee Leit, déi keng Aarbecht hunn, begleet an hëllef, fir dass se Aarbecht fannen. De Problem ass, dass hannert deem Begrëff „Aktivéierung“ ënnerschwelleg selbstverständlech ëmmer steet, eigentlech wëlle se net esou richteg. Mir mussen hinnen also e bëssen Dampf ënnert dem Hënner maachen, fir dass se eng Aarbecht fannen. Aarbecht, déi dann awer vläicht net do ass, well ech ebe mengen, mir gi vun deem falsche Postulat aus.

Wéi gesot, dat Gesetz hei ass gemischt. Deen negativste Punkt, deen dra war, deen ass eras, dass brauch ech jo net nach eng Kéier ze widderhuelen, well dat ass hei gesot ginn. Ech hunn e generelle Problem mat der Mise au travail, deen ech schon e bëssen esou ausgedréckt hunn a menger Fro un den Här Kaes.

Ech sinn net dergéint, dass ee probéiert op déi Aart a Weis d'Leit ze integréieren. Et muss ee sech just bewusst sinn, dass och domadder d'Gefor verbonnen ass, dass regulär Aarbechtspolzen net geschaf ginn. Well et muss ee sech jo d'Fro och stelle bei verschiddene Gemengen, ob se net op eng Mise au travail zrëckgräifen, do wou se eigentlech d'Méiglechkeet hätten oder souguer de Bedarf misst bestoen, fir regulär Aarbechtspolzen ze schafen. Dofir hunn ech par rapport dozou eng gewësse Skepsis.

Ech enthalte mech bei deem Gesetz. Et si keng däitlech negativ Mesuren dran. Ech



sinn allerdéngs der Meenung, dass a verschiddene Punkte mer net wäit genuch ginn. Zum Beispill bei der Indemnifizierung vun de Chômeure sinn ech der Meenung, dass mer e Schrëtt méi wäit kënnen goen. Mir mussen eis bewusst sinn, wat et heescht, wann een no engem oder zwee Joer, a Frankräich heescht dat „Fin de droit“, wann een do erausfällt. Mir hu mat déi kierzest Dauer vun Aarbechtslosenentschiedegung,...

► **M. le Président.**- Här Hoffmann, Dir misst esou lues awer sécher zum Schluss kommen!

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Ech kommen zum Schluss.

...schreift d'Chambre des Salariés, dat heescht, do gëtt et also eng Rei vu Punkten, wou een, mengen ech, hätt kënnen wierklech nach e bësse méi wäit goen, a virun allem wat mer brauchen, wéi gesot, ass e Paradigmewissel.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Hoffmann. Elo hunn ech nach op der Riednerlëscht den Här Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Lucien Clement (CSV).**- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, aganks menger Interventioun wëll ech fir d'Éischt dann och dem Rapporteur, dem Roger Negri, Merci soe fir säin ausféierleche schrëftleche wéi och mündleche Rapport.

Ech wëll och virausschécken, dass ech déi Mesuren, déi hei an dësem Projet festgehale ginn, guer net wäert a Fro stellen, an ech wäert se och mat engem positive Vote ënnerstëtzen. Ech sinn nämlech der Meenung, dass all Mesure, déi zum Zil huet, de Chômage ofzebauen, och eng gutt Mesure ass.

Et wär awer ubruecht, Här President, dass bei allen nach esou gutt gemengte Mesuren no enger gewëssener Zäit ëmmer géif e Bilan gezu ginn. Ech wëll dofir am Kader vun dësem Gesetz dervu profitieren, fir op eng Rei Schwierigkeiten hinzuweisen; Schwierigkeiten, déi et menger Meenung no awer nach gëtt.

Ech hunn dat hei op dëser Tribün schonn e puermol gemaach, allerdéngs, an dat muss ech agestoen, ouni séier e grouse Succès. Duerno hunn ech iwwer verschidde Questions parlementaires probéiert op de Problem hinzuweisen, mä do, Här President, war mäi Succès nach manner grouss an d'Enttäuschung nach méi grouss.

Et geet em dat Uleies, dat ech hunn, em d'Remunéatioun, em d'Paien also vun de Léierbouwen an de Léiermeedercher. Et kann einfach net sinn, dass jonk Leit, déi eng Léier maachen, an der Regel wesentlech manner verdénge wéi déi Leit, déi entweder eng onqualifizéiert Aarbechtsplaz hunn oder haten, duerno an enger Mesure ënnerkommen, an dat mat der Zilsetzung, dann no engem éischten Échec awer e Beruff ze léieren. Déi Leit, déi da méttlerweil 18 Joer hunn, verdénge dann iwwert den Émwee vun der onqualifizierter Aarbechtsplaz de Mindestloun, während d'Léierbouwen an d'Léiermeedercher, déi am klasseschen Ausbildungssystem sinn, dat net hunn.

An hei, Här President, läit menger Meenung no och d'Kromm an der Heck. Net dass ech dese Loun verschiddene vun deene jonke Leit net gonnen kann; neen, dat ass net de Problem. De Problem besteet einfach doranner, dass et e grouse finanziellen Ennerscheid gëtt. Dësen Ennerscheid zum soziale Mindestloun kann am aktuelle System, jee no Léierjoer, téschent null an honnert Prozent leien. Den Ennerscheid ass am drëtten Léierjoer, oder am neie System an der zweeter Halschecht vun der Léier, selbstverständlech ass en do méi kleng wéi am éischten Léierjoer respektiv an der éischter Halschecht vun der Léier.

All Joer kënnen mir an de Publikatiounen vun der Chambre des Métiers noliesen, dass e groussen Deel vun de Léierplazen, déi vum Handwierk hei zu Lëtzebuerg ugebuede ginn, net besat ginn. Ech denken, Här President, dass dat awer Froen opwerft. An dass et un der Politik ass, sech doriwier Gedanken ze maachen an déi Froen och wëllen ze beäntweren.

Folgend Zuelen am Handwierk missten ze denke ginn: 1990 koumeen CATP res-

pektiv CCM op acht Entreprises. 2008 koumen nëmme méi een CATP respektiv CCM respektiv dann och nach CIP op 13 Entreprises. 1990 goung ee Brevet de maîtrise op 15 Entreprises, an 2008 sinn nach 43 Entreprises gebraucht ginn, fir ee Brevet de maîtrise ze produzieren.

Ech sinn der Meenung, d'Handwierk brauch Léierbouwen an d'Handwierk brauch och Léiermeedercher. D'Handwierk brauch och Nowuess, an ech denken, dass ech do heibanne mat menger Meenung net eleng stinn. Mir si jo all derfir, fir dem Mëtzelstand ënner d'Aerm ze gräifen an en och ze ënnerstëtzen.

Et gëtt nach Plaz fir jonk Leit, déi eng Léier maachen. Net fir jiddwereen an och net iwwerall, zumindest am Handwierk gëtt et en duebelen Déséquilibrer. En éischten Déséquilibrer, dee berout op enger Inadéquation téschent de Virstellung vun deene Jonken an de Besoin vum de Betriber. Op där enger Säit gëtt et Beruffer, wou d'Demande u Léierplaz méi grouss ass wéi d'Offer. Op där anerer Säit gëtt et Beruffer, wou d'Offer u Léierplaz méi grouss ass wéi d'Demande do ass.

En zweeten Déséquilibrer, dee berout op enger Ongläichheet téschent dem Profil, deen d'Betriber da verlaangen, an deem Profil, deen déi jonk Leit mat sech bréngen. Folgend Zuele vun 2009 sinn an deem Kontext explizit: Um Niveau CATP koum op eng Ausbildungsplaz ronn ee Kandidat. Um Niveau CCM koumen op eng Ausbildungsplaz ronn 2,5 Kandidaten. Um Niveau CIP koum op eng Ausbildungsplaz ronn dräi Kandidaten.

Wéinst dësen zwee Déséquilibere bleiwen awer all Joer op en Neits Léierplazen onbesat. Tous secteurs confondus waren d'lescht Joer op den 31. Dezember 211 Léierplazen onbesat. Dat sinn der vill, dass sinn der genau 211 ze vill!

D'Handwierk brauch Nowuess, allerdéngs mat deene richtege Profiler an deene richtege Beruffer. Hei ass déi schoulesch an déi berufflech Orientierung gefuerdert. An deem Kontext waarden ech mat Spannung oder waarde mir mat Spannung an Zouversicht op de Rapport vum „Forum Orientation“.

Här President, wann ee wëllt, dass déi Jonk sech op de Wee vun enger klassescher Léier solle beginn, da muss een déi Mesure och méi attraktiv gestalten. Méi attraktiv wéi all déi aner nach esou gutt gemengte Mesuren. Mir kennen haut oder elo dräi Ausbildungsweeër, oder och vläicht méi, wou een dervun awer dee klasseschen Ausbildungswee ass, den Apprentissage mat enger jee no Beruff a jee no Ausbildungsjoer minimaler Remunéatioun. Dofir widerhuelen ech dat, wat ech schonns viru Joren, an dat bei méi wéi enger Geleeënheet - ech hat et uganks ugedeit - hei op der Chambertribün och gesot hunn: Mir mussen eis seriö Gedanken iwwert d'Remunéatioun vum klasseschen Ausbildungswee maachen.

Hei gëtt wierklech eng Geleeënheet verpasst, seriö a ganz seriö an d'Aarbecht an an d'Formatioun wëllen ze investieren. Op d'mannst misst dee Jonken no Ofschluss vu senger normalerweil dräi Joer undauernder Léier eng Prime an Aussicht gestallt kréien; eng Prime, déi dann den Ennerscheid téschent sengem reelle Loun an dem Mindestloun géif duerstellen. Des Weidere géif esou eng Prime fir des jonk Leit, déi och nach potenziell Créateurs d'entreprises sinn, e séchert Startkapital duerstellen.

Maache mir dat net a probéiere mir weider prioritär déi Jonk iwwer aner Weeër, Weeër, déi méi lukrativ sinn, Weeër, déi ech als zweet Méiglechkeet och guer net wëll a Fro stellen, op den Aarbechtsmaart ze kréien, dann, Här President, soen ech lech, da gëtt hei d'Päerd vun hannen opgesuedelt.

Fazit ass: Wann de reelle Wëlle vun der Politik besteet, fir méi jonk Leit an dee klasseschen Apprentissage ze kréien, fir duerno och nach Créateurs d'entreprises ze hunn, muss een dësen Ausbildungswee, dee sech jo bis haut awer méi wéi bewäert huet, op d'mannst esou lukrativ, wann net méi lukrativ gestalte wéi all aner Ausbildungsweeër.

Här President, ech hu virdu gesot, dass ech all Mesuren, fir jonk Leit op den

Aarbechtsmaart ze kréien, Mesuren, déi an dësem oder an anere Projekte virgesi ginn, net a Fro stelle wëll. Ech hu se just hei par rapport zum bestehende klasseschen Ausbildungswee belicht.

Des Weidere sinn ech der Meenung, géif een op esou e Wee goen an dann no zwee oder dräi Joer ee Bilan zéien, dass déi ganz Operatioun de Stat och an dese finanziell méi schwierigen Zäiten näischt géif kaschten. Hei gëtt op där enger Säit an d'Ausbildung, an d'Formatioun an an d'Aarbecht investéiert, op där anerer Säit, mat Sécherheet, beim Chômage kënnen déi Suen erëm agespuert ginn.

Nach ee Wuert, Här President, zu mengen dräi Questions parlementaires, déi ech d'Éinescht ugeschwat hunn. Déi éischt vum 17.9.2009; Äntwert vum Här Minister Schmit: D'Regierung wier sech der Problematik vum Ennerscheid vun deene verschiddene Remunéatiounen ganz wuel bewusst a proposéiert dofir, dass d'Madame Hetto, déi fir d'Classes moyennes zoustänneg ass, an d'Madame Delvaux, déi jo bekanntlech fir d'Schoul zoustänneg ass, dass si dat sollten emol studieren, wat do ze maache wier fir déi Jonk, déi eng klassesch Ausbildung maachen, fir do eng Adaptatioun vun der Remunéatioun erbaizeféieren.

Déi zweet, den 20.11.2009: D'Äntwert war ganz knapp. E verweist op déi éischt Question parlementaire an d'Informatioun, dass schonn eng Réunioun stattfonnt hätt.

Déi drëtt, den 9.4.2010, dann un déi dräi Ministären: D'Äntwert, dass d'Chambres professionnelles elo hir Propositione sollten eraginn an dass déi Propositione schonn all do wieren, ausser déi vun der Chambre des Métiers.

Ech wollt dozou soen, dass dat mech dunn awer e bësselchen erstaunt huet, dass et just un der Chambre des Métiers sollt hänken, wou just si dese Problem schonns a verschiddenen Avisen zum Statsbudget selwer opgegraff huet. Dat gesot, weess ech, Här Minister, dass och des Propositionen an der Tëschenzäit awer erakomm ass an dass déi Etüden elo, denken ech, jo awer kënnen ganz zügel viru goen.

D'Chambre des Métiers huet vläicht e bësselche méi laang gebraucht. Ech weess awer, dass se sech d'Saach och net einfach gemaach huet an dass se sech mat deene verschiddene Beruffer concertéiert huet. A fir déi Formatiounen, déi vun hir gefrot waren, leien d'Montant vum de Remunéatiounen, déi schlussendlech vun hir proposéiert goufen, souguer a munche Fäll iwwert deene Montanten, déi initialement vum Ministère da proposéiert gi sinn.

Ech denken, Här President, dass mäin Uleies heibannen oppen Dieren opstéisst. An dofir soen ech lech Merci fir d'Nolauschteren, an lech, Här Minister, soen ech Merci fir déi Äntwert, déi ech kréien.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Clement. Elo kritt d'Wuert den Här Aarbechtsminister Nicolas Schmit.

► **Une voix.**- Merci, Här Clement!

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.**- Ech fänken emol direkt mat engem Merci un, Här President.

► **Une voix.**- Aaahhh!

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.**- Ech wëll dann och mat engem Merci ufänken, an zwar emol éischtens fir den Här Negri fir déi seriö a gutt Aarbecht an deem Rapport, dee jo och vun der Kommissioun preparéiert ginn ass an diskutéiert ginn ass. Leider stellt een ëmmer fest, dass déi Leit, déi net ëmmer präsent sinn an der Kommissioun, dann op eemol hei an der Plénière déi besch Iddien développieren, déi se natierlech och hätte kënnen an der Kommissioun soen, ne Dir. D'Madame Loschetter - leider ass se net hei.

(**Interruption**)

Ech kann hir dee Rotschlo net direkt mat op de Wee ginn.

(**Interruption**)

► **M. le Président.**- Den Här Clement stellt scho gär dem Här Minister eng Fro.

(**Interruption**)

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.**- Neen, neen, dat war guer net fir lech. Et war fir d'Madame Loschetter.

(**Interruptions diverses**)

► **M. le Président.**- Also, ech géif lech elo emol alleguere bieden, dem Minister nozelauschteren, ier Der schonn hei Froe stellt!

(**Brouhaha**)

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Huet den Här Clement keng gutt Iddien, oder wéi?!

(**Interruptions**)

► **M. le Président.**- Här Minister, schwätzt elo emol!

(**Interruptions**)

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.**- Ech soen der Kommissioun an och hei der Chamber Merci, fir dee Projet schnell evakuiert ze hunn, trotz allem seriö bearbecht ze hunn a schnell op den Ordre du jour hei vun der Plénière gesat ze hunn. A wann Der dat gemaach hutt, da mengen ech, dass Der och am Kapp hat, wat dee Projet eigentlech heescht.

Dee Projet, deen heescht fir verschidde Leit e reelle Soulagement, well et hei em Leit geet, déi länger Zäit am Chômage sinn, déi gären, an ech soe ganz kloer, déi meescht vun hinnen, déi grouss Majoritéit vun hinnen, gären an hirer Boite e Brëif géife fannen, wou dra géif stoen, dass se engagéiert sinn. An déi Floskelen, fir ze soen, ma deen, deen am Chômage ass, deen ee Joer am Chômage ass oder méi, dat ass eigentlech een, deen net gär schafft, ech mengen, dat si Floskelen, déi ganz wéineg mat der Realitéit vu villen, vun enger Majoritéit vu Chômeuren ze dinn hunn.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.**- Sécher, wann ech gewëssen Avisé liesen, da gëtt gesot, Dir setzt elo d'Indemnitéiten erop. Et ass virdu gesot ginn, Dir probéiert erëm alles mat Suen ze regelen an Dir vergiesst, an d'Mënschen ze investieren. Neen, mir vergiessen doudsécher net, an d'Mënschen ze investieren. D'Prioritéit bleift den Investissement an d'Mënschen.

Mä eng aner Prioritéit ass effektiv, wéi deen een oder deen anere vun lech et gesot huet, deene Mënschen, déi dostinn, déi de Gank op d'ADEM musse maachen, déi oft mussen dohi goen, fir deenen awer net en Zeechen ze ginn, dass se eigentlech scho vun der Gesellschaft fale gelooss gi sinn. Dat ass de Problem.

Ech weess ganz genau, dass deen heite Projet de Chômage net hei zu Lëtzebuerg léist. Dat hei ass e Projet, deen ee klenge Volet, ee klengen Deel vun der Beschäftigungspolitik ausmécht, an zwar deen, deen aus der Urgenz kënn, aus der Noutsituatioun vun enger Kris, aus der Situation particulière vun engem Aarbechtsmaart, deen esou ass, dass et net méi automatesch fir jiddwereen, deen emol seng Aarbecht verluer huet, erëm eng Aarbecht gëtt no sechs, siwen oder acht Méint, mä dass et der och ëmmer méi gëtt, déi ee Joer waarden an iwwer ee Joer eraus.

Et ass fir déi emol fir d'Éischt, wou mer dee Projet hei gemaach hunn. A leider, vill vun deene si sougenannte Seniore. Wou kee weess, wou d'Senioritéit eigentlech elo ufänkt, ob se elo bei 45, fir Verschiddener fänkt se schonn drënner un, déi op eemol gesot kréien, du bass ze al, du bréngs et net méi an du bass besonnesch och nach deier. Géi du elo emol e bëssen eraus, dech brauche mer net.

Dat ass d'Realiteit, déi sech breitmécht, besonnesch an enger Zäit, wou an de Betriber den Drock verstärkt gëtt a wou dann natierlech och ëmmer gekuckt gëtt, wou kann ech dann elo prioritär Leit lassginn, an da ginn ech natierlech déi lass, wou ech mengen, dass se e bësse manner effikass sinn, „ce qui serait encore à démontrer“, a besonnesch vläicht duerch



d'Progressivitéit an de Konventionen e bësse méi deier sinn.

Ech sinn eigentlech iwwerrascht, datt zum Beispill een Aspekt an deem Projet de loi, deen dee particuliere Problem uegt a wëllt an d'Beriber erandroen, an d'Diskussion vum der Beschäftigungspolitik erandroen, deen, datt mer en extrae Punkt am Plan de maintien dans l'emploi setzen, an zwar datt muss besonnesch an deene Plans de maintien iwwert d'Senioren diskutéiert ginn, iwwert déi particulier Problemer vun de Senioren. Dat ass eigentlech e kloert Zeechen, datt mer mussen net eng kleng Mesure mat Sue regelen, mä datt mer muss ganz geziilt enger Kategorie vu besonnesch gefährdete Leit um Aarbechtsmaart haut Rechnung droen.

An ech kann lech versprechen, d'Thema vun de Senioren, à tout moment sinn ech bereet, hei bei lech ze kommen, ob et an der Kommissioun oder an der Plénière ass, wäerte mer am Hierscht grouss ugoen, a mat de Sozialpartner hoffen ech, ech hunn dat och an der Tripartite kloer gesot, diskutéieren, wéi mer och hei zu Lëtzebuerg dee Problem besser kënne léisen.

Ech hu gemierkt, datt deen hei Projet nëmmen e klengen Deel ass vun engem Ganzen, also muss en och an dat Ganz integréiert ginn. An ech sinn e bësse verwonnert, mä et huet een esou vill ze liesen, datt een net ëmmer kann d'Exposés des motifs och nach liesen, wann een d'Projete gelies huet, datt mer natierlech an der Tripartite iwwert d'Reform vun der ADEM diskutéiert hunn, datt mer iwwert d'Formation continue diskutéiert hunn, datt et en Deel ass vun deenen zwielef Punkte vun enger aktiver Beschäftigungspolitik, déi mer wëlles..., amgaang sinn iwwerengens en musique ze setzen an zesummen och ëmzesetzen. Ech ginn elo net méi op all Aspekten an.

Ech wëll awer ee Punkt soen, wou ech eigentlech och iwwerrascht sinn, datt keen dervu geschwat huet. An dat ass dat, wat d'Fins de droit ubelaangt. Mir hunn 3.000, ech mengen, den Här Negri zitéiert se a sengem Rapport, d'lescht Joer, oder 2.500 Fins de droit gehat, dat heescht Leit, déi eigentlech näischt méi hunn, déi no engem oder zwee Joer um Enn si vum Chômage.

Elo kann ee soen, et ass der ADEM hir Schold, dat ass deene Leit hir Schold. Et ass e Fait, datt se um Enn vun hirer Indemnitéit ukomm sinn. A mir muss besonnesch op déi kucken a soen, wat maache mer mat deene Leit. An do ginn ech dem Här Kaes Recht: Mir hunn en Instrument, wat mer elo änneren, wat mer net méi Mise au travail nennen, mä wat mer Occupation temporaire indemnisée nennen. Och d'Wierder hunn hir Significatioun. Och d'Changementer vun de Wieder, déi sinn net einfach esou, well mir gären nei Konzepter an d'Welt geheien. Neen, datt huet och e Sënn an der Manéier, wéi mer un dee Problem vun der Mise au travail eruginn.

Mir haten 200 an eppes actuellement, wou mer à peu près 200..., eppes iwwer 200 Mises au travail. Wat geschitt mat deene Leit, wa se un d'Enn komme vun der Mise au travail, dat heescht, wa se un d'Enn vun hirem Chômage kommen? Ben, da gi se au mieux - au mieux, wa se Recht drop hunn - an den RMG gesat. An do sëtze se. A wat se méi laang am RMG sëtzen, wat se eigentlech de Wee an eng Aarmut, eng materiell Aarmut, mä besonnesch an eng psychologesche, an eng mënschlech Aarmut ginn; wat se sech ëmmer méi vum Aarbechtsmaart ewechbewegen, wat et ëmmer méi schwéier gëtt, fir se aus deem System erëm reell op den Aarbechtsmaart ze kréien.

Mir hunn awer komescherweis och am RMG e System, deen heescht ATI. ATI, dat heescht Affectation temporaire indemnisée, mä bon, dee gëtt operéiert haapt-sächlech vum SNAS, a wou probéiert gëtt, Leit aus deene Situatiounen am RMG an eng Beschäftigung eranzubringen, fir ze soen, bon, den RMG, dat ass e Loun oder esou eppes Ähnlech, ass e Revenu, besser gesot. Et ass e Revenu, mä déi Leit,

déi kënne schaffen, missten eigentlech och dogéint eng Prestatioun maachen.

An dann dauert et heiansdo Méint, voire méi wéi Méint, ier eventuell een ufänkt, sech mat engem RMGist emol ofzeginn an ze kucken, ob deen dann och kéint op esou eng Aart ATI erabruecht ginn. An déi Persoun, déi vläicht aus dem Chômage komm ass an déi eng Mise au travail oder zukünfteg OTI hat, déi huet déi missen also opginn, fir an den RMG ze goen, an dann au mieux no Méint oder och vläicht no zwee Joer op eemol eng ATI ze kréien.

Firwat? Mä well mer zwou Administratiounen hunn. Mir hunn eng ADEM, déi géréiert de Chômage, a mir hunn e SNAS, dee géréiert den RMG. A mir mussen also higoen, an dat steet am Regierungsprogramm, mir mussen déi Administratiounen, wa mer se net fusionéieren - do gëtt et och schlecht Beispiller, wann een dat mécht -, da muss mer zumindest et fäerdeg bréngen, déi zwou Approchen, déi zwou Administratiounen enk mateneen ze verbannen.

Datt d'Approche par rapport zu deem, deen am Chômage war a seng Rechter am Chômage verluer huet, deen an enger Mise au travail, nei OTI ka sinn, a mir mussen effektiv verschidde Leit wahrscheinlech méi nach an esou Mesurë setzen, datt deen, wa seng Droiten do fäerdeg sinn, eigentlech en normalen Iwwergang huet, ouni datt en awer déi Occupatioun, déi jo awer Sënn mécht - an ech mengen, mir kruten dat jo gesot, déi ganz oft soziale Bedürfnis entsprécht oder anere Bedürfnis an der Gesellschaft -, datt déi Persoun déi ka weidermaachen.

Dat ass eng wesentlech Erneuerung, wéi mer zwee Pölen, dee vun dem Sozialen, vun der Sozialpolitik op där enger Säit, a vun der Beschäftigungspolitik aneneebringen, zesummebringen. An dat ass eigentlech eng strukturell Moosnam, déi net nëmmen heimat ufänkt, déi mer elo muss konsequent weiderféieren. Dat ass eng vun den innovativen Iddien, an ech sinn eigentlech iwwerrascht - esou ass dat eben, heiansdo mengt een, et hätt een eng gutt Iddi a si gëtt emol net beuecht.

► **Plusieurs voix.** - Ooohhh!

► **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.* - Ech wëll awer elo op ee Wuert zrëckkommen, op d'ADEM an och déi Debatt iwwert d'Goodyear. Also, wann ech gelift, d'Goodyear stellt net 170 Leit an, si annonciéiert dat net gëscht eleng op der Tëlee. Mir wëssen dat schonn, Verschiddeener vun lech wëssen dat ganz gutt, scho säit Wochen, datt dat ass. D'Goodyear annonciéiert, mir stellen 170 Leit an, a kee weess et, a besonnesch d'ADEM weess et net.

Wann ech gelift, ech mengen, e bësse Décence. Esou ass et net. Wann ech dat da muss richtegstellen, da wëll ech dat awer hei maachen.

D'ADEM schafft säit Woche mat Atelieren, mat de Consultanten drun, a mat den Initiative pour l'emploi, fir do Leit sichen ze goen, erauszuehelen, fir bei d'Goodyear ze schécken. An de Problem ass, an dat mécht mech och traureg, Här Bauler, de Problem ass, datt trotz deenen Efforten, déi d'ADEM mécht - an d'ADEM ass net grad esou, wéi se hei ëmmer presentéiert gëtt, si ass net gutt, mä si ass awer och net esou schlecht, wéi et ganz einfach mat e puer Schlagwierder ze soen ass. D'ADEM probéiert e Maximum vun deene Leit aus där héijer Zuel vu Chômage erauszefannen, déi dem Profil vun der Goodyear entspréchen. Mä um Endeffekt ass et net d'ADEM, déi d'Leit astellt. Et ass d'Goodyear, déi d'Leit astellt. An d'Goodyear natierlech huet ganz prezis Virstellungen an och Fuernis, déi se un déi Leit stellt, déi se elo astellt.

Mä ech soen lech ganz kloer, datt mer keng Méi an deene leschte Woche gescheit hu bei der ADEM a wou nach ëmmer, fir e Maximum vu Leit ze fannen. Mä, onse Problem ass net, datt elo d'ADEM net gutt géif organiséiert ginn, fir 140 Leit ze fannen. Dat ass amgaang probéiert ze ginn ze geschéien. Mä onse Problem ass, datt mir natierlech ënner onsen Demandeurs d'emploi vill Leit hunn, déi deene Profiler, déi d'Goodyear stellt, déi d'Goodyear freet a wou d'Goodyear

net mat sech driwwer diskutéiere léisst - an ech mengen, et ass e Betrib, déi hu Recht, déi hunn hir Standarden -, datt déi Leit net ëmmer deene Profiler entspréchen. An datt d'Goodyear déi Leit net gär a sech Méint hätt.

D'Goodyear hätt gär déi Leit muer, well elo ass de Marché, deen unzitt. Elo mussen d'Pneue gebaut gi fir verkaaft ze ginn. Wat a sech Méint oder an néng Méint oder an zwielef Méint oder a 16 Méint geschitt, dat weess keen, och d'Goodyear net. Duerfir ass jo och en Deel vun deenen Emploien, déi elo d'Goodyear emol schaaft, an ech féliciteiere mech, datt déi Entreprise dat mécht, si jo elo emol Joben op Zäit an net mat engem Contrat à durée indéterminée.

Et ass also e bësse anescht, wéi heiansdo dat presentéiert gëtt.

Mir haten net méi spéit wéi gëscht eng Réunioun mam Commerce. De Commerce stellt an, a mir fannen net déi Leit, déi dem Commerce gefalen, déi bereet sinn, an de Commerce schaffen ze goen. Anscheinend hu mer an der ADEM Leit, grosso modo, déi uginn, an dat sinn der iwwer 3.000, déi soen: „Jo, ech kéint mer virstellen, eventuell an de Commerce schaffen ze goen.“ Mä bon, wa sech dann d'Situatioun presentéiert, dann entspréchen déi Leit awer ganz oft net deem, wat ee sech am Commerce ënner engem Vendeur virstellt.

Mir sinn also elo amgaang, mam Commerce ze probéieren, an der ADEM, där neier ADEM, déi en route ass, an net elo drop waart, ob mer elo en Établissement public oder wéi mer och ëmmer déi Organisatioun do nennen, fir ze probéieren, e Programm opzestellen, mat den Acteuren aus dem Commerce - well meng Approche ass, Dir hutt et gesot, an dat ass ganz richtig: Mir mussen d'ADEM erausbréngen, mir mussen d'ADEM bei d'Entreprise bréngen. Mir mussen d'Besoinë vun den Entrepreneuren identifzéieren. An da kucken, wat fir eng Leit korrespondéieren, respektiv wat kënne mer deene Leit ginn, déi net 100%eg korrespondéieren, fir se employabel ze maachen a fir se an déi Secteuren ze bréngen.

Dat ass d'Philosophie vun där neier ADEM. Do sinn ech total mat lech d'accord. Mä déi Philosophie ass amgaang, lues a lues en musique gesat ze ginn. Mä, et ass net mat engem Gesetz, wou Der eng Organisatioun, déi iwwer Jorzéngten e gewësenen Train-train ugeholl huet, vun haut op muer ännert.

Wéi seet den Här Crozier? Ech mengen, ech hunn dat schonn eemol gesot: „On ne change pas une société par décret.“ An et changéiert een och net eng Organisatioun, ob se elo Administratioun heescht oder ob mer d'Schëld do erofhuelen a mir schreibe grouss Établissement public driwwer, déi changéiert een net mat engem Fiederstréch, andeem een d'Appellatioun ännert.

Dat ass eng Mentalitéit, dat ass eng Kultur, do ass eng Formatioun noutwendeg. Déi Kultur, déi si mer amgaang an d'ADEM ze bréngen. Mir bréngen d'Leit, och déi, déi vum Placeur an de Conseil professionnel wiesselen, och do huet d'Semantik hir Wichtigkeit. Si sinn net méi de Placeur, deen een hëlt vun hei an e setzt en op eng Plaz, mä si muss sech mat de Leit ausenansetzen. Mä dat ass eng Kultur.

Ech ka jo net déi Leit do, déi elo an der ADEM schaffen, all erausgeheien. Wou ginn ech dann déi aner sichen? Ech hu probéiert, 40 Leit sichen ze goen. Ech soen lech, fir Leit ze fannen, déi deen Job wëlle maachen zu deene Salären, déi se bezuelt ginn, ass net - och hei zu Lëtzebuerg an där Situatioun, wou mer elo sinn - esou ganz einfach gewiescht. Mir hu se, ech mengen, elo plus ou moins fonnt. Mä dat war eng relativ laangwierig Operatioun, fir déi Leit ze fannen.

Dir hutt gesot, an et ass richtig, datt mer Initiative lancéiert hu wéi den „Fit for job“. Dat war e Pilotprojet an der Finanzindustrie. Dee Pilotprojet, dee gëtt elo ausgeweit. Dee gëtt elo op aner Secteuren ausgeweit. Gëscht hu mer déi éischt Jalonë gesat mat der Konstruktiv, fir ze kucken, wéi mer d'Kompetenze vun de Leit evaluéieren, déi an d'Konstruktiv ginn. Dat si Beräicher, dat si Secteuren, déi Leit embauchéieren.

Wou et awer wichteg ass, nach eng Kéier, datt mer mat de Secteuren Profiler definéieren, mä awer och kucken, ob déi Leit, déi eventuell an eng Entreprise geschéckt ginn, deem Profil reell korrespondéieren. Well wann ech bei mäi Conseiller professionnel ginn an ech soen, ech sinn dat an dat, dann hëlt deen un, datt ech dat sinn. Mä et ass awer nach net acquis, datt ech och déi Kompetenz hunn.

Mir mussen also kucken, wa mer Leit sollen an en Emploi erakréien, datt se och déi Kompetenz reell hunn. A wa se se net hunn, da muss mer vläicht iwwer Formatiounen et fäerdeg bréngen, hinnen, wann dat méiglech ass, déi Kompetenzen ze vermëttelen.

Duerfir: Dat ass e Prozess. Dat ass eppes, wat een net vun haut op muer ka maachen. Dat ass e Prozess vun der Ëmgestaltung vun enger grousser Entitéit, déi ADEM heescht. An déi amgaang ass mat de Leit... Ech mengen, d'Initiativ vun där Ëmgestaltung, déi kann nëmme mat de Leit, déi do schaffen, kommen. Déi kënn leider net vum Minister eleng an déi kann och net iwwer Gesetz - mat allem Estime, deen ech fir lech hunn -, dat Dir hei stëmmt, einfach esou geschéien. Mir mussen dat mat de Leit maachen, déi do schaffen.

An Dieu sait, ech hat virun enger Woch, virun e bësse méi wéi enger Woch all d'Leit vun der ADEM zesummen. Alleguer! A si waren alleguer, bal alleguer do, wou mer iwwert déi Saachen do diskutéiert hunn, wou se kloer gesot hunn, wat déi nei Philosophie an déi nei Approche vun der ADEM wäerte sinn. An ech soen lech, ech stinn lech zu all Moment à disposition, fir iwwert d'Reform vun der ADEM, iwwert déi nei Approchen, iwwert d'Organisatioun vun der ADEM ze diskutéieren.

► **M. le Président.** - Här Minister, Dir misst awer elo lues awer sécher zum Schluss kommen.

► **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.* - Ech kommen elo zu Enn, well den Tour de France, dee wäert elo gläich ukommen.

Duerfir, wann ech gelift: Sécher muss mer viles ëmdeken an onser Beschäftigungspolitik, mä e puer Schlagwierder, ob déi elo proaktiv, offensiv, innovativ a vernetzt, wann ech déi bis gesot hunn, da muss ech soen, dann hunn ech nach näischt gesot. Da muss ee mer soen, wat dat konkret heescht. Konkret, wat maachen ech mat de Leit? Wéi traitéieren ech d'Leit? Wéi bréngen ech d'Leit an en Emploi? Wéi organiséieren ech meng Formatiounen?

An elo erlaabt mer awer, dem Här Clement nach ze äntwerten, well dat ass, mengen ech, ganz wichteg, wat e gesot huet.

Ech gehéieren zu deenen, déi absolut derzou stinn, datt d'Handwierk en essenzielle Piler vun eiser Economie ass, an datt mer alles muss maachen, fir dee Piler net nëmmen ze halen, auszebauen, ze moderniséieren, an datt mer e Maximum vu jonke Leit muss motivéieren, fir de Wee an d'Handwierk ze goen, iwwert den Apprentissage, deen zolidd ass, deen op zukünfteg Métieren hiweist an deen hinnen och d'Ouverture gëtt, fir effektiv enges Daags selwer hire Betrib ze kreéieren oder eventuell - an ech mengen, do läit och e grouss Besoin - e Betrib ze iwwerhuelen.

Dat ass ganz kloer. Mir mussen also an onse Schoulen eng besser Orientatioun maachen. Mir sinn amgaang, un där Orientatioun... Dir wësst, wann dräi Ministère mateneen schaffen, dann ass dat alles e bësse méi schwéierig an e bësse méi laangwierig - dat bedauern ech ganz staark an ech meng jiddwereen -, mä da brauch dat e bësse Zäit, déi Konzepter vun Orientatioun, wou fir mech besonnesch och d'Handwierk muss en zentrale Rôle hunn, en place ze setzen. Mir hunn am September erëm eng nei Réunioun, fir ze kucken, wéi dat soll weidergoen.

Ech bedauern natierlech, datt oft Entrepreneuren net méi genuch Plazen annonciéieren...

► **M. le Président.** - Här Minister, Dir misst awer elo wierklech zum Schluss kommen. Mir sinn elo bal op 20 Minuten. Dir hutt also scho bal fënnf Minutten iwwerzunn. Ech mengen, Dir musst awer elo hei bal zum Schluss kommen.

**(Brouhaha général)**

► **Une voix.**- Dir loosst alles zou.

► **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Ech maachen elo do Schluss. Här Clement, mir ennerhalen eis am Couloir iwwert déi Iddien.

► **Plusieurs voix.**- Ah!

► **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Ech stelle just fest, hei gëtt iwwert d'Beschäftigungspolitik laang diskutéiert, mä wann ee konkret gëtt, dann ass et Schluss.

Bon, Merci.

(Brouhaha général)

► **M. le Président.**- Sou, mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6147 ass ugeholl mat 43 Jo-Stëmme, géint 5 Nee-Stëmme an 11 Enthaltungen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6147 est adopté par 43 voix pour et 16 abstentions.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt (par M. Félix Eischen), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Marc Lies), Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich (par M. Ben Fayot), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Roger Negri), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par Mme Claudia Dall'Agnol);

MM. Jean Colomera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Se sont abstenus: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helming, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss et Henri Kox;

M. André Hoffmann.

Wëllt ee seng Enthaltung begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Als Nächst hu mer de Projet de loi 6110, d'Émsetze vun enger Direktiv iwwert d'Eisebunnsinfrastruktur. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et huet sech bis elo just den Här Berger ageschriwwen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

3. 6110 - Projet de loi ayant pour objet

A) la transposition en droit national de la directive 2007/58/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 modifiant la directive 91/440/CEE du Conseil relative au développement de chemins de fer communautaires et la directive 2001/14/CE concernant la répartition des capacités d'infrastructure ferroviaire et la tarification de l'infrastructure ferroviaire;

B) la création d'un organisme de contrôle du marché ferroviaire;**C) de modifier la loi modifiée du 11 juin 1999 relative à l'accès à l'infrastructure ferroviaire et à son utilisation;****D) de modifier la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire****Rapport de la Commission du Développement durable**

► **M. Marc Spautz** (CSV), *rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, virun enger gudder Stonn hu mir d'Gesetz iwwert den Institut luxembourgeois de régulation op de Leescht geholl an enner anerem derfir gesuergt, dass dëst Organ an der Konformitéit zu den europäesche Bestëmmungen a voller Onofhängegkeet seng Aarbecht maache kann. Domat si mir mam éischten Deel vun der Reform vum ILR duerch a kënnen eis elo mat der so-disant zweeter Phas beschäftegen, déi doraus besteet, datt mir eisem nationale Reguliatiounsinstitut eng weider Missioun mat op de Wee ginn.

Wéi eis mäi Fraktiounskolleeg, de Marcel Oberweis, a sengem mëndleche Rapport zum ILR-Projet drun erënnert huet, bezitt sech momentan de Kompetenzberäich vum ILR op den Telekommunikatiouns-, den Energie- an de Postberäich. An Zukunft kënt bei dës dräi Beräicher e weideren Domän...

► **M. le Président.**- Ech bidden lech, wann ech gelift dem Här Rapporteur nozelauschten!

► **M. Marc Spautz** (CSV), *rapporteur.*- ... derbäi, an zwar dee vun der Eisebunn. A fir dass dëst méiglech gëtt, huet de Minister vun der nohalteger Entwécklung an den Infrastrukturen den 3. Februar 2010 dës Gesetzprojert an der Chamber déposéiert.

De 24. Abrëll sinn ech an der Kommissiounssitzung vun der nohalteger Entwécklung zum Rapporteur vum Projet genannt ginn. Duerno hu mir den 2. Juni an der Kommissioun den Text an den Avis vum Statsrot, deen de 4. Mee erauskomm ass, ënnert d'Lupp geholl. Dobäi hu mir eis op eng Rei Annerunge géeneegt, déi dunn un de Statsrot geschéckt gi sinn. Déi héich Kierperschaft huet eis hir zousätzlech Meenung dozou den 29. Juni matgedeelt. An do hu mir de 7. Juli 2010 an der Kommissioun dat alles analyséiert a schliesslech de schréftleche Rapport zu dësem Projet ugeholl.

Da wëllt ech preziséieren, dass niewent dem Statsrot och d'Chambre des Salariés - well d'Eisebunner, wat vill Leit net wëssen, net an der Chambre des Fonctionnaires, mä an der Chambre des Salariés sinn - en Avis zum Projet eragereecht huet, an dat den 22. Abrëll vun dësem Joer.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi beim Projet iwwert den ILR huet och dësen Text hei als Ausgangsbasis eng europäesch Direktiv, déi et géllt an nationaalt Recht ëmzesetzen. An zwar handelt et sech ëm déi eng Direktiv vum 23. Oktober 2007 mat der Nummer 2007/58. Déi Direktiv ass en Deel vum sougenannten drëtte Eisebunnspek, dee schonn am Joer 2004 virgeluecht gouf, mä eréischt 2007 vun den europäeschen Institutiounen definitiv gestëmmt ginn ass. Genee wéi déi zwee viert Päck soll dësen drëtten Pak dozou bäidroen, datt déi gemeinsam europäesch Transportpolitik an d'Wierklechkeet ëmgesat gëtt.

Ëm wat geet et dann elo bei dëser Direktiv? Ma ënnert dem Stréch verflachte sech d'Memberstate vun der Europäescher Unioun dozou, den Accès, d'Benotzung an d'Gestioun vun hire Schinneréseue vun engem onofhängegen Organ kontrolléieren a reguléieren ze loosse.

Hei zu Lëtzebuerg ass d'Kontroll vum Eisebunnsnetz bis elo vum Transportministère gemaach ginn. Esou gesäit et den Artikel 22bis vum Gesetz aus dem Joer 1999 iwwert den Zougang an d'Benotzung vum Eisebunnsnetz vir, dass am Fall, wou en Eisebunnsbetrieb, deen de Schinneréseue benotzt oder benotze wëllt, sech vum Organ, dat d'Lizenz verdeelt, benodelegt behandelt fillt, sech beim Transport-

ministère doriwuer beschwéiere kann. An dësem Fall gëtt dann eng Spezialkommissioun agesat, déi den Dossier ënnersicht, ier de Minister dann eng begrënneten Décisioun hëlt.

D'Europäesch Kommissioun kritiséiert dës Praxis awer ganz staark, well si där Meenung ass, dass déi Spezialkommissioun net genuch onofhängeg ass, well si dem Transportminister hierarchesch ënnersheet. Hei verlaangt d'Kommissioun Strukturen, déi net vun der Eisebunn respektiv aus dem Perimeter vum Transportministère oder an eisem Fall vum Développementsministère ofhänken.

De Gesetzesprojert gesäit an deem Sënn vir, dass hei zu Lëtzebuerg an Zukunft d'Kontroll an d'Reguléierung vum Eisebunnsnetz vum ILR iwwerholl soll ginn. Den nationale Reguliatiounsinstitut soll derfir suergen, dass op deem Marché keen Acteur diskriminéiert gëtt, dass et effikass funktionnéiert, an dass an deem Beräich d'Konkurrenz no alle Regele vun der Konscht spille gelooss gëtt.

Ganz wichteg ass, dass d'Membere vum ILR onofhängeg vum Eisebunnsnetz müsse sinn an net d'Interesse vun engem Eisebunnsbetrieb verrieden däerfen. Ausserdeem muss den ILR e fräien Zougang zum lëtzebuergeschen Eisebunnsnetz garantéieren a Recommandatioune maachen, Statistiken opstellen a sech mat de Kontrollorganismen aus anere Länner ofschwätzen. Virun allem gëtt den ILR duerch dës Projet dat Organ, un dat sech en Eisebunnsbetrieb wende kann, wann e fënn, e wier ongerecht behandelt gi vum Gestionnaire oder vun aneren Acteuren um Schinneréseue. Da kënnen Strofen ausgeschwat gi bis zu der Héicht vun 150.000 Euro.

À propos Suen: Et ass natierlech och wichteg, fir bei dësem Projet e klengt Wuert zur Finanziéierung vun deem Ganzen ze soen. Sou limitéiere sech d'Käschten duerch déi nei zousätzlech Fonctiounen, déi den ILR soll kréien, op eng 115.200 Euro. Dëst Geld ass fir neit Personal virgesinn, wat bei der Schafung am ILR muss gemaach ginn.

Interessant ass ze wëssen awer och d'Tatsaach, dass an deene leschten dräi Joer keng - ech widderhuelen: keng - Plainte bei deem aktuelle Kontrollorgan géint d'Acteuren um Eisebunnsnetz agaangen ass. Wat also beweist, dass och eise System, wéi mer en am Virfeld ëmgesat haten, wonnerbar geklappt huet, an dass mer hei just musse kucken, eis den europäeschen Direktiven unzepassen.

Zum Schluss wollt ech och nach kuerz ënnersträichen, dass de Statsrot niewent enger Rei juristescher Bedenken, deenen d'Nohaltegkeetskommissioun duerch entsprechend Amendementer Rechnung gerdoen huet, a sengem Avis virun allem där Meenung war, dass et net einfach wäert ginn, fir de Kompetenzberäich tëschent der Administration des chemins de fer an dem ILR ze klären. Duerfir hätt de Statsrot gäre gehat, dass d'Administration des chemins de fer esou mann wéi méiglech an d'Kontroll vum Eisebunnsnetz agräift. Fir drun ze erënnere: Mä et war nach ni eng Plainte do. Duerfir hu se jo bis elo nach net agegraff. Duerfir just fir och dat awer eng Kéier wëllen ze soen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, esou vill zu menger Säit zu dësem Projet. De schréftleche Rapport läit vir. An ech mengen, do stoung och alles dran.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschten.

► **Plusieurs voix.**- Merci!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Marc Spautz. Dat war ganz komplett. Wëllt de Minister nach eppes dozou bäifügen? Ech hu gesinn, et ass kee Riedner méi agedroen.

► **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Här President, ech wëll just Merci soen der Kommissioun fir déi Aarbecht an dem Rapporteur selbstverständlech fir deen extrem gudden Rapport, deen e gemaach huet. An do hunn ech näischt bäizefügen.

► **M. le Président.**- Merci, Här Minister. Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. De Vote par procuration.

(Brouhaha général)

De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6110 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmme.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Marc Lies), Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich (par M. Roger Negri), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par Mme Lydia Mutsch), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par Mme Claudia Dall'Agnol);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helming (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Camille Gira);

MM. Jean Colomera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen elo zum Projet de loi 6014 iwwert d'Administration des Ponts et Chaussées. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Hären Etgen, Diederich, Bausch, Henckes an Hoffmann. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Lucien Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

4. 6014 - Projet de loi portant réorganisation de l'Administration des Ponts et Chaussées**Rapport de la Commission du Développement durable**

► **M. Lucien Clement** (CSV), *rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den 13. März 2009 huet den Travaux-publics-minister, den Här Claude Wiseler, de Projet zur Reorganisatioun vun de Ponts et Chaussées hei déposéiert. E gutt Joer duerno, den 23. März, huet dunn de Statsrot säin Avis dozou ofginn. Virun engem décke Mount, den 8. Juni, huet d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics och hir Meenung zu dësem Projet ofginn.

Well de Projet scho virun de Wahlen déposéiert ginn ass, war mäi Fraktiounskolleeg, den Här Ali Kaes, als éischte Rapporteur dovunner genannt ginn. No där neier Opdeelung awer du vun de Ministèren an de Chamberskommissiounen ass mir dunn déi Éier zudeel komm. Den 28. Abrëll 2010 huet d'Nohaltegkeetskommissioun de Projet an den Avis vum Statsrot analyséiert. De 5. Mee hu mir an der Kommissioun eng Rei Amendementer ugeholl, déi de Statsrot sengersäits den 22. Juni aviséiert huet. Den 30. Juni huet d'Kommissioun dësen Avis analyséiert an et fir néideg befonnt, nach eemol d'Amendement unzehuelen, dat de Statsrot de 6. Juli dunn nach eng Kéier aviséiert huet. Schliesslech konnt d'Kommissioun de virleiende Rapport an der Sitzung vum 7. Juli un-

huelen, nodeems se den zweeten Avis complémentaire vum der héijer Kierperschaft och erakrut.

Här President, am Folgende wäert ech kuerz op d'Quintessenz vum Projet de loi agoen. U sech huet den Text zwee Ziler, wouvunner d'Haaptzil sécherlech ass, d'Gesetz vum 15. Mee 1974 zur Reorganisation vum de Ponts et Chaussées ze modifizéieren an d'Kaderen an d'Organisation vum dëser Administratioun den neien Ufuerderunge vum der Technik, dem Trafic, der akademescher Ausbildung an och, esou banal wéi et vläicht kléngt, un déi verännert Infrastrukture säit 1974 - dat sinn ëmmerhi scho 36 Joer hier -, fir se do unzepaspen.

Am Laf vun deene 36 Joer ass d'Administration des Ponts et Chaussées wäit iwwer hiren Numm erausgewuess an eng richteg Administration des infrastructures ginn, déi sech net just, esou wéi dat fréier virgesi war, ëm Brécken an ëm Stroosse bekëmmert. Hir Aufgaben a Missiounen gi wäit, ganz wäit doriwwer eraus a reeche vun der Planifikatioun iwwert d'Konstruktioun, den Aménagement hi bis zum Entretien.

Och wann déi ënnerschiddlech Aufgabe vun der Division des Eaux jo säit e puer Joer an den Hänn vum Waasserwirtschaftsamt leien, notament déi wichtegste Volete vun Drénk- an Ofwaasser, esou huet d'Ponts et Chaussées awer nach e sëllege Missiounen, vun deenen ech der just e puer elei wëll opzielen: d'Gestioun vum Trafic op de Statsstroossen, d'Schafe vun den Infrastrukture fir den öffentliche Transport, den Aménagement vum nationale Vélospistèreseau, d'Gestioun vun de Bauwierker souwéi d'Gestioun vun den hydraulischen an hydrohydraulischen (*veuillez lire: hydroelektronischen*) Arichtungen - fir just dës Aspekter aus dem groussen Aufgabeberäich vun de Ponts et Chaussées ze nennen.

Derbäi kënnt och nach, datt d'Ponts et Chaussées mat der Konzeptioun an der Realisatioun vu Génie-civil-s-Aarbechte fir d'Gemeinde ka beoptragt ginn, wann déi kee Service technique hunn, deen dat maache kann. D'Ponts et Chaussées kann och mat groussen Infrastrukturaarbechte fir aner Ministèredepartementer oder öffentliche-rechtliche Organisme chargiert ginn, esou wéi et den Artikel 2 vum Marchés-publics-Gesetz vum 25. Juni 2009 virgesäit.

Den Text vum Projet hält och fest, datt d'Administratioun vun de Ponts et Chaussées deem Regierungsmember, deen de Beräich vun den Travaux public ënner sech huet, ënnerläit. Des Weidere geet den Text op den Direkter vu Ponts et Chaussées als Chef hiérarchique an, dee vun zwéin Directeurs adjoints assistéiert gëtt. Fir déi weider Opdeelung, fir dat, wat d'Organisation an d'Strukture vun der Administratioun ugeet, fir déi verschidden Divisiounen, hir Missiounen an Attributiounen, esou verweist den Text vum Projet de loi op groussherzoglech Reglementer. Dat Ganz natierlech am Respekt vun de Kompetenzen, déi dem Pouvoir exécutif zoustinn.

D'Zil ass et jo och, datt d'Administratioun vun de Ponts et Chaussées fir d'Zukunft esou opgestallt ass, datt se séier op eventuell Verännerunge reagiere kann, falls dat dann néideg ass. Et sinn am Gesetz och sämtlech Carrière virgesinn, déi néideg sinn, fir dee gudden Fonctionnement vun de Ponts et Chaussées ze garantéieren. Bei dëser Carrière sinn och keng Limité virgesi vun deene Leit, déi kënnen engagiert ginn. Dës Limite gëtt all Joer iwwert de Statsbudget festgeluecht a kann also de Besoin relativ séier ugepasst ginn. E Règlement grand-ducal leet déi verlaangte Studien, Administrationskritäre souwéi d'Modalitéite fir d'Nominatioun an d'Promotioun vun de Beamte fest.

Des Weidere regelt dat neit Gesetz nach d'Situatioun vun de verschiddene Leit vun der Administratioun, déi ënner dem Statut vum Employé d'État agestallt gi sinn, well zu deem Moment keng Beamteplaz oder keng Beamteplaz fräi waren.

Ech hu virdu gesot, datt mir zwou Serië vun Admendmenter uegholl hunn an datt de Statsrot am Ganzen dräi Avisen zu deem Text ofginn huet. Erlaabt mer dofir op verschidde wichteg Punkte vun den Aarbechten an der Kommissioun an op d'Avisen anzegoen.

Fir unzefänken, wëll ech direkt virewech huelen, datt d'Chamber vun de Statsbeamten an Employés publics keng weider Problemer mam Text huet. Si huet awer zu Recht drop higewisen, datt, fir richteg ze sinn, och dat Gesetz vum 1974 awer misst abrogéiert ginn. Dës Opfuerderung ass d'Kommissioun selbstverständlech nokomm an huet och en deementsprechenden Amendement nach verfaast, formuliert.

De Statsrot hat eng Rei vu Kritiken um Text, esou datt d'Kommissioun an hiren Aarbechten um Text geschafft huet an e puer Admendmenter zu Pabeier bruecht huet. Ech wëll elo net alles hei opzielen, verweisen do fir all Detailler op mäi schrëftleche Rapport.

Een Uleies vum Statsrot war et, datt d'Aarbechte fir Projeten, déi d'Ponts et Chaussées fir Gemeinde mécht - fir Gemengen, déi net iwwert deen néidege Service technique verfügen -, och sollten explizit un dës Gemeinde fakturéiert ginn. An der Kommissioun ware mir awer der Meinung, datt dat an där Form net noutwendeg wär, well dës Aarbechten an aller Regel bis elo onentgeltlech duerchgefouert gi sinn. Dës Modell huet bis elo och zu kenge grouss Problemer Ulass ginn an och net zu gréisseren Diskussiounen gefouert. A well mir an der Kommissioun der Meinung waren, datt een eppes, wat gutt leeft, net soll änneren, hu mir an deem Fall och dem Conseil d'État net Rechnung gedroen.

Den ursprénglechen Artikel 4 huet d'Missiounen an d'Aufgabe vun der Direktioun vu Ponts et Chaussées an déi zéng Divisiounen definéiert an och virgesinn, datt - falls néideg - d'Divisions de la voirie Norden a Süde géife fusionéieren.

Zudeem huet den Artikel festgehal, datt verschidden intern Modalitéite vun der Organisation kéinten iwwer Règlements d'ordre interne festgeluecht ginn. De Statsrot huet sech dofir ausgeschwat, dës Artikel ze sträichen a säi Contenu an e Règlement grand-ducal ze setzen. D'Chamberskommissioun ass deem Wonsch dann och nokomm an huet den initialen Artikel 4 aus dem Text erausgeholl.

Och deen ursprénglechen Artikel 5 ass gestrach ginn, well och dee sech op déi intern Organisation bezunn huet. Den Artikel 10 initial hätt virgesinn, datt d'Canonniers sollten d'Qualitéit vun engem Officier de police judiciaire kréien, well si jo mussen de Verkéier regelen, wann dës duerch e Chantier behënnert gëtt. De Statsrot huet sech elei opposéiert mam Argument, datt si dann nach weider Pouvoiré misste kréien, fir den Automobilisten déi néideg Disziplin kënnen dann och ze imposéieren. D'Kommissioun huet doropshin den Artikel gestrach, sou datt sech och weiderhin op den Artikel 6 vum Gesetz vum 1955 iwwert d'Réglemation de la circulation sur toutes les voies publiques referéiert gëtt.

Ech hat scho gesot, datt d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics d'Chamberskommissioun drop higewisen hat, datt mat deem Gesetz dat aalt Gesetz vum 1974 net abrogéiert gëtt. Aus deem Grond huet dann och d'Kommissioun heizou zwee Admendmenter formuliert.

Deen neien Artikel 10 huet festgehalen, datt, bis déi nei Règlements grand-ducaux a Kraaft sinn, déi bestehend Reglementer, déi Ponts et Chaussées betreffen, nach applikabel sinn.

Den neien Artikel 11 abrogéiert d'Gesetz vum '74 portant réorganisation de l'Administration des Ponts et Chaussées. A sengem zweeten Avis complémentaire vum 6. Juli huet de Statsrot sech dem neien Artikel 10 wéinst Netrespektéiere vun der Hiérarchie des normes juridiques opposéiert, sou datt d'Kommissioun dës Artikel dann erëm gestrach huet. Mam neien Artikel 11, deen elo Artikel 10 gëtt, war de Conseil d'État dann awer d'accord.

Här President, Dir Dammen Dir Hären, Dir gesitt, et war zimlech vill Hin an Hier, mä elo hu mer awer en Text, deen, denken ech, oder hoffen ech, datt en eng grouss Zoustëmmung heibanne kréie wäert.

Erlaabt mer awer nach eng lescht Remarque: Iwwer ee Punkt hu mir och eng Zäitchen an der Kommissioun diskutéiert, an zwar deen, wéi eng Kompetenz dann elo Ponts et Chaussées huet. Heibäi huet de Minister ganz kloer erkläert, datt déi politesch Décisiounen, wéi a wou wat gebaut soll ginn, selbstverständlech am Ministère geholl ginn, an d'Ponts et Chaussées doropshin d'Planifikatioun iwwerhëlt.

Fir datt d'Ponts et Chaussées och weiderhin hire wichtegen Aufgabe kann nogoen, an dat mat nach verbesserte Moyenen a mat engem verbesserte Gesetz am Réck, bidden ech lech alleguerten, dës Text hei ze stëmmen.

Ech fir mäin Deel soe Merci fir d'Nolauscheren a bréngen natierlech och, oder selbstverständlech den Accord vun der CSV-Fraktioun zu deem Projet.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - An ech soen dem Här Rapporteur Clement Merci. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Fernand Etgen agedroen. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Fernand Etgen (DP).** - Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, virewech Félicitatiounen an en opriichtege Merci un de Rapporteur, den Här Lucien Clement, fir säin exzellente schrëftleche Rapport a säin engagéierte mëndleche Virtrag. Ee gutt ausgebaut leeschtungsfaegt a séichert Stroossenetz ass fir ee Standuert wéi Lëtzebuerg eng Grondvoraussetzung, fir kënnen kompetitiv ze sinn. Nëmme wa mer eis grouss Mobilitéitsproblemer zu Lëtzebuerg an de Grëff kréien, wäert eis Wirtschaft, wäerten eis Betriber och an der Zukunft kompetitiv sinn. Nëmme wa mer eis Mobilitéitsproblemer an de Grëff kréien, wäerte mer de Bierger eng héich Wunn- a Liewensqualitéit kënnen bidden. Nëmme wa mer dobäi d'Approche vun enger integréierter a koordinéierter Verkéiers- a Landesplanung wielen, kënnen mer dës Zil errechen.

Här President, et ass an deem Kader, wou d'Debatt iwwer eng Reform vun de Ponts et Chaussées, oder besser gesot vun der Bauverwaltung muss stattfannen. Et ass an deem Kader, wou mer eis d'Fro musse stellen, wéi ee Bäitrag dës Institutionen zu enger nohalteger Entwécklung vun eiser Verkéiersinfrastruktur kann a soll leeschten.

Dës Situatioun ass net nei. Säit der wuessender Auslaaschtung vun de Verkéiersstroossen an den 80er an an den 90er Joren, besteet d'Noutwendegkeet vun enger Verknäppung vun der Stroosseverkéiersplanung mat enger allgemenger strategescher Verkéiersplanung. Et gëllt, Synergien tëschent der Ofstëmmung vun alle Verkéiersarten - dem öffentliche Verkéier, dem motoriséierten Individualverkéier an och dem netmotoriséierten Individualverkéier - ze sichen.

Ponts et Chaussées plangt a baut am Spannungsfeld tëschent Bierger, Économie an och der Natur. Et ass duerfir eng absolut Noutwendegkeet, d'Verkéiersplanung duerch de Brëll vun der Nohaltegkeet ze kucken.

A senger Regierungserklärung huet de Premier gesot - ech zitieren: „Mir kënnen eis net nohaltege entwéckelen, wa mer de Konflikt tëschent Économie, Infrastrukturausbau an Ëmwelt net geléist kréien. D'Matenee vu Wirtschaft, Infrastrukturen an Ëmwelt féiert heiansdo zu Konflikter, déi net d'Resultat vun absolute Géigesätz sinn. Ëmwelt an Économie stinn a kriteschem Dialog, mä net am Widdersproch mateneen. Den neie Minister fir nohaltege Entwécklung an Infrastrukture soll dat Mateneen esou organiséieren, dass déi Reiwungsverloschter, déi mer ëmmer erëm feststellen an déi vill Suergen an Zäit kaschten, méi kleng ginn.“ An e bësse méi wäit: „Et mécht Sënn, Ëmwelt, Transport, Bauten an d'Landesplanung an eng Hand ze leeën.“

De Rapporteur huet et gesot, dës Projet ass nach vun der viregter Regierung dépo-

siert ginn an dréit där neier Organisation vum Ministère fir nohaltege Entwécklung an Infrastrukturen net Rechnung. Jo, en dréit enger integréierter Approche vun der nohalteger Entwécklung net Rechnung.

Wa mer soen, datt d'Stroossebauverwaltung an Zukunft méi eng modern, innovativ Mobilitéitsverwaltung soll sinn an an hirer Approche méi e wäite Bléckwénkel soll anhuele wéi nëmmen dee vum Stroossebau, da musse mer där Institutionen och déi néideg Moyenen ginn. Da musse mer iwwert d'Vernetzung vun Institutionen schwätzen, jo vläicht iwwert d'Fusionéiere vun Institutionen. Wichtig wär et allemol gewiescht, den nohaltegen Ufuerderungen, déi un d'Verwaltung gestallt ginn, besser a méi effizient Rechnung ze droen.

Wa mer eng pur Stroossebauverwaltung behalen, misst d'Konzeptioun an d'Planifikatioun vun den Infrastrukturprojeten am Ministère fir nohaltege Entwécklung gemaach ginn. Dat ass dee grouss Paradox vun deem virleiende Projet. D'Ponts et Chaussées kritt nei Attributiounen, nei Aufgaben, ouni datt d'Verwaltung doduerjer grondleedend verännert gëtt.

Mir kënnen eis awer keng Administratioun leeschten, déi Konzeptioun a Planung vu Projete bedreift an dobäi net an eng Gesamtstrategie, an eng Gesamtvue agebonnen ass. Dat beschte Beispill duerfir war an der Vergaangenheet d'Ausschaffe vum Strategiepabeier „route 2020“, wou d'Ponts et Chaussées parallel, jo souguer onofhängeg vum IVL, dës Pabeier ausgeschafft huet a wou déi zwou Strategien net aneneegegraff hunn a villméi sech einfach widderstrach hunn.

Här President, ech muss lech soen, datt ech mat deem virleiende Projet de loi net gesinn, wéi mer esou Elenggäng an Zukunft verhénnere géifen. Et wäert och weiderhin esou sinn, datt jiddwereen a sengem Eck seng eegen Zopp wäert kachen. Beim virleiende Projet huet d'Regierung et net fäerdege bruecht, dee vun hir selwer virgezeechente Paradigme-wissel anzelauden.

Här President, mat deem virleiende Projet de loi ass awer och d'Chance verpasst ginn, fir Ponts et Chaussées ze dynamiséieren, neie Wand an dës Verwaltung eranzebréngen. Eng Verwaltung, déi gutt Leit huet, a wou déi grouss Experienz an d'Wësse vun de Leit dat gréisste Kapital ass. Émsou méi verwonnert si mir vun där strikter „top-down“-Approche vun der Regierung, bei där ee Chef decidéiert, mat zwee Adjoints, déi keng speziell Attributiounen hunn a just den Direkter ersetzen, wann hien net do ass. All déi aner Mataarbechter ginn zu Exécutanten degradéiert. Esou gesäit eng modern Gestioun vun enger Verwaltung a vun de Ressources humaines net aus!

Eng Verwaltung, déi iwwer esou vill Divisiounen a Servicer verfügt, déi iwwert d'ganz Land verstreut sinn, a wou een déi verschidde villfältege Attributiounen a Missiounen erëmfindt, kann een nëmmen effizient leeden, wann een d'Veantwortung op méi Schellere verdeelt. D'DP wier duerfir op de Wee vun engem Comité de direction gaangen, dee mat iwwert d'Détails d'organisation an d'Fonctionnementsmodalitéiten decidéiert hätt.

Als Demokratesch Partei plädéiere mir fir eng manner systematesch, eng manner „top-down“-Approche. Et geet eis drëm, d'Mataarbechter, déi vill gutt Mataarbechter, méi ze responsabiliséieren a si aktiv an d'Zilsetzungen an an d'Objektiver vun deene verschiddenen Divisiounen a Servicer anzubannen.

Am initialen Text gouf sech d'Méiglechkeet opgehale, fir d'Division de voirie sud an d'Division de voirie nord duerch groussherzoglech Reglement ze fusionéieren. Et gouf awer kee Pipcheswierchen iwwert de Bien-fondé vun esou enger Fusioun verluer. Duerfir wollt ech de Minister froen, ob et Pläng gëtt fir esou eng Fusioun oder aner Restrukturatioun vu bestehende Servicer.

Eis als Demokratesch Partei ass et wichtig, datt dës Verwaltung decentral organiséiert bleift an an engem partnerschaftleche Geescht mat de Gemeinde funktionéiert. D'Ponts et Chaussées an d'Gemeinde mussen Hand an Hand zesummeschaffen an do, wou et méiglech ass, Synergien

agoen, fir déi öffentlech Finanzen net onnéideg an duebel ze belaaschten. An dësem Sënn wëll ech och ausdrécklech begreissen, datt d'Proposition vum Conseil d'État, datt all Aarbechte fir de Kont vun de Gemenge missten a Rechnung gestallt ginn, net zréckbehale ginn ass.

Här President, d'Demokratesch Partei ass selbstverständlech voll a ganz domat d'accord, datt déi perséinlech Situatioun vun einzelnen Agenten, déi ënnert dem Regime vum Employé de l'État agestallt goufen, regulariséiert gëtt. Fir esou eng technesch Verwaltung, wéi d'Ponts et Chaussées eng ass, ass eng virauskuckend Personalpolitik vun entscheidender Bedeutung. Et ass wichteg ze kucken, wéi eng Leit mat wéi engem Profil an der Zukunft gebraucht ginn, fir den Erausforderungen, déi un d'Verwaltung gestallt ginn, gerecht ze ginn.

D'Fraktioun vun der Demokratescher Partei wäert dësse Projet net stëmmen, well d'Regierung et net fäerdeg bruecht huet, de Geescht vun enger nohalteger Entwécklung konsequent an dës Verwaltung afléissen ze loosser an e Paradigmewissel, deen et um Regierungsniveau theoretesch gëtt, och um Administrationsniveau mat Liewen, mat nohalteger Liewen ze fëllen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Fernand Etgen. Als nächste Riedner ass den Här Roger Negri agedroen.

► **M. Roger Negri (LSAP).** - Här President, ech wëll dem Rapporteur Lucien Clement Merci soe fir säi gudden an ausféierleche Rapport. Mir hoffen a gesinn och, dass domadder d'Ponts et Chaussées mat dësem Gesetz gutt opgestallt ass, fir hir Kärmissiounen kënnen ze erfüllen. Mir setzen och weider op déi gutt Zesummenaarbecht tëschent de Ponts et Chaussées an de Gemengen, dass dat och esou weidergeet. An ech mengen, dat ass an deem neie Gesetz garantéiert, a ginn domadder den Accord zu dësem Projet de loi.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Roger Negri. Als nächste Riedner ass den Här François Bausch agedroen.

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi dës Regierung d'lescht Joer ugetratt ass an eng Rei Ministère regroupéiert huet an doräusser ee groussen, et ass geschriwwen ginn deemools an der Press, e „Superministère“ gemaach huet, deen heescht de Ministère vum Développement durable, du ware mir als Gréng eigentlech gudder Mutts, well mer fonnt hunn, datt mindestens eng Rei Saachen, déi hei zesummegeleecht gi sinn - an ech denken do speziell un den Aspekt Transport, den Aspekt Bauten- a Landesplanung -, datt dat dee richtige Wee wär, an datt eigentlech doräusser och elo inhaltlech eppes misst geschéien, dat heescht, datt och en anere Gescht an Zukunft misst an der Aarbecht no baussen tëschent deenen dräi Entitéiten, fréiere Ministère, wat elo dräi Entitéiten vun engem Ministère sinn, geschéien.

Ech muss awer soen, datt bis elo - ausser an der Kommissioun, wou ech de Minister drop ugeschwat hunn, am Kader vun dësem Projet, an ech eng Rei Erklärungen kritt hunn, datt géif gekuckt ginn oder amgang wär ze kucken, wéi dann elo déi eenzel Departementer solle méi zesummeschaffen, eng gewëssen transversal Kompetenz do soll kommen - um Pabeier nach net schrecklech vill do ass.

Wat mer awer hei um Pabeier leien hunn, dat ass effektiv d'Reform vun enger, ech wëll net soe vun iergendenger Verwaltung, well et ass déi gréisste Verwaltung, déi mer am Stat iwwerhaupt hunn, nämlech d'Stroossebauverwaltung. Et ass, géif ech souguer soen, déi mächtigst Verwaltung, déi mer am Statsapparat hunn, well si huet net nëmme dinn - am Numm vum Stat schafft se fir d'Allgemengheet -, mä si huet vill mat Gemengen ze dinn an esou weider, dat ass scho virdru gesot ginn. Dat heescht, mir hunn am Fond eng Text hei virleien, deen och vun der leschter Regierung eigentlech jo schonn ofstaamt, wou

d'Stroossebauverwaltung sollt moderniséiert ginn.

Eppes, wat sécherlech och noutwendeg ass, mä wat awer an der Konsequenz derzou féiert, datt, vu datt mer nach ëmmer an där aler Logik sinn, mer zwar en neie Ministère gegrennt hunn - déi aner politesch Strukturen nach net bestinn, mä vun deenen ech och nach wäert schwätzen -, an datt mer déi Verwaltung, déi nach ëmmer no bannen hin awer ganz staark an der Logik vum leschte Jorhonnert fonctionnéiert, wat d'Verkéierspolitik ubelaangt, datt mer déi heimadder bëtonéieren. Dat passt och gutt, dat Wuert hei „bétonéieren“, et ass jo eng Verwaltung, déi vill mat Bëton schafft, dat heescht, mir festegen déi elo definitiv.

Et ass net zu engem Rééquilibrage komm, weder tëschent deenen eenzelne Verwaltungen, et muss een och iwwregens soen, datt, wann ech kucken, wéi den Transportministère zum Beispill opgestallt war virdu par rapport zu där heiter Verwaltung oder zum Bauteministère en général, da war dat eigentlech e schwach opgestallte Ministère - dat huet elo näischt ze di mat deene Leit, déi do schaffen, selbstverständlech -, mä ech menge schwaach opgestallt am Sënn, wéi en équipéiert war, wat fir eng Leit do geschafft hunn, wéi vill Leit do schafft hunn.

An duerfir fäerte mir op alle Fall ganz kloer, datt, wann net relativ séier um Niveau vun de politeschen Décisiounen dat elo geschitt, wat misst geschéien, nämlech, datt mer déi transversal Entscheidungskraft, déi Planungskraft, déi mer do brauchen, kréien, datt dann dat nach derzou féiert, datt eben déi Verwaltung hei nach méi mächtig gëtt, wéi se scho virdru war par rapport zu den anerent Entitéiten.

Vun der Landesplanung brauche mer guer net ze schwätzen, déi war nach méi schlecht opgestallt virdru par rapport zu där heiter Verwaltung. An et muss een och soen, datt dat alles eigentlech net normal ass. Mir hunn hei am Land en enorme Retard an der Approche, an der politescher Approche an deenen dote Beräicher.

Wann Der lech emol ukuckt, wat a Frankräich zum Beispill de Fall ass. Ech wëll net soen, datt a Frankräich alles tippopp leeft, mä mindestens ass et vun der Aart a Weis, wéi a Frankräich d'Ministère organiséiert ginn... Do gëtt et e Ministère du Transport et de l'Aménagement du territoire, scho laang, an do huet den Aménagement du territoire zum Beispill scho ganz laang ganz wäitgehend Kompetenz par rapport zu der Verkéiersplanung, zum Beispill, déi an den Zesammenhang bruecht gëtt mat Siedlungspolitik. Datt se net ëmmer am beschten agesat gëtt, och a Frankräich, dat ass eng aner Diskussioun, mä mindestens besteet d'Kompetenz.

Och an Däitschland heescht de Bundesministerium für Verkehr, Bau und Stadtentwicklung. Och dat zum Beispill, deen Aspekt Stadtentwicklung, ass eppes, wat een an deem heite Kontext vill misst mat iwwerleeën, well vill Stadtentwicklung mat drun hänkt.

Mir müssen och wëssen, datt d'Mobilitéit - et ass virdru gesot ginn, et wär e wichtige Facteur an der Kompetitivitéit vun eisem Wirtschaftsstanduert, dat ass richtig, dat wäert och esou bleiven, mä et wäert sech awer och staark veränneren - wäert sech staark veränneren, well engersäits och bei de Besoinen, déi an de Betriber leie fir d'Mobilitéit vun haut, déi Besoinen haut anescht sinn, an nach méi anescht wäerte ginn an nächster Zäit, wéi se am leschte Jorhonnert waren.

Et wäert vill méi och bei de Betriber, zum Beispill, d'Demande komme fir méi öffentlichen Transport. Dat huet eleng scho bei ville mat Image ze dinn entre-temps, well ee quasiment och am Sënn vun der nohalteger Entwécklung net méi gutt dosteet, wann een net do och Efforté mécht. Mä et huet awer och mat Effizienz ze dinn, vun de Betriber selwer. Et huet awer och ze di mat Energiefroen, déi hannendrun hänken, mat Ëmweltfroen, déi hannendrun hänken, Klimaproblematik. An alles, déi Saachen do sinn, et deet mer schrecklech leed, net esou an de Käpp verankert vun där heiter Verwaltung, iwwert déi mer haut schwätzen, wéi se dat misste sinn.

Ech wëll nëmme e puer Beispiller eraus zitéieren, wou mer - eent huelen ech eraus, well dat ass eent, ech wëll dat am positive Sënn weisen, wou mer e bëssen evoluéiert hunn - wann ech d'Busspuren, zum Beispill, kucken als eng Prioritéit jo och vun dëser Regierung, esou war déi heite Verwaltung nach bis, nach net esou laang hier, eng Rei Joren eréischt hier, net onbedéngt fervente Verfechter vu Busspuren. Si waren éischter géint Busspuren.

Et ass och éischter, menger Meinung no, well hiren aktuellen Direkter do extrem positiv evoluéiert huet, menger Meinung no, a sech entre-temps souguer staark engagéiert fir deen Aspekt, firwat datt d'Busspuren haut an där Verwaltung do eng aner Roll spillen. Mä ech woen awer net drun ze denken, wann deen Direkter a Pensioun geet, jee nodeem, wien a seng Plaz dohinner kënnt, wéi et dann erëm ausgesäit.

Dat heescht, wat ech domadder wëll soen, dat ass näischt, wat fest verankert ass an der Denkweis vun där doter Verwaltung. Eigentlech géhéiert et och net dohinner, well eigentlech ass et guer net un der Stroossebauverwaltung, fir iwwerhaupt ze definéieren, wou eng Busspur soll hikonnen a wou keng soll hikonnen.

An dat ass nämlech de sprangende Punkt! De sprangende Punkt ass deen, datt an deem Ministère hei misst e Planungsstab geschafe ginn, deen d'Mobilitéit plangt, wou Verkéiersingenieuren drasetzen, wou Geographen drasetzen, wou Urbaniste souguer drasetzen, Stadentwécklungsplaner drasetzen, an déi missten d'Virgabe gi fir d'Gesamtmobilitéit, an d'Stroossebauverwaltung misst just dann nach exekutéieren, wat se vun deem Planungsstab gesot krit.

Dat heescht am Kloertext, zum Beispill, wou da Stroosse solle gebaut ginn, a wou Busspuren sollen hikonnen, oder wou eng Schinn soll geluecht ginn, dat misst op där Ebene décidéiert ginn, an d'Stroossebauverwaltung kritt da just nach gesot: Voilà, mir hunn an engem Gesamtkonzept décidéiert, wat wou soll hikonnen, mir brauchen och dräi nei Stroossen, elo ass et un lech, mat Ären Ingenieuren, fir déi Stroossen ze plangen an ze kucken, datt mer déi méiglechst séier realiséiert kréien.

Mä de Moment funktionéiert et éischter émgédreit. Wéi gesot, de Moment funktionéiert et éischter esou, datt an där Verwaltung do verkéierspolitesch Décisiounen geholl ginn, wat menger Usicht no, oder eiser Meinung no, op alle Fall net däärf sinn. Déi missten op engem anerem Niveau geholl ginn.

Dee Ministère, deen huet de Moment fënnf Beräicher, en huet Landesplanung, en huet den Transport, en huet Bauten - also normal classesch Bauten, Héichbau, Stroossebau - an den Ëmweltberäich. An et ass esou, datt et wichteg ass, datt mer déi horizontal Planungsstruktur kréien, an datt déi d'Décisiounen hält iwwert d'Gesamtmobilitéit mat all hire Facetten, vum Individualverkéier iwwert de Foussgänger, iwwert de Vëlofuerer bis Bus an Zuch, an dann ënnerdrénner déi eenzel Entitéiten, eenzel Departementer vum Ministère nëmme derfir do sinn, fir dat ze exekutéieren, wat de Planungsstab uewendriwwer décidéiert huet.

Dat ass dat, wéi mir mengen, wéi esou e Ministère misst haut funktionéieren, an et ass och dat, wat dann deem géif gerecht ginn, wat mer gären hätten, nämlech datt ee sech muss bewusst sinn, datt haut d'Mobilitéit méi ass, wéi nëmme einfach eng Strooss ze bauen oder einfach eng Schinn iergendwou ze leeën, mä datt et wierklech ee vun den essenziellen, zentrale Politikberäicher ass haut an eiser Gesellschaft, well eben esou villfälteg Saachen domadder zesummenhänke wéi Ëmweltpolitik, Energiepolitik, Klima-, Wirtschaftspolitik an esou weider.

Iwwregens erkläert dat och, firwat an der Vergaangenheet, wann een zu Lëtzebuerg kuckt: Mir haten ëmmer eng schlecht Traditioun par rapport zu dem Transportministère. Den Transportministère ass an der Vergaangenheet - wéi deen nach isoléiert funktionéiert huet an eigentlech dofir do war, fir de Contrepart jo auszeschaffen zu dem Stroossebau - extrem stiefmütterlech behandelt ginn, sougutt

personell, wéi e besat ginn ass, wéi och an deem, wat en iwwerhaupt ze soen hat. An ech mengen, et ass genau dat, wat awer feelt.

Mä, wéi gesot, mir fäerten, datt dat, wat elo hei geschitt, dee Schratt, dee mer haut erëm weider hei maachen, datt dat just eng Zementéierung ass vum Vergaangenen, an datt een eigentlech fir d'Éischt hätt misst dat schafen, wat ech elo just beschriwwen hunn, an dann natierlech selbstverständlech och déi heite Reform maachen. Evidenterweis verdéngt déi Verwaltung hei och eng Moderniséierung.

(Mme Anne Brasseur prend la présidence.)

Et ass richtig, wat den Här Clement gesot huet. Ganz sécherlech si fir déi Verwaltung selwer an hir Aarbechtsweis vill Saachen haut anescht, wéi se waren nach virun 20 Joer. An duerfir hu mir och, wéi gesot, domadder eigentlech kee Problem, mä mir mengen, datt mer hei hannevir ufänken a riskéieren, wéi gesot, net déi Entwécklung ze kréien, déi mir gären hätten, a wou mer eis eigentlech e bëssen och gefreet haten, wéi de Ministère gegrennt ginn ass.

Wann Der lech - ech hu mer déi Méi gëschtler gemaach, ech sinn an Däitschland kucke gaang, dee Ministère gekuckt, wéi dee sech virstellt eleng, de Bundesministerium für Verkehr, Bau und Stadtentwicklung -, wann Der dat vergläicht mam aktuellen Nohaltekeetsministère, wéi dee sech presentéiert, do eleng leie scho Weltentwécklungen, an do gesäit een, wat eigentlech vu Sensibilitéit feelt. Ech géif lech wierklech urogen, lech déi Méi ze maachen, dat emol ze kucken, an da verstitt Der eigentlech och schonn, wou de Grondproblem wär.

Aus deene Grënn och, Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, ass et och fir déi gréng Fraktioun dann dës Moment net méiglech, fir dësse Projet ze stëmmen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme le Président.** - Merci dem Här Bausch. Deen nächste Riedner ass den Här Hoffmann.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Madame Presidentin, ech sinn engersäits d'accord mat där Kritik, déi hei ausgeübt gëtt. Ech mengen och, dass eng Reflexioun hätt misse stattfannen iwwert d'Struktur vun den Administratiounen am Kader vum Ministère vun der nohalteger Entwécklung, fir wierklech och de Kritäre vun enger nohalteger Entwécklung an engem integrierten, vernetzte Sënn gerecht ze ginn.

An ech verbannen da vläicht awer, e bëssen onbescheiden, déi Remarque vläicht mat der Ufuerderung un d'Regierung, fir dann awer - och wann dee Projet de loi elo hei majoritär gestëmmt ass - déi Reflexioun nach nozuhuelen an eng Verännerung vun deene Strukturen hei an der Chamber nozerechen.

Anerersäits sinn ech natierlech d'accord mat deene Moosnamen, déi d'Statutesituatioun vu verschiddene Beamte regulariséieren, an duerfir wëll ech mech enthalen.

► **Mme le Président.** - Et ass kee Riedner méi soss ageschriwwen. Dann huet d'Regierung elo d'Wuert.

► **M. Claude Wiseler, Ministère du Développement durable et des Infrastructures.** - Merci, Madame Presidentin. Déi Geschicht vun der Administratioun vun de Ponts et Chaussées ass schonn eng ganz laang Geschicht, 1843 huet se ugefaangen. Dat wëll ech lech awer net alles erzielen, well et ass interessant, och wéi dat an deene leschte Joren d'Geschicht vun Lëtzebuerg mat begleet huet. 1974, an dat wëll ech soen, war dee leschten Text, dee gemaach ginn ass iwwert dës Administratioun, a wou ech sengerzäit beschriwwen ginn ass, wéi déi Administratioun sollt funktionéieren.

D'Welt huet natierlech, an haauptsächlech d'Mobilitéit huet jo awer an deene leschte 36, 37 Joer zolidd geännert, an duerfir war et an dësen Zäiten absolut noutwendeg,

datt mer eng Modernisatioun vun de Gesetzestexter gemaach hunn, fir kloer an däitlech ze beschreiben, wat d'Missiounen vun der Administratioun vun de Ponts et Chaussées sollen an Zukunft sinn. An déi Missiounen - an ech kommen duerno nach eng Kéier dorobber zréck -, déi si geännert, sécherlech, a wäerten an deenen nächste Joren och geännert gi par rapport zu deem, wat an deene leschten zéng, 20 Joer de Fall war.

Ech hunn der Oppositoun elo, deenen engen an deenen aneren, gutt nogelauschert. Ech muss natierlech soen, datt ech iwwerhaupt net d'accord si mat der Analys, déi hei vun der Oppositoun gemaach gëtt, an ech wëll och soen, firwat ech net domadder d'accord sinn.

Ech stellen awer fir d'Éischt fest, datt déi Analys zu engem Deel kontradiktoresch ass. Wann ech bei der DP héieren, datt een hätt missen higoen, fir der Administratioun vun de Ponts et Chaussées méi eng generell Aufgab ze ginn, well eben d'Mobilitéit wesentlech iwwert d'Stroossen an d'Brécken erausgeet, a well een dat muss méi global upaken, héieren ech op där anerer Säit bei deene Gréngen, déi soen: Neen, dat soll just eng basistechnesch Administratioun sinn, an d'Décisiounen an d'Planifikatioun, dat muss enzwousch anescht geholl ginn.

Also, do soen ech awer och, bei deenen engen a bei deenen aneren ass awer dann eng total aner Richtung vun deem, wat hei proposéiert gëtt. Dat ass also net, fir d'Oppositoun auserneenzedreiwen, well si si souwisou net zesammen, duerfir brauch ech se net auserneenzedreiwen.

(Interruptions)

Mä ech wollt awer just feststellen, wéi deen Text hei vun deenen engen a vun deenen anere gekuckt gëtt. An ech wëll lech och elo soen, wéi ech dat Ganz gesinn, a firwat mer deen Text esou gemaach hunn, a firwat mer en och iwwerholl hunn, well effektiv, dat ass richtig, ass et en Text vun där aler oder fréierer Regierung. Et ass awer en Text vun deemselwerche Minister, deen hei erabuecht ginn ass, och fir do d'Kontinuitéit awer ze weisen.

Déi éischt Fro, dat ass a sech déi: Wou soll Technik gemaach ginn, a wou sollen Décisiounen, Planifikatioun an d'Politik gemaach ginn? An do ass et fir mech kloer an däitlech: D'Politik, déi muss, déi soll an déi wäert och an Zukunft am Ministère gemaach ginn. Do maache mer d'Koordinatioun an néierens anescht. An ech wëll och, datt dat esou bleift, well ech et ganz einfach fannen, datt, wann een eng Mobilitéitspolitik mécht, ob dat elo vun der Schinn a vun der Strooss ass, da wëll ech, datt déi och, well dat politesch Décisioun sinn, da wëll ech do och déi décidéiere loossen, wou d'Politik stattfënnt. An dat ass an de Ministären.

Duerfir gëtt et duerchaus Sënn, fir ze soen, mir huelen e grouse Ministère vum Développement durable an den Infrastrukturen zesammen. Mir ginn deem den Transport, mir ginn deem d'Travaux publics, d'Émwelt, a mir ginn em haaptsächlech den Aménagement du Territoire. Ech hunn drop gehalen an där Diskussioun, déi mer haten, datt bei déi grouse Struktur do och géif den Aménagement du Territoire derbäikommen, well ech ganz einfach mengen, datt dat dat Instrument ass, wat dee Ministère brauch, fir déi zukünfteg Planifikatioun ze maachen.

Et ass och esou, wou mer am Ministère an d'Organisatioun eraginn, datt den Aménagement du Territoire e Lead soll hu mat deenen anere Fonctiounen aus deenen aneren Departementer ronderëm een, e Lead soll hunn, fir d'Planifikatioun, d'Konzeptioun vun deem, wat an Zukunft u Mobilitéitpolitik kënnt, ze maachen.

Do brauche mer selbstverständlech all déi aner Kompetenzen, mä et ass awer kloer, wou et soll higoen. An da wëll ech net dozweeschent nach eng nei Institutioun schafen, oder eng nei Administratioun oder eng nei Stell schafen, well dat huet wierklech mat Simplification administrative

net vill ze dinn, wann ech nach en neit Gremium dohinner setzen, wat dann en Avis gëtt, Décisiounen hëlt oder proposéiert...

(Interruption)

Maacht de Mikro un!

► **Mme le Président.** - Här Bausch!

► **M. François Bausch** (*déi gréng*). - Här Minister, et ass ganz sécher net, datt mir nach eng schwéierfällig Ebene wollten, also en neit Gremium wollten dertëscht schafen. Mä ech mengen awer, wéi Der dat och selwer beschreift, wann d'Politik soll am Ministère geholl ginn, da muss een awer do e Planungsstab hunn am Ministère selwer, deen d'Décisiounen hëlt an da sengen eenzelnen Departementer seet, wat soll ze geschéien hunn. Et ass am Fong dat, wat ech vermessen de Moment, dee Planungsstab.

► **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.* - Selbstverständlech ass et schon zu engem groussen Deel en place gesat ginn, an domat si mer och nach amgang, well dat brauch jo och Zäit fir et ze finaliséieren. Dat mécht een net vun engem Dag op deen aneren. Dat si mer selbstverständlech och amgang an deem Betrib do ze maachen.

Mä dat ass natierlech keng legislativ Aufgab, well d'Kompositioun an d'Organisatioun, déi de Minister a senge Betriber huet, dat gëtt am Ministère decidéiert an dat muss de Minister decidéieren. Domat kënnt en net an d'Chamber, fir ze soen, wéi en de Ministère soll organiséieren. Par contre, d'Organisatioun vun enger Administratioun, an dofir si mer haut hei, déi gëtt hei an der Chamber, zumindest gesetzlech festgehalten.

Also wëll ech kloer soen, politesch Décisiounen sollen an de Ministère kommen. Dat muss esou organiséiert ginn, datt mer déi Décisiounen kënnen do huelen. An dann alles dat, wat d'Planifikatioun vun deenen eenzelne Projeten, wat d'Konzeptioun, wat d'Bauten an den Entretien ass, dat ass d'Aufgab vun de Ponts et Chaussées, soll och d'Aufgab vun de Ponts et Chaussées bleiwen.

Ech hunn ëmmer, och bei aneren Administratiounen drop gehalen, datt mer hei net zweegleiseg fueren. Datt net op där enger Plaz an op där anerer Plaz datselwech gemaach gëtt. Ech hätt gär an den Administratiounen déi ganz Technik an déi ganz Kompetenz vun der Technik, an ech hätt gär an de Ministère alles dat, wat dat Juristescht, dat Ekonomescht an dat Planescht ass, datt mer dat kënnen, well dat ass eng ministeriell Aufgab, do maachen.

Wann Der och kuckt déi Leit, déi mer rekrutéieren an de Ponts et Chaussées, zousätzlech duerch dat Gesetz, da gesitt Der, datt dat lauter Ingenieuren, Ingénieurs techniciens, Chimisten, Informatiker, Expéditionnaires techniques an informatiques sinn, einfach fir deene Fonctiounen gerecht ze ginn, an ech wëll déi Trennung vun de Kompetenze bäibehalen, well soss komme mer an d'Gewulls eran. Et soll kloer an däitlech sinn, jiddwere wëssen, wat e mécht.

Da gëtt gesot, Dir misst déi Administratioun dann och mat aneren Administratiounen nach zesammesetzen, fir datt déi ganz Mobilitéit kann emgesat ginn an enger grousser Administratioun. An da froen ech mech: Jo, mat wat fir enger dann? Wat fir eng mécht dann nach aner Mobilitéitkonzeptiounen? D'Antwort ass den Héichbau - do mengen ech awer elo et, datt dat vill ze dinn huet mat Mobilitéit - an d'CFL.

Elo ass da meng Fro: Soll ech dann d'Ponts et Chaussées mat den CFL zesammesetzen, fir eng grouse Administration des CFL et des Ponts et Chaussées ze maachen? Soen ech awer och, dat licht mer awer och net an, well dat absolut net sennvoll gëtt. Hei hu mer zwee absolut separat Métiere, Schinnebau a Stroossebau ass eppes anescht. A wann ech et an d'Realisatioun emsetzen, da soll dat och vun deene verschiddene Métiere schéi propper getrennt bleiwen.

(Interruption)

Ech maachen de Saz fäerdeg, an da sinn ech frou, wann Der mer eng Fro doriwwer stellt.

Sollen also zwee separat Métiere bleiwen. Et muss selbstverständlech um Terrain koordinéiert ginn. An déi zwou Administratiounen schaffen dagdeeglech zesammen. All grouse Projeten, wou deen een an deen anere concernéiert ass, ass et iwwerhaupt kee Problem, fir déi Kollaboratioun ze organiséieren. Dir hutt dat souwuel an deene leschte Wochen a Méint gesinn, wéi mer grouse Chantieren haten, notamment ab dem Contournement vun der Stad Lëtzebuerg, wou souwuel d'Schinn, wou Brécken hu misse frësch gemaach ginn, wou mer d'Autobunn zougemaach hunn, a wou d'Ponts et Chaussées en collaboration mat den CFL profitéiert huet, fir eng ganz Serie vun Aarbechten ze maachen. Besser kann déi Kollaboratioun net schaffen.

Da schreiw mer och nach an deem Text hei an, datt d'Ponts et Chaussées d'Méiglechkeet huet, en sous-traitance vun aneren Administratiounen, notamment vun der CFL, ze schaffen, wann dat sech dann als sennvoll erweist. Also, all déi Méiglechkeete gi mer eis hei, an dofir mengen ech, ass dat hei deen uerdentlech a korrekte Wee. An d'Planifikatioun gëtt am Ministère gemaach an do ginn déi ganz Saachen zesammegefouert.

► **Mme le Président.** - Den Här Bausch wollt lech eng Fro stellen.

► **M. François Bausch** (*déi gréng*). - Ech wollt just d'Fro stellen: Wa mer d'Beispiell huele vun de Busspuren, soit datt eng Busspur op enger Strooss agezeechent gëtt. Do schéngt et mir awer nach evident ze sinn, datt d'Verkéiersplanung, fir ze kucken, wéi sinn d'Fluxé vum Verkéier a firwat brauche mer do eng Busspur, datt dat net ka bei Ponts et Chaussées decidéiert ginn, zum Beispill.

Oder wann ech d'Beispiell huele vum Aktionsplang fir de Vëlo, dee jo de Ministère elo wëllt an d'Praxis emsetzen: Wou ginn dann do d'Décisiounen geholl? Déi ginn awer, huelen ech un, net do geholl. Déi mussen dach op engem Niveau doriwwer geholl ginn, well soss komme mer erëm an d'Logik - wéi gesot, dat ass mënschlech.

Déi Leit, déi an der Stroossebauverwaltung am Moment funktionnéieren, déi hunn hir Aart a Weis fir ze funktionnéieren, déi besteet nun dran, datt se gär Stroosse bauen a virun allem d'Prioritéit duerfir am Individualverkéier gesinn. An do ginn net ëmmer déi Verknäppunge gesinn, wéi se misste gesi gi par rapport zu aner Verkéiersträger. An et ass awer dat, wat mer feelt, ech soen dat Riedchen do, fir dorunner ze dréien, datt mer do eng Ännerung kréien.

► **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.* - Also, mir hu jo an deene verschiddene Ministären - notamment den Transport ass elo an dee grouse Ministère eriwwekkomm - eng Verkéierskommissioun. An där Verkéierskommissioun gëtt et eng Rei Aarbechtsgruppen, wou déi eenzel Departementer, Administratiounen vertruete ginn. Notamment gëtt et do eng iwwert d'Velospisten an notamment gëtt et do eng iwwert d'Busspuren, an déi maachen eng gemeinsam Aarbecht, fir déi Konzeptioun do hinzekréien, souwuel wou Busspuren sollen hikommen, wéi se sollen ausgesinn, well mer och amgang sinn, do eng ganz Rei nei Modeller auszeschaffen. Déi sinn amgang, e ganz Dokument ze maachen, wéi dat Konzept soll an deenen nächste Joren an d'Realitéit emgesat ginn; a par ailleurs si mer schon amgang, e groussen Deel vun deem Konzept do emsetzen, mä dat ass eng aner Diskussioun.

Do entsteet déi Politik an do gi Virschléi gemaach, a selbstverständlech ass et dann um Minister, fir ze entscheiden, jo oder neen, datt mer dat eent an dat aner maachen. An et ass un der Chamber, fir eis de Budget ze stëmmen, fir datt mer et kënne maachen. Esou, mengen ech, muss dat funktionnéieren, anescht geet et guer net als Fonctionnement.

D'Zilsetzung vun dësem Text war awer och nach, datt mer déi Missiounen, déi d'Ponts et Chaussées huet, eng Kéier iwwerkucken an erneieren. An do kommen ech erëm op dat zréck, wat Der elo gesot hutt. Déi al Missiounen, déi se hat fir d'Planifikatioun, d'Konstruktioun, den Aménagement, den Entretien vun der Voirie de

l'État a vun den Ouvrages d'art, sti selbstverständlech nach dran.

Et kommen awer eng Rei nei Missiounen derbäi. Nei Missiounen, déi elo schon en parallèle gefouert gi sinn, déi awer wesentlech sinn, datt se och hei wierklech au même titre drasti wéi déi klassesch Missiounen. Dat ass alles, wat d'Couloirs d'autobus, Plates-formes multimodales, Vëloen, Gestion du trafic - enorm wichtig, well mer hei eng Divisioun vun der Gestion du trafic schafen -, plus Ouvrages d'art.

Et ass net, datt do muss d'Konzeptioun an d'Planifikatioun vun dem gesamte Réseau gemaach ginn. Mä ech hätt awer gär, datt d'Ponts et Chaussées als Missioun vun der Konstruktioun hätt, datt och déi do Ouvrages, Couloirs d'autobus a Vëlo normal géifen drastoen.

Si baue gär Stroossen, dat ass hir Missioun. Ech sinn och frou, datt se hir Missioun gär maachen. Mä ech wëll awer och hannendrun, datt jiddweregem bewosst ass, datt d'Missioun fir Stroossebau och déi ass, datt op de Stroossebau haut spezial Piste fir den öffentlechen Transport a fir d'Mobilitéit douce gehéieren. Dat gehéiert zum Stroossebau, an duerfir brauche mer enner anerem och nach an Zukunft an deenen nächste Jore Stroossebau.

Dann - an dat steet net dran, well mer et aus dem Text eraus hu missen huele wéinst dem Conseil d'État, deen eis gesot huet, mir sollen datt iwwert de Règlement grand-ducal maachen - ass och eng Reorganisatioun vun de Ponts et Chaussées telle quelle virgesinn, déi elo hannendru kënnt. An ech wëll awer e puer Saachen doriwwer soen.

Dat Éischt, dat ass, datt mer wierklech probéiert hunn hei, eis der Zäit vun haut unzepassen. Et gëtt an Zukunft eng nei Division des travaux neufs gemaach, déi sech also just ëm den Neibau vu grouse Projete soll bekëmmern. An ech mengen, dat ass wichtig, och fir déi Kompetenz vun Neibau ze staffelen op enger Plaz. Dat kréie mer da besser hin.

Et gëtt eng Division voirie nord, Division voirie sud gemaach. Dat ass d'ailleurs haut och schon de Fall, dat hu mer haut och schon, a mir hunn am Text stoen, datt, wann eng Kéier et géif als sennvoll gesi ginn, fir déi zwou zesammenzeschloen an nëmmen eng Divisioun draus ze maachen, dann ass dat méiglech. Dat hate mer am Text virdu stoen, ass jo elo erausgeholl ginn duerch den Avis vum Conseil d'État. Et steet also elo net méi dran. Mä vu datt d'Organisatioun am Règlement grand-ducal souwisou gemaach gëtt, kéint dat och duerch Règlement grand-ducal geännert ginn.

Är Fro, Här Etgen, dat war: Ass dat virgesinn? D'Antwort ass: Neen, et ass elo net virgesinn an et sinn och keng esou Pläng, déi elo reell an deenen nächste Joren doeleien, fir emgesat ze ginn. D'Méiglechkeet, wann een et wéilt, war fréier awer am Text dran.

Mir wëllen och weider mat de Services régionaux fueren; dat war jo déi aner Suerg, déi Der ausgedréckt hutt. Wichtig ass, datt d'Ponts et Chaussées an hire Basisfonctiounen och no bei de Gemengen ass, no bei de Bierger ass, an d'Services régionaux, esou wéi se elo existéieren, wäerten och weiderfueren als Proximitéts-services. An ech kommen duerno drop zréck, just datt e puer Saache wäerten zentral gemaach ginn, notamment an den Ateliers centraux. Mä ech soen nach ee Wuert doriwwer.

Et ass eng DOA geschaaft ginn, eng Division des Ouvrages d'Art, fir dat och besser a méi prezis ze handelen. A wat fir mech wichtig ass, dat ass, datt et virgesinn ass, datt mer en eegestännege Service schafen iwwert d'Exploitation de la grande voirie et de la gestion du trafic.

Well et haut och méi wéi jee wichtig gëtt, datt mer déi Instrumenter, CITA, anerer an zukünfteger kënnen net als Niewesktioun vun enger Divisioun, mä als eng vun den Hauptdivisiounen an de Ponts et Chaussées an Zukunft funktionnéiere loossen. Et geet net nëmmen drëm, Stroossen ze bauen. Et geet och drëm, déi Gestiou vun de Stroossen op eng effikass Aart a Weis ze maachen. Dat ass also eng nei Divisioun, déi entsteet.

De Laboratoire ass eppes, wat mer kennen, Service géologique ass eppes, wat mer kennen, Informatikservice gëtt och nei geërnt, dee sech ëm d'sämtlech Informatik soll bekëmmen. An dann zwou Neiegkeeten, déi am Règlement grand-ducal wäerte sinn an duerno och an d'Realitéit ëmgesat ginn, dat sinn d'Ateliers centraux, déi mer amgang sinn zu Bartreng ze bauen.

Haut ass et anescht wéi fréier. Haut si mer mat ganz grousser Technologie an de Ponts et Chaussées beschäftigt. Haut hu mer extrem vill Gefierer, déi mussen en Entretien hunn, en héich technesch Entretien. Duerfir sinn déi Ateliers centraux do, déi zu Bartreng gebaut ginn, an dat wäert dann och zentral géréiert ginn, well mer eis net méi capabel fillen, alles op alle Plazen ze maachen. Et ginn also an deenen eenzelen Services régionaux nach kleng Reparature gemaach an de Rescht vum Entretien wäert an Zukunft zentral gemaach ginn.

En aneren neie Punkt, deen och wichtig ass, dat ass, dass mer e Service vum „géométre et de la photogrammétrie“ maachen. Wat huet dat als groussen Avantage? Mä et huet als groussen Avantage, dass dësen Text virgesäit, dass mer e Géomètre officiel kennen an de Ponts et Chaussées hunn. Wat hëllef dat eis? Mä dat hëllef eis, dass mer déi ganz Emprisen, an dat ass fir d'Gemenge wichtig, et ganz ausmoosse vun den Emprisen, an dee Moment och d'ganz Bezuelen, d'Ausbeuele vun de Leit, déi eis Emprisé verkaufen, och vill, vill méi schnell hoffentlech kënnen maachen an heiduerch och all déi Terrainsproblemer, déi mer heiansdo hunn, kënnen léisen.

Ech mengen, dat ass och e wesentleche Punkt, deen eis an der Praxis, an der Réalitéit wäert weiderhëllefen. Dat ass och selbstverständlech mam Kadaster ofgeschwat a mat hinnen duerchgekuckt.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren, well dat waren all déi Punkten, déi ech nach wollt zousätzlech soen.

(Interruptions)

► **Mme le Président.**- Merci, Här Minister. Ech wollt och ënnersträichen, dass de Minister dat an där Zäit gemaach huet, déi fir d'Regierung zur Verfügung steet, nämlech, en huet manner wéi eng Véirelstonn gebraucht.

Domat ass d'Debatt ofgeschloss, a mir kéimen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6014. Den Text steet am Document parlementaire 6014⁷.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

Et wore 47 présent; et si 60 Stëmme ofginn. Jo: 44, Neen: 15 an 1 Abstention.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6014 est adopté par 43 voix pour, 16 voix contre et 1 abstention.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt (par M. Félix Eischen), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par M. Marcel Oberweis), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Marc Lies), Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par Mme Martine Mergen);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich (par M. Alex Bodry), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Roger Negri), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Fayot), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par Mme Claudia Dall'Agnol);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Ont voté non: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helming (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch (par M. Eugène Berger), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Félix Braz), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Jean Huss), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch).

S'est abstenu: M. André Hoffmann.

Domat ass dee Projet ofgeschloss.

Wëllt deen ee seng Abstention motiveren?

(Négation)

Neen, dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Da kéime mer elo zum Projet de loi 6114 iwwert den Emissionshandel. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht, a wéi de Basismodell ass, mengen ech, géifen d'Deputéierte wëssen. Ageschriwwe sinn: den Här Berger an den Här Negri. D'Wuert huet de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Marcel Oberweis. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

5. 6114 - Projet de loi portant intégration des activités aériennes dans le système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre et modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004

1) établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre

2) créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto

3) modifiant l'article 13 bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés

Rapport de la Commission du Développement durable

► **M. Marcel Oberweis (CSV), rapporteur.**- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, de virleiende Projet de loi reit sech an d'Lutte géint de Klimawandel an, iwwert deen op dëser Plaz scho méifach geschwat ginn ass.

Mat dem Projet de loi gëtt d'europäesch Direktiv 2008/101 vum 19. November 2008, mat där déi europäesch Direktiv 2003/87 modifizéiert gëtt, an eist nationaalt Recht am Kader vun dem Kyoto-Protokoll ëmgesat. Mat dësem Schrëtt gëtt de Secteur vun der Aviatioun an den europäesche System vun dem Échange vu Quote bei den Dreifhausgasen integréiert. De Kyoto-Protokoll hat dee Secteur bis elo nach net abezunn, well en déi europäesch Fliegergesellschaften net wollt schiedegen, an dat finanziell.

Wéi ugedeit, reit sech dës Gesetzesprojekt an den Objektiv vun de Vereenten Natiounen an, Dreifhausgase massiv ze reduzéieren. Doduerch soll erreecht ginn, dass d'Temperatur vun der Atmosphär net méi wéi zwee Grad Celsius géintwuer dem Niveau vun der preindustrieller Zäit, dat heescht 1769, erop soll klammen.

Dat geet awer nëmme, wann all Länner op dësem Planéit sech eens sinn, d'Konzentratioun vun dem CO₂-Equivalent op 450 ppm ze begrenzen. Maache mer eis awer näischt vir! Dat dierft net einfach sinn, dat hunn déi vergaange Jore bewisen.

An deem Zesammenhang huet d'Europäesch Kommissioun sech trotzdeem de But gesat, hir Emissionen ëm 20% bis 2020 géintwuer 1990 ze reduzéieren, a souguer ëm 30%, wann déi aner Industrie- a Schwelleländer matmaachen.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

An dës Reduktiionsaufgabe war de Secteur vun der Aviatioun, wéi gesot, net agebonnen. Deen huet sech awer an de leschten 20 Joer esou dynamesch entwéckelt, dass ee muss soen, dass all Efforten an den anere Secteuren, déi mer maachen, opgehewe ginn duerch d'Aviatioun. Et kënnt zu kenger seriöser Reduktioun.

Et ass och festgestallt ginn, dass den Effet op de Klima duerch déi Emissionen aus der Aviatioun zweemol esou staark ass. Dat ass bedéngt duerch d'Stéckoxyder, de Waasserdamp, d'Aerosolen an d'Schwefelparticulen.

Aus dem leschte Rapport vun de Vereenten Natiounen geet ervir, dass den Undeel vun den Dreifhausgasen aus dem Secteur Aviatioun hei am Lëtzebuerg Land vun 3% am Joer 1990, also virun 20 Joer, op 9% virun dräi Joer gewuess ass. Derniewent ass d'Zuel vun de Passagéier - klengen Detail am Rand - ëm 60% téschent de Joren 1990 bis 2008 gewuess. An nach vill méi fulminant war den Tonnage am Fret-Geschäft. Do hu mer 856.000 Tonnen am Joer 2007 ëmgesat, en Uwuesse vu ronn 500% par rapport zu 1990. Also quasi hu mer a 17 Joer 500% an deem Beräich.

Dës europäesch Direktiv, déi als Copie conforme an nationaalt Recht haut ëmgesat soll ginn, wäert elo nei Weeër opzeechnen. Fir de Marché awer net ze vill ze perturberien, ass festgehale ginn, dass de Secteur vun der Aviatioun an de 27 EU-Memberstater eréischt ab dem Januar 2012 an de Reduktiounssystem erageholl gëtt. Mir hunn also nach Zäit, quasiment annerhalft Joer, eis ze preparéieren. All Flich téschent de Flughäfen, dat heescht Départan a Landungen an de Memberstater ennerleien dann deenen neien Emissionsreglementatiounen.

Et muss drop higewise ginn, dass déi zougestane Emissionsquoten an der Aviatioun am Joer 2012 zum Deel gratis verdeelt ginn - dat wor och esou de Fall bei den aneren Industriepartnern -, awer nëmme, derbäi muss ee soen, 97% vun der arithmetescher Moyenne aus de Joren 2004 bis 2006.

Hale mir awer fest, vun den zougestane Quote ginn der 15% um Marché eersteet. D'Zuel vun de Quoten, déi Lëtzebuerg an der Stee zegutt huet, ass proportional dem Lëtzebuerg Undeel vun den Dreifhausgasemissionen aus der Aviatioun, déi an der Europäescher Unioun ausgestouss goufe fir onst Land.

Jiddwer Memberstat muss iwwert den Zweck vun de Revenuen aus där Quote-stee selwer entscheiden.

Et gëtt awer gefrot, se an der Lutte géint de Klimawandel anzesetzen. Si sollen der Entwécklung vun enger méi nohalteger Aviatioun déngen. All Memberstat muss der Europäescher Kommissioun duerfir och Rechenschaft ginn iwwert d'Verwendung vun dese finanzielle Méttelen.

Ons Regierung huet de 5. Juni 2009 festgehale, dass déi finanziell Revenuen aus der Quotestee dem Kyoto-Fong zouflësse mussen, esou wéi dat d'Gesetz vum 23. Dezember 2004 scho virgesinn hat. An der nächster Period vu fënnf Joer, dat heescht vun 2013 bis 2017, ginn dann déi zougestane Quote weider erofgesat, ab dem Joer 2013 nëmme nach 95% vun der arithmetescher Moyenne, vun där ech geschwat hunn. An och an dëser Period mussen d'Fliegergesellschaften sech ëmmer eng 15% op dem fräie Marché ersteen.

D'Europäesch Kommissioun hält sech awer d'Recht vir, de Wäert vun de 95% enger weiderer Revisioun ze ënnerzéien, fir eben dann d'Emissionen an der Aviatioun ze reduzéieren. Esou kann een déi Fliegergesellschaften belounen, déi sech all Méi maachen, fir performant fliegen an den Déngscht ze setzen.

Well dës Direktiv sech domat auserneesetzt, d'Dreifhausgasen aus der Aviatioun ze reduzéieren, muss all Fliegergesellschaft, och déi am Land bei ons, dem Ministère de tutelle e Programm virleeen, aus deem ervirgeet, wellech Mesurë si ergreife wëllt, fir hir Emissionen ze reduzéieren. Dofir mussen d'Gesellschaft bis spéitstens den 30. Abrëll dem Ministère matdeelen, wat si mat deene gratis allouéierte Quoten aus dem Joer virdu gemaach hunn. Esou kann et zu enger strenger Kontroll kommen. Zousätzlech muss och matgedeelt ginn, wéi vill Quote si da fir dat Joer drop scho wëllen hunn.

Wa festgestallt gëtt, dass eng Fliegergesellschaft méi Quote vun Dreifhausgase wéi erlaabt an d'Atmosphär ausgestouss huet, da muss se eng Amende dofir bezuelen, ganz nom Motto Polleur-payeur. Dës Amende bedréit 100 Euro pro Tonn CO₂-

Equivalent. An do kéinte sech munch Sue beieneen addéieren. Et muss ervirgehewe ginn, dass de Präis vun enger Quot, dat heescht enger Tonn CO₂-Equivalent eng grouss Onbekannt ass hautdesdags, well dëst jo eng Funktioun ass vun der Politik an och vun dem Ärduelechpräis an de Joren 2013-2014. An am folgende Joer muss déi Fliegergesellschaft des iwwerschéseg Quote souguer dem Ministère erëm-ginn.

Et ass also relativ technesch, dat Ganz. Dëst kann esou wäit goen, dass e Memberstat d'Europäesch Kommissioun freet, eng Décisioun ze huelen, dass déi betreffend Fliegergesellschaft kee Recht méi kritt ze fléien. Natierlech huet d'Fliegergesellschaft d'Méiglechkeet, fir Observatiounen schrëftlech ze ënnerbreeden, firwat et dann esou wäit komm ass.

D'Direktiv hält och fest, dass den Emissionssystem regelméisseg kontrolléiert gëtt, well een eraus wëllt fannen, ob et eventuell Fliegergesellschaften gëtt, déi sech delokaliséieren wëllen, fir an anere Länner da Profit ze zéien.

Ee wichtige Punkt an der Direktiv ass sécherlech och d'Kreatioun vun enger Réserve spéciale vum Joer 2013 un. Vun 2013 u mussen 3% vun de Quoten an dës Reserv hannerluecht ginn. Dës Quote kënnen enger neier Fliegergesellschaft déngen, op de Marché ze kommen, oder enger Gesellschaft hëllefen, déi ebe méi dynamesch ass, well se méi flitt a méi Tonnage féiert, an dat mussen awer iwwer 18% pro Joer sinn.

Keng Fliegergesellschaft kritt awer méi wéi eng Millioun Tonnen am Joer zougestane. Dës Reserv kann ënner Ernstänn bei der Revisioun vun der Direktiv ofgeschafft ginn. Wann d'Aviatioun an den Emissionshandel integréiert gëtt, da kënnen Fliegergesellschaften genau wéi d'Industriepartner och vun de flexiblen Mechanismen aus dem Kyoto-Protokoll - dat sinn „joint implementation“ an den CDM - zréckgräifen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat elo d'Avisen ubelaangt, esou huet d'Chambre de Commerce drop higewisen, dass déi lëtzebuergesch Fliegergesellschaften, vu hiren Impacts économiques, méi staark exposéiert wäere wéi déi anere Länner. Si bedauert duerfir, dass deene Lëtzebuerg Spezifisitéiten net genuch Rechnung gedroe ginn ass bei der Ausaarbechtung vun dëser Direktiv. Esou muss ee feststellen, dass d'Aviatioun an den europäesche Länner fir ronn 3% bei den Dreifhausgase mat bedeelegt ass, am Weltplang nëmme 2%, bei ons awer 9% - dat war fir d'Joer 2007. D'Chambre des Métiers ënnerstëtzt zwar d'Démarchen hei an huet weider keng Objektiounen ze maachen.

Zum Schluss vun dësem dach méi technische Gesetzesprojekt wëll ech ënnersträichen, dass dës Gesetzesprojekt ee weidere Meilesteen ass op deem nohaltege Wee, mat deem mir d'Vernetzung téschent de wirtschaftlechen Aspekter an dem Ëmweltschutz engersäits an dem soziale Volet virundreie wëllen.

Dierf ech d'Chamber dofir bieten, dës Gesetzesprojekt ze stëmme. An der Kommissioun vun der nohalteger Entwécklung ass de Rapport eestëmmegeg ugeholl ginn. Den Accord vun der CSV-Fraktioun, déi sech, Dir wësst et jo, fir eng méi nohalteger Wirtschafts- a Gesellschaftsform asetzt, där hiren Accord bréngen ech an, a soe Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Rapporteur Marcel Oberweis.

(Interruption et hilarité)

Als éischte Riedner ass den honorablen Här Eugène Berger agedroen.

Discussion générale

► **M. Eugène Berger (DP).**- Merci, Här President, dass ech d'Wuert kréien. Ech wäert och ganz kuerz sinn.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Eugène Berger (DP).**- Ech wollt just nach eng Kéier rappeléieren, datt dëse Projet, dee situéiert sech jo an déi ganz Efforten, fir an deem grousser Kader vum Klimaschutz, dat heescht vill méi och eng grouss Eraufuerderung, déi dat fir eis ass, de Klimaschutz. An dat heescht jo, wa mer Klimaschutz soen, heescht et virun allem CO₂-Emissiounen ze reduzéieren.

Mir hunn den internationalen Accord, de Kyoto-Protokoll, wou jo eng Rei juristesche contrainant Ziler ageschriwwen gi sinn, wou eng Rei Länner op der Welt sech mussen drunner halen. Et ass awer esou, datt am Kyoto-Protokoll d'Emissiounen vum de Fligeren, déi awer e wichtege Deel vum CO₂-Rejet ausmaachen, datt déi net an deem Protokoll abegraff sinn. An et ass jo och esou, datt nach Diskussiounen sinn, fir en Nofolger-Protokoll vum No-Kyoto auszeschaffen. Énner anerem wäerten elo Enn des Joers zu Cancún dann do vläicht Neel mat Käpp gemaach ginn. An et ass och ze hoffen, datt dann an deem Accord, wann en zustane kënn, och géifen d'Emissiounen vum de Fligere mat abezu ginn.

Europa, déi säit Laangem, ech géif soe praktesch vum Ufank un, ëmmer de Lead an dem Klimaschutzdossier haten, sinn awer schonn e Schrëtt méi wäit gaangen. Se hunn net déi international Diskussiounen, Konferenzen ofgeewart, a si hunn also elo, d'Kommissioun huet hei eng Direktiv virgeluecht, fir dann och d'Fligeremissioune mat anzebeziehen an de Quotenhandel.

Ech wëll einfach hei soen, datt mer deem Prinzip kënnen zoustëmmen, well och d'Demokratesch Partei an hirem Wahlprogramm déi Propos gemaach hat. Mir kënnen also där Direktiv zoustëmmen; mir kënnen och also deem Projet de loi hei zoustëmmen.

Ech wëll och soen, datt déi Ängschten, déi jo nach bestinn, datt doduerjer eventuell Wettbewerbsnodeeler géifen entstoën, ënner anerem fir d'Europäer, datt een déi net ka gëlle loosse, well jo ënner anerem och déi Fligeren aus zum Beispill Amerika, aus Asien, alleguerten, déi hei op den europäesche Flughäfe landen, datt déi jo dann automatesch mat abezu ginn an déi Direktiv praktesch, an dee Quotenhandel, datt dat also och e positiven Aspekt ass, well mer awer duerch eng europäesch Direktiv praktesch global hei op eng gewëss Aart a Weis agéieren. Ech wollt dat eigentlech ervisträichen.

Ech mengen, ech ginn net an d'Detailer an, ech wëll dem Rapporteur einfach Merci soe fir deen ausféierleche Rapport, deen e gemaach huet.

Vläicht eng, zwou Remarquen zum Schluss. Wat vläicht e bësse bedauerlech ass, mä et ass awer elo net d'Schold vum der Regierung oder vum der Kommissioun: Et konnen nach keng ganz kloer Zuele virgeluecht ginn, wat dat fir déi Lëtzebuergesch Fluggesellschaft bedeit, well do nach d'Kommissioun muss déi eng oder aner Rechnunge maachen. Et wär jo awer interessant gewiescht, et wär gutt gewiescht, wann ee genau gewusst hätt, wann ee virun allem fir d'Luxair oder d'Caroline hei hätt kënnen soen, dat bedeit an Zukunft esou vill Emissiounen manner, respektiv och finanziell, wat dat eventuell fir déi Gesellschaften kéint bedeiten.

E leschte Punkt, deen ech ëmmer erëm soen, wann nei Direktive kommen: Am Domän vum Environnement muss een och bedenken, datt dann nei Aufgaben op d'Verwaltungen zoukommen, an ee sech also och bewusst muss sinn, datt hei eventuell an Zukunft och zousätzleche Personalbesoin usteet, fir dann all déi Direktiven och am Klimaschutzberäich kënnen hei zu Lëtzebuerg effizient ëmzesetzen.

Ech soen lech Merci a bréinge wéi gesot den Accord och vu menger Fraktioun zu deemem Projet.

► **M. le Président.**- A Merci och dem Här Berger. Als nächste Riedner ass den Här Negri agedroen. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **Une voix.**- Très bien, Här Berger!

► **M. Roger Negri (LSAP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als Éischt wëll ech dem Rapporteur Marcel Oberweis Merci soe fir seng gutt an ausféierlech Rapporten. Et ass absolut richtig, dass de Flugverkéier mat agebonne gëtt an den europäeschen Emissiounshandel. Generell huet den Transport e groussen Undeel um Verbrauch vum de fossilen Energien, an et ass e wichtege Facteur, wann et ëm den Afloss vum Mënsch op de Klimawandel geet.

Mir hunn eis souwuel um internationale wéi um nationalen Niveau verbindlech Ziler gesat, fir d'Emissiounen vum Zäregaser ze reduzéieren. Den Emissiounshandel ass dobäi en Instrument, dat et erlabe soll, an engem geregelte Kader no an no den Drock ze erhéijen op d'Secteurs, déi héich Emissiounen hunn.

Et gëtt kee Grond, fir de Flugverkéier aus esou engem System erauszeklamieren. Wéi héich den Impakt vum Flugverkéier op de Klimawandel par rapport zu anere mënschlechen Aktivitéiten ass, ass net sécher. D'Schätzungen dozou, déi ginn auserneen. Sécher ass awer, dass de Flugverkéier an deene leschte Jorzéngten enorm zougéhol huet a wahrscheinlech am selwechte Rhythmus weider wuesse wäert.

Um europäesche Plang goufe grouss Ustrengungen ënnerholl, fir d'Emissioun vum den Zäregasen ze reduzéieren. Mir wëssen, dass d'Ziler, déi sech d'Europäesch Unioen gesat huet, eleng net wäerten duergoen, fir de Klimawandel an erdréigleche Grenzen ze halen. Doriwwer erass riskéiere mer och, dës Ziler net ze errechen. An deem Kontext kann een net einfach akzeptéieren, dass e Secteur mat staarkem Wuesstum wéi de Flugverkéier d'Efforten, déi mer an anere Beräicher maachen, esou ausgläicht, dass mer um Enn kee Fortschrëtt erreecht hunn.

Et ass bedauerlech, dass mer et net fäerdeg bruecht hunn, e weltwäiten Accord ze fannen, wat d'Emissiounsrechter fir de Flugverkéier uegt. Et ass richtig, dass d'Europäesch Unioen och ouni en Accord deen éischte Schrëtt awer elo an déi do Richtung mécht.

De Fait, dass d'EU dëse Schrëtt als Éischt mécht, bréngt natierlech op där anerer Säit och ekonomesch Risikoe mat sech. D'Konsequenze vum der neier Regelung muss ee genau evaluéieren. Et däerf net zu Wettbewerbsverzerrungen an der EU kommen, an et muss een och am A behalen, ob den Emissiounshandel Delokalisierung mat sech bréngt.

Den Emissiounshandel soll d'Fluggesellschaft belouwen, déi a modern energieeffizient Technologien investéieren, an net dozou féieren, dass déi pollutant Fligeren op Flughäfen ofwandere, déi ausserhalb vum EU-Grenzen operéieren. Et muss een d'Auswirkunge vum der Emissiounshandelspolitik genau iwwerwaachen a gegebenefalls änneren, wann et net zu deene gewünschte Resultater hei kënn.

Här President, wa mer de Wuesstumstrend am Secteur vum der Aviatation net wëlle bremsen, da mussen all eis Effort sech drop ausrichten, dass méiglechst energieeffizient modern Fligeren an den Asaz kommen. Domat léisst sech den Impakt vum Flugverkéier op de Klimawandel zwar reduzéieren, mä ob dat duergeet als Bäitrag zu eise Reduktiounsziler, steet op engem anere Blat.

Här President, als Konklusioun wëll ech festhalen, dass d'LSAP et begréisst, dass de Flugverkéier an den Handel mat den Emissiounsquoten agebonne gëtt. Ob dësen éischte Schrëtt um Enn wierklech dozou bäidréit, fir de Klimawandel ze bekämpfen, wäert vum politesche Wëllen ofhänken, vum politesche Wëllen an Europa, eng Virreideroll ze iwwerhuelen, a vum politesche Wëlle vum anere Länner, fir mat an d'Klimaboot eranzeklamieren.

Domat ginn ech den Accord zu deemem Projet de loi a soen lech Merci fir d'No-lauchteren.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Negri. Ech hunn elo kee Riedner méi, deen ageschriwwen ass, da kritt nach den Nohaltegkeetsminister d'Wuert.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**

Merci, Här President, just ganz kuerz och, fir dem Rapporteur an der Kommissioun Merci ze soe fir déi gutt Aarbecht, déi hei geleescht ginn ass. An ech si frou, datt mer esou eng grouss Zoustëmmung fir dësen Text hunn.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6114 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: *Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt (par Mme Christine Doerner), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Jean-Louis Schiltz), Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Jean-Paul Schaaf);*

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich (par M. Alex Bodry), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par Mme Lydie Err);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch (par M. Eugène Berger), Mme Lydie Polfer (par Mme Anne Brasseur) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Félix Braz), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Elo komme mer zum Projet de loi 6056 iwwert d'Fluglotsen. D'Riedezäit ass och hei nom Basismodell festgeluecht, an et huet sech bis elo just ageschriwwen den Här Kartheiser. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

6. 6056 - Projet de loi relative aux licences des contrôleurs de la circulation aérienne et transposant la directive 2006/23/CE du 5 avril 2006 du Parlement européen et du Conseil concernant une licence communautaire de contrôleur de la circulation aérienne

Rapport de la Commission du Développement durable

► **M. Marc Spautz (CSV), rapporteur.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ee mam Auto queesch duerch Europa fiert, mat Ausnahm vum Diddeleng fënnt een néierens méi eng Douane, wou een ugehale gëtt a wou moies esou e Stau ass oder owes e Stau ass. Fiert een awer mam Fliger, esou ass dat e bessen anescht, well fir de Loftraum, wann ee vu Lëtzebuerg op Roum flitt, ass all Kéiers eng aner Kontrollanstalt zoustänneg fir déi Loftautobunnen, déi mer hunn. Mä dat wiesselt all Kéiers vum der nationaler Kompetenz, an do muss ee sech all Kéiers of- respektiv umellen, wann een op en anert Land, en aneren Territoire erakënn. Duerfir ass et och wichtig, dass mer et fäerdeg bréngen, en eenheetlech europäesch Loftfahrt-konzept ze kréien.

Wéi Der wësst, koordinéiert ëmmer déi jeeweileg Flugsécherung d'Bewegungen

um Himmel. Duerfir huet och all Land an deemem Beräich seng eege Regeln a Prozeduren. Dat géllt och fir d'Fluglotsen, déi derfir suergen, dass d'Fligeren um Himmel bleiwen an dass se net grad do Accidenter kréien.

Dës Strukturen iwwert d'Gestioun am europäesche Loftraum sinn awer net méi zäitgeméiss. D'Europäesch Unioen huet dat och erkannt an 2004 beschloss, en eenheetlechen europäesche Loftraum ze schafen, mam Zil, d'Sécherheet vum Loftfahrtverkéier souwéi d'Kompetenze vum de Leit, déi an deemem Beräich schaffen, ze verbesseren.

Zur Ëmsetzung vum eenheetleche Loftraum gehéiert och d'Aféiere vum enger europäescher Fluglotselizenz. D'Schafe vum esou enger Lizenz ass den Objet vum der Direktiv 2006/23/CE vum 5. Abrëll 2006, déi mir haut de Mëtteg oder besser gesot haut den Owend duerch dëst Gesetz, wat nach vum der viregter Regierung kuerz virun de Wahlen déposiert gouf, an nationaalt Recht ëmsetzen. D'Direktiv couvréiert all Fluglotsen; och déi, déi am Stage sinn.

Fir déi beschränkt Sécherheitsniveaun an der Loftfahrt ze errechen, ass et wichtig, dass souwuel d'Zougangs- wéi och d'Ausübungsbestëmmunge vum Beruff vum de Fluglotsen um europäeschen Niveau harmoniséiert ginn. D'Festleeë vum de Kompetenznormen an déi géigesäiteg Unerkennung vum de Fluglizenzen an der ganzer Unioen verbesseren zousätzlech d'Zirkulatioun an d'Disponibilitéit vum de Fluglotsen. Ausserdeem dréit déi europäesch Fluglotselizenz dozou bäi, d'Zersplitterung vum europäesche Loftraum an deemem Beräich ze reduzéieren.

De virleiende Gesetzestext fixéiert d'Prinzipien, déi d'Ausstellen, de Maintien, d'Anzéien an d'Suspendéierung vum de Fluglotselizenzen an de Stagiareslizenz regelen. E berout op deene bestehenden Normen vum der Organisatioun vum der Aviation civile internationale, der OACI, an de Bestëmmunge vum Eurocontrol. Déi international an europäesch Exigenzen a Saache Fluglotselizenz gi mat deemem Gesetz an nationaalt Recht ëmgesat.

Zu Lëtzebuerg ass et d'Administration de la Navigation aérienne, déi d'Fluglotse beschäftigt. D'Formatioun gëtt vum Institut for Air Navigation Services assuréiert. Si gi vum der Direction vum der Aviation civile, der DAC, iwwerwaacht. D'DAC ass am Kader vum der Ëmsetzung vum eenheetlechen europäesche Loftraum schonn am Joer 2005 als déi national Iwwerwachungsautoritéit designéiert ginn. Si ass et och, déi d'Kompetenz besetzt, fir Lizenzen auszustellen, ze refuséieren respektiv anzeziehen. Och ass dat déi Autoritéit, déi sech mat der Homologatioun vum de Formatiounsorganismen an hire Programme befasst. D'Detailer vum dësen Dispositiounen kënn Dir a mengem schrëftleche Rapport noliesen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, d'Ëmsetze vum deemem Gesetz ass urgent, well de Lëtzebuerg Stat schonn den 22. Juli 2008 eng Mise en demeure vum der Kommissioun wéinst Netëmsetze vum der Direktiv krut.

(Interruption)

Zu dëser Mise en demeure koum dunn den 23. November 2009 och nach en Avis motivé, sou dass mir Gefor lafen, kuerzfristeg finanziell Sanktiounen operluecht ze kréien.

(Interruption et hilarité)

Wollt Der eppes soen, Här Bettel?

(Interruption)

► **M. Xavier Bettel (DP).**- ...ech stelle just fest, Här Spautz.

► **M. Marc Spautz (CSV), rapporteur.**- Ah. Ech wëll dann den Här Bettel nach aschreien, Här President. Hie wollt eppes soen.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Ech stelle just fest,...

► **M. le Président.**- Här Spautz, loosst lech net aus der Rou bréinge vum Här Bettel! Fuert elo emol virun!

► **M. Marc Spautz (CSV), rapporteur.**- Scho guer net vum Här Bettel, okay.



Leider huet et bis haut gedauert, bis mer dëst Gesetz zur Ofstëmmung kënne bréngen, well de Statsrot a sengem éischten Avis zum Gesetzestext vum fréieren Transportminister war esou negativ, dass d'Regierung opgefuert gouf, de Projet nach eng Kéier op de Métier ze huelen.

(Interruption)

Ech sinn net am Statsrot.

(Interruption)

Ech hu gesot, de Statsrot.

Den Hauptgrond vun der...

(Interruption)

Schreift den Här Bettel awer an.

Den Hauptgrond vun der oflehnender Haltung vum Statsrot war sécherlech de Fait, dass de gréissten Deel vun den Dispositionen aus der Direktiv iwwer Règlement grand-ducal sollt geregelt ginn an net iwwer Gesetz. Sou zum Beispill d'Kritären an d'Konditione vum Ausstellen, dem Maintien an dem Anzée vun de Fluglotselizenzen an domadder och d'Elementer, déi d'Ausübe vun deem Beruff beschriewen. An deem Kontext huet de Statsrot och e Recours en réformation fir d'Fluglotse gefuert, fir kënne géint d'Décisionen vun der DAC virzegoen.

Ech wëll och an deem Kontext soen, dass ech als Rapporteur och Entrevue hat mat deenen zwou Vereenegunge vun de Fluglotsen, fir och mat hinnen doriwuer ze schwätzen, wou ech mam Camille, dee mech dora begleet huet, well dee jo emol fréier do säin Onwieseng... säi Wiese gedriwwen huet.

(Interruptions et hilarité)

► **Une voix.** - An Dir hutt eppes do bäigeleiert, wéi Dir do waart?

► **M. Marc Spautz (CSV), rapporteur.** - D'Dispositionen, déi d'Unerkennung vum enger Fluglotselizensz aus engem anere Memberland regelen, sollen dem Statsrot no och an d'Gesetz ageschriwwen ginn. Dat géllt och fir eng ganz Retsch vun Definitionen.

En drëtten Punkt, deen de Statsrot opgeworf huet, ass dee vun de Konditionen an de Modalitéiten iwwert d'Anzéien an d'Uwende vu Redevancen, déi fir Prestatiounen a Relatioun mat der Ausliwwerung respektiv dem Maintien vu Lizenzen an esou weider fälleg ginn. Si sollen och am Gesetz ageschriwwen ginn, genee wéi déi maximal Montanté vun dese Redevancen.

Des Weideren huet de Statsrot de Problem vun den administrative Sanktiounen vis-à-vis vum Prestataire de service aérien opgeworf, déi laut dem Text privaterechtlech Persone sinn. Hie mécht drop opmierksam, dass dës Servicer am Moment vun der ANA assuréiert ginn. Dem Statsrot no kann de System net goen, well eng Administratioun net enger anerer Administratioun eng administrativ Sanktioun kann operleeën, well se keng Personalitéit juridique besëtzen. De Statsrot hätt souwiesou en anere Regime virgezunn, deen op disziplinäre Sanktiounen berout hätt.

Op déi Observatiounen hin huet de Minister Claude Wiseler eng Retsch vun Amendementer ausgeschafft, déi de formellen Opposition vum Statsrot Rechnung gedroen hunn, déi mir an der Kommissioun och duerno guttgeheesch hunn. Esou sinn déi betreffen Artikelen iwwert d'Definitioun, d'Dispositioun zu de Fluglizenzen, d'Bestëmmungen iwwert d'Reconnaissance mutuelle vun de Lizenzen an d'Dispositionen iwwert d'Homologatioun vun de Formatiounsorganismen aus dem Règlement grand-ducal an d'Gesetz geschriwwen ginn. Och gétt de Recours en réformation virum Tribunal administratif agefouert.

Wat d'Festleer vum der Redevance an de maximale Montant betrëfft, esou koumen déi net an d'Gesetz stoen. D'legal Basis fir déi zwee Punkten ass nämlech schon am Artikel 7, Paragraph 3 vum modifizéierte Gesetz vum 5. Juni 2009 iwwert d'Reglementation vun der Luftfahrt ginn.

Beim Punkt vun den administrative Sanktiounen dréit d'Kommissioun dem Statsrot net Rechnung. Et stëmmt, dass souwuel d'ANA wéi d'DAC darselwechter Person-

nalité juridique, dem Stat, ennerleien. Dat ass awer net de Fall fir all aner Prestataire de service, deen enert d'Kompetenz vun der DAC fällt, respektiv de Fall, wann d'ANA op en anere Prestataire de service géif zréckgräifen. Ausserdeem ass eng grouss Partie vum Lëtzebuerger Loftraum schon am Belgaccontrol respektiv Eurocontrol delegéiert, déi ennerschiddlech juristesche Personalitéite besëtzen.

Ausserdeem baséiert de ganze legislative Kader vum eenheetlechen europäesche Loftraum op enger strikter Trennung tëschent de Prestataire an de Servicer vun der Regulatioun. Och d'Direktiv, déi mir sollen ëmsetzen, fuerdert en Dispositif vu Sanktiounen, dee proportionéiert, effektiv an zugläich ofschreckend ass. Weinst all deene Grënn huet d'Kommissioun decidéiert, beim initialen Text ze bleiwen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat deem Gesetz kréien d'Fluglotsen elo endlech eng Lizenz ausgestallt, mat där se europawäit operéieren kënnen. Et gi kloer Richtlinnen opgestallt, no wéi enge Regeln een de Beruff vum Fluglotse kann ergräifen. Et ass probéiert ginn, e gudden Équilibre ze fannen tëschent den Dispositionen, déi an d'Gesetz gehéieren, an den Ausféierungsbestëmmungen, déi per Règlement grand-ducal arrétéiert ginn, wéi zum Beispill d'Qualifikationsbedingungen. Dat ass wichteg a bréngt och eng gewisse Flexibilität mat sech, well op dës Aart a Weis den nationale Spezifisitéit Rechnung ka gedroe ginn.

Ech muss awer drop hiweisen, dass eng kleng Erreur matérielle an de Projet erage-rutscht ass. Mir hunn am Paragraph 2 vum Artikel 7 bei „associés“ en „es“ vergiess. Mir hunn do geschriwwen „és“, a mir hätte misse schreiben „ées“. An op déi Erreur matérielle wollt ech hiweisen.

Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt och da soen, dass vun eiser Säit aus fir all déi aner Saachen de schréffleche Rapport nach ëmmer do ass, an dee kennt Der konsultéieren. An ech wëll och an deem Fall d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktion zu deem Projet ginn.

Ech soen Iech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Rapporteur fir déi ganz komplett Beschreibung. Den Här Kartheiser wëllt awer och nach zousätzlech derzou eppes soen, duerfir kritt en d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir hate geschter scho gesot, dass d'Regierung elo eng ganz Rei Projekten iwwert de Knéi brécht. Hei hu mer och erëm esou e Projet, dee ganz laang leie gelooss ginn ass an deen dann op eemol, well dann eng Rei vu Sanktiounen méiglech sinn, ganz séier op den Instanzewe geschéckt an e bëssen iwwert de Knéi gebrach gëtt. Mir hätten eis op jidde Fall gewënscht, dass net dee Prinzip hei gegollt hätt, toute la directive et rien que la directive, mä dass e bësse méi iwwerluecht gi wär, ier dee Projet hei elo als Gesetzesprojet eis virgeluecht ginn ass.

D'ADR ennerstëtz déi allgemeng Zilsetzung vun dëser Direktiv a si seet och dem Här Rapporteur Merci fir säi wierkelech ganz komplette Rapport. Trotzdem denke mir, dass déi Direktiv net gutt verhandelt ginn ass an och elo net gutt ëmgesat gëtt. Mir soen, an dat ëmmer erëm, dass mir net hei zu Lëtzebuerg eng Kolonie vun ier-gendengem sinn, och net vun der Europäescher Kommissioun!

Leider si mer net an där parlamentarescher Kommissioun, déi dee Projet hei behandelt huet, soss hätte mer eis Kritiken do scho kënne virbréngen. Ech soen dat just als Hiweis op all déi, déi elo mat eise Propositionen konfrontéiert sinn, fir dëst Parlament méi demokratesch ze organiséieren. Et ass an eisen Ae wichteg, dass hei all Parteien an de Kommissioun kënnen duerch en offizielle Vertrieeder representéiert sinn.

Elo zréck zu deem Projet. Mir wëllen hei keen Text ëmsetzen, deen zwar englesch Sproochkenntnisser verlaangt, wat am Beräich vun der Aviatioun jo selbstverständlech noutwendeg a richteg ass, mä deen awer eis Nationalsprouch mat

kengem Wuert ernimmt. D'Liewen an der Aviatioun ass net nëmmen op Englesch. Zum Beispill sinn déi intern Volen a méi grouse Länner selbstverständlech och an där jeeweileger Landessprooch. An e Lëtzebuerger Pilot, deen op Bitburg flitt, dee mellst sech do op Däitsch un.

Eis Sportpiloten heiheim schwätzen dacks Lëtzebueresch mam Tower, quitte dass vill englesche Jargon do mat dran ass. Mir als ADR verlaangen dowéinst, dass déi Leit, déi bei eis de Loftverkéier kontrolléieren, net nëmmen Englesch mä och Lëtzebueresch schwätzen. Zemoos an Noutsituatiounen ass et wichteg, dass et keng Sproochbarrière gëtt. Mir wëllen net, dass et eise Pilote geet wéi eiser Regierung - si schwätze mateneen, mä si verstet sech net - a si steieren op eng Brochlandung zou, nodeem se sech ennerwee veriert hunn!

Déi Leit, déi heibannen esou vill Wäert nëmmen op Englesch leeën an esou mann Wäert op eis eege Sprooch leeën, déi fuerdere mir emol op, mat richtegen „native speakers“ ze schwätzen an ze funken, an da wäerte se mierken, wéi schwéier dat ass a wéi mann een heiansdo verstet!

Natierlech mussen déi Prozeduren, déi vun internationale Vole matgehéiert a matverstanne mussen ginn, op Englesch oflafen, mä villen anescht brauch dat awer net. Natierlech kënnen eis Lëtzebuerger Piloten och alleguer Englesch. Dat heescht awer net, dass si dat och ëmmer müssen oder wëlle mam Findel schwätzen. D'ADR begreist dowéinst den Avis vun der Chambre des Salariés, déi jo - wéi mir och - Wäert drop leet, dass all Loftkontrollen och soll, niewent Englesch, déi national Sprooch vun deem Stat schwätzen, op deem sengem Territoire säi Bezugsflughaf lieft.

Här President, Dir kennt déi zuverlässeg Linn, déi d'Politik vun der ADR an där heiter wéi och an anere Froen auszeechent. Mir stëmme kee Projet, an deem d'Interesse vun eiser Sprooch an eise Land net genuch berücksichtegt ginn. A well d'CSV an d'LSAP och an deem Gesetz alt nees eng Kéier kee Gedanke fir d'Lëtzebuerger Sprooch iwwreg hatten, soe mir en däitlechen Neen!

Ee lescht Wuert nach, Här President, zu deem, wat mir mengen, wa mir soen, dass dës Koalitioun d'Gesetz iwwert de Knéi brécht.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Mayday, mayday!

(Hilarité)

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - D'Chambre des Fonctionnaires... Här Bettel, et wär ganz gutt, wann Dir d'Chambre géift manner mat engem Kabaret verwiesselen!

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Wann een Iech nolauschert, dann ass dat schwéier.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Ee lescht Wuert nach, Här President, zu deem, wat mir mengen, wa mir soen, dass dës Koalitioun d'Gesetz iwwert de Knéi brécht. D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics beklot sech doriwuer, wéi hir wichteg Dokumenter einfach onkohärent zougeschouert goufen a wéi hire Rôle als berodend Instanz vun dëser Regierung méissuecht gëtt. Si huet vollkommene Recht! Si beschreift eis och, wéi een Duercherneen...

► **M. le Président.** - Här Kartheiser, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Ech sinn direkt fäerdeg, Här President. Si beschreift eis och, wéi een Duercherneen an der Terminologie existéiert, déi d'Regierung a juristesche Formulatiounen gebraucht, grad do, wou et keng Onkloerheeten däreft ginn!

Här President, Dir hutt mech invitéiert, fäerdeg ze sinn. Da kann ech just nach derbäi soe fir d'Kollege vun der CSV, dass dee séchere Wee net dee vun Hotel op d'Plage ass! Mir hätten eis gewënscht, dass d'Chambre méi laang zesummebleift, fir iwwert d'Gesetz kënnen anstänneg ze diskutéieren.

Ech soen Iech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Da kritt elo nach

den Här Nohaltegkeets- an Transportminister Claude Wiseler d'Wuert.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Merci, Här President. Ganz kuerz, fir ze soen, dass ech net mengen, dass den Text hei iwwert de Knéi gebrach ginn ass, well hei hu mer eng ganz laang Aarbecht schonn dru gemaach.

Deen Text, deen ass virum de leschte Wahlen déposéiert ginn. Zu deem Text ass den Avis vum Conseil d'État am Dezember 2009 komm. Duerno ass den Text fundamental emgéännert ginn. Mir hatten eng ganz Rei Kommissiounssätzungen, wou déi Saachen hei an allem Detail duerchdiskutiert ginn.

Et ass en zweeten Avis vum Conseil d'État komm, deen an den Text integréiert ginn ass. Esou dass ech mengen, dass mer dovunner ausginn a sécher sinn, well ech déi Saach jo enk suivéiert hunn an an all Kommissiounssätzung, wou iwwert diesen Text geschwat ginn ass, war, dass mer do eis Aarbecht uerdentlech a korrekt gemaach hunn, souwuel d'Regierung wéi all déi Deputéierten, déi an der Kommissioun waren.

Des Weidere wësst Der, dass déi ANA, iwwert déi mer momentan hei schwätzen, déi also déi Fluglotsen hei astellt, eng staatlech Administratioun ass, wou selbstverständlech och fir d'Sproochkenntnisser déiselwech Regele gëllen, fir d'Leit anzeestellen, déi Leit, déi Fonctionnaire ginn. Sécher ass, dass mer och hei an där Administratioun eng Rei Experten hunn an dass een déi Experten och brauch, fir op eng Rei prezis technesch Punkten anzugeen, déi déi Administratioun och als Know-how muss hunn. Do sinn net déi Sproochkenntnisser verlaangt. Bei dem Rescht vun de Statsbeamten ass dat anescht.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Nohaltegkeetsminister. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Wéi den Här Rapporteur Marc Spautz eis opmierksam gemaach huet, ass am Artikel 7, Paragraph 2 eng Erreur matérielle. Et ass also do ze liesen: «...s'il est constaté que les licences, les qualifications ou les mentions associées - „ées“ - ont été obtenues à l'aide de déclarations inexactes ou par l'usage de moyens frauduleux». Fin de citation.

Mir stëmme elo iwwert den ofgeännerten Text of a wäerten dem Conseil d'État des Ännerung schréfflech matdeelen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. De Vote par procuration.

De Projet de loi 6056 ass uegholl mat 55 Jo-Stëmme, géint 4 Nee-Stëmme.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6056 est adopté par 56 voix pour et 4 voix contre.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Christine Doerner), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Jean-Louis Schiltz), Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich (par M. Roger Negri), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Fayot), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand

Etgen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch (par M. Fernand Etgen), Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Félix Braz), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

M. André Hoffmann.

Ont voté non: MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 6096 iwwert d'Wäschmëttel. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et huet sech bis elo just ageschriwwen den Här Etgen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Raymond Weydert. Här Weydert, Dir hutt d'Wuert.

► **Plusieurs voix.** - Ooohhh!

► **Une voix.** - Très bien!

► **Plusieurs voix.** - Aaahhh!

(Interruptions et hilarité)

7. 6096 - Projet de loi portant modification de la loi du 8 juillet 1986 portant réglementation de la mise sur le marché des détergents

Rapport de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police

► **M. Raymond Weydert (CSV), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet, iwwert dee mir haut schwätzen, ass den 23. Dezember 2009 vum Innenminister déposéiert ginn. Den 18. Februar dëst Joer huet d'Chambre de Commerce en Avis dozou ofginn. An den Avis vum Statsrot datéiert op den 9. März 2010. De 6. Mee 2010 sinn ech vun der Chamberskommissioun zum Rapporteur vum Gesetz ernannt ginn.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Raymond Weydert (CSV), rapporteur.** - Den 28. Juni hunn d'Membere vun der Kommissioun den Text presentéiert kritt, an dobäi gouf den Avis vum Statsrot analyséiert. Op dësen Avis hin huet d'Kommissioun eng Rei Amendementer ugeholl. Dës Amendementer sinn de 6. Juli vum Statsrot aviséiert ginn, an deem Dag drop konnt d'Kommissioun de Rapport unhuelen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wourëms geet et hei an deem Text? Den 31. März 2004 huet d'Europaparlament d'Reglement CE N°648/2004 betreffend d'Détergents, also d'Botzmëttel, ugeholl. Dëst Règlement féiert keng nei Regelung am Beräich vun de Botzmëttelen an, mä ersetzt am Wesentlechen zwou héich technesch Direktiven aus de fréie 70er Joren, mam Zil, an engem eenzegen Text méi kloer an effikass ze sinn.

Zwou europäesch Direktiven aus dem Joer 1973 - ech erspueren lech d'Nummere vun den Direktiven - haten als Zil, engersäits d'Gesetzgebung an de Memberlänner an de Beräicher vun de Botzmëttelen ze harmoniséieren an anerersäits d'Kontroll vun der Biodégradabilitéit vun de sougenannten Agents de surface anioniques ze regléieren.

Déi zwou Direktive sinn ëmgesat ginn duerch d'Gesetz vum 8. Juli 1986 portant réglementation de la mise sur le marché des détergents an dem Règlement grand-ducal vum 9. Juli '86 relatif à la biodégradabilité des agents de surface anioniques et non ioniques, déi an de Botzmëttelen enthalte sinn. Infraktiounen heigéint gi mat Peines pénales bestrooft. Wann ee vun lech méi wëllt iwwert dëst Gesetz vu '86 gewuer ginn, verweisen ech deen op mäi

schrëttleche Rapport, an deem ech méi am Detail heierop agaange sinn.

Spéiderhin ass op europäeschem Plang d'Reglement N°648/2004 ugeholl ginn, dat awer leider net am Grand-Duché an nationaalt Recht ëmgesat gouf. Fir de Contenu vun dësem Règlement verweisen ech lech nach emol u mäi schrëttleche Rapport. Dat Ganzt ass méi technesch, esou datt ech hei net wëll weider dorop agoen.

Erlaabt mir awer just e puer Erklärungen. Dat neit Règlement erlaabt e bessere Schutz vun eisem Environnement aquatique oder eise Gewässer géint verschidde chemesch Substanzen, déi an de Botzmëttelen enthalte sinn. Déi nei Léiglatioun gëtt méi streng an deem Sënn, datt d'Détergente musse méi effikass getest ginn op hir biologesch Ofbaubarkeit hin. De Verbraucher gëtt och geschützt géint Substanzen, déi Allergie kënnen erviruffen. Ee verbesserten Étiquetage muss de Konsument och iwwert de Contenu vun de Botzmëttelen informéieren.

Dëst waren elo e puer kuerz wichteg Punkte vum Règlement. Wéi gesot, kënn Dir den Detail gären a mengem Rapport respektiv dem Règlement selwer noliesen. Allerdéngs, wéi schonns ugedeit, huet Lëtzebuerg d'Reglement nach net ëmgesat. Aus dësem Grond huet d'Kommissioun de 5. Mee 2008 e Recours en manquement géint Lëtzebuerg agereicht.

► **Plusieurs voix.** - Schon nees!

► **M. Raymond Weydert (CSV), rapporteur.** - Méi genau kréie mir virgeworf, datt mir d'Sanktiounen, déi am Artikel 18 vu besonnem europäeschem Règlement virgise sinn, net applizéieren. Dësen Artikel beseet, datt d'Memberlänner mussen «des sanctions dissuasives, efficaces et proportionnées, à appliquer en cas de violation» unhuelen.

Duerch den Arrêt vum 24. März 2009 huet d'Cour du Justice festgehalten, datt Lëtzebuerg doduerch, datt mir net an deenen néidegen Délaien d'Reglement ugeholl hunn, sengen Obligatiounen net nokënn. Dir gesitt also, datt et extrem wichtig ass, datt mir dëst Gesetz elo esou séier wéi méiglech stëmmen, fir d'Gesetz vun 1986 ofzeänneren. An engem sinn dann nach e puer Dispositiounen abrogéiert ginn, déi en Double emploi maachen oder incompatible si mam Règlement communautaire.

Dem Statsrot säin Avis ass, wéi schonn aganks gesot, vum 9. März 2010. Déi héich Kierperschaft hätt léiwergéiert, datt d'Gesetz vun 1986 formell abrogéiert gi wier an duerch en neien Text ersat gi wär, well nämlech eng ganz Rei vun Artikele geännert oder ofgeschaaft ginn. Ech ginn elo net op déi eenzel Aussoe vum Statsrot zu allen Artikelen an, wëll awer just soen, datt a sengem Avis zwou Oppositions formelles stinn.

An den Ae vum Statsrot violéiert den Artikel 10 vum Projet de Prinzip vun der Inviolabilitéit vum Domicile, esou wéi se am Artikel 15 vun eiser Verfassung virgesinn ass. De Statsrot opposéiert sech och dem Artikel 13 aus Grënn vun der Hiérarchie des normes. De Règlement grand-ducal ka just vum Pouvoir réglementaire ofgeschaaft ginn an net vum Pouvoir législatif.

Op dësen Avis hin huet d'Kommissioun eng Rei Amendementer ugeholl, déi den Observatiounen vum Statsrot Rechnung droen. Esou gëtt zum Beispill den ursprënglechen Artikel 1, deem déi héich Kierperschaft als iwwerflësseg ugesäit, fale gelooss. Den initialen Artikel 10 gëtt an deem Sënn ofgeännert, datt der Opposition formelle vum Statsrot a puncto Inviolabilitéit vum Domicile Rechnung gedroe gëtt. An den Artikel 13 initial gëtt fale gelooss, esou wéi de Statsrot et gefuerdert hat. Déi héich Kierperschaft hat dann och an hirem Avis complémentaire vum 6. Juli keng gréisser Problemer méi mam Text.

Wéinst der Urgence, déi ech virdu beschriwwen hunn, an och, well et gutt ass, datt mir eis Léiglatioun am Beräich vun der Réglementation vun den Détergents upassen, bidden ech lech, dëse Projet ze stëmmen. Ech kann hei och den Accord vum menger Fraktioun ginn a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Rapporteur Raymond Weydert. An elo hëlt nach ganz kuerz d'Wuert den Här Etgen.

Discussion générale

► **M. Fernand Etgen (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Propretéit an Hygiène hunn d'Liewensqualität an d'Liewenswaardung vun de Leit entscheidend verbessert. Mir hunn de Choix tëscht dausende Wäsch- a Botzmëttel. Si ginn dagdeeglech a grouse Quantitéiten tonneweis an den Haushalter, an de Betreiber, an der Industrie agesat. A well et esou eppes Alldeegleches ginn ass, gi méiglech Gefore fir Ëmwelt a Gesondheet dacks ënnerschat.

Fir d'Ofwaasser net ze vill ze belauschten, heescht et, spuerson mat dëse Produkter ëmzegen. Méi Wäschmëttel heescht net méi propper. Wichtig ass virun allem déi richteg Uwendung. Et gëllt, net mat Kanounen op Spatzen ze schéissen.

(Brouhaha)

Niewent der Ëmweltbelauschtung sinn eng Rei Stoffer an de Botz- a Wäschmëttel d'Ursaach vun enger gesondheetlecher Belauschtung fir Allergiker. Si kënnen verschidden Allergien auslösen oder verstärken. Aus all deene Grënn ass et duerfir wichtig, datt jiddwereen et als seng Pflicht ugesäit, bei sech selwer een Autocontrôle ze maachen.

Dat ass och Sënn an Zweck vun der Direktiv 648 vum 2004, déi véier Haaptziler huet: D'Produitë musse biologesch ofbaubar sinn, d'Verbuet vun dëse Produiten, d'Étiquetierung, an do begraff d'Mention vun Duftstoffen, déi Allergien auslösen kënnen, Informatiounen vum Hersteller fir d'Autoritéiten a medezinescht Personal.

Et ass also eng wichteg Direktiv; eischtens fir eng gutt Waasserqualität ze garantéieren an zweetens fir d'Gesondheet vun de Leit ze schützen. An duerfir ass et onerklärlech an onverzeihlech, datt d'Regierung alt nees eng Kéier, jo, alt nees eng Kéier huet misse vun der Cour de Justice verklot ginn, fir dës Direktiv ëmzesetzen!

(Interruptions diverses)

Här President,...

► **M. le Président.** - Ech bidden lech wierklech, dem Här Etgen nozelauschteren!

► **M. Fernand Etgen (DP).** - ...wéi wëlle mer de Leit dobaussen dëst erklären,...

(Interruptions diverses)

...wéi wëlle mer d'Leit besser sensibiliséieren a si besser informéieren an esou enger wichtiger Thematik, wa mir hei am Haus eis legislativ Hausaufgaben net maachen? Wéi wëlle mer hinnen erklären, datt d'Décisionen op EU-Niveau geholl ginn an da sechs Joer laang net ëmgesat ginn, bis op dee Punkt, wou mer alt nees eng Kéier veruerteelt gi sinn?

(Interruptions diverses)

Dës Direktiv ass een Deelelement vun enger integréierter neier Waasserpolitik, mat engem staarken Akzent op den ekologeschen Aspekt.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen (DP).** - D'Zilsetzung ass kloer definéiert, eng Waasserpolitik op héijem Niveau. Fir dës Ziler ze erreechen, ass et awer wichtig, datt mer prezis an engem verbindlechen Zäitraum reglementéieren, an d'Leit musse sensibiliséiert ginn. D'Lëtzebuurger Regierung deet sech an der Waasserpolitik schwéier, fir hiren Hausaufgaben nozekommen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen (DP).** - Här President, de Rapporteur, de Kolleeg Raymond Weydert, war komplett an äusserst prezis iwwert d'Modifikatiounen am virleiede Projet. Duerfir brauch ech net op de Projet anzegoen, wëll awer dem Rapporteur een opriichtege Merci fir säi prezisen, sachleche schrëttleche Rapport wéi och fir säi mëndleche Rapport auschwätzen.

Här President, als Demokratesch Partei wëlle mir d'Bierger a Betreiber drop hiweisen, datt eng ekologesche Waasserpolitik eng Plus-value fir eis Gesellschaft ass, an duerfir wäerte mir selbstverständlech och

den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet ginn.

Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Etgen. Ech mengen, elo ass alles gesot. Den Innenminister huet awer och nach eppes derbäizefügen.

(Brouhaha)

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären - Här President, ech maachen net den Ordre du jour. Ech sinn awer frou, dass ech haut nach drukomm sinn a mech kuerz zu dësem och wichtege Projet ka positionéieren, kuerz, well eischtens emol fir der Chamber Merci ze soen, dass dëse Projet esou schnell evakuéiert ginn ass, an och dem Rapporteur fir säi gudder mëndlechen a schrëttleche Rapport, awer och fir am Fong geholl dat, wat elo justement dee leschte Riedner gesot huet, e bëssen ze relativéieren.

Well ech sinn der Meenung, dass an der leschter Zäit déi Lëtzebuurger Regierung, an doriwwer eraus d'Chamber - well et ass ëmmer eng Aufgab, déi mer zesumme maachen, besonnesch am Waasserberäich, wou d'Co-responsabilitéit bei de Gemenge läit; ech kann nach kuerz dorop agoen -, mä ass et wichtig, datt mer zesummen eis konforméieren mat der EU, mat der EU-Léiglatioun.

Ech géif soen, dat Wuert, wat Der gesot hutt, Här Etgen, eng Politik op héijem Niveau: Et ass ugaange mam Waassergesetz vum 2008, duerno hu mer och notament hei an der Chamber zwee wichteg Gesetze vu Perl-Bech, a vu Mäertert-Waasserbëlleg-Gréiwemaacher gestëmmt, déi et och elo méiglech maachen, dass eis Kläranlagen op der Musel, dass déi am Fong geholl gekläert sinn. Mir hate kierzlech an der Regierung e Projet vu Règlements grand-ducaux iwwert de Schutz vum Grundwaasser géint d'Pollutioun an d'Gestioun vun Iwwerschwemmungsrisiken. Dir gesitt also, dass mer do um richtige Wee sinn, dass mer eis do gutt konforméieren.

Ech wëll awer och op ee Problem hiweisen, dee mer hunn. Dat ass deen, eis ze konforméieren zu enger Direktiv vun 1991 betreffend d'Kläranlagen iwwer 10.000 Awunnergläichwäerter, an dat si Kläranlagen, déi d'Gemenge bauen, zesumme mam Stat. An do muss ech soen, do kréie mer awer nach ëmmer Daten, an dat ass eng Geschicht, Här Etgen, do ass net eleng d'Regierung schëlleg, mä och déi aner Stakeholderen oder déi aner Représentanté vun eisem Land; dat sinn dann eis Gemengen.

An do muss ech soen, hu mer an deem Beräich nach véier Kläranlagen, déi mer mussen nach konforméieren; et ass d'Kläranlag vun der Bleesbréck, déi vu Beggen, déi vu Péiteng an déi vu Miersch. Do muss mer also, wa mer wellen eng nohaltig Politik maachen, déi ëmsetzen. An do hu mer jo en Instrument, dat ass dee sougenannte Bewirtschaftungsplang, op deen ech awer haut net wëll agoen, wou mer nach vill Méiglechkeete kréien, doriwwer ze diskutéieren.

Ech wëllt der Chamber awer matdeelen, dass mer an deene leschte Joren, an de leschte véier Joer vum 2006 un hu mer 200 Milliounen investéiert; wann ech kucken, vun 1989 u si 510 Milliounen investéiert ginn. Dat si vill Suen. An dat beweist awer, dass sech d'Ausgaben, d'Investier an dësem Beräich, dass déi an d'Luucht ginn, a bis 2015 wäerte mer nach missen 390 Milliounen investéieren. A wa mer dee ganze Moossnameprogramm oder Bewirtschaftungsplang wellen ëmsetzen, dat kascht eis als Land 1,19 Milliarden.

Dëst Gesetz also schreift sech an déi global Démarche an. An et ass e weidere richteg Schrëtt an eng richteg, an eng wichteg, oder wéi den Här Etgen et gesot huet, an eng Waasserpolitik op héijem Niveau hei zu Lëtzebuerg. En Opruff also: Paakt eng Hand mat un!

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Här President, ech hunn nach eng kleng Fro.



► **M. le Président.**- Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Just eng kleng Fro, well ech hunn et scho gëschter gesot, Här President, mir sinn dës Woch eng Trans..., mir maachen Texter, dat sinn Transpositionne vun Direktiven. De Minister huet et net gesot: Firwat brauche mir an deem Land, an deem heite Fall sechs Joer, fir eng Direktiv ze transposéieren?

Den Text virduw wor gradesou e Fall. Déi ganz Woch hu mer nëmmen esou Fäll. Firwat brauch d'Regierung esou laang Zäit? Firwat muss mer all Kéiers vun der Kommissioun e Fanger oder souguer Prozedure gemaach kréien, fir endlech Texter ze déposéieren?

Ech fannen et skandaléis, Här President, dass mer dës ganz Legislaturperiod bal d'Halschecht vun den Texter nëmmen Transpositionne vun Direktiven haten. Dat heescht, dass d'Regierung ganz wéineg Initiatives législatives hat. Mä wéi gesot, an deem heite Fall, Här President, muss ech lech soen, dass ech einfach d'Fro wëll stellen: Firwat déi sechs Joer waarden, fir mat engem Text an d'Chamber ze kommen?

(Interruption)

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.**- Här Bettel, wann ech zu deem heite Gesetz, wat ech jo dann hei elo kommentéiert hunn, a wat ech och déposéiert hat, muss dat kommentéieren, wat Der elo gesot hutt, soen ech dat: Liest de Rapport vum Rapporteur!

Do steet kloer an däitlech dran, dass mer ee Gesetz vun 1986 haten, wat sollt d'Direktiven aus de 70er Joren ëmsetzen. Et ass gemengt ginn, dat Gesetz vun 1986 wär konform zu deem Règlement communautaire vun 2004. A well dat eben net de Fall war, hu mer elo missen nozéien. Do war eng Diskussioun: Déi eng hu gesot, et geet duer; déi aner hu gesot, et geet net duer. Dat ass dat, wat hei geschitt ass. Also, hei ass e schlecht Beispill fir ze weisen, dass d'Regierung hir Hausaufgab net gutt gemaach hätt.

Merci.

(Brouhaha)

► **M. le Président.**- Gutt, Merci dem Innenminister. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6096 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Marc Lies), Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Fayot), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Claude Haagen), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helming (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch (par M. André Bauler), Mme Lydie Polfer (par M. Xavier Bettel) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Félix Braz), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Jean Huss), Jean Huss et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da komme mer zu eisem leschte Punkt vum Ordre du jour, nämlech en Ännerungsvorschlag mat der Nummer 6143 vun eisem Chamberreglement iwwert den Impakt vum Lissabon-Traité op déi nationale Parlamenten. D'Riedezäit ass och hei nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: den Här Gloden, d'Madame Polfer,... Neen, d'Madame Polfer gëtt gestrach. Dann den Här Gibéryen an den Här Hoffmann.

(Interruption et hilarité)

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Ännerungsvorschlag, den honorabelen Här Ben Fayot.

8. 6143 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative aux incidences du Traité de Lisbonne sur les parlements nationaux

Rapport de la Commission du Règlement

► **M. Ben Fayot (LSAP), rapporteur.**- Här President, den 1. Dezember 2009 ass de Vertrag vu Lissabon a Kraaft getratt. An deem Vertrag gëtt et eng ganz Partie Artikelen, déi och d'nationale Parlamenten concernéieren.

Fir d'Éischt emol am Vertrag iwwert d'Europäesch Unioun gëtt et e wichtege Artikel 12 iwwert déi gesamt Roll vun den nationale Parlamenten an der Demokratisierung vun der Europäischer Unioun. Et gëtt och doranner en Artikel 48 iwwert d'Revisioun vun de Verträge, an deem de Konvent ageschriwwen ass.

An an deem zweeten Traité, den Traité iwwert de Fonctionnement vun der Europäischer Unioun, sinn eng ganz Partie Artikelen, déi ech elo net wëll opzielen, déi och Regelen enthalen, wat d'nationale Parlamenten an europäeschen Affäre matzeschwätzen hunn. Dobäi kommen zwee Protokollen, de Protokoll 1 an 2. Besonnesch de Protokoll 2 iwwert de Contrôle vun der Subsidiaritéit an der Proportionalitéit, déi mer och mat dësen Ännerungen vun onsem Règlement ëmsetzen.

Ech wëll drun erënneren, dass dee Protokoll Nummer 2 den nationale Parlamenten fir d'Éischt an der Geschicht vun der Europäischer Unioun e Recht vun Interventioun an de legislative Prozess vun der Europäischer Unioun gëtt. An deem Sënn, dass, wann en Text aus der Kommissioun erauskënnt, d'nationale Parlamenten dee kënnen innerhalb vun enger kuerzer Zäit kucken an dann, wa se dat néideg fannen, en Avis motivé zu dem Respekt vun der Subsidiaritéit an der Proportionalitéit maachen. Dat muss innerhalb vun acht Woche geschéien.

A si kënnen iwwert d'Kontroll vun der Proportionalitéit an der Subsidiaritéit en Avis motivé un d'Kommissioun maachen an domat da matdeelen oder der Kommissioun soen, dass se mat engem legislativen Text net d'accord sinn, well en net der Subsidiaritéit entsprécht, dat heescht deene Kompetenzen, déi d'Europäesch Unioun duerch d'Verträge krut.

Dir wësst, dass et do zwee Niveaue gëtt: Dat, wat een d'guel Kaart nennt, an dat, wat een d'rout Kaart nennt. Wann et ëm d'guel Kaart geet, dann heescht dat, dass en Drëttel vun den nationale Parlamenten net mat engem Text d'accord sinn, an da muss den Text vun der Kommissioun réexaminéiert ginn. A wann et, dat ass den zweeten Niveau, méi wéi d'Halschecht vun de Parlamenten sinn, déi net domat d'accord sinn, da muss den Text vun dem Conseil a vun dem Europaparlament gekuckt ginn. Wa 55% vun de Membere vun dem Conseil a vun dem Europaparlament nee soen zu deem Text, da muss den Text zréckgezu ginn.

Dat heescht also, dass do Prozeduren dra sinn an deem Protokoll Nummer 2, déi et erlaben, fir d'Subsidiaritéit ze kontrolléieren, an d'Subsidiaritéit, dat heescht jo weider näischt wéi genee ze kucken, ob dat, wat d'Europäesch Kommissioun an engem Text mécht, deene Kompetenzen entsprécht, déi eben d'Länner der Europä-

escher Unioun ginn hunn. Dat heescht, deen ee Vertrag, deen hir erlaabt, fir ze handelen.

Dat ass deen een Aspekt, deen an deem Vertrag dran ass. Deen aneren Aspekt, dat ass och e Rekursrecht, en Droit de recours vun den nationale Parlamenten. Wann eng Kéier e legislative Prozess ofgeschloss ass, wann en Texte législatif an dem Journal officiel publizéiert ass, dat heescht wa wierklech déi Prozedur ofgeschloss ass, da kënnen d'Parlamenten innerhalb vun zwee Méint hiren Droit de recours exercéieren bei der Cour de Justice européenne. Dat heescht, si kënnen dann erëm eng Kéier kloen, dass d'Subsidiaritéit net respektéiert ginn ass.

Mir hunn als Lëtzebuerger Chamber och zréckbehalen an deem Règlement, dass mer dat Rekursrecht nëmme géifen exercéieren, wa mer och virdrum am Virfeld eng Kéier en Avis motivé iwwert d'Subsidiaritéit abruecht hätten.

Dir wësst, Här President, dass d'Chamber säit dem Oktober 2006 alleguerten d'europäesch Texter direkt vun der Kommissioun kritt. Dat gëtt ons natierlech d'Méiglechkeet, fir ganz schnell dorobber ze reagieren. Dir wësst och, dass mer e System hei an der Chamber hunn, deen och am Règlement ageschriwwen ass, dass d'Commission des Affaires étrangères et européennes alleguerten déi Texter eng Kéier kuckt an dass déi da verdeelt ginn un déi verschidde Kommissiounen. An dass et also déi sektoriell Kommissiounen sinn, déi responsabel sinn, fir dee Contrôle ze maachen.

Déi sektoriell Kommissiounen, wa se dann en Text kréien, hu véier Wochen Zäit, fir ze soen, ob deen Text der Subsidiaritéit entsprécht oder net, a fir ze decidéieren, ob se en Avis motivé wëlle maachen. Da bleiwe vun deenen acht Wochen nach véier aner Wochen. An déi véier aner Wochen, déi sollen der Plénière dozou féngen, fir deen Avis motivé offiziell och festzehalen. Well mir mussen dat an der Plénière maachen, well d'Kommissioun gären eng offiziell Stellungnahme vun all Parlament hätt an net nëmme vun enger Kommissioun. Et ass also elo un de parlamentaresche Kommissiounen, wa se esou Texter kréien, fir genee ze kucken, wéini déi Délaien oflafe vun dem Contrôle vun der Subsidiaritéit a sech dorobber anstellen, fir hir Avis motivéien ze decidéieren oder net.

Ech wëll och soen, dass dat natierlech och heiansdo komplizéiert ass, well mer hei an der Chamber och Vakanzen hunn. D'Kommissioun huet zougestanen, dass de Mount August eigentlech net gezielt gëtt fir déi acht Wochen. Dat heescht, wann elo eppes zum Beispill Enn Juli aus der Kommissioun erauskéim, wou een eventuell misst en Avis motivé maachen, da kann een dat och nach am September maachen. Dat heescht, da ginn déi acht Wochen eigentlech eréischt un am September. Dat fir där Tatsaach ze entsprechen, dass vill Parlamenten awer e Break hunn am August a souguer heiansdo nach méi laang.

Deen Artikel 168, dee mer elo schonn an dem Règlement hunn, dat ass d'Kapitel 16 vun onsem Règlement, gëtt also elo seriö ausgeweit. Do kommen also déi Donnéeën iwwert den Avis motivé iwwert d'Subsidiaritéit derbäi. Et kënn och derbäi, wa géif e Konvent ageruff ginn, wéi dee Konvent vun der Lëtzebuerger Chamber aus géif zesummegesat ginn.

(Interruptions et hilarité)

Et kënn natierlech och derbäi, wat elo net am Règlement dran ass, mä wat awer och e wichtege Facteur ass, deen ech hei wëll ennersträchen: Dir wësst, dass niewent deem, wat am Vertrag ass vun Avis motivé iwwert d'Subsidiaritéit an d'Proportionalitéit, d'Kommissioun, den Här Barroso an engem Bréif vum 1. Dezember 2009 den nationale Parlamenten gesot huet, si kéinten och iwwert déi Texter, déi vun der Kommissioun virgeluecht ginn, politesch Remarquë maachen, e politesch Uerteel ginn an dat Uerteel un d'Kommissioun weiderginn, well d'Kommissioun géif och dorobber reagieren.

Dat stëmmt. Wann emol eng Kéier eng Kommissioun esou en Avis motivé gemaach huet, huet d'Kommissioun do-

robber reagiert. Si huet iwwregens en extrae Service ageriicht, fir hir Relatiounen mat den nationale Parlamenten ze suivéieren an den nationale Parlamenten op hir politesch Eingaben ze äntwerten.

Ech mengen, dat sinn déi wesentlech Aspekter vun dëser Ännerung vum Règlement. Ech wëll just soen, dass ech hei wëll deene Leit Merci soen, déi dat alles preparéiert hunn. Enner anerem och dem Paul-Henri Meyers, dee mat dorunner geschafft huet. Natierlech och dem Här Frieseisen an dem Här Reiter. An déi Ännerungen hei, déi jo och an der Commission du Règlement duerchgeholl gi sinn, sinn also, wa mer dat haut unhuelen, vu muer un en vigueur; well mer eben d'Mise en vigueur dann den Dag duerno maachen. Dofir muss mer dat dann haut och stëmmen.

Ech wëll och soen, dass et wierklech elo wichtege ass, dass jiddwereen, all President vun de Kommissiounen, och all Deputéierten, dee sech fir e Sujet interesséiert, sech bewosst ass, dass en eng Responsabilitéit och an der europäescher legislativer Prozedur huet. An dofir géif ech en Opruff maachen un ons Kolleegen alleguerten, dass se sech där Responsabilitéit bewosst sinn. An och déi Texter, déi mer an d'Kommissioun ginn, déi vum President direkt an d'Kommissiounen geschéckt ginn, dass déi esou schnell wéi méiglech gekuckt ginn an dass dorobber reagiert gëtt, am Ufank an net um Enn.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Rapporteur Fayot, deem säin Appel ech nëmmen ennerstëtze kann. Als éischte Riedner ass den Här Léon Gloden agedroen. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Léon Gloden (CSV).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer fir d'Éischt, dem honorabelen Här Fayot villmoos Merci ze soe fir säin exzellente schrëftleche Rapport an och seng mëndlech Ausféierungen. De Lissabonner Vertrag verstärkt d'Interventionsrechter vun den nationale Parlamenten an dat europäesch Geschehen, an dëst an engem relativ précocé Stadium. Dëst ass eng eemoleg Chance fir eis, déi et heescht unzuhuelen. Den Här Fayot huet dat och scho gesot. Duerch dës Virgehensweis gëtt déi politesch an demokratesch Dimensionen vun der Europäischer Unioun gestärkt.

Wéi oft hunn d'Bierger an d'Biergerinnen eis ze verstoe ginn, dass si sech an der Europäischer Unioun vun haut net ëmmer erëmfannen, dass si dëst net verstinn, dass dëst hinnen net zougänglech ass an dass si sech iwwerhaupt net an den europäesche Prozess agebonne fillen?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, elo si mer do, wou mer hi wollten. Elo hu mer d'Chance, eis aktiv an den europäeschen Débat anzebréngen. Déi nei Befugnisse, déi der Chamber duerch de Lissabonner Vertrag zougessprach ginn, ginn eis d'Méiglechkeet, fir eise Matbierger d'Europäesch Unioun méi attraktiv ze gestalten souwéi och déi europäesch Demokratie ze dynamiséieren.

Mat dëser Chance verbënnt sech awer och eng grouss Verantwortung. Dës Verantwortung ass zum groussen Deel eng ganz perséinlech, well hei heescht et virun allem, sech selwer aus eegenem Willen a perséinlecher Initiativ an den Débat anzebréngen.

Vun all de Kompetenzen, déi der Chamber duerch déi heiteg Proposition zougessprach ginn, ass ouni Zweifel déi wichtegst déi vun der Subsidiaritéitskontroll. Ouni an den Detail vun deem Prinzip anzegoen, läit besonnesch hei bei der konkreter Ëmsetzung vun deem Prinzip déi perséinlech Verantwortung, vun där ech schwätzen. Esou eng konkret a konsequent Subsidiaritéitskontroll verlaangt nämlech eng intensiv Aarbecht a supposéiert, dass ee sech net nëmme fir dee ganzen europäeschen Décisionsprozess interesséiert, mä och fir de Kontext an d'Konsequenzen vun där europäescher Politik.



Här President, Dir Dammen an Dir Hären, esou ass et jo awer elo net, datt mir hei géife komplett Neiland betrieden. Mir hunn och schonn am Passé eis mat der europäescher Politik ausenanergesat, a mir hunn och hei an der Chamber eng ganz Panoplie vun Hëllefsmittelen.

Ech wëll nëmmen erënneren un déi gutt Relatiounen, déi d'Chamber mat den europäeschen Deputéierten huet. Mir hunn och e Mataarbechter vun der Chamber aus zu Bréissel. Doriwwer eraus hu mer och hei an der Chamber eng europäesch Cellule, déi den Tri vun den Texter mécht, déi vun der Europäescher Kommissioun kommen. Och d'Zesummenaarbecht tëschent der Chamber an der Regierung op dësem Domän ass gutt. Mir haten och rezent Debatten iwwer de Kommissiounsprogramm 2010 an d'Strategie 2020, wou mer eis aktiv mat erabruucht hunn. Doriwwer eraus hu mer och en exzellenten Internet-Site op der Chamber, wou déi europäesch Dimensionen vun der parlamentarescher Aarbecht eng wichteg Plaz huet.

Här President, Dir Dammen, Dir Hären, fir ofzeschléissen wollt ech soen, datt ech ganz zouversichtlech sinn. Ech sinn zouversichtlech, datt mir als Chamber dëser Aarbecht gewuess sinn, well dëst elo schonns e groussen Deel vun eiser alldieglecher Aarbecht ausmécht, an awer och, well ech der Meenung sinn, datt e staarke Wëllen do ass, sech méi intensiv mat dëse Froen ze beschäftegen.

Déi rezent europäesch Kris huet eis alleguer virun Ae gefouert, datt et sech bei der europäescher Politik virrangeg ëm déi grouss Erausforderungen, déi sech eiser Gesellschaft an der heiteger Zäit stellen, handelt. Et ass jiddwerengem kloer ginn, wéi wichteg et ass, datt d'Europäesch Unioun als Ganzt fäeg ass, séier ze handelen.

Mir sinn eis zur gläicher Zäit bewosst, wéi wichteg et ass fir eis, als Lëtzebuerger aktiv un dem europäeschen Débat deelzehuelen, fir datt och eisen Interessen a Besoinen an der Diskussioun Rechnung gedroe gëtt.

Déi heiteg Ännerung, gekoppelt mat der aktueller Virgehensmethod vun der Chamber, ginn eis als Chamber méi wéi virdrun d'Méiglechkeet, aktiv kënne matzeschwätzen. Dëst ass eng Chance: „Let's do it!“

Ech ginn och den Accord vu menger Fraktioun a soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Gloden, an elo kritt awer d'Madame Polfer d'Wuert.

► **Une voix.**- Ah!

► **Mme Lydie Polfer (DP).**- Merci, Här President. Ech si frou, datt Der mech net definitiv gestrach hutt an datt ech awer d'Geleeënheet kréien, fir hei de ganz formellen Accord net nëmme vu menger Fraktioun ze bréngen, mä fir och mäi Merci auszedrécken. Et ass de Mëtteg vun de Mercien un déi, déi dru geschafft hunn, fir eben déi nei Méiglechkeeten, déi d'Nationalparlament kréien an eben och mir, fir dat an Texter ëmzesetzen. Natierlech an éischer Stell Merci dem Här Fayot, dem President vun der Commission des Affaires étrangères, dem Här Meyers an all deenen, déi matgeholf hu schaffen.

Et sinn dat hei Errungenschaften, déi zréckginn op déi Diskussiounen, déi mer haten an der Konventioun, wéi déi Diskussiounen, déi an der Conférence intergouvernementale eben zu dem Traité constitutionnel gefouert hunn, deen zwar net als solchen ugeholl ginn ass, mä deen an enger ofgeänneter Form als Traité de Lissabon elo eben zum Droe komm ass. Et war de Wonsch also vun der Regierung.

Et gëtt oft dohinnergestallt, wéi wann d'Regierungen net déi nämlecht demokratesch Wënsch hätte wéi d'Parlament. Et war hei de Wonsch vun der Regierung, datt déi national Parlamenter solle méi an den europäesche Prozess mat agebonne ginn.

Firwat? Mä well mer einfach alleguerten ëmmer gesinn hunn, datt de Gruef zwëschen deem, wat an nationale Parlamenter geduecht gëtt iwwer déi europäesch Problematik, an deem, wat am Europaparlament oder um Niveau vum Conseil des Ministres driwwer geduecht gëtt, ëmmer méi grouss ginn ass. Fir dee Gruef méi kleng ze maachen a wa méiglech zouzemaachen, sinn déi nei Méiglechkeeten hei agefouert ginn.

Haut si mer bei der Ëmsetzung an eist Reglement, déi si gutt gemaach ginn, an et ass, wéi elo just mäi Virriedner gesot huet: Et ass elo un ons, un ons ze weisen, datt mer wierklech och déi Erausforderungen unhuelen an ons bal alldieglech an dee Prozess mat abannen. Hei kréie mer d'Méiglechkeeten. Ech wënschen ons, an ech sinn iwwerzeegt, datt mer dat och wäerte maachen.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci der Madame Polfer. An dann hunn ech hei nach den Här Gibéryen, deen agedroen ass. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Merci, Här President. Ech wëll och vun eiser Säit aus Merci soe fir déi Texter, déi hei gemaach si ginn. Den Här Fayot huet als Rapporteur dem Här Meyers, dem Här Frieseisen an dem Här Reiter Merci gesot. Ech wëll awer den Här Fayot mat do dran aschléissen, well ech mengen, déi Texter si vun hinne véier ausgeschafft ginn, an et sinn Texter, déi, mengen ech, queesch duerch d'Parteien, souwuel an der Presidentekonferenz wéi och herno an der Reglementkommissioun an där Form ugeholl si ginn. Et war eng gutt Aarbecht, déi do gemaach ginn ass, an haut setze mer dann déi Texter hei an eist Reglement an, sou datt se vu muer u kënne a Kraaft trieden.

Ech mengen, op den Text selwer brauch een net méi anzegoen, dat huet den Här Fayot an allen Detailler gemaach. Et ass hei eng wichteg Roll. Do hu mer eis elo en Instrument ginn hei an dem Parlament, wéi mer d'Subsiarität, d'Proportionalitéit vun europäeschen Texter hei am Parlament kontrolléieren.

Mir hunn alleguer heibanne ganz dacks gesot, datt mer als Parlament virun e Fait accompli gestallt ginn, datt mer Texter kréien, déi mer herno nach just ze ratifizéieren hunn. A mir hunn och ganz dacks gesot, datt mer als Parlament net fréi genuch an d'Diskussiounen agebonne si ginn, fir eist Matsproocherecht do zum Ausdrock ze bréngen. Hei kréie mer elo déi Méiglechkeet; et ass och un eis, fir dovunner ze profitéieren.

Sécherlech, et sinn e puer Testphase gemaach ginn, déi um intereuropäeschen Niveau gemaach si ginn, mä ech mengen, déi nei Prozedur, déi mir eis elo hei ginn, déi wäert och nach déi eng oder déi aner Problematik opwerfen, fir datt mer an där kuerzer Zäit wierklech kënne erausfannen, ob mer, wat d'Subsiarität oder d'Proportionalitéit ubelaangt, misste mengen hei als Lëtzebuerg eng Opposition dergéint ze maachen oder e Recours dergéint ze maachen. Do musse mer eis sécherlech och als Parlament, souwuel wat d'Verwaltung ubelaangt wéi d'Gruppen, d'Parteien, déi Méiglechkeete ginn, fir déi Mataarbechter ze kréien, géif ech mengen, fir datt mer och déi Aarbecht kënne seriö an där virgeschriwwener Zäit maachen.

Et hänkt also vun ons of, wéi mer do duerchkommen a wat mer do als Resultat kréien. An ech sinn awer och der Meenung, datt mer interparlamentaresch

mussen aktiv ginn, well alleguer déi Parlamenter an Europa, déi jo en Intérêt drun hunn oder der Iwwerzeegung sinn, datt d'Subsiarität oder d'Proportionalitéit net respektéiert gi sinn, déi hunn och en Intérêt drun, fir Alliéierter an anere Parlamenter ze fannen. An do, mengen ech, muss och e Mechanismus opgebaut ginn.

Ech ka mer zum Beispill virstellen, datt d'COSAC kéint ee vun deenen Instrumenter ginn, wou dat géif d'Bindeglied tëschent deenen eenzelne Parlamenter duerstellen, wann ee Land esou e Recours mécht, datt dat esou séier wéi méiglech un aner Parlamenter weidergereicht gëtt, well wéi gesot, et huet een och nëmmen en Intérêt oder eng Chance, wann een Alliéierter fënnt, wa méi Länner Recours géint eng Bestëmmung maachen.

Ech wëll och nach vun eiser Säit aus mat era soen, datt mer selbstverständlech deen Text hei wäerten haut stëmmen.

Op där anerer Säit hat mäi Kolleg Jacques-Yves Henckes och schonn eng Kéier eng Proposition gemaach, wou mer am Fong wollten, datt och an d'Verfassung dat géif ageschriwwen ginn, wéi dat eventuell, wéi dat an Däitschland an a Frankräich de Fall ass, datt och an engem Parlament eng Minoritéit - dat dierfen elo net een oder zwee Leit sinn, mä eventuell eng Minoritéit, wou een driwwer muss diskutéieren - muss d'Méiglechkeet hunn, fir Recoursen ze maachen, an datt een net ëmmer muss eng Majoritéit kréien, well eng Majoritéit dat vläicht awer aneschters gesäit vis-à-vis vun hire Regierungsmemberen, wéi eng Minoritéit dat gesäit, sou dass een och doriwwer nach eng Kéier misst diskutéieren, wéi d'Zuel misst si vun deenen, déi e Parlament misst zesummekréie bei engem Vote, fir kënne dee Recours ze maachen.

Insgesamt ass dat heiten awer eng Opwärtung vun den nationale Parlamenter, an ech mengen, et ass, wéi meng Virriedner och gesot hunn, elo un ons alleguer, fir dat draus ze maachen aus deem Instrument, wat mir selwer eis als Zil gesat hunn.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Gibéryen. Entre-temps huet nach den Här Braz d'Wuert gefrot. Här Braz, wann ech gelift.

► **M. Félix Braz (déi gréng).**- Ech wëll just kuerz d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun heizou bréngen, net oui och all deene Merci gesot ze hunn, déi un deenen Texter sech bedeelegt hunn, besonnesch dem Här Fayot, an an der Hoffnung, dass mer déi Texter hei wäerten an den nächste Jore benotzen, net fir europäesch Bremser ze sinn, mä fir äifreg europäesch Constructeuren ze sinn.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Braz. An dann huet d'Wuert nach den Här André Hoffmann. Här Hoffmann, wann ech gelift.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Majo, vu menger Säit dann och Merci un den Här Fayot fir seng Aarbecht a seng Explikatiounen, an un déi, déi un deem Text hei matgeschafft hunn. Am Vertrag vu Lissabon, do gëtt et jo tatsächlech och positiv Punkten. Ee vun deenen ass déi gewëssen Opwärtung vun den nationale Parlamenter.

Ech hunn och mat enger gewësser Satisfaktioun festgestallt, dass an där Proposition, fir d'Reglement ze änneren, d'Groupes politiques an d'Sensibilités politiques gläich behandelt ginn. Dat ass jo net ëmmer esou evident heibannen.

Hei geet et allerdéngs elo leedeglech ëm d'Subsiarität. Dat ass natierlech net wéineg. Mä eng aner Fro ass selbstverständlech déi, déi heimaduer net direkt zesammenhängt, eng aner Fro ass déi vun der Roll vum Parlament respektiv vun de

Parlamenter par rapport zu de Positionen vun de Regierungen am Virfeld vun europäeschen Décisiounen, an ech mengen, do hätte mer nach e gewëssen Nohuelbedarf.

► **M. le Président.**- Den Här Fayot wëllt nach eng Kéier d'Wuert ergräifen.

► **M. Ben Fayot (LSAP), rapporteur.**- Här President, ech muss en onverzeihlechen Oubli trotzdeem guttmaachen. Ech hu vergiess, bei deenen, déi ech zitéiert hunn, nommément ons exzellente Sekretärin vun der Europakommissioun a Generalsekretärin adjoint, d'Madame Barra, déi och hei un dësem Reglement matgeschafft huet an déi och mat där Cellule européenne, déi mer schonn hunn, opgebaut hunn, déi doranner eng formidabel Aarbecht leescht, fir eben och ons bei alle Problemer, déi et an Europa gëtt, och an der Zesummenaarbecht vun de Parlamenter, vun där den Här Gibéryen geschwat huet, fir ons dobäi ze hëlfe. Also entschëllegt deen Oubli, mä ech wollt dat trotzdeem awer maachen.

Ech wollt och dobäi soen, dass onse President, den Här Mosar, extrem aktiv hannert dësem neie Reglement ass an dass dee ganz interesséiert ass, dass d'Lëtzebuerger Chamber eng wichteg Roll an der Europapolitik spillt.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Fayot. Ech mengen, dat do war en exzellente Schlusswuert fir dës Diskussioun.

(Hilarité générale)

A mir kéimen dann elo zur Ofstëmmung iwwer deen Ännerungsvorschlag vum Chambersreglement.

Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss an den Ännerungsvorschlag ass ugeholl mat 57 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Félix Eischen), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mösar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Raymond Weydert), Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Scheuer), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Fayot), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helming (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch (par M. Eugène Berger), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Jean Huss), François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz et Jean Huss;

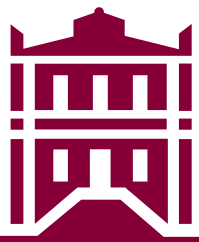
MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser; M. André Hoffmann.

Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um hallwer dräi nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 19.15 heures)





Sommaire

1. 5939 - Projet de loi portant réorganisation de la Chambre de Commerce
 - *Rapport de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire: M. Alex Bodry*
 - *Discussion générale: M. Félix Eischen, M. André Bauler, M. Henri Kox, M. Fernand Kartheiser (à qui M. Alex Bodry répond)*
 - *M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*
 - *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
 - *M. André Hoffmann*
2. Changement de dénomination de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media et des Communications
 - *M. le Président*
3. 5881C - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 avril 2004 relative à la garantie de conformité
 - *Rapport de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire: M. Alex Bodry*
 - *M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*
 - *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
4. 6155 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 20 mai 2008 relative à la création d'un Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services
 - *Rapport de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire: M. Alex Bodry*
 - *M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*
 - *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
5. Question avec débat N°13 de M. Ali Kaes sur l'avenir de la Brasserie de Diekirch
 - *M. Xavier Bettel, M. le Président, M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur (interventions au sujet de la recevabilité de la question)*
 - *M. Ali Kaes - M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*
6. 6081 - Projet de loi portant modification de la loi du 9 mai 2006 relative aux abus de marché et portant complément de transposition de la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2003 sur les opérations d'initiés et les manipulations de marché (abus de marché)
 - *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Lucien Thiel*
 - *Discussion générale: M. Xavier Bettel (dépôt d'une motion)*
 - *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
7. 6130 - Projet de loi modifiant les articles 157, 157bis et 157ter de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu
 - 1) établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre
 - 2) créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto
 - 3) modifiant l'article 13 bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés
 - *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Gilles Roth*
 - *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
8. 6081 - Projet de loi portant modification de la loi du 9 mai 2006 relative aux abus de marché et portant complément de transposition de la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2003 sur les opérations d'initiés et les manipulations de marché (abus de marché) (suite)
 - *Motion 1: M. Jean-Louis Schiltz, M. Xavier Bettel*
 - *Vote sur la motion 1 modifiée (adoptée)*
9. 5667 - Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour des comptes
 - *Rapport de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire: Mme Anne Brasseur*
 - *Vote sur la proposition de loi et dispense du second vote constitutionnel*
10. Discours de M. le Président
 - *M. le Président*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Luc Frieden, Jeannot Krecké et Mme Octavie Modert, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Als éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtten hu mer de Projet de loi 5939 iwwert d'Chambre de Commerce. D'Riedezäit ass hei nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Hären Eischen, Bauler, Kox a Kartheiser. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum

Projet de loi, den honorabelen Här Alex Bodry. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

1. 5939 - Projet de loi portant réorganisation de la Chambre de Commerce

Rapport de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire

► **M. Alex Bodry** (LSAP), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären,

mat dësem Projet de loi, dee mer haut de Mëtteg diskutéieren, geet et em eng Reorganisatioun vun der Chambre de Commerce. Eis Berufschambere sinn hei zu Lëtzebuerg öffentlech Institutiouen, déi als essenziell Missioun hunn, d'Interesse vun hire Berufsgruppen ze verteidigen an ze vertrieben.

D'Berufschambere situéiere sech also iergendwéi op enger Schnëttstell tëschent der öffentlecher an der net öffentlecher Sphär, tëschent der politescher an der gewerkschaftlecher Aarbecht. Dat mécht et och net einfach, fir hir genau juristesche Natur ëmmer mat der néideger Präzisioun ze definéieren. Dat erkläert och, firwat dass mer grad bei dësem Projet de loi et mat relativ heftegen Diskussiounen op deem dote Punkt ze dinn haten.

D'Berufschamberen intervenéieren hei zu Lëtzebuerg - an dat ass eng Particularitéit vum Lëtzebuerger politesche System - an déi legislativ an och déi reglementaresch Prozedur. Mir kennen der haut fënnf. Nieft der Chambre de Commerce, wat déi eelst ass, ass dat d'Chambre des Métiers, d'Chambre de l'Agriculture, d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics an zënter Januar 2009 d'Chambre des Salariés, déi aus enger Fusioun souzesoen ervirgaangen ass vun der fréierer Chambre du Travail respektiv der Chambre des Employés privés.

D'gesetzlech Grondlag vun deene meeschte vun deene Berufschamberen ass e relativ alen Text, deen awer e puermol modifizéiert ginn ass. Et ass dat en Text, e Gesetz vum 4. Abrëll 1924, portant création des chambres professionnelles à base élective. Ech hunn et scho gesot, d'Chambre de Commerce huet scho vir-drun existéiert. Si geet eigentlech op d'Joer 1841 zrëck.

Dëse Gesetzesprojet, deen eng Reorganisatioun vun der Chambre de Commerce op eenzelne Punkten an engem neie Gesamttext als Zil huet, ass schonn ënnert der viregter Regierung, allerdéngs vum selwechte Minister, vum Wirtschaftsminister Jeannot Krecké deponéiert ginn, de 15. Oktober 2008.

Deen Text huet eng dräifach Zilsetzung, wann ee sech op den Exposé des motifs zrëckberiff. E versicht eng Rei vu rechtliche Sécherheeten ze schäfe respektiv rechtlech Onsécherheeten aus der Vergaangenheet waméiglech definitiv ze berengegen. E wëllt eng klärend Erbäiféierung vun der Fro vun der Affiliatioun a vun de Cotisatiounen vun deene Sociétés de participations financières. An et gëtt gläichzäiteg profitéiert par rapport zum Urtext vun 1924, eng Moderniséierung eigentlech vun de Bestëmmungen iwwert d'Chambre de Commerce ze kréien.

Ausgangspunkt war bei dësem Projet awer - et ass keng Schan dat zouzeginn - d'Fro ronderëm de Rechtssträit, dee sech breetgemaach huet wat d'Cotisatiounen an d'Affiliatioun vun eenzelne Membere vun der Chambre de Commerce ugeet. Déi sougenannte SOPAFen, Sociétés de participations financières, wou et der ronn 35.000 hei zu Lëtzebuerg gëtt. Wou et also net onwesentlech ass ze wëssen, ob déi da Member oder net si bei der Chambre de Commerce, ob se cotisiéiere mussen oder net, a wéi héich déi Cotisatioun ass.

Dëse Projet ass eigentlech schonn den zweeten Essai, dee gemaach gëtt, fir déi dote Fro ënner anerem ze klären. Dat ass schonn eng Kéier probéiert ginn am Gesetz vum 21. Dezember 2007 respektiv e Règlement grand-ducal vun deemselwechten Datum. Mä déi Prozesser, déi duerno komm si mat Arrêté vun eiser Cour administrative, hu gewisen, dass dat doten als Rechtsbasis eigentlech net duergaangen ass, fir dee Cotisatiouns-règlement, dee sech d'Chambre de Commerce ginn huet, och op zolidd legal Féiss ze stellen. Et war also och aus där doten Iwwerleeung noutwendeg, fir nach eng Kéier nozerüsten.

Dës Kéier wollt d'Regierung eigentlech keng hallef Saache maachen, mä si huet e Gesamttext presentéiert; dass deen, och wann d'Chambre en esou stëmmt, dann déi eenzeg gesetzlech Grondlag fir d'Chambre de Commerce wäert duerstellen. D'Chambre de Commerce wäert also net méi verbonne si mam ursprénglechen Text vun 1924, deen awer nach fir eng Rei vun anere Chambres professionnelles seng Gültigkeit behalen.

Wat waren also déi Punkten, déi mer haaptsächlech diskutéiert hunn? Ech mengen, fir den Detail verweisen ech ganz gären op de schréffleche Rapport vun der Kommissioun. E gudden Deel vun eisen Diskussiounen, och vun eisem Brëifverkéier mam Statsrot, huet gedréit ronderëm d'juristesche Natur vun der Chambre de Commerce. Ass et een Établissement public oder ass et keen?

En zweete Schwéierpunkt vun den Diskussiounen war d'Definitioun vun de Ressortissanté vun der Chambre de Commerce, wou d'Regierung eng ganz Rëtsch vun Neierunge virgeschloen hat, déi mer awer deelweis, och opgrond vun Iwwerleeungen, déi de Statsrot gefeuert huet, net am definitiven Text zrëckbehalen hunn. Dat gëllt zum Beispill fir d'Fro vun der fräiwëlleger Affiliatioun un d'Chambre de Commerce. Duebel Affiliatioun bleiwe méiglech, mä awer ënner ganz restriktiv a limitativ festgeluechtene Konditiounen.

Mä loosse mer op déi wesentlech Fro zrëckkommen: Wat ass d'juristesche Natur eigentlech vun der Chambre de Commerce? Déiselwecht Fro stellt sech selbstverständlech fir all déi aner Chambres professionnelles. Et ass also eng Fro, déi horizontal sech stellt, déi mer awer nëmmen hei regele fir de Fall vun der Chambre de Commerce.

An eng Fro, déi mer och nach an der leschter Sitzung vun der zoustänneger Wirtschaftskommissioun diskutéiert hunn, war ze wëssen, ob et net och noutwendeg wär, elo wou mer hei eng Kloerstellung maachen a soen, d'Chambre de Commerce ass en Établissement public, ob een net misst eng ähnlech däitlech Ausso maachen am Gesetz vun 1924 fir déi aner Chambres professionnelles. Et wier dat, fir se allegueren definitiv an engem Gesetzestext kloerzestellen.

Eiser Opfaassung, an dat war d'Opfaassung och vun der Regierung, dass eng Chambre professionnelle en Établissement public sui generis ass, stellt sech eng aner Position entgéint, dat ass déi vum Statsrot. De Statsrot, deen a relativ laangen Développementener ëmmer erëm betount huet, dass fir hien eigentlech et sech hei net em en Établissement public géif handeln, mä em eng Personne morale de droit public. An aus senger Considératioun, dass et net en Établissement public ass, découleieren eng Rei vun anere Konsequenzen a sengem Rasonnement, während aus eiser Feststellung, déi deckt sech hei mat där vun der Regierung, dass et sech em en Établissement public handelt, kommen aner Konsequenzen erëm herno am Text.

Jiddwereen ass do a senger Logik, mä leider sinn déi Logike kaum mateneen ze verbannen.

Mir haten dann och hei mat Oppositions formelles vum Statsrot ze dinn, deene mer probéiert hunn, duerch Kompromisstexter Rechnung ze droen. Dat ass eis awer net gelongen. De Statsrot ass bei senger prinzipieller Haltung bliwwen. Sou dass ee muss feststellen, dass mer op engem anere Wee hei amgaange sinn, eis ze bewegen als Chamber. A wat wahrscheinlech wäert zur Konsequenz hunn, dass de Conseil d'État, wéi en dat och schonn duerchblécke gelooss huet a senge jeeuwelegen Avisen, wahrscheinlech d'Dispens vum

zweete Vote constitutionnel net wäert ginn. Sou dass et, wann d'Chamber deen heiten Text esou stëmmt, wéi e vun der Kommissioun proposéiert ass, wäert missen zu engem zweete Vote constitutionnel hei an der Chamber no engem Délai vun dräi Méint kommen.

Loosse mer awer nach eng Kéier op de Fong vun der Fro agoen an eis Argumenter vläicht hei virbréngen. Mir sinn der Meenung, dass mer et hei mat engem Établissement public ze dinn hunn, well dat eigentlech der traditioneller Positioun entsprécht, déi eis Doktrin hei zu Lëtzebuerg zu deem dote Punkt hat.

Am Referenzwierk vum Här Majerus, „L'État luxembourgeois“, gi ganz kloer d'Chambres professionnelles aklasséiert an d'Rubrik vun den Établissements publics. An och de Conseil d'État huet a fréieren Avisen zu aneren Texter eigentlech, souwäit mir dat konnten novollzéien, ëmmer déi doten Thees vertritt. E war ëmmer eigentlech der Usicht, dass et sech bei de Chambres professionnelles ëm en Établissement public handelt. Fir d'leschte Kéier huet de Conseil d'État dat nach eng Kéier geschriwwen an engem Avis vun 1990, wou et ëm d'Wahlrecht gaangen ass bei de Chambres professionnelles, wou e ganz kloer seet, d'Chambres professionnelles hunn d'Qualitéit vun engem Établissement public.

Mir hunn also do déi traditionell Doktrin eigentlech op eiser Säit. An dat gëtt nach verstärkt doduerjer, dass eist ieweschst Verwaltungsgericht an zwou Décisionen, zwee Arrêten, déi ganz rezent sinn, wou et ëm déi Fro vun der Affiliatioun respektiv vun de Cotisatiounen gaangen ass bei der Chambre de Commerce, och d'Geleeënheit hat, nach eng Kéier deen dote Punkt kloer unzegoen. An ech géif mer erlaben hei vläicht awer, well dat awer eng kruzial Fro ass, hei aus där Jurisprudenz do vun eisem Verwaltungsgericht ze zitieren.

Also, d'Cour administrative ass zu folgende Konklusiounen komm. Nodeem festgestallt ginn ass, dass de Règlement des cotisations vun der Chambre de Commerce vun enger Verwaltungsautoritéit ausgeet, huet se folgend Développement gemaach: «Tel est en effet le cas dans le chef de la Chambre de Commerce qui constitue une personne morale de droit public et plus particulièrement doit être assimilée à un établissement public. Cette conclusion s'impose au regard de ce qu'il s'agit d'une chambre professionnelle créée par le législateur, régie par un régime de droit public et investie de prérogatives exorbitantes du droit commun des relations privées. Ce constat n'est pas étonnant par le fait que la Chambre de Commerce n'est pas étroitement rattachée à l'État par l'attribution au Gouvernement d'un pouvoir de tutelle, dès lors que le Gouvernement est néanmoins investi à son encontre d'un certain pouvoir de surveillance, pouvoir de dissolution de la chambre et pouvoir de commissionner un délégué à assister aux réunions de la chambre. - Article 28 de la loi du 4 avril 1924.»

An där Motivatioun do gëtt och eigentlech d'Haaptargument, wat de Statsrot entwéckelt huet, zerstéiert. De Stat huet säin Haaptargument ze soen, et ka sech net ëm en Établissement public handeln, wat war ze soen, ma hei besteet keng Tutelle. D'Chambres professionnelles si kenger Form vun Tutelle ënnerworfen. An dat ass e Merkmal awer vum Établissement public, wou an iergendenger Form eng Autorité de tutelle besteet.

Hei ass ganz kloer och festgehale ginn, dass dee Kritär net esou streng ze interpretieren ass, wéi de Conseil d'État dat mécht. An d'Cour administrative seet och ganz kloer, dass en Établissement public net onbedéngt muss ënnert der Tutelle vum Stat stoen. Et geet duer, wann do gewisse Verbindunge bestinn. Sou dass et eiser Meenung no hei also keen Argument méi gëtt, weder an der Lëtzebuurger Doktrin nach an der Aart a Weis, wéi de Statsrot bis elo eigentlech an deen dote Problem erugaangen ass wéi och an eiser Rechtssprechung, fir op en anere Wee ze

goe wéi deen, deen d'Regierung hei am ursprénglechen Text préconiséiert huet.

Dofir hu mer och eis no Hin an Hier mam Statsrot als Kommissioun am Endeffekt decidéiert, fir am Artikel 1 déi dote Fro kloerzestellen an am Artikel 1 vum Gesetz ze soen, dass d'Chambre de Commerce en Établissement public ass. Dat kloer gestallt, mengen ech, bewege mer eis elo an deenen anere Froen, déi zu Kontroversen Ulass ginn hunn, an enger Verfassungsrumm, nämlech am Beräich vum Artikel 108bis am Kapitel 10 vun eiser Verfassung iwwert d'Établissements publics.

Dat ass jo e Kapitel, wat relativ rezent eréischt an eis Verfassung integréiert ginn ass duerch eng Revisioun vum 19. November 2004. Wat seet deen Artikel 108bis? «La loi peut créer des établissements publics dotés de la personnalité civile dont elle détermine l'organisation et l'objet. Dans la limite de leurs spécialités, le pouvoir de prendre des règlements peut leur être accordé par la loi qui peut en outre soumettre ces règlements à l'approbation de l'autorité de tutelle ou même en prévoir l'annulation ou la suspension en cas d'illégalité sans préjudices des attributions des tribunaux judiciaires ou administratifs.»

Dat ass also den Artikel 108bis. An dorauer ergëtt sech deen neie Schema eigentlech, deen am Gesetzesprojet festgehale ginn ass an dee mer zu engem groussen Deel an der Kommissioun iwwerholl hunn iwwert d'Fro vun der Affiliatioun respektiv vun de Cotisatiounen vun de Ressortissants vun der Chambre de Commerce.

De System, dee mir elo zréckbehale hunn, ass dee vun engem Règlement de cotisations, deen d'Plénière vun der Chambre de Commerce muss festleeën. Deen awer dann - an dat ass en Amendement, dee mer als Kommissioun festgehale hunn - pour approbation der Regierung virgeluecht gëtt. Dat ass e Mechanismus, deen et och elo schonn an der Chambre des Métiers am Text gëtt. An dat ass e Mechanismus, deen zumindest och an der Praxis an deenen anere Chambres professionnelles besteet. Wou all Kéiers, nodeem d'Chambre professionnelle fir hire Beräich d'Cotisatiounsbestëmmunge festgeluecht huet, dat nach eng Kéier un d'Regierung geet, fir dass se dat approuvéiert.

Et schéngt mir logesch ze sinn, dass déi Approbatioun eisichter e formale Charakter huet, fir ze präwien, ob déi Cotisatiounen do konform sinn zu de Rechtsprinzipien, zu den Texter. Ech gesinn do net esou séier an deem heite Fall, dass, wann esou eng Décisioun geholl gëtt, aus renger Froe vu politischer Opportunitéit eng Regierung géif nee soen. Well och dat ass natierlech eng Décisioun, déi och eventuell virun de Gerichter ka contestéiert ginn.

Am Gesetzestext hei gëtt also déi legal Basis geschaf, fir esou e Règlement vun de Cotisatiounen festzeleeën. An d'Gesetz selwer leet eigentlech och zwou Limité fest. D'Gesetz selwer seet, schreift hei vu minimale Cotisatiounen, leet also e Minimum vu Cotisatioun fest a gesäit fir d'SOPAFien d'Méiglechkeet vun engem spezielle Regime vir, wou also net géif um Benefiss d'Cotisatioun festgeluecht ginn, mä wou eng forfaitaire Festlegung géif gemaach ginn. A si gesäit do eng ieweschst Limite vir, déi d'Cotisatioun forfaitaire...

► **M. le Président.**- Här Bodry, Dir misst zwar lues awer sécher zum Schluss kommen!

► **M. Alex Bodry (LSAP), rapporteur.**- Ech probéieren dat ze maachen. Déi Cotisatioun forfaitaire, déi d'Chambre de Commerce festleet, déi därer net iwwer 3.000 Euro sinn, wat also de Maximum ass.

Voilà, ech mengen, dat waren déi wesentlech Punkten, déi et derwäert waren nach eng Kéier hei op déi anzegoen. Fir de Rescht hu mer a ganz ville Punkten och méi Detailmodifikatiounen, déi de Conseil d'État virgeschloen huet, iwwerholl. Et bleift eng grouss Meenungsverschiedenheet op deem fundamentale Punkt vun der juristescher Natur vun der Chambre de Commerce. Mä ech denken, dass mer nach an engem spéidere Vote wäerten op déi dote Fro zréckkommen.

Villmools Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Rapporteur. Als eisichte Riedner ass den Här Félix Eischen agedroen. Här Eischen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Félix Eischen (CSV).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir schwätzen haut de Mëtteg, wéi mer et elo héieren hunn, iwwert d'Chambre de Commerce, déi eelste Berufschamber aus dem Grand-Duché. Si ass den 1. Oktober 1841, zwee Joer no eiser Onofhängegkeet, duerch en Arrêté vum Kinnek-Groussherzog Guillaume den II. gegrënnt ginn. Duerch d'Gesetz vum 24. Abrëll 1924 iwwert d'Berufskummeren ass d'Chambre de Commerce confirméiert ginn an huet des Weideren zousätzlech Pouvoir kritt.

Zu Lëtzebuerg kenne mer dräi Patronats- an zwou Salariatschamberen, mä Virriedner huet se virdrun opgezielt. D'Chambre de Commerce zielt eng 40.000 Memberen, wou méi wéi 200.000 Leit beschäftegt sinn, an déi maachen am Ganzen 80% vun eisem PIB aus. D'Chambre de Commerce ass finanziell autonom, eenzeg Ressource sinn d'Cotisatiounen vun hire Memberen, déi obligatoresch an der Chambre de Commerce mussen affiliéiert sinn. Dës Berufskummer ass nom Gesetz vun 1924 eng Personne morale de droit public, an där all d'Entreprises zu Lëtzebuerg regroupéiert sinn, ausser déi vum Handwerk an der Landwirtschaft, déi jo hir eegen hunn.

Här President, mir wëssen all ëm d'Wichtigkeet vun de Berufskummeren. Wéi si alleguer, huet och d'Chambre de Commerce enorm Verdéngschter fir déi Lëtzebuurger Economie. Si ass gutt opgestallt, fir d'Interesse vun de Betriber am In- an am Ausland ze verrieden. Ech denken hei un d'Käraufgabe wéi d'Promotioun, d'Prestataires de service, d'Formation continue, Lifelong learning, an net zulescht och als Intervenant an der legislativer Aarbecht, wou ech op dëser Plaz wëll dervu profitieren, fir eng Kéier alle Berufschamberen Merci ze soen, well si eis konstruktiv mat hiren heiansdo och kriteschen Avisen - virun allem ronderëm d'Opstelle vum Budget - an eiser parlamentarescher Aarbecht begleeden.

Déi Reform, déi mir elo haut de Mëtteg duerchhuelen, ass noutwendig ginn duerch eng etlech Ursachen, woubäi de Problem vun der Plainte an duerno dem Uerteel vun de SOPAFien zu der Zwangsmitgliedschaft an de Cotisatiounen an der Chambre de Commerce wuel déi wichtegst ass. Wéinst dësem Uerteel, wat d'Handelskummer an eng Zort Lähmung, wat d'Cotisatiounen ugeet, eraversetzt, ass et wichtig, datt d'Reform vun der Chambre de Commerce esou séier wéi méiglech iwwert d'Bühn geet, well et gëllt dee Vide juridique ze klären. Niewebäi soll d'24er Gesetz moderniséiert ginn an de Statut vun der Chambre de Commerce soll och änneren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll elo net am Detail op all déi Ännerungen agoen. De Rapporteur Alex Bodry huet dat a sengem schrëftlechen a mëndlechen Rapport exzellent gemaach an deen dach awer komplexen Dossier op eng verständlech Aart a Weis virgedroen, virun allem wat de Punkt vum zukünftege Statut betrëfft, wou ee wësse muss, datt de Statsrot sech formell dem Statut vum Établissement public vun der Chambre de Commerce opposéiert. Datselwecht zielt fir de Pouvoir réglementaire, deen de Statsrot der Chambre de Commerce ofschwätzt. Hei hu mer dann de Problem mat de Cotisatiounen.

Elo huet een awer den Zock, d'Haltung vum Statsrot an dësen zwee Punkten net richtig nozevollzéien, zemoos wann ee sech dann den Arrêt vun der Cour administrative méi genee ukuckt. Op Lëtzebuergesch steet dann hei geschriwwen, datt d'Chambre de Commerce eng Personne morale de droit public ass, assimiléiert un en Établissement public, deen awer net onbedéngt misst ënnert d'Tutelle vum Stat falen, wat och erëm incompatibel mat hirer Missioun wär. De Pouvoir de surveillance vum Stat géif duergoen, esou wéi dat och am Gesetz vu '24 steet.

De Statsrot deelt awer, wéi gesot, dës Interpretatioun vun der Cour net. Mir deelen

awer déi Analys a wäerten dëst Gesetz an engem eisichte Vote matstëmme, well soss verléiere mer ze vill Zäit an d'Chambre de Commerce hir Cotisatiounen vun engem ganze Joer!

Zum Schluss, wann Der erlaabt, nach e puer Remarquë vun eiser Säit. De Statsrot bemängelt a sengem Avis, datt duerch e méigleche separate Statut fir d'Handelskummer d'Ähnlechkeet vun de Berufschamberen a Fro gestallt gëtt. Mir wësse jo, datt d'Chambre des Métiers och reforméiert sollt ginn, an datt am Mëtzelstandministère intensiv un dëser Reform geschafft gëtt. Duerfir hätte mir och léiwer gehat, déi zwou Kummeren wäer matenee reforméiert ginn. Leider ass dat awer aus bekannten Ursachen net méiglech.

Fest steet awer elo schonns, datt, wann d'Gesetz vun der Chambre des Métiers kënnt, och dëst hei vun der Chambre de Commerce muss frësch op de Leescht geholl ginn. An hei geet et kloer ëm d'Definitioun vun der Mitgliedschaft an den zwou Kummeren. Do waarde mer op en Accord, op en Text. Dat ass iwwerengs och e Punkt, deen de Statsrot opgeworf huet, deem och déi Definitioun iwwert déi sougenannte Ressortissants vun der Chambre de Commerce net ganz Satisfaktioun bréngt.

Här President, och wa mir am Oktober viraussichtlech nach eng Kéier op dëst Gesetz mussen zréckkommen, esou gëtt dëse Vote der Chambre de Commerce awer déi néideg Rechtssécherheet, fir datt si an Zukunft hire Missiounen am Déngscht vun der Lëtzebuurger Economie kann no-go.

Ech ginn heimat den Accord vun der CSV-Fraktioun a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Eischen Merci. Als nächste Riedner ass den Här André Bauler agedroen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Bauler (DP).**- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Rapporteur, den honorablen Alex Bodry, huet dëse Projet de loi, deen d'Chambre de Commerce reorganisieren soll, an all sengen Detailler ausféierlech belicht. Dat erspuert et mir, datselwecht nach eng Kéier ze maachen. Ech wëll him extra Merci soe fir säi Rapport.

Erlaabt mer nach par rapport zu menge Virriedner e puer komplementär Remarquen zur Roll an zur Aarbecht vun der Chambre de Commerce ze maachen. Den Aarbechtspensum vun der Chambre de Commerce ass bemierkenswäert. All Joer avisieren hir Spezialisten ëm 150 Gesetzesprojeten a groussherzoglech Reglementer. Am Kader vun der Revue „Actualité et tendances“ mécht d'Chambre de Commerce hir Analys zur Effizienz vun den öffentlechen Dépenses an huet och en exhaustive Bilan vun der Wirtschaftspolitik an de Joren 1999 bis 2004 publizéiert.

Si ass, an dat soll och eng Kéier ervirgehuewe ginn, Partner vu groussen internationalen Instituter, realiséiert ekonomesch Studien an ënnerstëtz bezéiungsweis analyséiert d'Ausaarbechtung an d'Entwécklung vu wictegen ekonomeschen Indicateuren op globalem Plang.

D'Chambre de Commerce zentraliséiert doriwwer eraus e ganzen Ensemble vu sozioökonomeschen a statisteschen Informatiounen, déi si hire Ressortissanten oder dem Grand public op Demande zur Verfügung stellt. Am Kader vun hirem „Espace Entreprises“ ënnerstëtz d'Chambre de Commerce awer och d'Schafung an d'Entwécklung vun neie Betriber, andeems si hinnen eng Assistenz op Mooss ubitt. D'Betriber ginn och ënnerstëtz, andeems een déi Leit, déi an hinne schaffen, appropiéiert aus- a weiderbilt.

D'Chambre de Commerce hält sech zënter Joren dëser Erausforderung un a promovéiert esou d'Innovatioun an de Betriber. Zënter 2009 gëtt de ganze Volet vun der Formatioun an der nei forméierter „Luxembourg School for Commerce“ offréiert. Et sief ervirgehuewen, datt dës Schoul op dräi Piliere berout; et sinn dat d'Formation professionnelle initiale, d'Formation professionnelle continue souwéi d'Formation universitaire.

Ech weisen och nach eng Kéier op déi zentral Roll vun der Chambre de Commerce am Beräich vun der Promotioun vu Lëtzebuerg als internationale Geschäftszenter an als Investitiounspôle hin. Erënnere mer eis nëmmen un d'Präsenz vun der Chambre de Commerce op internationale Foirten an hir Implikatioun am Beräich vun der Weltausstellung vu Schanghai.

An anere Wieder, wa mer vun Attraktivitéit, wa mer vu Kompetitivitéit schwätzen, da spillt d'Institutioon Chambre de Commerce ouni Zweifel eng determinant Roll doduerjer, dass si als Katalysator am wirtschaftleche Geschéien agéiert an duerch hir prospektiv an innovativ Roll de Standuert Lëtzebuerg à la fois no bause verkeeft an attraktiv ze hale versicht. Duerfir ass et wichteg, dass et hir och méiglech soll ginn, d'Ressourcen financières, déi se fir d'Finanzéierung vun hiren diversen Aktivitéite brauch, also och a grad d'Cotisationsiounen, déi vun hire Ressortissanté bezuelt ginn, ouni weider Émstänn facturieren ze kënnen.

D'Cotisationsiounen sinn zënter Jore festgesat a goufe bis ewell net no uewen ajustéiert. Et ass ze bemierken, dass d'Cotisationsiounen vun der Chambre de Commerce déi ënnerschiddlechst Dépensé finanzéieren hëllefen. Et wieren dat, par ordre décroissant, Aktivitéite ronderëm d'Offer vu Formatiounen am Kader vun der „Luxembourg School for Commerce“, Efforten, déi déi international Promotioun vun de Betriber ënnerstëtzen, d'Promotioun vum Esprit d'entreprise an d'Assistenz, déi d'Chambre de Commerce op deenen diverse Pläng erméiglecht.

Als Demokratesch Partei ënnerstëtze mir duerfir all Effort, fir der Chambre de Commerce dee Statut an déi Moyenen, déi Mëttel ze ginn, déi si brauch, fir hirer ekonomescher Missioun gerecht ze ginn. Duerfir ënnerstëtze mer och dese Gesetzesvorschlag, dee mer haut an enger éischer Liesung duerchhuelen. E Projet de loi also, deen der Chambre de Commerce och méi Rechtssécherheet verschafft doduerjer, dass gekläert gëtt, wie Ressortissant ass a wien net.

Ech soen dem Rapporteur, wéi gesot, nach eng Kéier Merci a ginn den Accord vu menger Fraktioun.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bauler. Als nächste Riedner ass den Här Kox agedroen. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt wëll ech dem Rapporteur Merci soe fir säi schrëftlechen a besonnesch de mëndleche Rapport zu deser Gesetzesännerung. Meng Virriedner sinn op d'Wichtigkeet vun der Chambre de Commerce schonn agaang, duerfir brauch ech a sech net méi groussaarteg dorop zréckzekommen. Ech brauch och net nach eng Kéier drop hinze weisen, dass d'Chambre de Commerce hei a Lëtzebuerg e ganz wichtige Rôle ze iwuerhuelen huet, sief dat innerhalb vun hirer Zunft, innerhalb vun de Gewerkschaften hir Interessen ze verdeedegen.

Et ass och wichteg, all Kéiers, wann eng Kéier eng Gesetzesännerung kënnt, dass si hir Avisé kënnen ginn. Et weist sech awer och, wann et zum Schluss vun der Chambersessioun kënnt, dass hiren Avisen heiansdo dann net méi esou richtig Rechnung gedroe gëtt, geschweige dann nach Zäit ass, fir hir Avisé richtig ze kucken. Mä dat ass a sech net de Bestand vun deser Gesetzesännerung.

Wat eis, oder wat mech besonnesch un deser Gesetzesännerung trotzdem e bësse stéiert, dat ass, dass mer elo virpresche mat enger Chambre de Commerce, déi wuel de Statut muss regulariséiert kréien, well et wichteg ass, dass d'Chambre de Commerce och hir Baiträg kann erëm anéieren. Eis war et och wichteg, dass déi Gesetzesännerung kënnt. Eis feelt awer elo dat méi globalt kucken iwwert déi sämtlech Chambres professionnelles.

Et kann net sinn, dass mer e Gesetz vun 1924 hunn, wat elo nach net op de Leescht gezu gëtt. Mir war et wichteg, an dat hunn ech och an der Chamberskommissioun nach eng Kéier gesot, dass net nëmmen eng Ekonomieskommissioun

sech mat esou wichtige Froen ausenanner setzt, mä et ass éischer d'Institutioonskommissioun, déi sech domadder sollt beschäftegen, nämlech well eng ganz Rei vu verfassungsrechtleche Froen opgeworf gi sinn, wou och dann hei eben net d'Dispens direkt wäert gi gi vun dem Conseil d'État, an dat ass a sech dat, wat eis am wichtigsten ass.

Ech wär frou, wann am Hierscht och déi aner Chamberen - sief et an enger Kommission, an der Institutioonskommissioun, oder d'Regierung selwer sech mat där Problematik géif ausenanner setzen -, fir effektiv d'Statute vu sämtleche Chambres professionnelles emol op de Leescht ze huelen an ze probéieren, se op e selwechten Niveau ze bréngen, esou wéi dat och elo hei de Fall ass.

Ech mengen, ech brauch net méi op de Rôle vun deene Chamberen anzegoen. Et ass och virdu vum Rapporteur - duerfir soen ech him nach eng Kéier Merci - am Detail erkläert ginn, wéi dat sech duerstellt als Établissement public, wou mir kee Problem hunn, dat ze ënnerstëtzen. Duerfir nach eng Kéier: Mir bréngen och hei den Accord zu diesem Gesetz bäi. Ech wëll awer nach eng Kéier drop hiweisen, dass mer am Hierscht mussen dorobber zréckkommen.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Kox. Als leschte Riedner hunn ech op der Lëscht den Här Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vun der ADR soen ech dem Här Rapporteur Bodry villmools Merci fir säi ganz präzise Rapport. Hien huet déi komplex juristesche Froe gutt beschriwwen, mat deene mir an deene leschte Wochen a Méint beschäftegt waren, esou dass mir net am Detail mussen drop zréckkommen.

Trotzdem, déi sëllegen Diskussiounen ëm de Statut vun der Chambre de Commerce hunn eis gewisen, dass mir mussen an enger éischer Phas emol an där zoustänneger Kommissioun eng ganz detailléiert Debatt iwwert de Begrëff vum Établissement public féieren. D'Froe vun engem eventuellen hierarcheschen oder funktionelle Lien tëschent engem Établissement public an der Regierung muss gekläert ginn, genesou wéi déi verschidden Type vun Établissements publics mussen no hirer Finalitéit an hirer Natur katalogiséiert ginn.

Tëschtent Sui-generis-Konstruktioenen, wéi mir se elo bei der Chambre de Commerce hunn, kommerziellen oder kulturellen Établissement-publicen a vläicht nach anerer méi gëtt et Ennerscheeder, déi mir mussen identifzéieren a legislativ esou begleeden, dass déi Etablissementer effizient, also flexibel a mat genuch Autonomie kënnen schaffen. Déi Analys muss besonnesch och op déi verschidde Berufskummeren am Detail agoen. An eisen Aek ka jo en Organ, dat d'Chamber soll - am Numm vu senger Memberen - am legislative Prozess beroden, net hierarchesch vun engem Minister ofhänken. Dat si jiddefalls spannend Froen.

An deser Diskussioun huet de Statsrot selbsterständlech eng wichtige Roll ze spillen. Seng Observatiounen sinn informativ, informativ a pertinent. An och, wa mir eis net ëmmer an an allem sengem Avis ralliéieren, da lauschtere mir awer mat grousem Respekt op seng Stëmm.

Här President, wa mir hei vum Statsrot schwätzen, kommen ech net derlaanscht, fir drun ze erënneren, dass och d'ADR op d'mannst zwee Memberen am Statsrot zegutt huet - esou géif et déi demokratesch Proportionalitéit hei am Land verlaangen -, an dass des Koalitionsparteien, besonnesch alt nees d'CSV, a selbsterheerlecher Arroganz Posten, déi anere Parteien zoustinn, ënner hiren eegene Memberen verdeelen.

► **Plusieurs voix.** - Ooohhh! Aaahhh!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Och dat ass eng Form vu politescher Korrupcioun, eng Défaillance vun eisem politesche System an eng Verletzung vum elementare politeschen Anstand. D'CSV mengt sécher, dass hir Ofkierzung géif stoe fir: C fir Chamber, S fir Statsrot a V fir Ver-

waltungen, an dat alles zesammen ass den CSV-Stat, deen hir eleng gehéiert. Si iert sech!

Här President, am Abléck ass et wichteg, dass d'Chambre de Commerce eng juristesche Sécherheet kritt, och am Hibleck op d'Anzéie vun de Cotisationsiounen hiren Memberen. Dat maache mir haut selbsterständlech mat de Stëmmen vun der ADR.

D'Chambre de Commerce spillt an eisem Land eng ganz wichtige a positiv Roll. Hir Avisé si vun enger aussergewöhnlech héijer Qualität, och wa mir als ADR zwar dacks, mä nun eemol net ëmmer mat hiren interessanten Iwwerleeungen d'accord sinn. Et ass jiddefalls schued, dass déi Avisen net nach méi gelies a beuecht ginn, si géifen et verdéngen.

Mir wëllen de Frënn vun der Chambre de Commerce awer och soen, dass mir als ADR mat hiren Positiounen zum Index net d'accord sinn, dass mir awer gär mat dru schaffen, fir d'Kompetitivitéit vun eisen Entreprisë substanzuell ze verbesseren. Et gëtt do vill Hiewelen, wou ee kann usetzen, an déi administrativ Vereinfachung, genuch Terrain fir kommerziell an industriell Aktivitéiten, d'Fusioun vu Mëttelstands- an Ekonomieministère, méi e groussen Asaz zu Bréissel fir d'Interesse vun eisen Entreprisën an eng engagéiert a couragéiert Verdeedegung vun eiser Bankplaz sinn der nëmmen e puer dovun.

Mir nennen des wichtige Dossier net zoufällig. Et si grad déi, wou d'CSV besonnesch eklatant versot huet. A fir d'LSAP och net ze vergiessen: Et wär schön, wa mir de Betriber nees kéinte jonk Leit schécken, déi an de Schoulen och nach eppes anescht géife léiere wéi kompenséieren, an déi dobäi kee Saz méi kënnen richtig schreiwen! Et ass heiansdo gutt, fir drun ze erënneren, dass d'ADR déi eenzeg Partei hei am Land ass, déi an eise Schoule ganz konsequent nees eng authentesch Leeschtungskultur wëllt aféieren.

Här President, fir d'Betriber an tëschent de Betriber muss d'Chambre de Commerce fir en Interessensausgläich suergen. Si muss e gemeinsamen Nenner fannen, fir eis an der Regierung d'Positiounen vun hiren Memberen ze presentéieren. Mir als ADR gesinn awer och nach nei an zousätzlech Aufgabe fir d'Chambre de Commerce. Mir brauche si als kompetente Partner, fir eist Land an der Konkurrenz zu aneren nach méi staark ze maachen.

Éischtens menge mir, dass d'Entwécklungshëllef muss zu engem méiglechsten groussen Deel gebonne sinn, esou dass eis Betriber kënnen esou vill wéi méiglech vun deem Geld profitéieren. Duerfir soe mir, dass all Engagement, deen am Kader vun der Entwécklungshëllef geholl gëtt, egal vu wéi engem Ministère oder och vun der LuxDev, muss virdu vun der Chambre de Commerce virgeluecht ginn. Si soll dann, am Numm vun hiren Memberen, kënnen Suggestiounen maachen, wéi d'Lëtzeburger Entreprisë kënnen un esou Projeten, Programmen an Accordé participéieren. D'Regierung ass invitéiert, deene Suggestiounen dann och nozekommen.

Zweetens proposéiert d'ADR, dass d'Regierung besonnesch héich qualifizéiert Memberen vun Personal vun der Chambre de Commerce als Attaché commercial mat an eisen Ambassaden a Generalkonsulater integréiert. Am Kader vun deene Strukturen sollen déi Leit, déi vun der Chambre de Commerce kommen, ganz besonnesch op kommerziellen an ekonomeschen Dossiere schaffen. Si hunn dofir déi néideg Kompetenz, den Ausseministère kann hinnen dee richtige Kader fir hir Aarbecht offréieren.

Här President, als ADR gi mir de Betriber och nach aner Garantien. Mir halen zum Beispill drop, dass d'Verwaltungsreit vun den Entreprisën exklusiv no Qualitätskritäre besat ginn, dass heescht ausdrécklech ouni all Geschlechterproportioenen! Den CSV-Fraeministère an d'LSAP dreeme jo dovun, mëttelfristeg eng obligatoresch Fraequot an de Verwaltungsreit an eventuell och an den Direktiounen vun den Entreprisën anzeféieren. Mir soen: D'Fanger ewech vun den Entreprisën! D'Entreprisë sollen hir Personaldécsiounen och weiderhi kënnen a voller Onofhängegkeet treffen.

D'ADR verlaangt, dass de Stat spuert. Mir hunn als éischt Oppositionspartei eis

Propositionen dozou publizéiert, an esou wäit wéi méiglech soll de Stat op Steiererhéijunge verzichten. D'Kompetitivitéit vun den Entreprisën heescht och eng rasonabel Besteuerung a keng prohibitiv!

Drëtens sti mir konsequent fir Fuerschung an Entwécklung am Kader vun eisen etheschen Normen. D'Grënnung vun neien Entreprisën an eng Verwaltungsreform, déi et de concernéierte Verwaltungen erméiglecht, déi national ekonomesch Acteuren optimal ze ënnerstëtzen. Als ADR besti mir awer och op där sozialer Verantwortung vun den Entreprisën, a mir riichten en ausdrécklechen Appel u si, fir och schonn e bësselche manner jonke Leit, also Leit vu 45 Joer un, eng reell Chance op eisem Aarbechtsmaart ze ginn.

Mir denken och, dass mir keng onnéideg Polemiken tëschent dem privaten an dem öffentleche Secteur brauchen. Mir brauchen déi zwee Secteuren,...

(Interruptions)

...eng kompetitiv an innovativ Ekonomie...

Ech si frou, dass d'LSAP waakreg gëtt. Dat ass e positiven Nieweneffekt vun der ADR heibannen.

Mir brauchen déi zwee Secteuren, eng kompetitiv an innovativ Ekonomie genesou wéi eng effizient an zuverlässig Verwaltung, an ee brauch deen aneren. Privat an öffentlech heescht an eisen Aen e Mateneen an net e Géinteneen.

Här President, des Reform vun der Chambre de Commerce ass e wichtige Schrëtt. De Statsrot gëtt eis d'Geleeënheet, nach weider iwwert desen Dossier a seng connexe Problematiken nozedenken. Dat maache mir dann och ganz gär.

Ech soen lech Merci.

(Interruptions)

► **M. le Président.** - Merci dem Här Kartheiser. Elo kritt d'Wuert den Här Wirtschaftsminister Jeannot Krecké.

(Interruptions)

► **M. Alex Bodry (LSAP), rapporteur.** - Här President!

► **M. le Président.** - Den Här Bodry wëllt awer nach virdu eppes soen.

(Interruption)

► **M. Alex Bodry (LSAP), rapporteur.** - Jo, kuerz, éischtens fir den Accord vu menger Fraktioun anzebréngen. Dat hat ech am Äifer vum Gefecht a mat der Pressioun vun der Riedezäit net gesot.

An zweetens, fir awer och nach op en Textproblem hinze weisen, dee sech erausgestallt huet, wou och e Brëif geschriwwen ginn ass un de Conseil d'État. D'Membere vun der Kommissioun hunn och eng Kopie dovunner kritt.

Et ass esou, dass mer beim Artikel 4 eng Modifikatioun eigentlech virgeholl hunn. Mir haten eis ralliéiert engem Virschlag vun der Chambre des Métiers, deen de Conseil d'État iwwerholl huet. Mir soen dat och am Commentaire zu deem Artikel, hunn awer hannerden am Text, deen ofgestëmmt ginn ass, deem net Rechnung gedroen. Sou dass also beim Artikel 4, Paragraph 2, do wär de leschten Alinea ze remplacéieren duerch en neie Paragraph 3, deen, wéi gesot, an den Dokumenter zréckzeféieren ass. Et ass eng Propositioun vun der Chambre des Métiers gewiescht, déi de Conseil d'État iwwerholl hat, a wou mir och gesot hunn, mir wäeren domadder averstanen.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bodry. Elo kritt d'Wuert den Här Wirtschaftsminister Jeannot Krecké.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass sécher, dass hei d'Chamber ënner grousem Drock huet misse schaffen, an duerfir ass mäin opriichtege Merci fir déi Aart a Weis, wéi Der dat déi lescht Woche gemaach hutt.

Ech verweise just drop, dass dat hei e Gesetz ass, wat vum Oktober 2008 un

déposéiert war, an dass et net d'Chamber war, mengen ech, déi hei lues gemaach huet. Dee leschten Avis complémentaire vum Statsrot krute mer de 6. des 7., wat souwisou eng ganz knapp Zäit ass. Den éischten Avis war vum 23. Mäerz.

Ech sinn awer frou, dass Der dat elo huet, an och wann d'Dispens vum zweete Vote méiglecherweis hei net erfollegt, da fannen ech dat och net schlëmm. Ech gesinn dat absolut net als en Drama. Dat ass jo virgesinn, virgesinn an eiser Constitutioun, virgesinn an der Aart a Weis, wéi eis Institutiounen zesummeschaffen.

Ech hunn nach deen een oder deen anere Projet, wou ech mengen, dass een eppes Ähnlech misst maachen, fir dass ee virukënn. Well et kann ee jo awer net décernement all Kéiers bei all Gesetz zwee, dräi Joer musse waarden, bis een dann nach ënner Drock, wéi dat elo hei geschitt ass, probéiert, esou e Gesetz duerch d'Chamber ze bréngen.

Dee Projet de loi, deen ass u sech gebuer jo, wéi den Alex Bodry als Rapporteur dat gesot huet, ënner dem Drock vun enger Rechtsensécherheet. A mir haten dat jo schonn eng Kéier probéiert ze redresséieren. Dat war erëm eng Kéier net genuch, an duerfir hu mer gesot, dës Kéier musse mer et dann anstänneg maachen.

Fir all déi, déi léiwer, wéi dat ëmmer ass, e globaalt Konzept gären hätten, wat d'Chambres professionnelles ubelaangt, soen ech, déi hunn an der Theorie Recht. Mä an der Praxis muss een awer alt emol heiansdo agéieren, och wann dann all déi aner Texter net do sinn. Ech rappeléieren, dass déi Texter do vu '24 sinn, an d'Chamber hätt och scho längst Zäit gehat, eng Kéier driwwer ze kucken.

Souwisou, mengen ech, ass dat hei eng Aarbecht, déi souguer éischer vum der Chamber selwer soll an d'Hand geholl ginn, géif ech mengen, duerch den eminent wichtege Rôle an der Aart a Weis, wéi déi Institutiounen zesummeschaffen, déi d'Chambres professionnelles vis-à-vis vun der Chamber anhuelen. An ech hunn och absolut kee Problem, au contraire, ech géif mengen, et wär gutt, wann Der d'Geleeënheet huet, an der Institutiounskommissioun eng Kéier heiriwwer ze schwätzen an eben déi aner Chambre-professionnelles och eng Kéier op de Métier ze huelen, fir ze kucken, wéi dat Zesummespill nun eben ass.

Ech mengen,...

(Interruption)

Gelift?

► **M. André Hoffmann** (déi Lénk).- Dat ass eng gutt Iddi.

► **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Jo. Et muss ee soen, dass zwee Grënn derfir plädéieren, Här Hoffmann. Dat éischt ass, ech mengen, mir hu '24 eng Opfaassung gehat, wat eng Chambre professionnelle soll duerstellen. Ech mengen, dat ass net méi vereinbar mat deem, wat mer haut am Fong geholl en place gesat hunn, esou wéi et gewuess ass.

Dat Zweet ass, mir hunn do e juristesche Sproochgebrauch, deen, mengen ech, moderniséiert muss ginn. Mir mussen deen adaptéieren. Wann een nëmme kuckt d'Aufgaben, déi déi Chambres méttlerweil ofdecken, an do soen ech, dat ass awer déi alleréischte Aufgab, déi ass net, eis ze beroden, mä d'Intérête vun hire Memberen ze verrieden.

Doriwwer eraus si mer frou, Dir als Chamber, mir als Regierung, se quasi als konsultatív Organ ze hunn. Mir sinn an der Regierung frou, dass mer se mat enger Rei Aufgabe kënne betreien, wou ee sech d'Fro kéint stellen, ob d'Regierung déi net och kéint maachen, mä wou mer der Meinung sinn, dass si dat op eng wesentlech méi effikass Aart a Weis maachen, well se méi no bei de Betriber sinn, wéi mir dat nun ebe sinn.

Duerfir, an der ganzer Formatioun, an der Fro vum Guichet fir d'Entreprises, an der Fro vun der Promotioun huele si ganz

Deeler vun den Aufgaben an enker Zesummenaarbecht mat eis wouer.

Duerfir mengen ech, eleng doduerch, wéi déi Aufgaben esou changéiert hunn, ass et derwärt, eng Kéier iwwer all déi aner Texter och ze kucken, déi et an deem do Beräich gëtt.

Wéi gesot, dee Versuch vun der Kloerheet, deen hu mer hei probéiert eranzekréien, a wa mer d'Dispens net kréien, wéi gesot, dann ass dat keen Drama. Ech soen op alle Fall Merci fir déi vill a gutt Aarbecht, déi hei gemaach ginn ass an der Kommissioun zesumme mat menge Leit. Besonnesch dem Rapporteur, dee probéiert huet, och déi juristesche Aspekter, fir déi hie jo besser outilléiert ass wéi munch anerer, ze beliichten.

Ech sinn och frou, dass d'Chamber hei eng couragéiert Haltung ageholl huet an éischer kuckt, wéi d'Jurisprudenzen ausgesinn déi lescht Zäit, an dann och wegweisend probéiert, eng nei Richtung ze goen.

Wéi gesot, Här President, ech sinn absolut frou, dass déi Aarbecht esou konnt gemaach ginn, a wa mer dann eben d'Dispens net kréien, da komme mer nach eng Kéier drop zrëck.

Merci

► **M. le Président**.- Merci dem Här Wirtschaftsminister. Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Wéi awer den Här Rapporteur Alex Bodry eis opmierksam gemaach huet, ass am Artikel 4 e materielle Feeler. Mir mussen also de ganzen drëtte Paragraph folgendermoosse liesen: «Cependant un ressortissant de la Chambre des Métiers peut également faire l'objet d'une affiliation à la Chambre de Commerce, s'il s'agit d'une entreprise commerciale ou industrielle exploitant accessoirement et en relation directe avec l'entreprise principale un atelier artisanal, conformément à la législation en matière d'établissement. Il en est de même pour un ressortissant de la Chambre des Métiers, titulaire d'une autorisation en qualité de commerçant, au cas où l'exercice effectif d'une activité de commerce d'articles et de produits sans aucun rapport avec son activité artisanale est établi.»

Mir stëmmen elo iwwert den ofgeännerten Text of a wäerten dem Conseil d'État dës Ännerung schrëftlech matdeelen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5939 ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen an 1 Enthaltung.

Ont voté oui: *Mmes Sylvie Andrich-Duval (par M. Félix Eischen), Nancy Arendt (par M. Mill Majerus), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Fernand Boden), Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Lucien Clement), Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert et Michel Wolter;*

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roger Negri), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss (par M. Claude Adam) et Henri Kox;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen) et Fernand Kartheiser.

S'est abstenu: M. André Hoffmann.

Wëllt een déi Enthaltung begrënnen?

(Assentiment)

Den Här Hoffmann huet d'Wuert.

► **M. André Hoffmann** (déi Lénk).- Här President, ganz kuerz: Ech hunn näischt géint dee Projet de loi, just waarden ech eigentlech gären of, awer net passiv, dass mer eng Diskussioun féieren iwwer eng Harmoniséierung vun deem legale Kader vun alle Chambres professionnelles.

Ech géif och gär déi Suggestioun vum Här Minister opgräifen, dass mer an der Kommissioun vun der Constitutioun a vun den Institutiounen déi do Fro opgräifen, well ech mengen, dat wär déi Kommissioun, déi dee fundamental constitutionnel Aspekt kéint behandelen.

Merci.

► **M. le Président**.- Merci dem Här Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

2. Changement de dénomination de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media et des Communications

Fir d'Bedelegung vun der Chamber un der Conférence interparlementaire européenne sur l'espace ze erméiglechen, schléit d'Presidentekonferenz vir, d'Bezeichnung vun der Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media et des Communications mat der Bezeichnung „de l'Espace“ ze erweideren.

(Interruptions)

D'Kommissioun géif dann elo Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace heeschen.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

► **Une voix**.- Oh!

(Interruptions)

► **Une autre voix**.- Mir kéinten direkt „de l'univers“ soen, da brauche mer net nach dräimol ëmzënnere.

► **M. le Président**.- Mir kommen elo zum Projet de loi 5881C iwwert d'Garantie de conformité. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht. Et huet sech bis elo ageschriwwen just den Här Spautz. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Alex Bodry. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

3. 5881C - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 avril 2004 relative à la garantie de conformité

Rapport de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire

► **M. Alex Bodry** (LSAP), *rapporteur*.- Bon, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei dësem Projet de loi geet et drëm, fir eis konform ze setzen, dann ee fir alle Mol richtig ze setze mat enger scho relativ eelerer Direktiv vun 1999, déi mer ëmgesat haten an engem Gesetz vun 2004 iwwert d'Garantie de conformité due par le vendeur de biens meubles corporels, a wou doropshin awer d'Servicer vun der Kommissioun zur Iwwerzeegung komm sinn - an ech muss soen, et kann een hinnen dat schwéierlech falsch maachen -, dass déi Transpositioun vun der Direktiv vun '99 an eiem Gesetzestext vun 2004 net zu honnert Prozent korrekt gemaach ginn ass.

Et sinn haaptsächlech zwee klenger Punkten, wou se feststellt, dass do den Text vun der Direktiv net iwwerholl ginn ass duerch de Lëtzebuurger Législateur, an dat huet dann och zum Déclenchement vu Prozedure géint Lëtzebuerg gefouert. Den 18. Mäerz 2010 huet d'Europäesch Kommissioun en Avis motivé géint Lëtzebuerg ausgesprach, wéinst eben Transposition non

conforme vun zwou Dispositiounen vun där Direktiv vun 1999.

Dat huet dann zu enger Accélération vun de Prozedure gefouert. D'Regierung hat schonn en engem méi eelere Projet, kann een ewell scho soen, iwwert de Code de la consommation virgesinn, fir déi korrekt Transpositioun vun der Direktiv virzehuelen. Elo ass et awer esou, dass dee Code de la consommation nach voll an der legislativer Prozedur mat dran ass, wou mer och nach op e grësseren Avis vum Statsrot waarden iwwer eng ganz Rei - en neien Deel eigentlech, deen an dat Gesetz iwwert de Code de la consommation mat erageholl ginn ass, esou dass elo gefrot ginn ass vun der Regierung, fir deen Text erëm frësch opzesplécken. De Conseil d'État war d'accord, fir dat ze maachen, an huet elo e punktuellen Avis ginn zu där doter Fro vun der Konformitéit zu der Direktiv vun 1999 iwwert d'Garantie de conformité.

Dat hu mer och an eiser Kommissioun gekuckt. Mir sinn d'accord mat deenen textuelle Modifikatiounen, déi de Statsrot proposéiert hat. Mir hunn awer festgestallt, dass och de Statsrot am Äifer vum Gefecht sech awer konzentréiert huet am Text nëmmen op eng vun deenen zwou Dispositiounen, déi net konform ëmgesat waren, an dass déi zweet Dispositioun vergiess gi war, fir déi mat ze iwwerhuelen. Duerfir hu mir da vun eiser Säit erëm eng Kéier en neien Text proposéiert, deen dann an allerleschter Minutt och vum Statsrot nach guttgeheescht ginn ass, sou dass mer also elo e Projet de loi hei hu mat zwee Artikelen, wou dann all Kéiers ee Punkt, deen net konform ëmgesat gi war vun der 99er Direktiv, iwwerholl gëtt.

Èm wat geet et? Bei deem éischte Punkt, do geet et ëm d'Definitioun vum Zäitpunkt, wou de Konsument eigentlech konnt Kenntnis hu vun engem eventuellen Defekt. An eiem Gesetz vun 2004 steet, dass de Konsument kann eigentlech d'Konformitéit vun engem Gutt, wat kaaft ginn ass, net méi contestéieren, wann e wusst oder net konnt ignoréieren, am Moment vun der Aushänegung vum Gutt, dass do en Defekt war.

An der Direktiv steet awer, dass et de Moment ass vun der Konklusioun vum Kontrakt, dee muss gekuckt ginn, ob e bei der Konklusioun vum Kontrakt wusst oder hätt misse wëssen, dass en Defekt virläit. Sou dass eigentlech eis Dispositioun manner protectrice ass fir de Konsument wéi den Text vun der Direktiv. Ech denken, dass dat net d'Absicht war vum Législateur sengerzäit, mä effektiv kann een dat esou gesinn, an duerfir musse mer eis och am Sënn vum Konsumenteschutz hei konform setzen zu der Direktiv op deem dote Punkt. Do geet et also drëm, fir e puer Wieder duerch aner Wieder ze ersetzen, anstatt d'Délivrance du bien gëtt elo d'Conclusion du contrat gekuckt, ob een do eppes vun engem Defekt wusst oder hätt misse eppes dovunner wëssen.

Zweete Punkt betrëfft deen Artikel hannendrun, den Artikel 5 vun dem Gesetz vun 2004. Do ass et jo esou, dass am Prinzip, wann een eppes net geliwwert kritt huet esou, wéi een et bestallt huet, da féiert dat normalerweis zur Opléisung vum Vertrag. Dat heescht, et kritt ee seng Suen erëm, an den Objet, deen ee kaaft huet, dee geet och erëm zrëck un deen, deen e verkaaft huet. Dat ass de Prinzip.

Mä d'Gesetz gëtt awer och d'Méiglechkeet - an dat entspréngt also och där Direktiv -, dass een och ka froen, dass déi Wuer, déi geliwwert ginn ass, konform gesat gëtt, gefléckt gëtt zum Beispill. Dat kann ee froen, awer et ass keen absolut Recht, dat et gëtt, oder dat Recht gëtt erëm beschränkt doduerjer ënner anerem, ob iwwerhaapt dat materiell méiglech ass, fir déi Reparatur do, déi Mise en conformité do ze maachen, oder ob dat net disproportionéiert wär zur Valeur vun deem, wat kaaft ginn ass.

Hei geet et ëm d'Definitioun vun dem Dédommagement disproportionné. Wéini ass et disproportionéiert? Do hu mir an eiem aktuellen Text vun 2004 dat net definéiert, praktesch der Jurisprudenz, de Gerichter dat iwwerlooss, vu Fall zu Fall dat festzeleeën. Or, an där Direktiv, do gëtt et allerdéngs Kritären an hei gëtt proposéiert, wéi gesot, déi Kritäre vun der



Direktiv dann och an eise Gesetzestext ze iwwerhuelen, wou probéiert gëtt - do ass och natierlech ëmmer nach eng Marge d'appréciation derbäi -, fir déi Notioun vun der Disproportionalitéit am Dédommagement u gewëssen Appréciationskriterien ze bannen. Hei gëtt also eent zu eent den Direktiventext iwwerholl, an do ass och en eestëmmege Virschlag do vun der zoustänneger Wirtschaftskommissioun, fir dat esou ze maachen an deen heiten Text also och, wéi proposéiert, ze stëmmen.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Alex Bodry, deen esou genau an detailléiert war, datt soss keen anere Riedner sech huet missen aschreiwen. Ech mengen och net, datt de Minister nach onbedéngt drop hält. Oder wëllt de Minister nach eppes soen?

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Neen, ganz kuerz: Du soen och hei Merci, dass Der gewëllt sidd, ze derogéieren, e bëssen an enger Praxis, déi mer awer normalerweis net hunn, nämlech eppes erauszerrappen aus engem Text. Mä et ass net ze vergiessen, dass dee Code de la consommation och scho länger Zäit ausgearbecht ginn ass, an an der Zwëschenzäit sinn d'Texter, déi op d'Direktiv sech beruffen, op eemol fälleg ginn. Dat heescht, mir wollte se beim Code de la consommation zesammen ëmsetzen. A wann et dann net duergeet, da muss een esou Operatioune wéi déi hei maachen.

Ech soe Merci duerfir fir d'Verständnis. A mir hunn nach zwee anerer, déi och am Code sinn, déi mer hoffentlech net iwwert dee Wee brauchen ze maachen, mä dat setzt viraus, dass mer dann Enn des Joers de Code de la consommation unhuelen.

► **M. le Président.**- Merci och dem Minister. Domadder si mer um Enn vun der Diskussioun a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5881C ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrigh-Duval (par M. Félix Eischen), Nancy Arendt (par M. Mill Majerus), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Jean-Paul Schaaf), Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Jean-Louis Schiltz), Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Henri Kox);

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen) et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 6155 iwwert d'Schafe vum ILNAS. D'Riedzeit ass hei nom Basismodell festgeluecht, an et huet bis elo kee Riedner sech ageschriwwen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Alex Bodry. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

4. 6155 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 20 mai 2008 relative à la création d'un Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services

Rapport de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire

► **M. Alex Bodry (LSAP), rapporteur.**- Jo, Dir Dammen an Dir Hären, bei deem Projet geet et eigentlech drëm, fir eng sektoriell Ëmsetzung vun der europäescher Déngschtleeschungsdirektiv virzehuelen. Dir wësst, dass d'Regierung do de Wee gaangen ass, fir op där enger Säit e Kadergesetz ze maachen, wat d'Ëmsetzung vun der Déngschtleeschungsdirektiv ugeet - et ass och en Text, dee mer amgaange sinn an der Wirtschaftskommissioun ze diskutéieren -, a parallel dozou awer ass en interministeriellen Aarbechtsgrupp agesat ginn, fir déi eenzel sektoriell Gesetzestexte, Autorisatiounstexte haaptsächlech, duerchzegoen, fir feststellen, wou mer an eenzelne Partikularstexte elo och mussen ëmbauen, verbessern, fir eis konform ze setzen zu de Grondprinzipien vun där europäescher Déngschtleeschungsdirektiv.

Do dréit et sech haaptsächlech ëm eis ganz Léiglatioun iwwert den Droit d'établissement, wou d'Regierung, mengen ech, elo um Punkt ass, do och e Gesetzesprojet definitiv ze verabschieden. Mä awer och an anere klengere Texter ass festgestallt ginn, dass eng Noutwendegkeet besteet, fir do eppes un der bestehender Léiglatioun ze änneren, fir also do net dem Virwurf ausgesat ze ginn, dass een do onnéideg administrativ Barrière géif opbauen, fir kënnen gewëssen Aktivitéiten hei zu Lëtzebuerg virzehuelen, soufern se ënnert de Champ d'application vun der Déngschtleeschungsdirektiv falen.

Hei ass esou e Beispill, wou also d'Regierung proposéiert, iwwert de Wee vun deem heite Gesetzesprojet, fir eng ganz Autorisatiounsprozedur, déi mer am Gesetz vun 2008 iwwert d'Kreatioun vum ILNAS stoen hunn, fir déi erëm do erauszehuelen.

Dat sinn Diskussiounen, déi mer nach als fréieren Energieminister eppes soen, well zu Lëtzebuerg effektiv, an ech weess - an den Avis vun der Chambre des Métiers ënnersträicht dat -, dass hei ëmmer drop gehale ginn ass, sengerzäit vun der Cegedel, mä och vun den Elektriker hei zu Lëtzebuerg, fir net jiddwerengem eigentlech ipso facto den Zougank zum öffentliche Stroumnetz zouzegestoen, och wann e voll Elektriker ass.

An deem Gesetz vun 2008 sinn am Fong al Bestëmmungen iwwerholl ginn, déi soen, dass ee muss eng speziell Genehmigung hunn, fir um öffentliche Netz, elektreschen Netz also kënnen ze schaffen, sief dat Niddregspannung, Mëttelspannung oder Héichspannung. An alle Fäll muss een also gewësse Konditiounen erfëllen, an do ass ënner anerem eng speziell Formatioun virgesinn, ouni déi een net dierf eigentlech op deem Lëtzebuenger öffentliche Netz schaffen.

D'Regierung ass der Meinung, dass dat doten eigentlech eng Dispositioun ass, déi net méi konform ass zu den europäeschen Texter, well et keng zwéngend Grënn ginn, fir esou eng speziell Autorisatioun hei bäizebehalen, mat alle Prozeduren, déi dorunner hänken, dass dat net konform ass eigentlech mat der Libre prestation de services, sou wéi de Prinzip eigentlech misst och an deem dote Beräich sinn. Si schléit also vir, déi doten Artikelen 12 respektiv 32 aus dem Gesetz vun 2008 iwwert den ILNAS erauszehuelen, sou dass also keng speziell Autorisatiounsprozedur méi géif fir deen dote Fall gëllen.

Dat fënn déi grouss Zoustëmmung vun der Chambre de Commerce, déi ganz begeeschtert ass; fënn och grouss Zoustëmmung vum Conseil d'État, deen och voll hannert där doten Initiativ steet; fënn awer déi voll Oppositioun, an deen Avis ass eréischt eigentlech relativ spët erakomm, vun der Chambre des Métiers. Wat ech eigentlech och net anescht erwaart hunn, well ech déi Positioun vun

alen Zäiten hier kennen. An déi seet, si géif sech also formellement opposéieren a mat Resolutioun eigentlech dergéint sinn, dass tikel 12 vum Gesetz kommen.

Da maache se awer, dat ass vläicht och interessant, e Verglach mat deem System, deen an all eisen Nopeschlänner ass. Do fällt zwar eent op, dass keen de System huet, wéi mir en haut nach kennen. Dat muss een emol awer och soen, dat heescht, kee kennt deen dote System, dass een nach muss eng extra Formatioun maachen an deem Land, fir dierfen eigentlech um öffentliche Netz ze schaffen. Dat gëtt et net an Däitschland, dat gëtt et net a Frankräich, och net an der Belsch.

An Däitschland gëtt et esou eng Aart vun Test, mä et ass eigentlech net mat Formatiounen verbonden. Mä wat et an deenen anere Länner gëtt, an dat ass, mengen ech, eng Fro, déi ech wollt och un de Minister stellen, ob e sech kéint awer esou e System hei virstellen, wat et notament a Frankräich an an der Belsch gëtt, do dierf jiddwieren dru schaffen, mä gewëssen Installatiounen, déi Aarbechte mussen ofgeholl ginn.

Do ass awer eng Kontroll, déi beseet, dass, wann een eigentlech u méi sensibelen, notament bei Wunnengen, Installatiounen schafft, dann iergendeng Form vu Kontrollméiglechkeet zumindest besteet, quitte dass dat vläicht nëmme dann ebe punktuell Vérificatiounen sinn, déi een da mécht. Well et ass kloer, wann natierlech gemurkst gëtt bei esou Installatiounen, kann dat natierlech och e Sécherheitsproblem duerstellen.

Duerfir wollt ech dem Minister d'Fro stellen, ob eventuell d'Regierung bereet wär, déi dote Fro och ze kucken, ob een net, ähnlech wéi dat dann an eisen Nopeschlänner de Fall ass, dann ex post eigentlech eng Kontrollméiglechkeet virgesäit, fir notament a gewëssene Beräicher dann awer kënnen ze kontrolléieren, ob déi Aarbechten do um öffentliche Netz awer uerdentlech duerchgefuert gi sinn.

Dat wär a mengen Aen - et ass elo eng perséinlech...; mir haten net vill Geleeënheet, dat an der Kommissioun ze diskutéieren - awer en nätzleche Complet, eigentlech zu där Simplification administrative, déi mer amgaang sinn hei virzehuelen, wou een awer kann der Meinung sinn, dass dat, wat hei zu Lëtzebuerg opgebaut ginn ass, vläicht och mat Protektionsgedanken ze dinn huet vum Marché an eigentlech net nëmme vläicht opgebaut ass op der Suerg, dass 100% sécher op den Installatiounen geschafft gëtt.

Nach, mengen ech, d'Kontroll ass eppes, wat awer och wichteg wär an deem heite Beräich, sou dass ech also am Numm vun der Kommissioun hei géif proposéieren, dass mer deen Text, wéi vun der Regierung proposéiert, hei géife stëmmen, mä wéi gesot och frou wäeren, wann awer d'Regierung géif vläicht déi Fro vun der Kontroll nach och e bësse méi am Detail kucken, well dat awer och kann nätzlech sinn.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Alex Bodry. Vu datt kee Riedner sech ageschriwwen huet, ginn ech direkt d'Wuert un den Här Wirtschaftsminister Jeannot Krecké.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Merci, Här President. An deem Fall muss ech soen, wann et heiansdo op prezis Detailler geet, da gesäit een, dass op eemol Leit net méi genau där Meinung sinn, wéi se nach vläicht fënnf Minutte virdrun erzielt hunn.

Ech hunn nach an den Oueren, dass d'Chambre des Métiers, d'Fédération des Artisans gesot huet, et misst alles, wat den Accès vu Barrière bestinn, ewech, nach viru kuerzem, wéi se hei virun der Chamber stoungen. Elo maache mer dat. Ech muss éierlech soen, dass ech net verstinn, wéisou dass eng Chambre professionnelle wéi d'Chambre des Métiers sech do där Saach kann opposéieren.

Wann dat säit Joren esou war, dass een domat konnt aner Leit vum Marché ewechhalen, oder zumindest hinnen et méi schwéier maachen, da muss et endlech an de Käpp kloer sinn, dass dat net

méi geet. An Dir wäert mierken, den Accès à la profession iwwert d'Gesetz vun '88 wäert eng Rei esou Froen opwerfen.

Ech mengen, mir hunn eng Loi-cadre gemaach, déi kloer an däitlech weist, dass mir wëlles hunn, déi Simplification administrative duerchezéien an och de Prinzipien vun der Direktiv Services Rechnung ze droen. Duerfir, mengen ech, ass et och richtig, dass mer hei virginn. Mir hu jo déi Loi-cadre, op déi schonn an der Kommissioun geschafft ginn ass, déi e generelle Kader also duerstellt. Mä mir wäerten e puer Gesetzter kréien, wou mer sektoriell, nodeem dass mer e Screening, wéi dat genannt gëtt, gemaach hunn, gesinn, dass Saache mussen ëmgeännert ginn. An hei ass ee vun deene Fäll, dee sech och ermëfënt beim ILNAS, wat u sech net grad déi richtig Platz, och menger Meinung no, ass. Den ILNAS ass haut net méi zoustänneg fir esou Saachen. Ech mengen, do kéint een aner Leit domat beoptragen.

Ech verschléisse mech och net, Här Bodry, ze kucken, ob een herno eng sénnvoll Approche kéint hunn, fir eventuell eng Kontroll ex post ze maachen. Dat eleng schonn, well ech prinzipiell a villen Accès à la profession an doriwver eraus un d'Autorisatiounen éischer wéilt eng Notifikatioun ginn: Wann ech eng Bäckerei wëll opmaachen, géif ech et méi normal fannen, wa mer géifen eng Demande maachen an notifiéieren a soen, ech wëll eng Bäckerei do an do opmaachen. Da schécke mer där Persoun d'Konditiounen, déi een zu Lëtzebuerg muss erfëllen, fir esou eng Bäckerei ze bauen, dass se all Regele geschéckt kritt, an dass dann ex post gekuckt gëtt, ier déi Bäckerei opgeet, ob dat dann och esou geet.

Duerfir, wann ee Verfechter vun esou enger Notifikatiounsstrategie ass, dann ass et evident, dass ech och hei mech domadder kéint ufrënnen. Ech géif just Folgendes soen: Ech mengen, kommt, mir kucken, a wat fir engem Métier mer nach esou eppes hunn, well ech hunn dat elo net präsent; an zweetens, kommt, mir kucken emol, wéi déi Däitsch, déi dat do hunn, dann elo dat ëmsetzen. Ob se dat elo ganz eraushuelen oder ob se dat draloossen. Do kann ee sech vläicht utillement inspiréieren.

Hei si mer dann och net ënner Drock, well mer dann hei kloer an däitlech kënnen soen, dass mer an deem dote Punkt d'Direktiv Services ëmgesat hunn, déi, wéi ech wëll nach eng Kéier drun erënneren, am Fong geholl den 31. Dezember d'lescht Joer hätt missen ëmgesat sinn, a wou d'Kommissioun des à présent niewent eis nach, mengen ech, 13 anerer elo ugeschriwwen huet, dass mer missten eis tommelen.

An ech hoffen, dass mer dann och déi sektoriell Gesetzter, déi an Zukunft nach wäerte behandelt gi vun lech, mat Zäite kënnen duerchkreien, well et ass vill Aarbecht. Ech muss dat virauschécken, och d'Gesetz vun '88, wat an der Classes-moyennes-Kommissioun muss gekuckt ginn, ass vill Aarbecht. An duerfir mäi Wonsch, dass mer do awer probéieren, och wa mer elo schonn iwwert den Délai ewech sinn, awer trotzdeem esou no wéi méiglech um Délai ze bleiwen, well soss, mengen ech, rabbelt et.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Krecké. Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Do ass et allerdéngs och erëm eng Kéier esou, datt nach eng Erreur matérielle erëm am Text ass; an zwar ass et den Artikel 12 an den Artikel 32 vum modifizéierte Gesetz vum 20. Mee 2008. Do muss mer also de Modifié derbäisetzen, dee gefeelt huet.

Mir stëmmen also elo iwwert den ofgeännerten Text of a wäerten dem Conseil d'État och des Ännerung schrëftlech matdeelen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6155 ass uegheoll mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par Mme Christine Doerner), Nancy Arendt (par M. Félix Eischen), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Mill Majerus), Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Jean-Paul Schaaf), Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Félix Braz);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Als nächste Punkt vun eisem Ordre du jour hu mer d'Question avec débat N°13 vum Här Ali Kaes iwwert d'Dikrecher Brauerei. Den Auteur vun der Fro huet fënnf Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister seng Zousazfro virzedroen. Der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

5. Question avec débat N°13 de M. Ali Kaes sur l'avenir de la Brasserie de Diekirch

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Här President, wann Der erlaabt, just iwwert d'Prozedur.

Ech wollt lech froen, mir haten nämlech an der Conférence des Présidents jo zréckgehal, dass mer net méi géife Froen akzeptéieren, déi iwwer Privatbetriber ginn. Ech hu Kolleegen an der Fraktioun, déi mer gesot hunn: „Mir krute verschidde Froen net erlaabt iwwer Privatbetriber“, an um Ordre du jour steet haut eng Fro iwwer e private Betrib.

Ech wollt just froen, wat dann elo d'Position wär, ob ech menge Kolleegen an der Fraktioun ka soen, dass se dann hir Froen dierfe stellen, oder net, oder firwat dann haut des Fro erlaabt ass.

► **M. le Président.**- Jo, mir hunn effektiv an der Presidentekonferenz décidéiert gehat, keng Froen iwwer Privatbetriber. Elo muss een allerdéngs soen...

► **Plusieurs voix.**- Aaahhh!

► **M. le Président.**- Mä ech mengen, d'Conférence des Présidents huet à l'unanimité décidéiert, fir déi Question avec débat hei op den Ordre du jour ze huelen. Ech mengen, mir waren eis alleguerten eens, fir dat ze maachen. An ech géif och soen, hei geet et awer e bësselche méi wäit wéi just eng Fro iwwer e Privatbetrib. Dofir géif ech elo emol den Här Kaes bidden, seng Fro ze stellen.

(Interruption)

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Här President, wéi gesot, ech mengen, mir haten an der Conférence des Présidents, an ech wor och do, wéi den Ordre du jour festgehale ginn ass. Mä ech muss lech just soen, dass meng Kolleegen an der Fraktioun

einfach gesot hunn: „Jo, beim Här Kaes geet et a bei eis geet et net.“

Dowéinst, dass ee sech eng Linn soll huelen, also, wéi gesot, et ass net opportun. An ech hoffen, dass an Zukunft net nëmmen, dass an Zukunft...

(Interruptions)

...dass mer an Zukunft, Här President, wierklech évitéieren, esou Froen ze hunn.

Et huet kee Wäert. Wësst Der, Här Gibéryen, Dir souzt selwer an der Conférence des Présidents.

(Interruption)

Et ass eng Majoritéit, déi den Ordre du jour festleet, an et ass net d'Opposition, déi hei gouvernéiert.

(Interruption)

► **M. le Président.**- Bon, wann ech gelift elo den Här Minister zu der Prozedur.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Just meng Meenung vläicht; och wann Der se net gefrot hutt, ginn ech lech se awer.

(Hilarité)

Ech sinn och der Meenung, wann hei sollt iwwer Betriber geschwat ginn, dass mer dat am Kader vun der Kommissioun géife loossen an dann och do, jee nodeem wéi de Sujet ass, géif ech och do froen, sou wéi ech dat...

(Brouhaha)

...sou wéi ech dat schonn e puermol gemaach hunn, wann et da ganz kriddlech gëtt, souguer de Secret des délibérations froen; eng Possibilitéit, déi et jo gëtt. Ech mengen, dat wier besser, well hei woen ech mech och net ëmmer alles op den Dësch ze leeën, well soss ginn ech bei de Betriber näischt méi gewuer.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Also, ech wëll lech elo just soen, mir hunn elo eng länger Diskussioun driwwer gehat. Hei huet awer d'Conférence des Présidents à l'unanimité décidéiert,...

► **Plusieurs voix.**- Aaahhh!

► **Une voix.**- Mat der Stëmm vum Här Bettel!

(Interruptions diverses)

► **M. le Président.**- ...fir dem Här Kaes seng Fro op den Ordre du jour ze stellen a mir ginn dat och elo net méi änneren. Elo kritt den Här Kaes also d'Wuert, fir seng Fro ze stellen. Här Kaes, fuert lass!

► **Une voix.**- Här President, mir kënnen awer eis Meenung och nach eng Kéier revidéieren!

(Interruptions et hilarité)

► **Une autre voix.**- Mir si gespaant op den Här Kaes!

(Interruptions)

► **M. Ali Kaes (CSV).**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wéi de 7. Januar 2010 d'Annonce duerchgesickert ass, dass zu Dikrech kee Béier méi sollt gebraut ginn, war d'Feierstëmmung an der Sauerstad zum 750. Gebuertsdag um Buedem a fir vill Béierfrënn uechtert d'Land ass eng Welt zesummegebrach. Nieft dem Verloscht vun deem séffege Béier wieren och eng 63 Leit betraff,...

(Hilarité)

...déi duerch des Schléissung hir Aarbecht sollte verléieren.

Dës Noricht huet ageschloe wéi eng Bomm, an och d'Politik war an Oprou an huet zimlech séier duerch d'Stëmm vum Aarbechtsminister an och vum Wirtschaftsminister annoncéiert, dass se sech géife mat alle Mëttelen derfir asetzen, dass den Dikrecher Béier och an Zukunft géif zu Dikrech gebraut ginn, an dass esou mann wéi méiglech Leit géifen hir Aarbechtsplaze verléieren.

D'Solidaritéit an der Bevëlkerung war ebenfalls ganz grouss an eng spontan Manifestatioun vum 11. Januar huet och e ganz groussen Erfolleg an eng ganz grouss Participatioun kannt.

De Wanter ass dunn an d'Land gezunn an et ass zimlech roueg ëm den Dossier ginn, an de 17. Mäerz kolum dann awer dunn

d'Noricht, dass zu Dikrech d'Luuchten awer net géifen ausgoen. En neie Plang gouf presentéiert, wou de Verkauf vun der Brauerei virgesi war mat engem „lease-back“, wat mat sech bruecht hätt, dass de Béier weider zu Dikrech hätt kënnen gebraut ginn. Mat deem Plang hätte kënnen eng 47 Salariéé weider beschäftegt ginn.

Den 21. Mee gouf du matgedeelt, dass d'Brasserie de Luxembourg Mousel Dikrech e Kader-Kontrakt mat engem Grupp vu privaten Investisseuren ënnerschriwwen huet iwwert de Verkauf vun den Terrainen an de Gebailechkeeten a mam Engagement, dass d'Produktioun vum Béier zu Dikrech géif bestoe bleiwen.

Ech verstoppen net, dass ech deemools scho ganz, ganz skeptesch wor, ob mat deser Measure d'Aarbechtsplaze géifen erhale bleiwe respektiv virun allem laangfristeg zu Dikrech erhale bleiwen oder net. Ech hat an deem Kontext och eng parlamentaresch Fro un eise Wirtschaftsminister gestallt.

Den 1. Juli ass dunn erëm en neie Moment am Dossier komm. Obwuel de Kontrakt mat den Investisseure felcéiert konnt ginn, kolum d'Nouvelle, dass en neie Site géif gesicht ginn, fir eng nei, méi eng kleng Brauerei ze bauen. Dës Brauerei géif awer nëmmen da gebaut ginn, wa wierklech bewise wier, dass se rentabel wier.

Här President, erlaabt mer dat hei ze soen: Ech ginn d'Gefill net lass an ech bedauern zudéifst, dass hei an deem Dossier net mat oppene Kaarte gespillt gëtt.

(Interruptions)

Hei gëtt um Bockel vun de Beschäftegte Politik bedriwwen.

Et schielt sech ëmmer méi eraus, dass et sech bei deem Dossier vun der Dikrecher Brauerei just ëm eng reng Transaktioun handelt, ëm eng Valorisation vun Terrainen a Gebailechkeeten, op d'Käschten, jo, op d'Käschte vun de Beschäftegten, well si wësse bis haut nach net richtig, wéi et dann elo schlussendlech mat hinne weidergeet. Et schéngt, mä et kann ee jo kengem eppes ënnerstellen, als wier d'Erhale vun enger industrieller Aktivitéit um Site Dikrech ni d'Zil vun de Promoteure gewiescht. Primär ass et hinnen, a mengen Aen, ganz kloer nëmmen drëm gaang, eng Profitmaximéierung ze errechen.

Duerfir, Här Minister, wollt ech lech folgend Froen stellen: Wéi gesinn dann elo wierklech d'Garantié fir d'Aarbechtsplazen aus? Wéi vill Leit kënnen gehale ginn, jo virun allem laangfristeg gehale ginn? Well et muss ee wëssen, dass fir déi nei, oder déi jëtze Quantitéiten, déi virgesi si fir Béier ze brauen, a sech eng Dose Leit just gebraucht ginn. De Moment schaffen der awer nach 95 an deem Betrib.

Wéi ass et da mat den Terrainen? War vun Ufank u geplangt, de Site ze verkafe respektiv ëmzeklasséiere fir aner Aktivitéiten?

Wéi ass et mat deem neien Terrain? Wou soll déi nei Brauerei hikommen? A wéi gëtt dann elo schlussendlech festgeluecht, ob déi Brauerei da rentabel ass oder net?

Här Minister, ech wier frou, wann Der ons virun allem, awer och alle Beschäftegte vun der Dikrecher Brauerei kéint Opklärung ginn, wéi et dann elo wierklech an definitiv weidergeet, an ech hoffen, dass mer dann endlech kloerheet an deem Dossier hunn.

Ech soen lech villmoos Merci fir d'No-lauschteren.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Kaes. Elo kritt d'Wuert den Här Wirtschaftsminister Jeannot Krecké.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass u sech richtig, wéi den Ali Kaes mech zitéiert huet. Wéi dat geschitt ass, hu mer gesot. Mir wäerten alles maachen, fir dass weiderhin do Aarbechtsplazen - well dat war deen éischte Punkt - géifen emol bestoe bleiwen. An den zweete Punkt ass deen, dass weiderhin och do Béier gebraut gëtt. Well dat eent ass jo och eng Virussetzung fir dat anert.

Ech wëll awer soen, wat déi genau Aufgab vum Stat ass, esou wéi e se hei an deem

Fall duerchgezunn huet a wéi ech och mengen, dass se prinzipiell wier. De Stat huet an deem Dossier intervenéiert iwwert d'Regierung, dat ass richtig, an dat maache mer och oft esou. Mir hunn intervenéiert. D'Fro ass just, wou hu mer intervenéiert a wéini? Well hei si vill Acteuren op eemol opgetrueden. Et war de Wirtschaftsministère mam Aarbechtsministère, d'SNCI, d'Gemeng Dikrech an natierlech och net ze vergiessen AB InBev, déi jo och als Partenaire hei gesi gëtt.

Eis éischt Aktioun war, an duerfir hu mer Kontakt mat de Responsabele vun AB InBev geholl, fir hinne kloerzemaachen, dass mir, wann da Problemer wieren, bereet wieren, nach eng Kéier doriwwer ze schwätzen, an dass mir gär hätten, dass si nach eng Kéier géifen déi Décisioun, déi se als Décisioun ugekënnegt hunn, réckgängeg maachen. Dat ass dat, wat mir haaptsächlech gemaach hunn. Mir si souguer bis op Bréssel gaangen, hunn do mat de Leit verhandelt iwwert d'Méiglechkeet, fir déi Brauerei ze halen. Dat ass richtig, dat huet d'Regierung gemaach.

Mir kruten doropshin, an dat ass dann déi zweet Aufgab, déi mer wouergeholl hunn, eng Rëtsch Froen, déi scheinbar an den Administratiounen gestallt gi sinn, awer net ëmmer beäntwert gi sinn, oder net esou beäntwert gi sinn, dass et kloerheet geschaf huet. Mir hunn du selwer dee Rôle als Coordinateur iwwerholl. Leit vu mir hu wierklech de Facilitateur gespillt doduerch, dass se déi Froen, déi vun AB InBev komm sinn, weidergeleet hunn a probéiert hunn, d'Äntwerten ze kréien, déi se scheinbar virdrun net kritt hunn.

Dat sinn eng ganz Rei Froen iwwert d'Tarifer vum Waasser, vum Ofwaasser, iwwert d'Accisen, d'Importkonditiounen vu verschiddene Béierzorten. Jee, et war eng Ribambelle vu Froen, wou scheinbar net déi richtig Äntwerte komm sinn. Mir hu vill Stonnen drop verbruecht. An ech muss lech soen, dat, wat mer fäerdeg bruecht hunn, dat ass déi Atmosphär ze schafen, déi et emol erëm méiglech gemaach huet, dass d'Firma emol erëm driwwer nogeduecht huet, fir eventuell awer - ënner verschiddene Konditiounen - weiderzefueren.

Ech wëll awer virausschécken, wat duerno geschitt ass, do war ni ee vu menge Leit derbäi, an ech selwer och net. Tëschent „Saphir Capital Partners“ an AB InBev si vill Négociatiounen gewiescht. Do war ni ee vun eis derbäi, do war ni een associéiert. Dat ass och net eise Rôle. Eise Rôle ass net, an déi privat Ofmaachungen do mat eranzespillen. Eise Rôle ass, Saachen ze facilitéieren. Eise Rôle ass, emol erëm eppes méiglech ze maachen, wat anscheinend net méiglech war, nämlech, dass weiderhi géif Béier do gebraut ginn. Dat hu mir gemaach. Mä eise Rôle ass net, d'Négociatiounen ënner de Partner selwer matzemaachen. Dat hu mir net gemaach.

D'Finanzéierung vun den Investissementer, do hätt d'SNCI och kënnen intervenéieren. D'SNCI huet desen Dossier „Saphir“ behandelt wéi jiddwer aner Demande, déi erakënt. Et brauch an deem Fall eben eng kloer industriell Ausrichtung vun der Demande, fir dass deen Dossier esou kann instruéiert ginn. An duerfir verwieren ech mer all déi Titelen, déi do komm sinn: „D'Brauerei - e rise Bluff“, „Ass dat de Lëtzeburger Modell?“ Wat e Quatsch!

Ouni d'Interventioun vun der Regierung wieren déi Leit haut op der Strooss. Dat ass esou einfach wéi bonjour. Déi wieren op der Strooss. An déi Négociatiounen, déi duerno komm sinn, an dat Resultat, wat komm ass, dat ass jo och nach op der Zäitachs net ofgeschloss. Et ass jo net, dass eng Décisioun geholl ginn ass, wou elo dann eng nei Brauerei kënt, wéi vill dat ass an esou weider. Dat muss sech jo emol erausstellen. Do muss jo d'Gemeng och nach eng wesentlech Contributioun leeschten.

Wann ech nach eng Kéier op d'SNCI zréckkommen: Ofgesi vun enger Analys vun der Situatioun ass bis elo op der Sait vun der SNCI absolut keng Décisioun geholl. Fir dass d'SNCI kann eng Décisioun huelen, ass et evident, dass kloer en industrielle Projet muss hannendru sinn. Mir intervenéieren als SNCI - ech soen „mir“, well mir sinn zu zwéi Ministeren u sech zoustänneg fir d'SNCI -, mir intervenéieren bei Finanzéierungen, wa mer Investissementer ge-

sinn, déi en industriellen oder en „business case“ beinhalten, deen ee ka begleeden, well et eng Logik gëtt, fir dat ze maachen.

Iwwregens muss ee soen, wann Der de Pressecommuniqué gesinn hutt, da gesitt Der, dass eng Privatbank déi ass, déi am Moment deen Invest do assuréiert. Wat d'Gemeng Dikrech ubelaangt, déi huet jo eng Rei Délibératione geholl an deem dote Fall, mä déi spillt eng determinant Roll herno. Si muss de PAG ëmänneren, si ass gewëllt dat ze maachen. Fir dass weiderhi gebraut do gëtt, ass et evident, dass et muss eng gewisse Rentabilitéit ginn. An och, fir dass et weidergeet, muss et eng Rentabilitéit ginn. Eich kenne kee Betrib, Privatbetrib, dee weiderschafft, wann en nëmme Perté mécht. Dat kann ech mer net virstellen.

Also ass et evident - d'Rentabilitéit vun engem Betrib ass relativ liicht ze rechnen, dat gesäit een herno a senge Bilanen -, dass een dat do muss iwwerkucken. Mir wäerten nach eng Kéier datselwecht maachen, wat mer elo gemaach hunn: Mir wäerten Drock maachen, fir dass dat weidergeet. Wéi mer dat bei all Betrib probéieren ze maachen, wou mer gesinn, dass et e Sënn gëtt. Déi Brauaktivitéit zu Dikrech, hätte mir gär, dass se weidergeet, a mir hätten och gär, dass e Maximum vun deenen Aarbechtsplazen erhale bleift!

Mä ech ginn awer och dovun aus, dass, wann d'Gemeng elo e groussen Effort mécht, de PAG ëmännert, all déi Froen, déi se an hirer Délibération an engem - wéi soll ech soen - an eng Décision d'intention geholl huet, dass se och kuckt, dass dat esou geschitt, an net, dass do herno Saachen dee falsche Wee ginn. Duerfir, hei spillt d'Gemeng, menger Meinung no, e ganz wichtige Rôle. Dat geet iwwer en neie PAG, iwwer en neie PAP, dat gëtt doudsécher eng laangwiereg Prozedur, wou, mengen ech, Zäit genuch ass, fir ze kontrolléieren, dass keen Unfug do geschitt.

Fir de Rescht muss ech soen, dass dat hei e ganz komplizéierten Dossier war. Ech hunn nach seelen esou Gedeessesms och gesi wéi ronderëm deen Dossier. Et war och Drock vu baussen, dat muss een esou gesinn. Seelen huet een esou eng Mobilisation gesinn. Et ass echt, dass mer dat fir de Béier hunn, a fir aner Saachen net hunn, mä en fait ass dat vläicht eng Particularitéit awer vun eisem Land. Ech mengen, hei huet all Acteur seng Responsabilitéit geholl. D'Regierung huet hir geholl. Mir hunn net eranziereden an d'Rentabilitéits-iwwerleeunge vun engem Betrib. Mir hunn eranziereden dann, wa mer gefrot ginn, fir eng Finanzéierung mat ze assuréieren, wann eng industriell Logik handendrun ass.

Wéi gesot, hei sinn ech haaptsächlech emol frou, dass esou vill Aarbechtsplazen trotzdeem elo ofgesécher sinn. Dat ass jo eng kloer Deklaratioun gewiescht, déi vu Säite vun de Partner komm ass. Loosse mer eis och e bëssen doriwwer freeën. Well dat do hätten déi meescht Leit och net fir méiglech gehalen, dass mer dat nach eng Kéier gedréit kriterien.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Wirtschaftsminister. Wëllt den Här Kaes nach eng Kéier d'Wuert ergreifen?

(Négation)

Neen, okay. Domadder wär dee Sujet ofgeschloss. Da kéime mer un den nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëttag, do hu mer de Projet de loi 6081, eng Direktiv iwwert d'Abus de marché. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an et huet sech bis elo just ageschriwwen den Här Bettel. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Lucien Thiel. Här Thiel, Dir hutt d'Wuert.

6. 6081 - Projet de loi portant modification de la loi du 9 mai 2006 relative aux abus de marché et portant complément de transposition de la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2003 sur les opérations d'initiés et les manipulations de marché (abus de marché)

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **M. Lucien Thiel (CSV), rapporteur.** Merci, Här President, fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Hären, Kolleeginnen a Kolleegen, heiansdo kënnen déi vu Bréissel ee richteg nerven! Wéi dacks si si hanner eis hier, well mir alt erëm eng Kéier mat der Ëmsetzung vun enger Direktiv getrentelt hunn? A wéi dacks hu se eis scho beim Europäesche Gerichtshaff um Kierchbiereg verklot, fir datt mir fir eis Aarmséilegkeet bei der Ëmsetzung geklaakt a gebousst solle ginn? Ëm esou eng Mise en demeure geet et och des Kéier. Allerdéngs net, well mir eng Ëmsetzung verschlof hätten, mä well d'Transposition vun enger Direktiv, déi mir viru véier Joer gemaach hunn, der Kommissioun net komplett genuch ass!

2006 hu mir d'Direktiv iwwert déi sougenannt Abus de marché an eist nationaalt Recht iwwerholl. Déi Direktiv gëtt der Finanzopsiicht, also an eisem Fall der CSSF, ënner anerem d'Mission, de Verstéiss géint d'Regele vun de Finanzmäert, zum Beispill wat d'Insidergeschäfte ugeet, nozegen an eventuell Strofen ze verhänken. Domat krut d'CSSF de Pouvoir, fir am Verdachtsfall Nofuerschungen an och souguer Inspektiounen ze maachen - wa se e Verstouss feststellt - an dann natierlech och Sanktiounen géint déi Betreffen ze ergreifen.

Alles schéin a gutt, hu se zu Bréissel gemengt, mä an Ärem Gesetz gëtt d'Zustännegkeet vun der CSSF op déi limitéiert, déi hirer Kontroll ënnerleien - awer dat geet net duer -, limitéiert op déi, déi vun der CSSF solle kontrolléiert ginn, an dat geet net duer. Well et kënnen och aner Acteure wéi déi, déi vun der CSSF beopsiichtegt ginn, an eng Finanzaffär verweckelt sinn. A géint déi kéint d'CSSF dann näischt ënnerhuelen.

Bréissel ass duerfir net mat der Restriktion am Lëtzebuurger Gesetz averstanen a verlaangt, datt d'Kontrollere vun der Finanzplaz iwwerall a bei jiddwerengem aktiv kënne ginn, wann e Verstouss géint d'Regele vun der Direktiv „Abus de marché“ virläit.

Mä domat ass et nach net geden. Och d'Kompetenz, déi de Lëtzebuurger Législateur der CSSF ginn huet, fir Sanktiounen auszesprechen, geet der Kommissioun net wäit genuch. Wuel heescht et an hirer Direktiv, datt d'CSSF nëmme administrativ Strofe verhänken däerf, datt dat awer ëmmer dann ze geschéien huet, wann iergendee Verstouss géint d'Dispositiounen vun där Direktiv festgestallt ginn ass. Doraus hat de Lëtzebuurger Législateur bei der Ëmsetzung viru véier Joer - ëmmer an der Logik, datt d'CSSF net iwwer hiren direkte Wierkungskrees erauszegen huet - e Verstouss géint d'professionell Verflichtung vum Finanzopérateur gemaach, wat de Bréisseler erëm ze restriktiv an eben net konform mat der Direktiv ass.

Bei dësem Gesetzesprojet geet et elo dodrëm, deene Bréisseler ze follegen an eist Abus-de-marché-Gesetz vun 2006 entsprechend ëmzeänneren. Domat hätte mir un a fir sech och weider kee Problem, wann do net déi Retizenze wieren, déi schonn deemools derzou gefouert haten, datt mir, notamment op d'Dirängele vum Statsrot, Ofstrécher bei der Ëmsetzung gemaach haten. Mir hänken hei nämlech alt erëm eng Kéier an engem Konflikt, an deem mir all Kéier da landen, wann et ëm d'Kompetenz vun den Opsichtsgremie geet, déi am Laf vun der Zäit e bësschen iwwerall entstanen sinn an déi ëmmer méi Zustännegkeeten an och ëmmer méi Awirkungsméiglechkeete kritt hunn.

Ob et sech elo ëm d'CSSF oder d'Assurancëkommissariat, ëm den ILR oder ëm

d'Dateschutzkommissioun handelt, bei hinnen all stellt sech ëmmer erëm op en Neits d'Fro, wéi wäit dann elo hir Befugnisse goen däerfen. Schliesslech ass an engem Rechtsstat wéi eisem säit jeehier d'Zusammeliewen an d'Organisatioun vun der Gesellschaft duerch Gesetzer geregelt. An deenen hir Anhalung gëtt vun der Justiz kontrolléiert an eventuell sanktionéiert. Do stellt sech dann d'Fro, a mir hunn eis eréischt gëschter am Zusammenhang mam ILR erëm eng Kéier mat där Fro hei befasst - kënt Der lech erënnere? -, wou do d'Plaz vun deene genannte Kontrollinstanzen ass, déi net nëmme Regeln opstellen, mä och nach Bussen an aner Sanktiounen ausdeelen, wann déi Regeln net agehale gi sinn.

Et ass duerfir kee Wonner, datt de Statsrot all Kéier en Hoer an der Zopp fënn, wann et ëm déi „watchdog bodies“ geet, déi mir, wéi hir Bezeichnung et scho seet, aus dem angelsächschesche Recht iwwerholl hunn an déi net esou richteg mat eisem laténgesche Recht ënner een Hutt ze bréngen sinn. D'Bedenke sinn ëmsou méi grouss, well sech d'Regele vun deene Wuechthënn quasi als Complément un déi normal Gesetzgebung usschließen an d'Distinction tëscht deene Verstéiss, déi vun enger Surveillance sanktionéiert kënne ginn, an deenen, déi virun e Gericht gehéieren, net ëmmer ganz einfach ass.

Dat war och den Haaptgrond, firwat eise Statsrot schonn 2006 seng Problemer mat dem Abus-de-marché-Gesetz hat a firwat hien elo bei der Nobesserung nach eng Kéier à charge koum an d'Finanzkommissioun dozou ugehalen huet, senge Bedenke Rechnung ze droen an Amendementer zur éischter Versioun vun dësem Text ze maachen.

Zwou Froen hunn de Statsrot besonnesch beschäftigt: Éischters, wéini ass d'CSSF kompetent a wéini huet dat normalaalt Gericht aktiv ze ginn? An zweetens, wéi kann ee verhënneren, datt en Delinquent zweemol fir deeselwechte Verstouss, an zwar eng Kéier vun der CSSF an dann nach eng Kéier vum normale Gericht, geklaakt ka ginn, wat natierlech géint den hellege Rechtsprinzip vum non bis in idem verstouss gëif?

No etlechtem Hin an Hier gouf déi Trennlinn elo zimlech genee, an zwar esou gezunn: Wann den Abus de marché eenditeg op eng bedréieresch Manipulation zréckgeet, där hiert Zil et war, sech selwer oder anerer ze beräicheren, dann huet een et mat engem sougenanntem „dol spécial“ ze dinn, an da gehéiert d'Affär virun d'Gericht. Handelt et sech awer nëmme ëm eng Noléissegkeet oder eng Onvorsichtegkeet, da kann d'CSSF selwer aktiv ginn. Am Zweifelsfall gëtt d'CSSF, wa se jo op eppes gestouss ass, den Dossier un de Parquet weider, deen ees wéi ees an d'Bild gesat gouf selbstverständlech, fir datt ëmmer nëmme eng Instanz befasst ass, an net der zwou zugläich, woumat dann och dem Prinzip vum non bis in idem respektéiert wier.

Esou eng Komplementaritéit tëscht zwou verschiddeenen Autoritéite setzt natierlech an der Praxis eng enk Zesummenaarbecht viraus. Déi gëtt dann och mat dësem Gesetz an Detail geregelt, fir eventuelle Reiwereien tëscht Gericht an CSSF aus de Féiss ze goen.

Ech brauch net op déi sëllechen Einzelheeten anzegoen, déi vun dësem Gesetz och nach geregelt ginn. Ob et elo ëm d'Definitiv vum deem dacks am Finanzjargon gebrauchte Begrëff „émetteur“ geet oder ëm grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht vun der CSSF mat hire Konterparten am Ausland. Ech brauch och weider net op déi aner Avisen, dee vun der Chambre de Commerce an dee vum Ordre des Avocats anzegoen, well deene béiden hiren Observatiounen ass bei der Endfaassung vum Text vun der Finanzkommissioun Rechnung gedroe ginn.

Här President, erlaabt mer awer nach zum Ofschluss eng Bemierkung lasszeginn, déi als guttgemengte Recommandatioun ze verstoen ass. Ech hunn éineschters gesot, datt et ëmmer erëm zu Reiwereie kënt, wann et ëm de Kompetenzberäich vun den Iwwerwachungsgremie geet, déi mir aus dem angelsächschesche Recht iwwerholl hunn an deenen hir Origine op de Prinzip

vum „self-control“ zréckgeet, wat dann och zum Beispill erkläert - wat wahrscheinlech wéiniger vun lech souguer wëssen -, firwat eng CSSF net vum Stat, mä vun deene finanziéiert gëtt, déi si ze kontrolléieren huet, nämlech vun de Banken an deenen anere Finanzopérateuren.

Fir deem éiwege Gedeessesms iwwert d'Zustännegkeet vun deenen Autoritéiten en Enn ze maachen, muss si géint déi normal Gerichtsbarkeit ofgegrenzt ginn. Duerfir wier et vläicht net dernieft, iwwer e spezielle Statut vun deene Gremien nozedenken a vläicht där hir Verankerung an der Verfassung virzugesinn, wéi et och gëschter schonn op dëser Tribün an enger Bemierkung vum Minister Biltgen ugeklungen ass.

Ech kéint mer zum Beispill en Zousaz zum Artikel 108bis iwwert d'Établissements publics virstellen, zu deenen eis méi oder wéiniger onofhängeg Kontrollinstanzen jo gehéieren. Nach besser wier awer, a mengen Aen, en extrae Paragraph an eiser Constitution fir déi „watchdog bodies“, mat deem deenen hire Statut definitiv gekläert géif.

Dat gesot, wëll ech de Kolleeginnen a Kolleegen aus der Finanzkommissioun an hire Mataarbechter Merci fir hiren Asaz soen an lech an hirem Numm och bieden, dësem Gesetzesprojet Är Zoustëmmung ze ginn. Déi vun der CSV-Fraktioun ass him elo scho sécher.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Rapporteur Lucien Thiel. Elo kritt d'Wuert den Här Xavier Bettel.

Discussion générale

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Merci, Här President. Ech wëll am Kontext vum Projet de loi 6081, dee mer haut elo wäerte stëmmen, fir d'Éischt dem Här Thiel e grouse Merci soe fir säi schrëfflechen a säi mündleche Rapport, an awer och dem Här Wolter an dem Här Frieden Merci soen. Firwat? Well ech muss lech soen, Här President, wann den Text, deen déposéiert ginn ass, dee wier, dee mer haut misste stëmmen, dann hätt eis Fraktioun deen net gestëmmt. An ech wäert och erklären, firwat. Ech mengen, gëschter ass d'Madame Brasseur schonn an den Detail agaangen iwwer e Prinzip, dee mer am Moment zu Lëtzebuerg hunn, vun der extrajudiciairer Sanktioun, déi sech e bësse generaliséiert.

Mir hunn déi lescht Joren ëmmer scho gesot, datt d'Qualitéit vum OPJ ëmmer méi breet ginn ass. D'Qualitéit vum Officier de police judiciaire hunn ëmmer méi Leit kritt an deem Land, wat normalerweise jo am Ufank eng Qualitéit sollt si vun engem Polizist, ab initio, ganz am Ufank, dee sollt selbstverständlech dann och Enquête maachen. An do gëtt et jo den APJ an den OPJ bei der Police. Am Moment si mer amgaangen, ëmmer méi OPJen hei am Land ze kreieren. Op där anerer Säit si mer ëmmer amgaang... Viru kuerzem hat ech d'Geleeënheet, mam Här Bauler an der Commission de l'Économie beim Här Bodry ze setzen, wou et iwwert d'Konkurrenz gaangen ass a wou mer och gesinn hunn, datt ëmmer méi Infraktiounen an Amendé vum administrativen Administratiounen oder Organer gesprach kënne ginn.

Mir sinn eis eens, an engem Rechtsstat, Här President, datt d'Separatioun tëscht dem Pouvoir exécutif an dem Pouvoir judiciaire muss bestoe bleiwen an datt déi och muss garantéiert ginn. Et kann net sinn, datt de Pouvoir exécutif ëmmer méi... Well och, wann ee sech da freet: Déi Institutionen, sinn déi éischter judiciaire oder sinn déi ënner dem Pouvoir exécutif gebonnen, esou wéi déi verschiddeenen Organisations an Instanzen, déi mer hei kucken, zum Beispill d'CSSF? Wou ass dat? Wien ass do de responsabelen administrative Chef? Ass et de Ministère? Si se indépendant? Dat si Froen, déi ee sech wierklech misst stellen.

An ech mengen, esou wéi den Här Thiel och hei insistéiert huet, ech hu wierklech

probéiert, Här Thiel, dat elo richteg ze maachen, dass mer eng Motioun hei déposieren als Fraktioun vun der Demokratescher Partei, wou mer wierklech och soen, dass mer mussen oppassen, a mir wärem frou, wann d'Regierung eng Analys géif maache vun de Compétences judiciaires attribuées à certains établissements publics ainsi qu'à certaines administrations à la lumière des préceptes de la séparation des pouvoirs.

Sou wéi gëschter schonn d'Madame Brasseur hei insistéiert huet beim ILR, menge mir, dass et immens wichtig ass, dass mer emol eng Kéier gesot kréien, wéi vill där Administratiounen et gëtt, wéi déi schaffen an - virun allem - wat déi vu Sanktiounen kënne sprächen. Mir gesinn nämlech, ech hunn lech virdru gesot, beim Texte initial hätte mer missen Nee soen. Den Texte initial wor, dass am Fong d'CSSF konnt d'Sanktiounen sprächen, an et ass duerch d'Aarbecht an der Kommissioun, duerch Avisen, déi mer kritt hunn, an och dem Rapporteur seng Positioun, dass elo de Parquet am Fong decidéiert bannent dräi Deeg - e kuerzen Délai -, ob hie selwer sech eng Affär opmécht oder ob d'CSSF soll sech dréms këmmen.

Et kann net sinn, dass eng CSSF, esou wéi den Text am Ufank virgesinn huet, selwer am Fong konnt decidéieren, ob si eng Affär weidergeleet hätt, oder ob si selwer eng Amende administrative hätt kënne sprächen.

Da kréien ech gesot: „Jo, mä am Rechtsstat hei zu Lëtzebuerg, Här Bettel, gëtt et jo nach den Tribunal administratif an d'Cour administrative, an déi hunn awer nach ëmmer d'Méiglechkeet, vis-à-vis vun enger Amende administrative kënnen dat ze briechen.“ Certes! Mä mir sinn eis eens: En Délit d'initié ass dës le départ normalerweis jo e Fait pénal, a ganz vill Saache si Fait pénal, an do ass et net um Tribunal administratif oder un der Cour administrative Juge correctionnel ze ginn an do ze kucken, wat d'Circonstances atténuantes sinn, wéi e Fait pénal do ass, ob e ginn ass, ob et e Commencement d'exécution - wéi, wat a wou. Dass mer eis eens sinn: Dat kann an deem Land net esou sinn.

Mir si frou, dass dowéinsten den Untersuchungsrichter elo dës le départ eng wichtig Roll huet, dass de Parquet eng wichtig Roll huet, an dass déi zesumme mussen schaffen.

Wann d'Volontéit vun der Regierung ass, dass ëmmer méi Administratiounen Pouvoir kréie vun de Geriichter, well se mengen, dass et op de Geriichter ze lues geet, ass et keng Alternativ. Mir als Demokratesch Partei insistéieren, fir dass d'Séparation des pouvoirs hei Garant gëtt. Et ass net u verschidde Beamten hei Riichter ze spillen a Sanktiounen kënnen ze prononcieren. Et ass nach ëmmer un de Geriichter ze kucken, ob d'Gesetz applizéiert ginn oder net.

Här President, hei sinn dräi Ënnerschrëften am Moment: vun der Madame Brasseur - well se och gëschter schonn iwwert de Sujet jo hei diskutéiert huet -, vun Här Etgen a vu mir selwer, an et sinn der dräi drop. Wann nach aner Fraktiounen domadder kënne liewen, dass een einfach seet, dass ee soll eng Kéier d'Regierung froen, dass ee kuckt, wat et gëtt, an eis dat och eng Kéier presentéiert an der Kommissioun, wärem mer ganz frou, wann déi kéint hei ugeholl ginn.

An dann, esou wéi ech et scho virdru gesot hunn...

► **M. Jean-Louis Schiltz** (CSV).- Wann dat drasteet, wat Der sot, Här Bettel, da kënne mer se...

► **M. Xavier Bettel** (DP).- Also, wann Der se net esou verstitt, da kënne mer nach ëmmer dat eent oder dat anert änneren. Mä et geet awer...

► **M. Jean-Louis Schiltz** (CSV).- Mir wëlle jo an Harmonie hei vunenee goen.

► **Plusieurs voix**.- Oh!

(Hilarité)

► **M. Xavier Bettel** (DP).- Et geet selbstverständlich awer an déi Richtung. An ech mengen, Här President, esou wéi den Här Schiltz elo just gesot huet, dass mer haut en harmoneschen Dag sollen hunn. Mir hätten déi Harmonie gebrach, wann dës Kommissioun net den Text esou geännert hätt, wéi en elo gestëmmt ka ginn. A selbstverständlich wäert dann och, fir déi Harmonie ze respektéieren, d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei dës Projet de loi stëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant le projet de loi N°6081 portant modification de la loi du 9 mai 2006 relative aux abus de marché et portant complément de transposition de la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2003 sur les opérations d'initiés et les manipulations de marché (abus de marché);

- relevant l'article 5 dudit projet de loi prévoyant à l'article 33 paragraphes 3 et 4 de la loi du 9 mai 2006 relative aux abus de marché que «la Commission [Commission de surveillance du secteur financier] peut prononcer une amende d'ordre de 125 à 25.000 euros contre ceux qui font obstacle à l'exercice de ses pouvoirs de surveillance et d'enquête, qui ne donnent pas suite à ses injonctions ou qui lui auront sciemment donné des informations inexacts ou incomplètes» et que «si les indices peuvent justifier l'ouverture par la Commission d'une procédure administrative susceptible d'aboutir à l'imposition d'une amende au titre des paragraphes 1 ou 3, elle en informe le Procureur d'État [...]»;

- notant que de ce fait l'on procède à une juridicisation d'un établissement public en lui conférant le pouvoir de prononcer des sanctions administratives;

- soulignant qu'il ne s'agit pas d'un cas isolé où l'on octroie des compétences judiciaires à un établissement public ou une administration;

invite le Gouvernement à

- analyser les compétences judiciaires attribuées à certains établissements publics ainsi qu'à certaines administrations à la lumière des préceptes de la séparation des pouvoirs.

(s.) Xavier Bettel, Anne Brasseur, Fernand Etgen.

(La motion n'ayant porté que trois signatures lors du dépôt, elle a par la suite été cosignée par MM. André Bauler, Mill Majerus et Lucien Thiel.)

► **M. le Président**.- Merci dem Här Bettel. Soss hunn ech keen agedroene Riedner méi. An de Finanzminister wëllt och näischt méi weider zu deem Text soen. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss. Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6081 ass ugeholl mat 57 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6081 est adopté à l'unanimité des 59 votants.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par Mme Christine Doerner), Nancy Arendt (par M. Félix Eischen), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Raymond Weydert), Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Jean-Paul Schaaf), Lucien Weiler (par M. Mill Majerus), Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roger Negri), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen) et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Da komme mer elo zur Diskussioun vum Projet de loi 6130 iwwert d'Steieren. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht, an et huet sech just ageschriwwen den Här Etgen. D'Wuert huet elo...

(Interruption)

Den Här Etgen.

► **Une voix**.- Dee kënnt Der bifféieren.

(Interruptions et hilarité)

► **M. le Président**.- Et gëtt kee méi de Mëtteg gestrach.

► **Une voix**.- Den Här Etgen géif gär gestrach ginn.

(Hilarité générale)

► **M. le Président**.- Duerfir kritt elo d'Wuert de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

7. 6130 - Projet de loi modifiant les articles 157, 157bis et 157ter de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

1) établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre

2) créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto

3) modifiant l'article 13 bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **M. Gilles Roth** (CSV), rapporteur.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, Uerteeler vun dem Europäesche Gerichtshaff maache vun Zäit zu Zäit Ëmännerungen an eiser Steiergesetzgebung néideg. Dat ass och bei dem Gesetzesprojet vun haut de Fall. Mir goufen am Abrëll 2009 vun der Europäescher Kommissioun mat enger Mise en demeure opgefuerdert, fir eis Gesetzgebung am Beräich vun der Besteuerung vun den Non-résidants ze änneren. Si verstéisst op bestëmmte Punkte géint de Gemeinschaftsprinzip vun de fräien Déngschtleeschungen, also der Libre prestation de service.

Non-résidants am Sënn vun der Steiergesetzgebung si Leit, déi, wéi d'Wuert et seet, net hei am Land wunnen, awer zu Lëtzebuerg steierpflichteg Revenuen hunn. Een Uerteel vun dem Europäesche Gerichtshaff an enger Affär Gerritise aus dem Joer 2003 huet festgehal, dass d'steierpflichteg Akommesse vu sougenannten Non-résidants wuel kënne mat engem forfaitairen Taux besteiert ginn, mä an deem Fall d'äerf d'Steierbelaaschtung net méi héich ze sinn, wéi wann den normale Steierbarème géif applizéiert ginn, an zwar op dem entsprechende Revenu, wou een déi iewescht Limite vun der steierbefreiter Akommestranche - dat ass de sougenannte Minimum vital exonéré - derbäizielt.

Här President, dat kléngt vläicht e bësse méi komplizéiert, mat engem Beispill versteet een dat awer méi einfach. Eng Persoun, déi zu Arel wunnt an zu Stengefort en Appartement verlount, kritt do 10.000 Euro d'Loyer d'Joer. Wann déi Mieteneinnahme dat eenzegt Akommes duerstellt, wat déi Persoun hei zu Lëtzebuerg huet, da muss se geméiss der aktueller Gesetz-

gebung hei am Land dorops 1.500 Euro Steiere bezuelen. Dat aktuell Gesetz gesäit nämlech an deem Fall vir, dass am Prinzip no dem Steierbarème vun der Steierklass 1 besteiert gëtt, ouni dass awer de Steiertaux d'äerf ënner 15% falen.

No der Gesetzesännerung, déi mir mat deemem Projet de loi um Niveau vum Akommessteiergesetz maachen, gëtt d'Steierbelaaschtung an dem virgenannte Beispill gerechent no dem Steierbarème op engem hypothetesch Montant vun 10.000 Euro Loyer plus dem sougenannte Minimum vital exonéré, dat heescht dem steierbefreien Héchstbetrag vun 11.265 Euro, wat insgesamt 21.265 Euro duerstellt. Geméiss dem Steierbarème falen hei an der Steierklass 1 1.224 Euro un. Duerch d'Gesetzesännerung géif an deemem Beispill déi betreffend Persoun deemno 276 Euro manner Steiere mussen bezuelen.

Dës System gëtt elo agefouert um Niveau vun dem Artikel 157 an 157bis vum Akommessteiergesetz, op deene Revenuen, déi net no dem System vun enger sougenannter Retenue à la source besteiert ginn. An der Praxis betreffen deemno d'Ëmännerungen duerch dës Gesetzesprojet haaptsächlech Revenue vun Non-résidants, déi mat enger Immobilie hei am Land zesummenhängen. Dës ginn a verschidde Fäll, wéi virdrun illustréiert, méi favorabel besteiert. Mä de Steierausfall fir eist Land ass insgesamt awer minim, well déi Situatoune, wou sech den neie System méi favorabel weist, der sinn, wou d'Revenuen, déi zu Lëtzebuerg ze besteiere sinn, relativ niddreg sinn.

Hätt an deem virgenannte Beispill déi betraffe Persoun vun Arel net 10.000 Euro Mieteinnahmen zu Lëtzebuerg, mä zum Beispill 20.000 Euro gehat, dann hätt d'Gesetzesännerung, iwwert déi mir haut ofstëmmen, an der Praxis keen Impakt. An deem Fall wär nämlech d'Steierbelaaschtung op engem theoretischen Akommes vun 31.000 Euro, dat heescht Mieteinnahme plus de Minimum vital exonéré, méi héich wéi einfach de forfaitairen Taux vu 15% op de Loyer, esou wéi et haut am Gesetz steet. Et wär also kee Steierausfall am Verglach zum Ist-Zustand vun eiser Législatioun.

Här President, de Gesetzesprojet gesäit nach eng drëtt Modifikatioun vum Akommessteiergesetz vir. Dëst betrëfft méi genee d'Konditiounen, wouduerch déi sougenannt Non-résidants fir hir steierpflichteg Revenuen zu Lëtzebuerg d'selwecht besteiert gi wéi d'Residenten. Bis elo ass d'Regel esou, dass een Non-résident, dee méi wéi 90% vu sengem gesamte professionellen Akommes hei am Land erwirtschaft, kann en Antrag un d'Steierverwaltung stellen, fir d'selwecht besteiert ze ginn, wéi wann en hei am Land géif wunnen. An deem Fall huet déi Persoun, jee no Familjesituatioun, Recht op d'Steierklass 2 mat dem Benefiss vum sougenannte Splitting a kann doriwier eraus och nach seng Sonderausgabe wéi zum Beispill Assurancëprimen oder Schuldzëns grad wéi déi verschidde Steierabattementer vu sengem versteierbaren Akommes hei am Land ofsetzen.

An dem Gesetzesprojet gëtt awer elo net méi dat professionell Akommes als Referenz geholl, mä dat Gesamtkommes vun der betraffener Persoun. An der Praxis bedeit dat, dass eng Persoun, déi zum Beispill eng kleng Rent an hirem Heemechtsland bezitt, loosse mer soen 12.500 Euro d'Joer, mä hei am Land gréisser Mieteinnahmen hätt, zum Beispill 125.000 Euro d'Joer, da kann dës Persoun op hirem besteierbaren Akommes, wat si hei am Land erwirtschaft, esou besteiert ginn, wéi wa se hei usäseg wier.

Ëmgedréit verléiert awer duerch dës Gesetzesännerung de Benefiss vun der sougenannter Assimilatioun déi Persoun, déi zwar hiert professionell Akommes zum Beispill zu 100% hei am Land géif bezéien, mä derniewent nach Akommes, zum Beispill Loyer, an hirem Heemechtsland hätt, déi méi wéi 10% vun hirem Gesamtkommes ausmaachen. An deemem Fall géifen nämlech net méi 90% vun dem Gesamtkommes vun der betraffener Persoun hei zu Lëtzebuerg realiséiert ginn.

Wat déi effektiv Steierlaascht op de Lëtzeburger Revenuen ass, hänkt awer am Endeffekt dovunner of, wat déi sougenannt Duebelbesteuerungsofkommes soen,

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

dat heescht, déi d'Besteierungsrecht tëschent deenen zwee Länner op deene verschidden Akommesaarte vun engem Steierflächtege regelen.

Déi dräi Gesetzesännerungen, déi de Projet de loi virgesäit, spille scho fir dat lafend Steierjoer 2010. Et ass selbstverständlech keng Retroaktivitéit, well d'Besteierung vun 2010 jo eréischt d'nächst Joer gemaach gëtt.

Här President, de Statsrot louch a sengem Avis zu dësem Gesetzesprojet wuel richteg, andeem e bemierkt huet, dass d'Steiergesetzgebung, besonnesch déi vun den Non-résidants, duerch déi regelméisseg Gesetzännerungen net onbedéngt méi einfach gëtt.

Mä mir mussen awer dës Upassung maachen, fir der europäescher Rechtsprechung gerecht ze ginn.

Well et an dësem Fall och nach eng Mise en demeure vun der Europäescher Kommissioun gouf, musse mir och nach séier handelen.

(Interruption)

Esou Situatiounen, Här Bettel, ginn et awer net nëmme regelméisseg bei eis am Land, mä och an anere Memberstate vun der Europäescher Unioun.

Wat de Fong ubelaangt, ass de Statsrot mat de Gesetzesännerungen d'accord. Datselwecht zielt iwwregens och fir d'Chambre des Salariés, d'Handwerkerkummer an d'Chambre de Commerce, déi alleguer dëse Gesetzesprojet favorabel aviséiert hunn.

Ech verweise fir de Rescht op mäi schrëftleche Bericht, deen d'Finanzkommissioun de leschte Freideg iwwregens eestëmmege uegheoll huet an der Chamber recomman- déiert, fir dëse Projet de loi ze stëmmen.

Ech gi fir mäin Deel d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun a soen lech an Harmonie Merci fir d'Nolauschteren.

► Plusieurs voix.- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Gilles Roth. Dat war wéi ëmmer ganz komplett, sou datt souguer de Finanzminister näischt méi derbäizefügen huet. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6130 ass uegheoll mat 59 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6130 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par M. Raymond Weydert), Nancy Arendt (par M. Félix Eischen), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Jean-Paul Schaaf), Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Jean-

Louis Schiltz), Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roger Negri), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen) et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

8. 6081 - Projet de loi portant modification de la loi du 9 mai 2006 relative aux abus de marché et portant complément de transposition de la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2003 sur les opérations d'initiés et les manipulations de marché (abus de marché) (suite)

Elo misste mer nach eng Kéier op déi Motioun zrëckkomme vum Här Xavier Bettel, déi entre-temps un all Member hei aus dem Haus ausgedeelet ginn ass. Dozou fret d'Wuert den Här Jean-Louis Schiltz.

Motion 1

► **M. Jean-Louis Schiltz** (CSV).- Här President, ech géif proposéieren, datt mer deen drëtten an dee véierte Considérant strächen. Ech kann lech elo eng laang Explikatioun ginn, firwat ech dat mengen. Mä wann déi ewech wären, da kéinte mer se stëmmen!

► **M. Xavier Bettel** (DP).- An ech hu guer kee Problem. Wéi gesot, ech hunn et vergiess dranzeschreiwen, mä wann déi Resultater bis do sinn, selbstverständlech froe mer, fir dass d'Regierung se eis och communiquéiert.

► **M. Jean-Louis Schiltz** (CSV).- Cela va sans dire!

(Interruptions)

Motion 1 modifiée

La Chambre des Députés,

- considérant le projet de loi n°6081 portant modification de la loi du 9 mai 2006 relative aux abus de marché et portant complément de transposition de la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2003 sur les opérations d'initiés et les manipulations de marché (abus de marché);

- relevant l'article 5 dudit projet de loi prévoyant à l'article 33 paragraphes 3 et 4 de la loi du 9 mai 2006 relative aux abus de

marché que «la Commission [Commission de surveillance du secteur financier] peut prononcer une amende d'ordre de 125 à 25.000 euros contre ceux qui font obstacle à l'exercice de ses pouvoirs de surveillance et d'enquête, qui ne donnent pas suite à ses injonctions ou qui lui auront sciemment donné des informations inexactes ou incomplètes» et que «si les indices peuvent justifier l'ouverture par la Commission d'une procédure administrative susceptible d'aboutir à l'imposition d'une amende au titre des paragraphes 1 ou 3, elle en informe le Procureur d'État [...]»;

invite le Gouvernement à

- analyser les compétences judiciaires attribuées à certains établissements publics ainsi qu'à certaines administrations à la lumière des préceptes de la séparation des pouvoirs.

(s.) Xavier Bettel, André Bauler, Anne Brasseur, Fernand Etgen, Mill Majerus, Lucien Thiel.

► **M. le Président.**- Gutt, d'Harmonie geet virun.

(Hilarité)

Ech kann déi ëmgeännert Motioun zum Vote stellen.

Vote sur la motion 1 modifiée

Wien ass mat där Motioun d'accord? Dat schéngt mer d'Unanimité ze sinn. An domadder wär dann och déi Motioun uegheoll.

Da komme mer elo zum leschte Punkt vun eiselem Ordre du jour, nämlech der Proposition de loi 5667 iwwert d'Cour des Comptes. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht an et huet sech bis elo kee Riedner ageschriwwen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, déi honorabel Madame Anne Brasseur. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

9. 5667 - Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour des comptes

Rapport de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

► **Mme Anne Brasseur** (DP), rapportrice.- Här President, ech hoffen dann an der Harmonie virunzefueren, andeem ech just wéll rappeléieren, dass et sech hei ëm eng Proposition de loi vum honorabelen Här Grethen handelt, deen déi als President vun der Budgetkontrollkommissioun sengerzäit déposiert hat, fir e puer Modifikatiounen um Gesetz vun 1999 iwwert d'Cour des Comptes virzehuelen. Dat sinn dräi Ännerungen.

Dat Éischt ass d'Adaptatioun vun der Terminologie. Dat Zweet, dat sinn Adaptatiounen wéinst der Procédure oder Präzisiounen vun der Procédure. An dat Drëtt, dat sinn Adaptatiounen wéinst dem Personal, besonnesch wat de Mandat vun de Membere vun der Cour ubelaangt a wat d'Qualifikatioun vun de Mataarbechter ubelaangt.

Dat sinn déi Haaptännerungen. D'Detailer dovun stinn am Rapport, deen ech am Numm vun der Kommissioun gemaach hunn, an d'Kommissioun huet deen à l'unanimité uegheoll.

Et huet leider e bësse laang gedauert, bis en hei op den Ordre du jour komm ass, well dëse Projet de loi an den Dédalé vun der Procédur hänke bliwwen ass. A mir missten eng Kéier iwwert d'Proposition de loi nach eng Kéier e klärend Wuert schwätzen, dass dat mat anere Propositionen de loi net méi esou virkënn.

Här President, mä ech géif da mat de Membere vun der Kommissioun, deenen ech wéll Merci soen, wéi och dem Sekretariat vun der Kommissioun an de Mataarbechter vun der Cour des Comptes wéll ech och Merci soen, géif ech da wëllen der Chamber recommanzéieren, déi heite Proposition de loi unzehuelen.

Ech soen lech Merci.

► Plusieurs voix.- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci der Madame Brasseur. Vu datt soss keng aner Wuertmeldung do ass, kéime mer dann direkt zur Ofstëmmung iwwert d'Proposition de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Proposition de loi 5667 ass uegheoll mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par Mme Christine Doerner), Nancy Arendt (par M. Raymond Weydert), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Mill Majerus), Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Lucien Thiel), Lucien Weiler (par M. Félix Eischen), Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen) et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

10. Discours de M. le Président

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleginnen a Kollegen, mir sinn elo um Enn vun der leschter öffentlecher Sitzung vun dëser Sessioun ukomm. Ech wéll dofir vun der Geleeënheet profitéieren, fir e kuerze Réckbléck op déi vergaange Méint ze maachen a gläichzäiteg en Ausbléck op déi Méint, déi virun eis stinn.

Fir d'Éischt emol e puer Zuelen: Mir haten an der Sessioun 2009/2010 45 öffentlech Sitzungen. D'Chamberskommissioun sinn an dëser Sessioun bis elo net manner wéi 582-mol zesummekomme. Et goufen 58 nei Projets de loi déposiert a 95 Projets de loi goufe gestëmmt. Ausserdeem goufe 97 Propositionen de loi evaküiert.

Dësen héije Chiffer huet allerdéngs virun allem domadder ze dinn, datt déi Gesetzespropositionen, déi scho laang um Rôle vun der Chamber waren, nach emol ënnert d'Lupp geholl goufen an zum Deel zrëckgezu gi sinn, well se iwwerholl waren. Et kéint een esou soen, wéi wann hei eng grouss Botz gemaach gi wär. Ech weess allerdéngs och, datt et am Moment nach eng Rei Interpretatiounsschwieregkeete gëtt, wat dës nei Prozedur betrëfft.

Am Moment sinn och nach eng Kéier d'Präsidentenkonferenz an d'Reglementskommissioun amgaangen, sech iwwert d'Prozedur vun de Gesetzespropositionen Gedanken ze maachen, wou et, wéi gesot, eng Rei vun Interpretatiounsschwieregkeete gëtt. An ech hoffen, datt mer spëtstens fir d'Rentrée dës Problemer aus dem Wee geraumt hunn.

Fir nach kuerz bei de Statistiken ze bleiwen, halen ech fest, datt d'Chamber 15 Aktualitéitsstonnen, 7 Heures de questions un d'Regierung a 14 Débats d'orientation hat.

Et goufe bis elo 592 parlamentaresch Froen un d'Regierung gestallt. Bei de parlamentaresche Froen kommen ech allerdéngs net derlaanscht, Kritik un d'Regierung ze richten, wat hir Beantwortung ueget.

**(Brouhaha)**

Ech muss leider feststellen, datt et ëmmer méi Froe gëtt, déi guer net, mat grousser Verspéidung an op eng deelweis lapidar Aart a Weis beäntwert ginn. Ech fannen, datt dëst kee gudde Stil ass, well et mir hei e bësselchen u Respekt vun der Regierung virun der Chamber feelt; an op dësem Plang kann a muss d'Regierung sech sécherlech nach verbessern.

(Interruptions)

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech géif dofir nach eng Kéier en Appel haut maachen, fir datt an Zukunft déi parlamentaresch Froen no Méiglechkeet méi schnell an haaptsächlech och méi konzis géife beäntwert ginn. Ech wäert dann och an Zukunft net méi esou gedëlleg sinn, wat d'Délaie betrëfft, an deenen d'Froe beäntwert musse ginn, a wäert deemno och net zécken, déi eng oder aner Kéier eng Verlängerung vun dësem Délai ofzelenen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat éischt Joer an där neier Legislaturperiod ass sécher net nëmmen an Zuelen ze resuméieren. Wann ech de Bilan vun der leschter Sessioun zéien, da kann ech soen, datt ech zefridde sinn. Et ass vill a gutt Aarbecht an dësem Haus geleescht ginn.

Ech si virun allem och frou, datt d'Parlament prett ass fir déi europäesch Erausforderungen. D'Chamber huet sech net méi spéit wéi gëschter eng nei Prozedur ginn am Kader vun der Kontroll vum Subsidiaritätsprinzip vun den europäeschen Initiativen um legislative Plang. Mir hunn déi Prozedur gëschter mat enger grousser Majoritéit ugeholl. Si ass ab haut en vigueur an elo am Reglement vun der Chamber verankert.

Domadder huet d'Chamber d'Recht, fir aktiv um legislative Prozess vun der Europäescher Unioun matzeschaffen, wat eng vun deene gréissten Innovatioune vum Lissabonner Vertrag ass. Dat ass quasi eng Mini-Revolutioun an der Demokratisierung vum legislative Prozess an Europa.

D'Chamber gëtt an hirer Roll als nationaal Parlament gestärkt an ass prett, fir déi Responsabilitéit ze iwwerhuelen. Dat ëmsou méi, well eis Stëmm elo genausou vill zielt, wéi déi vum däitsche Bundestag oder der franséischer Assemblée Nationale. Mir mussen allerdéngs elo dës nei Prozedur mat Liewen erfüllen. Deemno ass jiddwereen hei am Haus gefuerdert, net nëmmen déi aussepolitisch Kommissioun, mä all d'Kommissiounen.

Dobäi ginn och déi sozial an ekonomesch Acteuren hei am Land mat agebonnen. Sou hu mir mam Conseil économique et social, de Beruffs- a Saliariatsvertrieder eng Plate-forme d'information kreéiert. Europa fléisst ëmmer méi an déi dagdeeglech Aarbecht vu jiddweregem eran. Mir hunn et an de leschte Méint a Jore fäerdeg bruecht, fir déi europäesch Froen zu engem Bestanddeel vun der nationaler Politik ze maachen. Ech sinn op jidde Fall iwwerzeugt, datt eist Haus mat där neier Prozedur an eise kompetente Mataarbechter gutt opgestallt ass, fir dësen neien europapolitischen Erausforderungen entgéintzekucken.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Dammen an Dir Hären, an den nächste Woche schaffen d'Kommissiounen weider drun, d'Rentrée am Hierscht ze preparéieren, an et wäert also elo bis an den August eran a vun ufanks September u vill Aarbecht hei geleescht ginn. Fir den Hierscht wäerte Moosname fir d'Krisenbekämpfung an d'Sanéierung vun eisen öffentleche Finanzen och fir dëst Haus absolut Prioritéit hunn. Mir mussen eist Land esou opstellen, datt mer och weider an deenen nächste Joren deen héije Liewensstandard kënnen halen an domadder eise Kanner a Kandskanner eng geséichert Zukunft hei zu Lëtzebuerg kënnen garantéieren. Dofir ass et wesentlech, datt mer an deene fundamentalen Dossieren elo déi richteg Äntwerten op déi fir d'Zukunft wesentlech Froe wäerte fannen.

Ech muss lech soen, datt ech net onzefridde sinn, wéi an deene leschte Méint d'Chamber, iwwert déi verschidde Kommissiounen, vun der Regierung iwwert

d'Gesprécher an der Tripartite an déi domadder verbonne Krisemoosnamen agebonne ginn ass. An ech si frou, datt de Statsminister a senger Deklaratioun iwwert d'Lag vun der Natioun versprach huet, d'Chamber enk an deenen Diskussiounen, déi am Hierscht mat de Sozialpartner wäerte stattfannen, och erëm anzubannen.

Ech mengen allerdéngs, datt mir eis eens sinn, datt all déi Mesuren, déi schonn ëmgesat si respektiv an deenen nächste Wochen a Méint sollen diskutéiert ginn, nëmme wäerte Sënn maachen, wann et gläichzäitig zu substanzuelle Spuermesuren um Niveau vun de Fonctionnementskäschte vum Stat wäert kommen. Dofir sinn ech dann och frou, datt dëst Haus, zesumme mat deenen eenzelne Fraktiounen a politesche Sensibilitäten, sech substanzuell un dësem Spueresfort bedeelegt.

Am Joer 2011 ginn am Ganzen 1.072.000 Euro hei am Haus an an de politesche Fraktiounen agespuert. Dëst ass fir mech e wichtegt Signal, wat mer domadder ginn, an ech wëll vun der Geleeënheet profitéieren, fir och heimadder deenen eenzelne Fraktiounen a politesche Sensibilitäten e grouse Merci auszedrécke fir hir Bereitschaft, sech un deem gesamte Spueresfort vun der Chamber ze bedeelegen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Europa a ganz besonnesch d'Europäesch Unioun geet am Moment am Fong duerch zwou Krisen, déi an deenen eenzelne Länner méi oder manner staark zougeschloen hunn. Op där enger Säit eng Wirtschaftsa Finanzkris, an op där anerer Säit och nach eng politesch Kris. Wirtschaftlech gesinn, huet et virun allem Griichenland erwëscht, mä och aner EU-Länner sinn amgang, béis ze struewelen. Dofir proposéiert d'Europäesch Kommissioun eng Rei vu Moosnamen, ënner hinnen eng Ex-ante-Kontroll vun de Budgete vun de Memberlänner, fir hir d'Méiglechkeet ze ginn, am Virfeld vun der Diskussioun vun deene Budgeten eng Rei vu Recommandatiounen auszuschwätzen.

Ech hu perséinlech éischer e Préjugé favorable fir d'Initiativ vun der EU-Kommissioun. Allerdéngs, an dat wëll ech dann awer och kloer ënnersträichen, muss d'politesch Autonomie vun den nationale Parlamenten an der Budgetpolitik garantéiert bleiwen, an deem Sënn, datt déi definitiv Décisiounsgewalt iwwert déi national Budgeten a leschter Instanz bei den nationale Parlamenten bleift. Heiriwwer wäerte mer ënner anerem sécherlech an deenen nächste Méint méi oft d'Geleeënheet kréien, an där zoustänneger Chamberskommissioun, awer och hei am Plenum ze diskutéieren.

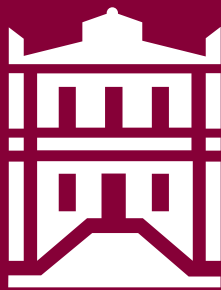
Déi aner Kris, déi sech ëmmer méi an eenzelne Länner vun der Europäescher Unioun ausdehnt, ass eng politesch. Esou hu verschidde vun eisen direkten Noperen op déi eng oder aner Manéier schwéier politesch Momenter hanner sech, an ech ka mer virstellen, Verschiddener och nach viru sech. Eist Land steet am Moment, politesch gesinn, stabil do.

(Interruptions)

Dat ass grad elo an Zäite vun enger Wirtschaftsa Finanzkris vu gréisster Bedeitung. Dat Schlëmmst, wat engem Land a wirtschaftleche Krisenzäite ka passéieren, ass eng hausgemaachte politesch Kris, déi vill Energie beusprocht an domadder wäertvollt Asazpotenzial vun deenen eigentleche Problemgebiddere ewechzitt.

Ech hat selwer d'Geleeënheet, a ville perséinleche Gesprécher am Ausland ze héieren, wéi wichteg datt grad déi politesch Stabilitéit fir potenziell auslännesch Investisseuren an eise Land ass. Dofir ka besonnesch e klengt Land sech schwéierlech esou Krisen erlaben, well si riskéiere besonnesch am Ausland en irréparabelen Imageschued mat sech ze bréngen, well se nämlech dat vläicht wichtegst Kompetitivitätsargument, nämlech d'politesch Stabilitéit, a Fro stellen.

Domadder sinn ech beim Bild, wat eist Land, och ganz besonnesch seng Institutiounen dobaussen ofginn, an do muss alles ënnerholl ginn, souwuel um Niveau vun der Regierung wéi vun der Chamber



CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

d'Chamber live

Chamber TV

och an der Rediffusioun

all Sëtzungsdag

vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.



wéi awer och vun deene concernéierte Kreesser, fir all negativ Aflëss ewechzehalen. Dofir ass et och net gesond, wann ëmmer erëm vun internationalen Institutionen, wéi der OECD, dem GAFI, an an de leschten Deeg och dem GRECO, mam Fanger op eist Land gewise gëtt.

Dofir läit et mer och ganz besonnesch um Häerz, datt mer dee Rapport vum GRECO, dee sech un d'Regierung, awer och un d'Chamber an un d'politesch Partei richt, zu Häerz huelen an déi Recommendationen, déi do drastinn, schnellstméiglech, also spéitstens bis zum 31. Dezember ëmsetzen. Net, well et zu Lëtzebuerg géif Korruptioun ginn, mä well mir ganz besonnesch als Land an der Ëmsetzung vu Recommendationen, ob se elo vun der OECD, dem GAFI oder dem GRECO kommen, am Prinzip ëmmer sollen am Spëtzepeloton sinn.

Dofir huet d'Persidentekonferenz net méi spéit wéi de Moien e Bréif ugeholl, wou mir dem President vun der Institutionskommission matdeelen, wéi d'Chamber gedenkt déi verschidde Recommendationen, déi si an dësem Rapport treffen, ëmsetzen, an ech mengen, domadder huet d'ëst Haus och schonn hei seng Hausaufgab gemaach. Ech hoffen, datt op där anerer Säit och déi verschidde politesch Partei wäerten hir Propositionen bis zum Hierscht eraginn, esou datt bei der nächster Evaluatioun vum GRECO mir net méi bei deene schlechten, mä erëm bei deene bessere Schüler wäerte sinn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et kënnt an den nächste Méint also vill Aarbecht op eis duer. Dofir gëllt et vun deenen elo e bësselche méi rouege Wochen ze profitieren, fir eng gewëssen Distanz ze kréien, fir dann ausgerout a mat klorem Kapp a Geescht un déi sëllegen Erausforderungen, déi op eis zoukommen, souwuel europapolitescher wéi nationaler, erunzegoen.

Bei all deem, an dat hunn déi sëllegen Visiten, déi ech an deene leschte Wochen a Méint gemaach hunn, mer ëmmer erëm gewisen, solle mer net vergiessen, datt et bei eis am Land ëmmer méi Mënsche gëtt, déi duerch déi sozial Netzer falen an op der Strooss landen. Ganz besonnesch, an dat muss eis alleguerten ze denke ginn, sinn ëmmer méi jonk Mënschen, déi vun Aarmut a sozialer Keelt betraff sinn, an dat zu engem groussen Deel ouni eegent Feelverhalen.

Et ass fir mech schwéierlech akzeptabel, datt an engem Land, wat trotzdeem ee vun deenen héchste Liewensstandard huet, ëmmer méi jonk Mënschen op der Strooss an a soziale Strukturen, a leider och am Prisong zu Schraasseg landen, wou se manifestement net higeheieren. Ech weess, datt et keng einfach Antwerten op dës schwierig Problematik gëtt, dach fillen ech mech perséinlech hei besonnesch beréiert an interpelléiert.

An ech géif dofir wëllen um Schluss vun eiser leschter Sitzung en Appel un eis alleguerten richten, d'Regierung, d'Chamber, awer och d'Zivilgesellschaft dobaussen, datt mer eis an deenen nächste Wochen a Méint mat dëser Problematik ganz besonnesch auserneeetzen an zesummen alles drusetzen, fir Léisungen ze fannen, fir ze vermeiden, datt ëmmer méi besonnesch jonk Mënschen op der Strooss landen.

Dir Dammen an Dir Hären, ganz zum Schluss wëll ech dann op dëser Plaz e ganz häerzleche Merci un all d'Mataarbechter aus dësem Haus an aus deene verschidde Fraktiounen a politesche Sensibilitéite soe fir hiren Asaz am Interessi vun der Chamber an hinne gläichzäiteg eng agréabel Vakanz wënschen, déi se brauchen, fir mat frëscher Energie hire villfältegen Aufgaben an deenen nächste Méint gerecht ze ginn. Iech alleguerten, an och ganz besonnesch de Membere vun der Regierung wënschen ech eng roueg, nodenklech an erhuelensam Vakanz, a freeë mech erëm, lech alleguerten gesond a monter spéitstens am September erëmzugesinn.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - D'Sitzung ass opgehewen.

(Fin de la séance publique à 16.40 heures)

Sommaire des séances publiques N^{os} 43, 44 et 45

| | |
|---|---------------------------|
| Communications | page 596 |
| Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés | page 596 |
| Ordre du jour | pages 596-598 |
| 6148 - Projet de loi modifiant: | |
| 1. la loi modifiée du 22 juin 2000 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures; | |
| 2. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu; | |
| 3. la loi du 21 décembre 2007 concernant le boni enfant; | |
| 4. la loi du 31 octobre 2007 sur le service volontaire des jeunes; | |
| 5. le Code de la Sécurité sociale | pages 598-606 |
| 6113 - Projet de loi portant modification des articles 5 et 9 de la loi modifiée du 30 mai 2005 concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques et de l'article 67-1 du Code d'instruction criminelle | pages 606-611 |
| 6108 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 février 1885 sur les pourvois et la procédure en cassation | pages 611-613 |
| 6154 - Projet de loi portant organisation de la formation à la profession réglementée de l'infirmier responsable de soins généraux et de la formation de sage-femme et portant reconnaissance des titres de certaines professions réglementées, | |
| - transposant les dispositions spécifiques aux professions réglementées d'infirmier responsable de soins généraux, de sage-femme et d'architecte de la Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles, modifiée par la Directive 2006/100/CE du Conseil du 20 novembre 2006 portant adaptation de certaines directives dans le domaine de la libre circulation des personnes en raison de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie; | |
| - modifiant la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé; | |
| - modifiant la loi du 11 janvier 1995 portant réorganisation des écoles publiques et privées d'infirmiers et d'infirmières et réglementant la collaboration entre le Ministère de l'Éducation nationale et le Ministère de la Santé; | |
| - modifiant la loi du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur | pages 613-616 |
| 5861 - Projet de loi portant approbation de l'Amendement de la Convention portant création d'un Conseil de coopération douanière, adopté lors des 109e et 110e sessions du Conseil de coopération douanière le 30 juin 2007 | pages 616-617 |
| 6123 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 30 mai 2005 portant: | |
| 1) organisation de l'Institut Luxembourgeois de Régulation; | |
| 2) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État | pages 618-620 |
| 6147 - Projet de loi | |
| 1) portant introduction de diverses mesures temporaires visant à promouvoir l'emploi et à adapter les modalités d'indemnisation de chômage et complétant ou dérogeant à certaines dispositions du Code du Travail; | |
| 2) modifiant les articles L. 513-3, L. 521-7 et L. 523-1 du Code du Travail; | |
| 3) modifiant la loi modifiée du 17 février 2009 portant 1. modification de l'article L. 511-12 du Code du Travail; 2. dérogation, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L. 511-5, L. 511-7 et L. 511-12 du Code du Travail | pages 620-627 |
| 6110 - Projet de loi ayant pour objet | |
| A) la transposition en droit national de la directive 2007/58/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 modifiant la directive 91/440/CEE du Conseil relative au développement de chemins de fer communautaires et la directive 2001/14/CE concernant la répartition des capacités d'infrastructure ferroviaire et la tarification de l'infrastructure ferroviaire; | |
| B) la création d'un organisme de contrôle du marché ferroviaire; | |
| C) de modifier la loi modifiée du 11 juin 1999 relative à l'accès à l'infrastructure ferroviaire et à son utilisation; | |
| D) de modifier la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire | page 627 |
| 6014 - Projet de loi portant réorganisation de l'Administration des Ponts et Chaussées | pages 627-631 |
| 6114 - Projet de loi portant intégration des activités aériennes dans le système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre et modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004 | |
| 1) établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre | |
| 2) créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto | |
| 3) modifiant l'article 13 bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés | pages 631-632 |
| 6056 - Projet de loi relative aux licences des contrôleurs de la circulation aérienne et transposant la directive 2006/23/CE du 5 avril 2006 du Parlement européen et du Conseil concernant une licence communautaire de contrôleur de la circulation aérienne | pages 632-634 |
| 6096 - Projet de loi portant modification de la loi du 8 juillet 1986 portant réglementation de la mise sur le marché des détergents | pages 634-635 |
| 6143 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative aux incidences du Traité de Lisbonne sur les parlements nationaux | pages 635-636 |
| 5939 - Projet de loi portant réorganisation de la Chambre de Commerce | pages 637-640 |
| Changement de dénomination de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media et des Communications | page 640 |
| 5881C - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 avril 2004 relative à la garantie de conformité | pages 640-641 |
| 6155 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 20 mai 2008 relative à la création d'un Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services | pages 641-642 |
| Question avec débat N°13 de M. Ali Kaes sur l'avenir de la Brasserie de Diekirch | pages 642-643 |
| 6081 - Projet de loi portant modification de la loi du 9 mai 2006 relative aux abus de marché et portant complément de transposition de la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2003 sur les opérations d'initiés et les manipulations de marché (abus de marché) | pages 643-644 page 645 |
| 6130 - Projet de loi modifiant les articles 157, 157bis et 157ter de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu | |
| 1) établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre | |
| 2) créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto | |
| 3) modifiant l'article 13 bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés | pages 644-645 |
| 5667 - Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour des comptes | page 645 |
| Discours de M. le Président | pages 645-647 |

Compte rendu N°1

Clôture de la 2^e session extraordinaire 2009 et ouverture de la session ordinaire 2009-2010 page 1

Composition des organes de la Chambre des Députés page 1

Octroi du titre honorifique de leur fonction à d'anciens députés page 1

Retraits du rôle des affaires de la Chambre des Députés pages 1-3

Discours de M. le Président pages 3-4

Ordre du jour pages 4-5

Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP sur le sommet du G20 à Pittsburgh pages 5-8

5980 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Moldavie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et la fortune et du Protocole y relatif, signés à Chisinau, le 11 juillet 2007

et

5992 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Géorgie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, ainsi que du Protocole y relatif, signé à Luxembourg le 15 octobre 2007 pages 8-9

Communications pages 9-10

Question urgente N°161 de M. Eugène Berger relative à «Belval Plaza» pages 10-11

Débat d'orientation sur les problèmes actuels et les perspectives d'avenir du secteur agricole pages 11-18

5865 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République Démocratique Populaire Lao dans les domaines de la culture, de l'enseignement supérieur et de la recherche, signé à Vientiane, le 16 octobre 2007 pages 18-19

5588 - Projet de loi portant

1. réglementation de quelques méthodes particulières de recherche

2. modification de certaines dispositions du Code pénal et du Code d'instruction criminelle (Second vote constitutionnel) page 19

Question avec débat N°1 de M. Jean Colombero au sujet de la Campagne nationale de vaccination contre le virus de la grippe porcine type A/H1N1 pages 19-21

5846 - Projet de loi sur la mise à disposition par les communes de main-d'œuvre aux sociétés de droit privé opérant dans le domaine de l'électricité et du gaz pages 22-29

5721 - Projet de loi portant approbation de l'Acte final de la Conférence internationale et de la décision de la Conférence sur la Charte de l'Énergie relative à l'amendement des dispositions commerciales du Traité sur la Charte de l'Énergie, adoptés à Bruxelles, les 23 et 24 avril 1998 page 29

Communications page 30

Ordre du jour pages 30-31

Dépôt d'une motion et d'une résolution par Mme Viviane Loschetter page 31

Heure de questions au Gouvernement

- Question N°1 du 27 octobre 2009 de M. Gilles Roth relative à l'offre d'échange d'actions de la société Luxgaz Distribution contre des actions de la société Creos S.A., adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur page 31

- Question N°2 du 27 octobre 2009 de M. Claude Meisch relative au contrôle du système des chèques-services, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration pages 31-32

- Question N°3 du 27 octobre 2009 de Mme Lydie Err relative aux moyens de promotion de la participation égale des femmes et des

hommes à la prise de décision politique, adressée à Mme la Ministre de l'Égalité des Chances page 32

- Question N°4 du 26 octobre 2009 de M. Claude Adam relative aux élections des représentants des parents d'élèves à l'école et du rôle à jouer par ces représentants, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle page 32

- Question N°5 du 27 octobre 2009 de Mme Martine Mergen relative à un album illustré destiné aux enfants de deux ans et édité par le Ministère de l'Éducation nationale dans le cadre de la 2^e édition de la campagne «Raconte-moi», adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale pages 32-33

- Question N°6 du 27 octobre 2009 de M. Gast Gibéryen relative au portail Santé/CRP Santé, adressée à M. le Ministre de la Santé page 33

- Question N°7 du 27 octobre 2009 de M. Claude Haagen relative aux résultats obtenus grâce aux primes «CARE» et «CARE plus» ainsi que sur la reconduction éventuelle de ces dernières au-delà de l'échéance du 31 décembre 2009, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures page 33

- Question N°8 du 26 octobre 2009 de M. Fernand Etgen relative au service de garde et de remplacement en médecine dentaire, adressée à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale pages 33-34

- Question N°9 du 27 octobre 2009 de Mme Lydie Err relative aux nouvelles règles régissant l'utilisation du Novabus, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures page 34

- Question N°10 du 27 octobre 2009 de M. Henri Kox relative à l'état d'avancement des travaux d'aménagement du parc logistique sur le site WSA-Bettembourg/Dudelange, adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur pages 34-35

- Question N°11 du 27 octobre 2009 de M. Claude Meisch relative à la répercussion de l'augmentation du prix de l'eau sur l'inflation, adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur page 35

Ordre du jour page 35

6068 - Projet de loi

1. concernant certaines mesures temporaires visant à atténuer les effets de la crise économique sur l'emploi des jeunes

2. modifiant certaines dispositions du Code du Travail pages 35-45

5856 - Projet de loi a) relatif à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux, b) modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police et c) modifiant l'article 73 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 pages 45-49

Questions urgentes N°208 de M. Xavier Bettel et N°215 de M. Jean Colombero relatives à la campagne d'information sur les risques de la vaccination contre la grippe A (H1N1) pages 49-51

5928 - Projet de loi portant approbation du Traité de Singapour sur le droit des marques, fait à Singapour, le 28 mars 2006, ainsi que de son règlement d'exécution prévu à son article 22;

5929 - Projet de loi portant approbation du Traité sur le droit des marques, fait à Genève, le 27 octobre 1994, ainsi que de son règlement d'exécution prévu à son article 17

et

5930 - Projet de loi portant approbation de l'Acte de Genève de l'Arrangement de La Haye concernant l'enregistrement international des dessins et modèles industriels, adopté à Genève, le 2 juillet 1999, ainsi que de son règlement d'exécution prévu à son article 24 pages 51-52

Ordre du jour page 52

Compte rendu N°2

Motion et résolution de Mme Viviane Loschetter relatives au 90^e anniversaire du droit de vote féminin pages 53-54

Question urgente N°212 de M. André Hoffmann au sujet du plan social chez Villeroy&Boch pages 54-55

Heure d'actualité demandée par le groupe déi gréng sur le bilan et les perspectives futures de la participation luxembourgeoise aux efforts de stabilisation et de reconstruction de l'Afghanistan pages 55-59

Dépôt d'une motion par M. Jacques-Yves Henckes page 59

Débat d'orientation sur le programme de Stockholm pages 59-71

6035 - Projet de loi portant approbation de la Déclaration de certains Gouvernements européens relative à la phase d'exploitation des lanceurs Ariane, Vega et Soyouz au Centre spatial guyanais, faite à Paris, le 30 mars 2007 page 71

Ordre du jour page 71

Compte rendu N°3

Heure d'actualité demandée par le groupe DP sur la mise en pratique de la réforme de l'enseignement fondamental et l'introduction de nouvelles méthodes d'évaluation au sein de l'enseignement fondamental pages 72-75

Motion de M. Jacques-Yves Henckes relative à un moratoire sur le projet d'un tram léger dans la ville de Luxembourg pages 75-76

5988 - Projet de loi portant approbation de l'Accord sur le transport aérien entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et les États-Unis d'Amérique, d'autre part, signé à Bruxelles, le 25 avril 2007 et à Washington, le 30 avril 2007 page 76

5999 - Projet de loi relatif à la construction d'un hall logistique pour la caserne Grand-Duc Jean au Herrenberg à Diekirch pages 76-79

6015 - Projet de loi relative aux services de paiement, à l'activité d'établissement de monnaie électronique et au caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et les systèmes de règlement des opérations sur titres et

- portant transposition de la directive 2007/64/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2007 concernant les services de paiement dans le marché intérieur, modifiant les directives 97/71/CE, 2002/65/CE, 2005/60/CE, ainsi que 2006/48/CE et abrogeant la directive 97/5/CE

- portant modification de:

- la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier

- la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme

- la loi du 18 décembre 2006 sur les services à distance

- la loi modifiée du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux

- la loi du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers

- la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif

- la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier

- la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg

- la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances

- portant abrogation du titre VII de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique pages 79-80

6027 - Projet de loi

- portant transposition

- de la directive 2008/8/CE du Conseil du 12 février 2008 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne le lieu des prestations de services

- de la directive 2008/9/CE du Conseil du 12 février 2008 définissant les modalités de remboursement de la taxe sur la valeur ajoutée, prévues par la directive 2006/112/CE, en faveur des assujettis qui ne sont pas établis dans l'État membre de remboursement, mais dans un autre État membre

- de la directive 2008/117/CE du Conseil du 16 décembre 2008 modifiant la directive 2006/112/CE en vue de lutter contre la fraude fiscale liée aux opérations intracommunautaires

- modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée pages 80-81

Communications page 81

Ordre du jour page 81

Dépôt d'une proposition de loi page 81

Déclaration de politique européenne et étrangère présentée par M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères pages 81-86

Renouvellement du mandat de deux conseillers à la Cour des Comptes page 87

Débat sur la politique européenne et étrangère pages 87-101

Compte rendu N°4

5830 - Projet de loi organisant l'aide sociale pages 102-104

6082 - Débat d'orientation au sujet de la 15^e Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique (UNFCCC) à Copenhague pages 104-117

6079 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État pages 117-122

Ordre du jour page 122

Intervention de M. Xavier Bettel concernant l'annonce du retrait du rôle des affaires du projet de loi 6054 par M. le Ministre François Biltgen dans les médias page 123

Communications page 123

6086 - Proposition de loi concernant des mesures à prendre contre les licenciements économiques abusifs page 123

Ordre du jour page 123

6100 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2010

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget pages 123-127

- Exposé de M. Luc Frieden, Ministre des Finances pages 136-140

6019 - Projet de loi relatif à la mise à niveau des annexes A, B et C du Palais de la Cour de justice des Communautés européennes à Luxembourg-Kirchberg pages 127-128

6043 - Projet de loi relatif à la construction de la Maison des Sciences humaines à Belval pages 128-130

6061 - Projet de loi relative à la construction de la deuxième phase du Laboratoire National de Santé à Dudelange pages 130-131

5823 - Projet de loi sur les permissions de voirie et modifiant la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes pages 131-134

Question avec débat N°4 de M. Jean Huss au sujet de la lutte antitabac de 2006 pages 134-135

Compte rendu N°5

Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés page 141

Ordre du jour page 141

6100 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2010 (suite)

- Discussion générale pages 141-158

Compte rendu N°6

Communications page 159

Dépôt d'une motion par M. Xavier Bettel page 159

6100 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2010

- Discussion générale (suite) pages 159-166

- Vote et motions page 170

Dépôt d'une proposition de loi page 166

5591 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2005;

5740 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2006;

5891 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2007

et

6058 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2008
pages 166-170

Motion de M. Xavier Bettel relative à la création du groupe de travail interinstitutionnel prévu par le programme gouvernemental pour discuter de l'implication, du rôle et des pouvoirs du Conseil d'État
pages 170-172

Communications page 173

Ordre du jour pages 173-174

Heure de questions au Gouvernement

- Question N°16 du 15 décembre 2009 de M. Lucien Lux relative aux voies et moyens permettant de parvenir à un accord international en matière de protection du climat à la Conférence de Copenhague, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État
pages 174-175

- Question N°17 du 15 décembre 2009 de M. Robert Weber relative à la suppression possible d'emplois auprès d'ArcelorMittal en 2010, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration
page 175

- Question N°18 du 14 décembre 2009 de M. André Bauler relative à la contrefaçon de médication, adressée à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale
pages 175-176

- Question N°297 du 4 décembre 2009 de Mme Viviane Loschetter et de M. Félix Braz relative au paiement de salaires suite à l'introduction du statut unique

et

- Question N°19 du 14 décembre 2009 de Mme Claudia Dall'Agnol relative à la problématique des indemnités versées en cas d'incapacité de travail des salariés en rapport avec le travail de nuit, de dimanche et de jours fériés survenue suite à l'introduction du statut unique, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration
page 176

- Question N°20 du 14 décembre 2009 de M. François Bausch relative aux communes qui, avec leur tarification de l'eau, ont déclaré de ne pas se conformer aux dispositions de la loi du 18 décembre 2008, à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région
pages 176-177

- Question N°21 du 15 décembre 2009 de M. Mill Majerus relative à la prise en charge dans les lycées des élèves présentant des troubles de langage, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle
page 177

- Question N°22 du 15 décembre 2009 de M. Fernand Kartheiser relative à la violence domestique, adressée à Mme la Ministre de l'Égalité des Chances
page 177

- Question N°23 du 14 décembre 2009 de M. Claude Haagen relative aux mesures à mettre en œuvre en vue d'endiguer la spéculation financière internationale, dont notamment le prélèvement mondial sur les transactions financières, adressée à M. le Ministre des Finances
pages 177-178

- Question N°24 du 14 décembre 2009 de M. André Bauler relative aux différents taux de cotisations de la mutualité des employeurs, adressée à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale
page 178

Hommage à la mémoire de M. Nic Klecker
page 175

Question N°187 de M. Fernand Etgen au sujet de la restauration du château d'Useldange et le projet pilote «Perception» de l'UNESCO
pages 178-179

Question avec débat N°3 de M. Robert Weber sur le chômage des salariés frontaliers
pages 179-180

5987 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications
pages 180-181

6013 - Projet de loi
1) portant approbation du Traité de Budapest sur la reconnaissance internationale du dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets, fait à Budapest le 28 avril 1977 et modifié le 26 septembre 1980

2) portant modification de la loi du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention, telle que modifiée
pages 181-182

6080 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et

la République d'Arménie relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier et du Protocole d'application, signés à Bruxelles, le 3 juin 2009
page 182

6063 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'évacuation et à l'épuration des eaux usées générées par les communes de la Moselle inférieure
pages 183-186

5954 - Projet de loi relatif aux droits de succession et de mutation par décès et modifiant

- la loi modifiée du 27 décembre 1817 sur le droit de succession

- la loi modifiée du 7 août 1920, sur la majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession

- la loi du 31 janvier 1921 concernant modification de l'article 22 de la loi du 7 août 1920, sur la majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession

- la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement, de succession et de timbre
pages 186-187

5872 - Projet de loi relative à la profession de l'audit et:

- portant transposition de la directive 2006/43/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 concernant les contrôles légaux des comptes annuels et des comptes consolidés et modifiant les directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil, et abrogeant la directive 84/253/CEE du Conseil,

- portant organisation de la profession de l'audit,

- modifiant certaines autres dispositions légales, et

- portant abrogation de la loi modifiée du 28 juin 1984 portant organisation de la profession de réviseur d'entreprises
pages 188-190

6064 - Projet de loi portant modification de la loi du 21 juillet 2006 autorisant le Gouvernement à organiser des classes internationales préparant au diplôme du Baccalauréat international
pages 190-192

6031 - Projet de loi modifiant et complétant

a) la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

b) la loi modifiée du 27 janvier 1972 fixant le régime des employés de l'État;

c) la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;

d) la loi modifiée du 15 juin 1999 portant organisation de l'Institut national d'administration publique
pages 192-196

Discours de fin d'année de M. le Président
page 196

Compte rendu N°7

Discours de M. le Président page 198

Communications page 199

6092 - Proposition de loi visant

- à renforcer le pouvoir budgétaire de la Chambre des Députés,

- à promouvoir la modernisation de la gestion publique,

et portant modification de la loi modifiée du 8 juin 1999

a) sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État;

b) portant modification de la loi du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances;

c) portant modification de la loi modifiée du 16 août 1966 portant organisation des cadres de la trésorerie de l'État, de la caisse générale de l'État et du service de contrôle de la comptabilité des communes et de certains établissements publics (telle qu'elle a été modifiée)
page 199

Ordre du jour pages 199-201

Établissement d'une liste de trois candidats pour le poste de conseiller d'État page 201

Heure de questions au Gouvernement

- Question N°25 du 19 janvier 2010 de Mme Nancy Arendt relative aux mesures d'aides arrêtées par le Gouvernement ainsi qu'au déroulement des opérations de secours prestées par les sauveteurs luxembourgeois, adressée à Mme la Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

et

Question N°26 du 18 janvier 2010 de M. Félix Braz relative aux efforts luxembourgeois en matière d'aides d'urgence et à long terme pour Haïti, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État
pages 201-202

- Question N°27 du 19 janvier 2010 de Mme Claudia Dall'Agnol relative à la position du Gouvernement concernant la suite à donner aux dossiers d'adoption d'enfants haïtiens, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

et

Question N°28 du 19 janvier 2010 de M. Jean Colombero relative aux enfants victimes du tremblement de terre en Haïti, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

et

Question urgente N°383 du 19 janvier 2010 de M. Xavier Bettel relative à l'adoption d'enfants en provenance d'Haïti suite au tremblement de terre, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration et à M. le Ministre de la Justice
pages 202-204

- Question N°29 du 19 janvier 2010 de M. Marc Lies relative à l'élaboration et la mise en œuvre d'un pacte pour le climat et le développement durable pour le Luxembourg, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures
page 204

- Question N°378 du 14 janvier 2010 de M. Marc Spautz relative à la décision de la Caisse nationale des allocations familiales française concernant le versement de certaines aides, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

et

Question N°30 du 15 janvier 2010 de M. Claude Meisch relative aux différentes allocations familiales versées par l'État luxembourgeois à des non-résidents, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration
pages 204-205

- Question N°31 du 18 janvier 2010 de M. Roger Negri relative à l'extension du réseau d'agences régionales de l'Administration de l'Emploi (ADEM), à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration
page 205

- Question N°32 du 18 janvier 2010 de M. Henri Kox relative aux procédures et délais actuellement nécessaires pour le traitement des dossiers d'aides financières étatiques aux personnes privées pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des énergies renouvelables, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
pages 205-206

- Question N°33 du 18 janvier 2010 de M. Fernand Etgen relative aux aides du Gouvernement au secteur agricole suite à la crise économique et financière, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural
page 206

Ordre du jour (suite) page 206

5951 - Projet de loi sur la participation de l'État luxembourgeois au financement des travaux d'infrastructure réalisés dans le cadre de la réouverture au trafic des voyageurs des lignes ferroviaires Virton-Rodange et Arlon-Rodange
pages 206-207

6045 - Projet de loi modifiant la loi du 31 mars 2000 concernant l'administration et l'exploitation du Port de Mertert
pages 207-208

6034 - Projet de loi concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) N°1102/2008 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2008 relatif à l'interdiction des exportations de mercure métallique et de certains composés et mélanges de mercure et au stockage en toute sécurité de cette substance
pages 208-209

6097 - Proposition de modification de l'article 22 du Règlement de la Chambre des Députés
pages 209-211

Heure d'actualité demandée par le groupe déi gréng sur la révision de la loi relative à la réglementation de l'interruption de grossesse
pages 212-215

Dépôt d'une proposition de loi page 213

Dépôt d'un projet de loi page 214

Interpellation de M. Xavier Bettel sur les sujets suivants:

- les problèmes d'application du partenariat,

- l'éventuelle introduction dans la législation luxembourgeoise du mariage et de l'adoption pour les couples homosexuels,

et

Heure d'actualité demandée par le groupe déi gréng sur l'ouverture du mariage aux couples homosexuels
pages 215-222

Question urgente N°396 de Mme Nancy Arendt, épouse Kemp au sujet de l'évolution

de la situation des enfants adoptés haïtiens étant donné qu'une nouvelle secousse vient de toucher Haïti
page 222

5923 - Projet de loi relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux sanctions pécuniaires
pages 222-224

Question avec débat N°2 de M. Henri Kox au sujet des engagements de l'État dans des centrales au charbon
pages 224-225

Dépôt d'une motion par M. Félix Braz
pages 225-226

Question avec débat N°5 de M. Eugène Berger au sujet du passeport énergétique
pages 226-227

Question urgente N°389 de M. Claude Adam relative à la faille de sécurité détectée dans Internet Explorer
page 227

6059 - Projet de loi relatif à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles
pages 227-231

Interpellation de Mme Anne Brasseur au sujet du chantier du Musée de la Forteresse

et

6071 - Projet de loi relatif aux mesures d'achèvement

- du Musée de la Forteresse de Luxembourg dans le réduit du Fort Thüngen, et

- de la mise en valeur de certaines parties de la forteresse du Luxembourg
pages 231-241

Motion déposée par M. Félix Braz
page 241

Compte rendu N°8

Communications page 243

6102 - Proposition de loi portant modification de la loi du 15 novembre 1978 relative à l'information sexuelle, à la prévention de l'avortement clandestin et à la réglementation de l'interruption de la grossesse
page 243

Ordre du jour page 243

Dépôt d'une résolution par M. André Hoffmann
pages 243-244

Ordre du jour (suite) page 244

Dépôt d'une motion par M. Jacques-Yves Henckes
page 244

Ordre du jour (suite) page 244

Motion de M. Jacques-Yves Henckes relative à la stratégie d'achat pour des achats publics durables et un mémo des administrations éco-responsables
page 244

6089 - Projet de loi modifiant et complétant les dispositions de l'article 45 de la loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental
pages 244-245

Motion de M. Jacques-Yves Henckes relative à la stratégie d'achat pour des achats publics durables et un mémo des administrations éco-responsables (suite)
page 245

Heure d'actualité demandée par le groupe déi gréng au sujet de l'éducation aux médias

et

Débat d'orientation sans rapport sur l'aspect «éducation aux médias» du rapport de 2009 de l'Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand (ORK)
pages 246-254

Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP sur l'égalité de salaire entre hommes et femmes
pages 254-257

Dépôt d'une motion par M. Jean Huss
page 258

Dépôt d'une proposition de loi par M. Jacques-Yves Henckes
page 258

5718 - Projet de loi
1. introduisant la responsabilité pénale des personnes morales dans le Code pénal et dans le Code d'instruction criminelle
2. modifiant le Code pénal, le Code d'instruction criminelle et certaines autres dispositions législatives
pages 258-263

6076 - Projet de loi portant approbation du Protocole N°14bis à la Convention de

Table analytique

sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, ouvert à la signature, à Strasbourg, le 27 mai 2009
pages 263-265

Interpellation de M. Jean Huss au sujet de l'évolution dans le domaine des nanotechnologies
pages 265-273

Motion de M. Jean Huss relative à la situation des Droits de l'Homme en Iran
page 273

Résolution de M. André Hoffmann relative à l'avenir de la Brasserie de Luxembourg à Diekirch
page 274

Compte rendu N°9

Retraits du rôle des affaires de la Chambre des Députés
page 275

Communications
page 275

6111 - Proposition de loi relative à l'organisation d'un référendum national concernant la réalisation soit du projet «City-Tunnel» soit du projet «tram léger»
page 275

Ordre du jour
pages 275-276

Dépôt de deux motions par M. Henri Kox
pages 276-277

Débat d'orientation sur l'élimination de toutes formes de discrimination à l'égard des femmes dans la vie politique et publique du pays
pages 277-284

Interpellation de Mme Viviane Loschetter au sujet de la pauvreté des jeunes
pages 284-292

6018 - Projet de loi portant changement de limites entre les communes de Bettembourg et de Roeser
pages 292-293

Heure d'actualité demandée par le groupe DP sur la scolarisation et l'encadrement des enfants atteints de l'ADHS (Attention-Déficit/Hyperactivity Syndrom)
pages 293-296

6098 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2008
pages 296-297

Résolution concernant les comptes de l'exercice 2008 de la Cour des Comptes
page 297

Communications
page 298

6115 - Projet de loi modifiant la loi électorale modifiée du 18 février 2003 et visant à promouvoir une représentation politique paritaire des femmes et des hommes
pages 298-299

Ordre du jour
page 299

Question urgente N°507 de M. Xavier Bettel relative au numéro d'urgence pour les victimes de pédophilie lancé par l'Église catholique luxembourgeoise
page 299

Heure de questions au Gouvernement

- Question N°37 du 16 mars 2010 de M. Jean-Paul Schaaf relative à la réforme projetée des classes supérieures de l'enseignement secondaire et secondaire technique, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle
pages 299-300

- Question N°38 du 15 mars 2010 de M. André Bauler relative à l'évolution des travaux sur le site du futur lycée de Clervaux, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
page 300

- Question N°39 du 16 mars 2010 de M. Claude Haagen relative au site retenu en vue de l'implantation du nouveau stade de football et d'un centre commercial à Livange, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
pages 300-301

- Question N°40 du 16 mars 2010 de M. Claude Adam relative au programme Scolaria, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle
page 301

- Question N°41 du 16 mars 2010 de M. Raymond Weydert relative aux systèmes d'évacuation des eaux usées, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région
pages 301-302

- Question N°42 du 16 mars 2010 de M. Fernand Kartheiser relative aux subsides accordés par le Ministère aux différentes associations au Luxembourg, adressée à Mme la Ministre de l'Égalité des chances
page 302

- Question N°43 du 16 mars 2010 de M. Alex Bodry relative au poste de douane sur l'autoroute A3/A31 à la frontière franco-luxembourgeoise, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
pages 302-303

- Question N°44 du 15 mars 2010 de M. Eugène Berger relative à l'utilisation de logiciels libres dans les administrations étatiques et dans l'enseignement, adressée à M. le Ministre des Communications et des Médias
page 303

- Question N°45 du 16 mars 2010 de M. Lucien Clement relative au Plan général de gestion des déchets, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures
page 303

- Question N°46 du 16 mars 2010 de M. Camille Gira relative aux consignes ministérielles en matière de prix de l'eau potable, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région
pages 303-304

Question avec débat N°8 de M. Claude Adam au sujet de l'évolution de l'école de recherche «Eis Schoul»
pages 304-305

Question avec débat N°9 de M. Claude Adam au sujet de l'évolution du lycée-pilote «Neie Lycée»

et

Question N°492 de M. Ben Fayot sur la réorientation des élèves sortant du «Neie Lycée»
pages 305-306

Motion de M. Henri Kox relative à l'interdiction de la mise en culture, de la transformation et de la vente des quatre nouvelles variétés d'OGM autorisés par la Commission européenne en date du 2 mars 2010

et

Motion de M. Henri Kox relative au respect d'un moratoire sur l'autorisation et la ré-autorisation d'OGM jusqu'à la conclusion des réflexions exigées par les Ministres de l'Environnement en décembre 2008 et l'entrée en vigueur d'une nouvelle procédure d'autorisation renforcée et d'évaluation scientifique des effets sanitaires, environnementaux et socio-économiques
pages 306-308

5942 - Projet de loi portant modification des articles L. 010-1, L. 141-1, L. 142-2 et L. 142-3 du Code du Travail
pages 308-312

5798 - Projet de loi portant approbation de l'Accord multilatéral entre la Communauté européenne et ses États membres, la République d'Albanie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine, la Bosnie-Herzégovine, la République de Bulgarie, la République de Croatie, la République d'Islande, la République du Monténégro, le Royaume de Norvège, la Roumanie, la République de Serbie, et la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo sur la création d'un espace aérien commun européen (EACE), signé à Luxembourg, le 9 juin 2006
page 312

6107 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire
pages 312-314

Question avec débat N°7 de M. Fernand Kartheiser au sujet du transfert de la «Gëlle Fra» à Shanghai pendant l'exposition universelle
pages 314-315

Compte rendu N°10

Poursuite de la procédure législative de propositions de loi et de propositions de révision de la Constitution
pages 317-318

6072 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias et de la loi du 3 août 1998 sur la promotion de la presse écrite
pages 318-324

Question urgente N°514 de M. Claude Haagen relative à la Brasserie de Luxembourg
page 324

6037 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias et de la loi du 3 août 1998 sur la promotion de la presse écrite
pages 324-326

Dépôt d'une motion par M. Jean Colombara
page 326

6037 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias et de la loi du 3 août 1998 sur la promotion de la presse écrite (suite)
pages 326-328

Poursuite de la procédure législative de propositions de loi et de propositions de révision de la Constitution (suite)
pages 328-329

Retraits du rôle des affaires de la Chambre des Députés
page 329

5849 - Projet de loi: (1) portant approbation du protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, adopté par l'Assemblée Générale de l'Organisation des Nations Unies à New York, le 18 décembre 2002; et (2) portant désignation du médiateur en tant que mécanisme national de prévention et fixant ses attributions
pages 329-331

6001 - Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel au Traité relatif à l'institution et au statut d'une Cour de Justice Benelux concernant la protection juridictionnelle des personnes au service de l'Organisation Benelux de la Propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), signé à Bruxelles, le 24 octobre 2008
page 331

6074 - Projet de loi portant modification de l'article 127 du Code d'instruction criminelle
pages 331-332

6106 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de l'Inde, signée à Luxembourg, le 30 septembre 2009
page 332

Motion de M. Jean Colombara relative aux travaux à effectuer sur la RN7
page 332

Question avec débat N°6 de M. Fernand Kartheiser au sujet de la fermeture d'ambassades au Luxembourg
pages 332-333

Déclaration de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, sur la politique de coopération et d'action humanitaire
pages 333-347

Poursuite de la procédure législative de propositions de loi et de propositions de révision de la Constitution
page 336

Compte rendu N°11

Hommage à la mémoire de M. Robert Angel, député honoraire
page 348

Hommage aux victimes de la catastrophe aérienne du 10 avril 2010 à Smolensk
pages 348-349

Communications
page 349

Ordre du jour
page 349

Heure de questions au Gouvernement

- Question N°51 du 20 avril 2010 de M. Gilles Roth relative à l'application du système TMC (Traffic Message Channel) au Luxembourg, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
pages 349-350

- Question N°52 du 18 avril 2010 de M. Eugène Berger relative aux répercussions financières du nuage de cendres volcaniques sur les compagnies aériennes au Luxembourg ainsi que sur le dispositif à prendre afin de faciliter le rapatriement des citoyens luxembourgeois bloqués à l'étranger, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

et

Question N°53 du 19 avril 2010 de M. Claude Haagen relative aux multiples conséquences suite à l'éruption du volcan islandais amenant 27 pays à restreindre ou fermer leur espace aérien, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
pages 350-351

- Question N°54 du 20 avril 2010 de M. François Bausch relative à une baisse de vitesse sur les autoroutes du Grand-Duché et notamment la A3, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
page 351

- Question N°55 du 20 avril 2010 de M. Marc Angel relative à la procédure commodo/incommodo pour l'aéroport Findel et sur la gestion du bruit en relation avec les activités aéroportuaires, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
page 351

- Question N°56 du 20 avril 2010 de M. Fernand Kartheiser relative aux tarifs dans les transports publics, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
pages 351-352

- Question N°57 du 19 avril 2010 de M. André Bauler relative à la mise en place de mesures préventives contre d'éventuelles courses folles dans les établissements scolaires, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle
page 352

- Question parlementaire N°303 du 7 décembre 2009 de Mme Anne Brasseur relative aux cycles à pédalage assisté, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
page 352

- Question avec débat N°10 de Mme Claudia Dall'Agnol au sujet de l'organisation et du fonctionnement des services de secours
pages 353-354

5899 - Projet de loi portant réforme de l'assurance accident et modifiant:

1. le Code de la sécurité sociale;
2. la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois;
3. la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État;
4. le Code du travail;
5. la loi du 18 avril 2008 modifiée concernant le renouvellement du soutien au développement rural;
6. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

pages 354-360

Ordre du jour (suite)
page 360

6066 - Projet de loi portant approbation de l'Accord international de 2006 sur les bois tropicaux, fait à Genève, le 27 janvier 2006
pages 360-361

6099 - Projet de loi modifiant la loi du 2 décembre 1987 portant réglementation de la médecine scolaire
pages 361-365

5995 - Projet de loi portant

1. modification de la loi du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique,
2. modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,
3. modification de la loi du 9 juillet 2007 portant 1) création d'un lycée à Luxembourg-Dommeldange 2) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,
4. abrogation de la loi du 10 août 1991 portant
 - 1) création de la fonction d'instituteur d'économie familiale;
 - 2) modification de la loi modifiée du 10 août 1912 concernant l'organisation de l'enseignement primaire;
 - 3) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des fonctionnaires de l'État;
 - 4) modification de la loi du 6 septembre 1983 portant
 - a) réforme de la formation des instituteurs;
 - b) création d'un Institut supérieur d'études et de recherches pédagogiques;
 - c) modification de l'organisation de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire

6026 - Projet de loi relatif aux bibliothèques publiques
pages 371-379

6048 - Projet de loi
- portant transposition de la directive 2006/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 relative aux machines et modifiant la directive 95/16/CE (refonte);
- concernant la mise à disposition de machines;
- concernant les machines d'occasion
pages 379-380

Compte rendu N°12

Ordre du jour
page 381

Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État
pages 381-385

Hommage à la mémoire de M. Joseph Weirich, député honoraire
page 385

Communications
page 385

Débat sur l'état de la nation
pages 385-412

Compte rendu N°13

Dépôt d'un projet de loi
page 413

Communications
page 413

Retraits du rôle des affaires de la Chambre des Députés
page 413

Ordre du jour
pages 413-414

Dépôt d'une résolution par M. Jean Huss
page 414

Ordre du jour (suite)
page 414

Interpellation de M. Claude Meisch au sujet de l'avenir de notre place financière;

Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP sur la régulation des marchés financiers et l'introduction d'une taxe sur les transactions financières

et

Heure d'actualité demandée par le groupe CSV sur le contrôle des politiques budgétaires nationales par la soumission des

projets de budgets des pays européens à un contrôle ou une concertation ex ante au niveau européen pages 414-429

Débat d'orientation sur la réforme du système de pension pages 430-442

Ordre du jour page 442

Résolution de M. Jean Huss relative à l'attaque de l'armée israélienne sur la «Gaza Freedom Flotilla» pages 443-445

Question avec débat N°11 de M. Fernand Kartheiser au sujet de l'assaut militaire israélien contre la «flottille Gaza» page 445

5956 - Projet de loi portant modification de la loi du 13 mars 2007 autorisant la participation de l'État à la reconstruction de l'Aile Centrale, à la rénovation, la transformation et la modernisation de l'Aile Cité du Centre intégré pour personnes âgées de la Fondation J.-P. Pescatore pages 445-446
page 448

6038 - Projet de loi portant modification de la loi du 13 décembre 2004 autorisant la participation de l'État à la construction d'une maison de soins pour personnes atteintes de troubles psychogériatriques à Erpeldange/Ettelbruck pages 447-448

6120 - Projet de loi modifiant la dénomination du Lycée technique Nic. Biever et étendant son offre scolaire à la division supérieure de l'enseignement secondaire pages 448-450

6055 - Projet de loi portant approbation de la Convention de La Haye du 19 octobre 1996 concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants pages 450-452

6122 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 24 décembre 2002 relative aux produits biocides pages 452-456

Compte rendu N°14

Communications pages 457-458

Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés page 458

Ordre du jour page 458

Heure de questions au Gouvernement

- Question N°58 du 8 juin 2010 de M. Marc Spautz relative aux conditions médicales à remplir en vue de l'obtention d'un permis de conduire des catégories C à F, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures page 458

- Question N°59 du 7 juin 2010 de M. André Bauler relative à la mise en place d'internats dans l'enseignement fondamental, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle page 458

- Question N°60 du 8 juin 2010 de M. Claude Haagen relative à la périodicité des contrôles techniques des véhicules routiers, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures pages 458-459

- Question N°61 du 8 juin 2010 de M. Claude Adam relative au classement des candidats postulant pour un poste d'instituteur ou d'institutrice de l'enseignement fondamental déclaré vacant sur la 2^e liste, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle page 459

- Question N°62 du 8 juin 2010 de M. Roger Negri relative aux travaux de réfection du Pont Adolphe, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures page 459

- Question N°63 du 8 juin 2010 de M. Gast Gibéryen relative à l'échangeur «Helleng», adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures pages 459-460

- Question N°64 du 7 juin 2010 de M. Xavier Bettel relative aux mesures de sécurité dans les bâtiments judiciaires, adressée à M. le Ministre de la Justice page 460

- Question N°66 du 7 juin 2010 de M. Eugène Berger relative à l'utilisation de connexions internet sans fil non sécurisées par des personnes privées, adressée à M. le Ministre des Communications et des Médias pages 460-461

- Question N°65 du 8 juin 2010 de M. Camille Gira relative à la tarification de l'eau, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région page 461

- Question N°67 du 8 juin 2010 de M. Gast Gibéryen relative aux trains surchargés lors des heures de pointe, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures pages 461-462

- Question N°68 du 8 juin 2010 de M. Eugène Berger relative à l'état d'avancement des plans sectoriels, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures page 462

Heure d'actualité demandée par le groupe déi gréng sur l'élaboration d'un plan de développement culturel pluriannuel pages 462-466

Interpellation de M. Félix Braz au sujet des systèmes de vidéosurveillance sur le territoire luxembourgeois pages 466-475

5787 - Projet de loi portant
1. fixation des conditions d'engagement et de travail des chargés d'éducation à durée déterminée et à tâche complète ou partielle des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique,
2. fixation des modalités, du programme et du déroulement de la formation spécifique des chargés d'éducation à durée indéterminée et à durée déterminée et à tâche complète ou partielle,
3. création d'une réserve nationale de chargés d'enseignement pour les établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique,
4. modification de la loi du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique pages 475-478

6094 - Projet de loi portant approbation des Accords entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et certains pays tiers concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements pages 478-479

6116 - Projet de loi portant approbation des Statuts de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA), faits à Bonn, le 26 janvier 2009 pages 479-480

6121 - Projet de loi portant modification de la loi du 11 juillet 1996 portant organisation d'une formation menant au brevet de maîtrise et fixation des conditions d'obtention du titre et du brevet de maîtrise pages 480-481

Motion N°1 de M. Claude Adam sur l'éducation aux médias dans l'enseignement fondamental et secondaire page 481

6117 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée page 482

6129 - Débat d'orientation relatif à l'avant-projet de Plan national de développement durable pages 482-496

Débat d'orientation sur la stratégie communautaire «Europe 2020» pages 496-510

Compte rendu N°15

Communications page 511

Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés page 511

Ordre du jour pages 511-512

Heure de questions au Gouvernement

- Question N°69 du 29 juin 2010 de M. Marcel Oberweis relative au projet de plans d'action de lutte contre le bruit, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures page 512

- Question N°70 du 28 juin 2010 de M. Eugène Berger relative à la réintégration d'élèves ayant abandonné leur formation professionnelle dans le système scolaire, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle page 512

- Question N°71 du 29 juin 2010 de M. Ben Fayot relative aux suites réservées à la déclaration du Gouvernement du 5 mai 2010, et plus particulièrement sur les affirmations concernant la construction d'une nouvelle Bibliothèque nationale, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures pages 512-513

- Question N°72 du 29 juin 2010 de M. Félix Braz relative à l'accord SWIFT entre les États-Unis et l'Union européenne, adressée à M. le Ministre de la Justice page 513

- Question N°73 du 29 juin 2010 de M. Marc Angel relative à la possibilité des communes de tenir une comptabilité commerciale, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région pages 513-514

- Question N°74 du 28 juin 2010 de M. Fernand Kartheiser relative à la campagne d'information «Ech si MEGA», adressée à Mme la Ministre de l'Égalité des chances page 514

- Question N°75 du 29 juin 2010 de M. Roger Negri relative au rapport du «Fahrgastforum» de 2008, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures pages 514-515

- Question N°76 du 28 juin 2010 de M. Claude Meisch relative à la déclaration du Président de la République Française suite au sommet du G20 à Toronto concernant l'introduction d'une taxe bancaire par la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne, adressée à M. le Ministre des Finances page 515

- Question N°77 du 29 juin 2010 de M. Fernand Diederich relative aux frais d'inscription aux cours demandés par le Conservatoire du Nord aux élèves non résidents des communes d'Ettelbruck ou de Diekirch, adressée à Mme la Ministre de la Culture page 515

- Question N°78 du 29 juin 2010 de M. Félix Braz relative à l'achat de roquettes anti-char par l'armée, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région (lire: Ministre de la Défense) pages 515-516

6065 - Projet de loi relatif aux travaux de mise en valeur des hauts fourneaux A et B de Belval pages 516-520

Heure d'actualité demandée par le groupe DP sur le phénomène de harcèlement moral («mobbing») dans notre société pages 520-523

Dépôt d'une résolution par M. André Bauler page 524

Débat d'orientation sur les propositions gouvernementales de maintien et de développement de la compétitivité et de l'attractivité générale du Luxembourg pour les acteurs économiques présents et pour les futurs investisseurs potentiels pages 524-543

Résolution de M. André Bauler relative à l'analyse et à la discussion du harcèlement moral au sein de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports et de la Commission du Travail et de l'Emploi et invitation aux réunions de commission des partenaires concernés et des experts page 544

Dépôt d'un projet de loi page 544

6142 - Projet de loi relative à l'octroi de la garantie de l'État dans le cadre de l'instrument européen de stabilisation de la zone euro pages 544-549

6062 - Projet de loi transposant, pour les professions de médecin, de médecin-dentiste, de médecin-vétérinaire, de pharmacien et de certaines autres professions de santé, les dispositions de la directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles et de la directive 2006/100/CE portant adaptation de certaines directives dans le domaine de la circulation des personnes, en raison de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie, et modifiant 1. la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire; 2. la loi du 31 juillet 1991 déterminant les conditions d'autorisation d'exercer la profession de pharmacien; 3. la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé; 4. la loi du 11 janvier 1995 portant réorganisation des écoles publiques et privées d'infirmiers et d'infirmières et réglementant la collaboration entre le ministère de l'Éducation nationale et le ministère de la Santé pages 549-554

Heure d'actualité demandée par le groupe déi gréng sur la prévention sous le point de vue des causes environnementales du cancer et sur la lutte au niveau international pour une meilleure réglementation concernant les produits chimiques pages 554-557

Compte rendu N°16

Communications page 558

Ordre du jour pages 558-559

Débat d'orientation sur le programme de travail de la Commission européenne pages 559-566

Motion de M. Félix Braz sur le respect des droits de l'Homme en République populaire de Chine pages 566-567
page 569

6140 - Projet de loi modifiant la loi du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle pages 567-569

6095 - Projet de loi portant approbation de l'Accord euro-méditerranéen relatif aux services aériens entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part et le Royaume du Maroc, d'autre part, signé à Bruxelles, le 12 décembre 2006 et de ses Annexes page 569

Heure d'actualité demandée par le groupe déi gréng sur la réorganisation des lignes d'autobus RGTR suite aux déclarations gouvernementales pages 570-573

Débat d'orientation sur le rapport d'activité du Médiateur (2008-2009) pages 573-584

5904 - Projet de loi portant modification - de la loi du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats - du Code du Travail

- de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État
- de la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État
- de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux
- de la loi modifiée du 7 août 1920 portant majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession
- de la loi modifiée du 27 décembre 1817 sur le droit de succession et
- de la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement, de succession et de timbre pages 585-590

Question avec débat N°12 de M. Xavier Bettel au sujet du Service d'aide aux Victimes d'infractions pénales pages 590-591

6105 - Projet de loi portant transposition de la directive 2007/2/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2007 établissant une infrastructure d'information géographique dans la Communauté européenne (INSPIRE) en droit national pages 591-592

Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP sur la mise en œuvre et l'évaluation de la loi du 21 septembre 2006 sur le bail à loyer et de la loi du 22 octobre 2008 concernant le pacte logement pages 592-595

Compte rendu N°17

Communications page 596

Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés page 596

Ordre du jour pages 596-598

6148 - Projet de loi modifiant:
1. la loi modifiée du 22 juin 2000 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures;
2. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
3. la loi du 21 décembre 2007 concernant le boni enfant;
4. la loi du 31 octobre 2007 sur le service volontaire des jeunes;
5. le Code de la Sécurité sociale pages 598-606

6113 - Projet de loi portant modification des articles 5 et 9 de la loi modifiée du 30 mai 2005 concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques et de l'article 67-1 du Code d'instruction criminelle pages 606-611

6108 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 février 1885 sur les pourvois et la procédure en cassation pages 611-613

6154 - Projet de loi portant organisation de la formation à la profession réglementée de l'infirmier responsable de soins généraux et de la formation de sage-femme et portant reconnaissance des titres de certaines professions réglementées,

- transposant les dispositions spécifiques aux professions réglementées d'infirmier responsable de soins généraux, de sage-femme et d'architecte de la Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles, modifiée par la Directive 2006/100/CE du Conseil du 20 novembre 2006 portant adaptation de certaines directives dans le domaine de la libre circulation des personnes en raison de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie;
- modifiant la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé;
- modifiant la loi du 11 janvier 1995 portant réorganisation des écoles publiques et privées d'infirmiers et d'infirmières et réglementant la collaboration entre le Ministère de l'Éducation nationale et le Ministère de la Santé;
- modifiant la loi du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur pages 613-616

5861 - Projet de loi portant approbation de l'Amendement de la Convention portant création d'un Conseil de coopération douanière, adopté lors des 109^e et 110^e sessions du Conseil de coopération douanière le 30 juin 2007 pages 616-617

6123 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 30 mai 2005 portant:

1) organisation de l'Institut Luxembourgeois de Régulation;
2) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État pages 618-620

6147 - Projet de loi

1) portant introduction de diverses mesures temporaires visant à promouvoir l'emploi et à adapter les modalités d'indemnisation de chômage et complétant ou dérogeant à certaines dispositions du Code du Travail;
2) modifiant les articles L. 513-3, L. 521-7 et L. 523-1 du Code du Travail;
3) modifiant la loi modifiée du 17 février 2009 portant 1. modification de l'article L. 511-12 du Code du Travail; 2. dérogation, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L. 511-5, L. 511-7 et L. 511-12 du Code du Travail pages 620-627

6110 - Projet de loi ayant pour objet
A) la transposition en droit national de la directive 2007/58/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 modifiant la directive 91/440/CEE du Conseil relative au développement de chemins de fer communautaires et la directive 2001/14/CE concernant la répartition des capacités d'infrastructure ferroviaire et la tarification de l'infrastructure ferroviaire;
B) la création d'un organisme de contrôle du marché ferroviaire;
C) de modifier la loi modifiée du 11 juin 1999 relative à l'accès à l'infrastructure ferroviaire et à son utilisation;
D) de modifier la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire page 627

6014 - Projet de loi portant réorganisation de l'Administration des Ponts et Chaussées pages 627-631

6114 - Projet de loi portant intégration des activités aériennes dans le système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre et modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004
1) établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre
2) créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto
3) modifiant l'article 13 bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés pages 631-632

6056 - Projet de loi relative aux licences des contrôleurs de la circulation aérienne et transposant la directive 2006/23/CE du 5 avril 2006 du Parlement européen et du Conseil concernant une licence communautaire de contrôleur de la circulation aérienne pages 632-634

6096 - Projet de loi portant modification de la loi du 8 juillet 1986 portant réglementation de la mise sur le marché des détergents pages 634-635

6143 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative aux incidences du Traité de Lisbonne sur les parlements nationaux pages 635-637

5939 - Projet de loi portant réorganisation de la Chambre de Commerce pages 637-640

Changement de dénomination de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias et des Communications page 640

5881C - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 avril 2004 relative à la garantie de conformité pages 640-641

6155 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 20 mai 2008 relative à la création d'un Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services pages 641-642

Question avec débat N°13 de M. Ali Kaes sur l'avenir de la Brasserie de Diekirch pages 642-643

6081 - Projet de loi portant modification de la loi du 9 mai 2006 relative aux abus de marché et portant complément de transpo-

sition de la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2003 sur les opérations d'initiés et les manipulations de marché (abus de marché)

pages 643-644
page 645

6130 - Projet de loi modifiant les articles 157, 157bis et 157ter de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

1) établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre
2) créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto

3) modifiant l'article 13 bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés pages 644-645

5667 - Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour des comptes page 645

Discours de M. le Président

pages 645-647

Heures de questions au Gouvernement:

Compte rendu N°1

- Question N°1 du 27 octobre 2009 de M. Gilles Roth relative à l'offre d'échange d'actions de la société Luxgaz Distribution contre des actions de la société Creos S.A., adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur page 31

- Question N°2 du 27 octobre 2009 de M. Claude Meisch relative au contrôle du système des chèques-services, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration pages 31-32

- Question N°3 du 27 octobre 2009 de Mme Lydie Err relative aux moyens de promotion de la participation égale des femmes et des hommes à la prise de décision politique, adressée à Mme la Ministre de l'Égalité des Chances page 32

- Question N°4 du 26 octobre 2009 de M. Claude Adam relative aux élections des représentants des parents d'élèves à l'école et du rôle à jouer par ces représentants, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle page 32

- Question N°5 du 27 octobre 2009 de Mme Martine Mergen relative à un album illustré destiné aux enfants de deux ans et édité par le Ministère de l'Éducation nationale dans le cadre de la 2^e édition de la campagne «Raconte-moi», adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale pages 32-33

- Question N°6 du 27 octobre 2009 de M. Gast Gibéryen relative au portail Santé/CRP Santé, adressée à M. le Ministre de la Santé page 33

- Question N°7 du 27 octobre 2009 de M. Claude Haagen relative aux résultats obtenus grâce aux primes «CARE» et «CARE plus» ainsi que sur la reconduction éventuelle de ces dernières au-delà de l'échéance du 31 décembre 2009, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures page 33

- Question N°8 du 26 octobre 2009 de M. Fernand Etgen relative au service de garde et de remplacement en médecine dentaire, adressée à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale pages 33-34

- Question N°9 du 27 octobre 2009 de Mme Lydie Err relative aux nouvelles règles régissant l'utilisation du Novabus, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures page 34

- Question N°10 du 27 octobre 2009 de M. Henri Kox relative à l'état d'avancement des travaux d'aménagement du parc logistique sur le site WSA-Bettembourg/Dudelange, adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur pages 34-35

- Question N°11 du 27 octobre 2009 de M. Claude Meisch relative à la répercussion de l'augmentation du prix de l'eau sur l'inflation, adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur page 35

Compte rendu N°6

- Question N°16 du 15 décembre 2009 de M. Lucien Lux relative aux voies et moyens permettant de parvenir à un accord international en matière de protection du climat à la Conférence de Copenhague, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État pages 174-175

- Question N°17 du 15 décembre 2009 de M. Robert Weber relative à la suppression possible d'emplois auprès d'ArcelorMittal en 2010, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration page 175

- Question N°18 du 14 décembre 2009 de M. André Bauler relative à la contrefaçon de médication, adressée à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale pages 175-176

- Question N°19 du 14 décembre 2009 de Mme Claudia Dall'Agnol relative à la problématique des indemnités versées en cas d'incapacité de travail des salariés en rapport avec le travail de nuit, de dimanche et de jours fériés survenue suite à l'introduction du statut unique, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration page 176

- Question N°20 du 14 décembre 2009 de M. François Bausch relative aux communes qui, avec leur tarification de l'eau, ont déclaré de ne pas se conformer aux dispositions de la loi du 18 décembre 2008, à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région pages 176-177

- Question N°21 du 15 décembre 2009 de M. Mill Majerus relative à la prise en charge dans les lycées des élèves présentant des troubles de langage, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle page 177

- Question N°22 du 15 décembre 2009 de M. Fernand Kartheiser relative à la violence domestique, adressée à Mme la Ministre de l'Égalité des Chances page 177

- Question N°23 du 14 décembre 2009 de M. Claude Haagen relative aux mesures à mettre en œuvre en vue d'endiguer la spéculation financière internationale, dont notamment le prélèvement mondial sur les transactions financières, adressée à M. le Ministre des Finances pages 177-178

- Question N°24 du 14 décembre 2009 de M. André Bauler relative aux différents taux de cotisations de la mutualité des employeurs, adressée à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale page 178

Compte rendu N°7

- Question N°25 du 19 janvier 2010 de Mme Nancy Arendt relative aux mesures d'aides arrêtées par le Gouvernement ainsi qu'au déroulement des opérations de secours prestées par les sauveteurs luxembourgeois, adressée à Mme la Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire et

Question N°26 du 18 janvier 2010 de M. Félix Braz relative aux efforts luxembourgeois en matière d'aides d'urgence et à long terme pour Haïti, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État pages 201-202

- Question N°27 du 19 janvier 2010 de Mme Claudia Dall'Agnol relative à la position du Gouvernement concernant la suite à donner aux dossiers d'adoption d'enfants haïtiens, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration et

Question N°28 du 19 janvier 2010 de M. Jean Colomera relative aux enfants victimes du tremblement de terre en Haïti, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration pages 202-204

- Question N°29 du 19 janvier 2010 de M. Marc Lies relative à l'élaboration et la mise en œuvre d'un pacte pour le climat et le développement durable pour le Luxembourg, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures page 204

- Question N°30 du 15 janvier 2010 de M. Claude Meisch relative aux différentes allocations familiales versées par l'État luxembourgeois à des non-résidents, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration pages 204-205

- Question N°31 du 18 janvier 2010 de M. Roger Negri relative à l'extension du réseau d'agences régionales de l'Administration de l'Emploi (ADEM), à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration page 205

- Question N°32 du 18 janvier 2010 de M. Henri Kox relative aux procédures et délais actuellement nécessaires pour le traitement des dossiers d'aides financières étatiques aux personnes privées pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des énergies renouvelables, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures pages 205-206

- Question N°33 du 18 janvier 2010 de M. Fernand Etgen relative aux aides du Gouvernement au secteur agricole suite à la crise économique et financière, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural page 206

Compte rendu N°9

- Question N°37 du 16 mars 2010 de M. Jean-Paul Schaaf relative à la réforme projetée des classes supérieures de l'enseignement secondaire et secondaire technique, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle pages 299-300

- Question N°38 du 15 mars 2010 de M. André Bauler relative à l'évolution des travaux sur le site du futur lycée de Clervaux, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures page 300

- Question N°39 du 16 mars 2010 de M. Claude Haagen relative au site retenu en vue de l'implantation du nouveau stade de football et d'un centre commercial à Livange, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures pages 300-301

- Question N°40 du 16 mars 2010 de M. Claude Adam relative au programme Scolaria, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle page 301

- Question N°41 du 16 mars 2010 de M. Raymond Weydert relative aux systèmes d'évacuation des eaux usées, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région pages 301-302

- Question N°42 du 16 mars 2010 de M. Fernand Kartheiser relative aux subsides accordés par le Ministère aux différentes associations au Luxembourg, adressée à Mme la Ministre de l'Égalité des chances page 302

- Question N°43 du 16 mars 2010 de M. Alex Bodry relative au poste de douane sur l'autoroute A3/A31 à la frontière franco-luxembourgeoise, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures pages 302-303

- Question N°44 du 15 mars 2010 de M. Eugène Berger relative à l'utilisation de logiciels libres dans les administrations étatiques et dans l'enseignement, adressée à M. le Ministre des Communications et des Médias page 303

- Question N°45 du 16 mars 2010 de M. Lucien Clement relative au Plan général de gestion des déchets, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures page 303

- Question N°46 du 16 mars 2010 de M. Camille Gira relative aux consignes ministérielles en matière du prix de l'eau potable, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région pages 303-304

Compte rendu N°11

- Question N°51 du 20 avril 2010 de M. Gilles Roth relative à l'application du système TMC (Traffic Message Channel) au Luxembourg, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures pages 349-350

- Question N°52 du 18 avril 2010 de M. Eugène Berger relative aux répercussions financières du nuage de cendres volcaniques sur les compagnies aériennes au Luxembourg ainsi que sur le dispositif à prendre afin de faciliter le rapatriement des citoyens luxembourgeois bloqués à l'étranger, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et

Question N°53 du 19 avril 2010 de M. Claude Haagen relative aux multiples conséquences suite à l'éruption du volcan islandais amenant 27 pays à restreindre ou fermer leur espace aérien, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures pages 350-351

- Question N°54 du 20 avril 2010 de M. François Bausch relative à une baisse de vitesse sur les autoroutes du Grand-Duché et notamment la A3, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures page 351

- Question N°55 du 20 avril 2010 de M. Marc Angel relative à la procédure commodo/incommodo pour l'aéroport Findel et sur la gestion du bruit en relation avec les activités aéroportuaires, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures page 351

- Question N°56 du 20 avril 2010 de M. Fernand Kartheiser relative aux tarifs dans les transports publics, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures pages 351-352

- Question N°57 du 19 avril 2010 de M. André Bauler relative à la mise en place de mesures préventives contre d'éventuelles courses folles dans les établissements scolaires, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle page 352

Compte rendu N°14

- Question N°58 du 8 juin 2010 de M. Marc Spautz relative aux conditions médicales à remplir en vue de l'obtention d'un permis de conduire des catégories C à F, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures page 458

- Question N°59 du 7 juin 2010 de M. André Bauler relative à la mise en place d'internats dans l'enseignement fondamental, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle page 458

- Question N°60 du 8 juin 2010 de M. Claude Haagen relative à la périodicité des contrôles techniques des véhicules routiers, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures pages 458-459

- Question N°61 du 8 juin 2010 de M. Claude Adam relative au classement des candidats postulant pour un poste d'instituteur ou d'institutrice de l'enseignement fondamental déclaré vacant sur la 2^e liste, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle page 459

- Question N°62 du 8 juin 2010 de M. Roger Negri relative aux travaux de réfection du Pont Adolphe, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures page 459

- Question N°63 du 8 juin 2010 de M. Gast Gibéryen relative à l'échangeur «Helleng», adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures pages 459-460

- Question N°64 du 7 juin 2010 de M. Xavier Bettel relative aux mesures de sécurité dans les bâtiments judiciaires, adressée à M. le Ministre de la Justice page 460

- Question N°65 du 8 juin 2010 de M. Camille Gira relative à la tarification de l'eau, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région page 461

- Question N°66 du 7 juin 2010 de M. Eugène Berger relative à l'utilisation de connexions internet sans fil non sécurisées par des personnes privées, adressée à M. le Ministre des Communications et des Médias pages 460-461

- Question N°67 du 8 juin 2010 de M. Gast Gibéryen relative aux trains surchargés lors des heures de pointe, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures pages 461-462

- Question N°68 du 8 juin 2010 de M. Eugène Berger relative à l'état d'avancement des plans sectoriels, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures page 462

Compte rendu N°15

- Question N°69 du 29 juin 2010 de M. Marcel Oberweis relative au projet de plans d'action de lutte contre le bruit, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures page 512

- Question N°70 du 28 juin 2010 de M. Eugène Berger relative à la réintégration d'élèves ayant abandonné leur formation professionnelle dans le système scolaire, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle page 512

- Question N°71 du 29 juin 2010 de M. Ben Fayot relative aux suites réservées à la déclaration du Gouvernement du 5 mai 2010, et plus particulièrement sur les affirmations concernant la construction d'une nouvelle Bibliothèque nationale, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures pages 512-513

- Question N°72 du 29 juin 2010 de M. Félix Braz relative à l'accord SWIFT entre les États-Unis et l'Union européenne, adressée à M. le Ministre de la Justice page 513

- Question N°73 du 29 juin 2010 de M. Marc Angel relative à la possibilité des communes de tenir une comptabilité commerciale, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région pages 513-514

- Question N°74 du 28 juin 2010 de M. Fernand Kartheiser relative à la campagne d'information «Ech si MEGA», adressée à Mme la Ministre de l'Égalité des chances page 514

- Question N°75 du 29 juin 2010 de M. Roger Negri relative au rapport du «Fahrgastforum» de 2008, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures pages 514-515

- Question N°76 du 28 juin 2010 de M. Claude Meisch relative à la déclaration du Président de la République Française suite au sommet du G20 à Toronto concernant l'introduction d'une taxe bancaire par la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne, adressée à M. le Ministre des Finances page 515

- Question N°77 du 29 juin 2010 de M. Fernand Diederich relative aux frais d'inscription aux cours demandés par le Conservatoire du Nord aux élèves non résidents des communes d'Ettelbruck ou de Diekirch, adressée à Mme la Ministre de la Culture page 515

- Question N°78 du 29 juin 2010 de M. Félix Braz relative à l'achat de roquettes anti-char par l'armée, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région (lire: Ministre de la Défense) pages 515-516

Questions avec débat:

Question avec débat N°1 de M. Jean Colombera au sujet de la Campagne nationale de vaccination contre le virus de la grippe porcine type A/H1N1 pages 19-21

Question avec débat N°2 de M. Henri Kox au sujet des engagements de l'État dans Enovos et les projets d'investissement dans des centrales au charbon pages 224-225

Question avec débat N°3 de M. Robert Weber sur le chômage des salariés frontaliers pages 179-180

Question avec débat N°4 de M. Jean Huss au sujet de la lutte antitabac de 2006 pages 134-135

Question avec débat N°5 de M. Eugène Berger au sujet du passeport énergétique pages 226-227

Question avec débat N°6 de M. Fernand Kartheiser au sujet de la fermeture d'ambassades au Luxembourg pages 332-333

Question avec débat N°7 de M. Fernand Kartheiser au sujet du transfert de la «Gëlle Fra» à Shanghai pendant l'exposition universelle pages 314-315

Question avec débat N°8 de M. Claude Adam au sujet de l'évolution de l'école de recherche «Eis Schoul» pages 304-305

Question avec débat N°9 de M. Claude Adam au sujet de l'évolution du lycée-pilote «Neie Lycée» pages 305-306

Question avec débat N°10 de Mme Claudia Dall'Agnol au sujet de l'organisation et du fonctionnement des services de secours pages 353-354

Question avec débat N°11 de M. Fernand Kartheiser au sujet de l'assaut militaire israélien contre la «flottille Gaza» page 445

Question avec débat N°12 de M. Xavier Bettel au sujet du Service d'aide aux Victimes d'infractions pénales pages 590-591

Question avec débat N°13 de M. Ali Kaes sur l'avenir de la Brasserie de Diekirch pages 642-643

Questions urgentes:

Question urgente N°161 de M. Eugène Berger relative à «Belval Plaza» pages 10-11

Question urgente N°212 de M. André Hoffmann au sujet du plan social chez Villeroy&Boch pages 54-55

Question urgente N°383 du 19 janvier 2010 de M. Xavier Bettel relative à l'adoption d'enfants en provenance d'Haïti suite au tremblement de terre, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration et à M. le Ministre de la Justice pages 202-204

Question urgente N°389 de M. Claude Adam relative à la faille de sécurité détectée dans Internet Explorer page 227

Question urgente N°396 de Mme Nancy Arendt, épouse Kemp au sujet de l'évolution de la situation des enfants adoptés haïtiens étant donné qu'une nouvelle secousse vient de toucher Haïti page 222

Question urgente N°507 de M. Xavier Bettel relative au numéro d'urgence pour les victimes de pédophilie lancé par l'Église catholique luxembourgeoise page 299

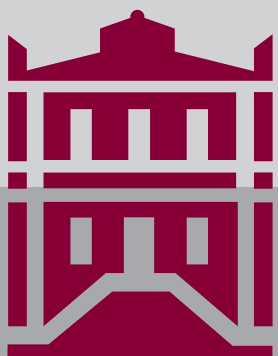
Question urgente N°514 de M. Claude Haagen relative à la Brasserie de Luxembourg page 324

Questions parlementaires:

Question parlementaire N°303 du 7 décembre 2009 de Mme Anne Brasseur relative aux cycles à pédalage assisté, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures page 352

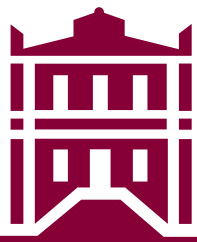
- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.



CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

www.chd.lu



Sommaire des questions parlementaires

| Question N° | Auteur | Objet |
|-------------|-------------------------|---|
| 0641 | Fernand Etgen | Tarification de l'eau |
| 0674 | Jean Colombero | Projet «Cross-Border home monitoring of heart failure in Luxembourg and North-Rhine-Westphalia» |
| 0684 | Carlo Wagner | Centre mosellan à Ehnen |
| 0691 | Carlo Wagner | Bilan du domaine thermal de Mondorf-les-Bains |
| 0702 | Xavier Bettel | Dialogue interinstitutionnel |
| 0718 | André Hoffmann | Échanges commerciaux avec des entreprises implantées dans les territoires occupés par Israël |
| 0720 | Félix Braz et Jean Huss | Réfugiés iraniens en Turquie |
| 0721 | Jean Colombero | Remboursements refusés par la Caisse nationale de Santé (CNS) |
| 0725 | Xavier Bettel | Manque de personnel à l'école de l'armée |
| 0726 | Xavier Bettel | Service de reconversion professionnelle de l'armée |
| 0727 | Xavier Bettel | Réforme du règlement disciplinaire de la force publique |
| 0734 | Ben Fayot | Avenir des personnes licenciées auprès de Villeroy & Boch |
| 0827 | Xavier Bettel | Accueil de détenus du camp de Guantánamo par le Luxembourg |

Question 0641 (11.5.2010) de M. Fernand Etgen (DP) concernant la tarification de l'eau:

En date du 6 mai 2010, Monsieur le Ministre a envoyé aux administrations communales et aux syndicats de communes la circulaire n°2859 concernant la tarification de l'eau. Dans cette circulaire, Monsieur le Ministre remarque que de nombreuses communes prennent encore insuffisamment en compte les dispositions de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau et propose des séances d'information afin d'adapter leur tarification.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Quelles sont les raisons principales qui expliquent que jusqu'à ce jour deux tiers des règlements-taxé portant fixation des tarifs de l'eau n'ont pas encore été approuvés?

Beaucoup de communes s'adressaient au cours de l'année 2009 à Monsieur le Ministre pour avoir des informations supplémentaires pour une application correcte de la loi du 19 décembre 2008. Or, à ce moment il était assez difficile d'obtenir une aide qualifiée respectivement des renseignements précis alors que les explications fournies lors des premières séances d'information se limitaient, dans la majorité des cas, aux données à intégrer dans le tableau destiné à établir le prix de revient de l'eau.

- Est-ce que des séances d'information, comme proposées dans la circulaire n°2859, n'auraient pas dû être organisées après le vote de la loi précitée et avant que les communes ne votent des règlements communaux?

- Si le Ministre se proposait d'organiser des séances d'information et d'exposer aux communes son interprétation de la nouvelle loi, ne serait-il pas opportun d'élaborer un règlement-type pour la tarification de l'eau et la redevance assainissement?

- La nouvelle tarification de l'eau a été intégrée par les communes dans leur budget de l'année 2010. Ces budgets ont été approuvés par Monsieur le Ministre sans remarque aucune au sujet de cette tarification. Comment Monsieur le Ministre s'explique-t-il cette attitude au vu de ses remarques formulées plus tard dans la circulaire précitée?

- Est-ce que les communes qui, aux yeux de Monsieur le Ministre, prennent encore insuffisamment en compte les dispositions de la loi, ont été informées par Monsieur le Ministre de cette insuffisance? Est-ce que ces communes ont eu l'information que leurs règlements n'ont pas été approuvés? Est-ce que ces communes connaissent la motivation pour un éventuel refus?

Monsieur le Ministre constate dans sa circulaire n°2859 que de nombreuses communes prennent insuffisamment en compte les dispositions de la loi du 19 décembre 2008 en ce qui concerne la distinction entre les différents secteurs.

L'un des secteurs spécifiés dans la loi précitée est le secteur agricole. Par communiqué de presse du 2 octobre 2009, le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a annoncé de mettre en œuvre, dans la mesure du possible, en 2009 un tarif préférentiel pour l'eau utilisée dans la production agricole. En date du 19 janvier 2010 le Ministre de l'Agriculture a annoncé à la Chambre des Députés qu'il a constitué ensemble avec votre Ministère un groupe de travail pour élaborer l'application d'une tarification unitaire pour le secteur agricole.

- Ne serait-il pas indiqué d'informer les communes des conclusions de ce groupe de travail et de leur communiquer, le cas échéant, les informations, obligations et mesures relatives? Dans l'affirmative, quand Monsieur le Ministre entend-il rendre public ces informations?

Réponse (5.8.2010) de M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

La question parlementaire de l'honorable Député Fernand Etgen a pour objet la tarification de l'eau.

aux agents communaux sur la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau et ses répercussions sur les communes, ces informations restant disponibles moyennant le portail www.eau.public.lu.

En date des 22 et 28 octobre et 13 novembre 2009, trois séances d'information servaient pour expliquer le schéma de calcul des coûts des services liés à l'utilisation de l'eau. En vue d'assurer une approche harmonisée pour l'ensemble des communes, un groupe de travail associant le Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région, l'Administration de la Gestion de l'Eau (AGE) et l'Association luxembourgeoise des services d'eau (Aluseau a.s.b.l.) a élaboré le «Vademecum - Prix de l'eau», ainsi que des fichiers informatiques qui ont été mis à disposition des communes moyennant la circulaire n°2821, qui a été adressée aux administrations communales et aux syndicats de communes en date du 14 octobre 2009.

L'analyse des règlements communaux fixant la redevance eau destinée à la consommation humaine et la redevance assainissement montre que les dispositions de la loi du 19 décembre 2008 sont encore insuffisamment prises en compte, notamment en ce qui concerne la récupération des coûts, la différenciation entre une partie fixe et une partie variable au niveau des redevances et la distinction des trois secteurs (ménages, industrie, agriculture). En vue de permettre aux communes d'adapter leurs règlements des tarifs pendant la phase transitoire, les communes ont été invitées par voie de circulaire d'assister à deux séances d'information organisées en date des 18 mai et 2 juin 2010. Une circulaire en voie de finalisation et qui sortira au courant du mois apportera également des clarifications à ce sujet et les informations fournies aux communes lors des deux séances d'information de 2010 sont téléchargeables sur le site www.eau.public.lu.

163 dossiers ont été approuvés par le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, respectivement ont fait l'objet d'un arrêté grand-ducal. Sur ces 163 règlements, 82 ont été transmis par les communes au Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région pour publication au Mémorial.

18 dossiers récemment introduits sont encore en cours d'instruction auprès de l'Administration de la Gestion de l'Eau, respectivement du Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région. Six dossiers ont été retournés aux communes pour modification avant approbation.

À noter que 20 communes n'ont pas encore introduit pour approbation les règlements communaux prévus aux articles 43 et 47 de la loi précitée et que 16 communes ont seulement pris un des deux règlements prévus (soit eau potable, soit assainissement).

Suite à la publication de la loi relative à l'eau, la Direction de la Gestion de l'Eau du Ministère de l'Intérieur et l'Administration de la Gestion de l'Eau est intervenu à plusieurs occasions par le biais de conférences publiques en vue d'expliquer les dispositions de la loi en général et de la tarification de l'eau en particulier. Le Syndicat des villes et communes luxembourgeoises (Syvicol) et l'Association luxembourgeoise des services d'eau (Aluseau), en coopération avec l'Administration de la Gestion de l'Eau et le Ministère de l'Intérieur, ont organisé les 21 et 22 avril 2009 des réunions d'information s'adressant

Dans l'optique d'une tarification équitable, les responsables communaux ont été incités d'appliquer des prix spécifiques pour le secteur agricole. Déjà, les communes sont obligées de différencier entre la seule consommation du ménage (et, donc, assimilée au secteur des ménages) et celle de l'exploitation agricole contiguë, cette dernière étant exclusivement assimilée au secteur agricole. En détail, les opérateurs sont invités à moduler le prix du secteur agricole de façon à ce que les coûts soient répartis à parts égales entre la partie fixe et la partie variable du prix de l'eau. En effet, la facturation des coûts par le biais d'une part fixe substantielle, contrairement à la part variable proportionnelle au volume d'eau consommé, ne pénalise pas outre mesure le grand consommateur.

La lettre b) du paragraphe (2) de l'article 14 précise en outre que le prix variable de l'eau usée déversée dans le réseau d'égout est soit proportionnel au volume d'eau provenant de la distribution publique prélevé par l'utilisateur ou soit déterminée à l'aide d'un dispositif de comptage. Dans le cas de l'exploitation agricole, il est évident que seules les eaux usées déversées par la laiterie et par la salle de traite sont soumises à facturation. À défaut d'un dispositif de comptage, il a été recommandé aux communes d'appliquer un volume forfaitaire plafonnant la redevance assainissement des exploitations agricoles.

En ce qui concerne les orientations pour la tarification dans le secteur agricole, une conférence conjointe des Ministres de l'Agriculture et de l'Intérieur et à la Grande Région est d'ailleurs prévue pour la rentrée.

Question 0674 (1.6.2010) de M. Jean Colombero (ADR) concernant le projet «Cross-Border home monitoring of heart failure in Luxembourg and North-Rhine-Westphalia»:

Auf der LuxExpo findet alljährlich die „Medetel“ statt. Es handelt sich um eine spezialisierte Veranstaltung mit Vorträgen und Ausstellungen zum Thema „Neue Informations- und Kommunikationstechnologien in der Gesundheitsversorgung“. Luxemburg war unter anderem mit einer Präsentation „Cross-Border home monitoring of heart failure patients in Luxembourg and North-Rhine-Westphalia“ vertreten. Es handelt sich um ein grenzüberschreitendes Telemedizin-Projekt für Herzinsuffizienzranke.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Sind zurzeit luxemburgische Patienten in dieses Forschungsprojekt eingebunden? Wenn ja, wie wurden diese Patienten rekrutiert und um wie viele Patienten insgesamt handelt es sich? Wenn nein, ist geplant luxemburgische Patienten in Zukunft in dieses Projekt mit einzubeziehen?

2) Was sind die strategischen Zielsetzungen dieser grenzüber-

schreitenden Zusammenarbeit in Sachen Telemedizin zwischen Luxemburg und Nordrhein-Westfalen. Basieren diese Zielsetzungen auf dem „e-santé“-Plan der Regierung?

3) Wie viel Unterstützung (finanzieller und ideeller Art) erfährt das Pilotprojekt von Seiten des Ministeriums und der Gesundheitskasse?

4) Wird es in Zukunft von offizieller Seite kontinuierliche Informationen zu diesem Telemedizin-Modellprojekt geben?

5) Welche Ergebnisse und Erkenntnisse für die Herzinsuffizienzpatienten in Luxemburg werden von diesen auf den neuen Informationstechniken basierenden Versorgungsformen erwartet?

Réponse commune (4.8.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et Ministre de la Sécurité sociale*:

Das Modellprojekt zur grenzüberschreitenden telemedizinischen Zusammenarbeit im Bereich des Telemonitorings von Herzinsuffizienzpatienten sowie Patienten mit kardiovaskulären Erkrankungen wurde als Kooperation des Centre hospitalier de Luxembourg (CHL), des Centre de Recherche public Henri Tudor (CRP Henri Tudor) mit dem Institut für angewandte Telemedizin im Herz- und Diabeteszentrum NRW (IFAT), als auch mit dem Zentrum für Telematik im Gesundheitswesen (ZTG) aus Bochum (D) initiiert.

Zum einen soll die Funktionalität des vom CRP Henri Tudor entwickelten Monicard® Telemo- nitoring-Systems bei der Versorgung von Herztransplan- tationspatienten in Nordrhein- Westfalen (NRW) untersucht werden. Zum anderen wird die Durchführbarkeit eines telemedi- zinischen Antikoagulationsmoni- torings in Luxemburg analysiert. Ein wesentlicher Teil der Arbeiten des Projektes konzentriert sich auch auf die Festlegungen der Modalitäten zum Datenaustausch und der Definition eines gemein- samen Workflows zur grenzüber- schreitenden telemedizinischen Zusammenarbeit.

Im Bereich der Versorgung von Herzinsuffizienzpatienten soll durch die Messung der Puls- transitzeit (PTT) ein neuer Pa- rameter erstellt werden. Die Puls- transitzeit spiegelt den peripheren Widerstand und die Elastizität der Gefäße wieder. Da sich bei Herz- patienten dieser Parameter ver- ändert, kann dieser vermutlich als weiterer Indikator für den Schweregrad der Erkrankung die- nen. Dies kann für Hochrisiko- patienten (z. B. Patienten vor und nach Herztransplantation) besonders interessant sein. Ferner soll ermittelt werden, ob Absto- ßungsreaktionen früher erkannt werden können. So könnte ein Therapieerfolg bei knappen Spen- derherzen mit Hilfe der PTT ver- bessert werden.

In diesem Teil des Projektes werden Patienten aus dem Herz- zentrum Bad Oeynhausen (NRW) vor und nach Herztransplan- tation mit dem luxemburgischen Monicard® Telemo- nitoring-System im IFAT überwacht und vom CRP Henri Tudor technisch be- treut. Herzinsuffizienzranke Pa- tienten aus Luxemburg sind zur- zeit nicht beteiligt.

Patienten mit mechanischer Herzklappe oder anderen kardio- vaskulären Erkrankungen nehmen meist Antikoagulantien (blut- verdünnende Medikamente) oral ein, was primär der Schlagan- fallprophylaxe dient. Diese not-

wendige medikamentöse Thera- pie erfordert jedoch eine eng- maschige Überwachung des Status der Blutverdünnung (INR- Wert), da sonst im Extremfall gefährliche innere Blutungen möglich sind. Im Luxemburger Patientenkollektiv ist daher eine regelmäßige telemedizinische Kon- trolle der Gerinnungswerte zur Verlaufskontrolle vorgesehen.

Für das Antikoagulationsmoni- toring sollen luxemburgische Patienten durch das CHL rekrui- tiert werden. Die Untersuchung zur Durchführbarkeit eines tele- medizinischen Antikoagulations- monitorings in Luxemburg ist eine direkte Zielsetzung des Projektes. Es ist geplant ins- gesamt 25 luxemburgische Pa- tienten in eine erste Testphase aufzunehmen.

Der Hauptfokus des Projektes liegt in der Versorgung chronisch herzkranker Personen. Diese Pa- tientengruppe ist besonders durch häufige Krankenhausaufent- halte, sowie verringerte Lei- stungsfähigkeit und lebensbe- drohliche Situationen in ihrer Lebensqualität eingeschränkt.

Direkte Zielsetzungen dieses Pro- jektes sind hier der prototypische Aufbau und das Testen einer bilateralen grenzübergreifenden Telemonitoring-Lösung am Bei- spiel der Herzkrankheit. Dazu soll die Funktionalität des luxembur- gischen Monicard® Systems bei der Versorgung von Herztrans- plantationspatienten im Herz- und Diabeteszentrum Bad Oeynha- uen (NRW) analysiert werden.

Die nationale „eSanté“-Strategie wird durch dieses Projekt insofern unterstützt, als telemedizinisch erhobene Patientendaten elek- tronisch verarbeitet, analysiert und gespeichert werden, dies bei gleichzeitiger Sicherstellung des Schutzes der Privatsphäre von Patienten. Es wird hier exem- plarisch erprobt inwiefern im Bereich des Telemonitorings neue Informationstechnologien mit vertretbaren Kosten zur Verbes- serung der Versorgungssituation und Steigerung der Verfügbarkeit als auch der Qualität der medizi- nischen Versorgung beitragen können, dies im Rahmen einer grenzübergreifenden Zusammen- arbeit. Auch das Ziel Luxemburg als Standort mit hoher Kompe- tenz im Bereich der Health Science, Telemedizin als auch der Biomedizintechnik zu etablieren wird hiermit unterstützt.

Das Projekt wird im Rahmen der „eSanté“-Strategie sowohl durch das Gesundheitsministerium als auch durch das Land Nordrhein- Westfalen gefördert. Die von beiden Regierungen zugesagten Fördermittel betragen jeweils 210.000 Euro. Ferner wird das Projekt durch Eigenmittel der beteiligten Projektpartner und öffentliche Einrichtungen ge- tragen.

Wie in Forschungsprojekten üb- lich, werden die Projektpartner ihre Forschungsergebnisse veröf- fentlichen und an wissenschaftli- chen Symposien und Kongressen teilnehmen. Ferner ist im Projekt- plan vorgesehen, die Projekter- gebnisse sowie Informationen zu den Studien und deren Resultate an die beteiligten Ministerien beider Länder weiterzuleiten.

Ziel ist es zu untersuchen, wie durch Telemedizin chronisch herz- kranken Personen eine bessere Versorgung zugänglich gemacht werden kann.

Da das Projekt noch nicht abge- schlossen ist, liegen demnach noch keine Resultate vor.

Question 0684 (4.6.2010) de **M. Carlo Wagner** (DP) con- cernant le **Centre mosellan à Ehnen**:

Dans sa réponse à ma question parlementaire du 18 mars 2010 concernant le projet de la trans- formation du Centre mosellan à Ehnen (*cf. compte rendu N°10/ 2009-2010 - question parlemen- taire N°0521*), Madame la Mi- nistre de la Culture m'a fait savoir que le projet en question relevait de la compétence du Ministère du Tourisme.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Classes moyennes et du Tourisme:

- Madame la Ministre peut-elle me fournir des informations sur l'évolution du projet prévoyant la transformation du Centre mosellan à Ehnen? Existe-t-il déjà un calendrier exact pour la réali- sation du projet? Dans l'affir- mative, dans quels délais debu- teront les travaux de transfor- mation?

- Au cas où le projet en question serait soumis à des réserves de financement, Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis que la trans- formation du Centre mosellan constitue un élément-clé pour le futur développement des acti- vités touristiques dans la région mosellane et devrait, par consé- quent, figurer parmi les projets dont la réalisation est considérée comme prioritaire?

Réponse (5.8.2010) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch**, *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme*:

Sur initiative du Ministère des Classes moyennes et du Tou- risme, un groupe de travail avait été mis en place en 2004 pour élaborer une étude de concept et pour accompagner les travaux de réaménagement et de restruc- turation de la Maison du Vin à Ehnen. Cette étude, réalisée sous l'égide de l'Administration des Bâtiments publics, fut finalisée en octobre 2005 et soumise début 2006 par le Ministre des Classes moyennes et du Tourisme au Ministre des Travaux publics avec prière d'insertion dans la programmation pluriannuelle du département. À l'époque, et au vu des économies qui ont dû être réalisées à partir de 2006, ce projet fut ajourné, comme un certain nombre d'autres pro- jets.

En 2009, le projet initial fut mo- difié en certains points selon les recommandations de la commis- sion d'analyse critique, prévoyant notamment une réduction du coût total de 7,4 millions à 6.319.308 euros.

Malheureusement, le projet en question, à l'instar de nombreux autres projets, est toujours sou- mis à des réserves de finan- cement, en raison de la conjonc- ture économique défavorable et des restrictions budgétaires qui s'ensuivirent, de sorte qu'il est impossible, à l'heure actuelle, d'établir un calendrier exact pour sa réalisation.

Madame la Ministre des Classes moyennes et du Tourisme partage toutefois l'avis de l'hono- rable Monsieur Wagner quant à la vocation de la Maison du Vin en tant que futur Centre touris- tique et viticole.

Le projet revêt par ailleurs une certaine urgence dans la mesure où la maison Linden, adjacente au musée et faisant partie inté- grante du nouveau projet, dont l'État s'est porté acquéreur il y a

quelques années, se trouve dans un état de délabrement avancé et risque de menacer ruine si elle est délaissée encore plus long- temps.

Question 0691 (7.6.2010) de **M. Carlo Wagner** (DP) con- cernant le **bilan du domaine thermal de Mondorf-les-Bains**:

Le domaine thermal de Mondorf- les-Bains vient de publier son bilan pour l'année passée. Il ressort des chiffres présentés que le domaine a réalisé en 2009 une perte de quelque 500.000 euros par rapport à un bénéfice de 102.000 euros en 2008.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir des détails chiffrés expli- quant la régression alarmante du bénéfice du domaine? Quelle est l'évolution des postes de charges au cours des dernières années?

- Monsieur le Ministre a-t-il été renseigné en cours d'année de l'évolution préoccupante des chiffres d'affaires du domaine?

- La direction du domaine a an- noncé pour la fin d'année la mise en place d'une nouvelle stratégie pour le futur développement du domaine. Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'au vu des chiffres inquiétants du bilan une telle stratégie devrait être mise en place le plus vite possible?

Réponse (11.8.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

En tant qu'établissement public, le Centre thermal et de santé de Mondorf-les-Bains dispose de la personnalité juridique et jouit de l'autonomie financière et admi- nistrative sous la tutelle du Mi- nistre de la Santé. Il est géré dans les formes et d'après les mé- thodes du droit privé.

Je tiens à informer l'honorable Député que la régression du bé- néfice du Centre thermal s'ex- plique surtout par une nette ré- gression du chiffre d'affaires au niveau «Club» et «Parc Hôtel», d'une part, et par une hausse de l'ordre de 25% des frais d'eau et d'énergie (électricité, chaud et froid), d'autre part. Par contre, les charges de personnel sont restées stables.

L'évolution des charges au cours des dernières années se caracté- rise globalement par une régres- sion du chiffre d'affaires et du résultat des activités liées à l'ex- ploitation des domaines «Club» et «Parc Hôtel».

Je tiens de même à informer l'hono- rable Député que le bilan du Centre thermal me fut commu- niqué au cours du mois d'avril 2010.

Je partage l'avis de Monsieur le Député en ce que la stratégie pour le futur développement du Centre thermal est à affiner dans les meilleurs délais. Je tiens par ailleurs à l'informer que des ana- lyses internes et des études sont soit en cours, soit prévues à brève échéance; ceci afin de mettre le conseil d'administration de l'éta- blissement en mesure d'établir, voire de mettre en place une telle stratégie pour les cinq à dix ans à venir.

Question 0702 (14.6.2010) de **M. Xavier Bettel** (DP) con- cernant le **dialogue interins- titutionnel**:

Le programme gouvernemental prévoit qu'un groupe de travail interinstitutionnel à haut niveau entre le Gouvernement, la Chambre et le Conseil d'État sera constitué afin de renforcer le dialogue entre les institutions sur certains aspects de la procédure législative, notamment la communication des textes, les délais ou encore les oppositions for- melles. Il est prévu que ce groupe de travail interinstitutionnel tire ses conclusions avant la fin de l'année 2010. D'après le pré- sident du groupe parlementaire du CSV, le Gouvernement aurait donné son accord pour entamer les travaux au cours du mois de mars 2010 («Zweetens hu mer am Dezember hei gesot, datt mer bereet wärem, deen Dia- logue interinstitutionnel unze- fänken. Ech kann lech haut soen, datt d'Majoritéitsfraktiounscheffen informéiert gi si vun der Regie- rung, datt d'Regierung bereet wär, deen Dialogue interinsti- tutionnel am Mäerz vun dësem Joer ze féieren»): séance du 19 janvier 2010.)

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Mon- sieur le Ministre d'État:

- Ce groupe de travail interinsti- tutionnel a-t-il déjà été constitué?

- Dans la négative, pour quelles raisons ce groupe n'a-t-il pas encore été institué?

- Dans l'affirmative, quand ce groupe de travail interinsti- tutionnel entamera-t-il ses travaux?

- Quelle est la durée prévue des travaux au sein de ce groupe de travail?

- La date avancée (fin 2010) est- elle toujours réaliste?

Réponse (6.8.2010) de **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*:

En raison d'une actualité poli- tique nationale et internationale particulièrement chargée, le groupe de travail auquel fait référence la question parlementaire de Mon- sieur le Député Xavier Bettel n'a pas encore été formellement ins- titué. Des contacts ont cepen- dant été noués entre le Gou- vernement, la Chambre des Dé- putés et le Conseil d'État pour préparer la mise en place de ce groupe qui se réunira une pre- mière fois le lundi 13 septembre 2010. En ce qui concerne la du- rée des travaux, je proposerai aux membres du groupe de travail de se fixer sur un calendrier de tra- vail lors de cette première réu- nion.

Question 0718 (18.6.2010) de **M. André Hoffmann** (*déi Lénk*) concernant les **échanges com- merciaux avec des entre- prises implantées dans les territoires occupés par Israël**:

Dans sa réponse à la question parlementaire N°0547 posée par l'honorable Député Monsieur Jacques-Yves Henckes au sujet des missions économiques effec- tuées par le Gouvernement luxembourgeois à l'étranger (*cf. compte rendu N°13/2009-2010*),

Monsieur le Ministre a cité un certain nombre de pays-cibles prioritaires, parmi lesquels Israël, dont il a salué «le nombre important de projets d'entreprises et de start-ups».

Or, Monsieur le Ministre n'ignore certainement pas que des entreprises de plus en plus nombreuses, aussi bien dans le secteur agricole que dans celui des nouvelles technologies, sont implantées dans des territoires illégalement occupés par Israël depuis 1967, qu'il s'agisse de la Cisjordanie (y compris Jérusalem-Est) ou du Golan. Régulièrement dénoncée par la communauté internationale, y compris par le Gouvernement luxembourgeois, la politique de colonisation israélienne, en violation du droit international, constitue un facteur déterminant de l'éloignement des perspectives de paix au Proche-Orient.

Par ailleurs, cette situation entraîne un certain nombre de conséquences juridiques pour les entreprises étrangères souhaitant commercer avec des partenaires israéliens. Ainsi, dans son arrêt «Brita» du 25 février 2010, la Cour de Justice de l'Union européenne a retenu que les produits originaires des territoires occupés ne sauraient bénéficier du régime préférentiel instauré par l'accord d'association UE-Israël du 20 novembre 1995 et que les autorités douanières de l'État d'importation ne sont pas liées par la preuve d'origine présentée et par la réponse des autorités douanières israéliennes lorsque ladite réponse ne comporte pas de renseignements suffisants pour déterminer l'origine réelle des produits. De même, le nombre de procédures judiciaires intentées contre des entreprises européennes coopérant avec des entreprises israéliennes implantées dans des colonies ne cesse d'augmenter.

Je prierais donc Monsieur le Ministre de répondre aux questions suivantes:

1) Le Ministère vérifie-t-il systématiquement que les entreprises israéliennes contactées dans le cadre de ses missions économiques ne sont pas implantées dans des colonies?

2) Le Ministère interdit-il aux entreprises luxembourgeoises commerçant avec Israël de coopérer avec des entreprises implantées dans des colonies? Dans l'affirmative, prévoit-il des sanctions pour les contrevenants?

3) Les autorités luxembourgeoises veillent-elles à ce que les produits importés au Luxembourg et estampillés «Israël» aient effectivement été produits en territoire israélien tel que reconnu par la communauté internationale?

4) Dans les cas où l'origine des produits est douteuse, les autorités douanières luxembourgeoises les excluent-elles du régime préférentiel instauré par l'accord d'association UE-Israël du 20 novembre 1995?

Réponse (30.7.2010) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

En 2009, le Luxembourg a importé des marchandises catégorisées comme d'origine israélienne pour une valeur totale de 2,6 millions d'euros, ce qui équivaut à 0,028% de nos importations totales. Les chiffres dispo-

nibles auprès du Statec ne renseignent pas d'importations en provenance des territoires palestiniens, ce qui n'est pourtant pas exceptionnel au vu de la nature du tissu économique local et de la pratique d'importation luxembourgeoise (qui fait qu'un volume important de nos importations transitent par des centrales d'achat situées dans d'autres pays de l'UE).

L'arrêt «Brita» ne concerne que le régime douanier pour les produits importés dans l'Union européenne et demande aux autorités douanières des pays d'importation de déterminer si les produits tombent dans le champ d'application soit de l'accord d'association UE-Israël, soit sous celui de l'accord d'association UE-OLP (Organisation pour la Libération de la Palestine), soit sous aucun des deux (auquel cas, ils sont frappés du plein tarif douanier). Il est clair que l'Administration des Douanes et Accises prend les mesures nécessaires pour appliquer le dispositif légal en vigueur et déterminer le traitement douanier applicable.

Afin de déterminer si ces marchandises sont éligibles pour le traitement préférentiel accordé par l'accord d'association UE-Israël, les administrations douanières du pays d'importation peuvent, en cas de doute, procéder à des contrôles renforcés sur l'origine exacte desdites marchandises et ne sont pas liées par les indications reprises sur les certificats d'origine établis par les autorités compétentes de l'État d'Israël. Le traitement préférentiel peut être refusé s'il s'avérait que ces produits proviennent de territoires situés en dehors des frontières de l'État d'Israël de 1967. Ils seront alors traités comme importations en provenance de territoires palestiniens ce qui, pour l'instant, constitue un désavantage pour le producteur.

Ce désavantage va cependant disparaître lorsque la proposition de la Commission européenne d'accorder un accès en franchise de droit et sans contingent aux exportations palestiniennes à destination des marchés de l'UE est acceptée, proposition annoncée le 10 juin 2010 suite à la rencontre entre le commissaire De Gucht et le Ministre palestinien de l'Économie nationale, Monsieur Hasan Abu-Libdeh. L'Union européenne s'est aussi dite prête à fournir de l'assistance technique aux diverses administrations de l'Autorité palestinienne afin d'améliorer leurs performances dans la gestion de ses relations économiques extérieures.

Il est dans l'intérêt aussi bien de l'Union européenne que du Grand-Duché de Luxembourg de créer une égalité de traitement entre l'État d'Israël et les territoires palestiniens afin de promouvoir l'investissement légal d'entreprises étrangères dans les territoires palestiniens pour y contribuer à la croissance économique et à la création d'emplois qui font cruellement défaut en l'absence actuelle d'investissements étrangers de taille.

La Cour ne se prononce pas sur la légalité de la présence d'entreprises israéliennes dans les territoires occupés et l'arrêt s'applique uniquement aux territoires de la Cisjordanie et de la bande de Gaza (bien que de facto, l'Autorité palestinienne n'y dispose à ce jour de juridiction) et non pas au Golan, territoire originellement syrien. Il fait uniquement un arbitrage entre les champs d'application des deux accords d'association.

Je tiens à souligner que l'arrêt «Brita» n'équivaut en aucun cas à la mise sous embargo des entreprises israéliennes produisant dans les territoires palestiniens. L'application de l'arrêt ne mène pas à un refus du dédouanement en cas de doute, mais à la naissance d'une dette douanière s'il s'avérait, lors du contrôle, que la marchandise est originaire des territoires occupés. L'importateur a donc tout intérêt à insister auprès du fournisseur israélien sur la véracité des déclarations d'origine s'il ne souhaite pas être surpris par des coûts non prévus dans le contrat initial.

Quant aux deux premiers points soulevés par l'honorable Député, j'estime qu'ils n'ont rien à voir avec les effets juridiques de l'arrêt «Brita». Dans un État de droit, il est difficile de concevoir que le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur interdise aux entreprises luxembourgeoises de faire commerce avec des entités étrangères à défaut d'une disposition légale ou réglementaire mettant ces échanges commerciaux sous embargo ou sous licence.

Enfin, le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur ne procède pas à un contrôle systématique des sites d'implantation des entreprises avec lesquelles il entretient des relations, que ce soit dans la prospection des investissements ou dans la promotion commerciale. Il serait en effet ingérable d'exiger la fourniture des titres de propriété ou contrats de bail de tous les sites d'une entreprise qui pourrait avoir des présences potentielles dans des régions du monde où la propriété du terrain est contestée, que ce soit suite à un conflit armé ou bien suite à des expropriations non compensées résultant d'autres événements historiques (révolutions, changements politiques, etc.).

Question 0720 (22.6.2010) de **MM. Félix Braz et Jean Huss** (*déi gréng*) concernant les **réfugiés iraniens en Turquie**:

Dans le cadre des émeutes suite à la fraude présumée lors des élections présidentielles du 12 juin 2009, les autorités iraniennes firent emprisonner plusieurs milliers de citoyens faisant partie de l'opposition contre le régime des mollahs. De plus, selon «Amnesty International» des centaines de personnes auraient été exécutées. Face à l'oppression systématique et continue de la part du Gouvernement iranien, une vague de réfugiés s'est déplacée envers la Turquie, pays voisin de l'Iran. Actuellement les médias internationaux estiment à plus de 4.000 les citoyens iraniens demeurant en Turquie dans des cités dédiées aux réfugiés. Puisque, faute à une législation d'asile en vigueur en Turquie, les réfugiés n'ont aucune chance d'être régularisés, par conséquent la communauté internationale est obligée d'assumer la responsabilité du sort des réfugiés concernés.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration et à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:

- Messieurs les Ministres sont-ils au courant des conditions de vie des réfugiés iraniens en Turquie?

- Messieurs les Ministres ne pensent-ils pas qu'il faille renforcer, au ni-

veau européen, la pression politique envers la Turquie afin d'améliorer substantiellement les conditions de vie des réfugiés iraniens?

- Compte tenu des conditions de vie désastreuses des réfugiés, le Gouvernement luxembourgeois envisage-t-il, au niveau européen, de s'engager en faveur d'un effort collectif de la part de l'Union européenne afin d'héberger les réfugiés politiques en cause?

Réponse commune (30.7.2010) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration* et de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*:

Le Luxembourg observe attentivement la situation des réfugiés en Turquie. Il soutient les efforts de la communauté internationale et notamment du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) qui ont pour but de protéger les réfugiés en veillant à l'application de la Convention de Genève sur les droits des réfugiés. Le HCR s'occupe actuellement de plus de 20.000 réfugiés luxembourgeois à l'HCR se sont élevées à plus de 7.650.000 euros en 2009, ce qui fait du Luxembourg le 20^e donateur plus important en termes absolus et le premier par tête d'habitant.

L'état du système d'asile en Turquie fait l'objet d'un suivi dans le cadre des négociations d'adhésion de la Turquie avec l'Union européenne (chapitre 24: Justice, liberté et sécurité).

Le rapport de suivi publié en 2009 par la Commission européenne confirmait que de nombreuses lacunes existent dans ce domaine. Il est évident que tous les efforts doivent être déployés pour améliorer la situation et que l'Union européenne doit soutenir dans ce contexte le Gouvernement turc qui s'est engagé à harmoniser sa législation avec celle de l'Union européenne. L'amélioration de la capacité et des conditions d'accueil doivent donc constituer une priorité, notamment au vu des ambitions de la Turquie de rejoindre l'Union européenne.

Dans tous les cas, la réinstallation de réfugiés ne peut être qu'une solution en dernier ressort, si le pays d'arrivée n'est pas en mesure d'assurer une protection adéquate et si le retour des demandeurs d'asile ou des réfugiés n'est pas possible à moyen terme. L'Union européenne coopère étroitement avec les organisations internationales actives dans ce domaine, dont notamment le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR). Ainsi, l'Union européenne avait accepté la réinstallation de réfugiés irakiens reconnus par l'UNHCR. Rappelons que, dans ce cadre, le Luxembourg a également accueilli 28 réfugiés en provenance de la Syrie et de la Jordanie.

La possibilité de mettre en œuvre un projet similaire en faveur des réfugiés en Turquie devrait être examinée en coordination étroite avec les autres États membres de l'Union européenne, la Commission européenne et l'UNHCR.

Notons encore que le Luxembourg s'est engagé à continuer à accueillir des réfugiés dans le cadre des réinstallations. Les activités projetées dans ce contexte se concentreront toutefois sur des régions autres que la Turquie.

Question 0721 (24.6.2010) de **M. Jean Colombara** (*ADR*) concernant les **remboursements refusés par la Caisse nationale de Santé (CNS)**:

Bei Anfragen auf Rückerstattung der Kosten für Untersuchungen, Behandlungen, Material oder anderen medizinischen Produkten kommt es immer häufiger zu Problemen mit den dafür zuständigen Stellen der CNS. Dabei geht es meistens um Formfehler in ärztlichen Verordnungen, die den Vorschriften der CNS nicht vollständig genügen oder um abgelaufene Termine. In bestimmten Fällen kommt es vor, dass Leistungen, die unter normalen Umständen von der CNS zurückerstattet werden, dadurch nicht berücksichtigt werden, so dass der Patient schlussendlich die gesamten Kosten tragen muss.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Existiert eine statistische Erfassung über die geschuldeten Geldleistungen, die aufgrund angeblicher Formfehler in ärztlichen Verordnungen oder wegen abgelaufener Termine nicht erstattet wurden?

2) Wie hoch belaufen sich die Einsparungen, die die CNS dadurch erreicht hat?

3) Welche Hilfe gedenkt der Minister den Patienten zukommen zu lassen, denen die CNS aus administrativen Gründen die Rückerstattung von Leistungen verweigert.

4) Nach welchen Vorgaben werden ärztliche Verordnungen auf ihre Konformität hin überprüft und sind diese Regeln öffentlich einzusehen (Internetseiten des Ministeriums oder der CNS)?

Réponse (5.8.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

Von vorneherein möchte ich dem ehrenwerten Abgeordneten mitteilen, dass Rechnungen von Leistungserbringern, welche den dienstbezüglichen gesetzlichen, statutarischen oder konventionellen Bestimmungen nicht entsprechen und deshalb nicht erstattet werden können, von der Gesundheitskasse statistisch nicht erfasst werden. Eine Einschätzung der daraus erfolgten Ersparnisse ist deshalb nicht möglich.

Sowohl Artikel 87 der von der Gesundheitskasse und der Ärzteschaft unterzeichneten Vereinbarung als auch Artikel 13 und 25 des Gesetzbuches über die ärztliche Berufspflicht sehen aber vor, dass jeder Arzt die Gesetzgebung in Sachen Gesundheit und sozialer Sicherheit kennen muss und verpflichtet ist, seine Rechnungen den entsprechenden Regeln gemäß auszustellen.

Darüber hinaus können alle Leistungserbringer sich über die gesetzlichen, reglementarischen, konventionellen und statutarischen Bestimmungen über das korrekte Ausstellen von Rechnungen auf der Internetseite der Gesundheitskasse www.cns.lu informieren.

Question 0725 (24.6.2010) de **M. Xavier Bettel** (*DP*) concernant le **manque de personnel à l'école de l'armée**:

Il me revient qu'au sein de l'école de l'armée, il existerait un manque de personnel au niveau



de l'encadrement, manque qui serait pallié en partie grâce à des personnes de lycées avoisinants.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

- Sur combien de personnes, issues de lycées avoisinants, doit-on s'appuyer en ce moment?

- Ne devrait-on pas engager du personnel supplémentaire au sein de l'école de l'armée afin d'y assurer un encadrement adéquat?

Réponse (29.7.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de la Défense:**

En réponse à la question de l'honorable Député, il convient de relever que le fonctionnement de l'école de l'armée est assuré par le personnel enseignant qui se compose d'un chargé de direction de l'école et de sept instituteurs spéciaux. S'y ajoutent des chargés de cours désignés d'un commun accord par le Ministre de l'Éducation nationale et le Ministre de la Défense et dont le nombre se situe généralement entre douze et 14 personnes. Ce chiffre dépend de l'organisation des cours et peut dès lors varier d'un semestre scolaire à un autre.

Cette collaboration de l'école de l'armée avec les lycées avoisinants, telle que prévue dans l'article 4 du règlement grand-ducal concernant le fonctionnement de l'école de l'armée, remonte à 2001 et n'a rien d'exceptionnel.

Il s'agit au contraire d'une contribution qui est très appréciée, car elle permet notamment l'enseignement de matières plus spécialisées telles que l'économie, la biologie, la chimie, la physique et l'informatique et nécessitant parfois un support et des outils didactiques spécifiques (comme par exemple un laboratoire pour les cours de chimie et de physique).

À noter encore que le recours à du personnel enseignant des lycées avoisinants constitue également une manière de garder une flexibilité dans l'organisation des cours en fonction notamment des besoins changeants d'une année scolaire à une autre.

Question 0726 (24.6.2010) de **M. Xavier Bettel (DP)** concernant le **service de reconversion professionnelle de l'armée:**

Le programme gouvernemental prévoit que, dans le cadre de sa réforme et du rôle social qui lui revient, l'armée mettra en place un service de reconversion professionnelle performant en faveur des soldats volontaires pour valoriser les expériences acquises au sein de l'armée et pour améliorer leur formation en vue d'une intégration réussie dans la vie civile et sur le marché de l'emploi.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

- Où en est la mise en place de ce service de reconversion professionnelle?

- Combien de personnes s'occupent actuellement de la recon-

version professionnelle des soldats?

- Combien de soldats sont concernés?

Réponse (30.7.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de la Défense:**

La reconversion fait partie intégrante de la réforme de l'armée de 2007. En rendant désormais la reconversion obligatoire, le but recherché est d'optimiser les chances du soldat volontaire d'accéder à un emploi sur le marché du travail au terme de son engagement dans l'armée en tenant compte notamment de ses études antérieures et de l'expérience professionnelle acquise lors de la phase militaire de son contrat d'engagement.

À cette fin, l'armée s'est dotée d'une structure dédiée spécialement à la reconversion des soldats volontaires. Celle-ci comprend un élément de planification à l'état-major de l'armée à Luxembourg - le directeur de la reconversion - et un élément de conduite - le service de reconversion - au Centre militaire à Diekirch. L'école de l'armée et l'ancien bureau d'accompagnement et de reconversion ont été regroupés au sein de ce nouveau service.

Ce service comprend l'orientation, la formation, le suivi et l'accompagnement des soldats volontaires. Son rôle consiste à conduire des actions individuelles d'orientation, d'accompagnement, de formation et de placement au profit des soldats volontaires. Le service de reconversion est également le point de contact pour les employeurs du secteur public, les entreprises et les acteurs institutionnels de l'emploi et il suit de près l'évolution du marché de l'emploi national.

Sous la direction du service de reconversion un parcours de reconversion du soldat volontaire a ainsi été défini. Ce parcours vise à sensibiliser le volontaire à l'importance de la reconversion dès son entrée à l'armée, à évaluer son potentiel, à l'informer et à l'orienter régulièrement durant le service militaire et à le responsabiliser dans l'établissement et la réalisation de son projet professionnel. Par ailleurs, au niveau de la formation à l'école de l'armée des adaptations ont été réalisées visant l'amélioration de la préparation aux examens-concours à travers une réorganisation en modules et une extension de la durée et de la nature des cours offerts.

À la lumière de l'introduction de l'enseignement par socles de compétences à partir de septembre 2011, des études en collaboration avec le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle sont également en cours pour continuer à offrir la possibilité au soldat volontaire d'améliorer son niveau scolaire initial à l'école de l'armée.

Au total quelque 25 personnes s'occupent actuellement de la reconversion des volontaires. La structure de la reconversion a été adaptée (à enveloppe globale constante au niveau du personnel) moyennant réaffectations

internes. Il est par ailleurs prévu de renforcer le service de reconversion à terme par un psychologue (prévu par la loi du 24 décembre 2007) qui, à côté de ses tâches thérapeutiques, serait également chargé de l'orientation scolaire des soldats volontaires. Il convient enfin de relever que, dans le cadre d'un projet pilote de coopération avec l'ADEM, il est déjà systématiquement fait recours à l'expertise de cette dernière lors des entretiens d'orientation.

La coopération avec l'ADEM est d'ailleurs en train d'être formalisée et celle avec d'autres administrations se voit intensifiée afin de systématiser davantage les flux d'informations sur les besoins et opportunités du marché de l'emploi.

En collaboration avec des partenaires externes, le service de reconversion est également en train de préparer l'élargissement de l'offre des formations professionnelles en relation avec les activités spécifiques de l'armée et aussi par rapport au secteur privé. Les travaux préparatifs à la conclusion de partenariats avec des entreprises privées, intéressées à embaucher des soldats volontaires, ont été entamés. À terme des conventions-cadres avec des entreprises intéressées pourraient être envisagées.

La reconversion s'adresse à tous les soldats volontaires de l'armée, y compris ceux qui étaient en service avant la réforme.

Dès qu'un volontaire entre à l'armée, il a droit aux prestations du service de reconversion.

Au 1^{er} juillet 2010 l'effectif des soldats volontaires était de 545. Cet effectif comprenait 311 soldats incorporés sous le nouveau régime basé sur la loi militaire du 21 décembre 2007 et 234 soldats dits de l'ancien régime, c'est-à-dire incorporés avant mai 2008.

Sous le nouveau régime, les prestations du service de reconversion pendant la phase militaire (c'est-à-dire les 36 premiers mois de leur contrat d'engagement), consistent dans une première phase en de l'information et des entretiens individuels d'orientation en vue d'identifier un projet professionnel. Ensuite, pendant la phase de reconversion qui est en principe de douze mois, le soldat volontaire suivra des formations et cours à l'école de l'armée, y passera des examens, et, nouveauté, pourra aussi faire des stages en entreprise.

La période de reconversion proprement dite des premiers volontaires du nouveau régime - 36 soldats incorporés en mai 2008 - ne commencera qu'en mai 2011 à l'issue de leur phase militaire de 36 mois.

À l'heure actuelle les soldats de l'ancien régime bénéficient donc exclusivement de toutes les prestations de la reconversion (entretiens d'orientation et d'accompagnement professionnels, cours à l'école de l'armée, préparation à des examens-concours, formation professionnelle auprès de leur future administration pour ceux ayant déjà réussi un examen-concours).

Question 0727 (24.6.2010) de **M. Xavier Bettel (DP)** concernant la **réforme du règlement disciplinaire de la force publique:**

Le Gouvernement a annoncé de longue date une réforme du règlement disciplinaire de la force publique.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante:

- Monsieur le Ministre pourrait-il m'informer sur l'état d'avancement de ce projet?

Réponse (29.7.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de la Défense:**

La loi ayant pour objet la discipline dans la force publique date du 16 avril 1979 et ne correspond dès lors plus aux besoins d'une police et d'une armée modernes.

C'est la raison pour laquelle le Gouvernement a mis en chantier une réforme de ce texte qui doit tenir compte des besoins spécifiques des deux corps concernés.

Les travaux préparatoires sont en cours au sein des administrations concernées et des concertations auront lieu au second semestre de l'année en cours avec les organisations représentatives des personnels des deux corps.

À l'issue de ces consultations le Gouvernement finalisera ses propositions.

Il s'agit d'un projet prioritaire de ce Gouvernement qui veut introduire les textes législatifs si possible encore avant la fin de cette année.

Question 0734 (30.6.2010) de **M. Ben Fayot (LSAP)** concernant l'**avenir des personnes licenciées auprès de Villeroy & Boch:**

Touchée par la crise économique et financière, l'entreprise Villeroy & Boch a décidé, l'année dernière, d'arrêter ses activités de production sur le site de Luxembourg fin juin 2010 et d'y supprimer par conséquent les 230 emplois.

Grâce à la signature d'un plan de maintien dans l'emploi prévoyant une cellule de reclassement et l'organisation de bourses à l'emploi, environ 90 salariés ont pu trouver jusqu'ici un nouvel emploi. Une vingtaine pourra bénéficier du régime de préretraite.

Cependant, le jour même de la fermeture définitive du site de production luxembourgeois, 120 salariés se retrouvent licenciés et sans perspective à un nouvel emploi.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Quelles sont les mesures que le Ministre entend entreprendre en vue d'une reconversion professionnelle et du réemploi des personnes licenciées?

Réponse (5.8.2010) de **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:**

Suite au licenciement collectif effectué par Villeroy & Boch, 230 salariés ont perdu leur emploi. De ces 230 salariés, 95 ont trouvé un nouvel emploi et 22 sont ou vont profiter de la préretraite.

Il reste donc actuellement 113 personnes sans emploi. Le service d'accompagnement individualisé installé par Villeroy & Boch restera en place jusqu'en fin d'année et continuera à aider activement une soixantaine de personnes à la recherche d'un nouvel emploi.

À noter qu'une cinquantaine de personnes ne veulent plus de ce soutien ou ne sont plus intéressées à réintégrer le marché de l'emploi.

Tous les autres instruments de reconversion et de réemploi prévus à l'Administration de l'Emploi restent bien sûr à disposition des personnes sans emploi.

Question urgente 0827 (5.8.2010) de **M. Xavier Bettel (DP)** concernant l'**accueil de détenus du camp de Guantánamo par le Luxembourg:**

Monsieur le Ministre des Affaires étrangères vient d'annoncer que le Luxembourg serait prêt à accueillir un, voire plusieurs détenus actuellement incarcérés au camp de Guantánamo. L'objectif affiché serait celui de contribuer à libérer un innocent.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer cette information?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre de la Justice a-t-il été mis au courant de ces démarches?

- Combien de détenus seront accueillis au Luxembourg et dans quelles conditions?

- Quand ces détenus arriveront-ils au Luxembourg?

- Quels éléments nouveaux peuvent expliquer ce changement d'attitude du Gouvernement luxembourgeois qui s'est jusqu'ici toujours prononcé contre l'accueil de détenus du camp de Guantánamo?

Réponse (10.8.2010) de **M. François Biltgen, Ministre de la Justice:**

Des négociations entre les autorités luxembourgeoises et les autorités américaines sont actuellement en cours concernant une éventuelle contribution du Grand-Duché de Luxembourg au processus de fermeture du camp de Guantánamo. Le Luxembourg pourrait être amené dans ce contexte à accueillir un ancien prisonnier du camp.

Il est cependant prématuré de spéculer sur les modalités et les conditions de la contribution luxembourgeoise, et notamment sur la durée effective du séjour de la personne éventuellement concernée au Luxembourg. Les négociations afférentes sont menées sous les égides du Ministre des Affaires étrangères qui est compétent pour les relations diplomatiques.

Les décisions définitives concernant la contribution luxembourgeoise seront prises, le moment venu, au niveau du Conseil de Gouvernement.

